



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 3 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Bilan et perspectives du space mining	p. 87			7 ^e séance	Mardi 29 janvier 2019
Risque de pauvreté des jeunes	p. 90	Sommaire des séances publiques n°s 7 à 10	p. 118	8 ^e séance	Jeudi 31 janvier 2019
Financement des grands projets d'infrastructure	p. 96	Sommaire des questions parlementaires	p. Q45	9 ^e séance	Mardi 12 février 2019
Pollution atmosphérique transfrontière	p. 112			10 ^e séance	Jeudi 14 février 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Échange de vues avec M. Pierre Moscovici, Commissaire européen

Prévisions budgétaires et politique fiscale

« L'Union européenne doit rester robuste », c'est le message clé du Commissaire européen en charge des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, M. Pierre Moscovici, reçu le 26 février 2019 à la Chambre des Députés.

Les députés membres de la Commission des Finances et du Budget avaient invité le Commissaire européen afin que celui-ci présente les prévisions économiques de la zone euro et les dernières propositions de la Commission européenne en matière de fiscalité. De manière générale, la croissance au niveau de l'Union reste positive, mais elle a perdu son dynamisme de 2017 et connaît un certain ralentissement. Malgré cet essoufflement, le taux de chômage est en train de baisser, ce qui se traduit également par une hausse des salaires au niveau de l'Union européenne, a constaté le Commissaire européen.

Une transition progressive vers un vote à la majorité qualifiée en matière de politique fiscale ?

Au cours de l'échange de vues, le Commissaire européen a expliqué aux députés la récente communication de la Commission européenne concernant le processus décisionnel en matière de politique fiscale. L'idée de M. Pierre Moscovici est de lancer le débat pour une transition progressive vers le vote à la majorité qualifiée dans le cadre de la procédure législative ordinaire pour certains domaines relevant de la politique fiscale commune de l'Union euro-

péenne. Il est conscient qu'il s'agit d'une question particulièrement sensible, mais le but est d'en discuter dans le cadre des élections européennes. Selon le Commissaire européen, le vote à la majorité qualifiée permettrait aux États membres de trouver des compromis sur les questions fiscales de manière plus rapide, plus efficace et plus démocratique.

Au cours de l'échange de vues, les députés ont notamment soulevé leur crainte d'un éventuel désavantage pour les pays de petite taille. M. Moscovici comprend la crainte des députés, mais ne la partage pas car à ses yeux « l'Union européenne est une union d'égaux ».

« Le Luxembourg s'est montré très coopératif. »

Ces quatre dernières années, la Commission européenne a fait des progrès considérables en matière de fiscalité et a notamment proposé 14 directives dont huit contre la fraude fiscale, a rappelé le Commissaire européen aux députés. Il a félicité le Grand-Duché pour son changement de paradigme ces dernières années en ce qui concerne la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Dans ces dossiers le Luxembourg « s'est montré très coopératif », a-t-il finalement souligné.

ACCIS et la taxe numérique

La directive européenne visant à mettre en place une assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) fut également évoquée par les députés lors de l'échange de



M. Pierre Moscovici reçu par les membres de la Commission des Finances et du Budget.

vues. Le souhait du Commissaire européen est que les États membres avancent dans ce dossier. Une autre thématique soulevée fut celle de la taxe numérique européenne. Les députés déplorent le retard européen au niveau de la digitalisation et craignent que cette mesure puisse aller à l'encontre du développement de ce secteur.

M. Moscovici ne voit aucune contradiction entre la taxe numérique et le développement numérique au sein de l'Union européenne. A son avis les deux doivent se faire de manière parallèle, d'où l'importance d'approfondir les travaux concernant le marché unique numérique.

Situation des pays « sous le programme de l'Union européenne »

Finalement, les députés se sont également renseignés sur la situation des pays qui sont « sous le programme de l'Union européenne », c'est-à-dire les pays dont les finances publiques sont monitorées par les institutions européennes. De manière générale, M. Moscovici a salué les efforts qui ont été faits dans ces différents pays et a souligné la nécessité d'avoir des outils et des instruments de stabilisation pour la zone euro. Finalement, le Commissaire européen a réitéré son souhait de concrétiser le projet d'un budget de la zone euro.

Le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit à la Chambre

« Nous sommes dans une impasse », c'est le constat principal de M. Michel Barnier auprès des députés membres du Bureau, de la Conférence des Présidents et de la Conférence des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. À 46 jours de la date d'échéance du départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, le négociateur en chef de la Commission européenne, chargé de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni, a été accueilli à la Chambre des Députés pour une visite de travail.

« L'accord ne sera pas renégocié »

Au cours des discussions avec les députés, M. Barnier a souligné que « l'accord trouvé

entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ne sera pas renégocié ». Selon le négociateur en chef de l'Union européenne, il s'agit du meilleur accord possible pour maintenir non seulement l'ordre au sein de l'Union européenne, mais également dans le Royaume-Uni. Les députés déplorent que le Brexit ait créé des incertitudes sociales, humaines, économiques, juridiques et techniques. « L'accord rejeté par le Parlement britannique crée de la sécurité là où le Brexit a créé de l'incertitude », a souligné le négociateur européen. A la question des députés si l'Union européenne accepterait d'accorder une prolongation tel que demandé par Mme Theresa May, M. Michel Barnier a répondu que les dirigeants européens ne semblaient pas être favorables à cette idée.

Les députés se sont réjouis du fait que les 27 États membres de l'Union européenne adoptent une position soudée dans le dossier Brexit. M. Barnier a expliqué que cette position unie est le fruit d'un travail étroit entre les États membres. Par contre, il déplore que cette unité se soit créée à l'occasion d'une situation déplorable telle que le Brexit.

« Le Brexit est lui-même la conséquence des incertitudes politiques et économiques de notre époque », a précisé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, au cours des discussions, un constat partagé par M. Michel Barnier qui a rappelé qu'il faudra tirer des leçons du Brexit, surtout en vue des élections européennes en mai 2019.

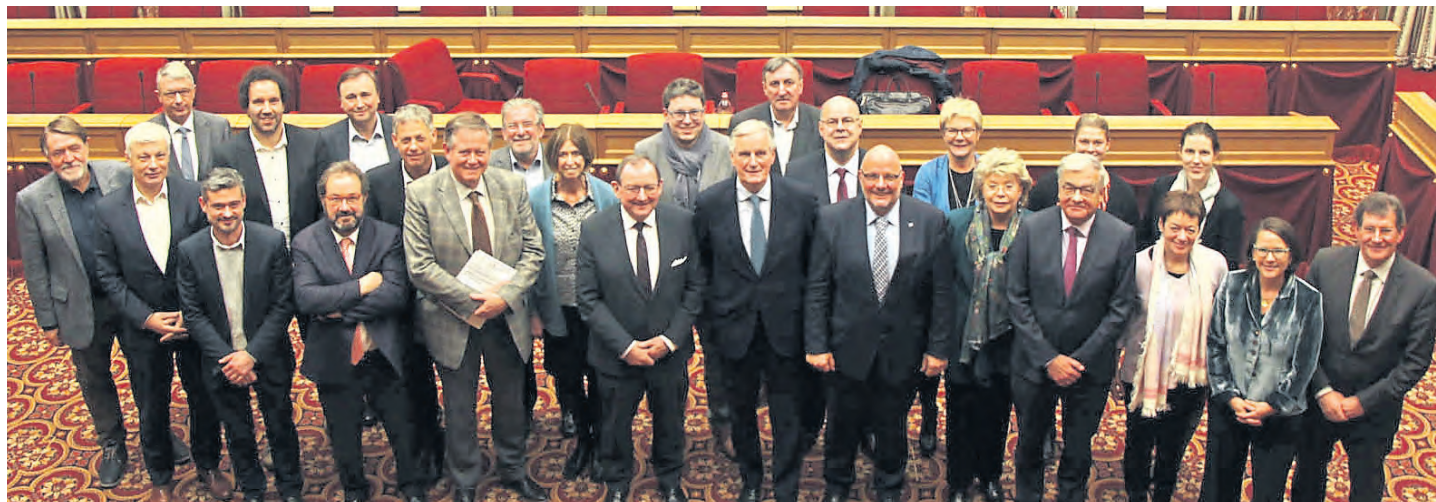
Parmi les autres sujets évoqués au cours de l'échange de vues figuraient les futures relations avec le Royaume-Uni ainsi que le rôle des Parlements nationaux dans la ratification des futurs accords et traités avec le Royaume-Uni. Dans ce contexte, le négociateur en chef des Européens a souligné que les 27 États membres ont un devoir de protéger le marché unique européen, qualifié par M. Barnier de « ciment de l'Union européenne ».

Les préparations pour un Brexit dur

Finalement, les députés ont également demandé à Michel Barnier comment les États membres pouvaient se préparer au mieux pour le scénario d'une sortie non réglée du Royaume-Uni. Selon le négociateur en chef, il faudra tout d'abord intensifier le travail d'explication auprès des citoyens européens. Il a également souligné que les États membres doivent se préparer à légiférer dans le cas d'une sortie non réglée du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Au Grand-Duché, des préparatifs pour légiférer afin de subvenir aux besoins d'un éventuel Brexit dur sont en cours, que ce soit pour sécuriser la place financière ou pour protéger les citoyens luxembourgeois et britanniques. Les députés analyseront également les différentes propositions de la Commission européenne concernant le volet des transports ou encore la sécurité aérienne en vue de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

M. Michel Barnier entouré des députés membres du Bureau, de la Conférence des Présidents et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.



Échange de vues avec la Commission de Venise

Dans le cadre des travaux pour une refonte totale de la Constitution, les députés membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ont eu un premier échange de vues avec les membres de la Commission de Venise au sujet de la future Constitution.

En juin 2018, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle avait décidé d'envoyer le texte de la proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution, tel qu'elle l'a arrêté

dans le rapport adopté le 6 juin 2018, pour avis à la Commission de Venise. Celle-ci devrait émettre son avis à la mi-mars 2019.

La Commission européenne pour la démocratie par le droit - plus connue sous le nom de « Commission de Venise », ville où elle se réunit - est un organe consultatif du Conseil de l'Europe sur les questions constitutionnelles composé d'experts indépendants en droit constitutionnel.

Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la Commission de Venise



Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Les enjeux de la politique internationale à l'ordre du jour



(de gauche à droite) M. Dan Biancalana, M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché et M. Emile Eicher

Quelque 300 parlementaires de 57 pays se sont réunis les 21 et 22 février 2019 à Vienne (Autriche) pour la 18^e session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Ce rendez-vous annuel est destiné à un échange de vues avec les représentants de l'exécutif de l'OSCE, dont le Président en exercice et Ministre des Affaires étrangères de Slovaquie, M. Miroslav Lajčák, et le Secrétaire général, l'Ambassadeur Thomas Greminger.

Les enjeux de la politique internationale ont été abordés lors des différentes réunions de la session (Commission permanente, séances plénières et réunions des trois commissions de l'Assemblée). L'élection présidentielle en Ukraine fin mars 2019, le Brexit, le retour des combattants étrangers de la Syrie, le retrait du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire

(FNI), le danger de la réactivation de la guerre froide ainsi que les problèmes bilatéraux entre pays membres et les conflits prolongés en Ukraine, en Transnistrie et en Géorgie ont suscité une multitude de commentaires de la part des participants. L'importance de ce forum multilatéral et du dialogue structuré a été soulignée par le Président de l'Assemblée, M. George Tsereteli.

Le Président en exercice de l'OSCE a présenté les outils destinés à résoudre les conflits de manière politique, en s'appuyant sur le dialogue et la diplomatie, dont en premier lieu les partenariats stratégiques et le dialogue structuré. L'ensemble des 28 États membres de l'Union européenne fait partie de l'OSCE et tous les pays de l'OSCE sont membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le rôle de l'Assemblée parlementaire se distinguerait notamment par la proximité des parlementaires

aux citoyens et par l'expertise des parlementaires en matière d'observation des élections.

Les rapporteurs des trois commissions de l'Assemblée ont aussi présenté leurs premiers projets en vue de la 28^e session annuelle qui se tiendra du 4 au 8 juillet 2019 au Luxembourg.

Les parlementaires s'y pencheront sur le sujet du développement durable afin de promouvoir la sécurité. Dans son rapport à la Commission permanente, le président de la délégation luxembourgeoise, M. Eugène Berger, a fait part de l'état d'avancement des préparations pour la session annuelle.

La délégation luxembourgeoise fut représentée à Vienne par M. Eugène Berger, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché, M. Dan Biancalana et M. Emile Eicher.

Commémoration de l'Holocauste au Parlement européen

Défendre les valeurs européennes en restant unis

Dans le cadre de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, M. Alex Bodry a participé à la cérémonie organisée, le 30 janvier 2019, au Parlement européen en présence d'un grand nombre de personnalités invitées, notamment le Premier Ministre belge, M. Charles

Michel, le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, le Président de la Cour des comptes européenne, M. Klaus-Heiner Lehne, le grand rabbin de la communauté juive de Bruxelles, M. Albert Guigui, l'archevêque de Luxembourg, M. Jean-Claude Hollerich, et de nombreux ambassadeurs. À l'ouverture de la

cérémonie, le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, a déclaré : « En rendant hommage aux victimes de la Shoah dans le cadre de la cérémonie relative à la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, nous voulons envoyer un message fort : nous ne devons pas oublier, et le Parlement européen n'oubliera jamais. Il n'y a

aucune place en Europe pour la haine et l'antisémitisme. » Dans son discours, Mme Charlotte Knobloch, ancienne présidente du Conseil central des juifs en Allemagne, a déclaré que même si les démocraties européennes d'après-guerre se révélaient solides, « une Europe, au sein de laquelle 89 % de la population juive se plaint d'une montée de

l'antisémitisme, fait face à un problème. Nous voyons partout en Europe la montée en puissance de mouvements résolument opposés au souvenir et à la mémoire. Ce qu'ils propagent est un présent sans passé, un tremplin vers l'avenir sans aucune mémoire ». Elle a conclu que l'Union européenne pouvait uniquement défendre ses valeurs si elle restait unie.

Contrôle parlementaire des activités d'Europol

Les membres du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) se sont retrouvés les 23 et 24 février 2019 à Bucarest pour leur 4^e réunion depuis la création du groupe en 2017. Cet organe unique en son genre, constitué de parlementaires nationaux et européens, a pour mission de garantir un suivi et un contrôle politique des activités d'Europol. À cet effet, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) est tenue de fournir divers documents de travail aux membres du GCPC et d'entendre ce dernier avant d'adopter son programme pluriannuel prévisionnel. Un représentant désigné par le GCPC est également autorisé à participer aux réunions du Conseil d'administration d'Europol.

Les députés ont eu un échange de vues avec Mme Catherine De Bolle, Directrice exécutive d'Europol, qui a présenté les activités récentes d'Europol, la stratégie Europol 2020+ et les

aspects relatifs à l'augmentation du budget de l'agence. La présentation de M. Victor Wili Apreutesei, Président du Conseil d'administration d'Europol, s'est focalisée sur la coopération avec les États tiers en vue du renforcement de la lutte contre la criminalité transfrontalière et la lutte contre le terrorisme, l'interopérabilité des systèmes d'information entre les États membres et les développements technologiques dans le domaine de la lutte contre la criminalité.

Le Contrôleur européen de la protection des données, M. Giovanni Buttarelli, a tiré un bilan positif de l'application des mesures relatives à la protection des données par Europol. Les députés ont également touché des points précis des activités d'Europol comme l'établissement du Centre de renseignements sur les voyageurs (ETIC) qui doit gérer les informations de différentes sources comme ETIAS (European travel information and authorisation system), le PNR (passenger name record), le sys-

tème des visas (...) et les défis rencontrés par le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité, par exemple en matière de vol de cybermonnaie ou d'analyse des menaces du crime organisé par Internet. Le Commissaire européen chargé de l'union de la sécurité, M. Julian King,

a passé en revue les progrès accomplis dans la mise en place d'une union de la sécurité réelle et effective et il a rappelé que le moment était venu d'accélérer les efforts pour mener à leur terme les travaux sur l'union de la sécurité. Le GCPC se réunit deux fois par an sous la présidence

conjointe du Parlement européen et du parlement de l'État membre exerçant la présidence. Au premier semestre, la réunion est organisée par le pays qui assure la présidence tournante du Conseil de l'UE tandis qu'au second semestre, elle se tient au Parlement européen à Bruxelles.



La Chambre des Députés était représentée par M. Carlo Back, président de délégation, M. David Wagner, Mme Carole Hartmann et M. Marc Goergen (de gauche à droite).

La Chambre des Députés en fleurs

Les représentants de la Fédération horticole luxembourgeoise ont été reçus par le Président de la Chambre.

« Sauvez les fleuristes ! » Tel était le message clé des représentants de la Fédération horticole luxembourgeoise lors de leur traditionnel cortège de la Saint Valentin. Les fleuristes ont été reçus à la Chambre des Députés par le Président, M. Fernand Etgen, ainsi que les membres du Bureau, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen et M. Eugène Berger.

C'était l'occasion pour les représentants des horticulteurs et fleu-

ristes luxembourgeois de décrire les défis auxquels ils sont actuellement confrontés tels que la concurrence des supermarchés ou de l'e-commerce, un manque d'apprentis ou encore le changement climatique.

Dans le même contexte, ils ont revendiqué un meilleur accès à l'eau et une flexibilisation du temps de travail. Leurs revendications seront transmises aux commissions parlementaires concernées.

La Fédération horticole luxembourgeoise regroupe 381 petites et moyennes entreprises et quelque 1.600 salariés dont 183 apprentis (28 de plus qu'en 2018).

Les membres du Bureau se sont vu remettre des bouquets de fleurs par les représentants des horticulteurs et fleuristes.



Assermentation d'un nouveau fonctionnaire

C'est en jurant « fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État » que Mme Fabiola Cavallini (3^e de droite), nommée aux fonctions d'attaché au Service des Relations publiques, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (2^e de droite) le 12 février 2019.

L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (à gauche) et Mme Isabelle Barra (à droite), ainsi que des responsables du Service des Relations publiques, Mme Monique Faber (2^e de gauche) et du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (3^e de gauche).

Une dynamique nouvelle pour la francophonie

Le Bureau de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) s'est réuni les 31 janvier et 1^{er} février 2019 à Bruxelles en présence de M. Alex Body et sur invitation de la section Belgique (Communauté française / Wallonie-Bruxelles) et de M. Philippe Courard, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cet événement, qui a réuni plus de trente parlementaires francophones issus des quatre continents, s'est déroulé sous la présidence de

M. François Paradis, Président de l'Assemblée nationale du Québec et nouveau Président de l'APF. Ensemble, les membres du Bureau ont confirmé leur volonté de donner un nouveau souffle politique à la francophonie parlementaire à travers une réflexion sur la gouvernance de l'APF. « La modernisation de l'APF doit d'abord et avant tout se faire au bénéfice des populations que nous représentons », a déclaré le Président François Paradis.

En sa qualité de Trésorier international, M. Alex Body a présenté le bud-

get 2019 de l'APF. Il a également exposé ses conclusions de l'étude du système de financement de cette assemblée interparlementaire et formulé des propositions pour réduire la dépendance par rapport à des organisations exécutives qui contribuent financièrement au fonctionnement de l'APF.

Après avoir entendu et échangé avec l'Administrateur de l'Organisation internationale de la francophonie, M. Adama Ouane, les membres du Bureau ont poursuivi l'élaboration

d'un nouveau cadre stratégique 2019-2022 pour l'APF, construit ensemble avec les sections. Ce cadre vise à donner une trajectoire politique à l'APF, en lien avec les orientations stratégiques de la francophonie, et à rendre plus visible l'institution. Cette nouvelle dynamique permettra également de moderniser l'Assemblée pour la rendre plus proche des citoyens en mettant notamment l'accent sur la transparence de ses activités politiques et administratives.

En outre, les membres du Bureau ont donné un avis favorable à la demande d'adhésion à l'APF de l'Assemblée de la Polynésie française et au changement de statut de la section serbe d'observateur à associé. Les membres ont également échangé sur les situations politiques dans l'espace francophone, notamment au Cambodge, en RDC et au Sahel. Enfin, les membres du Bureau ont écouté l'exposé du Professeur Bruno Bernard sur le thème des échanges Nord-Sud et Sud-Sud équilibrés et la francophonie économique.



Les participants à la réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la francophonie à Bruxelles

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Lilian Zamfiroiu, Ambassadeur de Roumanie



... S. E. M. Peter Kormúth, Ambassadeur de la République slovaque



... S. E. M. Peadar Carpenter, Ambassadeur d'Irlande



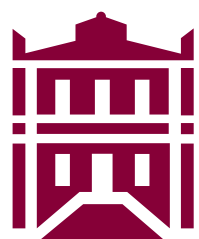
... S. E. Mme Simona Frankel, Ambassadeur de l'État d'Israël



... S. E. M. Shigeji Suzuki, Ambassadeur du Japon



... S. E. Mme Fazilet Dağci Çiğlik, Ambassadeur de Turquie



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 3 • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Échange de renseignements en matière fiscale

7223 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'adapter la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande aux enseignements découlant de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne du 16 mai 2017 dans l'affaire *Berlioz Investment Fund* (ci-après « l'arrêt Berlioz »).¹

Suite au dispositif de cet arrêt, les administrations fiscales seront dorénavant tenues de s'assurer que les demandes de renseignements provenant de l'étranger ne sont pas dépourvues de toute pertinence vraisemblable eu égard à l'identité du contribuable concerné et à celle du détenteur des renseignements ainsi qu'aux besoins de la procédure fiscale en cause. De plus, le projet de loi réinstaura la procédure d'un recours en annulation devant le tribunal administratif à l'encontre d'une décision d'injonction du directeur de l'administration fiscale compétente ou de son délégué.

¹ CJUE, 16 mai 2017, *Berlioz Investment Fund*, aff. C-682/15

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 19.12.2017

Rapporteuse : Mme Joëlle Elvinge

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

09.01.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

14.01.2019 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation des amendements gouvernementaux



25.01.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
08.02.2019 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.02.2019

Navigation intérieure

7243 - Projet de loi

**a) fixant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure ;
b) modifiant la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation ; et
c) modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial**

1) La présente loi a pour objet la transposition selon le principe « toute la directive et rien que la directive » de la directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la directive 2009/100/CE et abrogeant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil. La directive 2006/87/CE instaurait jusque maintenant les conditions harmonisées de délivrance de certificats techniques pour les bateaux de la navigation intérieure sur l'ensemble des voies d'eau intérieures de l'Union européenne. Les prescriptions techniques figurant dans les annexes de la directive 2006/87/CE proviennent du règlement de visite des bateaux du

Rhin qui était élaboré traditionnellement par la CCNR (Commission centrale pour la navigation sur le Rhin) dont le siège est à Strasbourg et auquel seulement six États membres sont parties. Le Luxembourg y est État observateur.

Or, il a été mis en place en 2015 un comité européen pour l'élaboration de standards dans le domaine de la navigation intérieure (CESNI), qui est ouvert à tous les experts des États membres de l'Union européenne et qui fonctionne sous les auspices d'une collaboration entre l'Union européenne et la CCNR, ce qui rend nécessaire une refonte du cadre légal actuel.

2) Une base légale est créée par cette loi, permettant au service de la navigation de collecter et de traiter les données qui sont mises à disposition par les appareils AIS (Automatic Identification System) dont les bateaux doivent être obligatoirement équipés sur la Moselle et qui permettent un gain en sécurité et en efficacité d'exploitation non négligeable. Le Luxembourg rejoint ainsi l'Allemagne qui a récemment aussi réglementé cette matière.

3) La loi remédie encore à deux erreurs de références dans la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.02.2018

Rapporteur: M. Carlo Back

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente : Mme Josée Lorsché) :

19.07.2018 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
Présentation des amendements gouvernementaux

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

10.01.2019 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.01.2019 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.01.2019

Financement du RENITA

7248 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Le présent projet de loi a pour objet de modifier ponctuellement la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois (ci-après : RENITA), autorisant le Gouvernement à financer les travaux d'extension et de perfectionnement dudit réseau, ceci à la lumière de l'évolution projetée et nécessaire de ce dernier.

Le 20 mai 2014, la Chambre des Députés a adopté la loi de financement pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de sécurité et de secours, baptisé RENITA.

Depuis sa mise en service opérationnelle en 2015, plus de 9.000 agents issus de la Police grand-ducale, de l'Administration des douanes et accises, de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Administration des services de secours et des services d'incendie communaux, du Centre des communications du Gouvernement, de l'Armée luxembourgeoise, du Haut-Commissariat à la protection nationale, du Service de renseignement de

l'État et, récemment, du Centre de rétention se fient à RENITA.

Selon les auteurs du présent projet de loi, il n'aurait pas été possible en 2014 de fixer le montant exact de l'entièreté des dépenses à prévoir pour toute la durée de vie envisagée du nouveau réseau qui est de 15 ans. Un groupe composé d'experts en radiocommunication aurait procédé à une estimation des coûts pour le perfectionnement du réseau pour la période allant de la signature du contrat jusqu'à la fin de l'année 2017. Cette période étant venue à terme, une nouvelle projection des moyens financiers s'impose par le biais d'une adaptation de la loi de financement précitée.

La deuxième phase de perfectionnement projetée vise avant tout à améliorer la couverture terrestre, à renforcer les moyens de communication mis à disposition des centres d'intervention qui utilisent le dispositif RENITA dans le cadre de leurs missions, ainsi qu'à améliorer la sécurité du réseau.

En vue du raccordement futur de certains services et administrations au système RENITA (dont notamment le Service de la navigation), le projet de loi sous rubrique prévoit également la mise à disposition de moyens financiers pour « la mise en place d'infrastructures et de services additionnels ».

L'article 1^{er} du projet de loi redéfinit le montant maximal pour la réalisation du réseau de radiocommunication. Il prévoit que les charges incombant à l'État au titre des frais de réalisation du réseau ne peuvent pas dépasser le montant de 36.000.000 euros, taxe sur la valeur ajoutée exclue.

L'article 2 du projet de loi prévoit que les frais mensuels à charge de l'État au titre des frais

d'exploitation du réseau au cours de la période courant jusqu'au 30 juin 2030 ne peuvent pas dépasser le montant de 472.000 euros, taxe sur la valeur ajoutée exclue.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 23.02.2018

Rapporteuse : Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. André Bauler) :

14.01.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
25.01.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.01.2019

Pêche dans les eaux intérieures

7288 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi précitée du 28 juin 1976 en y apportant des modifications ponctuelles.

Une première série de modifications apporte à la loi précitée du 28 juin 1976 des changements d'ordre technique. Ainsi, il est envisagé d'adapter cette loi aux changements intervenus dans les attributions respectives, d'une part, de l'Ad-

ministration de la nature et des forêts et, d'autre part, de l'Administration de la gestion de l'eau en ce qui concerne la pêche dans les eaux intérieures. Le projet de loi opère encore les redressements nécessaires afin de tenir compte de la suppression des fonctions de commissaire de district par la loi du 2 septembre 2015 portant abolition des districts. Elle se propose enfin de redresser certaines incohérences du texte actuel.

Une deuxième série de modifications apporte à la loi précitée du 28 juin 1976 des innovations qui concernent principalement la délivrance et le refus de délivrance des permis de pêche.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 23.04.2018

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président: M. François Benoy) :

16.01.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
06.02.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.02.2019

Modification des conventions fiscales

7333 - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de ratifier la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (ci-après « Convention multilatérale »), qui a été signée le 7 juin 2017 à Paris.

L'élaboration de la Convention multilatérale est le résultat du rapport final sur l'Action 15 du Plan d'action concernant l'érosion de base et le transfert de bénéfices (BEPS), publié par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Le but de la Convention multilatérale consiste à modifier les conventions fiscales bilatérales existantes afin d'y intégrer les mesures proposées dans le cadre du Plan d'action BEPS. La Convention multilatérale représente un instrument juridique innovateur et unique dans son genre, puisqu'elle permet d'adapter toutes les conventions bilatérales existantes par un seul texte, sans devoir renégocier chacune d'entre elles séparément. Par conséquent, une seule

procédure de ratification est nécessaire pour l'entrée en vigueur des modifications.

La Convention multilatérale accorde une certaine flexibilité aux Parties signataires concernant les nouvelles dispositions. Ainsi les Parties de la Convention multilatérale ont la possibilité :

- de choisir à quelles conventions fiscales s'applique la Convention multilatérale ;

- de choisir entre plusieurs options pour certaines dispositions, dépendant de leur volonté soit d'accepter une norme minimale, soit d'aller plus loin ;

- d'opter pour plusieurs types de réserve à l'égard des dispositions facultatives et de recourir à des dispositions alternatives concernant un problème particulier.

Les choix du Luxembourg concernant les différentes options reflètent une politique de prudence et de continuité, en optant pour les dispositions qui sont en ligne avec la politique conventionnelle actuelle. À cet effet, pour ce qui est des normes minimales obligatoires, ont été choisies celles qui cadrent le mieux avec sa politique conventionnelle, tandis qu'en ce qui concerne les dispositions facultatives dont l'impact est incertain, il a été fait usage de la possibilité de formuler une réserve.

Parallèlement le Luxembourg a adopté une approche maximaliste en considérant l'ensemble de ses conventions fiscales bilatérales comme conventions fiscales couvertes par la Convention multilatérale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.07.2018

Rapporteuse : Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

29.01.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
08.02.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.02.2019



Circulation de titres

7363 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres

Le présent projet de loi a pour objet la création d'un cadre juridique permettant la circulation de titres par les nouvelles technologies d'enregistrement électronique sécurisé, notamment celles sur base de la « blockchain », dans le but de renforcer la sécurité juridique dans ce domaine.

La possibilité d'émettre des titres dématérialisés a été introduite dans la législation luxembour-

geoise avec la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés, qui a remodelé la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres. Au vu des évolutions technologiques des dernières années, le projet de loi sous rubrique prévoit de préciser les dispositions existantes de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 pour inclure également l'inscription dans les comptes-titres et la circulation de titres sur base des technologies d'enregistrement électronique sécurisé, comme la technologie des registres distribués (« distributed ledger technology ») et notamment celle du type « blockchain ».

- NO_x : réduction des émissions par rapport à 2005 de respectivement 43 % pour n'importe quelle année de 2020 à 2029, et de 83 % pour n'importe quelle année à partir de 2030 ;

- NH₃ : réduction des émissions par rapport à 2005 de respectivement 1 % pour n'importe quelle année de 2020 à 2029, et de 22 % pour n'importe quelle année à partir de 2030 ;

- COVNM : réduction des émissions par rapport à 2005 de respectivement 29 % pour n'importe quelle année de 2020 à 2029, et de

42 % pour n'importe quelle année à partir de 2030 ;

- PM 2,5 : réduction des émissions par rapport à 2005 de respectivement 15 % pour n'importe quelle année de 2020 à 2029, et de 40 % pour n'importe quelle année à partir de 2030.

À noter que la directive (EU) 2016/2284 précitée impose aux États membres des objectifs plus stricts que ceux du Protocole amendé, en ce qu'elle prévoit des réductions supplémentaires à compter de l'année 2030.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.09.2018

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

29.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

08.02.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.02.2019

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.10.2018

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président: M. François Benoy):

23.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

06.02.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.02.2019

Allocation de repas

7367 - Projet de loi portant modification : 1^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et 2^o de la loi du 1^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique

Le projet de loi poursuit plusieurs objectifs : l'objectif principal étant de transposer l'une des mesures de l'avenant du 15 juin 2018 à l'accord du 5 décembre 2016 conclu entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique, en l'occurrence l'augmenta-

tion du montant de l'allocation de repas d'actuellement 144 euros à 204 euros par mois avec effet au 1^{er} janvier 2019. Le législateur profite également du présent projet de loi pour rectifier un certain nombre d'erreurs dans la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Finalement le présent projet de loi complète la loi du 1^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique par une disposition transitoire relative aux congés extraordinaires applicables à partir du 1^{er} octobre 2018, en prévoyant que, pendant la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018, les anciennes dispositions en la matière sont appliquées dans les cas où elles sont plus favorables.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 10.10.2018

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Gusty Graas

30.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

06.02.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12.02.2019

Dépôt par M. Marc Baum, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler, Députés, le 26.10.2018

Rapporteur : M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Alex Bodry) :

23.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

25.01.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.01.2019

Loi du 8 février 2019

Mémorial A : 2019, n° 62, page 1

Réduction de la pollution atmosphérique

7368 - Projet de loi portant approbation des amendements au Protocole de 1999 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, à ses annexes II à IX et portant ajout de nouvelles annexes X et XI, adoptés par la décision 2012/2 du 4 mai 2012 prise à Genève lors de la 30^e session de l'organe exécutif de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Le projet de loi a pour objet de porter approbation de l'amendement au Protocole de Göteborg de 1999 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance datant du 17 novembre 1979. Le Protocole de Göteborg est relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique. Il a été transposé au Luxembourg par la loi du 4 juin 2001 et vise la réduction permanente des émissions de dioxyde de soufre (SO₂), d'oxydes d'azote (NO_x), d'ammoniac (NH₃) et de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM). Le Protocole impose à chaque partie à la Convention des plafonds d'émission pour ces substances.

Ainsi, initialement, le Protocole de Göteborg prévoyait pour le Luxembourg les plafonds nationaux d'émission suivants :

- SO₂ : plafond d'émission de 4.000 tonnes

- NO_x : plafond d'émission de 11.000 tonnes ;

- NH₃ : plafond d'émission de 7.000 tonnes ;

- COVNM : plafond d'émission de 9.000 tonnes.

Conformément à l'article 10 alinéa 2 du Protocole de Göteborg, les plafonds ont été réévalués entre 2005 et 2007 et il a alors été conclu que de plus amples efforts seraient nécessaires pour atteindre les objectifs. Pour cette raison, les Parties au Protocole ont ouvert des négociations pour le modifier. Ce dernier a été amendé à Genève le 4 mai 2012 et entrera en vigueur au courant de l'année 2019.

Les amendements fixent, à compter de l'année 2020, de nouveaux engagements de réduction des émissions des quatre polluants atmosphériques susmentionnés. En vertu du Protocole amendé, les Parties se voient encore fixer des engagements de réduction des particules fines (PM 2,5) et se voient encourager à réduire les émissions de carbone noir.

Actuellement, le principal instrument utilisé par l'Union européenne pour mettre en œuvre le Protocole de Göteborg est la directive (EU) 2016/2284 du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, qui a été révisée pour s'aligner sur le Protocole de Göteborg amendé.

Selon cette directive, qui a déjà été transposée par le règlement grand-ducal du 27 juin 2018 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, les objectifs luxembourgeois pour l'horizon 2030 sont les suivants :

- SO₂ : réduction des émissions par rapport à 2005 de respectivement 34 % pour n'importe quelle année de 2020 à 2029, et de 50 % pour n'importe quelle année à partir de 2030 ;

Financement des campagnes électorales

7384 - Proposition de loi portant modification du chapitre IX relatif au financement des campagnes électorales de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

La proposition de loi vise à dissocier les élections nationales des élections européennes au niveau des conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un soutien étatique et, par conséquent, à permettre aux partis et groupements politiques de pouvoir demander un remboursement partiel après chaque échéance électorale.

Pour ce faire, il est proposé de modifier la loi électorale en précisant que deux dotations seront versées aux partis, l'une pour les élections législatives et l'autre pour les élections européennes.

À l'avenir il ne sera plus indispensable de présenter des listes à la fois aux élections législatives et aux élections européennes pour avoir droit à un remboursement partiel des frais électoraux.

En ce qui concerne les élections nationales, le remboursement partiel des frais de campagne ne pourra à l'avenir avoir lieu que si le parti ou le groupement politique présente des listes complètes de candidats dans toutes les circonscriptions électorales et si le parti politique ou le groupement politique a obtenu au moins un siège à la Chambre des Députés.

En ce qui concerne les élections européennes, la dotation ne pourra être allouée que si le parti ou le groupement politique présente une liste complète de candidats dans la circonscription électorale unique et si ce parti ou groupement politique a obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.

Modification de la loi électorale

7385 - Projet de loi portant modification de l'article 295 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier l'article 295 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 en le complétant par une disposition prévoyant expressément la faculté pour les partis politiques d'inclure dans la dénomination de leur liste, reproduite sur le bulletin de vote, les noms des partis politiques européens auxquels ils sont, le cas échéant, affiliés.

Par la modification projetée, il est donné suite à la décision UE/2018/994 du Conseil du 13 juillet

2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976.

En effet, la décision UE/2018/994 dispose dans son article 3^{ter} que « Les États membres peuvent autoriser que figurent sur les bulletins de vote le nom ou le logo du parti politique européen auquel est affilié le parti politique national ou le candidat à titre individuel. »

Par ailleurs, il est proposé de supprimer les alinéas 7 à 10 de l'article 295 de la loi précitée. Ces derniers sont devenus superflus suite à la séparation dans le temps des élections législatives et européennes.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 31.10.2018

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

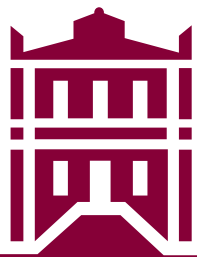
23.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

25.01.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.01.2019



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. 7392 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

- Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président

4. Changements de composition des commissions parlementaires

- M. Fernand Etgen, Président

5. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

- M. Fernand Etgen, Président

6. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 11 du 29 janvier 2019 de M. Marco Schank relative à la situation de parking et de stationnement à la gare d'Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 12 du 28 janvier 2019 de M. Gusty Graas relative au traité sur le contrôle des forces de portée nucléaire (FNI), adressée à M. le Ministre de la Défense

- M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre de la Défense

Question n° 13 du 29 janvier 2019 de M. Sven Clement relative aux logements sociaux, adressée à Mme la Ministre du Logement

- M. Sven Clement - Mme Sam Tanson, Ministre du Logement

Question n° 14 du 28 janvier 2019 de M. Dan Biancalana relative aux droits de l'enfant et le monde du sport, adressée à M. le Ministre des Sports

- M. Dan Biancalana - M. Dan Kersch, Ministre des Sports

Question n° 15 du 29 janvier 2019 de M. David Wagner relative à l'impact du Brexit sur les prix du marché immobilier, adressée à Mme la Ministre du Logement

- M. David Wagner - Mme Sam Tanson, Ministre du Logement

Question n° 16 du 29 janvier 2019 de M. Carlo Back relative à la sécurité routière, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Carlo Back - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 17 du 29 janvier 2019 de M. Claude Wiseler relative aux capacités de stockage de pétrole, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

- M. Claude Wiseler - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Question n° 18 du 28 janvier 2019 de M. Max Hahn relative à la non-éligibilité des trotinettes électroniques pour les primes pour l'électromobilité, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- M. Max Hahn - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Question n° 19 du 29 janvier 2019 de M. Gast Gibéryen relative à l'unanimité dans le domaine fiscal au sein de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Gast Gibéryen - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Question n° 20 du 28 janvier 2019 de M. Marc Angel relative à l'opération navale Sophia, adressée à M. le Ministre de la Défense

- M. Marc Angel - M. François Bausch, Ministre de la Défense

Question n° 21 du 29 janvier 2019 de M. Félix Eischen relative au projet de construction de la SNHBM, nommé Elmen, à Olm, adressée à Mme la Ministre du Logement

- M. Félix Eischen - Mme Sam Tanson, Ministre du Logement

Question n° 22 du 28 janvier 2019 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre de personnes souffrant de la grippe, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. André Bauler - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé

Question n° 23 du 29 janvier 2019 de M. Franz Fayot relative à l'« Autofestival », adressée à M. le Ministre de l'Énergie

- M. Franz Fayot - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Question n° 24 du 29 janvier 2019 de M. Franz Fayot relative aux normes de l'OMS concernant les émissions de particules fines et d'oxydes d'azote, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Franz Fayot - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé

8. Question élargie n° 1 de M. Marco Schank relative aux certificats de performance énergétique

- M. Marco Schank - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Marco Schank - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

9. Question élargie n° 2 de Mme Martine Hansen relative aux accidents routiers impliquant une collision avec un arbre

- Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

10. Question élargie n° 3 de M. Marco Schank relative à la gratuité des transports publics prévue pour 2020

- M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

11. 7243 - Projet de loi

a) fixant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure ;

b) modifiant la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation ; et

c) modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back

- Discussion générale : M. Marco Schank - M. Gilles Baum - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 7248 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Alex Bodry - M. Henri Kox - M. Gast Gibéryen - M. Sven Clement - M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 7384 - Proposition de loi portant modification du chapitre IX relatif au financement des campagnes électorales de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Alex Bodry

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Eugène Berger - M. Henri Kox - M. Gast Gibéryen (intervention de M. Roy Reding) - M. Marc Baum - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. 7385 - Projet de loi portant modification de l'article 295 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Eugène Berger

- Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Alex Bodry - M. Henri Kox - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.33 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maa-chen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président. - Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) Zweetens, d'Lëschte vun de Projeten, déi säit där leschter Sitzung deponéiert gi si souwéi och déi vum Rôle des affaires gestrach gi sinn, si verdeelt ginn.

3) An, dréttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit där leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Séance publique du 29 janvier 2019 - Communications du Président

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7393 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 19.12.2018

7394 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08.01.2019

7395 - Projet de loi relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière et abrogeant la loi du 27 octobre 2010 relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.01.2019

7396 - Projet de loi portant approbation du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.01.2019

La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

7247 - Proposition de loi ayant pour objet d'amender le Code de la sécurité sociale

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 20.02.2018

Retrait du rôle des affaires : le 18.01.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1167 - Demande de pétition publique : Obligation d'une assurance décennale du promoteur/constructeur/etc. dans les constructions

Dépôt : M. Jérôme Goergen, le 18.12.2018

1168 - Demande de pétition publique : Wäckelplazen op Härentoiletten oder a geschlechtsneutrale Räum

Dépôt : Mme Anouk Wenandy, le 22.12.2018

1169 - Demande de pétition publique : Ofschafung vu den „Chemtrails“, „Geoengineering“

Dépôt : Mme Monique Tremuth, le 26.12.2018

1170 - Demande de pétition publique : Contrôles frontalières ; Grenzkontrollen ; Border Controls

Dépôt : M. Christian Lamesch, le 28.12.2018

1171 - Demande de pétition publique : Fir de generale Verbuet vu privatem Freedefeier

Dépôt : M. Robert Schommer, le 01.01.2019

1172 - Demande de pétition publique : Verbot von Feuerwerk in Luxemburg - Interdiction des feux d'artifice au Luxembourg

Dépôt : M. Kim Meyer, le 02.01.2019

1173 - Demande de pétition publique - cette demande de pétition publique a été retirée.

1174 - Demande de pétition publique : Géint Feierwierk - Contre les feux d'artifice

Dépôt : M. Paul Damé, le 03.01.2019

1175 - Demande de pétition publique : Fir en eenheetlecht Parkreglement op nationalem Plang fir d'Besëtzer vun de sougenannten „Handicap-kaarten“ (mobilité réduite)

Dépôt : M. Marc Gatti, le 04.01.2019

1176 - Demande de pétition publique : Abrogation de la loi pénale contre le racisme, l'antisémitisme et la discrimination (art. 454 et svt. du code pénal)

Dépôt : M. Pierre Peters, le 08.01.2019

1177 - Demande de pétition publique : NON à l'extraterritorialité des sanctions économiques et commerciales états-uniennes

Dépôt : M. Joël Wunsch au nom de Amistad Luxemburgo-Cuba, le 09.01.2019

1178 - Demande de pétition ordinaire : Eng Chance fir all Kand

Dépôt : M. Serge Schumacher, le 29.12.2018

1179 - Demande de pétition publique : Pour les péages aux frontières

Dépôt : M. Daniel Tiago Antunes, le 11.01.2019

1180 - Demande de pétition publique : Résidence alternée des enfants comme base de négociation en cas de séparation

Dépôt : M. Mathieu Wanlin, le 11.01.2019

1181 - Demande de pétition publique : Éischt-Klass-Zuchabteiler reservéiere fir Persounen mat reduziéierter Mobilitéit

Dépôt : M. Tom Kemp, le 11.01.2019

1182 - Demande de pétition publique : Pétition ayant pour objet une sensible réduction respectivement la gratuité des services bancaires de base par le biais de modifications à apporter à la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement

Dépôt : M. Nico Hoffmann au nom de l'Union luxembourgeoise des consommateurs nouvelle ASBL, le 14.01.2019

1183 - Demande de pétition publique : Pétition pour l'abolition des pétitions en ligne

Dépôt : M. Claude Wangen, le 15.01.2019

1184 - Demande de pétition publique : Recht op Pensiouen mat 50 Joer

Dépôt : M. Guy Schanen, le 16.01.2019

1185 - Demande de pétition publique : Droit à la pudeur des enfants dans les douches des piscines publiques

Dépôt : M. Alfredo De Vasconcelos Guimarães, le 16.01.2019

1186 - Demande de pétition publique : Amélioration des droits des copropriétaires vis-à-vis des locataires dans les résidences

Dépôt : Mme Laurence Evrard, le 16.01.2019

1187 - Demande de pétition publique : Remboursement sans délai des soins en ostéopathie par la CNS !

Dépôt : M. Stefano Botta, le 16.01.2019

1188 - Demande de pétition publique : Baisse d'impôts pour les célibataires

Dépôt : M. Giancarlo Sartori, le 18.01.2019

1189 - Demande de pétition publique : QUALITÉ au lieu de gratuité!

Dépôt : M. Jean-Paul Schmitz, le 18.01.2019

1190 - Demande de pétition publique : Loyers-praïsser erofsetzen

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 21.01.2019

1191 - Demande de pétition publique : Retour des arrêts de bus sur l'avenue John F. Kennedy (Kirchberg)

Dépôt : Mme Jessica De Ganseman, le 22.01.2019

1192 - Demande de pétition publique : National-representatioun

Dépôt : M. Fernand Pott, le 22.01.2019

1193 - Demande de pétition publique : Congé paternel égalitaire

Dépôt : M. Lou Schwartz, le 23.01.2019

1194 - Demande de pétition publique : Fir d'Upasse vum generale Gëltegeetsdatum (4b) vum Führerschäin un de Gëltegeetsdatum vun der längster Kategorie - Pour l'harmonisation de la date générale de validité des permis de conduire (4b) avec la date de validité de la catégorie la plus longue

Dépôt : M. Michel Hinterscheid, le 24.01.2019

1195 - Demande de pétition publique : Pour l'introduction d'un cours portant sur « La tolérance, la compréhension et l'acceptation de la diversité » à partir de l'école fondamentale (7-8 ans) et/ou au secondaire

Dépôt : Mme Victoria Colling, le 24.01.2019

1196 - Demande de pétition publique : Pétition pour la régularisation et le remboursement de certains traitements de naturopathie en complément de la médecine officielle - Pétition fir d'Unerkennung an d'Reckerstattung vu verschiddenen alternativen Heelmethoden als Ergänzung zur Schoul-medezinn

Dépôt : Mme Carine Becker, le 24.01.2019

1197 - Demande de pétition publique : Cachet de la poste faisant foi pour certificat d'incapacité de travail pour l'employeur

Dépôt : M. Saïd Bouressam, le 25.01.2019

1198 - Demande de pétition publique : L'autofestival ou le climat ?

Dépôt : M. Philippe Malaisé, le 25.01.2019

1199 - Demande de pétition publique : Vignette pour les routes luxembourgeoises

Dépôt : M. Andy Humbert, le 25.01.2019

1200 - Demande de pétition publique : Gratis effentlechen Transport jo oder neen

Dépôt : M. Marc Dax, le 26.01.2019

1201 - Demande de pétition publique : Interdiction des bouteilles en plastique et des emballages et sacs en plastique non nécessaires dans les supermarchés

Dépôt : Mme Agnès Michel, le 26.01.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7392 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunion vum 24. Januar huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7392, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Associatiounen, déi den 18. Dezember 2018 vun deenen Häre Sven Clement a Marc Goergen deponéiert gouf.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, fir d'Proposition de loi 7392 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Commissiounen ueget, huet d'DP-Fraktioun folgend Propositionen eragereecht: An der Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Carole Hartmann den Här Max Hahn, an an der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt den Här Max Hahn d'Madamm Carole Hartmann.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet hirersäits folgend Propositionen eragereecht: An der Commission des Comptes ersetzen den Här François Benoy an den Här Charles Margue d'Madamm Josée Lorsché an den Här Henri Kox.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzung vun dëse parlamentaresche Commissiounen ueget, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

D'LSAP-Fraktioun huet, wat d'Zesummesetzung vun der Délégation luxembourgeoise

auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ueget, matgedeelt, datt den Här Yves Cruchten den Här Alex Bodry als Membre suppléant soll ersetzen.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat déi Delegatioun ueget, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

- 1) eng Froestonn un d'Regierung,
- 2) d'erweidert Fro Nummer 1 vum Här Marco Schank iwwert d'Energiepäss,
- 3) d'erweidert Fro Nummer 2 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Verkéiersaccidenter mat Kollisiounen mat Beem,
- 4) d'erweidert Fro Nummer 3 vum Här Marco Schank iwwert de gratis Transport, deen 2020 agefouert gëtt,
- 5) de Projet de loi 7243 iwwert d'technesch Virschreft fir Schëffer - nom Basismodell,
- 6) de Projet de loi 7248 iwwert de Financement vun RENITA-Reseau - nom Modell 1,
- 7) d'Proposition de loi 7384, eng Ofännerung vum Kapitel 9 vum Gesetz iwwert d'Finanzéierung vun de Wahlcampagnen - nom Basismodell,
- 8) de Projet de loi 7385, eng Ofännerung vum Artikel 295 vum Wahlgesetz - nom Basismodell.

En Donneschdeg hu mir:

- 1) d'Designatioun vun zwee Membere vum Conseil national des finances publiques an
- 2) d'Designatioun vun engem President a véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung.

Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 11 vum Här Marco Schank un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Bauten iwwert d'Parkmégglechkeete bei der Ettelbrécker Gare. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 11 du 29 janvier 2019 de M. Marco Schank relative à la situation de parking et de stationnement à la gare d'Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Marco Schank** (CSV).- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol wollt ech dem Minister soen, datt d'CFL-Clientë sech freeën driwwer, datt de Chantier zu Ettelbréck endlech amgaangen ass. Emmerhin eng Gare, déi déi gréisst no der Stad Lëtzebuerg ass a puncto Passagéierzuelen.

Wouriwwer d'Clientë sech net esou freeën, dat ass, datt d'Parkplazen dramatesch ofgeholl hunn. An enger Question parlementaire vum 22. Juli 2015 hat de Mobilitéitsminister mer geäntwert, datt een zu all Moment vum Chantier, also och an deene kritesche Phasen, géif bei weinstens 100 Parkplaze bleiwen. Déi sinn elo enner 70 gerutscht, wéi d'Stad Ettelbréck mer gesot huet. An dat ass natierlech net gutt fir d'Qualitéit fir d'Usagere vun der Bunn.

A firwat datt ech déi Fro stellen: Wann ech kuckt, zu Ettelbréck op der Gare nieft dem Verbandsgebaai gëtt et en Terrain vague direkt un deem reduziéierte Parking drun. Ech weess elo net, ob d'Responsabel vun der CFL sech d'Méi gemaach hunn, fir do ze verhandelen, fir effektiv dee Parking zousätzlech ze notzen. Mä vläicht weess de Minister dozou eppes weider.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Schank. Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Bauten huet d'Wuert an ass schonn ennerwee.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Merci dem Här Schank fir déi Fro. Ech mengen, d'Gemeng Ettelbréck huet e bëssen aner Zuelen, wéi ech se hunn, oder zumindest déi, déi ech ziele gelooss hunn. Et war esou, datt am Espace public virdru 86

Plazen zur Verfügung waren. Do sinn der elo nach 46 zur Verfügung. An da bei der Gare waren der 144 zur Verfügung. Do sinn der elo nach 110. Dat heescht, vun 230 Parkplazen, am Total, déi do zur Verfügung waren, sinn der nach 156 iwwreg. An dat Ganzt maache mer, fir herno vun 230 op 430 Parkplazen eropzegeen. Dat ass jo een Deel vum Chantier.

Derbäi kënn och nach, datt mer mam Verband amgaange sinn, ganz positiv Gespréicher ze féieren. Do kënn wahrscheinlech och nach e Souterrain. Bon, dat heescht, wann déi Aarbechte fäerdeg sinn, gëtt dat eng aner Situatioun wéi haut.

E Chantier ass e Chantier. An dat hei ass net iergendee Chantier. Et sinn d'CFL an d'Ponts et chaussées, déi do schaffen, dorop well ech hiweisen. An déi brauchen nun emol och Plazen, wou se hire Chantier organiséiert kréien. An dat ass net anescht zu Ettelbréck, wéi et och an der Stad ass, wéi et op anere Plazen ass. Dat féiert nougedrongen zu Reduktiounen beim Parken oder och de Spure fir Autoen am Verkéier an esou weider. Dat brauch ech lech net ze soen.

Also, wéi gesot, am Moment sinn, am Total, 156 Parkplazen zur Verfügung. Se si vun 230 op 156 erofgaangen. Dat sinn der natierlech manner, bal 80 manner, oder iwwer 80 manner. Dat ginn ech gär zou. Neen, net grad 80 manner. Mä et sinn der awer nach immer disponibel. A wann nëmme Méiglechkeete géife bestoen, Saachen nach aneschtens ze recuperéieren, fir der zousätzlech ze maachen, sinn d'CFL an och d'Ponts et chaussées bereet, dat ze maachen. Mä ech kann lech awer och do versécheren: Et ass zimlech alles gekuckt ginn. An esou, wéi de Chantier wäert organiséiert ginn - et dierf ee jo net nëmnen dat kucken, wat elo amgaangen ass, mä och dat, wat elo wäert kommen an den nächste Wochen -, ass dat doten dat, wat de Moment méiglech ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir kommen elo un d'Fro Nummer 12 vum Här Gusty Graas un de Verdedegungsminister iwwert den Traité sur le contrôle des forces de portée nucléaire. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 12 du 28 janvier 2019 de M. Gusty Graas relative au traité sur le contrôle des forces de portée nucléaire (FNI), adressée à M. le Ministre de la Défense

► **M. Gusty Graas** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, den 8. Dezember 1987 gouf de Washington-Vertrag ënnerschriwwen tëschent dem deemolegen amerikanesche President, dem Ronald Reagan, an dem Michail Gorbatschow. An do ass et virun allem ëm den Ofbau gaange vun den amerikaneschen a russeschen atomare Mëtzelstreckrakéiten, déi eng Rächweet deemools vu 500 bis 5.500 km haten. Den 1. Juni 1988 ass dee Vertrag a Kraaft getrueden. Mä zënter 2007 kann ee soen, datt vu russescher Säit dee Vertrag awer a Fro gestallt gëtt, besonnesch vun President Putin. Och den Här Trump huet elo am leschten Oktober uegëknegt, datt d'USA sech aus deem Vertrag wellen zrëckzéien. Et gouf och elo e gewëssene Sträit tëschent deenen zwou Weltmuechten.

Ech well drop hiweisen, datt et am leschten NATO-Russland-Rot, dat war de leschte Friedeg, ech well net soen, zu engem Eclat kouw, mä et war awer net wäit dovun ewech. Jiddefalls konnt keng Eenegung fonnt ginn. De Russe gouf eng Frist bis den 2. Februar accordéiert, ob se sech do konform zum Vertrag wéille verhalen. Virun allem gëtt do monéiert, datt hir Marschflugkierperen 9M729 de Vertrag net géife respektéieren, well déi eng Rächweet hätte vun 2.600 km. Dat géif enner anerem bedeuten, datt ganz vill europäesch Metropolen domadder kéinte viséiert ginn, virun allem natierlech dann och Lëtzebuerg.

Moskau mengt op där anerer Säit, d'USA wéilt en erëm en neie Rüstungsprogramm hei an d'Weeër leeden. Ech mengen, vu déi brisant Situatioun, déi sech awer elo an deene leschten Deeg do entwéckelt huet, wollt ech dowéinst véier Froen un den Här Minister stellen:

Éischtens, wéi schätzt de Minister selwer d'Gefor an, déi elo eng eventuell Kënnegung vun deemem Vertrag kéint mat sech bréngen?

A wat wieren, zweetens, d'Konsequenze fir Europa, wat d'Sécherheet ubelaangt?

Drittens, missten eventuell vläicht souguer nei atomar Waffen op europäischem Buedem stationéiert ginn?

An dann och véiertens, vu datt jo awer Lëtzebuerg och Member vun der NATO ass, wier et nawell vläicht net oninteressant, gewuer ze ginn, wat och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu där Eskalatioun, kann ee scho bal soen, an där doter Problematik ass.

Ech soen lech Merci.



► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Verdedegungsminister huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Ech soen dem Här Graas och Merci fir déi Froen. Fir d'Éischt emol ass ze soen, datt dee Vertrag, deen INF-Vertrag, wéi deen deemools ënnerschriwwen ginn ass, fir Lëtzebuerg extrem wichteg war, fir Europa extrem wichteg war, well et ass natierlech essenziell gewiescht, ze kucken, datt mer mat deem dofe Vertrag deemools en Ofrüsten ageleet hunn am nukleare Beräich. An duerfir, Lëtzebuerg wäert och do, wann et drop ukënnt, fir ze kucken, datt déi Verträge a gehale ginn, ëmmer op der Säit vun deene stoen, déi derfir suerge wëllen, datt de Vertrag och soll a gehale ginn.

Dat Zweet ass, do sinn ech awer fest dovun iwwerzeugt an do steet Lëtzebuerg och net eleng do, déi meescht europäesch Länner sinn där Meenung, datt en neit Wettrüsten an Europa wierklech katastrofal wär an datt mer elo alles anescht brauche wéi dat an datt et duerfir wichteg ass, datt Europa versicht, hei eng Vermittleroll anzuhuelen tëschent de Vereenegte Staten a Russland, an datt mer musse kucken, datt et effektiv net dozou kënn an datt déi Diskussioun erëm op e positive Wee kënn, nämlech d'Anhale vun dem INF-Vertrag ouni weidert Ofrüsten.

Effektiv war de 25. Januar eng NATO-Sëtzung, wou doriwwer diskutéiert ginn ass. Den Här Graas seet hefteg, mä bon, et gëtt zënter Wochen a Méint elo hefteg doriwwer diskutéiert. Et war u sech keen neie Moment do. Mä ech géif elo soen, datt et vill ze fréi ass, fir do - an ech wëll dat och guer net - elo Konklusiounen ze zéien, wat fir eng Konsequenzen datt dat kéint hunn. Ech hoffen nach ëmmer, datt hei den Dialog kann zréckfannen, datt et fäerdegruecht gëtt, hei am Dialog zréckzou kommen op dat, wat déi ursprénglech Basis war, nämlech den INF-Vertrag, an datt et net zu engem weideren oder engem neie Wettrüsten an Europa kënn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 13 vum Här Sven Clement un d'Logementsministesch iwwert d'Sozialwunnengen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 13 du 29 janvier 2019 de M. Sven Clement relative aux logements sociaux, adressée à Mme la Ministre du Logement

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, gëschter hate mer an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de Pleséier, fir de Rapport spécial iwwert d'Realisatioun vu Logements sociaux virgestallt ze kréie vun der Period 2008 bis 2017. Dat heescht virun der Period, wou d'Madamm Tanson da Ministesch fir de Logement ass. Nichtsdestotz kann ee jo d'Froen ëmmer nëmmer un den aktuellen Amtsinhaber stellen. Duerfir dann och e puer Constatatiounen virewech.

An deem Rapport constatéiert d'Cour ënner anerem, datt et immens un Donnéeën feelt, datt et also ganz schwéier ass, iwwerhaapt ze evaluéieren, ob d'Konstruktioun vu Logements sociaux fonctionnéiert oder net, well d'Datebasis ganz schlecht ass.

Ech ginn e puer Beispiller: Déi lescht Donnéeën - dat sinn dann déi méi rezent - iwwert de Parc de logements locatifs si vun 2017, genau sou wéi d'Réserve foncière vun der SNHBM an dem Fonds du logement. Wann et dann awer em de Potentiell foncier geet, deen iwwerhaapt zur Verfügung steet fir soziale Wunnengsbau, da gi mer schon op 2013 verwisen. A wa mer froen, wéi et da mam Suivi vun de Renonciatiounen vum Fonds du logement oder aneren Akteuren ass, gi mer drop verwisen, datt et do guer keng Donnéeën ginn, datt do guer kee Suivi gemaach gëtt, ob op deenen Terrainen, déi de Fong net bebaut, herno net awer gebaut gëtt.

A wat mech perséinlech am meeschten erschreckt huet, ass: Et gëtt keng Estimation de besoin. Zumindest gouf et keng zu deem Zäitpunkt, wou de Rapport geschriwwen gouf. Dat heescht, mir wëssen net emol, wéi vill Sozialwunnengen eis feelen. Dat ass, mengen ech, eppes, wat definitiv misst ugaange ginn.

An dann äntwert de viregte Minister a senger Äntwert, et wär schwéier, Donnéeën vun de Gemengen ze kréien. Dunn hunn ech eng kéier kuerz de Gemengebudget gekuckt, do steet an all Gemeng am 70821/204 (veuillez lire: 708212) dran, wéi eng Logementen u sech do sinn a wou Recetté sinn.

An deem Kontext da meng Fro un d'Madamm Ministesch: Wéi, bis wéini a wéi heefeg plangt de Ministère, des Donnéeën an Zukunft ze erhiewen?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Logementsministesch huet d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.** - Merci, Här Clement, fir déi Fro. Fir d'Éischt emol wollt ech soen, dass et gutt ass, dass d'Cour des comptes sech mat deem Sujet befaasst huet, well et ass de wichtigste Sujet a mengen Ae fir mäi Ressort an deenen nächste fënnef Joer. Mir mussen an abordabele Wunnengsraum weiderkommen. A mir mussen och déi néideg Reformen derfir maachen.

Duerfir, dat Ganzt schreift sech am Fong an an dee Kontext, deen ech d'lescht Woch an der Chamberskommissioun presentéiert hunn, an de Kontext vun der Reform vum 79er Gesetz, wou et fir d'Éischt och emol drëms geet, nach eng kéier nei ze definéieren: Wat ass de Logement social? Wat ass de Logement à coût modéré?

Duerfir, dat Ganzt schreift sech an an déi gesamt Strategie vun där Refonte. Do ginn et awer och schon eng Rëtsch Usätz, déi och am Accord de coalition sinn an déi och schon ugefaange gi sinn zënterdeem, dass dee Rapport och ausgeschafft ginn ass. Notamment och dee vun engem Guichet unique fir d'Demandeure fir d'Logements sociaux.

Haut ass et jo esou, dass een dat da muss op ville verschidde Plaze maachen. Elo gëtt et awer schon en Aarbechtsgrupp, wou déi concernéiert Ministère betraff sinn, zesumme mat dem Fonds du logement, der SNHBM, deene grouse Gemengen, dem Syvicol, wou ebe gekuckt gëtt, fir emol alles ze zentraliséieren, dat och an der Vereinfachung fir d'Demandeuren.

Da muss ee wëssen, d'Zuele vun den Demandeur, reng fir Logements sociaux, déi hu mer, well et sech einfach doraus ergëtt, wéi laang d'Liste d'attente beim Fonds du logement ass, déi bei 3.000 Leit läit. Dat heescht, dat ass de Besoin actuel. Dat ass awer elo erëm reng eleng de Logement locatif social. An duerfir sinn ech der Meenung, ech hunn elo an deenen nächste Wochen eng kéier eng Entrevue och mam LISER, fir ze kucken, dass mer dat méi global uginn, dass mer och eng Projektion maache vun de Besoinen insgesamt vum bezuelbare Wunnraum.

Mä ech kann lech soen, de Besoin ass grouss. An duerfir maachen ech nach eng kéier en Appell hei och bei all deene Gemengeresponsablen, mir brauchen lech allegueren u Bord, fir dee Besoin getilgt ze kréien. Mä mir schaffen och drun, fir d'Donnéeën ze kréien. Voilà.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 14 vum Här Dan Biancalana un de Sportsminister iwwert d'Kannerrechter an d'Sportswelt. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 14 du 28 janvier 2019 de M. Dan Biancalana relative aux droits de l'enfant et le monde du sport, adressée à M. le Ministre des Sports

► **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, et ass meng éischt Interventioen hei an deem Haus. A sengem Rapport vum Joer 2018 weist den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand drop hin, dass et och am Sportsberäich wichteg ass, präventiv géint all Forme vu Gewalt virzegoen, physischer, psychescher a sexueller Natur.

Bon, wann e Kand Sport dreift, dat wësse mer, a senger Fräizäit, awer och um Niveau vun der Kompetitioun, dréit dat sécher zu senger gesonder Entwécklung bäi um mentalen, um physeschen an um soziale Plang. Et besteet awer och de Risiko, dass e Kand Abuse kann ausgesetzt si vis-à-vis vu Persounen, déi et an deem Kontext begleeten an déi och eng Autoritéit ausüben. A wann och emol Abuse geschéien ënner verschidde Formen, wësse mer, dass et och Schwierigkeete gi bei de Kanner, fir sech driwwer auszedrécken.

Et geet also hei ganz kloer em den Intérêt supérieur de l'enfant an och em den Jugendschutz. An an deem Kader recommandéiert den ORK, dass d'Charte des droits de l'enfant dans le sport un de Comité olympique, un déi verschidde Sportsfederatiounen, un d'Veräiner, d'Traineren, d'Benevollen an un d'Eltere soll eruedroe ginn, fir dass am Fong déi Valeure ronderëm des Charte, de Respekt, d'Antidiskriminatioun an d'Dignitéit vum Kand an de Vierdergrond solle gesat ginn an och an d'alldieglech Praxis sollen integréiert ginn.

Dräi Froen am Fong un de Sportsminister, wëssend, dass des Charte kee bindende Charakter huet:

Wéi ass Är Lektür vun deser Recommendation a vun deser Charta?

Wéi eng Moyenen an Usätz gedenkt Dir lech ze ginn, fir des Charta mat hirer pädagogescher an hirem präventive Contenu un d'Veräiner

erunzedroen, fir se driwwer ze informéieren, fir se driwwer ze sensibiliséieren?

A kéint Der lech virstellen, dass Der e Modus fannt, fir dass all déi Leit, déi ënner iergendenger Form am Jugendberäich tätég sinn an der Sportswelt, sech deser moralescher Verpflichtung vun der Charte deementspriedend solle kënnen unhuelen?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Sportsminister huet d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.** - Merci dem Här Biancalana fir des Fro. Et ass net esou oft, dass de Sportsminister hei d'Geleeënheet kritt, an deser Froestonn Stellung ze huelen. Mä ech mengen, dass dat Thema, wat Der opgegraff hutt, awer derwärt ass, fir och eng kéier hei an deem héijen Haus diskutéiert ze ginn.

Fir d'Éischt emol sinn ech frou, dass den ORK a sengem Bericht och de Sport net ze kuerz komme geloos huet a ganz besonnesch och op déi wichteg Roll higewisen huet, déi de Sport an der Entwécklung vun de Kanner ze spillen huet, net nëmmer an der Bekämpfung vu Phenomeener, dass mer Problemer hu bei der Motricitéit vun de Kanner, oder Phenomeener vun Obesitéit bei Kanner, mä dass en och ganz besonnesch op déi präventiv Roll vum Sport higewisen huet, wat d'Gesondheitsversuergung ueget.

Am Regierungsprogramm ass et jo och esou, dass mer dem Kapitel Sport relativ vill Plaz ginn hunn. Et geet drëms, wéi gesot, och eng Rei vu Wäerter - Dir hutt vu Wäerter geschwat - ze vermëttelen, Wäerter vu Fairness, vun Disziplin, vu Solidaritéit, awer och vun Antidiskriminierung, esou wéi Der et gesot hutt. Dat ass fir mech op jidde Fall eng vun de groussen Erausforderungen, där mer eis an Zukunft nach verstärkt musse stellen.

Dann hu mer e Konzept, dat wësst Der, fir d'Bewegungserzéiung insgesamt méi ze verbreden, net nëmmer an der Schoul, mä och am sougenannten nonformale Beräich, also an de Kannerbetrieungsstrukturen. Elo geet et drëms, fir dëst Konzept, wat sech u Kanner tëschent 0 an 12 Joer rücht, wierklech mat allen Akteuren um Terrain zesummen ëmzesetzen. Do gehéiert selbstverständlech den Educatiounsministère dozou, awer och d'Gemengen, déi verschidde Strukturen, déi mer hunn, d'Veräiner, d'Schoulen, d'LASEP, spéider och souguer nach eng kéier vläicht d'LASEL. An Dir hutt et ugeschwat, fir mech e ganz wichtige Akteur dobäi wäerten ëmmer och d'Eltere sinn.

D'Rechter vun de Kanner an der Sportswelt sinn net nëmmer an Bericht vum ORK en Thema, mä et ass en Thema, wat international diskutéiert gëtt. An deenen Diskussiounen, déi ech bis elo hat mat den Akteuren, ënner anerem mam COSL, ware mer eis eens: D'Zil vun eiser Sportpolitik besteet net doranner, fir Sportsmaschinen ze produzéieren, déi dann op där anerer Säit Medaile wäerte produzéieren, mä eis Iddi besteet doranner, fir de Sportler hir Talenter ze férdere. A wann dann natierlech d'Méiglechkeet besteet, och fir um internationale Plang dann Erfolleger kënnen ze kréien.

Et ass also e groussen Ënnerscheid an der Approche par rapport zu anere Länner. An domadder menge mer, dass mer schon an der Grondiddi d'Rechter vun de Kanner wäerte stärken.

2018 sinn et schon Initiative ginn, fir op déi ganz Problematik hinzewisen. D'Kollege vun der Educatioun, vun der Justiz a vun der Gesondheet hunn eng gemeinsam Broschür erausginn iwwert d'Maltraitance vu Mineuren allgemeng, mä selbstverständlech och op de Sportsberäich dann ausgeriicht.

Et sinn eng Rei vu Recommendationen dran un Haaptberufflecher oder och Nieweberufflecher, déi sech mat Kanner ofginn. Am Sportsberäich ass et jo ganz oft esou. Mä ech wëll awer och soen, dass sech och am Sportsministère schon iwwert d'Problematik Gedanke gemaach ginn ass. An et ass och esou, dass zum Beispill an der Trainerausbildung, notamment um ÉNEPS, schon eleng fir den C-Schäin ze kréien, am Ethikcours déi Problematik, vun där mer elo schwätzen, thematiséiert gëtt. An et ass och esou, dass mer probéieren, déi Broschür, vun där ech virdu geschwat hunn, esou wäit wéi méiglech ze verbreden an notamment och un d'Sportsveräiner.

D'Thematik wäert och an nächster Zäit verdéift ginn. Dir wësst, dass ugeduecht ass, dass mer e Règlement grand-ducal kréien, fir nach eng Formation continue kënnen ze maache vun deene Leit, déi am Trainerberäich aktiv sinn. An hei ass dann och ganz konkret ugeduecht, fir zwou Stonne Cours ze reservéieren fir genau déi heiten Thematik, wéi mer Kanner am Sportsberäich am beschte betrieen, wéi mer se net

iwwerférdere an awer alleguer hir Talenter férdere. Genau wéi ech dat gesot hunn, sinn zwou Stonne virgesinn, fir dat an dee Cours mat anzubauen.

Dann de Code de conduite oder d'Charte, vun där Der geschwat hutt, eng Iddi, déi bei mir ganz positiv Repercussioune fénn, well ech och der Meenung sinn, dass dat genau dee Wee ass, dee mer musse goen. Do wäert ech mech zesumme mam COSL concertéieren, fir da gemeinsam eng Linn ze formuléieren, déi mer da wäerten un d'Federatiounen an un d'Veräiner weiderginn.

Ech wollt dann awer och nach drop opmierksam maachen, dass et menger Meenung no falsch wär, fir elo hei de Sport speziell ze stigmatiséieren. Ech mengen, et gëtt Abusen, ganz sécherlech, am Émgang mat de Kanner, och am Sport. Mä de Sport ass do net lassgeléist ze gesi vun der gesamter Gesellschaft. An et ass eng gemeinsam Approche, wéi mer dat kënn bekämpfen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 15 vum Här David Wagner un d'Logementsministesch iwwert den Impakt vum Brexit op de Präis um Immobiliemarché. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 15 du 29 janvier 2019 de M. David Wagner relative à l'impact du Brexit sur les prix du marché immobilier, adressée à Mme la Ministre du Logement

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir schwätzen oft vum Brexit hei an deser Enceinte. An de Brexit wäert eng Partie Impakter hunn. Mir si jo och amgaangen, eng Partie Legislatiounen ze änneren.

Mä elo d'lescht Woch war an enger anglofoner Zeitung hei zu Lëtzebuerg, der „Luxembourg Times“, en Artikel, dee relativ interessant ass. E kuerzen Artikel, deen op d'Folge vum Brexit op de Wunnengsmaart ageet, nämlech datt, wéi ee sech dat jo ka virstellen, immens vill Gesellschaften aus der Finanzindustrie heihinnerkommen an natierlech och hir Mataarbechter matbréngen an datt se amgaange sinn, och massiv Appartementer ze lounen.

An dat kéint deemnächst och e gewësenen Impakt hunn op de Wunnengsmaart hei zu Lëtzebuerg, de private Wunnengsmaart, dee souwisou, wéi mer all wëssen, schon ëmmer manner abordabel gëtt fir normalstierflech Leit. An do ginn och Leit interviewt, Professioneller aus der Branche, déi ganz kloer soen ... Bon, Dir musst mer erlaben, ech soen ee Saz op Englesch, ech wëll dat net ze vill oft maachen, well ech hu Respekt virun deser Sprooch, mä déi soe ganz einfach: „It will increase rental costs in Luxembourg City because it will be another factor behind increasing demand.“ Ech mengen, Dir hutt all verstanen, wat dat heescht. Also d'Loyere wäerten nach weiderhin an d'Luucht goen. An dat kéint een duerno aschätzen, Métt 2019, also geschwé kéint een deen Impakt aschätzen.

Dohier meng Froen un d'Madamm Minister:

Sinn hir Servicer sech bewusst, datt et erëm e Risiko gëtt vun enger weiderer Flambée vun de Präisser?

Kann een dat schon aschätzen?

An och, wat huet de Logementsministère wëlles ze ënnerhuelen, fir datt et net esou wäit kënn?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Logementsministesch huet d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.** - Jo. Merci, Här Wagner, fir déi Fro. Also Dir wësst jo, dass d'Regierung déi ganz Diskussioun ronderëm de Brexit ganz eescht hëlt. Ech mengen, de Premierminister hat zesumme mam Ausseminister jo schon ausféierlech och do d'Press informéiert an och an der Chamber si schon Informatiounen zirkuléiert. Et si Gesetzesprojeten deposéiert. An et ginn och Groupes de travail interministériels, déi sech mam Sujet befaassen.

Wat elo mä Beräich ubelaangt, do wësst Der jo einfach, dass d'Saach vun der Dynamik vum Marché a vum Aarbechtsmarché insgesamt e groussen Impakt huet op d'Logementspräisser. Wann ee bedenkt, dass an deene leschte Jore regelméisseg iwwer 10.000 Leit bäikomm sinn zu Lëtzebuerg, an déi Zuelen, déi am Moment zirkuléieren, wat de Brexit fir een Impakt kéint hunn en terme vu Leit, déi wierklech heihinnerzéien, déi leien awer net am véierstellige Beräich, soudass dat wuel en Impakt huet, mä sech einfach aschreift an dee Gesamtwuess-

tum, dee mer kennen an deen och wierklech op d'Präisser am Logement dréckt.

Ech ginn elo net nach eng Kéier, éischtens, op dat an, wat ech virdu gesot hunn, an och net op dee ganze Regierungsprogramm, mä nach eng Kéier, de Message fir eis ass ganz kloer deen: Mir mussen um abordable Wunnraum schaffen. An zwar mir mat de Gemengen an och zesumme mam Privatsektor, genau wéi ech dat d'lescht Woch an der Chamberskommissioun presentéiert hunn, fir insgesamt ze probéieren, deene Leit eng Offer ze bidden, déi net, wéi Dir eis et beschreift hei an der Fro, dovu benefisiereren, dass hire Patron e ganz Gebai lount an déi dann do eng Wunneng à disposition kréien, mä deene Leit, déi sech näischt um traditionelle Marché kënnen leeschten. Do si mir gefrot als effentlech Hand. An dat ass et, wou mer déi nächst Jore wëllen drop agéieren.

Brexit hin oder hier, ech mengen, dass dat egal wéi wäert déi Fro sinn, déi eis nach vill wäert beschäftegen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 16 vum Här Carlo Back un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Bauten iwwert d'Vekéierssicherheit. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 16 du 29 janvier 2019 de M. Carlo Back relative à la sécurité routière, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng).** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, meng Fro geet iwwert d'Accidenter op der Strooss. Mir liese regelméisseg vun der Tragik: Doudeger an och Schwéierverletzter an och manner Verletzter (veuillez lire: an och méi liicht Verletzter). Dat betrëft eis alleguerten. Vlächht hu mer et och selwer schonn eng Kéier erlieft. Et ass nach oft vill ze vill heefeg.

Duerfir huet och de Regierungsprogramm eng Stratégie nationale entwéckelt, déi „Vision Zéro“ heescht, also null Doudeger op eiser Strooss an null Schwéierblessierterer.

An duerfir sinn natierlech och eng Rei Moosnamen an eise Regierungprogramm virgesinn. An déi begräifen Hardware-Mesuren - wann ech dat emol esou kann nennen -, dat heescht Moosnamen op der Strooss mat Leitplanke, och Vitessekontrollen, mä awer och eng Partie, déi ech éischter géif „software“ nennen an déi ech am Beräich ebe vu Prävention, Campagnen, Sensibilisatiounen oder eventuell och Etüde géif aklasséieren.

A meng Fro un de Minister vum Transport ass: Wat ass d'Joer virgesi vum esou Campagnen, vu Sensibilisatiounen, „campagnes de sensibilisation“ an och zum Beispill Entrevu mat den Akteuren um Terrain vun eben der Prävention vun de Stroossenaccidenter, och eventuell Etüden?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Bauten huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci och dem Här Carlo Back fir déi Froen. Mir haten an der leschter Legislaturperiod en Aktionsplang opgestallt ronderëm d'Vekéierssicherheit. Deen Aktionsplang war zesummen ausgeschafft ginn op enger Table ronde mat allen Akteuren, ONGen, Sécurité routière, also ech mengen, mat all deenen, déi Der kennt, awer och der Police, dem Automobilsclub, deen iwwer e Joer dorop getaagt huet, fir deen Aktionsplang herno zesumme festzehalen.

Deen Aktionsplang huet opgebaut op zwee Dréttel präventiv Mesuren - stroossebautechnesch, all d'Sensibilisatiounscampagnen an esou weider - an een Dréttel repressiv Moosnamen. Bei deem Dréttel repressiv war déi markantst natierlech d'Aféierung vun de Radaren, fir do dann emol fir d'Éischt eng Gesetzgebung ze schafen an esou weider.

A mir hunn och duerch deen Aktionsplang vill erreicht, wann Der vun 2013 bis 2018 kuckt. D'Zuele vun 2018 hunn ech nach net, d'Nettozuelen, do gëtt et de Moment nëmme Bruttozuelen. Duerfir géif ech och warnen, lénks a riets ze kommentéieren, wéi d'Resultater 2018 waren. Déi wësse mer eréischt am Abrëll/Mee, wann ech all d'Detailer hunn, dat heescht, wann d'Malaisen, d'Suiciden an esou weider erausgerechent sinn an ech och d'Detailer hunn, eréischt da kréie mer den Netto.

Mä ech kann lech awer och elo scho soen, datt d'Joer 2018 méi schlecht war wéi 2017; wat

wierklech en extrem positive Sprong no vir war, awer och net, wéi ech dat plazeweis gelies hunn, „katastrophal“ war. Katastrophal ass et ëmmer. Bei all Doudegen, bei alle Blesséierten ass et katastrophal. Duerfir ka meng Visioun och nëmme null sinn. Ech mengen, et wier als Minister zimlech dernieft, wann ech géif soen, mäin Zil ass - entre guillemets - „nëmme“ esou vill Schwéierblessierterer an Doudeger.

A mir wëllen deen nämlechten Exercice och an dëser Legislaturperiod weiderféieren, well an der Verkéierssicherheit, dat weess ech aus Erfahrung, aus Etüden, och aus dem Ausland, wann ee bis noléisst, wann ee mengt, et wier een um gudden Wee an et léisst een no, da geet d'Spillochen erëm vu vir un oder et geet erëm weider. An duerfir, wann ee wëllt weiderkommen, da muss een dat maachen, wat d'Schwede gemaach hunn oder d'Hollänner, dat sinn déi Besch, dat si wierklech déi „best of class“ de Moment an der Verkéierssicherheit, oder d'Engländer souguer och an där dote Fro, da muss ee wierklech derhannert bleiwen a sech ëmmer erëm nei hannerfroen an nei Mesuren ukënnegen, sougutt präventiver wéi repressiver.

An duerfir hunn ech och schonn e Bréif erausgeschéckt virun zwou Wochen, direkt no der Chrëschtvakanz, un all déi nämlecht Akteuren, déi an der leschter Legislaturperiod matgemaach hunn, an ech hu se invitéiert op eng éischt Sëtzung vun der Table ronde, déi mer dann och d'Joer erëm wäerten tage losse bis Enn des Joers, fir datt mer en neien Aktionsplang fir d'Legislaturperiod 2018-2023 ausschaffen.

An ech wäert och, dat kann ech elo scho soen, nach virum Summer als Minister en Débat de consultation an der Chamber ufroen, fir iwwer Verkéierssicherheit ze schwätzen, well ech hätt gär, datt och nach Iddie vun den Deputéierten, vun de Fraktiounen kënnen doranner afléissen. An da wäerte mer am Hierscht d'Joer den neien Aktionsplang fir d'Legislaturperiod festhalen.

Déi Mesuren, déi mer d'Joer scho wäerten aféieren, wéi zum Beispill den éischte Secteursradar Enn des Joers, wou d'Testphas am Hierscht uleef, dat ass nach eng Measure vun der leschter Legislaturperiod, well dat war alles am Gesetz virgesinn, wat mer mat 60 Stëmmen - wat ech nëmme begrësse kann - an dëser Chamber gestëmmt hunn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 17 vum Här Claude Wiseler un den Energieminister iwwert d'Capacitéit vum Pétrolstockage. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 17 du 29 janvier 2019 de M. Claude Wiseler relative aux capacités de stockage de pétrole, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President. Ech ka mech erënneren, datt mer virun aacht, néng Joer, et muss em déiselwecht Zäit wéi elo gewiescht sinn, an enger kriddlecher Situatioun waren: grouss Keelt dobaussen, vill Schnéi, d'Stroosse kaum praktikabel an och nach am Ausland ronderëm eis déi eng oder déi aner Grève, wat eis u sech dozou bruecht huet, datt d'Stroossen net méi richtig benotzbar waren, datt d'Musel och net méi als Transportwee fonctionnéiert huet an datt d'Zich net méi gefuer sinn, wat als Konsequenz hat, datt den Approvisionnement, déizäit war et u Salz, mä awer och u Pétrol fir d'Mobilitéit, mä awer och fir d'Hëtzen, (veuillez lire: net méi fonctionnéiert hat an) datt mer bal an der Situatioun waren, wou d'Stocken eidel waren a wou mer net méi konnten déi noutwendeg Versuerg maachen.

Déizäit huet d'Regierung decidéiert, d'Stocken opzestocken, fir d'Independenz vum Land a Krisensituatiounen, mä awer och an alle klimateschen Aleaen, déi jo elo, mä och an Zukunft wahrscheinlech wäerten nach ëmmer virkommen, fir eis déi Independenz ze ginn (veuillez lire: ze garantéieren). Ech hunn elo an der Question parlementaire 0065, déi ech beäntwert krut am Januar, gelies a war erstaunt doruwwer, datt u sech bis elo an deem Dossier net vill, wann net näischt geschitt wär, mat der Ausso, datt jo all eis europäesch Obligatiounen erfëllt wäeren an datt infolgedesse kaum e Problem do wär. Dat mag formaljuristisch richtig sinn, dat ass a mengen Aen awer net d'Léisung vum Problem, an a Krisensituatiounen, wéi mer se kann hunn, kéimen dee Moment och déiselwecht Problemer op eis zou a kéinte mer richtig Problemer vum Approvisionnement kréien.

Duerfir dräi Froen un d'Regierung:

Déi éischt Fro: Huet d'Regierung dee Prinzip opginn, fir um Territoire vun dem Land selwer méi Reserven ze stockéieren, fir eis Independenz méi grouss ze maache par rapport

zum Ausland, fir eis méi reaktionsfäeg ze maachen, wann esou Situatiounen virkommen?

Déi zweet Fro, déi geet iwwert d'Stockageplazen zu Bartreng an zu Hollerech, wou et och kloer ass, datt déi Geneemegungen, déi et goufen, nëmme provisoresch ware bis 2020. D'lescht Kéier ass eis gesot ginn, et wär schwéier, déi ze erneieren. Elo gëtt anscheinend awer nach eng Kéier probéiert, se ze erneieren. Wéi steet et mat der Sécherheet? Wéi steet et mat der urbanistescher Entwécklung vun deene Quartieren, déi awer beim Ewechhuele vun deenen Tanken do net méiglech ass (veuillez lire: déi awer ouni d'Ewechhuele vun deenen Tanken do net méiglech ass)?

A meng lescht Fro, dat ass, datt 2015 e Gesetz gestëmmt ginn ass mat der Kreatioun vun enger Agence nationale de stockage de produits pétroliers, Artikel 45 bis 49. Et gëtt gesot an där Antwort op déi Question parlementaire, déi wär nach net kreéiert ginn, d'Gesetz wär also net applizéiert ginn. Wéi steet de Minister dozou a wat fir eng Zukunft huet déi drëtt Fro do?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Energieminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Merci, Här President. Merci, Här Wiseler, fir déi Fro. Also ech mengen, et ass esou, dass mer jo do am Kader si vun enger ganzer Rei EU-Regelen. Mir hunn 90 Deeg Reserv insgesamt. Déi verdeele sech dann op acht Deeg, wou mer Reserv hei zu Lëtzebuerg hunn, 37 Deeg Reserv, déi mer am noen Émfeld hunn. An déi lescht Joren huet dat eigentlech ëmmer gutt geklappt.

Wat hu mer eigentlech elo geplangt? Ech mengen, wann Der de Koalitionsaccord gelies hutt, da gesitt Der, dass mer elo eng Etüd maachen, fir nach eng Kéier quasi de Bilan ze maachen: Huet dat gutt fonctionnéiert? A priori gesäit dat éischter gutt aus. An da wëlle mer och e bëssen e Gefüll kréie fir d'Demande, well ech weess net, wou Dir elo wëllt nei Tanklagere bauen. D'Demande huet jo och eppes ze di mat Klimapolitik, mat Technologiewissel. An ech mengen, et ass kloer, bis 2050, an dat hu mer all ënnerschriwwen, ech mengen och Dir mat, wëlle mer op null sinn. Dat heescht, mir kommen eigentlech elo an eng Zäit, wou mer ëmmer manner Diesel a Bensinn an op där anerer Säit och Masutt verbrauchen.

A mir wëllen elo fir d'Éischt emol seriö an d'Zeenarie kucken, déi Moosnamen, déi mer hunn, déi nei Moosnamen op europäischem Niveau: Mir hunn en neit Gesetz iwwer CO₂ an Autoen, CO₂ a Camionen, dat heescht, dass d'Autoen an d'Camionen méi effikass ginn. Duerno maache mer natierlech ganz vill fir d'Effizienz an de Gebaier an och erneierbar Energien, dat heescht, och beim Masutt wäert de Verbrauch erfroen. An dat wëlle mer eis emol alles ukucken, ier mer elo e bëssen aus der Héft géife schéissen.

Déi lescht Demande zur Agence: Déi Agence ass quasi eng Moosnam, wann et wierklech an deem System vun haut net géif funktionéieren. Dir wësst, mir hunn e System, dass d'Importateure vun Diesel, Bensinn a Masutt responsabel si fir dee Stockage. An déi kréien eng gewëss Remuneration iwwert de Präis, dee jo do fixéiert ass iwwert de Maximum vun deem, wat se d'äerfe verkafen. Dee System, deen huet bis elo gutt funktionéiert, soudass mer elo net gesinn, firwat mer dee System sollten änneren.

Villmoos Merci.

► **Une voix.** - Et steet am Gesetz, hunn ech lech gesot.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 18 vum Här Max Hahn un d'Émweltministesch iwwert d'Elektrotrotinetten, déi keen Urecht op Primme fir Elektromobilitéit ginn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 18 du 28 janvier 2019 de M. Max Hahn relative à la non-éligibilité des trotinettes électroniques pour les primes pour l'électromobilité, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, pünktlech fir den Autofestival huet d'Regierung ugekënnegt, déi steierlech Abattementer, fir d'Elektromobilitéit ze promovéieren, duerch direkt Subventiounen ze ersetzen. Duerch en entsprechende Règlement grand-ducal vun der Émweltministesch kann een elo beim Kaf vun engem Elektro- oder Hybridgefier, wéi engem Auto, enger Camionnette, engem Moto, engem Vélo, an de Genoss vun ënnerschiddleche Primme kommen.

Ech hunn allerdéngs héieren, dass déi elektresch Trotinetten, déi een elo ëmmer méi op eise Stroosse gesäit, explizitt dovunner ausgeschloss wieren. Dat wier schued, well esou Trotinetten si jo schliisslech kamoud; denkt een

nëmme drun, dass se vill méi kamoud sinn zum Beispill fir an den Zuch eran- an erauszehuelen, wéi dat vlächht en Elektrovélo ass, och vill manner Plaz an de Waggonen huelen. Se sinn domadder u sech och predestinéiert fir déi sougenannten „Last Mile“, fir op d'Aarbecht ze fueren.

Och am Ausland gesäit een iwwregens Elektrotrotinetten ëmmer méi. A verschiddene Stied wéi Basel oder Lissabon gi se souguer am Libre service ugebueden.

An dofir wollt ech d'Ministesche heimat froen, ob d'Ministesche eis dat ka confirméieren. Handelt et sech heibäi ëm en einfachen Oubli? Oder wat ass d'Begrënnung, dass d'Elektrotrotinetten net an deenen neie Primmen derbäi sinn an d'Leit kënnen dovunner profitéieren? Mengt d'Madamm Minister net, dass et am Sënn vun der Elektromobilitéit wier, fir hei eventuell nozebesseren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Émweltministesch huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmoos Merci dem Här Hahn fir déi Fro. Ech mengen, se ass pertinent a se gëtt mer ausserdeem d'Geleeënheet, nach eng Kéier déi grouss Neierung u sech ervirzehiewen, an zwar dass nieft den Elektroautoen, de Camionnetten an de Motorrieder ebe mëttlerweil och d'Véloen an d'Elektrovéloen eligibel sinn. Ech mengen, dat ass emol en éischte Schrëtt, wou mer wierklech an déi richtig Richtung gi fir déi ganz Mobilitéit douce.

An den Här Hahn stellt eng ganz pertinent Fro, déi u sech tëschent dem François Bausch a mir och zirkuléiert ass. An et gëtt e ganz gudden Grond, firwat mer à ce stade dee Subsid nach net fir Elektrotrotinetten ginn, an zwar de Sécherheetsaspekt.

Am Moment sinn déi meescht vun deenen Elektrotrotinetten nach net konform. Se sinn also nach net ausgestatt. Se ginn nämlech betreucht wéi e Vélo. A se ginn och nach net deementspriedend benotzt. Well et ass kloer, wann een e Gefier huet, wat net richtig mat Luucht equipéiert ass, wou mer nach keng zwou Bremsen hunn, keng Reflektieren, da fillt ee sech net sécher. Also gëtt et eben oft nach net op de Velosweeër oder de Stroossen, wou e Vélo jo d'äerf fueren - se misste jo dann deementspriedend, dem Code de la route no, do fueren -, benotzt.

A wann awer déi Sécherheetsaspekter geléist sinn, de Marché prett ass, Produiten um Marché sinn, déi och genau deenen Aspekter entsprieden, ech mengen, da sollt een iwwert deen dote Schrëtt nodenken.

Eng pertinent Remark. Also, villmoos Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 19 vum Här Gast Gibéryen un de Finanzminister iwwert d'Halting vun der Lëtzebuurger Regierung zur europäescher Regel vun der Eestëmmegkeet a Saache Steierfroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 19 du 29 janvier 2019 de M. Gast Gibéryen relative à l'unanimité dans le domaine fiscal au sein de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Finances

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Meng Fro, déi richt sech un den Här Finanzminister. De Prinzip vun der Eestëmmegkeet a Steierfroen op EU-Niveau ass an den Traitée verankert. Lëtzebuerg huet ëmmer un der Eestëmmegkeet festgehalen. Viru Kuerzem huet den EU-Wirtschaftskommissär, den Här Pierre Moscovici, d'Vetorecht vun de State bei Steierfroen ofzeschaffen nei an d'Diskussioun bruecht.

Den Här Finanzminister huet festgehalen: Neen, Lëtzebuerg bleift bei senger Positioun vun der Eestëmmegkeet. Am „Tageblatt“-Artikel vum 22. Januar d'Joer huet den neie President vun der LSAP, den Här Franz Fayot, déi Meinung oder Decisioun vum Här Finanzminister beziechent - ech zitieren hei - als: „Ich halte das für falsch.“

D'Kollegin vun den Deputéierten am EU-Parlament vun deene Gréngen, déi huet an engem „Lëtzebuurger Wort“-Artikel souguer geschriwwen, déi Positioun vun der Kommissioun géif hir nach net wäit genuch goen, et misst een nach méi wäit an där Fro goen.

Duerfir meng Fro un den Här Finanzminister.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Hei ass eng Froestonn un d'Regierung an net un d'Parteien.

(Hilarité)

(Interruption par M. Alex Bodry)



Alles zu senger Zäit! Mä haut stelle mer d'Fro un d'Regierung.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Duerfir, Här President, wëll ech den Här Finanzminister froen: Seng Positioun, déi hien no baussen deklaréiert huet, déi mir och deelen, ass dat seng perséinlech Positioun oder ass dat d'Positioun vun der Regierung?

An zweetens: Wann dat d'Positioun vun der Regierung ass, géif ech gär wëssen, ob esou Aussoe vun esou eminente Leit vun zwou Regierungsparteien net der Regierung an hire Verhandlungen zu Bréissel schueden.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här Gibéryen, fir déi Fro iwwert déi Initiativ, déi relayéiert ginn ass souwuel vum Kommissär Moscovici wéi och vun der ganzer Kommissioun, presidéiert vum Jean-Claude Juncker, déi jo och elo eng Positioun verdeedegt, dass d'EU sollt vun der Unanimitéit ewechkommen a Steierfroen, fir op eng qualifizéiert Majoritéit ze goen.

Ech wëllt hei op dräi Aart a Weisen op déi Fro äntwerten.

Fir d'Éischt emol: Firwat hu mer Unanimitéit a Steierfroen? Eis Père-fondateur wousste genau, firwat dass se dat an d'Traité geschriwwen hunn, well d'Fiskalitéit ass d'Häerzstück vun engem Land, vu senger Ressourcen, vu senger Recetten. An Dir Deputéierte stëmmt déi Recetten all Joer, esou wéi Der och d'Depensé stëmmt.

► **Une voix.** - Oder net!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Oder net.

(Hilarité)

Mä Dir stëmmt se.

► **Une voix.** - Déi meescht maachen dat.

(Hilarité, brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An dofir ass natierlech d'Fiskalitéit d'Häerzstück vun der Souveränitéit. Wéi e Land seng Sue wëllt ausginn a wivill Suen e Land wëllt ausginn, fir säi Land ze organiséieren, ass jiddwerengem iwwerlooss.

An der EU haut gëtt Irland 26 % vu sengem PIB aus am Budget. Dat ass dat Land, wat den niddregsten Taux huet. Dat Land, wat den héchsten Taux huet, ass Frankräich, an dat gëtt 56 % vu sengem PIB a sengem Budget aus.

Wat gutt oder schlecht ass, dat muss all Land selwer decidéieren. Mir leien als Lëtzebuerg, kann ech lech soen, do an der gëllener Mëtt. An dat ass eist gutt Recht, fir ze decidéieren, wou mir do wëlle stoen.

An dofir ass et eng gutt Saach, dass déi Unanimitéit sollt bestoe bleiwen, well soss ass et een am Ausland oder eng qualifizéiert Majoritéit am Ausland, déi eis seet, wivill mer müssen ausginn oder Taxen eranhuelen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Deen zweete Punkt, deen ech wëll ervirhiewen, ass: Firwat gëtt déi Fro grad elo gestallt? Den Här Moscovici, dat kann e wärscheinlech op engem Band zrécklauschten, huet nach virun e puer Wochen am ECOFIN gesot - ech zitieren en dann op Franséisch -: « Jamais l'Union européenne n'aura fait autant de progrès dans le domaine fiscal qu'au cours des trois dernières années. »

Chapeau, Monsieur Moscovici, je suis d'accord avec vous !, well d'Lescht vun deene Saachen, déi mer an deene leschten dräi, véier Joer gemaach hunn op europäischem Niveau, ass immens laang. An déi Mesuren, déi mer zesammen an Europa geholl hunn, baséieren zum groussen Deel - net nëmmen! - op Initiative vun der OCDE BEPS a verschiddenen Eegeninitiative vun der EU.

Dat si sechs Direktiven an der Coopération administrative, enner anerem déi fir den Echange d'information ou de Rulings - ech brauch lech jo hei keng Zeechnung ze maachen, op wat dat zréckzeféieren ass -, an dann zwou „Anti-Tax Avoidance Directive“; dat heescht, zwou Direktive fousend op Initiative vun der OCDE, wou d'EU Pionéier ass, fir Steieroptimisationsbekämpfung ze maachen, fir d'Besteuerungsbaasis méi breet ze maachen.

Mir hunn hei an deem Haus am Dezember mat 58 Stëmme ATAD 1 zesumme gestëmmt. Fir dann hinzugeen an ze soen, dass d'Unanimitéit Europa drun hënnert, fir virunzuekommen an Europa, ass jo vun de Faite vermeint!

Ech huelen elo e ganz konkret Beispill, well dat ganz wichteg ass. Dat ass d'Digitaltaxéierung, d'„digital service tax“, déi de Moment an der Diskussioun ass an Europa. Jo, do si mer nach net gradesou wäit, mä ech kann lech soen: Et läit net u Lëtzebuerg, wa mer do kee Konsens fannen.

Mir hate viru sechs an néng Méint all Mënsch drop opmierksam gemaach, wat fir eng technesch Schwieeregkeeten dat mat sech bréngt, déi digital Taxéierung vum Chiffre d'affaires, an net vum Profit. Vill Länner hunn eis do nogelauschert, hunn och gesot, dat wär e richtege Punkt, mä mir hunn als Lëtzebuerg op d'mannst gesot: Mir kënnen à la limite domat liewen, wann dat eng provisoersch Léisung ass, déi an der Zäit begrenzt ass. Well wouréms et geet, dat ass, dass mer an der ganzer EU an an der ganzer OCDE Léisungen do fannen. Dat heescht „level playing field“.

Also, Lëtzebuerg kann enner kengen Émstänn accuséiert ginn, dass mir net proaktiv matgeschafft hunn an och an der Zukunft wëlle proaktiv matschaffen! Mä dofir brauch een d'Unanimitéit net ofzeschaffen.

Mäin drëtte Punkt ass: Beim Timing vum Här Moscovici versteeft en natierlech direkt, dass en op d'Europawahlen hikuckt. An dat ass säi ganz gutt Recht, mä doduerch, dass en déi heite Proposition mécht, dreift en d'Länner auserneen!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Mir sinn dach de Moment an enger Phas, woumer gären d'Länner méi an d'europäesch Iddie mat eranzéien, positiv. Dat heiten ass eng Iddi, déi dreift d'Länner allegueren auserneen. An dat brauch Europa an deem Moment net!

An da wëll ech zum Schluss nach soen: Mir hunn als Regierung dem Här Moscovici geschriwwen, fir em eis Bedenken ze soen. Ech sinn och frou ze gesinn, dass d'Union des entreprises luxembourgeoises an d'Chambre de Commerce hir Bedenken och un den Här Moscovici bruecht hunn. Lëtzebuerg ass um Ball. Eis geet et drëms, Europa weiderzedreien, an zwar zesummen an engem Strang ze zéien, d'Subsidiaritéit net a Fro ze stellen an den Esprit vun de Pères fondateurs ze respektéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 20 vum Här Marc Angel un de Verdeedegungsminister iwwert d'Marinnenoperatioun „Sophia“. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 20 du 28 janvier 2019 de M. Marc Angel relative à l'opération navale Sophia, adressée à M. le Ministre de la Défense**

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, et geet em d'EU „Naval Force - Mediterranean“, déi och Operatioun „Sophia“ genannt ass. Et ass eng Rettungsmissioun, awer virun allem eng Missioun, déi géint d'Schlepper soll virgoen am Mëttelmier. A se ass „Sophia“ genannt no engem klengen Meedchen, wat op engem Schëff gebuer ass, wou d'Eltere just gerett gi sinn am Joer 2015.

Och wa mer wëssen, dass mëttlerweil vill manner Refugiéer an Europa kommen, jo bis zu 95 % manner, wéi dat um Héichpunkt vun der Flüchtlingskris 2015 war, muss een awer wëssen, dass d'Zuel vun de Fraen, vun de Männer a vun de Kanner, déi hiert Liewen am Mëttelmier loossen, dramatesch an d'Luucht gaangen ass.

Eng Etüd vum UNO-Flüchtlingswierk UNHCR huet gesot, dass déi Zuel sech tëschent 2017 an 2018 verduebelt huet. A se soen, dass am Duerchschnitt eng vun 18 Persounen des Rees iwwert d'Mëttelmier net iwwerlief. Virun zéng Deeg, wësse mer, si jo nach zwee Booter ënnergaange mat 170 Doudeger. Medial ass dat leider net méi esou opmierksam wéi fënnf Touristen, déi an enger Lawinn stierwen, oder e Fussballspiller, deen eroffält. Mä dat ass awer elo net d'Thema vun haut.

Ech wollt lech do eng Rei Froen stellen, Här Minister.

Et hunn eng Rei Länner scho matgedeelt, dass se d'Operatioun „Sophia“ weiderhin ënnerstëtze wäerten. Dofir meng éischt Fro: Steet d'Lëtzebuurger Regierung nach hannert dëser Missioun? A setzt se sech um EU-Niveau an, fir dass dat Mandat verlängert gëtt? Mir wëssen, dass do Italien och Problemer mécht.

Dann déi zweet Fro ass: Deelt Dir och d'Meenung vu villen Experten, dass dës Missioun, wa se wëllt richteg géint d'Schlepper virgoen, eréischt kann effektiv ginn, wann och déi drëtt Phas antrëtt, dat heescht, dass déi Schëffer net nëmmen an den internationale Gewässer, mä

och an d'Küstegewässer vu Libyen kënnen goen? An do heescht et, mat Libyen verhandelen. Ennerstëtze mer do d'EU, dass do Verhandlung gemaach gi mat Libyen, wat natierlech net einfach ass?

Drëtt Fro: Deelt Dir och meng Meenung, Här Minister, falls dës Missioun, déi ëmmerhin 59.000 Mënscheliwe gerett huet, net weidergefëiert gëtt, dass dann d'EU eng Zivillmissioun muss opstellen an dass d'EU sech och muss asetzen, dass déi ONGen, déi Mënsche retten, net kriminaliséiert ginn?

A meng lescht Fro ass, déi véiert: Ass de Fliger, deen déi Lëtzebuurger Defense finanziert huet, och an de leschte Méint, esou wéi déi däitsch Schëffer, vum italienesche Commandeur, anscheinend op Recommendation vum Här Salvini a Gewässer oder an Zonen abseits vu Schleiser- a vu Flüchtlingsrouté geschéckt ginn?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Verdeedegungsminister huet d'Wuert.

(Interruption)

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Ech soen dem Här Angel och Merci fir seng Froen. A wéi e beschriwwen huet: Et ass eng ganz wichteg Missioun, wou Lëtzebuerg och ganz aktiv derbäi ass. Si ass essenziell, well effektiv: Et geet hei drëms, de Geschäftsmodell vun de Schleiser ze zerstëieren, fir Mënscheliwe ze retten. Bon, mir wëssen allegueren, mat wat fir enge Problemer dat verbonnen ass. Den Här Angel huet der och e puer hei beschriwwen.

Lëtzebuerg hält de Moment jo och drun deel, andeem mer zwee Iwwerwachungsfligeren, Oplärungsfligeren vun enger spezialisierter Firma do fléie loossen, déi mir finanzéieren, fir eben déi Gewässer ze beobachten. Do geet et natierlech drëms, dass déi Fligeren iwwerwaachen, wat d'Schleiser maachen, ob do Leit embarquéiert ginn. An da gëtt dat un de Quartier général vun der EU-Missioun „Sophia“ gemellt, fir dass dann deementspreechend ka gehandelt ginn.

Mir bedauern et och als Lëtzebuerg, dass déi Missioun hei lichtfankeg op d'Spill gesat gëtt, dass effektiv hei probéiert gëtt vu verschiddeener Säit, dat doten ze decredibiliséieren. Et ass, au contraire, eng ganz wichteg Missioun, wéi Der et och richteg beschriwwen hutt. A Lëtzebuerg wäert op alle Fall bei der Majoritéit vun deenen EU-Länner sinn, déi derfir kämpfen, dass déi Missioun bestoe bleift, dat heescht, dass se net ofgeschaaft gëtt. An deementspreechend wäerte mer och weider déi Flich, déi Oplärungsfliger do maachen.

Elo gëtt et jo och natierlech d'Fro zu den Alternativen zu där Missioun, haaptsächlech ziviller. Et gëtt där jo eng Rei, haaptsächlech am Kontext vun der libescher Küst, haaptsächlech déi sougenannte „Border Assistance Mission“, déi et haut scho gëtt. Et ass ze fréi, mengen ech, fir elo schon aus der Missioun „Sophia“ op zivill Missiounen ze schléissen. Et geet elo emol drëms, déi Missioun do ofzesécheren, fir dass déi ka weidergoen.

Natierlech ass et esou, dass déi Missioun op de libesche Küsten och also ganz effizient ass a ganz wichteg ass, well déi hëlleft jo ganz kloer, och den Terrorismus ze bekämpfen, mat ze kucken, wat fir eng Leit schonn op der Küst versicht ginn, erageschleist ze ginn. Et geet och drëms natierlech, den ONGen ze hëlfelefen op de Küsten.

An ech mengen och, dass dat typesch Missioun sinn, déi Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht stinn op alle Fall, fir sech fir esou Saache weider ze engagéieren. Mä ech mengen, et ass ze fréi, fir elo scho vun zivill Missiounen ze schwätzen. Ech mengen, mir sollten elo emol fir d'Éischt kucken, dass mer déi Missioun „Sophia“ ofgeséichert kriegen.

Bon, deen italienesche Kommandant, Dir hutt et scho gesot, deen déi Operatioun do leet a wou mir och ennerstallt sinn, dat heescht, deen d'Uerdere gëtt, dee weess, dass déi zwee Fligere zur Verfügung stinn an dass déi effektiv och weiderhin essenziell si fir déi Missioun. An d'Lëtzebuurger Regierung ass awer och bereet, dat weiderhi finanziell ze ënnerstëtzen, wann dat ka weidergefouert ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen un d'Fro Nummer 21 vum Här Félix Eischen un d'Logementsministesch iwwert de Bauprojet vun der SNHBM. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 21 du 29 janvier 2019 de M. Félix Eischen relative au projet de construction de la SNHBM, nommé Elmen, à Olm, adressée à Mme la Ministre du Logement**

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Madamm Minister, geschter ass de Spezialrapport vum Rechnungshaff betreffend d'Sozialwunnenge virgestallt a publizéiert ginn. Do gëtt déi demografesch Entwécklung an och de Besoin u Logementer kuerz skizzéiert. Dem Statec no si mer an zéng Joer tëschent 740.000 a 790.000 Leit hei am Land, dat heescht, tëschent 25 % an 33 % méi wéi den 1.1.2017. Em déi 2060 gëtt mat enger Millioun Awunner hei am Grand-Duché gerechent.

2011 scho sot de Statec, dass bei engem Wuesstum vun 1,1 % all Joer 6.500 Wunnenge gebraucht ginn. Zanter 2010 si mer scho bei engem Wuesstum vun 2 %. Also geet déi Zuel nach an d'Luucht. Och hunn an de leschte Joren nach eng Kéier d'Präisser ganz ferm ugezunn, wéi mer dat jo an de leschten Deeg héieren hunn.

Do si mer also elo allegueren an der Situatioun, dass et net méi wéi normal ass - Dir hutt et, Madamm Minister, virdrun och scho gesot -, dass all d'Akteure sollen aktiv ginn, dont och d'Gemengen. Doriwwer besteet, denken ech emol, e grouse Konsens hei am Haus. Ech schwätzen och do aus egener Erfahrung. Mir hunn zu Ollem zesumme mat der SNHBM e Projet lancéiert, dee ville Famillje soll en neit Doheem ginn.

Rezant, dat wësse mer dann och, ass awer eng Immobiliäre higaangen an huet aus deemem Projet probéiert, Kapital ze schloen. Et gëtt schlecht Press géint e Projet gemaach. An et gëtt och probéiert, d'Populatioun onsécher ze maachen. Et gëtt agéiert géint eng Bautepolitik, déi den Akzent op de bezuelbare Wunraum setzt, dës an Zäiten, wou d'Präisser eben an d'Onendlecht klammen. Hei gëtt e Projet d'envergere, deen déi absolut Ennerstëtzung vun der Politik, och där nationaler, hat, an och hoffentlech nach ëmmer huet, fir privat Geschäftszwecker mësbrauch.

An deem Kontext, Madamm Minister, wier et wichtig, dass och d'Regierung sech zu deemem Projet géif bekennen. Dofir meng Froen:

Steet d'Ministesch, wéi och d'Virgängerregierung, nach ëmmer zu deemem Projet vun der SNHBM? Wéi bewäert d'Madamm Minister d'Virgoensart vun deenen Agenten, wëssend, dass dese Grupp net emol an der Chambre immobilière dran ass?

Wéi gesäit et mat der Deontologie vun den Immobilienagenten hei zu Lëtzebuerg aus? Ass d'Madamm Minister net och der Meenung, dass do e gewëssenen Nohuelbedarf besteet? An ass d'Madamm Minister dann och gewëllt, sech mat der Chamber eventuell eng Kéier un den Dësch ze setzen, dass esou Aktiounen am beschten an Zukunft net méi virkommen?

A lescht Fro: Ass d'Ministesch dann och gewëllt, de Secteur eventuell méi streng ze reguléieren, sollt de Secteur da refuséieren, méi deontologesch ze handelen?

Ech soen lech am Viraus Merci fir d'Äntwerten.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Logementsministesch huet d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.** - Jo, Merci, Här Eischen, fir déi Fro. Dee Projet ass formidable. A wann all Gemeng an där Envergere, déi esou läit wéi Är Gemeng, géif esou e Projet maachen, dann hätte mer bedeitend manner Problemer hei am Land op deem Punkt, wéi mer der hunn.

Dat heescht, ech stinn zu méi wéi 100 % hannert deemem Projet an ech sinn net eleng. Ech mengen, bei menge Regierungskolleegen ass et genau d'selwecht. Ech war d'lescht Woch bei d'SNHBM, ech krut de Projet do gewisen. Et ass e ganz flotten zäitgenéssesche Projet, wou et sech herno gutt wäert liewe loossen, mat Sanneparkingen, dat heescht, wou d'Kanner kënnen op der Strooss spillen, mat Infrastrukturen, déi virgesi sinn, mat Schoul an esou weider. Ech mengen, esou solle mer plangen.

Duerfir fannen ech et ëmsou méi schockant, wat déi Agence déi lescht Woch gemaach huet. Ech fannen et schlëmm, well et ass u sech mat den Ängschte vun de Leit probéiert, Suen ze maachen. An dat ass jo net esou, wéi mer solle sinn.

An ech mengen och, ech hat och e Gesprech mam President vun der Chambre immobilière, deen dat och ännlech gesäit an deen och seet, dass dat dote géif senger Professiouen nëmme schueden. Dir sot et schon: Déi Agence ass net Member bei der Chambre immobilière. Ech wëll mech op alle Fall mat hinnen elo zesummesetzen, iwwerhaapt, fir iwwer villes ze schwätzen. Dat dote wäerte mer och abordéieren.

Si hunn intern e Code de déontologie, dee si natierlech kënnen an hir Membere applizéieren. Vu dass déi heiten Agence net Member ass, kënnen se déi un déi Agence net applizéieren. Ech hunn och eng Entrevue geplangt an ugefrot mam Mëttelstandsminister, fir do ze kucken, wat een hei nach vläicht ka méi konkret virgesinn.

Wat elo bei eis geplangt ass, dat ass jo, dass mer de Bail-à-loyers-Text wäerten iwwerschaffen an dass mer do iwwert d'Missioune vun den Agencen och probéieren, Saachen an den Text eranzubringen. Mä och dat wëll ech mat der Chambre immobilière zesummen nach eng Kéier diskutéieren, an natierlech mat lech allequerten hei an dësem Haus.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo un d'Fro Nummer 22 vum Här André Bauler un de Gesondheitsminister iwwert d'Entwécklung vun der Unzuel vu Leit, déi un der Gripp erkrankt. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 22 du 28 janvier 2019 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre de personnes souffrant de la grippe, adressée à M. le Ministre de la Santé**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här Président. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro iwwert d'Entwécklung vun der Virusgripp, muss ee jo soen, hei zu Land stellen. An dëser Saison goufen an Däitschland bis ewell ëm déi 6.400 Fäll vu Gripp confirméiert. Déi effektiv Zuele géifen awer vill méi héich leien, behaupt d'Internetportal tagesschau.de; dat, well vill Kranker iwwerhaapt net bei den Dokter ginn.

D'Grippewell mécht sech zurzäit bei eisen däitschen Nopere breet. Am Géigesaz zu enger klassischer Otemweckkrankheet, déi no e puer Deeg dann iwwerstanen ass, schléit d'Influenza mat héijem Féiwer a Schüttelfrost séier an zolidd zou. Si ass also net mat enger harmloser Erkältung ze verwiesselen.

An der drëtter Januarwoch wieren ongeféier 2.200 Krankheitsfäll an der Bundesrepublik observéiert ginn. Dat huet jiddefalls d'Robert-Koch-Institut matgedeelt. An Däitschland goufen dann och scho fir dës Saison 20 Doudesfäll duerch Influenza enregistriert.

Iwwregens, d'Grippewell vum Wanter 2017-2018 war no Aschätzung vum Robert-Koch-Institut déi stäerkst zanter 2001. Am leschte Wanter hätt d'Zuel vun den Doudesfäll iwwer 20.000 geleéen.

Bal 11 % vun der däitscher Bevëlkerung ware wéinst der Virusgripp bei den Dokter gaangen. Virun allem eeler Matbirger wieren am meeschte betraff gewiescht, besonnesch dann, wa se duerch aner Krankheeten am Virfeld vum Ausbruch vun der Gripp geschwächt gewiescht wieren.

Dowéinst wollt ech folgend Froe stellen: Wéi gesäit d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg an dësem Kontext momentan aus? Gëtt et eng äänlech Entwécklung wéi bei eisen Nopere? Sinn d'Doktere verpflichtet, Grippefäll ze mellen? Wa jo, verfüügt de Gesondheitsministère iwwer éischt Statistiken, déi d'Méint November, Dezember a Januar betreffen? An zum Schluss wollt ech froen: Krut den Här Minister scho matgedeelt, ob geschwächte Persounen duerch Influenza gestuerwe wieren?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Gesondheitsminister huet d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Merci, Här Président. Ech muss dem honorabelen Här Bauler soen, dass ech em elo léiwer op eng militäresch Fro geäntwert hätt. Do hätt ech em wahrscheinlech méi kënnen soe wéi zu deene Froen, déi e mir elo gestallt huet. Wat awer eng relativ onüüblich Fro ass, fir an der Heure de questions, wann ee mech elo statistesch Zuele freet, wivill Leit wéini krank gi sinn.

Dat, wat ech lech ka soen, dat ass, dass et effektiv esou ass, dass mer en Echantillon vu Lëtzebuergere Dokter hunn, déi zesumme mam Laboratoire national schaffen an déi regelméisseg Grippeinfektione dohinner weiderleeden. An aus deenen Zuele geet ervir, dass mer an der véierter Woch 2019 43 där Fäll hei zu Lëtzebuerg haten.

Et ass och esou, dass den Zeenario eigentlech ëmmer deeselwechten ass vu Joer zu Joer. Dat heescht, dass d'Grippesaison am Januar ufängt an da während aacht bis zéng Wochen evolueiert. An der Halschent vun där Saison ass meeschtens de Peak an duerno geet et da bis Enn März lues a lues erëm of.

Ech kann lech och nach soen, dass d'Risikogruppen, wat de Grippevirus ugeet, virun allem schwanger Frae sinn, Leit mat chronischen Infektione, eeler Leit iwwer 65 Joer. An da kann ech lech och nach soen, dass et speziell Komplikatiounen gëtt bei Leit, déi tëschent 50 a 64 Joer al sinn, déi iwwergewichteg sinn, déi drénken oder déi fëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - An Der kënnst lech virstellen, dass et bei deenen, déi alles dat kombinéieren, net onbedéngt besser geet.

Ech soen lech Merci.

(**Hilarité et brouhaha général**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Gesondheitsminister.

D'Reglement gesäit vir, datt d'Froestonn eng Stonn sollt daueren. Bis elo waren all Orateuren disziplinéiert. Duerfir wëll ech d'Chambre froen, ob se d'accord ass, datt mer déi zwou lescht Froen och nach géife mat virunhuelen.

(**Assentiment**)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 23 vum Här Franz Fayot un den Energieminister iwwert den Autofestival. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 23 du 29 janvier 2019 de M. Franz Fayot relative à l'« Autofestival », adressée à M. le Ministre de l'Énergie**

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här Président. Dir sidd ganz gnädeg. Ech wäert mech och kuerzfaassen.

D'Regierung huet eng Prim vum 5.000 Euro beim Kaf vun engem Elektroauto annonciéiert. Dat am Kontext vun der Politik vun Dekarboniséierung, déi de Regierungsprogramm virgesinn huet.

A säit e puer Wochen, an insbesonnesch säit engem Uerteel vum Verwaltungsgericht Gelsenkirchen Mëtt November, wat e Fuerverbuert fir Dieselvehikelen geschwat huet op Autobunnen, constatéiert een an den däitsche Medien, vun deenen ee weess, dass se och ganz vill vu Publizitätsannoncë vun der däitscher Autosindustrie ofhänken, eng Campagne géint Elektroautoen. Déi hëlt d'Form vun Artikelen, wou d'Grenzwaerter vu Stéckstoffdioxid, den NOx, a Fro gestallt ginn oder och nach iwwert d'Bedéngunge vum Ofbau vu Lithium a Südamerika oder iwwert d'Kanneraarbecht a kongolesesche Kobaltminen un.

An et constatéiert een och, dass déi Artikele massiv gedeelt gi säit der Annonce vun där Prim vum 5.000 Euro duerch d'Regierung hei zu Lëtzebuerg an och elo am Kontext vum Autofestival.

An dofir ass meng Fro un den Här Minister, ob do virgesinn ass, dass eng Kommunikatioun gemaach gëtt, ob do eng Kommunikatiounspolitik envisagéiert ass duerch de Minister, fir deen Debat iwwert d'Elektromobilitéit op objektive wëssenschaftlech fundéiert Basen ze stellen, engersäits, an zweetens, ob et virgesinn ass duerch de Minister, dass do eppes gemaach gëtt, fir d'Lëtzebuergere Garagisten ze sensibiliséieren, wat déi Emissions de gaz à effet de serre ugeet oder toxesch Substanzen, en particulier Stéckstoff, am Kontext vun de Venté beim Autofestival.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Energieminister huet d'Wuert.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Villmoos Merci, Här Fayot, fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass den Autofestival ugefaangen huet. Ech mengen, dat sinn dräi Wochen, wou ganz vill hei zu Lëtzebuerg dat am Mëttelpunkt steet. An dat kënnst elo zesummen och mat deenen Diskussiounen an Däitschland. An ech mengen, an Däitschland ass et eben esou, Dir hutt ganz vill Stied, déi iwwert der Norm leien an déi elo och mussen dann Dieselverbueter ausschwätzen. Dass déi Virulenz, déi een elo grad op de soziale Medie gesäit, iergendwéi domadder zesummenhängt, ech mengen, dat ass relativ evident.

Dat heescht, et ass effektiv net einfach am Zäitalter vun de Fake News, fir do eng gutt Äntwert drop ze hunn - an ech wäert et einfach elo kuerz just probéieren. Wat mer ebe maachen, ass: Mir hunn déi Prim vum elo decidéiert, fir eben och hei zu Lëtzebuerg de Marché vun der Elektromobilitéit nach eng Kéier méi no vir ze bréngen. Dat war och eng explizitt Demande vum Secteur. Ech mengen, mäi Kolleg François Bausch hat se gesinn am Dezember. Mir wëllen eben d'Leit elo encouragéieren, fir a Richtung Elektromobilitéit ze goen. Dat mécht extrem vill Sënn, well jo en Elektroauto keng Pollutioun vor Ort mécht an an der Klimabilanz och haut scho besser ass wéi eben Diesel- a Bensinnsautoen.

Fir dass d'Elektromobilitéit, déi en Deel ass vun enger anerer Mobilitéit - also, öffentlechen Transport, dee gratis gemaach gëtt, Vélosweeër, déi sécher sinn, an esou weider an esou fort -, mä natierlech, den Auto wäert weider eng Roll hunn, duerfir muss mer och kucken, dass d'Émweltbelaaschtung aus dem Transportberäich do ännert. An där Hisiicht muss een eben dann d'Elektromobilitéit no vir bréngen. Do sinn dräi, véier Hausaufgaben ze maachen. Bei den Opladegeräter, bei de Borne si mer ganz gutt. Mir sinn am Top 3 an Europa. Dat heescht, d'Chargy-Infrastruktur, déi iwwregens och mat 100 % gréngem Stroum alimentéiert gëtt, déi ass gutt. An ech mengen, dat ass e Verdéngscht vum François Bausch an och vum Étienne Schneider, déi dat déi lescht Jore virubrecht hunn.

Dann: Déi ganz Diskussioun ronderëm d'Batterien ass natierlech eng Diskussioun, déi mir hei zu Lëtzebuerg net geléist kréien. Mä, ech kann lech aus ... Also selwer, wéi ech am Europaparlament war, hunn ech et fäerdegbruecht, virun zwee Joer mat der Europäescher Kommissioun dohinner ze schaffen, dass mer eng europäesch Batterie-Initiativ elo kréien. Déi huet zwou Komponenten:

Déi éischt ass eng industriepolitesch. Dir musst wëssen, déi meescht Batterie vum den Handye ginn haut an Asie produzéiert. A mir mussen oppassen, dass am Zäitalter vun der Elektromobilitéit eben net dann och déi ganz Batterien éischer an Asie géife produzéiert ginn, well dat industriepolitesch an och aarbechtspolitesch net gutt wär. Dat heescht, d'Europäesch Kommissioun mécht elo mat de Länner eng ganz Rei Initiativen, fir dass mer industriepolitesch do dee Retard ophuelen.

An déi zweet ass natierlech dee ganzen Émweltaspekt. An et ass esou, ech hat nach d'lescht Woch telefonéiert mat de Leit an der Europäescher Kommissioun. Et kommen zwee nei Gesetze, déi elo verschäerft ginn, wahrscheinlech d'nächst Joer. An dat eent ass eben, fir derfir ze suergen, dass 100 % vun den Autosbatterien mussen recycéléiert ginn. Dat ass ganz wichteg och fir de Recyclage vum Lithium. Dir musst wëssen, dass et haut méi bëlleg ass, frësche Lithium um Weltmarché ze kafen, wéi Lithium ze recycéléieren. An duerfir ass d'Europäesch Kommissioun zum Schluss komm, dass mer do e Gesetz brauchen, fir dass normativ festgeluecht gëtt, dass d'Batterien eben, dass muss recycéléiert ginn.

An dat Zweet, wat wichteg ass, an do gëtt et och eng ganz Rei Efforte vun der Europäescher Unioun, ass, dass mer festleëen, wat ass an deene Batterien. Dat heescht, déi ginn esou designed, déi ginn esou konzipéiert, datt all Pièce vun deene Batterie recycéléierbar sinn an dass mer och op aner Materialie gi wéi déi, déi mer haut notzen.

Et gëtt ee ganz flotte Projet, deen iwwregens och iwwert d'Europäesch Investitiounsbank, déi jo hei zu Lëtzebuerg ass, mat ënnerstëtz gëtt. Et ass e grouse Projet a Schweden, deen heescht Northvolt. Dat si véier Leit, déi fréier bei Tesla geschafft hunn, déi elo zréckkomm sinn an Europa an déi elo am grouse Stil wierklech eng gréng Batterie opbauen.

An dann: Natierlech ass dat hei elo deen éische Festival, mengen ech, dee massiv am Zäitalter vun der Elektromobilitéit steet. An et ass net dee leschten. Mir mussen da mam Secteur iergendwann eng Kéier e Bilan maachen an da kucken, wéi mer d'nächst Joer nach besser kënnen virukommen.

Mir hunn eng Broschür vun „myenergy“, déi mer och elo e bësse méi no vir bréngen, fir eben dat alles gutt ze erklären.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen dann zu der leschter Fro fir haut, d'Fro Nummer 24 vum Här Franz Fayot un de Gesondheitsminister iwwert d'Norme vun der OMS, wat d'Feinpartikelen an d'Stéckoxider ugeet. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 24 du 29 janvier 2019 de M. Franz Fayot relative aux normes de l'OMS concernant les émissions de particules fines et d'oxydes d'azote, adressée à M. le Ministre de la Santé**

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här Président. Erlaabt Der, dass ech dat vun hei aus maachen? Well si ass ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Selbstverständlech!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - ... léiert un déi viregt Fro.

Wéi ech dat scho gesot hat, ass eng vun deenen Attacke géint d'Elektromobilitéit, déi ee fir de Moment an däitschen Debat gesäit, déi iwwert d'Mise en doute vun der Gesondheitsgefor, déi vun de Stickstoffoxiden ausgeet an en particulier de Grenzwaerter, déi

vun der OMS festgehale gi sinn, vu 40 Mikrogramm pro Meter Kibb an der Loft.

D'Speerspëtzt dovunner ass e retraitéierten däitsche Pneumolog, den Dokter Köhler, deen e Bréif publizéiert huet, zesumme mat honnert anere Pneumologen, deen awer a senger ganz grousser Majoritéit contestéiert gëtt vun der wëssenschaftlecher Communautéit, wou, mengen ech, den Tenor wierklech ass, dass dat wëssenschaftlech keng Grondlag huet, wat deen Dokter do a seng puer Kollegen, déi säi Bréif mat ënnerschriwwen hunn, soen - sou dass een och hei kann u sech getruscht vu Fake News schwätzen.

Mä och hei ass et esou, dass déi Newsen, déi Artikelen aus der däitscher Press massiv erëm eng Kéier gedeelt ginn, och elo am Kontext vum Autofestival, an am Fong déi Gesondheitsrisiken, déi dovun ausginn, ugezweifelt ginn. An ech wollt duerfir de Gesondheitsminister froen, ob en éischens bestätege kann, dass de Gesondheitsministère déi Grondgrenzwaerter vun der OMS bestätegt an dorunner festhält, an zweetens ob do geduecht gëtt och un eng Campagne, oder op d'mannst e Communiqué vun Gesondheitsministère am Kader vum Autofestival, fir géint esou eng Desinformatioun virzegoen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Gesondheitsminister huet d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Merci dem honorabelen Deputéierten Här Fayot.

D'Lutte géint de Klimawissel a géint d'Pollutioun ass, wéi Der alleguerte wësst, eng vun de fënnf Prioritéite vun der OMS fir d'Joren 2019 bis 2023. Et ass och esou, dass d'Pollutioun ee vun deene wichtegste Grënn ass vum fréizäitigen Doud vun de Mënschen op dëser Äerd. Et gëtt geschwat vu ronn siwe Milliounen Doudere d'Joer duerch Pollutioun. D'OMS seet och, dass 91 % der Weltbevëlkerung Loft anootmen, déi zumindest zäitweis d'Grenzwaerter vun der OMS iwwerschreit.

Et ass och kloer wëssenschaftlech bewisen, dass, wat d'Pollutioun ugeet, déi Kategorie vu Leit, déi am meeschte betraff sinn, Frae sinn, Kanner sinn, eeler Leit sinn an aarm Leit - an deem heite Fall kann ech lech elo net soen, wéi et mat deenen ass, déi drénken a fëmmen. Mä et ass ganz kloer awer esou, dass d'OMS 2005 déi heite Ligne-directrice festgeluecht huet, dass déi Ligne-directrice och als Basis geholl gi si vun der Europäescher Unioun, fir eng Direktiv auszuschaffen zu der Pollutioun. Déi Direktiv ass déi vun 2008, déi jo och dann hei adoptéiert ginn ass.

An dat, wat den Här Fayot elo seet, ech mengen, dat ass e wëssenschaftlechen Diskurs, wa mer dat elo emol wëllen neutral bewäerten, wou déi eng Medezinner deenen anere widersprieche. Iwwert d'Methodologie kann een duerchaus diskutéieren. Ech mengen, dat, wat wichteg ass, dat ass, dass mir eis als Land natierlech nach ëmmer bekennen zu deene Ligne-directrice vun der OMS an och zu där Direktiv, déi et natierlech hei gëtt. An ech mengen, dass et och wichteg ass ze wëssen, dass d'OMS selwer jo hir Ligne-directrice wäert iwwerschaffen am Joer 2020. Also d'nächst Joer gëtt dat nach eng Kéier alles gekuckt. Allegueren déi Wäerter, allegueren d'Erfahrungswäerter ginn nach eng Kéier analyséiert, an da ginn déi Ligne-directrice adaptéiert oder och net. Dat hänt ebe vun deene Resultater of.

Dat gesot, géif ech wierklech dovunner ofroden, elo op esou Aussoen, vun deenen Dir elo geschwat hutt oder déi Dir zitéiert hutt, anzegoen a sech allze vill vun deene beaflossen ze loosse.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Gesondheitsminister.

8. Question élargie n° 1 de M. Marco Schank relative aux certificats de performance énergétique

Da kéime mer elo zur erweiderter Fro Nummer 1 vum Här Marco Schank iwwert d'Energiepäss. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Hauptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedoen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Merci, Här Président. Zënter 2008 gëtt et den Energiepass fir all Neibaue. Zënter 2010 gëtt den Energiepass fir Bestandsgebaier bei Verkauf a Locatioun. D'Grondiddi ass richtig, denken ech, denke mer allegueren. Näischtdestotrotz stelle sech awer bei der Virgeënsweis eng ganz Partie Froen, besonnesch, an do kommen ech elo gläich drop, bei de Kontrollen.

Bekanntlechnung d'Bausträger verpflichtet, mat der Baugeneemegung och eng Berechnung respektiv ee Certificat iwwert d'Performance énergétique virzeleeën. Wéi et schéngt, huet awer an der Praxis op ville Gemengen nach ni een Energiepass „as built“ ofginn. An et gëtt Fäll, wou d'Bausträger sech weigere, den Energie „as built“ auszustellen. Wivill Fäll et gëtt, weess ech net. Méiglecherweis huet do den Energieminister eng Äntwert drop.

Wa se net sécher sinn, datt d'Aarbechte korrekt ausgefouert goufen, an d'Kontrollen sinn, dat wësse mer, zum Schluss schwierig, ech soen nach eppes herno dozou, soll et ebe Bausträger ginn, déi da léiwer keen Energiepass ausstellen, fir ee Faux en écriture wëllen ze evitéieren, ënner Emstänn, a se loossen natierlech de Keefer mam Fanger am Mond dostoen.

Domat huet dann de Keefer respektiv de Propriétaire vun deem neie Gebai keng Garantie, datt säin Haus dann, soe mer emol, no Passivhauskritäre gebaut gouf, a misst domat och mat engem däitleche Wäertverloscht rechnen, wann en d'Haus oder d'Wunneng géif weiderverkaufen.

Här President, am neie Règlement grand-ducal soll dat änneren. Dat Règlement ass public, awer ewell nach net en vigueur, an hei gëtt den Energiepass „as built“ Norm. Dëst ass am Prinzip och positiv fir de Verbraucher, well all Mënsch, deen een „as built“ kritt, da gewuer gëtt, wat e fir seng Sue krut, wat e gebaut krut, a sech drop kéint verlossen. Mä och dat garantéiert net, datt dat, wat am Energiepass steet, och wierklech exekutiert gouf.

Den Energiepass „as built“ ass also nëmme da sënnavoll, wann, an do sinn ech bei de Kontrollen, kontrolléiert gëtt. Dëst géif dann dem Propriétaire d'Garantie ginn, datt hien och dat gebaut krut, fir wat e bezuelt huet, an dofir mussen d'Kontrollen um Chantier eigentlech par rapport zu deene verschidde Bauphase passéieren.

De Problem ass am Moment, datt et praktesch keng oder nëmme ganz wéineg Kontrollen um Terrain gëtt. Duerfir zwou, a mengen Aen, wesentlech Froen.

Déi éischt: Sinn d'Gemenge verpflichtet, Kontrollen ze maachen?

Zweetens: Misst d'Regierung net de Gemengen hëllefen, wa se gären hätt, datt d'Gemengen déi Kontrolle maachen, fir iwwerhaupt déi noutwendeg Viraussetzungen ze schafen, fir des Kontrollen ze exekutieren?

Richtig ass, datt an der Circulaire vum Innenrespektiv dem Ekonomiesminister vun 2015 steet, datt et de Ministère ass, deen d'Qualitéit vun den Energiepäss iwwerpréift. An do steet dann och: « Les communes [...] ont la possibilité d'effectuer un contrôle [...] ». Deemno keng Obligatioun. An nach e bësse méi wäit och: « Les communes sont bien sûr libres de décider de l'opportunité des contrôles [...] ».

Grouss Gemenge wéi d'Stad Lëtzebuerg oder och wéi Esch, Esch/Uelzecht, mengen ech - Esch/Sauer net, well se méi kleng sinn -, déi hu selbsterständlech déi technesch Déngschter, fir ze iwwerpräieren, ob déi entsprecheend Energieuuerderungen, déi néideg sinn, dann och agehale gi sinn.

Kleng Gemenge sinn do éischer iwwerfuert. An et kann een och net vun dem Buergermeeschter verlaangen, datt deen dann um Terrain kontrolléiere geet. Souguer fir Experten ass et an der Ennphas praktesch net méiglech erauszefannen, ob zum Beispill dat richteg Isoliermaterial an der richteger Déckt agebaut ginn ass oder ob keng Kältebrécken entstane sinn.

Kleng Gemenge mussen dann op Büroen, externen Büroen zréckgräifen, fir d'Kontrollen, d'Berechnung vun deenen Energiepäss ze maachen. Dat bréngt natierlech héich Onkäschte mat sech. Mir hunn och als Gemeng eng Kéier nagefrot: Do kann ee vu ronn 3.000 Euro bei enger Fënnephasekontroll bei engem Eefamiljenhaus, bis 4, 5 Wunnunitéiten ausgoen, respektiv bis 4.500 Euro bei engem Méifamiljenhaus tëschent 5 a 15 Unitéite pro Baugeneemegung.

An anere Wieder: Dat mécht natierlech d'Baue méi deier zu Lëtzebuerg. An och am Reglementsentwurf liesen ech net, datt d'Gemeng responsabel fir d'Kontroll vun den Energiepäss ass, och wann d'« Autorité compétente en matière d'autorisation de bâtir » duerch « Bourgmestre » ersat gouf.

Tatsaach ass: Ouni Kontrolle geet et net. An dacks kennt et schon an der Planungsphas zu Onregelméissegkeeten. A vu Bauberoder héiert een och, datt, zum Beispill, dacks net gekuckt gëtt, ob et Kältebrécke gëtt, oder och d'Etüd iwwert d'Notze vun nohaltegen Energien net gemaach gëtt, an och de Wärmeschutz am Summer zum Beispill ni gekuckt gëtt. Mam Resultat, datt entsprecheend Feeler bei der Exeku-

tioun, bei der Dämmung zu Schimmel féiere kënnen. A jiddwereen, deen haut baut, ass deemno gutt beroden, op déi exakt Ausstellung vum Energiepass ze bestoen.

Dann zum Schluss, zwou Froen, vläicht déi wesentlechste: Huet d'Regierung wëllen, d'Kritäre fir des Kontrolle gesetzlech ze verankere respektiv ee legale Kader ze schafen, fir de Gemenge bei der Ëmsetzung vun dese Kontrollen ënnert d'Ärem ze gräifen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Regierung huet d'Wuert.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Ech soen dem Här Schank Merci. Et ass effektiv esou, dass den Energiepass e wichteg Instrument ass, fir dass méi Energie gespuert gëtt am Bau, also an den Haiser. An dat ass natierlech gutt fir de Portmonni an et ass awer och gutt natierlech fir d'Ëmwelt a fir de Klima.

An zweetens ass den Energiepass e wichteg Instrument fir d'Transparenz. Dat heescht, dass een, dee keeft, een, dee lount, ëmmer gesäit: Okay, dat do Haus ass an deem doten Zustand.

An am Endeffekt ass et wierklech wichteg, dass mer déi Kontroll, déi do ronderëm ass, eescht huelen, well mer jo dann dem Bierger hëllefen, fir dass en eben dat, wat e bezuelt huet, eigentlech och kritt, herno wann e fäerdeg ass mat bauen.

Wéi gëtt dat haut an der Praxis kontrolléiert? Et gëtt eigentlech zwou Zorte vu Kontrollen: Déi eng ass déi vun der Regierung. Mir als Regierung, mir kontrolléieren d'Qualitéit vun deenen agreéierten Experten, déi d'Energiepäss ausstellen. Mir maachen all Joer Stéchprouwen. An déi lescht Jore sinn och eng Rei schwaarz Schof, déi an deem Marché ënnerwee waren, gespaart ginn. Déi hu Strofe kritt. Soudass mer wierklech kontinuéierlech kucken, dass d'Qualitéit vun den Energiepäss, also vun den Experten, déi se ausstellen, gutt ass. Ech mengen, dat ass eis Aufgab, an déi huele mer ganz seriö.

D'Kontroll vum Bau, an dat ass d'Gemengenautonomie, dat sinn hei zu Lëtzebuerg d'Gemengen. Dat heescht, d'Gemengen hunn d'Recht, fir d'Baustellen ze kontrolléieren, net nëmme am Energieberäich, mä natierlech och: Wéi héich si se? Wéi breet si se? Also, ass de Bau konform mat de Regeln, mam Bauteureglement oder, an deem Fall, mat der Energie?

A fir de Gemengen ze hëllefen, ass 2016, ech mengen, dat huet déi lescht Regierung gemaach, e Guide erstallt ginn, deen de Gemengen hëlleft, fir dat an der Praxis ëmzesetzen.

(**M. Claude Turmes montre une documentation.**)

An ech mengen, den Här Schank huet et gesot: Et ass ganz schwéier, wann e Bau bis fäerdeg ass, da misst Der jo quasi hannert d'Fassad kraze goen! Duerfir ass an deem Guide hei beschriwwen, wéi een zu deene wichtige Phasen eigentlech kontrolléiere geet. Zum Beispill am Ufank, wann d'Chape gegoss gëtt: Wéi ass déi isoléiert? Ass se déck genuch? Duerno, wann d'Mauern héichgezu ginn. An dann eben, just ier et fäerdeg ass. Dat ass alles an deem Guide hei beschriwwen.

Du waren 2017 Reunionen, do ware méi wéi 80 Gemengevertrieder. Och 2018 waren eng Rei Gespréicher mat de Gemengen.

Et ass allerdéngs esou, dass net genuch, nach net genuch Gemengen dat ëmsetzen. Mir hunn e puer Gemengen, déi maachen dat wierklech virbildlech. Déi, déi ech wëll hei eraushuelen, dat ass Schëffleng. D'Gemeng Schëffleng huet e ganz sophistiquéierte System, och mat enger Hannerleung vun enger Kautioun. An déi maachen dat wierklech ganz, ganz gutt. Déifferdegen huet elo ugefaangen. Ech mengen, den Här Traversini ass hei. Aner Gemenge wëllen nozéien.

A wat ech elo an Opdrag ginn hunn, dat ass, dass „myenergy“, dee jo och de Klimapakt begleet mat de Gemengen, dass dee ganz kuerzfristeg nach eng Kéier eng Reunionen aberiff, fir dass mer vun deene Gemengen, déi et haut scho gutt maachen, léieren an dass mer nach méi Gemengen a Buergermeeschteren dozou kréien, fir eben déi Kontrollen ze maachen.

Et geet, mengen ech, net drëm, dass all Bau kontrolléiert gëtt. Mä wa mer schon emol an d'Situatioun géife kommen, dass an all Gemeng zwou, dräi Bauplaze seriö géife kontrolléiert ginn, da géif dat sech jo och ronderëm schwätzen. An ech mengen, dat ass dorunner, wou ech elo denken, dass mer sollten zesummeschaffen am Sënn vun eise Bierger, déi jo da méi eng grouss Sécherheit kréien, dass, fir déi Suen, déi se bezuele fir hire Bau, se dann och dat kréien, fir wat se bezuelt hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Schank, wëllt Der nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo, ech wollt den Här Minister kuerz froen, ob dann awer net dru geduecht gëtt, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen. Dir hutt d'Gemeng Schëffleng genannt. An ech soen, déi maachen dat ganz gutt. Déi hunn awer dräi Leit agestellt, just fir dat do ze maachen! Den Opwand ass also ganz grouss. An ech géif mer wënschen, datt mer awer, mengen ech, do eng Viraussetzung géife schafen, datt een de Gemengen hëlleft, besonnesch deenen, déi net déi Méiglechkeeten hunn, net d'Moyene respektiv déi technesch Déngschter hunn, fir dat ze maachen.

Duerfir meng Fro ass: Gëtt net dru geduecht vun der Regierung, fir do awer ee Wee ze fanen, fir eis ze ënnerstëtzen?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Minister, wëllt Dir nach eng Kéier dorobber äntwerthen?

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Wann Der mer erlaabt?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Minister!

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Et ass esou, ech mengen, mir si jo an deem Land mat deem beschte Pakt tëschent der Regierung an de Gemengen. Mir hunn elo 102 Gemengen am Klimapakt. An am Klimapakt kritt ee Punkten als Gemeng, wann een eng Kontroll mécht. Also kréien d'Gemengen haut schon deelweis och eng finanziell Ënnerstëtzung, wa se et maachen.

Ech géif elo emol esou verbleiwen, dass mer elo d'Gemengen nach eng Kéier all zesumme ruffen, fir mat hinnen ze schwätzen, an dass mer da kucken, fir dat op de Wee ze bréngen. Am Endeffekt geet et ëm 4.000 bis 5.000 Euro pro Joer an engem Budget. Ech mengen, dat misst och fir eng kleng Gemeng méiglech si fir emol eng Stéchprouf.

Mä et geet jo drëm, dass mer wierklech genuch Stéchprouwe maachen, fir dass dobaussen déi, déi bauen, wëssen: „Ech muss oppassen, ech muss dat ëmsetzen, wat geplangt ass, well ech riskéieren, egal wou ech sinn am Land, eng Stéchprouf ze kréien.“ Ech mengen, dohinner wëll ech elo emol an enger éischer Phas. An ech denken, dass mer do allegueren zesummen eng schéin Aufgab hunn.

Villmoos Merci.

9. Question élargie n° 2 de Mme Martine Hansen relative aux accidents routiers impliquant une collision avec un arbre

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Minister. Mir kéimen dann zur erweideter Fro Nummer 2 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Vekéiersaccidenter mat Kollisioun mat Beem. Och hei huet den Auteur fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. D'Stroossebeem stellen eis virun een Dilemma. D'Statistike weisen, datt ronn een Drëttel vun den déidlechen Accidenter op Kollisioun mat Stroossebeem zréckzeféiere sinn.

Tëscht 2009 an 2017 si 77 Leit bei engem Accident mat engem Bam gestuerwen. An da ginn et natierlech och nach ganz vill Schwéierblesierter, déi net an de Statistiken erfaasst ginn.

Den Här Minister sot jo och virun nach eemol, hie wëllt un der Vision zéro festhalen. An ech denken, dat wëllt jiddwereen heibanen. An duerfir muss natierlech d'Bekämpfung vun den Accidenter mat Beem, vu datt awer bal een Drëttel dorop zréckzeféieren ass, och ee ganz besonnesche Stellewäert kréien.

Den Här Minister sot och schonns dacks, datt de Grondproblem net de Bam ass. D'Beem provozieren net den Accident, dat stëmmt, mä si verschlimmeren e wesentlech, an och dat stëmmt. Dacks ass et näamlech esou, datt, wa kee Bam dostéing, wann een Accident geschitt, da géif wahrscheinlech den Auto iergendwéi vun der Strooss erofkommen an e géif op engem Feld zum Stoe kommen.

Ganz dacks sinn des Accidenter och net onbedéngt op extrem Vitesse oder Alkohol zréckzeféieren. Neen, schonns ee kleng Feeler ka bei engem Bam zu enger déidlecher Gefor ginn.

Firwat stinn d'Beem iwwerhaupt laanscht d'Stroossen? Do ginn et historesch Grënn an och déi sinn ënnerschiddlech. Ech hunn zum Beispill gelies, d'Beem wieren zum Deel geplanzt ginn, fir den Zaldote Schiet ze ginn. Am

19. Jorhonnert, hunn ech gelies, et wär do gewiescht, fir opgewierbelte Stëbs vun den Autoen ze reduzéieren an esou weider. Mä alleguer des Grënn zielen op jidde Fall haut net méi. Haut ginn et aner Erklärungen respektiv haut kritt een och aner Erklärungen. Et ass eemol d'Landschaftsbild, et ass de kulturhistorische Wäert, et ass d'Biodiversitéit, d'Aartevillfalt, an et ass derwäert, fir eis Loft propper ze halen.

A genau dat ass eben den Dilemma. Hätten d'Beem guer keng Virdeeler an esou weider. Mä alleguer des Grënn zielen op jidde Fall haut net méi. Haut ginn et aner Erklärungen respektiv haut kritt een och aner Erklärungen. Et ass eemol d'Landschaftsbild, et ass de kulturhistorische Wäert, et ass d'Biodiversitéit, d'Aartevillfalt, an et ass derwäert, fir eis Loft propper ze halen.

A genau dat ass eben den Dilemma. Hätten d'Beem guer keng Virdeeler an esou weider. Mä alleguer des Grënn zielen op jidde Fall haut net méi. Haut ginn et aner Erklärungen respektiv haut kritt een och aner Erklärungen. Et ass eemol d'Landschaftsbild, et ass de kulturhistorische Wäert, et ass d'Biodiversitéit, d'Aartevillfalt, an et ass derwäert, fir eis Loft propper ze halen.

1. Wéi eng Konkusioun sinn aus dem Sécherheitsaudit vun de geféierleche Streckenofschneetter a puncto Stroossebeem gezu ginn?

2. Hecke wäer meeschtens manner geféierlech respektiv kéinten d'Feeler besser verzeie wéi Beem. Wéi gesäit den ekologesche Wäert vun den Hecken am Verglach zu de Beem aus?

3. Wéi wäit ass de Pilotprojet, deen den Här Minister an enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Bauler am August 2018 annonciert hat, wou ee Stroossenofschneett bei Jonglënster no alle Sécherheitsaspekter soll analyséiert ginn? Wéi eng nei Mesuré sinn hei getest ginn? A wat sinn d'Konkusiounen?

4. Den Här Bausch sot 2014 op eng Äntwert (veuillez lire : Fro) vum Här Gast Gibéryen, datt an Zukunft d'Beem esou wäerte gesat ginn, datt se op eng néideg Distanz ewech sinn. Laut den däitsche Richtlinie fir passiv Schutzariichtung laanscht d'Stroosse wär de kriteschen Ofstand mindestens 7,5 Meter op Stroossen, wou eng maximal Geschwindegkeet vun 80 bis 100 km/h erlaabt ass, a 4,5 Meter bei Stroossen, wou maximal 60 bis 70 km/h erlaabt sinn. Dat heescht, datt all d'Beem, déi méi no zu där Strooss géife stoen, schonns beim Uplanzen u sech misste mat Schutzariichtung geséichert ginn.

Laut mengen Informatiounen ginn awer och elo nach Beem an engem Ofstand vun 1,5 Meter laanscht Stroosse geplanz, an dat op Stroosse mat enger erlaabter Geschwindegkeet vun 90 km/h. Firwat ass dat esou? A wéi ass déi néideg Distanz definéiert?

5. Huet den Här Minister eng Iwwersiicht vu Beem, déi ze no laanscht d'Strooss stinn? A wat geschitt mat deene Beem?

6. 2017-2018 si laut Minister 850 nei Beem geplanzt ginn. Sinn dat lauter Beem, déi aler ersetzen? Oder sinn et zousätzlech Beem laanscht d'Stroossen?

7. Den Här Bausch huet an der Äntwert op dem Här Bauler seng Fro vum Mäerz 2018 geäntwert, datt laut Naturschutzgesetz all Bam, deen emgehae muss ginn, duerch Beplanzung laanscht d'Strooss kompenséiert muss ginn. Ech hunn dat elo net esou genau am Naturschutzgesetz fonnt.

Duerfir wollt ech den Här Minister froen: Mussen des Beem tatsächlech duerch nei Planzung vu Beem kompenséiert ginn oder kann ee se och duerch Hecke kompenséieren? A mussen des Beem duerch Beplanzung laanscht d'Strooss kompenséiert ginn oder kéinte se och soss éierens kompenséiert ginn?

An dann déi 8. an déi lescht Fro: Den Här Bausch sot an enger Äntwert, datt vill Beem, och geféierlecher, sech dacks géifen an engem Natura 2000-Gebitt befannen an datt et do schwéier wär, fir d'Beem fortzehuelen.

Ënner wéi enge Bedéngunge kann een och an engem Natura 2000-Gebitt esou Beem ëmmaachen? Ass d'Sécurité routière och d'utilité publique?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Regierung huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci un d'Madamm Hansen fir déi Froen. Déi sinn iwwregens och net nei. Wann ech mer d'Méi gemaach hätt an ech wär nokucke gaangen ënnert der Ära vu mengem Virgänger, dem Claude Wiseler, dann hätt ech wahrscheinlech genau esou vill Froen fonnt zu deem Thema wéi déi, déi Dir elo hei scho gestallt hutt.

**(Interruption)**

Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Froen, déi Der stellt, falsch sinn oder onberechtigt sinn. Ech wollt just soen, datt se net nei sinn an datt mer awer an deene leschte fënnef Joer vill dru geschafft hunn, wéi iwwregens och mäi Virgänger vill dru geschafft huet, mä datt se net ëmmer einfach ze léise sinn.

Wa mer just iwwert déi Stroosse kéinten diskutieren, déi mer nei bauen, wou mer all Choix an all Méiglechkeeten ophunn, da wär et einfach. Effektiv géife mer se dann entweder mat deem néidege Sécherheitsofstand setzen, wéi Der beschriwwen hutt, oder, wa mer dat net kéinten, da géife mer se awer direkt esou setzen, datt mer Leitplanke kënne virusetzen, well dat ass näamlech d'Alternativ dozou.

De Minister, deen huet och net gesot, datt bei Accidenter mat engem Bam de Grondproblem jo net de Bam wär, mä de Minister huet gesot, datt een, wann een Accident geschitt mam Bam, net de Grondproblem aus de Aoll se verléieren. Dat war ëmmer meng Ausso, well ech hunn ëmmer och gesot, datt d'Stroosse muss kënne verzeien an datt een d'Stroosse soll esou bauen, datt ee méiglechst eben, och wann een e grave Feeler mécht, perséinlech, domadder net mat engem Doudesuertel bestrouft soll ginn, well dat ass jo, wat de Fall ass, wann een an e Bam rennt.

Et ass esou, dee Sécherheitsaudit, deen ass schonn an der Ëmsetzung. Dat war e Sécherheitsaudit, deen och scho laang viru menger Zäit ugefaange ginn ass. Dee geet och iwwregens ëmmer weider, well deen all Joers adaptéiert gëtt, och wéinst neien Erkenntnisser. Do spille jo och net nëmme d'Stroossebeem eng Roll.

A mir hunn eng ganz Rei Saache schonn ëmgesat, déi am Sécherheitsaudit festgehale sinn. Zum Beispill op der Streck tëschent Miersch a Koplescht, do hu mer mam Environnement zesummen, virun dräi Joer genau, eng Bestandsopnam gemaach. Ech hat all déi geféierlech Beem eraginn. A mir hu Léisunge fonnt, mir hunn der ganz vill do ewechgeholl op där Streck respektiv hu mer zousätzlech Leitplanke gesat, do, wou et méiglech war.

Et ass awer och esou, datt dee Sécherheitsaudit och eng ganz Rei aner Recommendationen ginn huet wéi Leitplanke setzen. Mir hunn där vill gesot, mir hunn der nach um Programm. Et ginn d'Joer och zum Beispill ganz vill zousätzlech Leitplanke gesat. Mä dat sinn alles, wéi gesot, eeler Stroossen, déi et scho méi laang gëtt, wou och un der Configuratioun, op Plazen un der Configuratioun vun der Strooss net méi vill ka geännert ginn.

Da gëtt et och ganz komplizéiert Fäll. Ech wëll lech e Beispill ginn, datt ass déi berüümt Bamallee, déi och klasséiert ass, tëschent Brouch ..., dat ass elo bei Biissen an deem Eck, do ass déi ganz berüümt Bamallee. Et ass och elo kierzlech nach erëm en Accident do geschitt. Do hu mer jo elo e Radar gesat. Déi Bamallee, dat si wierklech al Beem, déi kënne mer net einfach réckelen, dat geet net.

Do gëtt et Iwwerleeungen, fir eventuell d'Strooss an zwee ze splécken. Mä dat ass alles net esou einfach. Dann hu mer erëm Emprise-problemer. Da muss mer an d'Felder goe vun de Baueren an esou weider an esou fort. Duerfir steet emol dee fixe Radar do. Dat huet och scho vill gehollef, mä dat ass net eng 100%eg Garantie, well wann een owes kënnt, deen niewent dem Fait, datt e gär d'Tendenz huet, ze séier ze fueren, och gär vill dréck, dee gesäit oft emol de Radar net dosto. Dee firt dann awer - e gëtt souguer geblézt vum Radar - ze séier; also dat ass keng 100%eg Garantie.

Et hëlleft vill, ganz sécher, datt generell méi lues gefuer gëtt, mä et ass awer esou, datt mer all déi Stroossenofschneetter kucken, a Stéck fir Stéck ginn déi wierklech aneschtens amenagéiert oder ginn och Beem ewechgeholl. Mir hunn der eng ganz Rei ewechgeholl an deene leschte Joren.

Dann zu Ärer Fro zum Pilotprojet, dee jo doraner passt. Et ass e Pilotprojet, dee mer zesumme maache mat der Association des victimes de la route, an deen éischten Deel vum Pilotprojet ass scho realiséiert. Dat ass virun allem ronderëm de Monument zu Jonglënster. Dat war jo e Projet, deen net nëmme eng Facette hat vu Beemréckelen, mä och Amenagement vum Parking, also ronderëm de Monument vun der AVR. An all de Rescht gëtt och gemaach. Do gi Beem geréckelt.

Do muss mer och mat Baueren zesummeschaffen. Dat ass zum Beispill oft och vill e Problem, wa mer Beem réckele ginn - et ass a ver-

schiddene Fäll méiglech, se ze verplanzen -, datt mer dann e spezifescht Ofkomme maache muss mat de Baueren, datt d'Baueren awer nach kënnen do déi Felder benotzen, och hannert de Beem an zu der Säit vun der Strooss. Da muss ee speziell Amenagement maachen. Et muss ee fir d'Éischt awer och emol den Accord kréie mat de Baueren, dat heescht, et muss een déi iwwerzeegen, fir bei esou Projekte matzemaachen.

Hei ass esou een Deel derbäi, wou och Bauere mat am Boot sinn. An ech erwaarde mer, datt dat e Modellcharakter wäert hunn, wat do gemaach wäert ginn. Do ginn och Hecken zum Deel gesat als Protektioun, souguer virun de Beem oder souguer plazeweis amplaz.

Hecke sinn awer net ëmmer d'Léisung. Ech mengen, a verschiddene Fäll kann dat eng Alternativ duerstellen, mä mir kënnen net iwwerall Beem duerch Hecken ersetzen, well de Problem den Austausch vun der Biodiversitéit iwwer eng Strooss ewech ass. Dee leeft nun eemol och iwwert d'Beem, an d'Hecken, déi ginn net duer, fir ze iwwerbrécken, fir datt verschiddene Insekten zum Beispill vun där enger Säit vun der Strooss op déi aner Säit kommen, wa mer dat just géifen iwwer Hecke maachen. An Der muss awer wëssen, d'Stroossen, dat sinn an eiser Landschaft richteg Schneisen, déi mer schloen.

Mir mussen och oppassen, wéi gesot, wéi mer dann dat Ganzt organisieren, datt dat awer och nach fonctionnéiert. Mä Hecke si ganz sécherlech a verschiddene Fäll eng Léisung, fir amplaz ze setzen, en plus och, deemno wéi ee se wuesse léisst. Hei gëtt et e Projet elo op där Streck do, fir déi spezifescht wuesse ze loosse, datt et e bessen en Tunneleffekt gëtt. Also dat ka sécherlech ganz interessant ginn.

Déi Leitplanke, bon, déi muss gesat ginn dann, wann den Ofstand net breet genuch ass zu dem Bam. Dat ass ganz kloer. An do, wou et geet, maache mer dat. Ech hunn de Ponts et chaussées gesot, datt dat fir mech eng extrem grous Prioritéit huet. Si wëssen dat och, an et ginn och pro Joer massiv neier gesat. Et geschien zwar nach ëmmer Accidenter.

Et ass erëm een an de leschte 24 Stonne geschitt op enger Streck. Ech hu mer d'Foto ugekuckt, do stoung de Bam zwar e bësse méi ewech vun der Strooss. Mä och do, wann do eng Leitplanke gewiescht wär, wär den Auto opgefaange ginn, ganz sécher. Da wär den Accident vläicht net esou schro ginn, wat awer nach ëmmer näischt drun ännert, wann Der den Auto kuckt, wéi deen ausgesäit, datt do warscheinlech eng Vitesse gefuer ginn ass, déi net där entsprach huet ..., ech weess dat awer elo net, ech wëll dat net behaupten, mä et deit awer zumindest villes drop hin, wann ee gesäit, wéi deen Auto ausgesäit.

Duerfir muss mer ëmmer awer och dann un dem Haaptiwel schaffen, näamlech der Vitesse, well et och Plaze gëtt, do hu mer keng Beem, do hu mer eng Mauer stoen, do sinn Haiser, do gëtt a Mauere gerannt vun Haiser. Also d'Konsequenzen, wann ech an een Obstacle rennen, sinn ëmmer déi nämlech. An duerfir ass d'Haaptursach, déi ze bekämpfen ass, natierlech ëmmer déi ze vill héich Vitesse.

Et ass och esou, datt déi Kompensatioun gemaach muss ginn. Bon, déi mussen net genau do gemaach ginn, wou de Bam stoung. Ech mengen, wa mir Beem ewechmaache laanscht engem Stroosserand oder soss iergendwou, da wësst Der jo, wéi d'Kompensatioun funktionnéieren, mat Okopunkten. Da muss mer déi natierlech kompensieren.

Ech wëll awer soen, datt op alle Fall, wat nei Stroossen ubelaangt, d'Stroossebauverwaltung kloer vu mir d'Instruktioun huet, déi esou ze bauen, datt, wa Beem gesat ginn, se entweder deen néidegen Ofstand hunn oder soss Leitplanke d'office gesat muss ginn.

Ech weess net, et gëtt ëmmer séier behaupt, dat wäeren dann nei Stroossen, wou dat net esou gebaut gi wär. Elo weess ech net, et gëtt oft vläicht och e bësse verwiesselt mat enger Gemengestrooss. Ech weess et awer net. Vläch ass och nach e Cantonier oder iergendwann an engem Eck, wou Feeler gemaach gi sinn. Dat wëll ech elo net hei ..., ech hunn elo net den Iwwerbléck iwwer all kleng Strooss am Land, ech weess net auswenneg, wat do geschitt. Mä et ass awer esou, vu mir aus ass d'Instruktioun esou, datt bei Neibau vu Stroossen esou gebaut gëtt, datt effektiv entweder d'Beem déi néideg Distanz hunn oder soss Leitplanke muss virustoen.

An der Natura 2000 ass et am Fong äänlech oder d'nämlech wéi op soss enger Plaz, et ass just nach e bësse méi komplex, well ech eben an enger Natura 2000 sinn. Ech muss da beweisen a beleen, datt et keng aner Méiglechkeet gëtt, wéi dee Bam ewechzehuelen. Dat heescht, ech muss méi Beweiser am Fong nach duerleeën, fir kënnen déi Demande

ze maachen. Souwisou bei all Bam, deen ech ewechmaachen iwwert d'Stroossebauverwaltung oder ewechmaache loosse, losse mer et emol esou ausdrécken, do muss ech eng Autorisatioun froe bei der Ëmweltministesch. An déi ginn ëmmer genau gekuckt en fonction wou se sinn, an da kréie mer Oplagen, enner wéi enge Konditiounen mer et dierfen oder firwat mer et refuséiert kréien, da kënne mer dat natierlech contestéieren.

Ech muss awer soen, do ass d'Zesummenaarbecht an deene leschte Jore relativ gutt ginn, a mir hu bis elo an deene leschte Joren nach ëmmer Léisunge fonnt, fir dann am positive Sënn, och vun der Stroossesécherheet hier, do zu enger besserer Situatioun ze kommen. Also et ass e grousse Programm. Deen ass schonn an de leschte fënnef Joer gemaach ginn. E leeft och weider. Mir maachen esou schnell wéi mer kënnen.

A mir versichen an deenen nächste Joren wierklech, wou et nëmme geet, wou nach Schwaachstelle sinn, déi auszebesseren, Leitplanke ze setzen, och Beem ewechzehuelen. An deem Sënn, wéi ech et schonn am Ufank gesot hunn, datt d'Ursach vun Accidenter zwar vläch d'Vitesse ass oder och aner Grënn, mä d'Stroosse mussen och kënne verzeien, wéi d'AVR dat ëmmer zu Recht seet. An deementspriedend schaffe mer och ganz enk mat hinne zesummen, fir dee Projet zu Jonglënster net nëmme ze maachen, mä och aner am Land ze maachen, fir datt mer do eng Besserung kréien.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Hansen, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech hunn u sech just nach zwou Froen. Dat eent ass nach eemol déi néideg Distanz: Wéi grous ass déi definitiv? Ech denken, datt déi jo och definéiert ass.

An dann hunn ech nach eng Fro awer zum Kompensieren. Muss wierklech ee Bam mat engem Bam kompenséiert ginn? Oder, et gi jo am Prinzip Okopunkte verdeelt, da kéint jo och reng theoretesch ee Bam mat enger Heck kompenséiert ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Minister, wëllt Dir nach eng Kéier dorop äntwerten?

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Jo. Déi éischt Fro, ech mengen, dat sinn déi Distanzen, déi Der selwer beschriwwen hutt. Déi stëmmen. Déi si richteg.

An dat Zweet ass: Dat hänkt natierlech vun der Situatioun of. Jo, et kann duerchaus sinn, datt och anescht kompenséiert ka ginn. Mä mir wëllen awer versichen och ..., ech muss soen, et muss een dat jo och vu Fall zu Fall kucken. Et hänkt jo och dovun of, wat fir ee Bam dosteet. Et gëtt en Ënnerscheid tëschent deene Beem zu Biissen an iergendwou engem aneren oder engem Bam, deem seng ekologesch Valeur net esou grous ass. Ech mengen, vu Fall zu Fall muss een dat kucken. Mä duerchwegs muss dat machbar sinn.

Ech mengen, op enger Plaz, wou mer wëssen, do ass eng geféierlech Plaz, wou mer keng aner Léisung hunn, wéi zum Beispill en eenzelne Bam ewechzehuelen, da muss mer dat och kënne maachen an dann op eng Aart a Weis kompensieren, déi Sënn mécht, fir datt awer dann d'Stroossesécherheet garantéiert ka ginn.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci.

10. Question élargie n° 3 de M. Marco Schank relative à la gratuité des transports publics prévue pour 2020

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 3 vum Här Marco Schank iwwert de Gratistransport, deen 2020 agefouert gëtt. D'Konditiounen, wat d'Riedezäit ubelaangt, sinn déiselwech wéi virun. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Merci, Här President. „Der Preis ist überhaupt nicht das Problem. Der öffentliche Transport in Luxemburg ist bereits jetzt am Limit. Wir brauchen mehr Qualität, mehr Kapazität, mit WiFi in Zügen und Brötchenläden an den Bahnhöfen“, sot den Här Minister Bausch am „Tageblatt“ vum 5. Oktober 2018.

Mir mengen, datt de Minister do recht huet, Här President. Vum 1. März 2020 un, am Prinzip, firt da jiddweree gratis zu Lëtzebuerg mat Bus, Bunn, Tram. Fest steet, wann dann den öffentliche Transport uerdentlech fonctionnéiert, huet dat definitiv näischt mam Präis vum Ticket ze dinn. Deen ass eeneweé séier niddreg zu Lëtzebuerg.

Fir datt den öffentliche Transport iergendwann uerdentlech fonctionnéiert, brauch een Investissementer. An déi 2,2 Milliarden, déi de

Minister an Aussicht gestallt huet déi nächst fënnef Joer, dat droe mir mat. Mir hu jo och an der Vergaangenheet zum Beispill den Ausbau (veuillez lire : vum öffentliche Transport) vun der Stad Lëtzebuerg matgestëmmt.

Här President, de Fait, datt d'Koalitionspartner sech an der Fro vum gratis öffentliche Transport net ganz gréng waren, dat erkläert jo och déi Manéier, wéi dann déi Moosnam verkaaft gouf - engersäits als sozial Moosnam, anersäits mat der „Kiischt um Kuch“. D'Transportgewerkschaft froe sech op jidde Fall, ob een hei vu sozialer Gerechtegkeet schwätze kann. Eng sozial Moosnam wier gewiescht - seet de Syprolux -, wann een de Mindestloun ugehuewen hätt respektiv eng Staffellung vum mPass gemaach hätt.

À propos sozial Moosnam: Dat éischt, wat engem afält, ass, datt ee seet, de Behënnertentransport misst jo dann als éischt gratis ginn. Duerfir och meng éischt Fro: Gëtt dee gratis, den Adapto, respektiv och deen anere Behënnertentransport?

Dann, Här President, muss een awer och soen, déi Ausso vum Här Minister mat der Kiischt um Kuch huet mech awer dach verwonnert. Etymologesch heescht dat, wann een eppes Guddes, eppes Exzellentes huet an et wëllt een et perfekt maachen, da mécht een nach eng Kiischt op de Kuch. Esou wäit si mer leider nach net mam öffentliche Transport, soss brächte mer déi 2,2 Milliarden net an den nächste fënnef Joer.

Ech wëll net drun erënneren - loosse mer dat sinn -, wat alles net gutt leeft. Vläch just eng Fro. De Moie sinn ech op d'Gare Ettelbréck komm, den Zuch an déi eng Richtung hat zéng Minutte Verspéidung, deen aneren an déi aner Richtung hat 20 Minutte Verspéidung. Mä, viru Kuerzem hat op zwou Linnen den Zuch net kënne fueren, well kee Rollmaterial do war. Vläch eng Fro dozou. Wéini ass dat Material elo disponibel? Oder gëtt kuerzfristeg am Ausland ausgeléint?

De Minister huet den 21. Januar an enger Pressekonzferenz, an duerno och an Entrevuë mat den Transportgewerkschaften, eng Partie Saache gesot. Ech wollt dozou e puer Froe stellen. Stéchwuert: Qualitéit, Personal, nei Missiounen respektiv erwidert Missiounen fir d'Zuchbegleeder.

An engem Gespréich, dat d'Transportgewerkschaften elo de 24. Januar mat der CFL hatten, ass eben och iwwert d'Beruffsbild vum Zuchbegleeder an och Schalterbeamte geschwat ginn - och d'Leit an de Guichete sollen nei Aufgabe kréien. Meng Froen: Wéi eng Missioun oder Missiounen sollen dat sinn? Ginn et hei scho konkret Virschléi fir, zum Beispill, eng zousätzlech Formatioun vun den Zuchbegleeder respektiv Schalterbeamten? Kann den Här Minister eis do vläch déi eng oder aner Präzisioun ginn?

Dat zweet Stéchwuert ass d'Sécherheet. Mir als CSV hunn an der Vergaangenheet scho méi dacks gesot, datt mer eis méi Sécherheet an den Zich, an de Busse wënschen. Huet de Mobilitätsminister do wëles, mam Policeminister eeschtlech zu Chouer ze goen an hei déi laang gefrote Police fir den öffentliche Transport anzeféieren? Wat hien och net ausgeschloss huet an enger vergaenger Missioun. Duerfir meng Fro: Wéi ass dem Minister seng Virgeewis, fir an där Saach eeschtlech virunzekommen?

Da sot de François Bausch och an der zoustänniger Kommission, hie wëilt a Saache Sécherheet a Clientsconfort d'Schrauf bäidréien. Duerfir och hei meng Fro: Wat heescht dat konkret? Gëtt et do och Synergie mat den CFL? Ass dat schonn diskutéiert ginn?

An dat drëtt Stéchwuert: Tarifstruktur. Lafen do scho Gespréicher mat den Eisebunnsentreprisen aus der Belsch, aus Däitschland, Frankräich, fir déi eenheetlech ze gestalten?

Här President, mir froen eis als CSV: Firwat huet dat alles elo missen esou séier goen? Wier et net sénnvoll gewiescht, sech Zäit ze huelen a mat de verschiddenen Akteuren, zum Beispill mat de Gewerkschaften oder och mat dem Comité des usagers a mat wiem och ëmmer, ze schwätzen, ier een dat doten alles prett mécht?

An zum Schluss, Här President, wënsche mir eis als Fraktioun, datt d'Regierung déi richteg Moosnamen ergräift. An dat ass eis, mengen ech, ganz wichtig, fir datt d'Unerkennung an de Respekt vis-à-vis vum Zuchpersonal eropgeet, an net erfrogeet, mat där Mesure „gratis öffentliche Transport“.

Mir als Partei wäerten dat mat Argusaugen suivieren. An et wier sécher schued an traureg, wann an Zukunft de Client géif soen: „Wat näischt kascht, ass näischt“, wéi et am Leitartikel vun enger Gewerkschaftszeitung viru Kuerzem ze liese war.

Ech soen lech Merci.



► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Regierung huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech soen och dem Här Schank Merci. An ech wullt en direkt berouegen - oder wéi sech dat soll nennen. Déi dräi Koalitionsparteien haten allen dräi an hire Programmer stoen, datt se de gratis öffentliche Transport weiltentlechen. Déi eng hate just „direkt“ an déi aner haten „mittelfristeg“ do-stoen. Also, et ass net esou gewiescht, datt mer eis net gréng gewiescht wieren - obschonn, wa mer alleguer gréng ginn, ech hunn domadder kee Problem - an datt mer eis och relativ séier an de Verhandlungen op deem Punkt eens waren.

Fir mech war et wichtig, an do ware mer ons, wéll ech awer soen, och direkt alleguerten eens, dat ass, datt mer iwwert deem gratis öffentliche Transport ee ganz grouss Kapitel hätten, wou d'Investissementen an den öffentliche Transport géife festgehale ginn, bestätegt ginn an als absolutt Prioritéit definéiert ginn. Wéi gesot, do ware mer eis och alleguer direkt eens, duerfir war dat Kapitel eigentlech an de Verhandlung relativ séier ofgehaakt.

Zu Är Fro elo: esou séier? Éischtens wéll ech soen, am Koalitionsofkommes steet en Datum schonn dran, kee fixe Datum, mä et steet eng Zäitspann dran, nämlech tëschent Januar a Mäerz 2020 steet dran. Ech hunn elo ugekënnegt den 1. Mäerz 2020 - ech hunn also genau dat gemaach, wat mer zu dräi Parteien ofgemaach hunn. Dat war keng Iwwerraschung, dat war deemools zesummen esou vereinbart ginn.

Dat Zweet ass: Ech kann net verstoen, et kann een elo vill Deitungen dramaachen, wat et ka bréngen, net ka bréngen, ob et elo just aus sozialen Ursachen ass oder och aus Imagegrénn ass an esou weider. Mä wat ech net ka verstoen, dat ass, firwat ee mengt duerch de Fait, datt en Tarif, dee souwisou scho bal gratis ass - well dat ass zu Lëtzebuerg de Fall. Et ass jo awer, kuckt emol eng Kéier, wivill der reell nach bezuelen. An déi, déi bezuelen zu Lëtzebuerg, déi bezuele schonn haut net méi schrecklech vill. Mir sinn déi Bëllegst an der ganzen Europäischer Unioum mat engem Käschtdenkungsgrad vu 7 %. An der Schwäiz hutt Der e Käschtdenkungsgrad vu bal 50 %. Dir kënnt lech jo ausrechnen, wivillmol datt et do méi deier ass par rapport zu hei.

Firwat een elo mengt, datt, wa mer elo déi lescht Etapp hei géifen huelen an dat dote géife gratis maachen, dat onbedéngt zu katas-trophalen Zoustänn an den Zich géif féieren, Verschlechterungen, d'Personal net méi géif respektéiert ginn, dat kann ech wierklech ganz éierlech net novollzéien.

Ech mengen, ob den Zuch gutt ass, ob e respektéiert gëtt, ob d'Leit gär drasetzen, dat hânt net dervun of, ob en elo gratis ass oder esou deier ass wéi an der Schwäiz, mä dat hânt dervun of, ob d'Qualitéit esou gutt ass wéi an der Schwäiz zum Beispill. Dat heescht, wéi déi Zich ausgesinn, wéi d'Qualitéit ass vun den Zich, wéi d'Verbindunge sinn, ob ech genuch Zich hunn, ob et pünktlech ass an esou weider an esou fort. Also et hânt vun engem ganze Koup esou Saachen of. An dozou stinn ech och nach haut an duerfir steet dat och an deem Kapitel vum Koalitionsofkommes. An iwwerregens, och an der Regierungserklärung hat dat e ganz groussen Deel vum Premier ageholl - wat e wesentleche Punkt ass, dat sinn d'Investissementen, déi mer maache wäerten an deenen nächste fënnf Joer.

Dann zu Äre Froen. Den Adapto gëtt gratis fir déi Leit, déi haut am Adapto fueren op Basis vun engem öffentliche Transportticket. Dir wësst jo, datt mer en Énnerscheid hunn: Déi, déi op d'Aarbecht fueren, dat heescht déi, déi berufstäteg sech mam Adapto-Transport transportéieren loosser an déi haut jo och en Abonnement derfir bezuelen, déi kréie selbstverständlech dat dann och gratis. Dat heescht, déi aner selbstverständlech net, well soss fänke mer en „Door-to-door“-Service un, och wann et sech hei ëm eng ganz spezifesch Clientèle handelt, komplett gratis ze maachen. Also wéi gesot, déi, déi op d'Aarbecht fueren domadder, kréien och dee Service an Zukunft, well se en Abonnement jo bezuelen, ebe gratis.

Dann ass et esou, datt dat neit Rullmaterial, dat gëtt jo ab 2021 geliwwert, 2021, 2022, 2023 an 2024, an esou séier wéi dat geliwwert gëtt, gëtt dat natierlech op de Strecken agesat. Déi Enkpäss, déi mer de Moment haten, dat hat mat aneren technesche Problemer ze dinn. Déi ginn awer behuewen, déi sinn och esou gutt wéi behuewen. Dat huet mat technesche Pan-nen ze dinn. Wat natierlech ass, an dat ass och näischt Neits, dat hunn ech och an der leschter Legislaturperiode immer gesot, mir sinn a saturati-on, sougutt wat d'Streck an d'Netz ubelaangt wéi wat d'Rullmaterial ubelaangt. Dat

heescht, wann en technesche gréissere Problem entsteet, dann hu mer direkt e Problem, well dann hu mer net méi genuch Material fir anzusetzen.

Duerfir, wa mer elo ab 2021 dat éischt neit Material kréien, da gëtt duerfir d'Kadenz natierlech nach net an d'Luucht gesat, well d'Strecke si jo nach net all fäerdeg, mä da wäerte mer dat Material asetzen als Verstärker, fir méi an „double traction“ ze fueren, zum Beispill déi Z2 ginn aus dem Verkéier gezunn an da gëtt tëschent Dikrech a Lëtzebuerg eng besser Offer gemaach, also méi Plaz an den Zich an esou weider. Dat heescht, dat wäert sécherlech schonn eng Verbesserung bréngen.

Et ass och esou, datt déi Mesure hei parallel leeft zu de parallele Verbesserungen, déi wäerte kommen no an no. Dat wäert a klenge Schrëtt goe bis 2023 an da beim Fahrplanwies-sel 2023, da wäerte mer en éischte groussen, enorme Sprong maachen, well dann ass d'Gare Lëtzebuerg fäerdeg, also de Fahrplanwies-sel am Dezember 2023 fir dann d'Joer 2024. An dann 2024, da maache mer de Rescht. Dat heescht, ech géif soen, 2023 am Dezember fir de Fahrplanwies-sel sinn ongeféier 80 % vun dem Infrastrukturausbau fäerdeg, mä en cours de route kommen och schonn eenzel Elementer. Dëst Joer geet d'Biisser Bréck op, do kommen déi zee Gleiser jo bäi; mat der Sandweier Streck, déi zweegleiseg gëtt. Dat wäert scho licht Verbesserung bréngen. Ech wéll lech awer elo keng Illusioune verkafen.

Duerch de Fait, datt mer d'Gare Lëtzebuerg nach net fäerdeg hunn, bréngt dat nach net alles, mä et ass en éischte Schratt. A vu datt dat grouss Infrastrukturaarbechte sinn, mécht dat awer trotzdeem eppes aus. Et kommen och vill Zich bäi schonn am Dezember duerch d'Weststreck an esou weider an dat wäert schonn an Etappen eropgoen. An de gratis öffentliche Transport leeft parallel dozou. Ech gesinn net, firwat een dat dann eréischt soll maachen, wann all déi Infrastrukturaarbechte fäerdeg sinn. Dat licht mer net richtig an.

Ech wéll lech och soen - ech wullt am Fong e Bréif schreiwen un den Här President, mä ech kann dat dann och hei matdeelen -, ech hunn hei dräi Dokumenter bei mer. Ech hat de Moie Réunion de service mat den CFL. Dat eent, dat betrëft déi nei Aart a Weis, wéi mer elo ëmgi mat de Verspéidungen. D'Berechnungen, déi ginn nach méi präzis gemaach. Dat heescht, déi Zich, déi ausfalen, gi ganz mat eragerechent. A mir gi méi transparent an deem Sënn, well een och bei den CFL um Internet an Zukunft kann noliesen - dat fonctionnéiert schonn -, genau am Laf vum Joer virdrun, wéi waren déi eenzel Zich an hirem Timing, sinn et Verspéidunge ginn an esou weider an esou fort.

Hei kënnt Der awer och all d'Detailer gesinn. Ech wäert dat an d'Kommissioun presentéieren kommen am Februar elo. Mir musse kucken, wéi mer elo en Datum fanne mam Här Back, dem President vun der Kommissioun. An da kréien d'Deputéierte selbstverständlech och dat Dokument, wat ech hei hunn, wou am Detail och dra beschriwwen steet, wéi et ausgesäit.

Da wäert Der virgestallt kréien, nach virum Summer, den neie Concept horaire fir 2020, deem an Dezember 2019 wäert ulafen. Do musse mer nach waarde bis de Mee, well do sinn nach lescht Detailer mat de Sillonon ze klären.

Mä wat Der awer och nach wäert an der nächste Kommissioun scho kréien, dat ass am Fong dee ganze Plang bis 2024, mat allen Detailer vun de Chantieren. Da kënnt Der gesinn als Deputéierten, wéi déi Aarbechten an déi Infrastrukturaarbechte wäerten no an no a Kraaft trieden. A selbstverständlech wäerte mer, wann d'Deputéierten déi Informatioun bis kritt hunn, dat an der Öffentlechkeet kommuniquéieren.

D'Kommunikatioun war ee grouss Schwaachpunkt vun den CFL, an ech hu vill mat hinne doriwuer diskutéiert. Do wäerte grouss Ännerungen kommen an deem nächsten annerhallwe Joer, net nëmmen, fir de Client ze verbessern an der Informatioun par rapport zu de Verspéidungen, mä och par rapport zu de Projeten, déi geplangt sinn.

Also, nach eng Kéier am Resumé: Déi Kiischt op deem Kuch - dee Kuch, dat ass e Ganzt, an déi Kiischt, déi passt uewendrop. An ech mengen schonn, datt déi Leit, déi wäerte profitéieren do-vunner, wann et gratis ass, vun deene manner musse bezuele pro Joer, et sinn ëmmerhi 440 Euro d'Joer, datt déi Leit doriwuer froen sinn, wa se dat net méi musse bezuelen. An ech mengen och, datt et eng duebel sozial Mesure ass, well et gëtt jo iwwer Steiere finanzéiert, an donc droen hei déi herno zum öffentliche Transport méi bäi, déi méi Steiere bezuelen. A wat ech der manner bezuelen, wat ech manner bëlleën. Dat heescht, et ass duebel sozial gerecht.

Et ass fir mech eng Pist, wou mer an der Gesellschaft wäerten net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä

weltwäit nach vill missen driwuer diskutéieren an deenen nächste Joren iwwer öffentliche Déngschtleschtungen. Wéi gi mer domadder ëm? Wat heescht dat, sozial ze sinn? Wat heescht dat, net sozial ze sinn? An duerfir fan-nen ech et, aus deem Gesichtspunkt hier, eng ganz gutt Saach.

Da wéll ech lech awer och soen, datt een och esou eppes wéi dat heiten, et kann een dat benotzen, et kann een natierlech Froe stellen. Dir hutt déi gestalt, déi sinn all berechegt, dat ass an der Rei. Et kann een et och notzen, fir nëm-men negativ ze kommuniquéieren.

Mä et kann een et och notzen als „rebound“, also e bësse fir erëm weiderzefueren an der Diskussioun an ze erklären, datt am Fong de grouss Problem an eiser Gesellschaft an der Mobilitéit sech nëmme léist, andeem mer global vill investéieren a ganz nei Weeër beschrei-den, multimodal denken - Mobilitéit ass e Service. An ech war awer net rosen driwuer, wéll ech lech awer soen, datt ech esou vill Inter-viewe ginn hu wéi nach ni an deene leschte Wochen, zënter dem 5. Dezember, datt mer dat Koalitionsofkommes ënnerschriwwen hunn, well dat heiten huet mer als Ophänker wierklech awer vill gehollef, muss ech zouginn. An dat, muss ech awer och soen, ginn ech och zou, hätt ech net esou geduecht, datt dat international esou géif Welle schloen, fir net iwwert ..., well de gratis öffentliche Transport diskutéieren ech meeschtens an zee Sätz an duerno kann ech an honnerte Sätz erklären, wat d'Gesamtstrategie ass a firwat ee muss investéieren an den öffentliche Transport en général.

An ech muss lech soen, fir Lëtzebuerg insge-samt als Land ass dat och guer net schlecht, wa mer an deem heite Beräich Virreider sinn an donc de Modellcharakter kréien an der Ent-wëcklung vun engem Beräich, dee weltwäit fir ganz vill Diskussiounen de Moment suert.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Schank, wéllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo. Fir d'Éischt, Här President, wullt ech nofroen, ob ech dat richtig verstane hu beim Adapto, datt et wei-der déi fënnf respektiv aacht Euro bei engem Aller-retour kascht, wann ee mat Behënnung anzvouch wéllt gefouert ginn.

An da wéll ech awer derbäisoen: Dir hutt zu Recht gesot, Här Minister, ech hätt eng Partie Froe gestallt. Sidd mer net béis, wann ech elo soen, datt ech awer op enger ganzer Partie keng Antwort kritt hunn. Ech hat vun der Tar-iffstruktur geschwat, ob déi eenheetlech gëtt. Ech hat och gefrot mat der Sécherheet, ob do d'Police mat dem Mobilitéitsminister zu Chouer geet. An drëtens och, wéi eng Mis-siounen datt d'Zuchbegleeder respektiv d'Schalterleit kréien.

Ech wéll de Betrib elo hei net ophalen - mir kënnen och eng Kéier an der Kommissioun drop zrëckkommen -, mä ech hätt awer gär Antwerten dorop gehat.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Minister, wéllt Dir nach eng Kéier dorop antworten?

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Här President, wann d'Chamber bereet ass, mer nach déi puer Mi-nutten ze ginn, antworten ech och selbstver-ständlech gär dorobber.

Dat Éischt ass déi Fro vun der Tariffstruktur. Et ass esou, datt mer dat Ganzt bis op de Grenz-punkt wäerte maachen, soudatt dat an den in-ternationalen Diskussiounen fir eis relativ einfach gëtt. Dat heescht, wann een en Ticket keeft vun - ech soen elo emol - Köln op Lëtzebuerg, da bezilt e bis op Igel-Grenze an dee Lëtze-buerger Deel gëtt net berechent. Dat heescht, dat ass relativ simpel.

Dat bedeit och, datt mer mat de Frontalieren, déi jo mat spezifesch Abonnementen kommen op der französicher Säit, net vill musse diskutéieren. Dat heescht, déi kréien och de Lëtzebuurger Deel gratis. A Frankräich selbst-verständlech ... Ech hunn der elo scho gelies, déi soe mer: „Jo, dat ass awer eng Schwënge-rei. Vun Thionville op d'Grenz: Muss ech dat bezuelen?“ Mir kënnen jo net awer elo ..., da musse se mat hirer Regierung a Frankräich dis-kutéieren, datt déi och méi eng sozial Oder kritt. Mä mir kënnen net fir d'franséisch Re-gierung oder déi däitsch Regierung handelen.

Dat heescht, dat gëtt eng ganz einfach Léi-sung, déi eis wéineg Problemer wäert maachen. Et ass just d'éischt Klass, déi bleift jo be-zuelbar, hunn ech jo gesot.

Dann d'Missiounen. Ech hu perséinlech ..., ech géif emol ënnerscheeden tëschent de Schaffner an dem Schalterpersonal. Also d'Schalterperso-

nal, déi sollen ... Also, et muss een emol soen, datt déi schonn éischstens haut net méi ganz vill national Ticketen ausstellen, well jo awer de Gros kaaft gëtt iwwer Internet, iwwer aner digi-tal Méiglechkeeten, déi d'Leit haut hunn, op de Bornen an esou weider. Dat heescht, déi Schalterbeamten, déi wäerten an Zukunft nat-ierlech international Ticketen oder national Éischt-Klass-Tickete verkafen, an dann d'Infor-matioun. Fir mech ass bei enger Gare och wichteg, datt d'Leit uerdentlech Informatiounen kréien, datt déi Beamten, déi do sëtzen, derfir do sinn, fir de Leit Informatiounen ze ginn.

Ech wäert och duerfir an der Gare Lëtzebuerg - do komme jo eng Rei Ännerungen, do këne mer och nach eng Kéier an der Kommissioun driwuer diskutéiere mam Verkéiersverbond -, do wäerte mer kucken, vill méi ze maache mat Schalterbeamte vun den CFL, déi dann eben Informatiounspersonal ginn. An och an de Ga-ren, wann ech eng Gare huele wéi, ech soen elo emol Ettelbréck: Ettelbréck soll keng eidel Gare ginn. Do soll Personal sinn, Informa-tiounspersonal.

Dann hunn ech de Gewerkschafte gesot: Jo, déi musse jo net hanner engem Guichet sëtzen. Et ass jo vläicht méi interessant, wa se en Tablet herno hunn - wann deen dann endlech fonctionnéiert, hiren Tablet, dee se solle kréien; dat wäert awer gläich de Fall sinn, kann ech lech och berouegen -, datt se mat hirem Tablet prett sinn, wann d'Clienté kommen, fir ze soen, wa Froe sinn: Wou ass main Zuch drun? Kréien ech meng Korrespondenz nach? Well si hu jo d'Echtzäit herno op hirem Tablet. Dat heescht, do gëtt et villfälteg Méiglechkeeten.

An d'Zuchpersonal selwer, dat huet souwisou nach vill méi Fonction gehat. Dat huet jo schonn haut d'Fonction gehat vun der Sé-cherheet am Zuch, wann d'Zich stoe bleiwen op de Quaien, ze kucken, datt d'Leit all eran an eraus sinn, wann den Zuch fiert an esou weider an esou fort. Alles dat bleift bestoen. Dat si fir mech och bei deem Personal déi essenziell Fonctionen. Ech hunn awer nach ni beim Zuchpersonal gesinn, datt d'essenziell Fonctioun soll dra bestoen, fir all Dag op enger Streck Ticketen ze kontrolléieren, woubäi ech wahrscheinlech d'Leit, wann ech déi Streck ofgefuer sinn, souguer kann hunn a wosst per-tinément, datt se en Abonnement hätten.

Also, ech mengen, do bleift jo éischtens emol nach d'éischt Klass, wou muss kontrolléiert ginn, mä zweetens bleiwen awer och all déi aner Fonctionen. An da wéll mer gär kucken um Niveau vun der, wann ech dann d'Eisebunn huelen, d'Reglementatioun - et gëtt jo eng fir den öffentliche Transport en général, an da gëtt et op der Eisebunn eng Police des chemins de fer, wou d'Regelen drastinn, wéi ee sech am Zuch muss behuelen oder soll behuelen.

Do wéllt ech gär kucken, datt mer do ganz kloer a präzis draschreiwen, datt een an den Zuch oder an de Bus nëmmen draklémmt, wann een dann och wierklech wéllt vun A no B fueren, datt ech net op eemol op verréckten Iddie kommen: Maache mer emol, ech weess net, eng Party an engem Zuch an esou Saa-chen, déi net dohinner gehéieren, datt dat kloer a präzis drasteet, mat Strofen drop.

An dann ass et jo esou, datt de Schaffner d'Identitéit kann haut froe vun engem Client - datt, wann ech mech net behuelen, wéi et soll, da kann ech deen och opfuerderen, mer seng Identitéit ze ginn. Haut, wann dat net geet, da muss ech d'Forces de l'ordre ruffen. Ech kann och als Minister, dat maachen ech regelméis-seg, d'Leit ausschléissen aus dem öffentliche Transport, déi sech net behuelen, wéi et sech gehéiert.

Dat heescht, ech wéll am Fong déi Regeln all eng Kéier duerkucken an deenen nächste Méint, ob mer se net plazeweis musse affi-néiere bis d'nächst Joer. Et ka sinn, datt mer dat net musse, datt se schonn haut gutt genuch sinn. Mä ech wéll se awer am Detail kucken.

An dann, wann ech soen, d'Police ruffen, ech mengen, dann doen ech d'Kap séier nach eng Kéier ëm. Ech si jo och Policeminister. Ech hunn och scho mat der Plicedirektioun driwuer ge-schwat, datt ech do gär eppes hätt. Wéi ee Konzept mer eis do wäerte ginn, dat musse mer kucken.

Mir musse natierlech och wëssen: All Mis-sioun, déi mer der Police méi an zousätzlech ginn, dat bedeit Belaaschtung, och do. An do hu mer effectifméisseg de Moment Problemer, mä datt soll eis awer net drun hënneren, emol un engem Konzept ze schaffen. Da musse mer kucken, wéi séier mer dat also kënnen un-wenen an der Praxis. Mä och déi Aarbechte lafen.



An dann hunn ech den CFL gesot, dat hu se och entre-temps gemaach, si sollen en Aarbechtsgrupp asetze mam Personal, fir nach eng Kéier iwwert déi ganz Missiounen ze kucken. Dee leeft och, deen Aarbechtsgrupp. Eng éischt Sëtzung ass schonn aberuff.

An ech mengen, dat do sinn awer alles Froen, déi mer ouni Problem kënnen am Laf vun de Jore léisen. Ech gesinn do keng Dramatik dran, fir dann nach e Joer ze waarden, well ech mengen, datt mer dat bannent dësem Joer alles wäerte gekläert kréien.

Op alle Fall hunn ech de Gewerkschaften a ville Gesprächer déi Garantie alleguere ginn. An ech sinn och optimistes, datt mer dat doten an deem Zäitraum hirkreien, esou wéi mer et och ugekënnegt hunn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Minister.

11. 7243 - Projet de loi

a) fixant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure ;

b) modifiant la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation ; et

c) modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial

Mir kommen elo zu eisem éischte Projet de loi vun dëser Sitzung. Et handelt sech ëm de Projet de loi 7243 iwwert déi technesch Virschrëfte fir Schëffer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

► **Une voix.**- Schëffer!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marco Schank, den Här Gilles Baum, den Här Dan Biancalana, den Här Jeff Engelen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll lech elo an deenen nächste Minutten e relativ technesch Projet virstellen. An ech versichen, dat esou gutt ze animéieren, wéi ech kann, mä, wéi gesot, ech hu gesinn, et sinn och schonn eng Rei Riedner, déi sech ageschriwwen hunn, sécher, fir dozou och Stellung ze huelen.

Maja, de Rapport de projet de loi 7243 begräift am Fong drai Voleten: eng Kéier d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Bestëmmung vun technesch Virschrëfte vu Schëffer vun der Banneschëffaart; an dann, zweetens, d'Ännerung vum Gesetz vum 28. Juli 1973, wou de Service de la navigation gesehaaft gouf; an dann, drëttens, d'Ännerung vum Gesetz vum 23. Dezember 2016 iwwert d'Gestioun vum Domaine public fluvial oder d'Questioun vun der Schëffaart hei zu Lëtzebuerg.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

Wéi gesot, et geet hei ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, an zwar mat der Approche: déi ganz Direktiv a soss näischt. Dës EU-Direktiv 2016/1629 enthält eng Rëtsch technesch Virschrëfte fir d'Schëffer vun der Banneschëffaart, also op de Flëss vun Europa, a verweist fir d'Detailer op eng Rei technesch Annexen.

D'Musel ass deen eenzege Floss, deen zu Lëtzebuerg heivu beträff ass. An et geet och just ëm d'kommerziell Flossschëffaart. D'Bateaux de plaisance sinn net an dësem Gesetz abegraff.

E kuerzen Historique, fir datt Der verstitt, firwat dat dat heite geschitt.

D'Direktiv vun 2006 hat schonn Virschrëfte gemaach iwwert d'technesch Zertifikate fir Schëffer vun der Banneschëffaart. Déi technesch Virschrëfte koumen aus engem Règlement, dat vun der Commission centrale pour la navigation sur le Rhin bestëmmt gouf.

Dës Kommissioun huet hire Sëtz zu Stroossbuerg. An aus verständlechen Ursachen - europäeschen Ursachen natierlech, och, ech mengen europäesche Marché - ass dunn 2015 een europäesche Comité gesehaaft ginn, deen d'Ausschaffung vun technesch Normen a Standarden als Optrag huet an deen op ass fir

d'Harmonisatioun vun den technesch Standarden an der Banneschëffaart vun Europa.

Dës Standarde gi vum Comité européen pour l'élaboration de standards dans le domaine de la navigation intérieure, ofgekierzt CESNI, ausgeschaaft, déi natierlech regelméisseg à jour gesat musse ginn. Dës Direktiv erlaabt et am Sënn vun enger méiglechst effikasser Approche, datt dës technesch Standarden dann och automatesch - well déi technesch Standarde gi jo regelméisseg iwwerschaaft - an eis Gesetzgebung iwwerholl ginn, nodeems dës Directives déléguées am Journal officiel vun der EU publizéiert goufen.

Dëst ass iwwregens schonns de Fall, well déi erwäanten Direktiv, déi mir hei ëmsetzen, also 2016/1629, schonns awer iwwer esou eng Directive déléguée aus dem Joer 2018, also d'lescht Joer, adoptéiert ginn ass an domadder d'Annexen 2, 3 a 5 vun eiser Direktiv sous objet 2016/1629 schonn direkt modifizéiert goufen an domat och an der aktuellster Versioun a Kraaft trieden.

Dës Direktiv erlaabt och eisem Stat, fir Autorités compétentes ze designéieren, also Gesellschaften ze designéieren, déi garantéieren, datt d'Schëffer - konform zu dëser Direktiv -, déi ënner lëtzebuergeschem Fändel fueren, och konform zu dëser Direktiv sinn.

Zweete Volet. Duerch dëst Gesetz gëtt och eng Base légale gesehaaft, déi erlaabt, datt de Service de la navigation automatesch d'Donnéen vun de Schëffer, déi vun dëser Direktiv beträff sinn an déi op der Musel zirkuléieren, sammelt an traitéiert; och een Dateschutzproblem.

Dës Donnéeën ginn automatesch gesammelt, wann zum Beispill ee Schëff sech bei enger Schleis presentéiert an och do erafiert. Dëse System heescht AIS, Automatic Identification System. Dëst erhéicht notament d'Sécherheet an d'Effikassitéit vun der Exploitatioun vun der Schëffaart op der Musel.

An zu gudder Lescht léise mir mat dësem Projet de loi och nach zwee Referenzproblemer am Gesetz vum 23. Dezember 2016, déi eis méi Rechtssécherheet ginn.

D'Kommissioun huet dem Statsrot senge Bemierkunge Rechnung gedroen. An der Kommissiounssëtzung vum 24. Januar 2019 ass de Rapport unaniemement ugeholl ginn.

An zum Schluss: Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet. Villmoools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Une voix.**- Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci och dem Här Rapporteur. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

► **M. Marco Schank (CSV).**- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt, dem Rapporteur, dem honorabele Kolleeg Carlo Back, Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. De Rapporteur huet gesot: Mir hunn drai Objektiv: enger-säits d'Ëmsetzung vun der Direktiv. « Toute la directive et rien que la directive » hu mer gemaach an deem heite Fall. Et ginn zwou Erreure de références ofgeschaaft.

An dann, wat en och virdrun explizéiert huet: Déi Base légale gëtt gesehaaft am Kontext vum AIS. An dozou wollt ech just ee Saz soen. An der Kommissioun hat ech d'Fro gestallt, wéini e Boot respektiv e Schëff en AIS brauch. An do war gesot ginn, dat géif un Volumen hänken. Dat ass awer net esou, well ech krut dat nodréiglech iwwer eng E-Mail aus dem Ministère gesot. Dat hänkt mat der Längt vum Boot respektiv vum Schëff zesummen. Dat heescht, ee Schëff ënner 20 Meter, ofgesi vun e puer Ausnamen - eng Fär respektiv e Schëff, wat méi wéi zwielf Leit transportéiert -, déi brauche keen AIS. Ech wollt dat einfach korrekterweis hei virginn.

Selbstverständlech begrëisse mir dee Projet, dee wichteg ass fir d'Schëffaart op der Musel. An ech géif am Numm vu menger Fraktioun den Accord bréngen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt géif ech natierlech gär dem Kolleeg Carlo Back Merci soe fir säin ausféierlechen an och säin éischte mündlechen a schrëftleche Rapport.

Wann een un d'Musel denkt, da kommen engem direkt déi beléiften Touristendestinatiounen, déi onberéiert Natur, dee gudder

Wäin, dee gudder Cremant an natierlech déi flott Fester an de Kapp, mä d'Musel ass fir eist Land vun enger grousser wirtschaftlecher Bedeutung.

Wéi déi lescht Zuele vun 2017 beweisen, si ronn fënnf Milliounen Tonne Wueren dat Joer op der Musel transportéiert ginn, vun eppes méi wéi 4.000 Schëffer. Esou kënn zum Beispill e groussen Deel vun eiser nationaler Pétrolversuergung iwwert de Waasserwee an d'Land, mä och vill Agrarprodukter, Heiz- a Baumaterial, Eisen- a Stoluere ginn iwwert d'Musel transportéiert.

An ech si frou - ech wëll dat ënnersträchen -, dass duerch déi nei Kläranlag zu Gréiwemaacher, déi viru Kuerzem a Betrib geholl ginn ass, an Zukunft d'Waasserqualitéit wäert vill besser ginn. Doriwwer freeën ech mech ganz besonnesch. An, ech mengen, doriwwer freeë sech och alleguerten eis Fëscherefrënn.

Mat sengem Uschloss un den Zuchreseau ass den Hafen zu Mäertert natierlech och e wichtegen Dréipunkt am Beräich vun der Logistik, fir d'Wueren vun der Schinn op d'Waasser an a ganz Europa ze transportéieren. Déi zentral Lag am europäesche Bannemaart ass fir Lëtzebuerg natierlech e strategesch Virdeel, fir am Beräich vun der Logistik och an Zukunft méi eng grouss Roll ze spillen.

Wann een d'Zuele kuckt, da stellt een effektiv fest, dass iwwert déi lescht zwielf Joer d'Quantitéit vum Wuerentransport op der Musel ëm bal 50 % zrëckgaangen ass. An de leschten zwee Joer schéngt et awer, wéi wann et erëm lues a lues zu engem Sënnswandel géif kommen a wéi wann den Trend erëm lues géif biergop goen, net nëmme bei eis, mä och bei eisen däitschen Noperen.

D'DP ass op alle Fall iwwerzeegt, dass an deem dote Beräich nach ganz vill Potenzial ass. Wat méi iwwert d'Schinn an iwwert de Waasserwee transportéiert gëtt, wat manner Camionen op de Stroossen sinn. An domadder gëtt dee Reseau natierlech och manner beblaascht.

Och aus enger ëmweltfrëndlecher Iwwerleeung eraus ass d'Schëff interessant. Wann een den Zuele vun der Europäescher Kommissioun gleewe kann, dann ass den Energieverbrauch pro Tonnekilometer iwwert de Waasserwee ronn 17 % méi niddreg wéi iwwert d'Stroos a souguer 50 % méi niddreg wéi iwwert d'Schinn. Gläichzäitig maachen d'Schëffer bedeitend manner Kaméidi wéi d'Zich an d'Camionen, wat jo och wichteg ass fir d'Liewensqualitéit vun eise Bierger.

An deem Kader wëll ech och drun erënneren, dass d'Regierung an dësem Beräich mat Luxinnovation an de Logistik- a Maritim-Clustere scho wichteg Akzenter gesat huet, fir ebe grad dese Secteur weiderzuentwëckelen. An et ass aus genau deene Grënn, déi ech elo just genannt hunn, firwat déi Europäesch Kommissioun d'Direktiv, fir déi technesch Standarden an d'Zertifikater EU-wäit unzepassen an ze harmoniséieren, op de Wee bruecht huet. Net nëmme zu Lëtzebuerg, mä a ganz Europa stellt d'Schëffaart eng attraktiv Alternativ zum Wuerentransport duer.

Déi nei europawäit technesch Standarden droe vill derzou bäi, d'Sécherheet an d'Kontroll iwwert den AIS-System eropzesetzen. Op där anerer Säit hëllefen dës och dem europäesche Bannemaart, sech weider ze verdeen, andeems déiselwech Bestëmmunge fir all d'Schëffer an eise Bannegewässer gëllen.

Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojekt.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëllt ech dem Här Carlo Back Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Wëssend, dass mer innerhalb vun Europa verschide juristesche Kadere hunn, dréit d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv vum Joer 2016 generell zu méi Rechtssécherheet bäi. Et gëllen also déiselwech Regelen an de Bannegewässer vun Europa. Et geet also hei drëms, héich Sécherheets- an Effikassitéitsaspekter ze garantéieren.

Zousätzlech kritt awer iwwert dese Projet de loi de Service de la navigation duerch d'Äféierung vum Automatic Identification System en neien Outil fir eng besser Gestioun vun de Fluxen op der Musel. Lëtzebuerg zitt also do mat Däitschland gläich. Déi Direktiv misst bis spéitens de 7. Oktober 2018 ëmgesat ginn. Mir hunn also e lichte Verzuch, konforméieren eis also haut. An d'LSAP-Fraktioun stëmmt natierlech dësem Projet de loi zou.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll dann am Numm vun der ADR dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi Rapport.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech mengen, dat meescht ass gesot ginn. Et brauch een do net vill hannendrunzefügen. Et geet hei am Fong geholl ëm Harmonisatioun vun Regele mam Ausland, an dat op der Banneschëffaart, an dëst op Basis vun enger EU-Direktiv.

Déi nei Regelen droen am Fong geholl der technesch Entwécklung um haitege Stand Rechnung, ënner anerem, datt d'Donnéen alleguerten zentraliséiert ginn, an och den AIS-System an esou weider. Ech mengen, et huet kee Wäert méi, datt ech dat widderhuelen, wat den Här Carlo Back an och nach aner Kolleeg gesot hunn.

Ech géif dann zum Schluss am Numm vun der ADR-Fraktioun den Accord ginn zu dësem Gesetz.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den nächste Riedner ass den Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Ech hat mech zwar u sech fir déi drai Projeten duerno ageschriwwen an net fir deen heiten. Ech kann lech awer soen, datt, wann et ëm Schëffer geet, d'Piraten sech natierlech direkt concernéiert fillen.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat ass, wann ech zwou Minutten net hei sinn!

(Hilarité et interruption)

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Deement-sprechend kann ech awer och soen, datt mer hei eisen Accord ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Här President, mir bleift hei näischt anescht iwwer wéi fir allen Deputéierten e grouse Merci ze soen, datt dee Projet mat 60 Stëmme gestëmmt gëtt.

► **Une voix.**- Oh, waart emol of!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7243. Den Text steet am Document parlementaire 7243°.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7243 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Quorum ass erreecht. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7243 ass mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché (par M. Henri Kox), MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7248 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Mir kommen elo zum Projet de loi 7248 iwwert de Finanzement vum RENITA-Reseau. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Alex Bodry, den Här Henry Kox, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, beim Gesetzestext 7248 geet et ëm eng Ofännerung vum Finanzéierungsgesetz, vum sougenannten „Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois“ oder kuerz och nach: vum RENITA.

Ier ech awer elo op déi eigentlech Adaptatioun vum Gesetz aginn, erlaabt mer fir d'Éischt e puer Wuert iwwert den neien an innovativen RENITA.

De RENITA ass zënter 2015 operationell an huet deemools de sougenannten „RIFO“ ersat. Dese war net méi zäitgeméis an huet och den internationale Kommunikatiounsnormen net méi entsprach. Mat der analoger Technologie war och kee séchere Cryptage méi méiglech, wat besonnesch am Virfeld vun eiser EU-Présidence am Joer 2015 relativ heikel war.

Mam RENITA gouf dunn am Laf vum Joer 2015 op e performanten digitale Reseau ëmgestallt, deen net nëmmen dee ganzen Territoire vun eisem Land ofdeckt, mä deen och souguer an Autobunn- oder Eisebunnstunnelle funktionéiere kann. Och a Gebaier oder matzen an engem Bësch ass de RENITA operationell. Dat ass natierlech besonnesch fir eis Police a Rettungsdéngschter vun enger absolutter Noutwendegkeet.

Den neie Reseau baséiert och op der TETRA-Technologie. TETRA steet fir „Terrestrial Trunked Radio“ a gëtt och vun eisen däitschen, franséischen a belschen Nopere genotzt. Laut dem Exposé des motifs gräife méttlerweil méi wéi 9.000 Persounen aus deenen ënnerschiddlechste Servicer vum Stat op de RENITA-Reseau zréck.

Ech zielen d'Servicer kuerz op. Dat sinn natierlech: eis Police- a Rettungsdéngschter, mä och d'Douane, d'Ponts et chaussées, d'Armée, de Service de renseignement, den Haut-Commissariat à la protection nationale, d'Centres de communication vun der Regierung an elo kierzlech och de Centre de rétentation.

Här President, esou vill zum Reseau u sech. Ech kommen da kuerz zum eigentlechen Objet vun deemem Projet de loi. Wéi scho gesot, geet et ëm d'Adaptatioun vum dem Finanzéierungsgesetz.

Am Mee 2014 hu mir hei am Haus dat éischt Finanzéierungsgesetz gestëmmt. Deemools war et den Auteurs vum Gesetz allerdéngs nach net méiglech, de genaue finanziellen Impakt vum RENITA-Reseau iwwert déi ganz Liewensdauer ze bestëmmen. Et gëtt jo eng Exploitationsdauer vu ronn 15 Joer ugestriift.

Ee Grupp vun Experten huet du fir d'Éischt emol eng Käschtenestimatioun gemaach, fir den neie Kommunikatiounssystem an enger éischer Phas an d'Rullen ze bréngen an och ze perfektionéieren. D'Montanten, déi deemools agesat goufen, hu sech op d'Period tëschen der Ënnerschrëft vum Kontrakt bis Enn 2018 bezunn. Méttlerweil si mir bekanntlech ufanks 2019, soudass et elo Zäit gëtt, fir déi virgesinnne Montanten eng Kéier op de Leescht ze huelen.

An enger zweeter Phas soll de Reseau haaptsächlech nach méi zuverlässeg a sécher gemaach ginn. Wann ech lech virdru gesot hunn, wéi eng Servicer an Administratiounen alles de Reseau benotzen, da weess een, dass och emol sensibel Donnéeën an Informatiounen iwwert d'Antenn ginn. Grad am Kontext vun den aktuellen Hacker- a Cyberattacken ass et wichteg, dass eis Servicer op e fiablen a séchere System kënnen zréckgräifen an dass do näischt vun auswärts ka captéiert ginn.

En zweete Volet betrëfft den Ausbau vum Reseau. Et sinn an der Lescht schonn eng Rétsch

nei Benotzer derbäikomm, notament de Centre de rétentation an deelweis och de Centre pénitentiaire. An deemächst wäert och nach de Service de la navigation de RENITA-Reseau benotze kënnen.

Här President, aus all deene Grënn proposéiert d'Regierung, déi initial Montanten aus dem Finanzéierungsgesetz ze adaptéieren. Dat betrëfft eng Kéier déi ganz Frais de réalisation vum Reseau. De Montant vu 36,6 Milliounen TTC gëtt duerch de Montant vu 36 Milliounen hors TVA ersat. A fir dass mir heibannen awer net Äppel mat Bire vergläichen, soen ech lech och nach, dass déi 36 Milliounen Euro hors TVA bei engem TVA-Saz vu 17 % 42,12 Milliounen Euro entsprechen. D'Frais de réalisation vum Reseau ginn also ëm knapps 5,5 Milliounen erhéicht.

Den Artikel 3 vum Finanzéierungsgesetz leet de maximale Montant vun de Frais mensuels vum Reseau fest. Dës Fraise ware bis ewell op 390.000 Euro TTC limitéiert. A mat deemem Gesetzesprojet gëtt déi iewescht Limitt elo op 472.000 Euro hors TVA eropgeschrauft. D'TVA vu 17 % derbäigerechent, géif een dann op e Montant vun e bësse méi wéi 550.000 Euro kommen.

Fir weider Detailler dozou verweisen ech lech gär op mäi schrëftleche Rapport. An der Fiche financière fënnt een och weider Informatiounen, wéi déi eenzel Montanten zesumme gestallt sinn.

Här President, d'Finanzéierungsgesetz vum RENITA sollt an der initialer Versioun u sech och nach e fënneften Artikel derbäikréien. Dese Artikel wier op d'Protection des données vun den Utilisateurs vum Reseau agaangen. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well ee mam RENITA seng Benotzer jo och geolokaliséiere kann.

A sengem Avis vum 17. Juli 2018 huet de Statsrot dës Dispositioun allerdéngs verfassungswiddreg fonnt, well esou en Artikel net an e Finanzéierungsgesetz géif erapassen. Déi héich Kierperschaft huet an deem Kontext proposéiert, den aktuelle Projet an zwee opzedeele: op där enger Säit d'Finanzéierung vum RENITA-Reseau an op där anerer Säit d'Dispositiounen iwwert den Dateschutz. Dëser Proposition si mir och an der Finanzkommissioun nokomm, soudass den Artikel 3 gestrach gouf.

Nieft dem Statsrot hunn awer och nach d'Statsbeamtekummer an déi national Datschutzkommissioun hir Avisen un d'Chamber adresséiert. An ausser e puer kleng Marken oder Präzisionsfroer ware si awer gréisstendeels mam Projet de loi averstanen. Ech verweisen och do gären op déi schrëftlech Avisen.

Här President, nach e puer Wuert zu den Aarbechten an der Kommissioun. De Projet ass den 21. Februar 2018 vum Statsminister deposéiert ginn. An der Finanzkommissioun vum 14. Februar 2019 (veuillez lire : 14. Januar 2019) krute mir de Projet eng éischte Kéier virgestallt. An darselwechter Finanzkommissioun gouf ech dunn als Rapporteur genannt. An de leschte Freideg gouf mäi schrëftleche Rapport dunn an der Kommissioun ugeholl.

Dëst gesot, bleift näischt anescht iwwreg, wéi lech alleguer Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Och Merci der Rapportrice. D'CSV gëtt selbsterständlech d'Zoustëmmung zu deemem Projet de loi. Et handelt sech effektiv ëm eng Communication sécurisée vun iwwer 9.200 Agenten hei am Land.

Wat d'Remark ubelaangt vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics soll een de generell eng Kéier kucken, nämlech dass ee bei Leit, déi sensibel Donnéeën hei am Land traitéieren, ob dat Steiere sinn, ob dat Kommunikatioun sinn, déi e gewëssene Caractère de confidentialité hunn, awer der Remark vun der Chambre des Fonctionnaires Rechnung dréit, fir do vereedegt Beamten dermat ze concernéieren an dat net einfach esou auszesourcen.

An deen drëtte Punkt, deen een nach muss soen, dat ass d'Remark vun dem Conseil d'État, fir déi Bestëmmungen, déi den Datschutz concernéieren, ze trennen an e separate Projet de loi. Dat kann een op enger reng legaler Form novollzéien, well dat hei e reng Finanzéierungsgesetz ass. Dat heescht awer net, dass een déi Bestëmmungen iwwert den Datschutz sollt ausser Uecht loossen an dass et ubruecht wier, an eisen Aen, dass d'Regierung op deem Punkt schnellstméiglech géif nobesseren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Den nächsten ageschriwwene Riedner

ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, och vun eiser Säit Merci un d'Rapportrice fir hire ganz vollstännege Bericht, dee se hei gemaach huet.

Wien A seet, muss och B soen. Mir hunn 2014 A gesot. Mir hu Jo gesot fir de Finanzement vun deem neien ofgesécherte Kommunikatiounssystem fir eis Sécherheets- an eis Hëllefdeingschter. Elo si mer an enger zweeter Phas, wou et drëm geet, fir derfir ze suergen, dass et zu engem regelméissegen Updatéierung kënn, dass also u sech de Reseau nach ausgebaut a verbessert ka ginn, wéi och natierlech d'Wartungs- an d'Entretienskäschten ofgeséchert si bis eben 2030.

Eis Fraktioun wäert selbsterständlech och hiren Accord zu deemem Projet de loi ginn. An der Hoffnung allerdéngs, dass et vläicht dee leschte Projet de loi ass an dass d'Berechnungen esou präzis sinn, op 15 Joer gekuckt, dass net nach eng Kéier muss nogeschoss ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Ech schlësse mech natierlech och deene Wiederer vu virdru un a soe fir d'Éischt der Rapportrice Merci fir deen ausföerleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Et ass scho virdru gesot ginn, éischters dat, wat an deenen enzelnen Avisa steet zu dem Datschutz. Ech mengen, et ass wichteg, dass ee sech och ëmmer bewosst ass, wann ee mat Daten hantéiert, dass do och den néidege Schutz vun de Bierger a Biergerinne gewäert ass.

Ech schlësse mech och mengem Virriedner direkt un, dass, wa fir e Projet esou laang viraus d'finanziell Enveloppe festgeluecht gëtt, et ëmmer schwieereg ass, déi Sue ganz genau festzelleen. Awer dofir ënnerstëtze mer dat och, wat de Virriedner gesot huet. An ech hoffen, dass heimadder d'Sécherheet, insbesondere vun deene Leit um Terrain, och gewäert ass. An dofir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. An da wier et elo um Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Wiederer vun all menge Virriedner uschlëssen an der Rapportrice Merci soen. An esou, wéi mer deem 2014 zougestëmmt hunn, wäerte mer och haut zoustëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - An dann huet sech och den Här Sven Clement ageschriwwen.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, Merci, Här President. Dës Kéier hunn ech mech tatsächlech ageschriwwen.

(Hilarité)

Ech wollt ganz kuerz op dese awer wichtege Projet agoen. An d'Rapportrice huet scho ganz vill dozou gesot. Ënner anerem ass se och op de Käschtefacteur dovunner agaangen.

Beim Käschtefacteur läit eis Piraten awer ganz schwéier um Mo, datt an der éischer Propos mat der TVA gerechent ginn ass, an där neier Propos elo ouni TVA, wat u sech op de Coût d'investissement eng Augmentatioun vu 17 % ausmécht an op de monatleche Käschten dach eng Augmentatioun vun 48,8 % am Ganzen ausmécht.

Do hätt ee sech méi Argumentatioun gewünscht wéi déi Äntwerten, déi mer do an der Kommissioun kruten. Dat ass awer net deen eenzege Bemoll bei deemem Gesetz.

Dat Zweet ass, wéi scho vun de Kollege vun der CSV gesot, den Datschutz. Mir géifen eis hei freeën, wann d'Regierung zäitno géif e Projet de loi deposéieren, deen eben dese Bedenken och Rechnung géif droen.

Nichtsdestotrotz, well eis Sécherheetsdeingschter dese Service brauchen a mer deen net sollten einfach ofschalten, wäerten d'Piraten dese Projet matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerten dee Finanzéierungsprojet och ëmmer matstëmmen, mat zwee kleng Bemollen.

Deen éischten, dee gouf och scho vun Här Roth erwänt. Mir sinn nämlech och der Meinung, esou wéi d'Chambre de la Fonction publique et och seet - natierlech gehéiert et elo net an dese Projet de loi eran, mä mir wëllen dat trotzdem ënnersträichen -, datt och

Schlësselposten duerch Fonctionnaire vum öffentlechen Déngscht solle besat ginn an net, wéi dat och bis elo ass, déi vun der Post am private Statut solle sinn. Et sinn ëmmerhin och äusserst sensibel Aufgaben, déi do musse gemaach ginn. Prinzipiell soll e Service public och vu vereedegte Leit bedriwwen ginn.

Zweete Bemoll: Do sinn awer e puer Institutionen dran, deene mer méi wéi skeptesch géintiwwerstinn.

Déi éischt ass de SREL. Dat ass kee Geheimnis. Ëmsou méi skeptesch sti mer dem SREL géintiwwer zënter der Reform vum SREL, déi mer och net matgedroen haten d'lescht Joer. Dat wollte mer nach eng Kéier soen.

An och eng aner Institution, eng Institution, wou vill räich Länner, wéi Lëtzebuerg, aarm Leit aus aarme Länner aspären, fir se erëm zréckzeschécken, nämlech de Centre de rétentation. Esou kann een dat an dem „euphemisteschen Newspeak“ nennen. Mir sinn der Meinung, datt dat zwou Institutionen sinn, déi ee muss a Fro stellen.

Trotzdem wëlle mir net d'Finanzéierung vum RENITA a Fro stellen a mir wäerten déi matdroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert. Här Premierminister, wannechgelift!

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt erlaabt mer, dass ech der honorabelen Madamm Elvinger Merci soe fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass eng Traditioun, dass d'Madamm Elvinger deen doten Dossier suiweiert, wéi si och scho Rapportrice war deemools bei deemem Projet.

Et geet tatsächlech ëm eis Sécherheet an et geet ëm d'Servicer, déi sech ëm eis Sécherheet këmmen. An erlaabt mer schonn am Virus, all deene Leit, déi all Dag um Terrain schaffe fir ons Sécherheet, e grouse Merci ze soen.

Et ass eis Flicht als Regierung, hinnen och d'Moyenen ze ginn, fir dass se hir Aarbecht kënnen anstännege maachen, haut mam RENITA, well dat ass eppes, wat ganz, ganz wichteg ass. An ech mengen, Dir hutt et gesot: Et ass net nëmmen d'Sprooch, mä et sinn och d'Donnéeën, déi kënnen traitéiert ginn. A mir gesinn do, dass dat wierklech genotzt gëtt, an dat hëlleft och ganz vill deene Leit, déi um Terrain sinn.

Et sollen net nëmme finanziell Mëttele bereestgestallt ginn, mä geziilt solle spezifesch Beräicher verstärkt oder och ausgebaut ginn. Ech ginn elo net op déi eenzel Punkten an, déi d'Madamm Elvinger och schonn zitéiert huet. Ee Punkt, deen elo net abordéiert ginn ass an deen ech awer wéll abordéieren, ass dee ganze sanitäre Beräich. Ech wëll vläicht just drun erënneren, dass mer déi Diskussioun haten, beim éischen Text, wéi et da wier mat de sanitäre Froen. An et ass an deene leschte Jore vill gefuerscht ginn, an et sinn och keng Studie komm, déi op Gesondheitsrisiken duerch d'Benotze vum TETRA-Funk géifen hiweisen, am Géigendeel. Eng rezent wëssenschaftlech Etüd aus Grousbritannien beweist, dass et keen Zusammenhang tëschen dem Notze vun Airwave a Kriibs gëtt. Zënter 2004 goufen nämlech och 48.000 Policebeamten, déi aktiv mat Airwave schaffen, ënner d'Lupp geholl, mam Resultat, dass weder des wëssenschaftlech Etüd nach aner äänlech Etüden een Zusammenhang dokumentéiere konnten.

Ech wollt da do just ervirhiewen, well et eng Fro war, déi ech deemools awer och bei der Kreatioun vum RENITA gestallt kritt hunn, an déi heiten Informatiounen och bäikritt hunn.

Erlaabt mer just, op zwou spezifesch Froen anzegoen, déi ech hei vun Deputéierte gestallt kritt hunn iwwert déi sensibel Donnéeën. Déi sensibel Donnéeën ginn net vu Leit geholl, déi net bekannt sinn, dat heescht, déi, déi sensibel Donnéeën traitéieren, si Leit, déi eng Clearance hunn. Déi Leit hunn eng Clearance kritt, dat heescht, et ass net einfach ee Beamten, deen dann an déi Donnéeën kënn. Dat si Leit, déi wierklech eng Clearance do kritt hunn. An zweetens sinn déi op spezielle Plazen, déi och protegéiert sinn, wou net jiddwereen un en Accès kënn. Dat heescht, selbsterständlech hu mer den Devoir de précaution vis-à-vis vun den Données sensibles geholl.

A point de vue Datschutz wëll ech och soen: Am Moment gi keng Traitement gemaach, déi am Widdersproch wieren zum GDPR. An déi, wou eben nach keng Base légale do

ass - an tatsächlech hu mer elo eben och duerch de GDPR verschidde Situatiounen gehat, wou mer mussen a kuerzer Zäit vläicht Amendementer maachen, fir do ganz, ganz konform kënnen ze sinn -, ginn am Moment net aktiviert.

Duerfir, ech soen op jidde Fall, Här President, der Chamber e grouse Merci. Dat heiten ass wierklech eng Modernisatioun vun de Kommunikatiounsmethode vun all de Servicer, ob et d'Police ass, d'Rettungsdéngschter, de Prisong neierdéngs an och elo deen neie Centre de ré-ention, dee mer wäerten opmaachen zu Bieles, wou et dann eng Méiglechkeet wäert ginn, fir och dee kënnen mat anzeschléissen.

An Dir hutt jo elo just virdrun och iwwert d'Navigatioun geschwat. Just nach fir ze präzisieren, dass mat deem doten Text déi Services de la navigation, vun der Sécherheet vun der Schéffahrt op der Musel, an d'Kooperatioun mam CGDIS elo och nach duerch deen dote Reseau mat agebonne sinn.

Duerfir e grouse Merci fir déi Zoustëmmung zu deem Text.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Statsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7248. Den Text steet am Document parlementaire 7248⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7248 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreicht. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. De Projet de loi 7248 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché (par M. Marc Hansen), MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Merci. Et ass also esou decidéiert.

13. 7384 - Proposition de loi portant modification du chapitre IX relatif au financement des campagnes électorales de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Als nächste Punkt hu mer d'Proposition de loi 7384, eng Ofännerung vum Kapitel 9 vum Gesetz iwwert d'Finanzéierung vun de Wahlkampagnen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Henri Kox, den Här Gast Gibéryen, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut hu mer et ausnamswies mat enger Proposition de loi ze dinn, e Phenomeen, dee leider, mengen ech, zu Lëtzebuerg net oft genuch genotzt gëtt an net genuch ausgebaut ass. Mä loosse mer eis freeën, dass mer dann elo déi

Proposition de loi hei kënnen diskutieren. An ech hoffen, dass se en äänleche Succès huet wéi déi Projet-de-loien, déi mer elo grad hei eestëmmeg ugeholl hunn.

Et ass eng Proposition de loi, déi eigentlech op engem ganz breede Konsens berout, well se vun net manner wéi siwen Deputéierte cosignéiert ginn ass, déi aus sechs verschiddene Parteien kommen. Si ass de 26. Oktober deposéiert ginn an der Chamber a si ass och favorabel vum Conseil d'État aviséiert ginn.

Et geet hei ëm eng punktuell Ofännerung vun eise Wahlgesetz, wat d'Kapitel ugeet iwwert de Remboursement, en Deel-Remboursement, vun de Wahlkampfkäschten duerch de Stat, wat e wichtegt Element ass vun der Ennerstëtzung, déi d'Parteien kréien. D'Partei sinn hei zu Lëtzebuerg zënter 2008 an der Verfassung verankert an hunn och en öffentlechen Optrag. A fir deen öffentlechen Optrag kënnen wouerzehuelen, brauche se öffentlech Finanzéierung. Dat geet natierlech einher mat enger Transparenz vun de Finanzen vun de Parteien a besonnesch och mat enger Interdiktioun, déi hei zu Lëtzebuerg besteet, dass Gesellschaften, Personne-moralen d'Parteien ennerstëtzen.

Dat ass eng Entwécklung, déi sech iwwer laang Jore gemaach huet hei zu Lëtzebuerg. Laang war hei eng grouse Reticence, fir am Beräich vun de Parteien iwwerhaapt ze legiferieren, well och eng Zäitchen d'Meenung war, dass een eigentlech misst fir d'Éischt emol e Parteiengesetz hunn, wat dann alles géif genau fir d'Parteien regelen, wat och kënn eng Kontroll iwwert d'Parteien virgesinn. Dat war déi grouse Angscht, déi bestanen huet, ier ee konnt vun engem Finanzement schwätzen.

Mir sinn awer hei zu Lëtzebuerg, no grouse Retarde par rapport zu anere Länner, eigentlech op en anere Wee gaangen. Mir hu fir d'Éischt eng Deel-Finanzéierung vun de Wahlkampf virgesinn hei zu Lëtzebuerg duerch d'öffentlech Hand. Dat war duerch d'Gesetz vum 7. Januar 1999, wou ebe grad an d'Wahlgesetz een Deel-Remboursement vun de Wahlkampfkäschten eng éischte Kéier ageschriwwen ginn ass.

Duerno ass eng zweet Phas komm, dat war d'Gesetz vum 21. Dezember 2007, wou mer en allgemengen öffentleche Finanzement vun de Parteien, enner gewëssene Konditiounen, virgesinn hunn. An eréischt e bësse méi spéit, den 31. März 2008, ass dann duerch e Gesetz eis Verfassung emgeännert ginn an et ass en Artikel 32bis bäigesat ginn, deen dann d'Parteien an eise Grundgesetz verankert.

Hei geet et ausschliisslech ëm de Volet vun dem Deel-Remboursement vun de Wahlkampfkäschten, wou mer zwou Ännerungen dra virhuelen. Déi eng ergëtt sech eigentlech als logesch Suite vun där anerer. D'Hauptännerung, déi mer maachen, dat ass, dass mer ewell d'Hypothesen huelen, dass d'Chamberwahlen an d'Europawahlen net deeselwechte Moment stattfannen, wat Traditionen hei zu Lëtzebuerg war. Zënter de fréizäitege Wahlen, déi mer 2013 hate fir d'Chamber, ass deen dote Lien gebrach a mir sinn an engem Rhythmus dran, op absehbar Zäit zumindest, dass mer zu verschiddenen Datumen Nationalwahlen an Europawahlen hunn.

Mir hunn zwar an eise Wahlgesetz zwou verschidde Berechnungsmethode fir d'Nationalwahlen an d'Europawahlen virgesinn, wat d'öffentlech Remboursement vun de Wahlkampfkäschten ugeet, mä mir schreiwen awer emmer vun enger eenzeger Dotatioun, wat derzou gefouert huet, dass och schonn no deene leschte Legislativwahlen 2013 d'Interpretatioun hei am Haus war, fir ze soen: „Ma deen Deel-Remboursement vum Stat fir d'Nationalwahlen, dee kann eréischt geschéien, wann och d'Europawahlen eriwuer sinn. Da gëtt eng Dotatioun duerno ausbezuelt.“

Dat féiert natierlech derzou, dass et do zu Verschibunge kënn, dass Parteien - dat soll een däitlech kënnen soen - eigentlech mussen op Brécke-Finanzéierung zréckgräifen, fir déi Wahlkampfkäschten unzegoen, déi déi folgend Wahl, d'Europawahl, mat sech zitt. An an där Logik do hu mer da gemeinsam decidéiert, fir des Initiativ ze huelen, fir elo zwou Dotatiounen virzesinn, eng Dotatioun fir d'Nationalwahlen an eng Dotatioun fir d'Europawahlen.

Domadder fällt och automatesch déi Konditioun ewech, déi bis elo bestanen huet, dass d'Parteien, déi vun esou engem Rembourse-

ment partiel vun de Wahlkampfkäschten profitieren wëllen, mussen esouwuel bei den Nationalwahlen komplett Lëschten a sämtleche Bezirker hu wéi och an den Europawahlen. Elo ginn déi zwou Wahle getrennt gekuckt. Mä déi relativ streng Bedéngungen, fir an de Benefiss vun deem Remboursement partiel ze kommen, maachen dat do méiglech. Et ass sécherge- stellt, dass keng Fantasie-Initiativen op eemol hei an de Genoss vun öffentleche Gelder kommen. D'Lat ass esou héich gestallt, mengen ech, dass dat scho Bewegungen, Parteien sinn, déi e gewëssene Sukkurs an der Bevëlkerung hunn, soudass et och richtig ass, déi zwou Saache getrennt ze kucken.

Ech wëll vläicht nach e puer Zuelen ufieren, fir däitlech ze maachen, vu wat mer hei schwätzen. Bei deene leschte Wahlen, de Landeswahlen 2013, sinn, no menger privater Berechnung, déi sech awer op publizéiert Zuele stützt, 1,5 Milliounen Euro un d'Parteien rem- bourséiert ginn opgrond vun deenen Don- néeën, déi se erageliwwert hunn, opgrond vum Wahlergebnis. Bei den Europawahlen 2014 waren et 262.000 Euro. Deem géintiwwer stoungen an der Kontabilität vun deenen een- zelne Parteien, fir déi zwou Wahlen zesammen, an deene Joren 2013 an 2014 ronn véier Milliounen Ausgaben. Soudass ee ka soen, dass also vun deene ronn véier Milliounen Ausga- ben, déi d'Parteien an hirer Kontabilität opge- fouert hu fir déi zwou Wahlgäng, eppes man- ner wéi 50 % rembourséiert gi sinn duerch de Stat. Dat einfach nëmme, fir déi Zuelen ze rappeliieren.

Wat direkt opfällt, ass, dass natierlech de Montant fir d'Europawahlen duerch eist Gesetz vill méi niddreg fixéiert ass wéi dee vun den Natio- nalwahlen. Dat erkläert sech zum Deel do- duerch, dass déi Wahlen, wéi mer dat Gesetz geschriwwen hunn, deeselwechte Moment wa- ren. An do waren d'Europawahlen e bësse cor- laire, en Unhängsel eigentlech an deem Sënn vun der Haaptcampagne vun de Parteien, déi op Nationalwahlen ausgerichtet war. An duerfir sinn also déi meeschte Suen an eise System virgesi gewiescht fir d'Nationalwahlen a vill manner Gelder fir d'Europawahlen.

Dat muss mer selbstverständlech iwwerden- ken an Zukunft, well mer et elo mat getrennte Wahlkampagnen ze dinn hunn, déi da selbst- verständlech, wat d'Europawahlen ugeet, méi en héije Käschtepunkt mat sech bréngen, wéi wann een eng Campagne géif maache fir Wah- len, déi deeselwechten Dag stattfannen. Dat ass also eng Reflexioun, déi mer mussen ma- chen. A mir mussen, mengen ech, nach ver- schidden aner Punkten, souwuel eist Wahlge- setz, wat de Remboursement vun de Wahl- kampfkäschten, mä awer och, wat dat allge- mengt Parteifinanzierungsgesetz ugeet, iwwerschaffen, well sech an der praktescher Uwendung vun deem Text eng Rei vu Froe ge- stellt hunn, wou dat aktuell Gesetz eis net eng propper Äntwert dorobber liwwert, wou mer keng Rechtssécherheet hunn.

Also, nieft de Montanten, déi während Joren, Jorzénge net ugepasst si ginn, stellt sech och d'Fro vun neie Phenomeener, déi mer zum Deel och bei dese Wahle fir d'Éischt haten. Dass zum Deel gemëschte Lëschten ugetratt sinn, dee Phenomeen gesäit eist Parteifinanz- éierungsgesetz eigentlech net richtig vir. Do ass et also net onbedéngt sécherge- stellt, dass déi komplett Transparenz vun der Kontabilität vun alle Compositantë vun där Lëscht garan- téiert ass. Dat ass also ee konkrete Punkt, dee sech stellt. An et ass och net onbedéngt sé- cherge- stellt, ob een all d'Donen erfaasst, an notament, ob ee ka kontrollieren, ob déi In- terdiktioun, déi zu Lëtzebuerg besteet - dass also Personalitéit-moralen Donen un d'Partei ginn -, och gewäerlescht ass. Et sinn also eng Rëtsch vu Problemer, déi sech an deem dote Sënn stellen.

Dann hat ech och den Androck des Kéier - dat muss een nach eng Kéier iwwerpräwen -, dass et vläicht och déi eng oder aner méi privat Wahlcampagne ginn ass vun engem eenzelne Kandidat oder enger Kandidatin. Dee Phenomeen war des Kéier lichter méi staark wéi dat, wat mer soss eigentlech hei kann hunn, wou mer dee Phenomeen zu Lëtzebuerg bis elo kaum bemierkt hunn. Och do stellt sech d'Fro vun der Transparenz vun der Kontabilität. Ginn déi Ausgaben do iwwerhaapt iergendwou offi- ziell erfaasst oder net? Déi Ausgabe ginn duerch wat finanzéiert? Sinnen dat wierklech Pri- vatgelder, déi et finanzieren, oder sinn et aner

Gelder, déi et finanzieren? Och dat ass elo an deem Schema, wou mer an eise Gesetzter dra sinn, net kloer ze kontrollieren. Do mussen mer also, denken ech, norüsten an eise Text, fir déi doten Hypothesen, déi mer esou net kann hunn, och an Zukunft gesetzlech uerdentlech ze regelen.

Also et ass nach Aarbecht do, déi mer an deser Chamber ze regelen hunn, fir dass mer eis Ge- setzgebung iwwert d'Parteifinanzéierung op e Stand bréngen, dass se och de leschten héije Standarde vun auslänneschen Organisatiounen a vum GRECO entsprecht.

An deem Sënn géif ech awer fir d'Éischt emol bieten, hei Är Zoustëmmung ze ginn zu där klenger punktueller Ännerung. Ech bréngen an engems hei och den Accord vun der LSAP-Frak- tioun an.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bodry. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. An och ee grouse Merci un den Här Bodry fir säi ganz ausféierleche Rapport. A mir ginn natierlech hei den Accord zu där punk- tueller Ännerung.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger. Här Berger, wannechglif!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här Pre- sident. Jo, dem Rapporteur wëll ech och Merci soe fir säi Rapport. Et ass eng Proposition de loi, wat jo net esou oft hei de Fall ass, dass déi de Wee bis zu engem positive Vott fannen. Ech ginn dervun aus, dass mer e positive Vott wäer- ten hei hunn. Et ware siwen Auteure bei där Proposition de loi, déi d'ganz Chamber repre- sentieren, da ginn ech also och dervun aus, dass de Vott herno wäert esou ausfallen.

Ech mengen, de Rapporteur huet och e klen- gen Historique gemaach an en huet virun allem drop higewisen, dass mer hei d'Gesetz un d'Realitéit upassen, well elo zäitlech emmer d'Europawahlen an d'Nationalwahlen auserneen leien, dass mer dat also ugepasst hunn. En huet awer och drop higewisen, dass mer eis Iwwer- leeunge mussen weiderféieren, well mer et mat neien, soen ech emol, Phenomeener oder och neie Réalitéiten hei ze dinn hunn, enner ane- rem bei deene gemëschte Lëschten. Mir sollen also an Zukunft a Rou kucken, wéi mer dat nach vläicht kéinte méi präzis erfaassen am Ge- setz, a mir wäerte vläicht doduerch och nach eng Kéier op dat Gesetz zréckkommen.

Dat gesot, gi mir op alle Fall och eis Zoustem- mung zu deser Proposition de loi. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Berger. An da wier et elo um Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Och mir wäerten des Gesetzespro- pos matstëmmen.

Et ass gesot gi virdru vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir déi ausféierlech Duerstellung vun dem Historique vun deene verschiddenen Daten, déi e gesot huet: 1999 hu mer fir d'Éischt dervu geschwat, eben Ennerstëtzen- gen ze ginn, öffentlech Gelder. Mir wëssen, dass mer, soubal mer öffentlech Gelder aset- zen, och déi néideg Transparenz bei der Aus- féierung mussen hunn, a besonnesch, wann et an déi eegen, soen ech emol e bësse méi sa- lopp, Täsch geet, well mir sinn hei jo alleguerte betraff. Dat heescht, d'Parteien alleguerte stinn näämlech vis-à-vis vun de Wieler a Wielerinnen dobause mat öffentleche Gelder an der Schold, wat se och maachen.

Dofir ass fir eis éischstens emol ganz wichteg, dass Transparenz an der Uwendung vun deene Gelder do ass.

Zweetens: Wa mer eis dat ginn hunn, wa mer soen, d'öffentlech Geld géif gebraucht, fir d'politesch Parteien ze ennerstëtzen, sief et an dem Wahlkampf, sief et fir d'Organisatioun vun de Parteien, da sinn ech och frou, dass mer am Koalitionsvertrag drastoen hunn, dass mer eng Opwärtung vun de Fraktiounen, vun de Parteien, awer och vun der Chamber maachen. Déi Proposition de loi, déi jo, wéi mer elo soen, e bëssen eng Seltenheet ginn ass - dass mer selwer Initiativen huelen -, gëtt dann an Zu-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

kunft och vläicht erëm méi zur Coutume. Dofir steet dat an engem gesamte Bild.

Ech wollt awer och nach eng Kéier op déi Trennung - et ass virdu gesot ginn - vun den zwou Wahlen, d'Trennung vun de Landeswahlen an Europaparlamentswahlen agoen. Dat ass jo kloer, dat war virdu an engem Siess, dat war och e bëssen eng gewëssen Ofwärtung vun den Europawahlen. Ech mengen, dat hei gëtt eis elo d'Moyenen, och d'Europawahl méi seriö unzepaken als eng eege Wahl an d'Wichtigkeet vun den Europawahlen och erëm an der Vierdergrond ze stellen. An dofir brauch een dann och effentlech Gelder. An dofir sinn ech frou, dass mer dat och am Koalitionsvertrag stoen hunn. An ech mengen, déi éischt Ronn, déi mer gemaach haten, och ënnert de Parteien, ass, dass mer wellen offensiv domadder ëmgoen, an dem Respekt vun dem Asaz vun effentleche Gelder.

Dofir kann ech dat nëmmen ënnerstëtzen an ech ginn nach eng Kéier den Accord vun der grénger Partei.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kox. An da wier et um Här Gibéryen, wannechgelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Alex Bodry fir säi Rapport, wou en och an d'Geschicht e bëssen zrëckgeangen ass vun där ganzer Parteifinanzéierung. An och eise Grupp wäert dësem Gesetz zoustëmmen.

Ech mengen, et ass awer och wichtig ze ernimmen, fir datt net no baussen eppes anescht opkënn, datt am Fong nëmscht un de Montanten hei geännert gëtt bei dësem Gesetz, mä datt et just eng Opdeeling gëtt tëschent Europa- a Chamberwahlen.

An ech kann och do nëmme mengem Virriedner zoustëmmen. Och mir si frou, datt mer haut d'Europawahlen an d'Chamberwahlen ... Et huet missen ze enger Regierungskris hei zu Lëtzebuerg kommen, fir datt mer konnten erreechen, datt déi zwou Wahle getrennt sinn. An ech mengen, dat huet de Virdeel, datt dann och, wa mer elo an d'Europawahl ginn, déi méi Präsenz an der Diskussioun an der Effentlechkeet hunn, wéi wa se zesumme mat de Chamberwahlen an der Vergaangenheet gefall sinn, wou mer da jo woussten, datt d'Chamberwahlen déi ganz Wahlkampf geifen ...

► **M. Roy Reding (ADR).**- Dominéieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dominéieren, Merci.

... dominéieren an datt domadder am Fong d'Europawahlen an d'Hannertreffe gerode sinn.

Mir sinn och dermat d'accord, datt mer sollte komplett Transparenz an der Parteifinanzéierung, och an dem Wahlkampf eng Wahlkampagneënnerstëtzung kréien. Ech mengen, mir hunn des Kéier eng Lëscht gehat, wou mer och en anere Grupp bei eiser Lëscht haten. Dat waren awer keng - wéi soll ech soen? - gemischte Lëschten. Dat war eng Lëscht, déi komplett ënner eise Numm an och komplett ënner eiser Finanzéierung a Responsabilitéit gelaf ass, mä, wéi gesot, mir si fir absolut Transparenz.

A mir sinn och bereet, wa mer doriwuer diskutéieren, wann esou eng Situatioun kënn, datt dann déi, déi mat op esou eng Lëscht ginn, mussen och hir Finanze kontrolléiere loosse, fir datt mer d'Garantie hunn, datt net iwwer esou e Wee géif hannerëm eng Parteifinanzéierung kommen, déi net am Sënn vun deem ass, wou mer eis heibannen alleguer eens waren, fir datt dat muss kommen.

Ech sinn och der Meinung, datt mer eis och bei deem Ofkommen, dat eng Rei vu Parteien bei de Wahle gemaach hunn, misste méi eng Kontrollfunctioun ginn, well ech fäerten ... Mir

kucken all Kéiers als Parteien, en Arrangement ze fannen, an et kënn net genuch Suivi dran. Ech ginn och gären zou, datt dat net einfach ze maachen ass. Wa mer zum Beispill soen: „Mir riichten 150 grousse Panneue maximal op“, da wësse mer, datt net jiddweree sech dorunner gehalen huet, mä et ass awer och keen, deen et fäerdegbréngt, duerch d'Land d'Panneauen zielen ze goen. Duerfir ass dann och vläicht den Abus virprogramméiert, mä, ech mengen, mir sollten och do kucken, wa mer eisen Accord ginn, datt mer deen Accord dann och kéinte kontrolléieren.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier Merci soen an d'Zoustëmmung vun der ADR bréngen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gibéryen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Ech ka mech deene Wierder vun de Virriedner an dësem Fall och nëmmen uschlëssen. Ech mengen, et kënn net allze dacks vir, datt eng Proposition de loi deposéiert gëtt, déi alleguer d'Partei matdroen, déi an der Chamber vertruete sinn. Hei geet et ëm eppes, wat eigentlech fir eis scho misst gekläert sinn, nämlech déi Fro vun der Trennung, wat de Remboursement ugeet vun de Legislativ- an den Europawahlen.

A wann een trennt, an den Här Bodry huet dat och gesot, da stellt ee fest, datt déi Montanten, déi fir d'Europawahl drastinn, considerablement méi niddreg si wéi déi fir d'Legislativwahlen. An ech mengen, datt dat e Chantier ass, wéi och scho Virriedner gesot hunn, deen ee soll an Zukunft an Ugrëff huelen.

Datselwecht gëllt och fir d'Parteifinanzéierung. Mir hunn et haut mat neie Phenomeener ze dinn, wat normal ass an enger sech entwéckelnder Mediegesellschaft, an enger sech entwéckelnder Demokratie. Mir mussen kucken, déi Phenomeener ze encadréieren mat deem Esprit, dee mer an deem Parteifinanzéierungsgesetz hunn; wat e ganz fortschrittlecht Gesetz ass, wat wesentlech méi wäit geet wéi zum Beispill dat Gesetz an Däitschland wou zum Beispill Betriber kënnen considerabel Zommen un d'Partei spenden.

Et ass zu Lëtzebuerg verbueden, datt Personnemoralen dat maachen. An dat ass och sënnavoll. An dofir mussen mer kucken, datt, wann et eventuell duerch nei Medie Schlupflächer gëtt, fir dat ze ëmgoen, mer déi och zoumaache respektiv esou encadréieren, datt dat net ka gemaach ginn.

Voilà! Dëst gesot, eng grousse Eestëmmegkeet schéngt hei wierklech de Fall ze sinn. Mir wäerten dëst och matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, et gouf villes dozou gesot. Vill Richteges gouf gesot. An ech kann och villes dovunner mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Ech wëll vläicht och eng ganz kuerz Umierkung maachen zu deem Phenomeen vun de Lëschten, déi aus méi wéi enger Entitéit zesumme gesat ginn. Eis Interpretatioun vun aktueller Parteifinanzéierungsgesetz ass ganz kloer, wéi dat geregelt muss ginn, nämlech datt een ënnert der Responsabilitéit vun enger Partei untrëtt, déi deementspreechend och all d'Flux-financiere geréiert.

Dat ass an eise Fall och gemaach ginn. Mir hunn och dorop opgepasst, datt ebe grad Sue kloer retraçabel sinn an och kloer kënnen de Konte vun der jeeweileger Partei zougewise ginn.

Wat ech awer vläicht als eng kleng Umierkung an där Fro vun der Transparenz nach eng Kéier

wëll abréngen, dat ass déi Fro vun den Akteuren, vun de Kandidaten, déi hir eege Wahlcampagnen op - haaptsächlech - sozialen Netzwerker maachen, mä och deelweis duerch eege Publipostagen, duerch eegen Aktiounen um Terrain finanzéieren. Do ass et haut esou, fir eis: Mir hunn dat ganz kloer als Donen un d'Partei gehandhabt. Mir hunn d'Rechnungen agesammelt, mir hunn déi kontabiliséiert a mir hunn dat als Donen duergestallt.

Ech si gespaant, wat d'Cour des comptes bei all de Parteien no enger Wahlkampf wäert an deem Kontext constatéieren. Ech freee mech net onbedéngt op déi Kontroll, muss ech soen, well dat huet ëmmer mat vill Paperassen a vill Gesichts ze dinn, mä ech hunn awer do d'Confiance, datt jiddweree heibannen am Haus sech un d'Regelen, un d'Gesetz gehalen huet. Ech géif mer awer wënschen, datt et do besser legislativ Texter géif ginn, déi dat besser géifen encadréieren. Dat ass e Chantier, do mussen mer allegueren zesummen dru schaffen.

An ech muss ganz éierlech soen: Dat heiten ass en éischte Schrëtt. D'Kollege vun déi Lénk hunn et ugeschwat: Mir mussen och nach eng Kéier iwwert d'Montante vun den Europawahl schwätzen, well mir kënnen net hei am Haus soen: „D'Europawahlen hunn eng Importenz fir d'Demokratie hei zu Lëtzebuerg“, an op där anerer Säit dann net de Leit d'Moyene ginn, fir an deem Wahlkampf deementspreechend matzemaachen.

Ech denken, dat sinn déi zwee grousse Chantieren, déi mer nach virun eis hunn. Mir hunn elo fënnf Joer Zäit, wou mer net an d'Wahl ginn. Deementspreechend hoffen ech, datt mer virun den nächste Wahlen do e Konsens kënnen fannen.

Mir als Piraten wäerten dat heite matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Här Statsminister wannechgelift!

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, d'Regierung steet selbstverständlech hannert dëser Proposition de loi, déi vun all Partei heibanne gedroe gëtt.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7384. Den Text steet am Document parlementaire 7384².

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7384 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Proposition de loi 7384 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aderm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché (par M. Marc Hansen), MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7385 - Projet de loi portant modification de l'article 295 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

De leschte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7385, eng Ofännerung vun Artikel 295 vum Wahlgesetz. D'Riedezeit

ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Alex Bodry, den Här Henri Kox, den Här Gast Gibéryen, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Ech wäert och ganz kuerz sinn. Dat huet net nëmme mat menger Stëmm haut ze dinn, mä och well et e ganz kuerze Projet de loi ass. Mir hunn an deene leschte Jore verschidden Emännerunge respektiv Moderniséierung vun eise Wahlgesetz virgeholl. Rezent war dat jo och nach d'Emännerung vun der Brëifwahl, déi mer vereinfacht a moderniséiert hunn. An déi Ofännerungen, déi mer an de leschte Joren ëmmer gemaach hunn, déi ware gewéinlech am Sënn vun enger verbesserter Demokratie, virun allem och am Sënn vu méi Participatioun. An déi Modifikatioun, déi mer haut maachen, ass eigentlech och am Sënn vu méi Participatioun, vu verbesserter Demokratie, méi spezifesch am Kontext vun den Europawahlen.

D'Initiativ fir déi Modifikatioun, déi kënn zwar net hei aus der Chamber. Dat berout op enger Decisioun vum EU-Conseil mat den Objektiv, éischten, fir méi Transparenz an, zweetens, och fir méi Informatioun bei de Kandidaten, iwwert d'Kandidaten, déi an Europawahl matginn.

An deem Sënn sollen also d'Memberstate gesetzlech erméiglechen, fir op de Bulletin-devotten hannert dem Numm vun der nationaler Partei och den Numm vun der - ech soen emol - europäescher Mammepartei oder de Logo vun der europäescher Mammepartei hannendrunzeschreiwen oder hannendrunzesetzen. Firwat? Fir dass de Wieler besser kann erkennen, besser Informatiounen huet, a wat fir enger grousser Famill dee Kandidat kandidéiert, dee jo dann herno eventuell an Europa zesumme mat de Kollegen aus där politescher Famill wëllt Politik am Interessi vun Europa an awer och vun deenen eenzelne Länner maachen.

Et ass esou, datt dat eng Dispositioun ass, déi awer fakultativ ass. Dat heescht, d'Partei kënnen et maachen, mussen et awer net maachen.

Am virleiede Projet vun der Regierung ass awer och nach enger Optioun geholl ginn. Dat sinn eben déi Méiglechkeeten, déi et gëtt.

Dat ass, datt op där enger Säit déi Méiglechkeet ginn ass, fir den Numm vun der europäescher Mammepartei hannendrunzeschreiwen, mä d'Gesetz erlaabt et awer net, fir de Logo oder d'Zeche vun där europäescher Partei derbäizesetzen. Firwat? Aus reng technesche Grënn, well dat géif bedeuten, datt et op de Bulletin-devotten do géif vun der Gréisst an der Faarf hier awer komplizéiert ginn, fir hanner all Partei eventuell dann déi spezifesch europäesch Logo do hinzesetzen. Duerfir seet also d'Gesetz just, datt d'Parteien d'Méiglechkeet hunn, den Numm hannendrunzeschreiwen.

Bon, eng zweet Modifikatioun: Mir haten elo grad och vun den Europawahl geschwat, datt do déi eng oder aner Saache jo geännert hunn, well déi net méi zäitgläich mat den Nationalwahl sinn. Duerfir hu mer och hei dervu profitéiert, fir am Artikel 295 d'Alinéa 7 bis 10 ze strächen, wou ënner anerem rieds gaangen ass, wann Europa- an Nationalwahlen zesummegefall sinn, ënner anerem mat den Nummere vun de Lëschten an esou weider, well dat also elo sans objet ass, superfetaire ass, hu mer déi Artikelen dann och gläichzäitig gestrach.

Voilà! Dat sinn a kuerze Wierder eigentlech déi Haaptelementer vun deem klengem Projet, wou ech dann och wëilt den Accord vu menger Fraktioun direkt hei abréngen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Ech soen dem Här Berger Merci fir de Rapport. Den Här Berger huet alles gesot. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.



► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Als nächsten ageschriwwene Riedner huet den Här Alex Bodry d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Merci och dem Rapporteur fir seng Ausféierungen. Dat hei ass e Projet de loi, dee fousst op engem europäesche Reglement, wat regelméisseg adaptéiert gëtt, wou d'Konditiounen festgeluecht ginn, ënnert deenen d'Europawahle stattfannen.

Et kann een driwwer streiden, ob mer deen Text hei gebraucht hätten, well och haut besteet eng relativ Fräiheet zu Lëtzebuerg, wat den Intitulé vun de Lëschtchen ueget. Mir sinn an e puer Wahle gaange mat deem Intitulé „LSAP d'Sozialisten“. Bei de leschte Wahle war et „LSAP“. Dat heescht, also och haut, mengen ech, géif keng Partei dovunner ofgehale ginn, vläicht och an hirem Lëschtentitel eng Referenz ze maachen op déi europäesch Partei, wou se och Member ass.

Nach mengen ech, wann ee wëllt sécherstellen, datt ee konform ass zu europäeschem Recht - ëm dat geet et jo hei -, mécht et Sënn, fir dat vläicht ze präzisieren. Et ass un all Partei ze decidieren, wat se mécht, wa se den Depot vun de Lëschtchen féiert, well dat jo awer nëmmen eng Fakultéit ass, déi hei agefouert gëtt, déi awer nëtzlech ka si fir de Wieler, fir ze wëssen: Majo, zu wat fir enger grousser politescher Famill gehéiert dann déi Partei, déi hei untrëtt?

Also, et ass schonn, mengen ech, e Plus un Informatioun, deen de Wieler kritt, wann d'Parteien dat dote maachen, mä et bleift awer nach wie vor keng Obligatioun fir d'Parteien, dat ze maachen. Si kënnen dovunner Gebrauch maachen. Ech menge vläicht: Si sollten dovunner Gebrauch maachen. Op jidde Fall ass dat heiten eng nëtzlech Präzisioun. An deem Sënn wäert eis Fraktioun och deen heiten Text stëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bodry. An da wier et elo um Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Och déi gréng ënnerstëtzen des Anerkung an ech soen och dem Rapporteur Merci. Ech mengen, mir stinn och fir Transparenz. A fir eis ass et selbstverständlech, dass, wa mer hei zu Lëtzebuerg als gréng Partei an de Wahlkampf ginn, mer och am Europäesche pro-

bieren zesumme mat eise gréng Kolleegen, do Politik um europäesche Plang ze maachen.

Dofir ass et fir eis eng Selbstverständlechkeet, dass et déi Transparenz no bausse gëtt. A mir wäerten och ganz offensiv domadder ëmgoen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kox. An der gewinnter Reiefolleg wär et dann um Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Rapporteur an d'Zoustëmmung.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An dann ass et um Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, fir eis gesäit dat net vill anescht aus. Ech mengen, et ass vläicht manner eng Orientéierung fir de Wieler an deem eegene Land, well en do jo wahrscheinlech awer déi Parteien kennt, déi en och um kommunale respektiv nationalen Niveau wielt, mä et ass éischer de Versuch, mengen ech, e Bewosstsinn och bei de Leit ze schafe bei den Europawahlen, datt dat och europäesch Wahle sinn an datt déi Leit, déi do Deputéiert ginn, am Regelfall zumindest dann och enger europäescher politescher Famill ugehéieren.

Et ass eng Fakultéit, déi dëst Gesetz oppe léisst, fir dat um Stëmmziedel och erkennbar ze maachen. Eng Fakultéit, déi mir duerchaus begrëssen, och an deem Esprit vun der Bewosstsmaachung vun där europäescher politescher Famill, an där ee sech selwer situéiere wëllt.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. An de Schluss mécht den Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, Merci, Här President. Dat heiten ass eng Transpositioun. Deementspreechend gëtt et do net vill ze soen. Mir begrëssen et, datt ee ka weisen, datt een net nëmmen eleng steet, mä datt et tatsächlech europäesch Parteifamille gëtt. Dat suert fir eng gewëssen Transparenz beim Wieler. E keeft net d'Kaz am Sak, mä e weess ganz genau: Mat wem wëllen déi Leit europäesch zesummeschaffen?

Duerfir markéiere mir och eisen Accord.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci alle Riedner. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Här Berger Merci soen. An ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Bodry Merci ze soe fir d'Proposition de loi virdrun. Mä et ass een et net esou gewinnt als Regierung, zu Proposition-de-loien d'Positioun ze huelen. Dowéinst hat ech dat vergiess an ech wëll dat hei och direkt maachen.

Dat meescht ass scho gesot ginn, mä et soll een ni vergiessen, dass d'Europawahle säit dem Maastrichter Vertrag jo och op si fir net national Leit. Dat heescht, aner EU-Bierger kënnen jo an deenen aneren EU-Länner och wielen. An do ass och d'Méiglechkeet, fir vläicht eng Informatioun ze kréien iwwer eng europäesch Partei, en Unhaltspunkt, duerch deen ee sech dann och vläicht kann identifizéieren mat enger Partei, déi et an hirem Land och scho ginn ass a mat där Partei ee sech och identifizéiert oder op jidde Fall Member war.

Mir diskutéieren vill iwwer europäesch Parteien. Ech mengen, hei ass de Fait: Et ass e Choix! Déi, déi net wëllen, mussen et net maachen, mä déi, déi wëllen, kënnen et maachen. Mä et ass de Wonsch, och deenen europäesche Parteien eng gewësse Visibilitéit ze ginn. Mir sinn alleguerten heibannen - sauf erreur de ma part - Member vun europäesche Parteien, déi am Europaparlament och vertrauede sinn. An ech mengen, dass dat dann eben an deem Wonsch vun enger europäescher Zesummenaarbecht vun de Parteien och e Schratt an déi richteg Richtung ass.

Mä, wéi gesot, et ass fakultativ, et ass keng Obligatioun. An esou wéi de Rapporteur et och scho gesot huet: Et sinn och nach eng Rëtsch vun anere Klenggekeeten, déi hei verbessert ginn. An dofir och e grouse Merci fir dee Konsensus, dee mer hei an dëser Chamber op dësem Punkt hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Statsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7385. Den Text steet am Document parlementaire 7385².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7385 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimadder ofgeschloss.

De Projet de loi 7385 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7385 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hähn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché (par M. Marc Hansen), MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

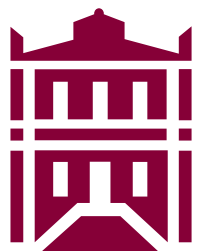
(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt en Donneschdeg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.52 heures).



Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

- M. Fernand Etgen, Président

3. Désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques

- M. Fernand Etgen, Président

4. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

- M. Fernand Etgen, Président
- Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement
- Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement
- Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement
- Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement
- Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du bilan et des perspectives du space mining

- Exposé : M. Laurent Mosar (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
- Débat : M. Guy Arendt - M. Laurent Mosar (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Haagen) - M. Franz Fayot - M. François Benoy - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. André Bauler, M. Georges Engel, M. Gast Gibéryen, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et Mme Martine Hansen) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Gast Gibéryen) - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Laurent Mosar)

6. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du risque de pauvreté des jeunes au Luxembourg

- Exposé : Mme Djuna Bernard
- Débat : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement
- Prises de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider et M. Félix Braz, Vice-Premiers Ministres ; Mme Corinne Cahen et M. Dan Kersch, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech ginn dervun aus, datt d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen huet?!

(Hilarité)

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).**- Et gëtt schwéier, wa se net do sinn. Et ass erëm keen do!

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu folgend Kommunikatioun ze maachen:

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet eng Pro-

pos eragereecht, wat d'Zesummesetzung vun der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ueget. Den Här Charles Margue iwwerhëlt de Volet „Protection des consommateurs et Espace“ vum Här François Benoy, deen domat net méi Member vun dëser Kommissioun ass.

Ass d'Chamber mat der Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun dëser parlamentarescher Kommissioun ueget, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques

Mir sollten haut de Mëtten zwee Membere fir de Conseil national des finances publiques désignéieren. Mir hu fir de Moment awer just ee



Kandidat a wäerten dowéinst haut just ee Member designéieren.

Laut Artikel 160 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op d'Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Präsidentekonferenz proposéiert den Här Romain Bausch als Kandidat.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Well mir ee Kandidat fir ee Posten hunn, kann den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann esou vill Kandidate wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif de Kandidat zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

Ech géif déi bieden, déi domadder averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Assentiment)

Den Här Romain Bausch ass domadder zum Member vum Conseil des finances publiques proklaméiert.

Merci villmools!

4. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, der Designatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement. No den Dispositionne vun den Artikelen 141 an 142 vum Chambersreglement huet d'Präsidentekonferenz eng Kandidatelscht arrétéiert, déi un d'Deputéierte verschéckt ginn ass an och nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass.

Well d'Wiel vum President an de Membere vum Centre pour l'égalité de traitement net kann elektronesch gemaach ginn an iwwer jiddwer eenzelne Poste muss ofgestëmmt ginn, wollt ech lech all elo schonns drëm bieden, e bësse Gedold ze hunn, well dës Prozedur zäitopwändig ass an een och e bësse Versteesdemech opbréngen muss, well eis Leit d'Stëmmziedelen net am Viraus kënne preparéieren.

Et sinn zwou Kandidature fir de Poste vum President agereecht ginn, déi vun der Madamm Catia Fernandes Neves an déi vum Här Patrick Hurst.

Den Artikel 143 vum Chambersreglement seet: « Le scrutin est secret. Le vote par procuration n'est pas permis.

Le candidat élu doit avoir atteint la majorité absolue des voix, les bulletins nuls et blancs ne comptent pas pour l'établissement de cette majorité. »

Deelt wannechgelift d'Stëmmziedelen aus fir d'Designatioun vum President! Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur därerf ugekräzt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig. Ech maachen dann duerno den Appel nominal fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement

Mir kënnen dann ufänken, d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Huet jiddereen ee Stëmmziedel kritt?

(Assentiment)

Da kënne mer elo mam Asammelen ufänken.

Appel nominal

D'Sitzung ass ennerbrach, bis datt mer déi Stëmmziedele gezielt hunn.

(La séance publique est suspendue à 14.13 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.17 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 59.

Gëlteg Stëmmziedelen: 59.

D'Madamm Catia Fernandes Neves huet 1 Stëmm kritt an den Här Patrick Hurst 58 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 58 Stëmmen decidéiert, datt den Här Patrick Hurst als President vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass.

Mir kommen elo zu der Designatioun vun de véier Membere. Mir hu 6 Kandidature fir déi 4 Poste vum Member vum Centre pour l'égalité de traitement. Dat sinn: d'Madamm Catia Fernandes Neves, d'Madamm Sylvie Kerger, d'Madamm Annemie Maquil, d'Madamm Anik Raskin, den Här Silvio Sagromola an d'Madamm Nicole Sibenaler.

Den Artikel 143 vum Chambersreglement ass och bei der Wahl vun de Membere ze applizéieren.

Deelt wannechgelift d'Stëmmziedelen aus fir d'Designatioun vum éischte Member! Ech wëll d'Chamber nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur därerf ugekräzt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig.

Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement

Jiddereen huet ee Stëmmziedel kritt.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.24 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.29 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

Elo komme mer zur Verdeelung vun de Stëmmen:

D'Madamm Catia Fernandes Neves krut 30 Stëmmen, d'Madamm Sylvie Kerger 1 Stëmm, d'Madamm Annemie Maquil 17 Stëmmen, d'Madamm Anik Raskin 2 Stëmmen, den Här Silvio Sagromola 8 Stëmmen an d'Madamm Nicole Sibenaler 1 Stëmm.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 30 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Catia Fernandes Neves als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ass.

Mir kommen dann elo zur Wiel vum zweete Member. Deelt wannechgelift d'Stëmmziedelen aus!

Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement

D'Stëmmziedele sinn alleguer verdeelt.

Ech maachen dann den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.35 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.38 heures.)

D'Sitzung geet weider.

Total vun de Stëmmziedelen: 59.

Gëlteg Stëmmziedelen: 59.

D'Madamm Annemie Maquil krut 49 Stëmmen, d'Madamm Anik Raskin 3 Stëmmen, den Här Silvio Sagromola 6 Stëmmen an d'Madamm Nicole Sibenaler 1 Stëmm.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 49 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Annemie Maquil als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass.

Mir kënnen dann zur Designatioun vum drëtte Member. Deelt wannechgelift d'Stëmmziedelen aus!

Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Huet jiddereen ee Stëmmziedel kritt?

(Assentiment)

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.44 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.48 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

Mir kommen zur Verdeelung vun de Stëmmen:

D'Madamm Sylvie Kerger krut 1 Stëmm, d'Madamm Anik Raskin 51 Stëmmen, den Här Silvio Sagromola 6 Stëmmen an d'Madamm Nicole Sibenaler 1 Stëmm.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vun 51 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Anik Raskin als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass.

Mir kënnen dann elo zur Designatioun vum véierte Member vum CET. Deelt wannechgelift d'Stëmmziedele fir d'Designatioun vum Kandidat aus!

Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.53 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.56 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

Mir kommen zur Verdeelung vun de Stëmmen:

D'Mme Sylvie Kerger krut 10 Stëmmen, den Här Silvio Sagromola 14 Stëmmen, d'Madamm Nicole Sibenaler 35 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger absolutter Majoritéit vu 35 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Nicole Sibenaler als Member vum Centre pour l'égalité de traitement designéiert ginn ass.

Dann hätte mer domadder dee Punkt vum Ordre du jour och evakuéiert. Merci villmools fir d'Vesteesdemech, datt dat e bësse méi laang gedauert huet. Da kënne mer zum nächste Punkt kommen.

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du bilan et des perspectives du space mining

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Aktualitéitsdebatt iwwert de Bilan an d'Perspektive vum Space Moneying (veuillez lire : Space Mining), déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 87 Paragraf 2 vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, dem Groupe technique oder der Sensibilitéit politique, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zou, deenen anere Fraktiounen, dem Groupe technique an der Sensibilitéit jeeeweils fënnf Minuten an der Regierung eng Véierelstonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: Den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här François Benoy, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Laurent Mosar als Vertrieeder vun der CSV. Här Laurent Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun huet dës Aktualitéitsstonn iwwert d'Space Resources ugefrot, fir d'Éischt, fir de Bilan iwwert d'Aktivitéite vun de leschte Joren ze zéien. Doniewent wëlle mer awer och vum zoustännege Minister en Ausbléck op d'zukünfteg Projeten an dësem Secteur kréien.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, virop wollt ech awer nach eng Observatioun an eegener Saach maachen. Et ass gewëssermoossen e Fait personnel an awer geet et méi wäit. Et ass och e Fait politique a sécher net einfach just e Fait divers. Well et geet ëm Respekt! Ëm de Respekt an der Politik! Ëm de Respekt vun der Regierung géintiwwer der Chamber! Ëm de Respekt géintiwwer engem Beruffsstand! An och e bëssen, ganz e bëssen ëm de Respekt géintiwwer der Opposition an och menger Persoun!

Wat ech mengen, ass dat heiten, a vläicht kënn Der lech et schonn denken: Virun e puer Deeg huet de Wirtschaftsminister d'CSV a mech viru lafender Kamera als Leit mat enger Mentalitéit vun engem - ech zitieren - „klenge Kontabel“ dohinnergestallt. Mir wieren net capabel - ech zitieren virun -, „strategesch lwwerleeungen“ ze féieren.

Emol ganz ofgesinn dovunner, datt ee sech froe muss, op wéi enger ofgehewener Outer-Space-Wollek ee schwieft, wann ee grad als Sozialist engem virgehait, en „klenge Kontabel“ ze sinn, mä domadder net genuch, d'Ausso weist och kee Respekt virun engem gesamte Beruffsstand!

An och hei, Här Minister, geet et net ëm Privatgelder! Hei geet et ëm Steiersuen! Steiersue vun eis alleguerent! An hei geet et net ëm privat Risikokapital! Dat ass de fundamentalen Ënnerscheed. An dat ënnerscheet och déi „klenge Kontabelen“ vun der CSV vun deene grousser Strategie wéi lech, Här Schneider!

Mä vergiesst net, wat de britteschen Industrielle Miles Thomas eemol sot: „E gudd Kontabel ass een, deen lech gëschter scho gesot huet, wat d'Ekonomisten lech eréischt haut fir muer viraussoen.“ Et soll een also och „kleng Kontabelen“ net ënnerschätzen!

(Interruption par M. Étienne Schneider)

Här President, dëst gesot, menge mir nawell, datt de Moment fir dës Aktualitéitsstonn gutt gewielt ass, well zwee vun deene Prestigeprojeten, déi ëmmer erëm vum Minister an d'Vitriinn gesat gi sinn, näamlech Planetary Resources an Deep Space Industries, „matze während dem Fluch explodéiert sinn“, wéi e Journalist dat treffend am „Lëtzebuerger Wort“ ausgedréckt huet.

Wéi näamlech de Wirtschaftsminister virun zwee Joer sai Projet iwwert d'Notzung vun de Weltraumressourcen an dësem Haus virgestallt huet, hunn ech deemools schonn am Numm vu menger Fraktioun gesot, datt mir prinzipiell d'Iddi ënnerstëtzen, datt eist Land versicht, e Fouss an d'Dier vun enger Zukunftsbranche wéi d'Weltraumfuerschung ze kréien. An dozou, Dir Dammen an Dir Hären, sti mir och nach haut.

Mä schonn deemools hunn ech op gewësse Gefore vun enger Investitioun an dësem High-Risk-Secteur opmierksam gemaach, an domadder hunn ech net nëmme déi wirtschaftlech, mä och déi reputationell, grad fir e klengt Land, gemengt. Well och am Ausland gëtt et, Här Minister, „kleng Kontabelen“, déi Bilane kënne liesen!

Op jidde Fall, haut, méi wéi zwee Joer méi spéit, muss mir feststellen, datt d'CSV-Bedenke sech leider méi wéi bestätegt hunn. An dat huet keng wirtschaftlech, mä politesch Ursachen. Schold ass net de Space, mä de Laisser-faire op der Aerd. An dat kënnen a wëlle mir dëser Regierung, a ganz besonnesch hirem Wirtschaftsminister, net duerchgoe loosse.

Här President, trotzdem bleift d'CSV-Fraktioun der Meinung, datt d'Weltraumfuerschung en absolutten Zukunftssektor ass. Mir wäerten dofir och an Zukunft all Regierungsefforten ënnerstëtzen, déi an déi Richtung ginn a versichen, en Deel vun der Fuerschung an dësem Secteur och an eist Land ze kréien.

Mir bedauern allerdéngs, Här President, datt d'Efforten, déi déi lescht Regierung, a ganz besonnesch de fréieren an aktuelle Wirtschaftsminister gemaach hunn, sech haaptsächlech op engem PR-Niveau ofgespillt hunn. Ech hunn et deemools scho gesot bei der Diskussioun vum Projet de loi a muss et haut erëm eng Kéier feststellen, datt de Wirtschaftsminister e mediales Coup an der gesamter internationaler Press gelant huet, wou en et fäerdegbruecht huet, eist Land op d'Kaart vun der Weltraumfuerschung ze setzen. Dat erkenne mir nach eng Kéier un a freeën eis zesumme mam Minister an der Regierung iwwert déi gutt Publicitéit.

Allerdéngs, an dat soe mir dann awer gradesou daitlech: Ausser enger gelongener kuerzfristeger PR-Aktioun huet d'Initiativ vun Här Wirtschaftsminister bis elo wéineg konkret a laangfristeg Retombéien, ganz besonnesch fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Wéi riskant dës Business ass, weist jo dann och den Totalverloscht, deen de Lëtzebuerger Stat bei Planetary Resources huet mussen ofschreiwen. Ech hunn haut net méi d'Zäit, am Detail op déi Faillite, well esou muss een dat ganz kloer nennen, vun der Participatioun Space Resources anzegoen.

Här President, just esou vill derzou: Mir kënnen als CSV net akzeptéieren, datt de Wirtschaftsminister e Verloscht vun iwwer 12 Milliounen Euro mat dem Risiko erkläert, deem een eben an dëser High-Risk-Branche ausgesat wier. Wann een näamlech den Dossier am Detail studéiert, an dat hu mir gemaach, gesäit een, datt de lëtzebuergeresche Stat, oder besser gesot d'SNCI, iwwert déi Firma SAAM SARL net iwwer e Risiko gefall ass, mä iwwer hiren Amateurismus. Well aneschtens kann een d'Manéier, wéi hei mat Statsgelder emgaange ginn ass, net beschreiwen!

Ouni elo, wéi gesot, nach eng Kéier op den Detail anzegoen, nëmme esou vill: De lëtzebuergeresche Stat huet iwwert d'SNCI an eng Offshoregesellschaft am Delaware investéiert, dat 2016, an engem Moment, an dat gesäit ee ganz kloer an dësem Dossier, wou soss keen anere groussen Investisseur méi bereet war, hei zousätzlech Suen ze investéieren. Fakt ass dann och nach, datt säit der Investitioun vun der lëtzebuergerescher Gesellschaft keen Dollar méi an déi Gesellschaft gefloss ass.

Wann een dann och nach kuckt, Här President, wien iwwer all déi Joren an dës Gesellschaft investéiert huet, da sinn am Ganze knapps 48 oder 49 Milliounen Dollar investéiert ginn, an d'Lëtzebuergesch Regierung huet bal 15 Milliounen Dollar - ech soen Dollar, net Euro - investéiert, se huet also de loin - de loin! - deen dëcksten Eenzelinvest hei gehat.

Mir hunn op jidde Fall als CSV-Fraktioun d'Gefill, datt, wann un dësen Dossier mat méi Virsicht an haaptsächlech mat méi Expertise erugaange gi wier, een dës Perte hätt kënnen evitéieren.

Här President, de Wirtschaftsminister huet ëmmer betount, datt et bei Space Resources haaptsächlech ëm d'Recherche géif goen, fir domadder Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg ze kréien. Abee, mir stelle fest, datt bis elo nach keng eenzeg Firma an dësem präzise Beräich hei zu Lëtzebuerg reell Substanz geschaaft huet an domadder eng Aarbechtsplaz geschaaft huet.

Déi eenzeg Plazen, Dir Dammen an Dir Hären, déi bis elo geschaaft gi sinn, sinn am Ekonomiesministère, wou entre-temps eelef Mataarbechter sinn, déi Honnerten Dossiere vu Firme mussen bearbechten, déi sech hei wëllen zu Lëtzebuerg niddergelassen. Zum Verglach un déi gréng Kolleegen: Ëm erneierbar Energie bekëmmere sech an deem Ministère ganz genau siwe Beamten.

Datselwecht géllt d'ailleurs och fir déi 12 Milliounen Perte, déi den Här Schneider jo als eng „branchenüblech Normalitéit“ ugesäit. Och hei verweisen ech op en exzellenten Artikel am „Lëtzeburger Wort“ vum 7. November 2018, wou richtegerweis ënnerstrach gëtt, datt dës 12 Milliounen Perte, Dir Dammen an Dir Hären, deem ganze Volume vun deenen 29 Crédits d'équipement entsprécht, déi 2017 un eis Kleng- a Mëttelebetriber am Handwierk gaange sinn. Esou vill zu de wierkeleche Prioritéite vu Blo-Rout-Gréng!

A sengem Plädoyer fir Industriepolitik, déi am Koalitionsaccord virkënt, gëtt de Wirtschaftsminister net midd, fir ëmmer erëm ze betounen, datt ee méi esou Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg brauch, déi 200 bis 300 Milliounen investéieren. Mir stelle fest bis elo, datt nach keen eenzege Betriber sech hei niddergelooos huet, deen och nëmme annähernd esou eng Zomm investéiert huet.

An, Här President, an do sinn ech dann och scho beim Punkt vum legalen Encadrement: De Wirtschaftsminister huet zwar eng Rei vu bilaterale Accorden ënnerschriwwen an och u Welt-raumnormen op EU-Niveau (veuillez lire: UN-Niveau) ass geduecht ginn. Nach stelle mir fest, datt bis elo déi institutionell international Verankerung net substanzuell weidergeschratt ass.

Fir meng Fraktioun a fir mech ass déi international institutionell Conditio sine qua non (veuillez lire: déi international institutionell Verankerung eng Conditio sine qua non) fir méi Rechtssécherheet am Weltraum. Mir konstatéieren haut an hei, datt nach e laange Wee virun eis ass.

Här President, déi zweet Firma, déi als Objektiv hat, Materialien am Weltraum ofzebauen, ass d'Firma Deep Space Industries gewiescht. Och hei sollt Substanz op Lëtzebuerg kommen. Och hei stelle mer fest, datt bis elo, ausser enger gréisserer Bréifkëscht, nach guer näischt op Lëtzebuerg komm ass. Ech hunn elo leider net méi d'Zäit, Här President, fir hei am Detail drop anzegoen.

Just eng Informatioun: Mir hunn den Ekonomiesminister virun e puer Deeg um Radio héieren, wou e gesot huet, e wësst net - ech betounen hei „e wësst net“ -, wivill effentlech Gelder bis elo an de Projet gefloss wieren. Ech hunn als kleng Kontabel d'Konten vun Deep Space Industries gekuckt an hu gesinn, datt iwwert d'SNCI 880 Milliounen (veuillez lire: 880.000 Euro) Kredit fir déi Firma virgesi sinn, wouvun der scho 440 Milliounen (veuillez lire: 440.000 Euro) gefloss sinn - Här Minister, zu Ärer Informatioun.

Ech kommen domadder, Här President, zu menger Konklusioun. Vun deenen zwou Firmen, déi direkt am Space Mining aktiv waren, ...

► **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Här Mosar, ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... huet eng hir Dieren zu Lëtzebuerg entre-temps zougemaach a vun där anerer wësse mer - am Moment zumindest - net, wouhinnet et geet.

Déi Fro, déi sech also stellt: Wéi geet et gene-

rell viru mat dësem ambitiöse Projet? Wou ass entre-temps schon investéiert ginn? An haaptsächlech wëlle mer natierlech wëssen: Wéi ass d'Space-Strategie vun der Regierung fir déi nächst Joren? A virun allem: Wat gëtt aus deenen negativen Experienze geléiert?

Här President, nach en allerleschte Saz vun engem „kleng Kontabel“ ...

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Deen och misst op d'Auer kucken!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... un en „grousse Strateg“, an ech zitieren hei - well och kleng Kontabele kënnen liesen, an net just Bilanen - ...

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Just net d'Auer!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... den Harvard-Professor Michael Porter, deen emol sot: „D'Essenz vun all Strategie ass ze wielen, wat een net mécht.“

An anere Wieder: Strategesch denken ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dir musst awer esou lues zum Schluss kommen!

► **Une voix**.- Jo, Här President!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... kann och emol heeschen, e Choix net ze treffen an op eng Schlagzeil ze verzichten, besonnesch, wann et ëm Steuersue geet, well och am Weltraumbusiness gëllen net just d'Gesetzter vum Einstein!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Guy Arendt agedroen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Guy Arendt** (DP).- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Juli 2017 gouf hei an der Chamber dat éischt Space-Mining-Gesetz ofgestëmmt. Lëtzebuerg huet domadder eng Virreideroll iwwerholl, andeems et iwwert d'Gewinnung vu Ressourcen am Weltall legiféiert huet.

Mäi Kolleeg, den André Bauler, sot deemools am Numm vun der Demokratescher Partei, dass een an der Politik Leit brauch, déi laangfristeg denken, dat heescht un déi nächst Generatiounen an net nëmme kuerzfristeg bis déi nächst Wahlen. Bei laangfristeg Projete gesäit een d'Resultat dacks eréischt jore méi spéit, mä et sinn déi Projeten, déi herno an de Geschichtsbücher ernimmt ginn.

An, Här President, ech muss lech soen, dass sech un eiser Positioun zënterdeem näischt geännert huet. D'DP steet hannert dem Space-Mining-Projet vun der Regierung.

Mir haten et och schon deemools gesot: Dat Ganzt ass natierlech mat engem gewëssene Risiko verbonden. Mä wien näischt wot, deen näischt gewënnt!

De Verglach ass net nei, mä Lëtzebuerg war och e grousse Risiko agaangen, wéi een deemools op d'SES gesot huet. An de 70er an 80er Joren hu vill Leit d'Hänn um Kapp zesumme-geschloen. A vill Leit kënnen sech vläicht net méi drun erënneren, mä deemools huet de Lëtzebuerg Stat eng Garantie gestallt, déi 5 % vum Statsbudget uitgemaach huet.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Guy Arendt** (DP).- Dat war e risiköräiche Projet. Obwuel deemools déi mannste Leit un en Erfolleg gegleef hunn, ass et en immense Succès ginn, dee Lëtzebuerg zu engem Global Player am Satellitberäich gemaach huet. E Succès, vun deem net nëmme de Lëtzebuerg Stat nach haut als Aktionär profitéiert, mä deen och der ganzer Lëtzebuerg Economie zegutt kënt.

Här President, de Space Mining klängt net nëmme futuristes, mä et ass och eppes, wou een d'Resultater net muer an och net iwwermuer gesäit, mä eréischt an 20, 30 oder 40 Jore.

Kierzlech ass eng Etüd verëffentlecht ginn, an där geschat gëtt, den Émsaz vum Space Mining kéint sech am Joer 2045 op tëschent 73 an 170 Milliarden Euro chiffréieren an tëschent 845.000 an 1,8 Milliounen Aarbechtsplaze schafen. Wann deem esou wier, liicht et jiddwerengem an, datt een als Land och wëllt e Stéck vun deem Kuch ofkréien.

D'DP ass dowéinst dovunner iwwerzeegt, datt et nëmme vu Virdeel ka sinn, wann ee vun Ufank u bei esou engem Projet derbäi ass an een de Kader fréizäitig setzt, fir datt Lëtzebuerg bei deem Zukunftsprojet seng Plaz op der Weltkaart huet.

A wann ee sech d'Moyene gëtt, fir Infrastrukturen a Kaderen ze schafen, déi nei Investisse-

menter an Know-how an d'Land bréngen sollen, dann ass et och nëmme normal, datt ee sech och Resultater erwaart.

Dofir sinn ech frou, dass duerch d'Initiativ space-resources.lu Lëtzebuerg net nëmme international vu sech schwätze gedoen huet, mä dass sech bis ewell och scho ronn 20 Entrepreneuren zu Lëtzebuerg niddergelooos hunn. Et ass kloer, dass déi Entrepreneuren eiser Economie op laang Siicht zegutt wäerte kommen. De Space Mining, deen dréit näamlech och zur wirtschaftlecher Diversifikatioun vum Standuert Lëtzebuerg bái.

Här President, Lëtzebuerg huet déi lescht Jorzéngte vill Suen investéiert, fir säin Innovatiouns- a Fuerschungstanduert auszebauen. An deem Kader ass de Space Mining ee Secteur, deen Hand an Hand mat der Fuerschung geet, well d'Innovatioun an d'Entwécklung vun neien Technologien ass d'Basis vun der Exploratioun vun dem Weltall.

D'Synergien, déi tëschent der Fuerschung, der Gewinnung vu Ressourcen aus dem Weltall an der Satellitenindustrie kënnen entstoen, sinn net vun der Hand ze weisen. Och wa verschidden Investissemente elo net direkt dat bruecht hunn, wat ee sech vläicht erhofft hat, an de Return on Investment fir Verschiddener net séier genuch ze erkennen ass, esou ass de Projet Space Mining nach laang net fäerdeg.

Dëst gëtt och doduerch ënnerstrach, dass Lëtzebuerg virun e puer Deeg en Accord mat der Belsch ënnerschriwwen huet. Béd Länner wëllen an Zukunft enk zesummeschaffen an en internationale rechtliche Kader fir de Space Mining entwéckelen. D'Belsch ass net dat éischt Land, wat mat Lëtzebuerg eng Zesummenaarbecht an deem Secteur ugekënnegt huet. Och China, Japan, d'Veereenegt Arabesch Emiraten, d'Tschechesch Republik, Portugal a Polen gleeuwen u d'Zukunft vum Space Mining an hu schonns en Accord mat Lëtzebuerg ënnerschriwwen.

Här President, Lëtzebuerg huet d'Potenzial vun deem Secteur fréi erkannt, an doriwier sollte mir all frou sinn.

De Space Mining ass eppes, wou een d'Resultat eréischt jore méi spéit gesäit. Et ass e Laangzäitprojet. Däers ass sech och d'Regierung bewosst. Dofir ass et nach vill ze fréi, fir ze behaapten, dat Ganzt wier en Echec.

Ganz am Géigendeel: D'DP ass a bleift der Meinung, dass de Space Mining eng immens Opportunitéit fir eist Land duerstellt. Et stécht e risegt Potenzial an deem Secteur an dee géllt et, an Zukunft auszuschöpfen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Ech géif nach eng kéier dem Här Mosar d'Wuert zrëckginn, fir ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... ee vun him avancéierte Chiffer ze redresséieren.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Fir mech ze entschëllegen, Här President. Im Eifer des Gefechts hunn ech Milliounen an Dausender verwieselt. Et sinn natierlech keng 880 Milliounen. Et sinn 880.000 Euro, ...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **Une voix**.- E klengen Ënnerscheid!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... déi investéiert gi sinn, wou ech, mengen ech, den Här Minister berouege kann.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Bei engem „kleng Kontabel“ ass dat entschëllegbar!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Also war et dach keng Beleidegung!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar! Deen nächsten ageschriwwene Riedner ...

(Brouhaha général)

... ass den Här Franz Fayot.

(Interruptions)

Här Fayot, Dir hutt d'Wuert wannechgelift!

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Aus engem „kleng Kontabel“ gëtt och eng kéier ee groussen!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, säit mer onst Space-Gesetz am Juli 2017 hei an der Chamber gestëmmt hunn, huet sech am Beräich vun de Space Resources munches gedoen. 35 Jore nom Lancement vun der Success

Story SES hu mir Lëtzebuerg mat dësem innovativen Gesetz definitiv op d'Weltkaart vun de Weltraumtechnologie gesat. Déi Chancen, déi Dir, Här Mosar, an Är Fraktioun 2017 och gesinn hutt an dësem Secteur, sinn amgaange genotzt ze ginn. Eleng 2018 sinn ons Space-Agence an de Ministère de l'Économie vun 120 Betriber oder auslänneschen Akteure kontaktéiert ginn, déi interesséiert sinn, op Lëtzebuerg ze kommen.

Bannent dräi Joer hu sech weider 20 Entrepreneuren zu Lëtzebuerg niddergelooos, déi esou ronn 70 Aarbechtsplaze geschaaft hunn. Wann dës Betriber sech nach weiderentwéckelen, wéi dat geplangt ass, da gi bis Enn 2020 nach eemol 400 Aarbechtsplaze geschaaft. Déi komme bei déi ronn 800 Leit, déi haut schonn am Space-Secteur zu Lëtzebuerg a 50 Betriber schaffen.

Dozou gehéiere Start-uppe wéi ispace, déi mam Fuerschungszenter LIST zesummeschaffen, fir e Spektrometer ze entwéckelen. Dat ass en Apparat, fir d'Surface vum Mound ze ënnersichen. Déi éischt Missioun vun ispace op de Mound ass fir 2020 geplangt. An haut scho beschäftegt déi Entreprise zu Lëtzebuerg 16 Leit.

Zu der Space-Economie gehéiert d'SES, mä och international Akteure wéi Spire Global oder GomSpace, déi an der Aerobservatioun mat Nanosatelliten zu de beschten am Secteur gehéieren.

D'wirtschaftlecht Potenzial - de Guy Arendt huet et scho gesot - vun dësem Secteur ass enorm. Ons Luxembourg Space Agency huet mat der ESA a mat PricewaterhouseCoopers eng Etüd bestallt iwwert d'Chaîne de valeur an der Space-Resources-Industrie, déi den 20. Dezember 2018 - deen Dag iwwregens, wou mer an der Ekonomieskommissioun iwwer Planetary Resources geschwat hunn - virgestallt gouf. Si kënt zur d'Konklusioun, dass bis 2045 e wirtschaftlecht Potenzial vu bis zu 170 Milliarden Euro eleng fir Exploratiounsmissiounen besteet.

Duerch d'Notze vu Ressourcen am Weltall - Waasser oder Regolith, wat als Baumaterial kann agesat ginn - géifen an där Period ongeféier 135 Milliarden Euro agespuert ginn. An där ganzer Weltraumindustrie solle bis 2045 ronn 1,8 Milliounen Aarbechtsplaze geschaaft ginn.

Mä et ass elo schonn e Secteur, wou ee gesäit, dass en eng héich Croissance huet: Tëscht 2005 an 2017 ass e pro Joer ëm 6,7 % gewuess, wat ongeféier duebel esou vill ass wéi d'Croissance an der traditioneller Economie. D'New Space Economy entwéckelt sech ënnert der Influenz vu falende Präisser fir kleng Satelliten an och fir Lanceuren.

Natierlech ass et e Secteur à risque. Et ass scho geschwat gi vu Planetary Resources, vun deem Echec, wou de Lëtzebuerg Stat effektiv 12 Milliounen Euro investéiert huet, déi schlussendlech an enger Faillite verschwonne sinn. Dat ass ze bedauern. Et ass ni gutt, wa Steiergelder effektiv an esou eng Entreprise investéiert ginn, déi duerno kee Succès huet.

Op där anerer Säit ass dëst allerdéngs e strategesch Investissement gewiescht an eng Entreprise, deen de Lëtzebuerg Stat gemaach huet, fir an deem Secteur Fouss ze faassen. A mir kruten an der Ekonomieskommissioun laang Explikatiounen, och vun engem Représentant vun der SNCI, wéi deen Dossier deemools gehandhabt ginn ass, vun där Diligence, déi gemaach ginn ass, vun deenen Akteuren, déi eng ganz gutt Reputatioun haten an deem Secteur, déi deemools do u Bord waren an déi mat do investéiert hunn.

Dat war also deemools, kann ee soen, en Investissement en bon père de famille. Jo, an engem Secteur à haut risque, mä ëmmerhi war dat en Investissement, deen deemools seng Justifikatioun hat. A wann een an esou enger neier Ekonomiesnisch wëllt Fouss faassen, da geet dat eben net zum Nulltariff.

Här President, et soll een net de Feeler maachen, d'Weltraumwirtschaft vun Ufank un als net kompatibel mat dem Erhale vun onsem Planéit unzegesinn. Fir ons als LSAP sinn dat zwee complementaire Objektiv. Onsen Investissement an d'New Space Economy dierf ganz kloer net op d'Käschte vun enger resolutter ekologescher Transitioun hei ënnen um bloe Planéit goen.

Gëschter Owend war de Professor Schellnhuber zu Gaascht hei zu Lëtzebuerg. Dat ass ee vun deene weltwäit beschte Spezialisten am Beräich vum Klimawandel. Hien huet nach eng kéier op eng androcksvoll Aart a Weis gewisen, dass et scho véirel no ziewelf ass an dass d'Haus brennt, dass mer fossill Energie wéi Kuel am Buedem losse sollen an Uelech just nach ganz spuersam benotze sollen, dass mer op ons Biodiversitéit mussen oppassen, déi ons Aerd resilient mécht vis-à-vis vum CO₂. A wa mer resolutt an eng Konversioun vun alen industrielle



Sitten investéieren an d'Efforte vun der Recherche op d'Verbesserung vun erneierbaren Energien an neie Materialien zilen an natierlech ophalen, fossill Energie ze verbrennen, dann hale mer d'Erwärmung vum Planéit ënnert den 2 °C (veuillez lire: 2 °C) vun de Paräisser Klimaziler.

En anere wichtige Punkt, an domat kommen ech elo zum Schluss, ass deen, dass mer och mussen aktiv matschaffen, fir dass deen nächsten Outer Space Treaty, dee jo deen neie Kader fir d'Aktivitéiten am Weltall schafe soll an deen ale vun 1967 remplacéiert, op d'Allgemeingwuel orientéiert ass. Onst Gesetz schafft eng juristesche Sécherheet, wat d'Propriétéit vu Ressourcen aus dem Weltall ueget. Mir mussen awer och derfir Suerg droen, dass déi Ressourcen, déi dann do exploitéiert ginn, der ganzer Mënschheet zegutt kommen an net just e puer Happy Few.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Benoy (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Hären, d'Regierung huet sech zum Zil gesat, fir ons Economie ze diversifizéieren, fir d'Ofhängegkeet vum Finanzsektor ze reduzéieren. Eng Transition op d'Kreeslafwirtschaft, d'Potenzialer vun der energetescher Sanéierung notzen, eng méi nohalteg Liewensmëttelproduktioun, erneierbar Energie produzéieren: Dat sollen ënner anerem nei Standbee vun onser Economie ginn, grad ewéi den Ausbau vum Weltraumsektor.

Obwuel mer jo mat der SES an den Astra-Satelliten eng erfollegräich Geschicht an deem Sektor hunn, huet deen een oder anere geschmuntzelt, wéi déi lescht Regierung ugefaangen huet, iwwer eng Weiderentwécklung vum Weltraumsektor ze schwätzen. Virun iwwer 30 Joer, grad wéi haut, war et net ouni Risiko, fir dee Wee ze goen.

Béid Regierungen hunn de Meritt, sech getraut ze hunn, fir eppes Neies ze entwéckelen. Grad esou d'Chamber, déi d'Demarchen ënnerstëtzt huet. Esou hu 55 Deputéiert vun de 57, déi do waren, virun zwee Joer am Juli d'Gesetz iwwert d'Exploratioun an iwwert d'Exploitatioun vun de Weltraumressourcë gestëmmt.

Entre-temps huet Lëtzebuerg säin Numm an deemem Sektor gefestegt. D'Luxembourg Space Agency gouf d'lescht Joer gegrënnt a mir si Member vun der europäescher Weltraumorganisatioun ESA.

D'Aktivitéit ronderëm de Weltraum maache bal 2 % vum PIB aus a ronn 700 Leit schaffen zu Lëtzebuerg an deemem Sektor.

Neiland begoen, ass awer och ëmmer mat engem gewëssene Risiko verbonnen. Esou huet d'SNCI bekanntlech an déi amerikanesch Firma Planetary Resources investéiert an déi Sue si verluer gaangen. Och beim éischten SES-Satellit hätt 1988 zum Beispill beim Start eppes kenne schifgoen. De Risiko war do. An da wär déi ganz Geschicht eventuell anescht ausgaangen.

Politik brauch eben heiansdo Courage an et muss een och bereet sinn, e gewëssene Risiko anzegoen.

Et ginn am Ënnerscheid (veuillez lire: Géigesaz) zu Planetary Resources och erfollegräich Beispiller: Ee Player ass do déi japanesch Firma ispace, déi och hei zu Lëtzebuerg e Siège huet. Zu Belval entwéckele si mat dem Luxembourg Institute of Science and Technology, dem LIST, e Mound-Rover. Op des positiv Erfahrungen an ons Stärkte solle mer weider opbauen.

Wéi bei alle ökonomescher Entwécklung muss mer natierlech och hei bei deemem Sektor en A drophalen, dass d'Entwécklung am Interêt vun alle Leit an net just vun e puer wéinegen ass.

D'Feeler, déi d'Mënschheit bei hirem eegene Planéit gemaach huet, daster mer net och nach beim Mound, op Asteroiden oder bei anere Planéite widderhuelen. Dofir brauche mer, grad ewéi op der Aerd, eng gutt Gouvernance am Weltall. An och heibäi soll Lëtzebuerg als Virreider am Beräich Weltraum hëllefen.

Fir eis Gréng ass et dofir och wichtig, dass mer prioritär eis Hausaufgaben a puncto Ressourcen: a Klimaschutz heiheem, dat heescht op eiser Aerd, maache mussen. An dorunner schaffe mer jo och ganz aktiv.

E Schwéierpunkt solle mer op eis Fuerschung leeën, déi jo och e wichtige Zukunftssektor vum Land ass. Do gëtt et jo schon e gutt Beispill mat der Zesummenaarbecht vun ispace an dem LIST.

Eng aner wichtig Pist am Beräich vun der Exploratioun an der Exploitatioun vu Weltraumressourcen ass d'Vemeidung an d'Valorisatioun

vum Weltraumschrott. Wa mer Ressourcen direkt am Weltall kënnen exploitéieren an zum Beispill Waasser oder Energie kënnen hierstellen, da kënnen mer Satelliten oder Rakéiten optanken, se reparéieren an zum Schluss recycléieren. Dat ass eng ressourceneffizient an nohalteg Approche an dat ass Circular Economy.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. François Benoy (déi gréng).**- Onst Gesetz mam Zil, rechtlech Kloerheete fir en opstriedende Sektor ze schafen, mä domadder hu mer och weltwäit de Ball an d'Rulle bruecht en vue vun internationale Regeln. An deem Kontext hu mer mëttlerweil jo och schon eng Rëtsch Kooperatiounsaccorde mat anere Länner ofgeschloss, wéi zulescht mat der Belsch.

International solle mer ons weider derfir asetzen, dass den Ofbau vu Ressourcen am Weltraum, genee wéi och de Verbuet vu Weltraumwaffen, duerch global Konventiounen geregelt gëtt. Des Diskussiounen hu mer, wéi gesot, jo och mat eiser Lëtzebuurger Initiativ ugestouss.

Här President, Dir Dammen an Hären, erlaabt mer, zum Schluss vu menger Interventioun nach zwou kuerz Froen un de Ressortminister ze stellen:

Wéi gesäit d'Kooperatioun momentan tëschent der Luxembourg Space Agency an der europäescher Weltraumorganisatioun ESA aus? Ginn et do vläicht konkret Projeten?

A gëtt et eventuell och nei Firmen, déi interesséiert sinn, op Lëtzebuerg ze kommen, oder nei Start-uppen, déi sech zanter dem Gesetz hei gegrënnt hunn? A wa jo, wat ass hiren Objet?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Benoy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Ech wäert mech extrem kuerzfaassen. Prinzipiell si mir als ADR der Meenung, de Stat sollt sech a wirtschaftlech Aktivitéiten net amëschten. E mécht et ëmmer méi lues, e mécht et ëmmer méi schlecht, e mécht et ëmmer méi deier an e mécht et ëmmer manner erfollegräich wéi d'Privatindustrie.

Hei ass e bëssen en anere Problem, well mer vun enger Souveränitéitsnisch schwätzen. An ech mengen, d'Kollegen hunn alleguerten op d'SES verwisen. Dat war e gutt Investissement deemools an et war erfollegräich. A firwat soll dat net och bei Planetary Resources als Thema de Fall sinn.

War et Risikokapital, wat verluer gaangen ass? Neen, et war kee Risiko, well et war vun Ufank u kloer, dat déi Suen, déi mer do investéiert hunn als Stat, géife verbrannt ginn. Et war vun Ufank u kloer, dat späitstens 2018 vun deem Kapital näischt méi Rescht wier.

Firwat gouf et keng zweet Ronn? Aus deem einfache Grond, well dee Geschäftsmodell, deen déi Firma finanzéiere sollt, vun enger anerer Firma besser gemaach ginn ass. Méi war et net. War et also necessairement eng schlecht Decisioun? Neen, well duerch den Investment, dat muss een unerkennen, sinn d'Leit an där Landschaft vu Firmen, déi an deem dote Beräich schaffen, op Lëtzebuerg opmierksam ginn.

D'Fro no der Kompetenz muss sech allerdéngs stellen. Mir hunn 12 Milliounen investéiert an engem Gesamtkapital vu 50. Mir kruten duerfir awer net 25 % vun den Aktien, mä nëmmen 10 %. A wéi dat Ganz liquidéiert ginn ass a wou mer hätte kënnen 10 % oder 25 % vun deem recuperéieren, wat do nach erakoum - dat waren zwar nëmmen e puer Milliounen, mä ëmmerhin -, hu mer och dorobber verzicht. An do ass ganz kloer d'Fro ze stellen no der Kompetenz vun den Entscheidungsträger beim Stat.

Fir eis ass de Fazit: Ass et déi richteg Richtung? Jo, well et si gutt a positiv Retombéee fir Lëtzebuerg, mä vläicht wär eng professionell Gestéioun duerch Privatbetreiber vun dese staatlechen Investitiounen méi effizient.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir schwätzen haut iwwert d'Regierungsinstitut spaceresources.lu opgrond vun enger Ufro vun der CSV. Eng CSV, déi sech duerch hire Sprécher virun allem oder an éischer Linn dorunner stéisst, dat öffentlech Investissement an Héicht vu ronn 12 Milliounen Euro elo definitiv duerch d'Päif gaange sinn.

Mir ware bei der Debat 2017 déi Eenzeg heibannen, déi déi gréisser ekonomesch Onsécherheet a Risike vun Ufank un a Fro gestallt hunn an doriwwer eraus och ëmmer erëm betount hunn, dat et ganz onsécher ass, ob et iwwerhaupt eng Kéier wirtschaftlech Retombéee fir Lëtzebuerg kéint ginn, a virun allem och drop opmierksam gemaach hunn oder d'Fro gestallt hunn, wien da vun deenen öffentlechen Investissementen an déi doten Nisch eventuell profitéiere kéint.

Et hätt een elo kenne mengen, dat d'CSV, déi 2017 awer nach relativ euphoresch zu deem Projet Space Mining stoung an dem Minister, mengen ech, ausdrécklech felicitéiert huet fir säi Courage, deen en hätt, fir op deen dote Wee ze goen, elo eventuell e Sënneswandel géif duerchmaachen. Ech hunn elo nogelauschtert an ech stelle fest, dat et kee Sënneswandel ass, mä Dir beschränkt lech op de Punkt vun der Gestéioun.

Wann een dann um Niveau vun der Gestéioun diskutéiert, jo da kann een deem anere virgeheien, e wier e gudden oder schlechte Kontabel. Mir hu méi e fundamentale Problem mat deem Projet Space Mining, an domadder natierlech mat der Initiativ Space Resources, gehat.

Mir mengen, dat dat, wat mer an deene leschte Wochen a Méint erlieft hunn, näamlech de Verloscht vun öffentlechen Investissementen bei Planetary Resources an elo kierlech och deen Echech vun Deep Space Industries Europe zu Lëtzebuerg, d'Spéztz vum Aisberg sinn.

Et sinn net d'Ausnamen, mä d'Regel an enger héichspekulativer Finanz- an Industrienisch, déi risquéiert, Milliarden a Milliarden öffentlech Gelder ze friessen a Fuerschungsgelder am allgemengen Interêt fir kommerziell a militäresch Interéte vun e puer Räichen a Mächtegen ze detournéieren. An dat ass schon amgaangen ze geschéien.

Sollt et wierklech iergendwann eng Kéier zu ekonomesche Resultater kommen, esou stellt déi Aart a Weis, wéi dat geplangt ass, elo scho sécher, dat 99,9 % vun der Mënschheit carrement eidel ausgoe wäert. An et wäerte justement déi Happy Few sinn, déi eventuell kënnen dovunner profitéieren. Duerfir ass dat Gesetz vun 2017 och gestëmmt ginn. Et ass net fir den Interêt public oder Interêt général, mä et ass fir den Interêt vun den Happy Few.

De President vun der Chamber huet an engem, mengen ech, scho bal freudianesche Lapsus des Heures d'actualité ugekënnegt mam Titel „Space Moneying“. An dorëms geet et: Et geet em Suen! An ech mengen, dat mat deemem Projet ebe virun allem fir Multimilliardären an hir Aktivitéiten, an dat si jo Leit, déi och alleguer namhaft bekannt sinn dobaussen, hei zu Lëtzebuerg de rouden Teppich sollt ausgerullt ginn a versicht ginn, déi juristesche an ökologesch Barrieren ze verréckelen.

Mam Space Mining sinn an eisen Aen, an domadder bleiwe mer eegewëllig, international Traitée interpretéiert ginn a finalement ënnerhielegt ginn. Mir hunn Traitée wéi den Outer Space Treaty, de Moon Treaty, deem Lëtzebuerg net bäigetrueden ass. An ech mengen, dat dat de Wee gewiescht wier, wann ee wëll international Ofkommesse maachen, an net, sech als Zweet domadder ze brüsten, no den USA, e Space-Mining-Gesetz gemaach ze hunn.

Well et geet ebe beim Space Mining net em d'Fuerschung oder den allgemengen Interêt, den Interêt public, wou Lëtzebuerg sech géif fir de Fortschritt vun der Mënschheit engagéieren. Neen, et geet em de Géigendeel. Et geet em d'Privatiséierung vum Weltraum. Et geet drëm, de Kapitalismus an déi privat Appropriatioun op de Weltraum auszedeeenen, eppes, wat elo nach eng Grozon ass an esou net méiglech ass. An et ass net eng Andämmung vum Kapitalismus, wat een hätt kenne maachen, wann een nach virun enger Woch den nei gewielte President vun der Lëtzebuergescher Sozialistescher Aarbechterpartei héieren huet. Et geet eben net em d'Andämmung vum Kapitalismus, mä et geet em d'Ausweidung. An dat ass awer scho ganz erstaunlech. An ech fannen och, dat et schued ass, dat do keng méi oppositionell Stëmme ze héiere sinn.

Mir mengen, dat Lëtzebuerg mat deser Initiativ eng weider Souveränitéitsnisch schafft an engem weideren Alleingang an op deem dote Wee déi fatal Usicht vertritt, fir d'Grenz vum Kapitalismus a vum Wirtschaftswuesstum, nodeems op der Aerd bis an déi entleeëndst Urwälder, déi déifste Mieresgrënn a verluerendst Bierregiounen alles füttigemaach a verbraucht ginn ass, elo an de Weltraum ze verréckelen.

Dëst gesot, bleiwe mir bei eiser Meenung, dat dee Space-Mining-Projet net am allgemengen Interêt ass an duerfir och net fortschrëttlech ass. Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dat Mënschen no de Stäre gräifen, ass net nei. An elo, wou quasi e Goldrausch em d'Weltraumressourcen ausgebrach ass, ass et dach nëmmen normal, dat erëm méi Mënschen, an dorënnere och d'Lëtzebuurger Regierung, no de Stäre gräifen, jo no de Ressourcen, déi een do fanne kann.

Mir sinn net der Meenung, dat eng Regierung an deem Kontext kee Risiko dierft agoen. Ganz am Contraire! Heiansdo ass et néideg, e Risiko anzegoen, fir weider no vir ze kommen. Et ass awer d'Fro, wéi een herno domadder emgeet, wat als Resultat erauskëent. An do si mer dann dach e bëssen enttäuscht, wéi oft een huet missen nohaken, nofroen, kritiséieren, öffentlech interpelléieren, fir un de Kär vun der Saach ze kommen.

Mir sinn nach ëmmer net ganz zefridde mat den Äntwerten, déi mer kruten. An dofir, mengen ech, ass et och gutt, dat mer haut nach eng Kéier iwwert den Dossier diskutéieren.

Dofir hätte mir eis erwaart, dat den Echech bei Planetary Resources méi transparent, méi oppen opgeschafft gi wier. Et gëtt e schéine Sproch: „Bei engem Goldrausch, sich net no Gold, wann s de Schéppe verkafe kanns!“

Als klenge Stat, deen et duerch de Marketing vun der Regierung dach gepackt huet, op der Stärekaart vum Space Mining opzetauchen, sollte mir eis also zu engem Rôle als Schéppeverkeefer hin orientéieren an net zum Goldsichenden.

D'SES-Geschicht ass dee beschte Beweis derfir, dat een net selwer muss no Gold sichen, wann ee ka Servicer offréiere fir déi Firmen, déi dat maachen.

Dofir géife mir eis wënschen, eis Souveränitéitsnischen esou ze notzen, dat mer eben net dee ganz grouse Risiko aginn, mä dat mer en adequate Risiko aginn, fir eben deene Leit, deene Firma Servicer ze verkafen an domadder Firmen unzelackelen, déi genau dat maachen, déi ebe bereet sinn, de grouse Risiko ze droen.

Mir als Piraten sinn net der Meenung, dat et um Stat ass, Héichrisikokapitalgeber ze sinn, mä mir sinn der Meenung, dat de Stat sollt e mesurierte Risiko agoen, fir Servicer ze offréieren, fir dat déi, déi wierklech e Risiko wëllen agoen, dat kenne maachen.

Villmools Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Här Wirtschaftsminister Étienne Schneider, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Merci, Här President. Den honorabelen Deputéierte Mosar huet mir an der Regierung Amateurismus virgeworf, well mer d'Decisioun geholl hunn, an d'Firma Planetary Resources ze investéieren, vun där zu deem Moment, wéi mer dat gemaach hunn, d'ganz Branche geschwat huet als de Leader an deem dote Beräich.

Ech wëll em just soen: Wa mir Amateure waren, fir an déi Firma ze investéieren, da war och de Richard Branson en Amateur, deen och Aktionär mat eis ginn ass, da war och de Grënner vun Amazon en Amateur an da war och de Grënner vu Microsoft en Amateur, well alleguerten déi hunn och an déi Firma investéiert.

Mä den Här Mosar schéngt jo eleng an deem Domän den Expert ze sinn an e seet, dass ee gudd Kontabel ee warnt, ier eppes geschitt. Or, ech muss just feststellen, Här Mosar, Dir hutt mech net gewarnt, wéi mer dat dote gemaach hunn. Dir hutt - an ech zitéieren lech - gesot: „Mir als CSV gesinn exzellente Chancen, fir nei Aktivitéiten am Beräich vum Weltraum an eist Land ze kréien.“ Dir waart also da kee gudd Kontabel, wann ech dat da richtig deiten, wat Der virdu gesot hutt, well Dir hutt eis net gewarnt. Dir hutt eis encouragéiert, fir dat doten ze maachen.

Mä ech stellen awer fest aus där Debat, déi mer elo schon zënter Wochen a Méint hunn - oder déi ech mat lech hunn, well Der jo mengt, Dir misst ëmmer erëm op dee Punkt hei zréckkommen, ech sinn awer ëmmer erëm



gär bereet, lech Ried an Äntwert ze stoen -, dass d'CSV fir déi Initiativ ass, awer nëmme wann et gutt geet. A wann et schlecht geet, dann huet se näischt domadder ze dinn.

An ech soen hei ganz kloer: Deen Invest vu Planetary Resources, deen ass schifgaangen, mä deen ass net nëmme bei eis schifgaangen, deen ass och schifgaange bei, wéi gesot, de Grënner vun Amazon, vu Microsoft, bei Leit wéi dem Richard Branson an aneren, déi sech eben hei geiert hunn. Dat ass eng Start-up, déi de Wee net fonnt huet, dee se hätt misse fanne oder dee se vir hat ze fannen.

Ech wëll hei just, ier ech awer op den Detail aginn, feststellen, dass mer mat där d'Attitud, Här Mosar, wéi Dir se hutt, hei zu Lëtzebuerg nimools eng Stolindustrie opgebaut hätten, nimools eng Finanzplaz gegrennt hätten, nimools d'SES lancéiert hätten, also dass mer nimools déi Branchen hei zu Lëtzebuerg installéiert hätten, déi dat Land hei zu engem räiche Land gemaach hunn.

Ech stinn zu deem, wat mer gemaach hunn. Ech stinn zu deem Space-Gesetz, dat mer d'ailleurs hei viru ronn 18 Méint mat quasi Unanimitéit a mat all Äre Stëmmen, Här Mosar, hei gestëmmt hunn.

35 Joer nodeem mer d'SES op d'Schinne bruecht hunn, huet Lëtzebuerg sech erëm nei op der Weltkaart an de Space-Technologie positionéiert. An Dir sot, et hätt keng Retombéeën. Mir hunn zënter deem Lancement iwwer 20 nei Entrepreneuren am Space-Beräich, déi sech op Lëtzebuerg installéieren komm sinn. Natierlech sinn dat Start-uppen, mä Dir musst lech awer eng Kéier eens ginn: Sidd Der derfir, dass mer eng Start-up-Nation ginn oder sidd Der dergéint?

An Dir wësst jo awer, wa mer Start-uppen op Lëtzebuerg kréien, dass déi am Ufank keng grouss Steiere wäerte bezuelen, mä dat sinn awer déi, op déi mer setzen, fir eis zukünftige Ekonomie auszubauen. An ech soen lech och, dass ebe grad an Zäiten, wou et engem Land gutt geet, muss ee gewëssene Risiko huelen, fir nei Secteuren ze developpéieren.

A wann ech kucken, wat mer awer alles - an ech wäert lech dat awer elo eng Kéier am Schnellverfahren opzielen - fäerdegbruecht hunn innerhalb vun deenen 18 Méint, da kann een awer net heihinnergoen an hei virun alle Leit am Eescht behaupten, déi ganz Initiativ hätt näischt bruecht.

An ech wäert lech dat elo erklären. Mir hunn, wéi gesot, méi wéi 20 Entrepreneuren, déi an deenen 18 Méint heihikomm sinn. Nennt mir een neie Secteur, deen d'Lëtzebuerger Ekonomie decidéiert huet opzubauen, deen innerhalb vun 18 Méint 20 nei Entrepreneuren op Lëtzebuerg bruecht huet! Mir hunn der de Moment nach iwwer 150 an der Pipeline, wou eis Leit net méi nokommen, fir se allegueren ze traitéieren, déi interesséiert sinn, entweder op Lëtzebuerg ze kommen, fir sech hei ze installéieren, oder mat Lëtzebuerger Firmen zesummenzeschaffen oder Partneriater mat hinnen anzegoen.

Mir hunn elo insgesamt 50 Betriber am Space-Beräich, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, mat insgesamt 800 Leit, déi an deem dote Beräich schaffen. Mir hunn eng Firma, och eng vun deene Start-uppen, déi duerch eis Initiativ op Lëtzebuerg komm ass, an déi heescht ispace. Déi wäert hir éischt Lëtzebuerger Moundmission am Joer 2020 fléien. Dat heescht, Lëtzebuerg wäert - wann deenen hire Projet riichtgeet, natierlech - 2020 ënner Lëtzebuerger Fändel op de Mound fléie mat engem Spektrometer, mat engem ...

(Interruption)

Ech weess, dass Der gären hätt, dass ech géif matfléien, a wa méiglech mat engem One-Way-Ticket. Mä dat hat och den Här Wiseler schonn eng Kéier gemengt, mä ech sinn nach ëmmer hei.

(Hilarité)

Anerer schéngen op de Mound geflunn ze sinn an net erëmkomme ze sinn. Ech sinn nach ëmmer hei.

► **M. André Bauler (DP)**.- Dir bleift mat zwee Féiss um Buedem!

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Dat ass och gutt esou!

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie**.- Merci, Här Engel.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Anscheinend wëllt keen lech mathuelen.

(Hilarité)

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie**.- Anscheinend wëlle se mech um Mound nach manner wéi hei.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dir sidd esou gutt, dass keen lech wëllt mathuelen.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie**.- Op alle Fall wëll ech lech soen, och lech, Här Gibéryen: Déi Firma ispace, déi schafft hei zu Lëtzebuerg zesumme mam LIST, fir e Spektrometer, Massespektrometer ze konstruieren, deen um Mound kann Analyse maachen. An dofir fléie se gären 2020 dohin. Dat ass en Developpement, dee mer herno weltwäit och kënnen vermaarten.

Et war och d'Fro opkomm vum Här Benoy, wat d'Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg an der ESA ugeet. Ech muss lech do ganz éierlech soen, dass d'ESA am Ufank, wéi mer iwwert dee Sujet hei geschwat hunn, éischter skeptesch war, ob dat doten elo de richtige Wee wär, fir an déi dote Richtung ze goen. Entretemps ass et justement de Contraire.

Mir hu Partneriater mat der ESA. D'ESA mécht Rechercheprojete just fir eis. D'ESA huet dann och - fir den Här Mosar ze berouegen - zesumme mat PricewaterhouseCoopers a mat der Luxembourg Space Agency eng Etüd gemaach iwwert d'wirtschaftlecht Potenzial vun deem New Space, vun deenen Aktivitéiten, déi mer jo amgaange sinn, hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

An déi Etüd seet, dass et eng Chaîne de valeur, also e wirtschaftlecht Potenzial, gëtt vun 170 Milliarden Euro, elo vun deene besteende Firma bis d'Joer 2045, dass et zousätzlech dozou e Spuerpotenzial gëtt duerch d'Notzung vun de Ressourcen am Espace fir all déi Exploratiounen, déi am Espace geplangt sinn, vu weideren 135 Milliarden Euro iwwert déi Zäit. Dat heescht, e Potenzial vun iwwer 300 Milliarden Euro, dat eng ESA mat PricewaterhouseCoopers zesummen erausfonnt hunn! Et ass näischt, wat ech mir einfach aus de Fangeren zéien.

Et gëtt och geschat, dass dee Secteur an deenen nächste Jore wäert an der Weltraumindustrie ronn 1,8 Milliounen nei Aarbechtsplaz schafen. D'Weltraumindustrie, Dir Dammen an Dir Hären, wiisst de Moment zweemol esou schnell wéi déi normal Ekonomie, dat heescht 6,7 % d'Joer. An d'Investitiounen an déi Weltraumindustrie hu sech an de Joren 2012 bis 2017 verdreifacht.

Ech mengen, alles dat sinn awer ganz kloer Zeechen, dass dat doten eng Industrie ass, déi sech entwéckelt an déi mat Sécherheet wäert kommen. An de Lëtzebuerger Stat an d'Lëtzebuerger Regierung hunn natierlech och eng kloer Strategie, wéi se dat dote wëlle weider ausbauen. Mir hunn eis Strategie baséiert op fënnf Pilieren.

Een, an dat ass deen Eenzegeng d'ailleurs, Här Mosar, deen Der op eng éischter schnippeg Aart a Weis genannt hutt, ass dee vun der Promotioun. D'Promotioun vun der Space-Resources-Initiativ gëtt Lëtzebuerg eng enorm Visibilitéit am Ausland, an emol eng Kéier eng Visibilitéit, déi näischt mat Steuerparadis ze dinn huet. Eleng dat ass, wat d'Valeur ugeet, net ze bezifferen, wat dat Lëtzebuerg bréngt, mä och vis-à-vis vun der ESA, wéi ech virdru gesot hunn, déi elo selwer eng Moundmission plangt fir d'Joer 2025.

An de Standuert Lëtzebuerg ass fir déi ganz Space-Industrie haut och e ganz interessante Standuert ginn, fir international Konferenzen ze organisieren. Ech nennen lech der just dräi:

NewSpace Europe organiséiert d'Joer elo scho fir d'Drëtt eng Konferenz hei zu Lëtzebuerg, wou iwwer 500 Experten aus der ganzer Welt op Lëtzebuerg kommen, fir hei iwwert den New Space ze schwätzen.

Den Asteroid Day huet säi Siège social aus Amerika op Lëtzebuerg verluecht, ass och elo hei schonn e puer Joer ënnerwee. Dat geschicht ëmmer am Juni, wou weltwäit iwwer sämtlech Teleschäin iwwert den Asteroid Day bericht gëtt, an dat ëmmer aus dem Häerz vum New Space eraus, näamlech vu Lëtzebuerg aus.

Da kënnst de Mining Space Summit, wou sech d'Experten aus der terrestrescher Minnenindustrie mat deenen treffen, déi ebe Space Mining wëlle maachen. An dat ass eng Konferenz, déi am September och wäert hei zu Lëtzebuerg stattfannen.

Eleng dat weist, dass Lëtzebuerg et fäerdegbruecht huet, sech en Numm ze maachen an der Welt, wat den New Space ugeet.

Dann awer och deen internationale legale Kader an den Traité vum den Nations Unies vun 1967. Ech wëll do soen, dass Lëtzebuerg ganz aktiv participéiert un all deenen internationalen Aarbechtsgruppen, souwuel bei der UNO wéi och beim Den Haag Working Group, fir eben

do derfir ze militéieren, dass mer dee Space Treaty vun 1967 adaptéieren un d'Realitéte vun haut.

Wat ass de Problem mat deem Space Treaty? Ma dee gesäit eigentlech déi kommerziell Aktivitéiten am Espace net vir, well dat 1967 nach pur Science-Fiction war, dass een dat kéint maachen. Déizäit, em wat ass et do gaangen? Et ass drëm gaangen ze verhënnern, dass eng vun de Supermuechte mat sengem Fändel op de Mound klëmmt, deen do astécht a seet: „Dat do gehéiert elo zu mengem Land!“, an deem Fall zu China, zu Russland oder zu den USA. Dat sollt verhënnert ginn an dofir ass gesot ginn: „De ganzen Espace gehéiert der ganzer Mënschheet insgesamt.“ Dofir dierf kee sech den Espace appropriéieren.

Deemools, wéi gesot, huet awer keen dru geduecht, dass een och eng Kéier kann d'Resourcen notze vun deem Mound respektiv vun den Asteroiden, vun den Objets célestes, déi ronderëm eis fléien. An do si mer ebe just amgaangen, mat eisen internationale Partner ze militéieren, dass dee Space Act vun 1967 adaptéiert gëtt un d'Gegebenheete vun haut an dass en och kloer, Här Benoy, reguléiert gëtt, fir dass mer kloermaachen, ënner wéi enge Konditiounen muer da ka Business am Espace gemaach ginn.

An Dir hutt et gesot, Här Baum: Déi Angscht, déi Der hutt, déi ass net ganz falsch. Mä ebe just dowéinst, mengen ech, brauch et Länner wéi Lëtzebuerg, déi militéieren um internationale Plang, dass mer dat reguléieren, dass mer kloermaachen, wien ënner wéi enge Konditiounen wat am Espace ka maachen, fir ebe just ze evitéieren, dass et do en „Wild West“ gëtt am Espace, wat d'Ekonomie ugeet. Deen éischten, deen do ass, ass vir a mécht, wat e wëllt.

D'ailleurs och d'Space Debris, ee vun deene ganz grouss Sujeten, dee Lëtzebuerg ëmmer erëm an all deenen internationale Gremien uschwätzt, fir eben déi ze reguléieren. Een, deen haut e Satellit an den Espace schéisst an e muer net méi brauch, dee léisst en einfach iergendwou fléien. Deen decomposéiert sech, an all eenzel Schrauf, déi dorëmmer flitt, ass e Geschoss, wat aner Aktivitéiten am Weltraum a Gefor bréngt.

Och dat muss reguléiert ginn. Do gëtt et haut Méiglechkeeten, fir dee ganze Weltraumschrott erëm anzesammelen, fir en in situ am Espace ze recycléieren, domadder nei Infrastrukturen ze bauen. Och do ass Lëtzebuerg ee vun de Virreider, fir ebe just dat doten hinze kréien. An ech wëll lech och soen, Här Benoy: Mir hunn och eng Etüd gemaach, d'ailleurs op Basis vun där Diskussioun, déi mer hate vun der Motion, déi deemools beim Projet de loi déposiert ginn ass, näamlech déi ethesch Consideratiounen.

Mir hunn eng Etüd gemaach iwwert déi ethesch Consideratiounen, wat d'Utilisatioun vum Espace ugeet. A mir hunn do éischt Pabeiere vun enger Gesellschaft, déi sech em ethesch Froe këmmert, um Dësch leien. Mir probéieren elo, parallel zu all deem, wat mer maachen, dass Lëtzebuerg zu engem Kompetenzzentrum weltwäit gëtt, wat d'Ethik am Weltraum ugeet, well eis dat net egal ass, Här Baum. Et ass eis wichteg, dass mer dat vun Ufank u matregelen an dass mer net am Weltraum genee déiselwech Feeler reproduzéieren, déi mer hei op der Welt während deene leschten 250 Joer gemaach hunn.

(Interruption)

An dorëms geet et eis, Här Baum. Dat muss een och einfach eng Kéier unerkennen! Et kann een ëmmer alles negativ schwätzen, mä mir wëllen dat dote wierklech maachen a mir schaffen un deem Beräich Space Ethics a wëllen deen eben hei zu Lëtzebuerg opbauen.

Ech kommen awer zrëck op den internationale Kader, also deen zweete Pilier vun eiser Strategie. Dat sinn déi Kooperatiounen mat Länner, déi eis d'Dier alafen, fir mat eis Accorden ze ënnerschreien, fir mat Lëtzebuerg zesummen dee Secteur ze entwéckelen. An ech si virun allem frou iwwer europäesch Länner, déi do wëlle matmaachen, aus deem einfache Grond, well et e Beräich ass, dee mer net einfach den Amerikaner dierfen iwwerloosen oder de Chinesen, déi haut scho ganz aktiv an deem Beräich sinn. Herno, vläicht net méi zu Zäiten, wou mir all hei an deem Parlament mateneen diskutéieren, mä Är Nokommen an deem heiten héijen Haus, déi wäerten eng Kéier Problemer domat kréien, wann déi Ressourcen herno all an der Hand vun enger Groussmuecht sinn.

Dofir brauche mer eng staark europäesch Unioun, déi sech och engagéiert an deem dote Beräich. An dofir sinn ech frou, dass Länner wéi Portugal, wéi Polen, wéi d'Tschechsch Republik a wéi dann och rezent d'Belch, mat Lëtzebuerg elo Accorden ënnerschriwwen hunn, fir zesummen un engem Strang ze zéien. Do-

riwwer eraus hunn awer och Länner wéi China bei Lëtzebuerg ugeklappt, fir mat eis zesummenzeschaffen, well se gesinn, dass mir awer e Virreider ginn an deem dote Beräich. D'Veere negt Emirater maachen dat. Japan huet mat Lëtzebuerg ënnerschriwwen. An de Moment ass en anert grouss Land ganz staark drun interesséiert, mat eis ze verhandelen. An ech wäert lech dat dann och matdeelen, wa mer dann do esou wäit sinn.

En drëtte Pilier ass d'Education. Mir hunn dofir iwwert den European Space Education Resource Office, ESERO, e Programm zu Lëtzebuerg lancéiert, deen ebe just d'Schüler souwuel am Fundamental wéi och am Secondaire scho soll fir déi nei wirtschaftlech Méiglechkeete sensibiliséieren, dass se och doranner hir Etüde maachen. An den ESERO schafft mam Science Center zu Déifferdeng zesummen, fir ebe just haut schonn un déi jonk Leit erunzekommen, fir hinnen déi Méiglechkeete kloerzemaachen.

Dann ass et och esou - an dat dierft Der och net vergiessen, Här Mosar, wann Der sot, et wär jo näischt geschitt -: Mir hunn elo en interdisziplinäres Space Master op der Uni Lëtzebuerg ageriicht, deen am Oktober 2019 wäert ulafen, wou bis zu 20 Studente forméiert ginn ebe just an deem ganze Space-Industry-Beräich. Mir bidden also och Spezialisatiounen hei op der Uni un. Och dat ass ee Point d'attraction, deen immens wichteg ass an deem dote Secteur.

Mir hunn eng Space Law Chair op der Uni Lëtzebuerg am Partneriat mat der SES ageriicht, a mir sinn elo nach amgaangen, well privat Investisseuren eis wëllen hëllef, nach eng weider Chair op der Uni ze installéieren, fir eben dee Space-Beräich hei zu Lëtzebuerg ze developpéieren. Och do gi mer eenzegearteg, wa mer dat doten alles vereent kréien.

An da kommen ech bei een anere Pilier, deen extrem wichteg ass, näamlech dee vun der Recherche. Wann ech vun Uni schwätzen, sinn ech ganz no bei der Recherche. Da si mer beim véierte Pilier, näamlech eis LuxIMPULSE-Programmen, eis ESA-Programmen.

Dir wësst, dass mer all Joer e relativ grouss Budget un d'ESA ginn, mä dass et awer och en Accord gëtt vun der ESA, dass déi Suen erëm kënnen zrëckfléissen an d'Land, fir hei gebraucht ze ginn an der Recherche. Mir bréngen et de Moment fäerdeg, dass déi Suen eent zu eent erëm hei zu Lëtzebuerg a Recherche-Projeten investéiert ginn. An och dat ass e wichtige Punkt!

An et ass och schwéier, genee ze soen: Wivill hu mer dann elo an déi do präzis Initiativ Space Resources investéiert?, well viles, wat d'Recherche ugeet, och iwwert den normale Fonds national de la recherche leeft, iwwert de LIST leeft, iwwert den SnT leeft. An ech wëll och deene vun hei aus e ganz grouss Merci soe fir hir Begeeschterung, fir an deem doten Domän weiderzekomme.

Da kommen ech op de leschte fënnfte Pilier.

(Interruption par la présidence)

Här President, ech weess, ech si schonn iwwert d'Zäit.

Dat ass de Space-Venture-Capital-Fong. Mir sinn amgaangen - de Stat, d'SNCF, zesumme mat privaten Investisseuren -, e Venture-Capital-Fong opzubauen, well mir hunn elo alles zesummen. Dat, wat deenen Entrepreneuren nach feelt, deene Start-uppen, dat ass de Venture Capital. An de Venture Capital, dee kréie mer deemnächst op d'Been, eben an engem Partneriat public-privé, wou mer mat engem Fong wäerte starte vun em déi 70 Milliounen Euro, deen awer dann nach ka weider opgestockt ginn, fir ebe just an déi Gesellschaften ze investéieren.

An dann, Här Mosar, muss ech vläicht soen: An der CSV gëtt et Gott sei Dank awer nach een, deen e bësse wäitsiichteg an och risikofreedeg an deem dote Beräich eppes mécht. En ass leider net méi hei zu Lëtzebuerg, mä et ass den aktuelle Kommissiounspräsident vun der Europäescher Unioun, de Jean-Claude Juncker, deen awer ëmmerhin d'Wäitsicht huet, fir dass och d'Europäesch Kommissioun elo e Fong opleet vu ronn 300 Milliounen Euro, ...

(Brouhaha)

... fir ebe just déi doten Industrie hei zu Lëtzebuerg ze developpéieren. E Mann, deem ech mäi Respekt domat ausdrécken, well en eben déi Wäitsicht huet, ...

(Exclamations)

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)**.- Op eemol! Dir sidd en net fréi genuch lassginn!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)



► **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- ... an - fir lech ze zitieren, Här Mosar -, deen dat net mat dem Kontabelsbrëll kuckt, mä deen d'Opportunitéite fir d'Euro-päesch Unioun an deem dote Beräich gesäit.

An ech wëll lech soen, Här Mosar - ech mengen, ech hunn lech et schonn eng Kéier gesot -: Mat där Attitud, déi Dir hutt, fir alles füttizemaachen, alles schlechterieden, schuet Dir deem Secteur! Dir schuet deem Secteur, well mir ginn immens beobacht dobaussen, wéi Lëtzebuerg sech verhält an deem doten Domän.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen!

► **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- An ech kommen zum Schluss, ...

(Brouhaha)

... andeem ech behaupten, dass déi Leit, déi dat heiten net gutt fannen, wat mer hei maachen, sech iergendwann op der falscher Säit vun der Lëtzebuerg Wirtschaftsgeschicht wäerten erëmfannen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Et goufe Froe gestallt zu de Suen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Wirtschaftsminister.

(Brouhaha)

Den Här Mosar huet d'Wuert gefrot.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo. Här President, ech wëll just soen: Dir hutt mech zu Recht ënnerbrach, wéi ech bei eef Minutten ukomm war. Ech sinn do och direkt zum Schluss komm. Ech hu gesinn, den Här Minister hutt Der bal bis op 20 Minutte komme gelooss. Ech wär frou, wann awer do och e bëssen den Equilibre géif an Zukunft agehale ginn tëschent der Chamber an der Regierung.

Zweetens: Den Här Schneider huet elo ganz vill gesot. Ech hat em awer eng Rei Froe gestallt. An ech wëll och soen, dass mir quasiment alles dat, wat hie gesot huet, ënnerschreibe mat zwou Hän. Just: Dat sinn net déi Froen, déi mir eigentlech gestallt haten. Duerfir wëll ech déi awer nach eng Kéier stellen an ech wier frou, vum Här Schneider dorobber geäntwert ze kréien.

Fir d'Éischt, Här Schneider: Dir hutt den Här Branson zitert, eminenten Aktionär an där Firma. Kënn Dir wannechgelift der Chamber soen, wat den Apport vum Här Branson an där Firma war a weini datt den Här Branson deem Apport gemaach huet?

Zweetens wollt ech och nach eng Kéier wëssen: Ech hu relativ laang de Punkt developpéiert, an dat ass jo och haaptsächlech eis Suerg, iwwert d'Investitiounen vum Lëtzeburgeresche Stat an där doter Zort vu Firmen. Do sinn et bis elo just zwou Firmen, déi direkt am Space Mining aktiv sinn. Dat ass Deep Space a Planetary. An doriwuer hu mir eis Suerge gemaach an doriwuer hunn ech lech eng Rei Froe gestallt, wéi et justement mat deenen doten Investitiounen géif virgoen.

Ech muss lech soen, datt ech do ganz, ganz wéineng vun lech héieren hunn. An ech wär awer trotzdem frou, wann Dir eis do kéint e puer Präzisiounen ginn, well d'Haaptfro ass jo, an, ech mengen, do si mer eis eens: Déi Experienz mat Planetary war eng onglécklech, mä wat fir eng Lektionen zitt d'Regierung dorauer?

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Da musst Dir him awer elo e puer Minutte ginn!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Mosar. Ech wëll lech just soen, datt Är Riedezäit 12 Minutten an 19 Sekonne war.

► **Une voix**.- An déi do?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Minister, wëllt Dir nach op déi dote Fro äntwerten?

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat waren zwou Minutten. An den Här Minister?

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dee war op 19 Minutten an eppes ...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... vu 15.

► **Une voix**.- Jo, vu 15.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Et geet em den Equilibre.

Här Minister, wannechgelift!

► **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Den Här Mosar freet mech, wivill den Här Branson an déi Firma investéiert huet. Och dat weist erëm eng Kéier, dass dat déi falsch Approche ass, Här Mosar. Dat ass déi falsch Approche!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Neen.

► **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Ech kann lech et net auswendeg soen, mä Dir hutt e jo bestëmmt doleien, dee Montant, soss ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- 100.000 US Dollar.

► **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Voilà! Mä dat si Leit, déi hunn déi Firma gegrennt, déi hunn an déi Firma investéiert ganz am Ufank an hunn un déi Firma gegleeft, soss hätten déi keng 100.000 Dollar oder Euro, oder wat et dann och ëmmer war, an déi Firma investéiert.

Ech wëll lech och soen: Liest emol eng Kéier d'Fachzätschreften zu deem dote Beräich! Liest dat emol eng Kéier no! Do huet all Mënsch un déi dote Firma gegleeft, mä et ass schifgaangen. Dat kënn nun emol vir. Wann een a Start-uppen investéiert, wann een an en Héichrisikoberäich investéiert, kënn dat vir. Et ass nun emol esou, dass bei Start-uppen vum zéng Stéck der néng à la base schifginn. Dat ass e Risiko.

Mä ech hunn lech et jo dofir och virdu gesot: Wann een esou e Secteur wéi deen heite wëllt developpéieren, da muss een et ebe grad als Land maachen zu Zäiten, wou et dem Land gutt geet, well d'Iddi ass jo déi, fir hei laangfristeg en neie Secteur opzebauen, well mer wëssen, dass laangfristeg eis Finanzplaz ëmmer méi ënner Drock kënn, well mer wëssen, dass an all deenen anere Beräicher, wou Lëtzebuerg sech probéiert ze diversifizéieren, sief dat am ICT-Beräich, sief dat am Health-Tech-Beräich, am Ecotech-Beräich, am Automotive, am ICT-Beräich, ben, iwwerall do investéieren déi aner Länner och.

Mir hunn als Land no engem Secteur gesicht, wou mir, wéi déi Däitsch soen, en „Alleinstellungsmerkmal“ hunn, wou mir First Mover sinn. Et ass do, wou een déi beschte Rendite kann hunn, natierlech och deen héchste Risiko huet. Wann Dir lech an e Boot setzt, dat gemaach ass, da sidd Der roueg, dann hutt Der net vill Risiko, mä Der verdéngt awer och net vill domadder.

Hei probéiere mir - an, ech mengen, bis elo mat Succès, bis op déi Episod, déi schifgaangen ass -, e komplett neie Secteur opzebauen! An ech hunn lech et virdu gesot: Firwat rennen all déi Länner eis elo d'Dieren an, firwat rennen all déi Betriber aus der ganzer Welt eis d'Dieren an? Ma well se der Meenung sinn, dass mir hei genee dat Richteg maachen.

An nach eng Kéier: Ech huelen d'voll Responsabilitéit fir alles, wat mer an deem dote Beräich bis elo gemaach hunn, mä Är Kritik wäert mech an och d'Regierung net dervun ofbréngen, dass et richteg ass, deen heite Secteur weider ze developpéieren.

Dir hutt och no den Investissementer gefrot, déi mer gemaach hunn. Mir hunn a Planetary 12 Milliounen hänkegelooss, dat ass richteg. Mir hunn als Land insgesamt 25 Milliounen direkt investéiert a Firmen. Déi aner 13 Milliounen sinn a Spire Global investéiert ginn, eng Firma, déi - just fir lech dat elo ze soen; falls et éiere schifgeet, da kënn Dir dat elo schonn emol nokucken - am „Forbes“-Magazinn genannt gëtt als „The Next Billion Dollar Company“. Elo kënnen déi all muer falschleien an dann hu mer eis Sue verluer, mä se kéinten natierlech och richteg leien an dann hu mer genee an déi Richteg investéiert.

An eleng doduerch, dass mer 13 Milliounen doranner investéiert hunn, huet déi Firma akzeptéiert, sech ze deplacéieren aus den USA op Lëtzebuerg, a schaaft elo hei 200 Aarbechtsplazen an deem dote Beräich. Elo sot mir, dass dat doten eng falsch Decisioun ass, dann huelen ech dat zur Kenntnis, sinn awer der Meenung, dass et nawell eng richteg Decisioun ass.

Dann Deep Space Industries, wou Dir virdu gesot hutt, déi hätt sech och elo a Loft opgeléist a wär an d'Mauer gaangen; ech weess net méi, wéi Der lech ausgedréckt hutt. Et ass net wouer! Deep Space Industries huet just den Aktionär changéiert. Déi hunn en aneren Aktionär, mä deen Aktionär, mat deem hu mer awer scho geschwat. Déi wëllen awer d'Aktivitéiten hei weider developpéieren. Do kann een dann net einfach higoen a soen: „Voilà, do sidd Der och bäigela.“ Mä neen, den Aktionär huet geännert!

Et ass d'ailleurs eng Firma, wou mer nach keng Suen dran investéiert hunn, ausser dass mer natierlech Recherche-Hëllef ginn, wéi mer dat och am Mëtzelstand maachen an an all anerem Betrib, deen en interessante Recherche-Projet huet. Dat heescht: Déi Firma ass nach ëmmer hei!

Dofir haalt wannechgelift op ze soen, et wären zwou Firmen d'Baach agaangen! Déi ass net d'Baach agaangen. Och dat ass net onbedéngt féerderlech fir esou eng Firma, wann dat dobaussen esou behaupt gëtt.

(Interruption par la présidence)

Voilà! Pour le reste hunn ech lech och op eng Question parlementaire nach eng Kéier am Detail de Moie geäntwert, wou Der dann opgeschlëselt kritt, wat mer dann esou ausginn hunn. Ech wëll lech dat vläicht eng Kéier ganz kuerz hei soen.

Am Beräich Promotioun, Etüden, Evenementer, den Advisory Board, dee mer jo och musse finanzéieren, fir eis Initiativ no vir ze bréngen, deen huet eis bis ewell insgesamt 3,2 Milliounen kascht, wéi gesot, mat allen Etüden, déi mer dozou gemaach hunn.

(Interruption par la présidence)

De Space Master op der Uni kascht eis déi nächst véier Joer insgesamt 4,5 Milliounen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen! Ech mengen, et mécht elo kee Sënn, fir Question-parlementairen ze repetéieren.

► **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Här President, wann Der mer nach zwee Sätz erlaabt, da sinn ech fäerdeg. Net, dass den Här Mosar da seet, ech hätt net op seng Froe geäntwert.

De Space Master op der Uni, wéi gesot: 4,5 Milliounen iwwer véier Joer.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Dann déi Investissementer an d'Entreprises: 25 Milliounen insgesamt. Da si mer amgaangen, dee Space Fund op d'Been ze setzen, Venture Capital Fund, wou de Montant nach net fixéiert ass, mä dat wäert ech lech dann och matdeelen, wann dat esou wäit ass. An dann eis ganz Fuersuchungsprogramm iwwer LuxIMPULSE, ESA, wou mer grosso modo 30 Milliounen Euro investéiert hunn.

Voilà! Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. Dës Debatt ass domadder ofgeschloss.

6. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du risque de pauvreté des jeunes au Luxembourg

D'Chamber féiert haut nach eng zweet Aktualitéitsstonn iwwer den Aarmutrisiko vu Jonker a Lëtzebuerg, déi d'Fraktioun vun deene Gréngen ugefrot huet. D'Riedezäit ass déiselwecht wéi bei der Aktualitéitsstonn, déi mer elo grad ofgeschloss hunn. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard als Verriederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

Exposé

► **Mme Djuna Bernard** (déi gréng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt emol wëll ech Merci soen, dass mer dës Heure d'actualité ofhale kënnen, fir eisen Deputéierten, mä och der Regierung kënnen d'Méiglechkeet ze ginn, fir zu dësem wichtege Sujet Stellung ze huelen.

„Jonk Berufstätiger zu Lëtzebuerg vun Aarmut menacéiert.“ „Junge Luxemburger sind die Zweitärmsten in Europa“, esou huet een an dësen Deeg bei ville Medienhaiser héieren a liese kënnen. Dës awer zimlech „catchy“ Schlagzeile bleiwen hänken, an dat besonnesch bei deenen, déi betraff sinn: bei jonke Leit, déi an der Léier sinn oder just virdu, an de Beruff ze starten. Dat sinn net immens encouragéierend oder opbauend Aussoen. Als jéngsten Deputéierten an dësem Haus hunn ech et als meng Aufgab gesinn, ze verdéiwen, déi Ausso an hire Kontext ze setzen, se awer och ze nuancéieren.

Et geet mer virun allem drëms, no den Ursachen ze sichen, firwat mer eis esou schlecht klasséieren. D'Zuel ass näamlech egal wéi alarmierend. 20% vun de Jonken tëscht 18 a 24 Joer, déi schaffen, si vun Aarmut betraff. Dat ass ee vu fennef!

D'Eurostat-Statistik beriff sech op de Revenu médian vun eiser schaffender Gesellschaft. Mir dierfen ausserdeem net vergiessen, dass mer den Ennerscheed maache mussen tëscht dem Risiko, an d'Aarmut ze rutschen, an dem reellem Aarmutstaux. An der Etüd „Travail et cohésion sociale“ vum Statec vum Oktober 2018 gesäit een en Ennerscheed an den Zuele vum „Risque de pauvreté“ vun der Gesamtbevölkerung, dee bei 21,5 % läit, an de Mënschen, déi an enger „Situation de privation matérielle grave“ si vun 1,2 %.

Et muss een dës Zuelen also am Kontext kucken, eisen héije Revenu médian beuechten, dee bei Wäitem deen héchste vun Europa ass, mä awer och net vergiessen, dass eise Stat ver-

stärkt op Sozialeeschunge setzt, déi soumat eis Bevëlkerung entlaaschten an déi bei dëser Etüd net mat aberechent goufen.

E wichtege Schrëtt an dës Richtung ass selbstverständlech och d'Erhéijung vum Mindestloun, deen dës Regierung als eng vun deenen éischten Aktiounen vun der Legislaturperiod virgeholl huet.

En aneren Émstand, deen de vum Statec ausgerechent Aarmutrisiko relativéiert, besteet doranner, dass vill Jonker zu Lëtzebuerg nach doheem bei hiren Eltere wunnen an esou d'Käschte vum Logement net mussen droen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Eng Eurostat-Etüd vum leschten Dezember huet gewisen, dass d'Halschent vun den 18- bis 34-järege Lëtzeburger nach doheem bei den Eltere wunnen. Dat entsprécht sécher net ëmmer dem Wunsch vun engem Jonker, mä heescht fir vill, hir Liewenskäschte wesentlech ze reduzéieren.

Mä genau hei läit awer och den Hoken, an zwar bei deene Jonken, déi autonom vum Elterrenhaus mussen oder wëlle sinn. Déi Jonk, déi kee familiärt Netz hunn, dat hinnen deen néidege Support a puncto Logement, Verfleegung a sozialer Sécherheet ka ginn. Dës Jonk, vun deene mer hei schwätzen, stellen en éischer klenge Prozentsaz duer, mä grad hei ass et d'Aufgab vun eis an der Politik, opzessan, dass si - a grad si - net vergiess ginn oder ënnerginn.

Ech denken hei un déi Jonk, déi a Kannerheemer grouss gi sinn, mat Ufank 20 keng Plaz méi fannen an de Logement-encadré vum eise Sozialstrukturen. Ech denken hei un déi Jonk, déi als Refugié mat 16, 17 Joer an d'Land komm sinn a mat 18 net méi zu de sougenannten „Mineurs non accompagnés“ gehéieren, mä vun engem op deen aneren Dag nach méi erwuesse mussen sinn, wéi se dat op hirer Rees souwisou scho waren.

Ech denken un déi Jonk, déi aus vulnerabele Famillie kommen, déi et aus wéi eng Grënn och ëmmer vun doheem fortzitt. Si all sinn déi Jonk, déi bedrot si vu sozialer Exklusivitéit. Si all bräichten eng Plaz an enger Struktur fir Logement encadré a kréien of gendeng den Zougang dozou net, well se net offiziell ënnert de Kritär vun der Détresse psychosociale falen, a soumat am Alter vun 21, 22 Joer aus dem Finanzement vun ONE falen. Quitte dass d'Legislatioun hei u sech d'Transitioun bis an den Alter vu 27 Joer garantéiert, héieren ech vum Secteur ganz oft, dass dës net esou applizéiert ka ginn a mer grad da Jonker an dësem kruzialen Alter net méi en charge hale kënnen. Hei mussen mir en A drop halen, dass d'Mesures de support vum ONE dës Transitionsphas an den Erwuessemenalter couvréieren.

Ervirzehiewen ass an deem Sënn, dass d'Zuel vun de Jugendwunnengen an alternative Wunnforme wäert an dëser Legislaturperiod an d'Luucht gesat ginn. De Jugendbericht vun 2015 huet eis ganz vill wichtege Pisten opgewisen, wéi mer d'Transitioun vu Jonken an d'Erwuessemeneliewe besser begleede kënnen.

Schrëttweis Autonomie ass och ee vun den Ziler vun der Garantie Jeunesse, déi europawäit an d'Liewe geruff gouf, fir Jonker, notament de sougenannten „NEET“, Not in Employment, Education or Training, opzefänken an innerhalb vun e puer Méint eng Perspektiv ze bidden.

Mä wat heescht dës Perspektiv? Dat ka vun enger Émschoulung oder Formatioun iwwer e Service volontaire bis hin zu engem Job goen. A bei Job steet ausdrécklech „Qualitéitsjob“ an den Texter. Mä wat heescht dat am Kontext vun de virdu genannten Zuelen? Wéi vill vun deene Jonke kréien effektiv en CDI oder bleiwen zumindest laangfristeg an enger qualitativer Aarbechtssituatioun?

Och am Kontext vum Stagegesetz, un deem mir hei am héijen Haus schaffen, ass et wichtege, sech Gedanken ze maachen, ob mer de Problem vun héijen Taux de pauvreté vu Jonken net zousätzlech verstärken, andeems mer onentgeltlech oder niddreg bezuelte Stagé gesetzlech verankeren. Eist gemeinsam Zil heibanne muss et sinn, Jonke Perspektiven ze ginn, Perspektiven op en Aarbechtsmarché, dee fair entlount ass an déi Jonk net an d'Prekaritéit ofrutsche léisst.

Wéi eng aner Mesurë setzen déi zoustänneg Ministären en place, fir deene Jonken hei aus dem Aarmutrisiko, der Vulnerabilitéit an dem extrem héijen Drock vu sozialer Exklusivitéit ze hëllefen? Wéi eng präventiv Mesurë si schonn en place, fir dëser Problematik entgéintzewier-

ken? Sozial Exklusivoun ass nämlech déi reell Gefor fir Jonker, déi an den Aarmutrisiko falen. Si sinn et, déi zwar nach genuch finanziell Mëttelen hunn, fir d'Grondbedürfnisser ze stëllen, mä net an der Gesellschaft kënnen mathalen, an enger Leeschtungs-, Konsum- a materialistischer Gesellschaft, déi permanent den Drock op eis all, mä virun allem op déi Jonk, ausüübt, fir mathalen ze kënnen a mathalen ze mussen.

Dëst huet eng enorm Wierkung op d'Psych vu jonke Mënschen. Domat gerode se natierlech an en Däiwelskrees, wou deen ee Problem deen anere begëschtegt an net derzou bäidréit, fir qualitativ Aarbechtsplazen ze fannen, hiert Liewen ze geréieren an um ugespaante Wunnengsmaart Fouss ze faassen.

Den ORK weist a sengem Rapport iwwert d'Rechter vum Kand vun 2011 mam Thema vun der Santé mentale vu Kanner a Jonken op, dass dës Problematik grad bei Jugendlechen ëmmer méi zouhëlt. Si weisen hei wichteg Pisten, fir deem entgéintzewierken. An deem Sënn ass et ze begrëssen, dass dës Regierung e Plan sur la santé mentale ëmsetze wäert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn an de leschte Minutte probéiert, eng ganz komplex Thematik ze ëmfaassen. Eng Thematik, déi keng einfach Léisung huet an déi vill Ressourcen an der Politik iwwergräifend uschwätzt. Hei ass et wichteg, sech net vun den Zuele verblenden ze loos- sen, mä gläichzäitig déi vulnerabel Jonk net hänken ze loosse a se mat verschiddene Mesuren an Hëllefsmoosnamen, ob am Logement duerch d'Garantie Jeunesse, an der Schoul an der sozial Mesurë prett, autonom a gestärkt an d'Erwuesseneliewen ze begleeden.

E vulnerabele Start an d'Erwuesseneliewen, oft a meeschtens verschëlt duerch extern Ëmstänn vun eise Jonken, dierf keen Uerteel sinn zur Exklusivoun a Prekaritéit. Grad si, déi Jonk, hunn all eis Efforten, eis eegen Evaluatioun vun den Outilen en place, eis Öpmierksamkeit vun den Trends a Geforen néideg, fir se zu deene staarken Erwuessenen ze maachen, déi mir eis fir eis Gesellschaft wënschen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och der Madamm Bernard, virun allem och fir de grouse Respekt vis-à-vis vun der Riedezäit. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz.

Débat

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, et fillt ee sech un al Zäiten ernënnert. Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, fir d'Alleréischtt wëll ech der Madamm Bernard felicitéieren an och där grénger Fraktioun fir d'Initiativ, fir dës Heure d'actualité unzefroen.

Mir hate bewosst als CSV am Virfeld eng Fro gestallt, fir dass den Aarbechtsminister, d'Familienminister an d'Jugendminister géifen an d'Kommissioun kommen, fir eng Kéier am Detail iwwert déi Donnéeë vun Eurostat ze schwätzen. Well dat ass ganz richtig, wéi d'Madamm Bernard et gesot huet, et ass esou, dass ee mat deem, wat Eurostat erausginn huet, ganz vill a ganz komesch Interpretatiounen ka maachen. An net méi spéit wéi virgëschter hu mer jo eng Nott kritt vum Stateg, wou en Deel vun deenen Aussoe relativéiert gëtt. A wann een déi liest, da si mer zwar net vill méi wäit no vir komm, mä mir sinn awer da mat Dänemark zesummen, fir et emol esou auszedecken, dat Land, wat am fortschrëttlechsten ass, wou den Aarmutrisiko nach ëmmer am gréissten ass, wat eben duerch de Sa- laire médian ze erklären ass.

Ech hat mech beschäftegt mam Koalitionsaccord vun 2018-2023 awer och mam Koalitionsaccord 2013-2018. An do war ee vun de Punkten an ee vun den Hauptpunkten, dass eppes gemaach muss ginn, fir deenen Leit, deenen et schlecht geet, ze hëlfechen, och deene Jonken.

Et stoung och nach bei deene Jonken dran, et misst een endlech eppes maachen, fir d'Base légale bei de Stagen ze änneren. D'Madamm Bernard ass drop agaangen. Déi fënnf Joer, déi elo laanscht sinn, ass do nach nâischt geschitt, well mir schaffen nach ëmmer drun an et ass nach ëmmer net do. Dat heescht, déi Leit, déi elo an der Analys waren, hu schonn deelweis viru fënnf Joer drop gewaart an déi waarden nach ëmmer drop, dass eppes an deem Kader soll kommen.

Et muss een och soen, dass an deem Rapport vum Stateg „Aarbecht a sozial Kohäsivoun“, deen och vun der Madamm Bernard zitëiert ginn ass, dee jo zoufälligerweis - awer dat ass

elo rengen Zoufall - zwee Deeg no de Wahlen erauskomm ass an net virdrun, dass do beim Stateg draesteet, dass hei zu Lëtzebuerg 126.000 Leit vun der Aarmut menacéiert sinn. 126.000 vu 600.000, esou wéi et an deem Bericht steet - dat, géif ech elo emol soen, sinn der esou vill wéi d'Stad Lëtzebuerg Awunner huet -, si menacéiert vun der Aarmut.

Do muss ee sech dann och d'Fro stellen, wat dat alles bedeit, dass dat och Onsicherheit er- virriff bei deene Jonken, déi sech da Froen iwwer hir Zukunft stellen, wann da wierklech 20 % vun de Lëtzebuerg vum Aarmut menacéiert sinn. A wa mer da bei eis Jugendlechen kommen, déi fille sech jo dann natierlech bestätegt, wa se dat liesen, och nach eng Kéier mat deenen Titelen, déi d'Madamm Bernard einwandfrei zitëiert huet, fir dat ze ënnersträichen.

An ee vun den Haaptproblemer, an et steet jo och am Koalitionsaccord, wann ech dat gutt gelies hunn: D'Aarmut Nummer 1 hei zu Lëtzebuerg sinn déi héich Logementspräisser, déi héich Logementspräisser, déi dat lescht Joer nach eng Kéier ëm 7 % ugezunn hunn! 7 % sinn d'Logementspräisser méi deier ginn, wat dann och bedeit fir alleguerten déi Leit, déi kee Logement hunn oder déi wëllen oder mussen Loyer bezuelen, dass do 7 % nach méi mussen bezuelt ginn, fir kënnen digne ze wunnen.

An do wëll ech mer dann eng Klammer erlaben. Dofir stellen ech mer och d'Fro, wéi ech dat elo nach eng Kéier gelies hunn déi lescht zwee Deeg, wat lass war beim Fonds du logement. Do muss ech awer elo soen: Dee gréisste Bedriewer vu Mietwunnengen hei zu Lëtzebuerg ass de Fonds du logement. 2015 huet d'Madamm Nagel den Här Miltgen erausgehait. An de Marc Lies huet schonn doran intervenéiert gehat. Do ass en Non-lieu gesprach ginn. „Déi Virwërf, déi gemaach gi sinn“, seet d'Gericht, „do ass nâischt drun.“ A säit deem Moment kënnt de Fonds du logement net méi zur Rou!

An et muss ee sech d'Fro stellen, ob do net dee falsche Schrëtt geholl ginn ass an ob et besser gewiescht wier, den Här Miltgen ze halen, wéi elo scho mat sechs Presidenten oder Direkteren ze fueren, fir weiderzecommen.

(Brouhaha)

Ech wëll dat awer och an dësem Punkt gesot hunn. Well fir méi soziale Wunnraum ze hunn, wier et och vläicht besser, dass méi Rou beim Fonds du logement wier, da géife mer och vläicht méi soziale Wunnraum kréien.

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer och nach an deem Kontext soen, dass mer frou sinn, dass d'Madamm Tanson gesot huet, si géif elo alles maachen, fir nach méi sozial Mietwunnengen ze kréien. An ech hoffen, dass dann och alles dat, wat elo d'Cour des comptes d'lescht Woch, de leschte Méinden der Kommissioun gesot huet, dass een och déi Chifferen all kann diskutéieren an duerno kucken, wéi et virugeet.

Ech wëll awer elo soen: Wat misste mer dann elo maachen, fir d'Jugendaarmut an de Grëff ze kréien? Mir sinn där Meenung, dass d'Maison de l'orientation muss nei opgestallt ginn. Schoul-, Berufs- an Unisliewe mussen do zesummekommen, fir de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, déi Perspektiven ze weisen, a wann s de e Platte kriss op deem enge Wee, wat de Wee ass, wou s de op deem zweete Wee kanns opgefaange ginn.

Mir sinn där Meenung, dass den CDI d'Logik vun den Aarbechtsvertrag muss sinn, well wann Der nëmmen en CDD hutt, kritt Der kee Loyersvertrag an Dir kritt kee Prêt bei der Bank. An dofir muss den CDI de logesche Kontrakt sinn. Mir si fir eng Opwärtung vun der Berufsausbildung. D'Attraktivitéit vum Handwerk muss uerdentlech duergestallt ginn, well nëmme bei engem attraktiven Handwerk kréie mer och attraktiv Aarbechtsplaze fir Leit, déi do sinn.

Mir mussen d'Schoulofbrieche direkt en charge huelen an hinnen duerno eng Formation op engem anere Wee ubidden, well nëm- men dann hu se eng Perspektiv. Endlech muss d'Gesetz komme vun de Stagen, et ass virdu scho gesot ginn. A fir déi Leit ënner 25 Joer hate mir als CSV d'Propos gemaach, déi an de REVIS mat eranzehuelen, wa se eleng stinn a wa se eleng schaffe ginn, soudass déi och vun deenen Dispositiounen misste kënnen profitéieren. Dat misst ee maachen, well bei deenen 30 Office-socialen, déi mer hei am Land hunn, ass d'Interpretatioun, fir deene Jugendlechen ze hëlfechen, grondverschidden.

Mir brauchen eng Upassung vum Kannergeld, wéi mäi Kolleg Gilles Roth virun dräi Wochen eng Kéier gesot hat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Spautz, Dir misst zur Konklusivoun kommen.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech huelen d'„Schneider-Minuten“ mat eran.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Wat fir eng „Schneider-Minuten“?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Déi vu virdrun, déi den Här Schneider iwwerzunn huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Bon, also et gëtt an eisem Reglement keng „Schneider-Minuten“, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, ech sinn direkt um Schluss.

Mir brauchen eng Upassung vun de Lehrlingsentschiedegungen. Mir brauche méi soziale Wunnraum a mir brauche Wunnstrukture fir déi Jonk tëschent 18 a 25, déi net méi wëllen oder net méi kënnen doheem wunnen. Dat just e puer Akzenter, déi mer mussen setzen, well mir an eis Jugend sollen investéieren, well eis Jugend eis Zukunft ass.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Dir hutt also och eng Minutt an 20 Sekonnen „Spautz-Minuten“.

(Hilarité)

► **Mme Carole Hartmann (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Jugend an Aarmutrisiko sinn zwee Termen, déi kee vun eis an engem Otemzuch wëllt nennen. An Europa a virun allem hei zu Lëtzebuerg muss mer dat och am Prinzip net. Eis Wirtschaft dréit an och vum Aarbechtsmaart héiere mir gutt Nouvelen. Op ee Joer gekuckt sinn zu Lëtzebuerg nach eng Kéier 12,1 % manner Leit op der Sich no enger Aarbecht wéi dat Joer vir- drun.

De rezenten Zuele vum Stateg no hu vun dëser Baisse souguer besonnesch déi Jonk ënner 30 an déi manner héich qualifizéiert Leit profitéiert. An och de Chômagetaux läit mat 5 % esou niddreg wéi scho laang net méi.

Alles dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, misst een u sech positiv stëmmen. An awer krute mir d'lescht Woch nees virun Ae gefouert, datt et och an eisem Land nach laang net jiddwerengem gutt geet. Net jiddweree profitéiert vun eisem wirtschaftleche Wuesstum, net all Aarbecht erlaabt zu Lëtzebuerg een dezent Wunnen a Liewen, an dat trotz de ville Sozial- leeschtungen.

Jo, et ginn och zu Lëtzebuerg Leit, déi vun Aarmut betraff sinn a riskéieren, duerch dat soziaalt Netz ze falen. Wann dat dann och nach Jonker betrëfft, ass dat ëmsou méi schlëmm: jonk Leit bis 24 Joer, déi hiert ganz Liewen nach viru sech hunn, déi vläicht grad mat hi- rem éischten Job ugefaangen hunn oder nach mat der Léier amgaange sinn, Leit, déi vläicht deemnächst wëllen eng Famill grënnen. Wann een zu deem Zäitpunkt an d'Aarmut rutscht oder vun der Aarbecht net lieve kann, da muss eis dat interpelléieren, eis als Politiker an eis als Gesellschaft. Bei ville Jonke fänkt dann nämlech en Däiwelskrees mat dréien un, aus deem si schwéier nees erauskommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'DP ass dëst ee Constat, awer op kee Fall eng Fatalitéit. De Constat muss vill méi en Optrag sinn un eis all, fir d'Aerm eropzestrippen an d'Problematik vun dem Aarmutrisiko an de Grëff ze kréien. Dobäi gëtt et sécherlech net déi eng Zauberléisung, déi vun haut op muer alleguerten d'Problemer aus der Welt schafft. Mir mussen vill méi u villen eenzelne Schrauwen dréien, fir datt sech d'Situatioun mëttel- an och laangfristeg verbessere kann. Et ass an deem Sënn jo scho vill an deene leschte Joren ënner- holl ginn.

Ech erënnere un déi sozial selektiv Steierreform, déi de Kleng- a Mëttelverdénger besonnesch zeguttkomm ass, un déi 20 gratis Stonne Kannerbetreuung, gratis Schoulbicher am Se- condaire, d'Reform vun der Allocation de vie chère, de REVIS, d'Garantie pour la jeunesse an elo och nach d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport an d'Erhéijung vum Mindestloun.

Alles dat, Här President, si Sozialmesuren, déi jonke Leit a Famillje finanziell ënnert d'Aerm gräifen an hinnen hëlfechen, besser iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier op den Aus- gangspunkt vun dëser Heure d'actualité zrëck- kommen. Dat war jo u sech d'Veffentleche vun engem Eurostat-Rapport zu där Thematik.

Wéi scho gesot, huet Lëtzebuerg an deem Rap- port wierklech net gutt ofgeschnidden. Am eu- ropäesche Verglach hu mir souguer zu de Lan- ternes rouges gezielt. No där Statistik géifen hei zu Lëtzebuerg 20 %, dat wier ëmmerhin all fënnf Jonken tëschent 18 a 24 Joer, riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen. Just Rumänien

huet an där Statistik nach manner gutt ofge- schnidden. Bei hinne géif souguer bal all Drëtze Gefor lafen, an d'Aarmut ze rutschen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn hei zu Lëtzebuerg u sech net dru gewinnt, d'Schluss- llicht an europäesche Vergläicher ze sinn. Et iwwerrascht och op den éischte Bléck ganz staark, dass den Aarmutrisiko vu Jonke vun 2016 op 2017 zu Lëtzebuerg ëm ganzer 7,8 % geklomme soll sinn. Dat ass nämlech esou vill wéi a kengem anere Land an der EU.

Ech hu mir dofir d'Methodologie vum Eurostat- Rapport e bëssen ugekuckt an dobäi eraus- fonnt, dass nëmmen ee klengen Echantillon vu Jonken befrot gouf. Et ware just ëm déi 200 Ju- gendlecher, wat eng zéng Schouklasse sinn. Wann ënnert dëse weinege jonke Leit Jonker sinn, déi amgaange sinn, eng Léier ze ma- chen, ze studéieren oder déi an der Vakanz ee Studentenjob fir zwee Méint maachen, da kommen all dës Jugendleche sécherlech net un déi 60 % vum Revenu médian erun.

Et geet hei net drëm, eppes schéinzerieden, an awer muss de Rapport, deen à la base vun eiser Diskussioun ass, e bësse relativéiert ginn. D'Sta- tistik schéngt hei extrem volatil ze sinn. Och wann den Aarmutrisiko d'nächst Joer erëm eng Kéier ëm 8 % oder 10 % géif falen, misste mer dat genauou kritesch hannerfroen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et soll de Mëtten u sech net ëm Statistike goen. Hannert deenen abstrakten Zuelen a Prozentsätz stinn nämlech jonk Leit mat ganz konkrete Suergen, mat Schwierigkeeten, Fouss ze faassen am Liewen. Et sinn eenzel Persoune mat eegene Liewens- dreem. Et ass un der Politik, et ass un eis, derfir ze suergen, dass d'Jugend eng Perspektiv huet an net riskéiert, een Dag an d'Aarmut ze rut- schen.

D'DP iwwerhëlt d'Verantwortung, hëlt déi Erausforderungen un a wäert d'Regierung och déi nächst Joren an allem ënnerstëtzen, wat dozou bäidréit. D'Education a virun allem d'Orientéierung an d'Ausbildung vun deene Jonke sinn dobäi mat déi wichtegst Moosstief, fir dass an Zukunft eis jonk Leit an der Aar- bechtswelt Fouss faassen an dass si sech duerch hir Beschäftegung kengem Aarmutrisiko aus- setzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och der Madamm Hartmann. Dat war eng Punktlandung, net op déi fënnf Minuten, mä op den „Spautz-Kredit“.

(Hilarité)

Den Här Engel huet d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vu mir aus e grouse Merci un déi gréng Fraktioun, dass se dësen Thema opgegraff huet an dass mer haut hei doriwirer schwätzen kënnen, dass d'Cham- ber sech also mam Phänomeen vun de Wor- king Poor, awer vun deene jonke Working Poor, befaasst.

Bon, wat ass Pauvreté? Fir mech limitéiert déi sech net nëmmen op de Facteur monétaire, op d'Suen also, mä Aarmut gëtt et op ville Felder. Aarmut kann et an der Bildung ginn, Aarmut kann et an der Kultur ginn, d'Pauvreté affective a sentimentale gëtt et och, an d'Aarmut gëtt et op ganz villen anere Felder.

Duerfir: Wa mer dat heiten op de Facteur mo- nétaire reduzéieren, ass dat fir mech och eng Reduzéierung vum ganzen Debat.

De Risque de pauvreté, deen an där Nott vum Stateg ugeschwat gëtt, seet jo, dass eng Partie Jonker - 20 % hei zu Lëtzebuerg - dem Risiko ausgat wären, an d'Aarmut ze verfallen. Ech wëll hei nach eng Kéier kloer soen, dass et de Risiko ass, dass et net hei an dësem Land 20 % vun deene Jonke sinn, déi hei aarm sinn. Dat muss een eng Kéier kloer soen. Dat wëllt d'Saach net beschéinegen, mä et soll awer, mengen ech, eng Kéier kloergestallt ginn, ëm wat et hei wierklech geet.

D'Zuelen an d'Donnéen an d'Informationen hei, déi muss een och, an do sinn ech mat der Madamm Hartmann op enger Linn, relativéieren. Si sinn awer alarmant. Ech wëll awer e puer Explikatiounen ginn. De Seuil de pauvreté, deen hei gerechent gëtt, gëtt jo op de Revenu médian gerechent, an deen ass hei zu Lëtze- buerg relativ héich.

Déi Zuelen, déi sinn effektiv volatil, well se vun engem Joer op dat anert ganz staark variéieren kënnen, a se sinn duerfir och net ëmmer zou- verlässleg. A wann an engem Joer eng Varia- tioun vu 7 % virkënt, da muss ee sech awer Froen iwwert déi Etüd stellen. Iwwert déi Euro- stat-Etüd dierf ee sech awer Froe stellen, ze- mools well dann hei och e ganz klengen Echantillon geholl ginn ass an doduerjer d'Zuele wierklech ganz staark variéieren kënnen.



An ech muss lech soen, dass ech och elo net gesinn, dass vum leschte Joer op d'ëst Joer esou eng krass Usteigung vum Aarmutrisiko hei zu Lëtzebuerg ze erkennen ass. An da muss een och soen, dass hei an der Nott vum Stateg - dat ass jo och do geschriwwen - déi Jonk vun 18 bis 24 Joer, déi studéiere sinn an déi niewelaanscht schaffen, erausgeholl goufen. Dat verfälscht d'Resultat och nach eng Kéier, well déi jo net Vollzäit schaffen an och manner verdéngen, duerfir awer erëm vun anere Leeschtungen, Sozialleeschtinge kënnen profitéieren. An déi sinn och net hei mat agerechent. Et ass viru gesot ginn: D'Sozialleeschtingen, déi en nature sinn, déi sinn hei net mat agerechent a maachen awer e groussen Deel hei zu Lëtzebuerg aus.

An och wa mer net wëlle mat engem Land wéi Rumänien verglachen ginn, esou gi mer et hei an dëser Etüd awer. Mir sinn also just hanner Rumänien, déi bei 28 % leien; mir leien da bei 20 % Aarmutrisiko. An am beschten hätten et jo da laut d'Etüd déi Jonk an Tschechien, an der Slowakei, a Finnland, op Malta an och a Slowenien.

Och dat léisst mech awer staark iwwerleeën, ob een dat wierklech esou kann hei soen. An ech wär gären eng Kéier mat der Experienz befaasst, fir ze gesinn, wann een 100 Jugendlecher oder Jonker vun hei während sechs Méint a Rumänien géif schécken - pardon, net a Rumänien, mä an Tschechien oder an d'Slowakei - an 100 Jonker aus Tschechien an der Slowakei dann hei zu Lëtzebuerg géife kënnen wunnen, wahrscheinlech géifen déi eng méi séier heemkomme wëlle wéi déi aner. Dofir muss ee sech awer eng Rei vu Froen iwwert d'Etüd hei gefale loosse.

An awer muss ee sech och d'Fro stellen, ob déi Politik, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, dann awer genuch op d'Populatioun, déi mer hei uschwätzen, zentréiert ass.

Dee gréisste Problem ass de Logement, dat ass ganz kloer. Mir mussen do nei Pisten - Colocatioun, Cohabitatioun - maachen. Ech kennen eng Gemeng ganz gutt, déi déi an hiert Bautelement elo mat afléisse gelooss huet; an emol kucken, ob déi och dann esou genotzt ginn, wéi mer eis dat erwaarden.

Nei Wunnngemeinschaften, déi mussen e legale Kader kréien, oft sinn déi jo vum Propriétaire net erwünscht. An do gëtt et och eng Diskussioun, déi den Alex Bodry scho viru enger Zäit ugestouss huet, an ech mengen, dass een déi soll verdéiwen.

Ech muss e bësse méi Gas ginn, well d'„Spautz-Minutten“ fänken un, méi kleng ze ginn.

Da muss ee sech och iwwerleeën, wat ee mat deene Jonken ënner 25 Joer mécht. Do gëtt et net vill Ënnerstützung. Fir déi gëtt et kee REVIS, dat ass effektiv wouer, dat ass gesot ginn. Oft hunn déi keng Krankekeess, déi hu kee Chômage. An do variéieren och d'Hëllef an de Gemenge ganz staark vun Office social zu Office social. An et wär do net schlecht, wann ee sech op eng Harmoniséierung vun esou Leeschtungen géif eenegen, dass een eng eenheetlech Linn géif kréien. Dat si jo keng Dausende vu Jonker, déi an där doter Situation sinn. An hei wär wierklech selektiv Sozialpolitik ubruecht, fir deenen dann och méi aktiv kennen ze hëlfe.

Da vläicht awer och nach ee Wuert iwwert d'Cohésion sociale. Esou e Rapport, dee kann do Froen opwerfen, zemoos bei deene Jonken, déi dat dote jo liesen, well si liesen: „Mir liewen hei an engem groussen Aarmutrisiko, an da gëtt et awer och eng grouss Populatioun vun eelere Leit, deenen et ganz gutt geet.“ Et gëtt och eeler Leit, deenen et net esou gutt geet, mä et gëtt eng grouss Populatioun vun Eeleren, deenen et hei gutt geet. An esou Aussoen oder esou Statistiken, déi kënnen d'Cohésion sociale op d'Spill setzen. Duerfir mengen ech: Et muss een hei wierklech ganz feinfühleg mat deem heiten ...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Här Engel, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Ech kommen zur Konklusioun.

Et muss ee ganz feinfühleg mat deem heite Problem ëmgoen. Et ass genannt ginn: d'Erhéijung vum soziale Mindestloun, d'Garantie pour la jeunesse.

Ech wëllt awer nach op ee Punkt agoen. Am Europaparlament goufe viru 14 Deeg 5,9 Milliarden Euro fräigestallt, an dat op Initiativ vun der sozialistescher Fraktioun, fir géint d'Kannerarmut virzegoen. An ech mengen, dass een och muss kucken, fir vun deene Suen ze profitéieren.

Et gouf gesot: Ausbildung, Schoul, Sozialarbecht an esou weider. Dat ass alles gesot.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Här Engel!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Et ass en Thema, deen een net soll vergiessen, an duerfir muss mer dat mat zwou Hänne upaken.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci. Den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmoos! Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och ufänke mat engem Merci un déi gréng Kollegen, dass se dës wichtige Sujet op den Ordre du jour bruecht hunn.

Déi Statistik, mat där mer et hei ze dinn hunn, déi ass kloer net iwwerzeegend. Ech mengen, d'DP hat dat ugeschwat. Et ass eigentlech net anzegesinn, dass sech op eemol vun engem Joer op dat anert e Plus vu 7,8 % soll presentéieren beim Aarmutrisiko, soudatt een d'Etüd en tant que tel wierklech muss hannerfroen. Wat eis awer net der Verantwortung entbënt, eis mat der Fro selwer ausenanzesetzen an ze kucken, wat d'Politik ka maachen, fir dem Aarmutrisiko entgéintzotrieden.

Et ass e Risiko. Et ass also och eng Fro, wat ee ka strukturell maachen, fir deem entgéintzotrieden, an net einfach ze kucken, wat een u soziale Moosname kann huelen, fir do ze pléischteren, wou et néideg ass. Wat natierlech wichteg ass, mä dat eleng geet net duer.

Mir muss kucken, wéi mer kënnen agéieren.

Dat Éischt ass natierlech: déi fragiliséiert Gruppe vun der Gesellschaft ënnerstëtzen - dat ass Sozialpolitik. Mä doriwwer eraus muss d'Politik méi wäit kucken. An eng éischt Saach ass, fir d'Konkurrenz bei deene Jonken am A ze behalen an doduerch och den Niveau vun de Schoulen net erofzesetzen.

Mir hunn haut eng Situatioun, wou e méigleche Chômage ass, well Leit am Ausland dacks besser ausgebild ginn, wéi mir dat zu Lëtzebuerg offréieren. Mir mussen einfach kucken, dass mer do eng Trendwenn kréien an den Niveau vun eise Schoulen erëm eropsetzen.

Eng zweet ass, dass mer déi ekonomesch Ëmwandlungsprozesser vill besser begleeten. Mir wëssen, dass mer an eng Phas erakomme vun Digitaliséierung, vu kënschtlicher Intelligenz. All Mënsch schwätzt driwwer, mä et geet drëm, elo vun Ufank un déi néideg Moosnamen ze huelen, fir dee Prozess ze begleeten. Déi Beruffer ze begleeten, déi wahrscheinlech wäerte verschwannen, an nei Beruffer opzebauen, fir den Erausforderunge vun der Zukunft besser gewues ze sinn.

Iwwerhaupt ass déi Fro vun der Globaliséierung eng ganz wichteg. Jiddere schwätzt dervun. Jiddereen ënnerstëtzt et am Prinzip, mä et ass eng Tatsaach, dass Europa am Ganzen an och Lëtzebuerg iwwert déi lescht Jorzéngten duerch d'Globaliséierung vill Aarbechtsplazen a Richtung Asien verluer huet.

Et ass also un eis, fir driwwer nozedanken, wéi mer dee Prozess vun der Globaliséierung kënnen besser begleeten an och hei am Land nach en interessante Standpunkt fir industriell oder handwierklech Aktivitéite kënnen sinn, besonnesch fir eis Kleng- a Mëttelebetriber, déi vill Aarbechtsplaze schafen, an net Plazen an d'Ausland verleeën.

Dofir ass et och wichteg, dass mer bei der Bürokratie an an der Ëmweltpolitik vernünfteg bleiwen a keng Hürde schafen, déi Betriber an d'Ausland verdreiwen, déi besser hei am Land wäeren an an e Konzept géifen erapassen, wat eigentlech hei géif laangfristeg Perspektive bidden.

D'Regierung huet selwer Verantwortung an hirer Politik.

Dat Éischt ass, dass se bei der Awanderung muss oppassen, dass se net eng Konkurrenz un niddregen Niveau schafft, eng Konkurrenz ebe besonnesch zulaaschte vun deene Sozialschwaachen um Aarbechtsmaart.

An dat Zweet ass, dass se net därer Beruffer ofschafen a prekariséieren, wéi se et zum Beispill gemaach huet bei de Bréifdréier, wou eigentlech d'Perspektiv oder de Beruff vum Bréifdréier elo ausleeft a Leit ersat ginn duerch Frontalieren a Mindestloun. Och dat ass eng Prekariséierung vu jonke Leit, wat mir net wëllen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och. An den nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Merci, Här President. Viru knapps zwou Woche sinn zwou Etüde relativ zäitno presentéiert ginn, bei deene Lëtzebuerg quasi am europäesche Verglach ganz vir am Peloton ass.

Déi eng ass déi vun Eurostat, iwwert déi mer elo hei schwätzen, wou Lëtzebuerg sech hanner Rumänien op Platz 2 placéiert, wat den Undeel vu jonke Working Poor ugeet.

An déi zweet, déi mengen ech, den Dag viru presentéiert gouf, dat ass déi vun der grénger Fraktioun am Europaparlament, aus där ervirgeet, dass a kengem anere Land de reelle Besteuerungstaux esou niddreg ass wéi zu Lëtzebuerg.

Op där enger Säit also stelle mer fest, dass déi déck Profitter an déi héich Benefisser esou niddreg besteiert gi wéi soss néierens. An op där anerer Säit gesi mer, dass den Aarmutrisiko, och wann een natierlech methodologesch Froe stelle kann, awer an der Tendenz ëmmer weider klëmmt - dat seet eis och de Stateg, wa mer eis déi Rapporten iwwer Travail et cohésion sociale ukucken. E geet ëmmer weider an d'Luucht. Dës Kéier ass et besonnesch siichtbar an interpelléiert et, well et sech ëm Jonker handelt.

Dës Etüden an déi Zuelen, déi aus hir ervirginn, sinn eigentlech net nei, mä se accentuéieren éischer eng Tendenz, déi mer schonn zënter Jore muss constatéieren. Se sinn eng Zort Fotografie vun eiser sozialer an ekonomescher Situatioun hei am Land. An et resuméiert sech awer ëmmer méi, näamlech dass déi sozial Inegalitéiten auserneeginn. Déi Räich ginn ëmmer méi räich a gläichzäitig gëtt d'Zuel vun deenen, déi ëmmer méi Problemer hunn, déi zwee Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien, ëmmer méi grouss.

A mir mengen, dass dat zwou Säite vun där selwechter Medail sinn, well wann ee vun Aarmut schwätzt, da muss een och vum Räichtum schwätzen. Well genee dorobber baséiert och d'Berechnungsart a -weis, net nëmme vun Eurostat, mä generell, déi jo vun alle Länner akzeptéiert ass, wéi een de Medianrevenu rechent a wéi een deen doraus resultéierenden Aarmutrisiko hierleet.

Dat ass net nei a mer stelle fest, dass déi an de vergaangene Joren, bei deeneselwechten Zuelen, ëmmer weider an d'Luucht gaange sinn. Duerfir mengen ech, dass eis net vill gehollef ass, wa mer elo alleguer europ opmierksam maachen, fir elo déi eng Eurostat-Etüd hei ze relativéieren, well mer gesinn an esou vill aneren Etüden, dass déi Tendenz awer bestätegt gëtt, och vu Stateg-Zuelen.

Ech denken, dass wann all fënneft Jonken zu Lëtzebuerg, deen téschent 18 a 24 ass an dee schafft - an dat ass, mengen ech, e wichteg Element an der Diskussioun -, no beim Aarmutrisiko ass oder riskéiert doranner ofzerutschen, da bräichte mer, mengen ech, awer vläicht och méi eng grouss Debatt hei am Land vum Nation Branding, vum Space Mining an, wéi ech haut geléiert hunn, vun de Space Ethics.

Da si mer matzen an enger Tendenz, déi ëmmer manner jonke gleefhaft Perspektive bitt, fir en éierbart Liewen ze féieren, oder wann ee seet, et geet ëm Inegalitéiten - besser ausgedréckt -, fir e gerechten Undeel un deem ze kréien, un deem Räichtum, deen an eisem Land geschafte gëtt.

An deene puer Minutten, souguer wann den Här President mer eng „Spautz-Minutt“ bäigëtt, kann ech just eenzel Elementer oppicken, déi Chantiere sinn, déi ee misst ugoen.

Dat Éischt ass natierlech: d'prekär Aarbechtsverhältnissen. Mer stelle fest, dass do eng Tendenz ginn ass an deene leschten zéng, 15 Joer, d'ailleurs och politesch begleet, fir dass den Ufank an d'Beruffsliewen ëmmer méi prekär gëtt. Stéchwuert „onbezuelt Stagen“, Stéchwuert „prekär Beschäftigungsmesuren“, déi fir vill Jonker schonn zum bal klasseschen Astig gi sinn an d'Beruffsliewen - ganz dacks, wann iwwerhaupt, da just kaum iwwert dem Mindestlounniveau bezuelt.

Mer gesinn och d'Tendenz, dass Jugendlecher verstärkt net méi klassesch iwwer CDI, mä iwwer CDD agestallt ginn. Mer wëssen, dass mer e weidere Chantier um Mindestloun hunn, dee ganz no un där Aarmutsgrenz ass. An dorunner ännert och déi Erhéijung vun 0,9 % relativ weineg respektiv ass just eng Drëps op de waarme Steen.

Et ass awer grad déi Kategorie vun 18- bis 24-Järege, ëm déi et hei geet, wou mer feststellen, dass de Sozialsystem immens graff gestréckt ass. An dat wësse mer scho beim RMG. Obwuel 90 % vun deene Leit, déi de Complement RMG kritt hunn, Leit waren, déi geschaff hunn, esou ass et grad dës Kategorie vu Leit, vu Jonken ënner 25, déi schaffen, déi net kënnen vun deenen Instrumenter wéi dem REVIS profitéieren a wou een dann einfach soe muss: Do hunn eist Sozialnetz an eis Sozialsystemer awer, mengen ech, nach Nohuelbedarf.

Mer bräichten och eng seriö Analys iwwert d'Garantie Jeunesse, wat se da wierklech

bruecht huet, ob se et wierklech fäerdegbruecht huet, Jonker eng Perspektiv ze bidden, oder ob se éischer do war, fir Statistike méi schéinzemaachen, wéi se a Wierklechkeit sinn.

Mer missten natierlech iwwert de Logement schwätzen, iwwert déi héich Loyerer, déi et Jonken ëmmer méi schwéier maachen, fir selbststänneg hiert Liewen ze maachen. Den „Hotel Mamma“, wéi e fréiere Minister et eng Kéier despektéierlech genannt huet, ass net eppes vu Lidderegkeet, mä et ass fir vill Jonker déi eenzeg Aart a Weis, fir iwwerhaupt kënnen ze liewen.

Mer bräichten en anere legale Kader fir aner Wunnformen a mer mussen eis, wann een iwwer Logement schwätzt, och bewosst sinn, dass et net duergeet, selwer ze bauen - wat mer dréngend muss maachen -, mä mer mussen och regulativ an de Maart agräifen, méi staark, wéi dat bis elo geschitt ass.

An natierlech, mer missten och iwwert den Educatiounssystem schwätzen, iwwert ...

(*Interruption par la présidence*)

... d'Formation professionnelle, déi nach ëmmer net op deem Niveau ass, op deem se eigentlech misst sinn, an iwwer e Schoulsystem, deen déi sozial Ënnerscheeder vun de Kanner éischer verstärkt, wéi dass e se niveléiert.

Här President, et ass eng wichteg Debatt, déi hei ugestouss gëtt, well et geet ëm d'Zukunft ...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen!

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- An ech sinn amgaange mä leschte Saz ze formuléieren.

An et ass eng Debatt iwwert d'Zukunft vum Land. Ech hoffen, dass mer déi och an de Kommissiounen kënnen weiderféieren, verdéift weiderféieren an och eis nach eng Kéier iwwert déi Zuele seriö ënnerhalen.

Ech soe Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och. An d'Wuert huet dee leschte Riedner, den Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, vill gouf ewell iwwert d'Statistiken, hir Methodologie an iwwert d'Zuelen, déi do drastinn, gesot. Ech wëll mech duerfir net nach eng Kéier mat deenen Zuelen ophalen, och wa se definitiv méi eng déif gräifend Analys géife brauche wéi nëmme eng Stonn an der Heure d'actualité. Dofir schléissen ech mech dem Wunsch vun Kolleg Baum un, dass mer definitiv do och nach an de Kommissiounen eng Kéier am Detail drop aginn.

Wann een näamlech ze vill vun Zuele schwätzt, da vergësst een eppes: näamlech dass hanner dësen Zuele Mënsche stiechen. Mir dierfe bei dësen Zuelen zur Aarmut, souwuel bei deene Jonke wéi bei deene manner Jonken, d'Mënschen net vergiessen. Jonk Mënschen zum Beispill, déi keen Accès zu Sozialleeschtingen hunn, well se kee Kannergeld méi kréien, mä och nach net al genuch sinn, fir de REVIS ze kréien. Dat ass e puermol gesot ginn. Dat Ganzt weist, dass eist sozialt Netz zu Lëtzebuerg net enk genuch ass an nach ëmmer Lächer huet.

Dofir fuerdere mir Piraten, wéi och am Wahlprogramm, de Mindestalter beim REVIS ofschafen an de REVIS generell nach eng Kéier unzepassen, fir Aarmut an allen Altersgruppen aktiv ze bekämpfen.

Mir dierfen och net vergiessen, wat et bedeit, wann ee vun zéng Leit zu Lëtzebuerg méi wéi 40 % vun hirem Nettoakkomme muss ausginn, fir een Daach iwwert dem Kapp ze hunn. Mir dierfen och net déi Jonk vergiessen, déi een ze niddrege Salaire hunn, fir op eege Féiss ze kommen. Déi eben an deem sougenannten „Hotel Mamma“ muss bleiwen, well se et trotz engem Vollzäitjob net packen, op eegene Féiss ze stoen.

Wien de Mindestloun verdéngt, huet no Steieren a Sozialleeschtingen, a souguer wa mer all Allocatiounen derbärechnen, manner wéi de Budget de référence, dee vum Stateg errechent gëtt. Dat heescht, et geet net duer, fir digne ze liewen. Weder mat engem Daach iwwert dem Kapp, nach kann een um sozialen a kulturellen Liewen deelhuele.

A schlussendlech dierfe mer all déi Jonk net vergiessen, déi an ënnerbezuelt Stagen hänken an domadder net vum Fleck kommen.



Mir brauchen dat neit Stagëgesetz, wat jo an der Kommissioun unhängeg ass. An do musse mir als Chamber elo och eis Verantwortung iwwerhuelen an derfir suergen, datt deen Dossier séier weiderkënn, fir datt mer wéinstens do och eng Drëps op de waarme Stee kënnen liwweren.

Et geet awer net duer. Mir mussen Aarmut, Jugendaarmut, mä och Aarmut bei all deenen aneren Alterstranchen, vill méi aktiv bekämpfen. A mir sollten eis net domadder ophalen, Statistiken ze hannerfroen, hir Methodik ze hannerfroen, mä mir sollten de Problem bei der Wuerzel gräifen an net driwwer diskutieren, ob mer de Problem iwwerhaapt hunn.

Ech mengen, gitt eng Kéier duerch d'Stad, da gesitt Der: Et gëtt aarm Leit. Et gëtt Leit, déi net genuch hunn, fir en Daach iwwer dem Kapp ze bezuelen. Et gëtt Mënschen, déi all Dag mussen derfir kämpfen, fir eppes Waarmes ze iessen ze kréien.

Dat musse mer bekämpfen! Do musse mir als Chamber eis Responsabilitéit huelen, d'Regierung ze interpelléieren. An d'Regierung muss hir Responsabilitéit huelen, fir déi passend Gesetzesprojeten ze deposéieren.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** Merci och. D'Regierung huet d'Wuert. Als Eischen den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, fir d'Eischt emol, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un déi gréng Fraktioun, fir dës Initiativ geholl ze hunn, well et, mengen ech, awer d'Geleeënheet bitt, op eng gewësse Fro och ganz präzis Äntwerten ze ginn.

Ech mengen, et ass an de Riedebäitrag vun allen Deputéierte praktesch duerchgeklongen, dass dat heiten net d'Saach ass vun engem Minister oder vun enger Ministesch, mä dass am Fong all eenzelt Departement vun der Regierung betraff ass, wann et drëms geet, sech der Aarmutbekämpfung hinzeginn. An ech mengen och, dass mer an der Approche, déi mer eis an eise Regierungprogramm ginn hunn, genau dat wëlle maachen.

Ech wëll hei effektiv net op d'Representativitéit vun dëser EU-Etüd agoen. Jiddweree konnt selwer an der Nott, déi de Statec dozou gemaach hat, noliesen, wou d'Onzouglängekheete leien: en ze vill klengen Echantillon, diskussionswürdege Kritären oder Kandidaten. Wéi gesot, et bréngt net allze vill, wa mer eis doriwwer Gedanke maachen. Do schléissen ech mech deem un, wat meng Virriedner gesot hunn.

Den Titel vun der Analys vun deem Ganzen hätt jo och kënnen e ganz anere si wéi deen, dee mer an der Lëtzebuurger Press erëmfonnt hunn, näamlech deen, dass de Salaire médian an Tschechien wahrscheinlech vill ze vill déif ass. Dat ass eng aner Approche gewiescht, mä, wéi gesot, ech soen et nach eng Kéier hei ganz kloer: Ech sinn der Meenung, dass déi doten Diskussiounen eis net ganz vill weiderbréngen. Mir sollten eis wierklech drop konzentréieren, déi Problematik mam Lëtzebuurger Brëll ze kucken. Och wann ech den Androck net ka ganz ennerdrécken, dass eenzel Kollegee vun der Opposition awer der Versuchung ennerleë sinn, fir de Problem méi dramatesch ze maachen, wéi en ass.

Ech hätt gären, dass mer och an de Kommissiounen - deem Wonsch kann ech mech uschléissen - wierklech eng seriö Analyse maache vun der Situatioun - och spezifesch op Lëtzebuerg gekuckt - an och do reagéieren a pragmatesch reagéieren, wou et kuerzfristeg méiglech ass ze intervenéieren.

Et bréngt och näischt op där anerer Säit, an do ginn ech och eenzelne Kollegee recht, fir de Problem wëlle méi schéinzerieden, wéi en ass. Et gëtt reell Problemer an eiser Gesellschaft.

D'Regierung ass der Meenung, an huet dat och ganz kloer zum Ausdruck bruecht, dass déi Problematik ganz enk zesummegeleegert ass mat der Fro iwwert de Wunnengsbau. Och dat ass virdru schonn hei gesot ginn. D'Ongerechtegkeet, déi oft schonn doranner besteet, dass déi eng sech eng Wunneng kënnen leeschten - an domat mengen ech elo de Kaf vun enger Wunneng -, während dat fir anerer ganz laang wäert exclus sinn, wann net souguer fir hiert ganzt Liewen. Dat fängt oft schonn domat un, mat der Ongerechtegkeet, dass déi eng e Prêt kréien an déi aner net. Wéi gesot: De Problem vun der Aarmut zu Lëtzebuerg ass ganz enk

mat der Wunnengsbauproblematischer verbonden an dofir mussen do an nächster Zukunft och Akzenter gesat ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech wëllt awer och nach ganz kloer soen, an dat ass meng ganz perséinlech Iwwerzeugung als Aarbechtsminister, dass déi bescht Garantie géint d'Prekaritéit ass, dass mer jiddweregem kënnen en Job vermëttelen, deen em en anstännege Revenu gëtt, deen em en dezent Liewen herno kann erméiglechen.

Virdru ass iwwert d'Garantie Jeunesse geschwat ginn. Déi awer, mengen ech, engersäits eng Garantie ass, déi fir jiddwereen eppes Konkretes bedeit an net, wéi et virdru hei ugedeit gi war, just eppes fir d'Statistik - obschonn ech lech awer net wäert eng Rei Zuele virenthalen.

Wann een eng Garantie gëtt, dass all Jonken entweder eng Aarbechtsplaz kritt oder kann an e Service volontaire goen, oder en zréck an d'Schoul orientéieren, wat ganz oft déi bescht Léisung ass, oder em awer en anere Wee, aner Formatiounen zoukomme léisst, dann ass dat eppes, wat, mengen ech, eng ganz konkret Mesure ass, fir géint d'Aarmut virzegoen.

Zënter 2014 sinn et insgesamt 14.299 Demandé ginn. Dovunner sinn 10.162 Leit an där Garantie Jeunesse ennerkomm. Dat ass also e Chiffer, deen net negligéabel ass, iwwert déi verschidde Weeër, wéi ech et virdru gesot hunn: 6.597, déi en Emploi kritt hunn; 98, déi eng Léier gemaach hunn; 499, déi zréck an d'Schoul gaange sinn; an 2.968, déi an eng Mesure d'emploi gaange sinn, fir do weider Formatiounen ze kréien, fir prett ze ginn, fir op den éischten Aarbechtsmaart ze kommen.

Ech géif also soen, dass d'Garantie Jeunesse insgesamt en Erfolleg ass. An et versteet sech u sech um selwen, dass mer déi Garantie Jeunesse och wëlle weiderfuere.

An Dir wësst, dass mer zënter Kuerzem och de Referenzalter an d'Luucht gesat hunn. Et ass also net méi ab 25, wou et ophält, mä Jonker bis 30 Joer kënnen an Zukunft vun där Garantie Jeunesse profitéieren. An ech mengen, dass mer do och an eise Rôle sinn, fir dat ze maachen.

Ech wëll och soen, dass d'ADEM bei deem Projet Garantie Jeunesse vill bäigeléiert huet. Vill vun deene Praktiken, déi mer do geléiert hunn, hu mer op de gesamten Aarbechtsmaart ausgedee, soudass dat doten also och nach eng Win-win-Situatioun war, och fir d'Organisatioun vun der ADEM - wat u sech eng ganz gutt Saach ass.

25 Leit schaffen op der ADEM nëmmen um Projet fir d'Garantie Jeunesse. Dat weist also, dass mer dee Projet do ganz seriö huelen. An ech kann lech versprechen, dass dat och an Zukunft esou wäert sinn.

Doriwwer eraus, an ech mengen, dat wësst Der, gëtt et eng ganz Rei vun eenzelne Projeten: engersäits am Travail, vill zesumme mat der Educatioun, anerer zesumme mat der Famille, awer och vun anere Ministären.

An ech wëll der nëmmen e puer elo hei ganz besonnesch ervirsträchen:

- de Youth4Work-Projet, dee sech spezifesch am Kanton Réiden ugesidelt huet. Youth4Work heescht also ganz konkret, Jonker an d'Aarbecht erabréngen;

- de Projet „Pé“ probéiert, déi Jonk, déi heiansdo eng e bëssen onrealistesche Virstellung hunn, erëm ze reorientéieren, hinne Soft Skills ze vermëttelen oder och Digital Skills. Dat heescht also, e probéiert, hinne Kompetenzen an der Digitaliséierung ze vermëttelen, fir se ebe prett ze maachen, dass se eng seriö Chance op eise Aarbechtsmaart kréien.

Ech mengen, dass een déi dote Projeten an anerer, déi mer gemaach hunn, natierlech an der Kombinatioun mat der Garantie d'emploi, mat der Garantie pour la jeunesse muss kucken an dass déi alleguerten zesummen zu engem Réckgang vun Chômage insgesamt gefouert hunn, a speziell vum Jugendchômage. Ech mengen, dat konnt ee jo kucken an der leschter Nott vum Dezember, wou ganz kloer drop higeweise ginn ass, dass engersäits de Chômage zréckgaangen ass - dat ass ze relativéieren, hat ech an der Aarbechtskommissioun erkläert -, mä awer op där anerer Säit e ganz kloer, méi staarke Réckgang beim Jugendchômage wéi beim Chômage insgesamt ass, wat also weist, dass déi Mesuren, déi mer hei ugeduecht hunn, och wierken.

Vill vun deene Projeten, vun deene mer schwätzen, sinn natierlech an der direkter Relatioun ze kucke mat der Formatioun vun deene Jonken an och der Formation continue vun deene Jonken. An dofir, mengen ech, hu mer jo och probéiert, eng interministeriell Zesummenaarbecht op d'Been ze bréngen, déi hir Friichte gedroen huet, awer och - an dat soen ech och hei ganz haart - an direkter Relatioun mat der

Aarbechtswelt, mat de Sozialpartner, déi eis hei gehollef hunn, déi eenzel Projeten ze betrieien, an domadder och zu hirem Erfolleg entscheidend bäigedroen hunn.

Ech wëll och vläicht drun erënneren, an et ass hei nach eng Kéier kuerz ugeschwat ginn: Dës Regierung huet als eng vun hiren éischte Moossnamen decidéiert, de Mindestloun an d'Luucht ze setzen, an net ëm 0,9 %, wéi dat elo hei schonn e puermol op dëser Tribün gesot ginn ass, mä ëm 100 Euro netto. An 100 Euro netto ass fir ee jonke Celibataire gläichbedeitend mat 5,7 %. Ech mengen, dat sollt een emol eng Kéier hei gesot hunn! Dat ass eng Mesure, vun där speziell jonk Berufsfänger wäerte profitéieren. A mir sinn houfreg, dass mer dee Wee do ginn, trotz alle Kriticken, déi vun anerer Säit wäerte kommen.

A wa mer weider iwwer konkret Mesur schwätzen: Déi lescht Regierung hat schonn decidéiert, dass d'Ufanksgehälter beim Stat erëm op 100 % gesat ginn. Ech hu mer eng Kéier d'Méi gemaach, emol nozekucken, wat wier, wa mer dat net gemaach hätten. Ma, da wäre mer an enger Situatioun, wou praktesch all Carriären, vun der B-Carrière un, also vun der Redakteschcarrière un, erof, alleguerten an enger Situatioun gewiescht wären, wou se ënnert dem Salaire médian vun der Fonction publique, ënner 60 % vum Salaire médian vun der Fonction publique géife leien.

Dat géif also heeschen, wa mer déi Logik vun där Etüd, vun där mer virdru geschwat hunn, op d'Fonction publique géifen uwennen, da wäre mer an enger Logik gewiescht, wou alleguerten déi, déi net an enger Carrière A2 oder A1 sinn, ënnert dem Aarmutrisiko vum Salaire médian vun der Fonction publique géife leien. Dat weist also, dass dat doten eng gutt Mesure war.

Virun de Wahlen hunn nach Verschiddener der Regierung virgehält, dat wär e Wahlkaddo. Ech sinn der Meenung, dass dat doten eng ganz gutt Mesure ass, déi mer och wäerten tel quel ëmsetzen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - An dann, ech mengen, och dat ass virdru gesot ginn, wäerten eng Rei vu Projeten nokommen, déi sech a Sachleeschunge wäerten ausdrécken. D'Gratuitéit vun öffentlechen Transport ass schonn eng Kéier ugeschwat ginn, wuel wësend, dass haut schonn déi allermeeschte Jonk souwisou gratis den Transport kënnen benotzen.

Merci. An ech ginn dovun aus, dass och d'Familljeministesche nach eng Rei Wieder wäert bäijügen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Aarbechtsminister. Dir hutt recht: Och d'Familljeministesche ass vun där doter Problematik concernéiert. An ech géif dann d'Wuert un d'Familljeministesche, d'Madamm Corinne Cahen, ginn.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Wuert. Ganz kuerz. Also, ech mengen, wann et engem net gutt geet, dann ass dat een ze vill an da solle mer ons ëm dee këmmen. Dat schéngt mir absolutt evident ze sinn. An dat solle mer dann och all zesumme maachen.

Egal wat d'Statistiken elo hei soen - ech mengen, dat ass jo elo e puermol gesot ginn, dass et ëmmer e bësse vum Echantillon hei ofhänkt, well en ebe ganz kleng ass, den Echantillon -, solle mer awer virun allem vläicht nach eng Kéier e Fokus op déi Jonk riichten, déi mer déi sougenannten „NEET“ nennen. Dat ass Not in Education, Employment or Training. Dat sinn déi Jonk, déi weder an d'Schoul ginn nach an engem Apprentissage sinn nach iergendwéi an enger Berufsausbildung, mä déi am Fong geholl e bësse verluer sinn, well se ebe mat der Schoul hu mussen ophalen. An ech maache mech elo hei e bëssen de Spriecher och vum Bildungsministère, well do ganz vill Aktiounen lafen, justement wou all jonke Schouloffriecher ënnert d'Lupp geholl gëtt, kontaktéiert gëtt a wou gekuckt gëtt, fir dee Jonken och ze accompagnéieren.

Well wa mer zum Beispill vum Wunne schwätzen, et ass jo elo hei vill vum Wunnen a vu Logement geschwat ginn, esou geet et awer heiansdo net duer, eng Wunneng ze hunn. Et brauch een och e sozialen Accompagnement. An dat gesi mer virun allem bei deene Jonken, vun deene mer hei schwätzen, zwëschen 18 a 24 Joer. Mir hunn der hei am Land, glécklecherweis net immens vill, mä mir hunn der och hei am Land, déi net méi doheem wunnen, aus wéi enger Ursach och ëmmer, déi net an engem Heim konnte bleiwen, vläicht och, well se eng Dommheet gemaach hunn - wien huet dat net gemaach an deem Alter? -, déi einfach net méi weiderwëssen.

An do geet et net duer, hinnen eng Kummer ze fannen. Déi Jonk muss een och accompagnéieren. Do brauch een och en Accompagnement social, fir déi opzefänken a fir ze kucken: Wou komme se dann elo hin? Gi se nach eng Kéier zréck an d'Schoul? Kënnen se nach eng Kéier eppes léiere goen? Gi se op den Aarbechtsmaart? Gi se iergendwéi forméiert, fir kënnen op den Aarbechtsmaart ze kommen?

An do sinn déi Antennes locales pour jeunes vum Educatiounsministère, déi ganz vill Saache proposéieren, notament zum Beispill Ateliers eben, wou déi Jonk Projete kënnen entwéckelen, e Parcours formation, wou se eng Réinsertion scolaire maachen. Do kucke se dann, fir nees an d'Schoul integréiert ze ginn. Si hunn awer och Stages de découverte, wou se an Entreprisë ginn, fir ze kucken: Wat ass dann elo dat, wat mir vläicht am beschte läit, wat ech dann och ka léieren? Oder och nach de Service volontaire fir Jonker, déi eben an enger Transitionphas sinn an déi a Richtung aktiiv Liewen dee Moment ënnerwee sinn.

Et ass scho vill hei gesot ginn, ech widerhuelen awer nach eng Kéier kuerz, well ech nach ganz e bëssen Zäit hunn: de Mindestloun, deen elo nees an d'Luucht geet, ëm 100 Euro dést Joer. Mir hunn d'Allocation de vie chère reforméiert, soudass méi Leit an de Genoss vun der Allocation de vie chère kommen. Dann hu mer awer natierlech och lauter aner sozial Déngschter. Et ass och vun den Office-sociale geschwat ginn, wou een net nëmmen eng finanziell Hëllef emol ka kréien, mä awer och aner Rotschléi, wéi ee sech vläicht besser organiséiere kann.

Mir hunn eng national Strategie géint d'Obdachlosegkeet, wou mer elo zesumme mat den Akteuren um Terrain nach besser wëlle ginn. Mir hunn de Fonds européen d'aide aux plus démunis. Do kréien eben déi betraffe Leit Liewensmëttel an aner Artikelen, wéi zum Beispill Shampooing, Seef an esou weider gratis zur Verfügung gestallt. Dee Fong gëtt iwwregens 2021 och weidergefouert. Et gi Kleederstufen. Dann d'Ennerstëtzung vun der Regierung vun der Agence immobilière sociale, wat och net nëmme fir déi Jonk ass, mä fir jiddwereen, deen an enger Detresse ass, wou e keng Wunneng fént.

E wichtegt Element ass ëmmer nees, ech widerhuele mech do, den Opruff: Wann Der eng Wunneng oder en Haus hutt oder Dir kennt een, deen eng Wunneng oder en Haus huet, déi eidel stinn, sot hinnen, si solle sech bei der Agence immobilière sociale mellen oder bei enger Agence immobilière sociale, well där gëtt et der och e puer, fir hinnen dat zur Verfügung ze stellen, well et ganz einfach eng Win-win-Situatioun ass.

Et ass besser, en Haus ass bewunnt, wéi et ass net bewunnt. Et kritt een e Loyer, och wann en net esou héich ass wéi deen um normale Marché, mä et huet een awer och d'Garantie, dass kleng Aarbechte gemaach ginn. An et huet een d'Garantie, dass ee seng Wunneng oder säin Haus nees ka recuperéieren, wann een dat wëllt, wann een et dann op eemol nees brauch. An dofir mengen ech, soll een dat ëmmer nees betounen.

Da si mer natierlech och amgaangen, nei Strukturen ze bauen, mat der Wunnengshëllef zum Beispill, déi ganz aktiv ass bei deene Jonken, vun deene mer haut schwätzen, fir deenen och en Ennerdaach ze bidden an awer och en Accompagnement social, fir dass se och eben hire Wee fannen, nieft dem Wunnen, an d'Aarbecht oder och nees vläicht zréck an d'Schoul.

Bref, ech mengen, d'Regierung mécht do ganz vill Saachen. Ech wëll awer zum Schluss och nach soen, well ech vun den NEETen am Ufank geschwat hunn, déi weder an enger Aarbecht nach an enger Formatioun sinn oder an der Schoul: Do huet Lëtzebuerg deen niddregsten Taux vun NEETen. Mir hu 5,9 % vun deene Jonken, déi NEETe sinn. Am Verglach mat eisen Nopeschlänner: An Däitschland sinn dat 6,3 %, an der Belsch 9,3 % an a Frankräich 11,5 %.

Mä, wéi gesot, ech hunn am Ufank gesot: Och een ass ze vill! Wann et een ass, da solle mer ons ëm deen ee këmmen. Wann et der 5,9 % sinn, da solle mer ons ëm déi 5,9 % këmmen, fir dass dat esou séier wéi méiglech keng NEETe méi sinn, mä dass och si hire Wee fannen an d'aktiiv Liewen, an d'Berufsliewen a virun allem an d'Onofhängegkeet.

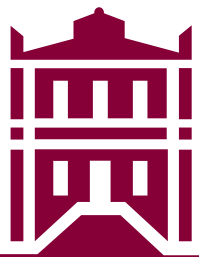
Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Familljeministesche. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

Domadder si mer och um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 12., 13. a 14. Februar virgesinn. Fir dës Sitzung virzebereeden, geet déi legislativ Aarbecht an de Kommissiounen virun.

D'Sitzung ass domadder opgehewen an ech wënschen lech all e schéinen Owend.

(La séance publique est levée à 17.06 heures.)



Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Fernand Etgen, Président
- Communications
 - M. Fernand Etgen, Président
- Ordre du jour
 - M. Fernand Etgen, Président
- Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth
 - M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)
- 7397 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
 - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back (dépôt de la motion 1)
 - Débat : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. Jeff Engelen (interventions de M. le

- Ministre François Bausch, M. Georges Engel, M. Mars Di Bartolomeo et M. Gast Gibéryen) - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen (intervention de M. le Ministre François Bausch)
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Mars Di Bartolomeo et M. Jeff Engelen)
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 7367 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et 2° de la loi du 1^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique
 - Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas
 - Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Yves Cruchten - M. Carlo Back - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique - M. Marc Spautz (parole après ministre) - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Marc Hansen, Ministres.

La séance publique est ouverte à 14.32 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maa-chen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens, d'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - Séance publique du 12 février 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7398 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2019

7399 - Projet de loi portant modification :

1. des articles L. 232-2 et L. 233-4 du Code du travail,

2. de l'article 28-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 29.01.2019

7401 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

5° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

6° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 31.01.2019

7402 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2017/828 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 04.02.2019

7403 - Projet de loi portant création de l'Office national de l'accueil (ONA) et portant modification de

1° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 05.02.2019

7404 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la présence d'un collaborateur du rapporteur lors de réunions de commission

Dépôt : MM. Eugène Berger, Alex Bodry, Députés, Mme Josée Lorsché, Députée, le 07.02.2019

7405 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition du Bureau et à la déclaration de politique générale sur l'état de la nation

Dépôt : MM. Eugène Berger, Alex Bodry, Gast Gibéryen, Députés, Mmes Martine Hansen, Josée Lorsché, Députées, le 07.02.2019

7406 - Projet de loi déterminant : 1) les modalités de maintien au service de l'État et des communes des agents de nationalité britannique dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne ; 2) l'accès au service de l'État et des communes des ressortissants britanniques tombant dans le champ d'application de l'accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 08.02.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1202 - Demande de pétition publique : Suppression de la procédure actuellement appliquée aux pétitions qui permet à la classe politique dirigeante de déclarer définitivement irrecevables les pétitions qui vont à l'encontre du « politiquement correct »

Dépôt : M. Pierre Peters, le 23.01.2019

1203 - Demande de pétition publique : Ouverture d'une école internationale publique à l'ouest du pays

Dépôt : M. Arun Prasath Manogaran, le 01.02.2019

1204 - Demande de pétition publique : Den Aide-soignant-Beruff erëm zrëck an d'Spideeler

Dépôt : M. Marc List, le 01.02.2019

1205 - Demande de pétition publique : Fir eng gerecht Besteuerung - jiddwereen an d'Steierklass II. Évoluer vers une imposition équitable - la catégorie fiscale II pour tout le monde

Dépôt : Mme Annette Freichel, le 01.02.2019

1206 - Demande de pétition publique : Krichsgeneratioun, Verléierer an eisem heite System! Deemoos ass de Mann schaffe gaangen, d'Fra huet de Stot gemaach an no de Kanner an oft de Grousseltère gekuckt. Aarbechtsplaze fir Frae gouf et net vill, Kitaen inexistent! Haut gi si all schaffen a sinn domat sozial ofgesécher

Dépôt : M. Norbert Schumacher, le 01.02.2019

1207 - Demande de pétition publique : Contrôle technique

Dépôt : M. Roger Mendes, le 01.02.2019

1208 - Demande de pétition publique : Abolition du congé collectif en été dans le secteur du bâtiment et du génie civil

Dépôt : M. Robert Dennewald, le 02.02.2019

1209 - Demande de pétition publique : Géint d'Adaptatioun vun de Spritpräisser un d'Ausland! / Contre l'adaptation des prix des carburants aux prix étrangers !

Dépôt : M. Max Bintener au nom de CSMB, le 03.02.2019

1210 - Demande de pétition publique : Pétition pour que le paiement des salaires des agents de l'État ne soit plus imposé à un seul établissement. Et que dès lors l'on puisse se faire virer le salaire sur un compte d'une banque de la place financière

Dépôt : M. Damien Garot, le 05.02.2019

1211 - Demande de pétition publique : Révision et intervention du Gouvernement sur les tarifs du contrôle technique auprès de la SNCT

Dépôt : M. João Pedro Loureiro Horta, le 05.02.2019

1212 - Demande de pétition publique : Auto-steier 1 Joer geschenkt, wann een 10 Joer keng Punkten um Führerschäin verluer huet

Dépôt : M. Claude Richartz, le 06.02.2019

1213 - Demande de pétition publique : Emploi de chômeurs par Burger King, Quick et McDonald's pour nettoyer leurs déchets

Dépôt : M. José Carlos Lavandeira Rodrigues, le 06.02.2019

1214 - Demande de pétition publique : NON à la cigarette

Dépôt : M. Philippe Malaisé, le 08.02.2019

1215 - Demande de pétition publique : 110km/h dans les tunnels des autoroutes

Dépôt : M. David Domingues Dinis, le 09.02.2019

1216 - Demande de pétition publique : Pour l'obtention/l'envoi d'une copie de la photo prise lors d'un contrôle automatisé (Radar) en matière de circulation

Dépôt : M. Maël Meneghetti au nom de Aktiven Dateschutz ASBL, le 10.02.2019

1217 - Demande de pétition publique : Formation professionnelle pour les permis de conduire C1, C, C1+E, C+E, D1, D, D1+E, D+E en tant que personne privée

Dépôt : M. Mike Schummer, le 11.02.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech och zougestallt ginn.

Ech wollt d'Chamber drop opmierksam maa-chen, datt fir de Projet de loi 7333, eng multilateral Konventioun am fiskale Beräich, vun der zoustänneger Kommissioun proposéiert gëtt, fir ee Basismodell als Riedezäit virzugesinn am-plaz vum Modell 1, deen d'Presidentekonferenz virgesinn hat.

Ass d'Chamber mat deser Ofännerung vun der Riedezäit vum Projet de loi 7333 averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Ass d'Chamber dann och mam Rescht vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Den Här Roth freet d'Wuert.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, Här President. Ech géif mer erlaben, eng Proposition de loi ze deposéieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Selbstverständig, Här Roth.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Neie Stil!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer, am Sënn vun enger konstruktiver Oppositionspolitik ...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Et ass ni ze spët!

► **Une voix.** - Et ass ni ze spët!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Et ass ni ze spët, fir et gutt ze maachen!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... eng Proposition de loi ze deposéieren. A méi konkret geet et eigentlech drëms, fir de sougenannte Voyeurismus als Strofdot anzeféieren.

Ëm wat geet et? Mä Dir wësst, dass et opgrond vun den neien Technologien e verbreete Phänomeen gëtt, leider, dass ëmmer méi Leit do-baussen an hirem Intimberäich fotografiéiert ginn, géint hire Wëllen. Dat geschitt zum Beispill an Duschen, a Vestiaires, an Émkleedekabinne vu Geschäfte. An Dir kënnst lech och erënneren, am September 2017, do war eng gréisser Diskussioun ëm eng Handlung, wou eng Persoun a städtesche Bussen Dammen ënner der Jupe gefilmt huet. Dat war eigentlech en Akt, dee ganz reprehensible war. A laut der Justiz war et net méiglech, fir, opgrond vun deene klaseschen Infraktiounen, dat Verhalen, wat inadmissibel ass, strofrectlech ze ahnden.

A Frankräich an an der Belsch, also an eisen Nopeschlänner, do si se higaangen an hunn an deem Domän hei legifereiert, soudass een eigentlech zousätzlech zu dem sougenannten Attentat à la pudeur, also dem Ugrëff op d'Schimm, den Tatbestand vun dem Voyeurismus och géif enner Strof stellen.

Mir hu souwuel dee belschen Text gekuckt, well et eigentlech an der Regel hei zu Lëtzebuerg ass, an och op Urode vun dem Conseil d'État, fir sech am Droit pénal méierendeels no dem belsche Recht ze orientéieren. Mir hunn och de franséischen Text gekuckt an hu fonnt, dass dee franséischen Text eigentlech méi präzis ass, a mir hunn eis och duerfir un deen ugeleent.

Mir hunn eis ugeleent, an deem ganz einfache Grond, well et hei net nëmmen em eng Disposition vun dem Strofrecht geet, mä et heescht virun allem och, déi herno an der Praxis ze applizéieren. An dofir ass et emmer utile, wann ee kann op d'Rechtssprechung vun Nopeschlänner zréckgräifen. An deem Fall wier dat Frankräich.

Ech géif mech also freeën, wann deen Text hei, nodeem en hoffentlech vun der Conférence des Présidents als recevable ugeholl géif ginn, säin normale legislative Wee géif goen an och bei eis an dem Strofrecht, a méi präzis am Gesetz vun 1982 iwwert de Schutz vun der Privatsphär, säin Néierschlag kéint fannen.

An dat gesot, Här President, géif ech mer erlaben, lech dës Proposition de loi ze iwwerreechen, an ech soen alle Membere vun der Chamber Merci fir d'Nolauschtenen.

7407 - Proposition de loi modifiant la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Roth. Ech ginn Akt vum Depôt vun dëser Proposition de loi. Da kënne mer zum Ordre du jour vun haut kommen.

5. 7397 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Als éischte Punkt vun haut hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Goergen an den Här Dan Biancalana.

Als éischt héiere mer de Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt Nummer 7397, den Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Der wësst, geet et bei der Orientéierungsdebatt vun haut em déi grouss Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung am Laf vun deenen nächste Jore wëllt ëmsetzen.

Fir deemtsprechend Etüden an natierlech och Projete kënnen ze realiséieren, muss d'Chamber fir d'Éischt hiren Accord de principe dozou ginn. Engersäits kréien d'Deputéiert domat méi Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturen a Projeten, anersäits geet et awer och drëm, méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun all Projete ze bréngen, esou wéi et am Joer 2005 vun der Budgetskontrollkommission festgehale ginn ass.

Énnert dës Prozedur falen zënter dem Joer 2009 sämtlech Projeten, déi ee geschate Käschtepunkt vun zéng Milliounen Euro a méi wäerten errechen. Doriwuer eraus, wéi Der wësst, muss bekanntlech fir all Projete vun iwwer 40 Milliounen ee speziell Finanzierungsgesetz ausgeschafft ginn.

Am Joer 2005 ass des Weidere festgehale ginn, datt d'Budgetskontrollkommission de finanzielle Suivi vun dese groussen Infrastrukturprojete muss am A behalen. Dat bedeit, datt den zoustännege Minister der Kommission all sechs Méint ee Rapport iwwert déi finanziell Evoloutioun vun all Projete muss presentéieren, deen am Kader vun dëser Debatt accordéiert ginn ass.

Esou vill zur Prozedur, déi, wéi gesot, zënter elo zéng Joer besteet.

Här President, ech kéim dann zu den neie Projeten, 33 un der Zuel, déi der Kommission vun der Mobilitéit an den éffentlechen Aar-

bechten an de Sëtzunge vum 31. Januar a 4. Februar 2019 en détail presentéiert gi sinn.

Wann ee sech déi Lëscht méi genau ukuckt, stellt ee fest, datt de Spektrum vun de Projete ganz breet gestreet ass. Dat geet vum Gesondheetsberäich iwwert d'Strukturen, déi fir den éffentlechen Dénsgsch gebaut ginn, Schoulen, Transport, Stroossebau, iwwert de Justizberäich bis zum Ennerhalt vu Strukturen, déi schonns iwwer 20 Joer um Bockel hunn an déi deemtsprechend och ennerhale musse ginn.

Eng vun de Prioritéite läit dëst Joer bei der Verbesserung vun der Mobilitéit, dem éffentlechen Transport, der Mobilité douce, der Verbesserung vun de Stroosseninfrastrukturen, déi de Verkéier méi flësseg maache sollen an natierlech virun allem och d'Sécherheet op eise Stroosse verbessere sollen.

Ech presentéieren d'Projeten natierlech an enger gekierzter Fassung a ginn do d'Budgeten un, wa se eis virleien. Wéi gesot, déi Etüde sollen och dozou déngen, ze weisen, wat dann elo dat finanziell heescht fir eise Stat.

Ech fänken u mat de Projeten, déi vu Bâtiments publics ausgeschafft goufen. An déi éischt Projeten, déi gehéieren zum Fonds d'investissements publics administratifs, also fir administrativ Infrastrukturen ze bauen.

Fir d'Éischt, am éischte Projete geet et em d'Zesummeleëen, d'Renovatioun an de Reamenagement vun den Haiser Nummer 45 - dat ass dat aktuell Gebai vun der Administration des contributions directes - an dem Gebai Nummer 43, dem Passbüro, deem ale Passbüro um Boulevard Roosevelt hei an der Stad. An dat Ganzt ass zugonschte vun der Steierverwaltung, déi an deenen nächste Jore méi Personal bäikritt.

Nächste Projete ass een neie Kontrolltuerm um Findel. De Findel verfüügt de Moment iwwer ee Kontrolltuerm, wou d'technesch Equipement en fin de vie sinn. Mä och aus Sécherheets- an operationellen Ursachen ass virgeschloe ginn, een zweeten Tuerm opzebauen. Deen alen Tuerm géif bäibehale ginn als Backup.

D'ANA, d'Administration de la navigation aérienne, analyséiert déi verschidden Optione fir d'Implantatioun vun dësem neien Tower.

Dann d'Projeten, déi ënnert dem Fonds d'investissements publics scolaires lafen.

Do ass et den Ausbau vun Informatik- a Wëssenschaftspôle, och nach Future Hub genannt, am Lycée technique zu Esch/Uelzecht, deen een Ausbau verlaangt vum Lycée betreffend d'Unzuel vu Klasseraim an Informatikraum. Raim, wou Informatik a Kommunikatioun enseignéiert gëtt, ginn och gebraucht. Och ee Cybercafé ass hei virgesinn.

De Projete Nummer 3 dann: Déi stännege Zounam vu Schüler an der Europaschoul verlaangt eng Vergréisserung vun der Europaschoul um Kierchberg um Boulevard Konrad Adenauer. Hei geet et em d'Schoul vun de Schüler aus dem Primärunterricht.

Dann d'Projete vum Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.

Niewent dem Prisong vu Schraasseg soll eng Unité de psychiatrie spéciale judiciaire opgericht ginn. Hei geet et drëm, Persounen, déi zu enger Prisongsstraf condamnéiert goufen, mä psychiatresch Problemer hunn, déi net am Prisong selwer kënnen en charge geholl ginn, an enger adequater Struktur ennerzehrén. Dës Struktur gëtt direkt niewent dem Prisong opgebaut.

Bei deenen zwee folgende Projete geet et drëm, zwou besteeënd Infrastrukturen, an zwar de Centre socio-éducatif de l'État ze renovéieren an ze vergréisseren. Et handelt sech hei em Schraasseg an Dräibur. Hei geet et drëm, Jugendlecher, déi vun engem Riichter dohinner placéiert goufen, an enger adequater Infrastruktur ennerzehrén.

Dann zum Projete vun engem Article budgétaire, deen „Pavillons modulaires préfabriqués“ betitelt ass. An do geet et em de Projete beim Centre hospitalier. Op Terrainen, déi dem Stat gehéieren, ginn dräi Pavillons modulaires gebaut, déi vun dräi Institutionen aus dem Gesondheetssecteur benotzt solle ginn.

Da kommen ech zum gréissten Deel vu mengem Exposé, vu mengem Rapport, an dat sinn dann d'Projeten, déi duerch de Fonds des routes finanziert ginn. An déi Projete ginn natierlech vun de Ponts et chaussées kontrolléiert an och ausgefouert.

Déi zwee folgend Projeten, ech hunn déi regroupéiert, sollen erlaben, datt d'Bussen op engem eegene Couloir kënnen vu Gonnereng bei Jonglënster op de Kierchberg bei de Pôle d'échange Luxexpo fueren. Ee ganz innovativ Projete fir eist Land, deen zu enger gréisserer At-

traktivitéit vum éffentlechen Transport op der lechternacher Streck soll bäidroen.

Fir d'Éischt soll e bidirectionnelle Couloir fir Bussen an der Mëtt vun der Strooss geschafe ginn, an zwar tëscht Gonnereng a Waldhaff. Déi Voie soll aktivéiert ginn a Fonctioun vum Traficopkommess iwwert den Dag, an zwar moies Richtung Waldhaff an am spéide Mëtteg vum Waldhaff op Gonnereng. Fir dat ze maachen, muss d'Strooss awer op dräi Bannen erweidert gi virum Waldhaff, wou de Moment nëmmen zwou Banne sinn. Duerno mussen dann och déi néideg Infrastrukture geschafe ginn, fir déi Couloiren a Fonctioun vum Traficopkommess ze geréieren.

Vum Echangeur Waldhaff geet et da virun op de Kierchberg, riets laanscht de Centre de remise vum Tram bei de Pôle d'échange Luxexpo. Dofir gëtt do niewent der besteeënder A7 ee Couloir gebaut, op deem de Bus kann eleng zirkuléieren.

Déi zwee Projete si kompatibel mat den Ëmweltstrategien an deenen Zonen, déi vum Projete betraff sinn.

Dann de Reamenagement vun der Traversée vu Jonglënster. Nodeems de Contournement vu Jonglënster a Betrib geholl gouf, soll elo d'N11, déi duerch Jonglënster geet, amenagéiert ginn, nom Modell vun der N7 duerch den Uelzechtall. Heizou gehéiere Moosnamen zur Berouegung vun Verkéier mat enger Zon 30 op enger Deelstreck an och eng Vëlospist laanscht d'N11 ass virgesinn.

Da kënnt zu lechternach eng Voie de délestage: Zu lechternach gëtt eng Entlaaschtungsstrooss gebaut no dem Konzept, deen 2011 ausgeschafft ginn ass. Dës Strooss soll, wann ee vun Dikrech kënnt, iwwert déi al Charly-Trace goen. De Grenzverkéier Richtung Däitschland soll iwwer eng nei ausgeluechten Nationalstrooss féieren an d'Kräizungen, déi haut fir de Stau bis an lechternach era suergen, duerch zwee Bypassen ersat ginn.

Dann de Reamenagement vum Echangeur Sennengerberg. Dës Projete betrëfft den Echangeur vum Sennengerberg an déi Bréck, déi dozou gehéiert. Dësen Echangeur muss iwwerschafft ginn, well en net méi un den Trafic ugepasst ass. Dës Embaumarbechte stinn och am Kontext vum Tram, de jo vum Kierchberg bis bei de Fluchhawe fuere soll. Derbäi kënnt och nach, datt um Héienhaff ee Pôle d'échange soll gebaut ginn. D'Bréck soll och vergréissert ginn. Dat Ganzt verlaangt virun allem ee ganz strenge Phasage a Planning.

Dann de Boulevard du Hoehenhof: De Boulevard vum Héienhaff mécht d'Verbinding tëscht dem Parvis vun dem Fluchhafen, der N1 an der Strooss, déi laanscht d'Autobunn op de Cargocenter féiert. De Boulevard gëtt och Accès op de Pôle d'échange Ostsäit. Op dem Boulevard soll den Tram zirkuléieren, individuellen Autosverkéier, Bussen an och Cyclisten a Foussgänger.

Dann ee Projete zu Capellen a Mamer. Op Basis vun enger Traficstudie Mamer-Kielen-Käerch ass no enger Entlaaschtungsstrooss gesicht gi fir d'N6 op deem Stéck tëscht dem Rondpoint an der Entrée vu Capellen an dem Rondpoint hanner Mamer. Do ass virgesinn, eng Strooss ze bauen, déi hannert der Zone d'activité économique läit an de Verkéier vun Ollem op den CR102 leet. Et kennt net jiddwereen déi Strooss, mä dat ass déi Strooss, déi vu Kielen op Mamer geet. Dëst erlaabt och, déi geféierlech Plaze vum aktuellen Echangeur mat der Autobunn ze eliminéieren, mä och dem Transport en commun déi néideg Fluiditéit op der N6 ze garantéieren.

Dee Projete ass och kompatibel mat den Ëmweltstrategien an deenen Zonen, déi vum Projete betraff sinn.

Dann de Reamenagement vun der A4 ronderëm d'Porte de Hollerich. Am Kader vum Projete Porte de Hollerich, een urbanistesche Projete vun der Stad Lëtzebuerg, kann déi aktuell Stroossekonfiguratioun net méi erhale bleiwen. Dëst betrëfft d'A4, déi nei amenagéiert gi muss, an zwar en accord mat dem urbanistesche Projete, deen elo amgaangen ass ausgeschafft ze ginn. Do muss een natierlech och den Tracé vum Tram integréieren.

Dann de Projete am Kader vun de Friché vun ARBED-Schëffleng. Dat neit Konzept vun der Hierarchie vum Réseau routier an der Region Esch-Schëffleng-Belval gesäit eng Berouegung vun dem Trafic an deene Quartiere vir.

Des Weideren ass am Kader vun neien Entwécklungsplang vun de Frichen zu Schëffleng och een Accès zu dese Frichen iwwert d'Penetrante vu Lalleng, der N4 virgesinn. Hei ass eng nei N4 geplangt am Kader vun deenen urbanisteschen Etüden zu dese Entwécklungsplang.

Dann een aneren interessante Projete, dat ass d'Voie pour tram rapide tëscht Féiz a Leideleng. De MoDu 2.0 gesäit eng Linn vun engem

Tram rapide an enger Express-Vëlospist tëscht Lëtzebuerg a Belval vir. Dës zwou Mobilitéitsmodalitéite solle jo laanscht d'A4 gefouert ginn. Dës Projete muss an all déi aner Projeten, déi do virgesi sinn, integréiert ginn. Op där Streck sinn och nach Enkpäss am ekologesche Beräich souwéi am Urbanismus ze iwwerwannen.

Dofir ass den Aménagement vun der A4 tëscht Leideleng a Féiz nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn, fir den Tram rapide anzubannen an notament fir d'Zirkulatioun vun de Bussen ze verbessern. Hei ass eng Bande d'arrêt d'urgence virgesinn, déi berüümt BAU, déi a Fonctioun vum Trafic vum Bus a Covoiturage benotzt ka ginn. A beim Echangeur vu Leideleng ass och virgesinn, ee Passage fir Wëld iwwert d'Autobunn ze bauen, fir deen natierleche Couloir écologique am Leidelenger Bësch erëm hierzestellen, deen duerch de Bau vun der A4 ennerbrach ginn ass.

Dann de Prolongement vum Tram vum Findel Richtung Kalchesbréck: D'Verlängerung vum Tram vum Findel bis Kalchesbréck ass eng weider méiglech Etapp an der Extensioin vum Tramsreseau. Dëst soll am Kontext vun der urbanistescher Weiderentwécklung vun deem Quartier analyséiert ginn, mä och vun dem Reamenagement vun der N1, wou och den éffentlechen Transport soll ausgebaut ginn.

Dann den Tram op der Areler Strooss an der Stad: Eng weider Extensioin vum Tramsreseau ass op der Areler Strooss virgesinn. Hei soll studéiert ginn, wéi een den Tram vun dem Pôle d'échange op der Stäreplaz kéint weiderféiere bis bei de Centre hospitalier. Hei soll och wéi an deenen anere Projeten d'urbanistesche Entwécklung an deem Quartier mat engem effizienten éffentlechen Transport an enger Mobilité douce zesammen analyséiert ginn.

Dann eng Voie de délestage zu Réiden: Och zu Réiden gëtt analyséiert, wéi een eng Entlaaschtungsstrooss an der Peripherie vu Réiden kéint bauen, déi et géif erlaben, den Transitverkéier aus Réiden erauszehalen. Et ass och virgesinn, eng Vëlospist an de geplangte Réseau anzubannen.

Da komme mer op de Rouscht zu Biessen: D'Aktivitéitszone ronderëm d'N7 um Rouscht verlaangen ee Reamenagement vun der N7. Et geet drëm, de Verkéier méi flësseg ze maache mam Embau vun der Stroossekräizung Rouscht. Vëlospiste sinn och hei virgesi souwéi securiséiert Busarréien.

Dann de Carrefour Këppenhaff mam Accès Zone d'activité Fléibuer: Op der N7 soll d'Kräizung Këppenhaff nei amenagéiert ginn, fir méi sécher ze ginn. Dës Kräizung ass eng geféierlech Plaz mat schwéieren Accidenten.

Dann och de Carrefour zu Lëpschent. Op der N7 soll d'Kräizung vu Lëpschent méi sécher gemaach gi mat enger Ennerféierung.

► **M. André Bauler (DP).** - Très bien !

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.** - Dat erlaabt et och, d'Benotze vum Transport public méi sécher ze gestalten a virun allem och méi accessibel. Déi zwee Projete sollen, wéi gesot, virun allem zu der Sécherheet op der N7 bäidroen.

Dann op der Streck Meechtem bis Hëttermillen gëtt d'Piste cyclable 3, d'PC3 separat vun der Strooss gebaut. Effektiv gëtt d'N10, déi do zéng (veuillez lire: eefel) Meter breet ass, reduzéiert. Dëst erlaabt et, d'Vëlospist och sécher separat vun der Strooss ze gestalten.

Dann an d'Stad, den Elargissement vun dem Viaduc, och nach déi Al Bréck genannt. De Kader ass d'Modernisatioun vum Transport public an der Stad. Dofir ass op der Aler Bréck eng supplementar Busspur virgesinn, déi a Richtung Gare geet. Déi zwou Autosspuren a Richtung Uewerstad bleiwe bestoen. Un d'duus Mobilitéit, also Foussgänger a Vëlo ass och geduecht ginn. D'Bréck gëtt 4,5 Meter méi breet gemaach fir d'Foussgänger an d'Cyclisten. D'Foussgänger kënnen awer och nach déi aner Säit vun der Strooss benotzen. Dës Projete ass schonn ugefaange ginn, well deen éischten Devis enner 10 Milliounen louch. Den Devis ass elo bei 14 Milliounen, TVA inclus. De Ministère wëllt dat am Sënn vun der Transparenz dofir och nach eng Kéier hei presentéieren.

Dann den Ouvrage d'art Bowstring zu Schëffleng. Dir kennt déi Plaz vläicht allegueren. Dat ass schonn eppes Extraes fir hei am Land. Eng Bréck mat engem laang gezunnene Bou steet op der A13, der Collectrice du Sud, bei Schëffleng. Déi Bréck kräizt do d'Route vu Schëffleng op Nærzeng an d'Zuchlinn vu Beetebuerg op Schëffleng. Dës Bréck ass an engem schlechten Zoustand, soudatt se muss rehabilitéiert ginn.

Am Kader vun dëser Rehabilitatioun soll d'Bréck och méi héich gestallt ginn, also no uewe gehewe ginn. Dat erlaabt dann och spéider, datt Zich mat engem méi héije Gabarit

kennen do op där Streck zirkuléieren, wat de Moment net méiglech ass.

Den Devis hei ass 17 Milliounen Euro.

Dann den Tunnel Markusberg, eng „never-ending story“. Am Tunnel Markusberg op der A13 ass schonn zënter 2006 eng Zon op der Autobunn lokalisiert ginn, déi dozou féiert, datt do regelméisseg mussen Travaux d'entretien gemaach ginn. Dëst ass op eng geologesch Couche zrëckzeféieren, déi quasi opquëllt, an dat regelméisseg. Hei ass d'Zirkulatioun da schwierig an net optimal. Dëse Problem soll elo definitiv aus dem Wee geschafft ginn. Deen Devis hei ass 21 Milliounen Euro.

Dann de Pôle d'échange Gare centrale. De Pôle d'échange Gare centrale zu Lëtzebuerg soll erlaben, datt all Modalitéite sech hei kräizen a begéinen: Bus, Tram, Vélo, Auto, Foussgänger. Esou sollen och fir d'RGTR-Busse ronderëm d'Rocade de Bonnevoie Arrêten amenagéiert ginn.

De Park & Ride vu Fréiseng ass op der N3 no bei der franséischer Grenz. Vun do aus fueren eng Rei Bussen an d'Stad a bei de Lycée vu Belval. De Moment sinn do 260 Plaze virgesinn, déi awer net duerginn, fir d'Besoinen ofzedecken. Hei ass eng Extenssioun vun 600 Parkplazen op zwee Gebaier virgesinn. De Käschteverschlag läit bei 24 Milliounen Euro.

Dann d'Suppressioun vun zwee Passages à niveau zu Pëtten. Zu Pëtten bei Miersch ass virgesinn, déi zwee besteeënd Passages à niveau ofzeschaffen. Déi nei Struktur, déi hei soll gebaut ginn, géif och erlaben, den Duerchgangsverkéier zu Miersch ze verkleinere.

Dann ee Projet, deen eis och hei am Haus interesséiert, dat ass de Contournement zu Dippach mat der Suppressioun vum Passage à niveau 5. D'Realisatioun vun dem Contournement zu Dippach géif et erlaben, de Passage à niveau ofzeschaffen an den Duerchgangsverkéier ze reduzéieren. Och dee Projet, wéi gesot, géif dann engem Enn zougefouert ginn.

Dann nach e Projet vum Fonds du rail, dat ass eng Struktur, déi soll gebaut ginn um Houwald bei der Gare. Um Pôle d'échange Houwald, also direkt niewent der Gare Houwald an dem zukünftigen Arrêt ass virgesinn, een Administratiounsgebai opzerrichten. De Moment sinn 9 Niveaue virgesinn, dovu 6 Niveaue fir Büroen. De Besoin u Bürosgebai ass grouss. An dofir soll nach weider analyséiert ginn, fir dës Parzell maximal an der Héicht auszenotzen. Den Devis ass bei 36 Milliounen Euro.

Sou, ech kommen elo zum Enn, no 23 Minuten. Villmools Merci, Här President, datt Der mer erlaabt hutt, e bëssen iwwert d'Zäit ze goen.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Dir sidd nach am grénge Beräich.

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.- Jo. Ech mengen, ech ...

(Interruptions)

► **Une voix.**- Dir kënt roueg weidermaachen.

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.- Soll ech nach virufueren? Ech hunn awer elo keng Projekte méi. Den Här Bausch huet der awer nach vläicht derbäi.

(Hilarité)

► **Une autre voix.**- Dat ass exzellent.

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.- Dës Projekte goufen natierlech vill méi detailléiert an der zoustänneger Kommissioun virgestallt a si hunn och den Aval vun der Kommissioun kritt.

A wéi gesot, dat Ganzt hu mer jo an eng Motioun verfaasst, déi ech dem Här President elo iwwerrechen an déi mer och dann herno votéieren. Wann ech gelift!

Motion 1

« Grands projets d'infrastructure de l'État »

La Chambre des Députés,

vu, d'une part,

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu, d'autre part,

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 ;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité ;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et présentée lors des séances du 31 janvier 2019 et du 4 février 2019 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2019 afin de garantir les objectifs suivants :

a. en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

1. rénovation et agrandissement du siège de l'Administration des contributions directes (y compris bâtiment « Zürich »), Luxembourg

2. construction d'une nouvelle tour de contrôle au Findel

b. en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

3. extension du Lycée technique Esch-sur-Alzette

4. extension des bâtiments de l'école primaire de l'École européenne I, Luxembourg-Kirchberg

c. en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

5. construction d'une unité de psychiatrie spéciale judiciaire au Centre pénitentiaire, Schrassig

6. rénovation et extension du Centre socio-éducatif de l'État, Schrassig

7. rénovation et extension du Centre socio-éducatif de l'État, Dreiborn

d. en ce qui concerne le champ d'intervention relatif à l'article budgétaire 51.4.72.023 (Acquisition, déplacement, évacuation, remise en état et installation de pavillons modulaires préfabriqués sur divers sites à travers le pays)

8. construction modulaire pour le Luxembourg Institute of Health (LIH), Luxembourg

e. en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

9. création d'un couloir pour bus entre Waldhaff et Kirchberg (A7)

10. création d'un couloir pour bus entre Gondrange et Waldhaff (N11)

11. réaménagement de la traversée de Junglinster (N11)

12. construction d'une voie de délestage à Echternach (N10/E29/N11)

13. réaménagement de l'échangeur Senningerberg (A1)

14. création du Boulevard du Hoehenhof

15. création d'une voie de délestage et raccordement de la ZAE-CR102 avec réaménagement de l'échangeur Capellen (A6)

16. réaménagement A4/B4 et avenue du Geeseknappchen

17. aménagement d'une « Nouvelle N4 » et des routes étatiques dans le cadre du développement de la friche ARBED-Schiffange

18. aménagement d'une voie pour tram rapide, bande d'arrêt d'urgence et covoiturage, des

échangeurs et d'un couloir écologique « Leidelen-gerbësch » entre Foetz et Leudelange (A4)

19. prolongement de la ligne de tramway - Findel Kalchesbruck (N1)

20. prolongement de la ligne de tramway - Route d'Arlon (N6)

21. aménagement d'un axe de desserte/voie de délestage à Redange (N22/CR304)

22. reconfiguration de carrefours dans le contexte de la Z. A. « um Rouscht » à Bissen (N7/CR115/CR306)

23. sécurisation du carrefour Këppenhaff avec accès Z. A. Fléibur (N7/CR377)

24. aménagement d'un carrefour dénivelé à Lipperscheid (N7)

25. réaménagement de N10 Machtum-Ahn-Hettermillen avec piste cyclable PC3

26. élargissement du viaduc « Passerelle » pour piste cyclable (OA788)

27. réhabilitation du pont en arche Bowstring Schiffange sur l'A13 (OA1084)

28. assainissement de la zone de gonflement du Tunnel Markusberg sur A13 (OA1219)

29. mise en place du pôle d'échange « Gare Centrale », Luxembourg

30. extension du Park & Ride Frisange

31. suppression des passages à niveau PN24 et PN24A à Pettingen (N7/CR123)

32. aménagement du contournement Dippach-Gare avec suppression PN5 (N13)

f. en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

33. construction d'un bâtiment administratif au pôle d'échange multimodal Howald.

(s.) Carlo Back, Dan Biancalana, Max Hahn, Josée Lorsché, David Wagner, Serge Wilmes.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci.

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.- Si ass vun de Parteien LSAP, DP, CSV, déi gréng an och déi Lékn ënnerschriwwen ginn a si fuerdert d'Regierung op, déi néideg Etüden ze lancéieren, fir datt d'Projete kënnen ëmgesat ginn. Ech ginn elo net op den Detail vun deser Motioun an, mä et ass eng Motioun, déi quasi all Joers hei erëmkënt, an den Text ass equivalent dozou.

Da schwätzen ech och nach als Member vun déi gréng elo hei an der Chamber. Dës Projete erlaben eis et, fir eist Land op d'Zukunft ze preparéieren. Wéi virdu gesot, eng ganz Rei Secteure si vun dese Projete betraff. Dofir ginn ech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord fir dës Motioun.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, dem Rapporteur wëll ech villmools Merci soe fir säi Rapport. Hien huet sech d'Méi gemaach, fir déi 33 Projete, déi hei an der nächster Zäit solle studéiert ginn an dann och realiséiert ginn, wat mer och hoffen, am Detail ze erklären. Dat erspuert mer et, fir op déi eenzelen Projete am Detail nach eng Kéier mussen anzegoen.

Ech wëll direkt vu virera soen, mir ënnerstëtzen als CSV natierlech och alleguerten déi heiten Etüden, déi solle gemaach ginn. Mir sinn also mat dem Prinzip dovunneer d'accord a mir wäerten also och onsen Accord ginn zu där heite Motioun, déi ech am Numm vun der CSV mat ënnerschriwwen hunn.

Bon, zu den eenzelen Gebaier, déi sollen an Zukunft ausgebaut gi respektiv nei gebaut ginn, do wëll ech elo net ze vill driwwer soen. Mir fannen et awer natierlech ganz gutt, datt zum Beispill eng Steierverwaltung och endlech soll kënnen ee modernt Gebai kréien, wat renovéiert ass a wou alles op ee Site soll konzentréiert ginn. Dat ass also e wichtege Projet fir ons, genesou wéi datt de Findel soll en zweete Kontrolltuerm kréien, well de Findel ass jo weiderhi staark amgaangen ze wuessen a brauch déi modernsten Infrastrukturen och. Dozou gehéiert een zweete Kontrolltuerm. Wichteg a gutt ass och, datt d'Extenssioun geplangt si vu Lycée wéi deem zu Esch/Uelzecht, den technesche Lycée, oder der Europaschoul um Kierchberg. D'Land wiest weider ganz staark a mir brauchen alleguerten déi dote Vergréisserungen, fir deem Wuesstum dann och kënnen gerecht ze ginn.

Datselwecht gëllt dann och fir alleguer déi Unitéiten zu Schraaseng an zu Dräibur, déi solle

vergréissert ginn. An da schliisslech komme mer awer, mengen ech, op deen Haaptpunkt, dat ass de Fonds des routes, wou eng ganz Partie a wou jo déi meeschte Projete an och deser Motioun dran enthalte sinn. Dat wonnert jo keen. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, datt d'Mobilitéit niewent dem Logement déi Haapterausforderunge vum Land sinn an datt mer natierlech nach ëmmer an der Situatioun sinn, datt mer deem staarke Wuesstum meeschtens eben hannendrunnen, well et schwéier ass, dat ze anticipéieren, och wann et de Wëllen ass vun der neier Regierung, fir an Zukunft kënnen méi ze anticipéieren, wat mer och ënnerstëtzen.

Mä mir wëssen awer och alleguerten, datt mer net wäerte vun haut op muer déi Infrastrukturen do kënnen realiséieren, och wa jiddweree vun ons sech natierlech géif wënschen, datt mer dat scho kéinten alleguerte muer dostoen hunn. Mä natierlech brauch dat seng Zäit, well dat huet eng ganz Partie vu Prozeduren, déi dat mat sech bréngt, natierlech och eng ganz Partie vu Chantieren, vun Aarbechten, déi mussen gemaach ginn. An dat geet nun eemol net an där kuerzer Zäit, wéi mer dat vläicht ëmmer alleguerte gären hätten. Also däers si mer ons alleguerte bewosst. Dofir mengen ech, muss och jiddweree dat fairerweis dann och agesinn an, bon ech soen, net iwwerbidden an deem Sënn mat Projete, déi sech zwar gutt unhéieren, mä déi, wéi gesot, alleguerten ëmmer eng Zäit brauchen, fir sech ëmzesetzen.

E wichtege Projet, an dat ass eppes, wat mer ganz kloer och ënnerstëtzen, dat sinn déi Busspuren, déi solle bäikommen tëscht dem Waldhaff an dem Kierchberg an tëscht dem Gonnereng an dem Waldhaff. A ganz besonnesch bei deem Projet tëscht dem Gonnereng an dem Waldhaff fanne mer, datt dat e ganz gudder Projet ass, well et souzesoe wéi e Pilotprojet och ka consideréiert gi mat där variabler Busspur, well mer jo dacks déi Situatioun hunn, grad eben och ronderëm an an der Stad, wou de Gabarit vun de Stroossen einfach net duergeet, fir datt mer nach kéinten op béid Säiten eng Busspur maachen, fir d'Busse kënnen eranan erausfueren ze loosse. Hei mat deem Projet géif een emol esou eppes kënnen amenagéieren. Et nëtzt an deem Moment am meeschten deene Leit aus dem Oste vum Land, mä tant mieux fir si.

Mä wann deen dote Projet bis gemaach ass - de Minister huet ons dat jo an der Kommissioun gesot, ech hat em déi Fro gestallt -, kommen aner Projete an nach eng Kéier no. E ganz wichtege Projet wär zum Beispill och, dat am Eecheberg ze maachen, wat jo och ee vun deenen Haaptpunkten ass an der Stad, wou et ebe moies immens staut. Dat wier och eng Méiglechkeet. An de Minister huet gesot, dat wär envisagéiert, fir do och esou eng variabel Busspur, wou een owes d'Bussen eraus a moies eben erafuere léisst op darselwechter Spur, ze amenagéieren.

Et gi sécherlech nach aner Punkten an der Stad a ronderëm d'Stad, wou een dat kéint realiséieren. Also dat fanne mer e ganz, ganz gudder Projet, well en eben eppes erlaabt, wat am Moment net méiglech ass, nämlech datt de Bus ka méi séier weiderkomme wéi den Auto. An et ass awer nëmme dann, wann de Bus méi séier fiert wéi den Auto - nieft der Capacitéit, der Sécherheet, der Pënklechkeet natierlech -, datt och nach méi Leit sech kënnen motivéieren, fir mam Bus ze fueren.

Déi ganz Annoncé ronderëm de gratis ëffentlechen Transport, ech mengen, de Minister huet jo selwer ëmmer virun de Wahlen zu Recht gesot, datt et net dat ass, wat decisiv ass, mä am Endeffekt d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport. Mat esou engem Projet schaaft een da Qualitéit vum ëffentlechen Transport. An dofir ass et, mengen ech, och dat, wou een an Zukunft de Fokus muss drop leeën. An do kritt en och vun der CSV déi vollsten Ënnerstëtzung, well dat och fir ons nach ëmmer den A an O ass, fir den ëffentlechen Transport ze verbesseren.

Genesou wichtege ass ons awer och, datt endlech, an ech soen dat ganz bewosst am Kader hei vun de Busspuren respektiv dem ëffentlechen Transport, eng Rei Contournementen dann och gebaut ginn, wat jo och elo de Wëlle vun dem Minister ass, fir do kënnen méi dran ze investéieren. An déi ganz wichtege Contournementen, an dat wonnert, mengen ech, awer keen, dat ass do, wou am meeschte wäert och an Zukunft investéiert ginn a gebaut ginn, dat ass am Nordwesten an am Südwesten vun der Stad, well do déi grouss Quartiere wäerten entstoe respektiv schonn amgaangen sinn ze entstoen.



Niewent der Cloche d'Or an dem Ban de Gasperich wäert dat jo an Zukunft, an dat ass jo och an der Landesplanung esou virgesinn, am Weste vun Zéisseng sinn an natierlech och dee ganze Projet Porte de Hollerich, wou d'Stad Lëtzebuerg jo zesumme mam Stat a mat anere wäert en neie Quartier bauen, wou kënne bis zu 6.000 Awunner kommen.

Dofir brauche mer onbedéngt déi Contournementen vu Märel, vun Zéisseng an awer och vun Hesper a vun Alzeng. An dat net nëmme fir d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi haut schon an deene Quartiere respektiv deenen Uertschaften do wunnen an déi natierlech geplozt si mat deem villen Duerchgangstrafic, an net nëmme, fir dann déi zukünftige Quartieren, déi do entstinn a wou wäerten Dausende vun Awunner bäikommen, kënne gutt unzeschleissen, wat jo och de Sënn an Zweck ass vun der Landesplanung. Well ech mengen, dat ass déi éischt Mesure, déi mer mussen maachen: Méi Wunnengen à coût modéré respektiv déi ee sech ka leeschte bauen, fir d'Schaffen an d'Wunnen nees beieenezebréngen. Dat wäert do op deene Plazen an der Stad gemaach ginn. An dat ass déi allerwichtigste Mesure. Mä den öffentliche Transport muss natierlech dann och do kënne fonctionnéieren.

A wa mer déi Contournementen bauen, da sinn et net nëmme déi, déi kënne genotzt gi fir den öffentliche Transport, wat jo virgesinn ass mat dem Boulevard de Merl an dem Boulevard de Cessange, wou an Zukunft och kann den Tram driwwerfuere respektiv d'Bussen, mä och déi besteeënd Stroosse wéi d'Areler Strooss, wou zwar och soll den Tram driwwerfuere, an d'Lonkecher Strooss kënnen zum Beispill dann dee Moment méi entlaascht gi vun dem Duerchgangstrafic. An dat erlaabt et engem, fir och kënne mam Bus do besser virunzekommen. Well dat ass zum Beispill e klassescht Beispill vun enger Strooss, wou de Gabarit nun eemol deen ass, wéi en ass: En ass vill ze vill schmuel, fir do kënnen och nach iergendwann eng Kéier eng Busspur ze amenagéieren. Et ass awer eng vun deene meeschtbefuerenste Stroossen a Penetranté fir an d'Stad eran.

Wa mer awer ee Contournement hunn, entlaaschte mer déi Strooss wesentlech a mir kéinten ons och do Plaz schafe fir den öffentliche Transport. E Contournement oder eng Strooss ze bauen, ass also net nëmme, wéi dacks awer behaupt gëtt, fir dann weideren Trafic domadder generéiert gëtt, dat heescht Individualverkéier, mä et erlaabt och, méi Plaz ze schafe fir den öffentliche Transport, well et eben aner Plazen och entlaascht an och zousätzlech Plaz gëtt op deenen neie Contournementen fir an de Bus.

Dat ass ons ganz wichtig. An dowéinst ënnersëtze mer do all Efforten, déi d'Regierung wëllt maachen, fir do méi séier weiderzuekommen. Mir wëssen, datt dat net evident ass, fir do Terrainen ze kafen, déi sinn an Hand vu private Proprietären. Mä de Minister huet ons gesot, e kennt relativ gutt weider, wat deen éischten Trançon vun dem Boulevard de Merl betrëfft tëschent der Areler Strooss an dem Kräizgrënnchen. Dat ass ganz wichtig, well mer net nëmme den Tram wëllen dohinner verlängeren, mä do entstinn och nei Quartieren an der Stad Lëtzebuerg. Mä mir mussen dann awer och iergendwann eng Kéier weiderfuere. Also do kann ee se nëmme ënnerstëtzen, datt et esou séier wéi méiglech do weidergeet mam Kaf vun deenen Terrainen, fir kënnen déi Contournementen do ze bauen.

Da sinn och aner Projeten, déi ons wichtig schéngen fir d'Liewensqualitéit vun onse Matbierger. Dat ass, wann zu Jonglënster zum Beispill déi ganz Traversée wäert kënnen nei gestalt ginn, wann de Contournement jo elo besteet. An dat ass wéi mat der N7 och dee ganzen Uelzchtaldall zu Luerezwiler. Doduerjer, datt do ebe manner Trafic elo ass, well et do eng Méiglechkeet gëtt, fir kënne mam öffentliche Transport respektiv Individualverkéier iwwert d'Autobunn dann ze fuere respektiv de Contournement, kënnen déi Stroossen an deenen Uertschaften nees méi zrëckgebaut ginn.

Den Här Arendt schéngt net esou d'accord domat ze sinn. Mä op jidde Fall ass et emol awer e gudden Usaz, fir do ze kucken, datt déi Stroossen ebe méi Liewensqualitéit nees hierginn, genee ewéi déi Voie de délestage zu lechternach.

Da wichtig Projeten, déi zesummefalen, dat ass souwuel dee Boulevard vun Héienhaff wéi de Reamenagement vum Echangeur vum Sennengerbiereg, well jo do soll dee grouesse Pôle d'échange entstoe respektiv dee grouesse Park & Ride um Héienhaff mat enger Capaci-

téit, mengen ech, vu bis zu 4.000 Parkplazen, wat erëm fir déi Leit aus dem Oste ganz wichtig ass. An dowéinst mussen déi Amenagementer do gemaach ginn. An dozou zielt natierlech och d'Extensioune vum Tram Richtung Findel an doriwwe eraus, wat hei emol drasteet, wat studéiert gëtt, och Richtung Kalchesbréck.

Do ass et awer menger Meenung no net esou, wéi de Rapporteur gemengt huet, datt déi Extensioune am Kader ze gesi wär vun engem urbanistesche Projet. Mä ganz kloer ass do de Sënn an Zweck, wann d'Luxexpo géif en neie Site kréien, ass dat ee vun den Haaptsitten, deen envisagéiert gëtt, fir dohinner ze kommen. Dat ass nach net ganz kloer. Ech hat dat och nach eng Kéier nogefrot. An dat ass och an der Rei, well een dee Site do soll als Site kënnen envisagéiere fir d'Luxexpo. Mä do stelle sech awer trotzdem dann eng Partie Froen, déi ech och an der Kommissioun gestallt hat, déi ech mer awer erlaben, nach emol eng Kéier hei kloer ze soen, näämlech: Wéi ass et da mat dem Verkéier, deen duerch eng méiglech Luxexpo, déi op deem Site géif entstoen, kéint provozéiert ginn?

Dowéinst ass et fir eis ganz wichtig - an de Minister huet dat versprochen, datt dat géif geschéien -, wann dee Site also weiderhin och zrëckbehale sollt ginn, da mussen och Traficstudie gemaach ginn, wat dat fir eng Repercussioune hätt, och op Neiduerf respektiv ënnen op de Rond-point lergäertchen, dee jo elo scho relativ saturéiert ass, well ech mengen, wann dat net gemaach gëtt, da kann een och net einfach soen, dat wär e gudde Site. Dat huet eng ganz grouss Repercussioune oder riskéiert, eng grouss eben ze hunn. Dofir ass et wichtig, datt, wann dat e Site soll bleiwen, dann och déi Etüden do gläichzäiteg gemaach ginn.

Een anere wichtige Reamenagement, och wann en hei elo net esou ervirkent, ass dee vun der sougenannter Avenue vum Geeseknäppchen, also der A4, der B4. Dat ass jo och eng vun den Haaptentreeën. Wann een aus dem Süde kennt vun der Escher Autobunn, da stéisst een do an d'Stad eran, wou de Rapporteur rappeliert huet, datt et do jo de Projet gëtt Porte de Hollerich, wat e Projet ass, wéi ech virdru scho gesot hunn, vun der Stad Lëtzebuerg mat dem Stat zesummen an och mat private Proprietären, wou jo eben e ganz neie Quartier soll entstoen, wéi gesot bis zu 6.000 Awunner, wat och en Ecoquartier soll ginn, dat heescht, deen dann och soll der duusser Mobilitéit an och dem öffentliche Transport d'Haaptplaz ginn.

Dofir ass et, wéi de Rapporteur zu Recht gesot huet, och ganz wichtig, net nëmme dann hei d'Stroossen ze reamenagéieren, fir datt dee Quartier do ka gebaut ginn, mä och den Tram, d'Extensioune vum Tram vun der Gare a Richtung Porte de Hollerich. Dat ass eng vun deenen absolute Prioritéiten oder muss eng vun den absolute Prioritéite sinn, well e jo dann net nëmme ënnen deen neie Quartier wäert desservéieren, mä och schon uewen déi nei Quartieren, déi wäerten entstoen, näämlech déi vu Paul Wurth an Heintz van Landewyck. Dofir ass dat eng vun deene wichtigste Extensioune vum Tram. All d'Extensioune schéngen mer fir jiddweree wichtig ze sinn. Mä do entstinn och esou vill nei Wunnengen, datt et wierklech Sënn mécht, fir deem och eng absolutt Prioritéit ze ginn.

Wa mer beim Tram sinn, da soll jo och an Zukunft eng Kéier e séieren Tram a Richtung Esch/Uelzcht fuere, ee Projet, dee jo nach ënnert dem MoDu 2.0 emol virgestallt ginn ass, wat natierlech e ganz ambitiöse Projet ass, dat gesi mer och an, deen och net wäert evident ginn ze realiséieren. An dowéinst ass et richtig an och gutt, datt eben elo hei och scho virgesi gëtt, d'Etüden ze maachen an esou den Amenagement respektiv de Reamenagement vun der A4 ze maachen, fir datt sech och do déi Terrainen, déi Emprise geséiert kënne ginn, fir herno och dee séieren Tram kënnen ze bauen, genausou wéi dann déi Méiglechkeet, fir e Couloir fir d'Busser respektiv de Covoiturage respektiv dann eng séier - ech wëll net soen, - eng Vélosautobunn ze schafen tëschent Esch/Uelzcht an der Stad Lëtzebuerg.

Kéint eis den Här Minister just nach eng Kéier soen, wéi laang hien ongeféier mengt, datt esou ee Projet nach wäert eventuell daueren? Well, wéi mer driwwer geschwat haten am Kader vum MoDu 2.0 mam séieren Tram, hat Der, mengen ech, eng Kéier gesot, ongeféier 2030 misst een domadder rechnen. Mä vläicht geet et jo och méi séier nach. Dat wier op jidde Fall dat, wat mer géifen ënnerstëtzen. Et ass e komplizéierte Projet. Mä kéint Der eis vläicht do nach eng Kéier e bësse méi Detailler awer elo scho liwweren, wéini domadder kéint gerechert ginn?

Da komme mer nach weider bei d'Extensioune vum Tram, an zwar Richtung Areler Strooss, eng Extensioune, déi och Sënn mécht, vun der

Stäreplaz aus, fir Richtung Mamer eng Kéier do ze kommen, well dat ass jo och de Sënn dovunner. D'Zil ass net, fir datt mer op der Grenzmat der Stad an de Stroossen eng Kéier stoe bleiwen. Eng éischt Etapp wär emol, vun der Stäreplaz bis bei de CHL ze kommen.

Do hat ech och an der Kommissioun d'Fro gestallt, datt et an deem Moment och wichtig wier, oder ob geplangt ass, besser gesot, fir dann op der Héicht vum CHL respektiv do niewendrun ee Pôle d'échange ze schafen, wann den Tram dann eng Kéier bis do ukëent, well et jo och am Konzept ass vun der Regierung, wat mer och ënnerstëtzen, datt jo an Zukunft déi RGTRen net méi queesch duerch d'Stad solle fuere, mä datt se jo op de Pôle-d'échange hiren Terminus sollen hunn.

Elo ass deen éischte jo emol op der Stäreplaz. Dee wäert jo och dann emol bestoe bleiwen. Mä wa mer den Tram ebe méi verlängeren, mussen u sech nach weider esou Pôle-d'échange oder Konnexionspunkten tëschent dem Tram an dem Auto respektiv dem Bus kënne kommen, an ob et eben och do d'Méiglechkeet gëtt a geplangt ass, fir op där Héicht ee Pôle d'échange ze maachen, wat géif Sënn an Zweck maachen, ëmsou méi wou da jo och lénks den Tram eng Kéier ofbéie soll Richtung Boulevard de Merl an dann iergendwann eng Kéier Boulevard de Cessange.

Kéint Der eis nach eng Kéier do soen, ob dat an Ären Ae méiglech ass an ob dat geplangt ass, fir esou ee Pôle d'échange och dann an deem Moment do ze amenagéieren?

Da mengen ech, Projeten, déi eis als CSV ganz speziell um Häerz leien a wou en onermiddlechen Asaz ëmmer gemaach ginn ass all déi Joren an och weider wäert gemaach gi vu mengem Kollege, dem Aly Kaes, dat sinn déi fir d'Sekurisioun vun der N7.

Dir wësst, wat ons Virstellung ass vun der N7: datt se soll eng Kéier op véier Spuren iwwerall ausgebaut ginn. Mä hei komme mer awer an Etappe weider, wat wichtig ass fir d'Sécherheet vun de Leit, déi déi benotzen, a ganz besonnesch fir d'Leit am Norden, well jo awer ganz vill Accidenter do geschéien.

Ech mengen, dat ass jo vun der Regierung unerkannt ginn. An dofir sinn och déi zwee Projeten hei ze gesinn an deem Kontext vun der Sekurisioun vu Kräizungen, wou vill Accidenter geschitt sinn, zu Fléiber an zu Lépschent, an op deene Kräizungen, déi elo entschäerft solle ginn. Et soll och méiglech gemaach ginn, datt dat do méi sécher gëtt, wann een déi Kräizung benotzt, an zwar, andeems een net méi lénks ofbéie kann.

Wat awer interessant ass, dat ass, datt ze liesen ass an deem Dokument, datt dosteet: „Carrefour Képpenhaff avec accès zone d'activité Fléiber“. Dat heescht jo, datt d'Regierung dann dee Moment jo och akzeptéiert, datt Fléiber eng Zone d'activité ass an datt dat eng Zone d'activité ass, déi an Zukunft och nach kéint vergréissert ginn, eppes, wat ons op jidde Fall als CSV géif logesch schéngen an um Häerz läit.

An da komme mer, mengen ech, op ee ganz wichtige Projet, och wann deen hei nëmme e puer Zeilen esou huet, well et geet och net vläicht esou kloer hei ervir, well et hei elo just geet em een zukünftige Pôle d'échange mam Bus, näämlech mam RGTR, an zwar op der Gare. Ech mengen, d'Gare ass a bleibt deen Haaptpôle d'échange vum Land. Dat ass do, wou de meeschten Trafic ass, wou den Zuch ukëent, wou déi Hauptbuslinien ëmmer alleguerten ukommen. Och an Zukunft wäerten do déi Hauptzuchlinien ukommen. Den Zuch ass a bleibt d'Réckgrat vum öffentliche Transport. An ech mengen, d'Regierung huet dat jo och erkannt, andeems se jo net nëmme dat heite mécht, mä si wëllt jo elo nach e fënneten, sechste Quai op der Gare, wat gutt ass.

De Minister seet jo och selwer: Souguer mat deem fënneten, sechste Quai ass awer eng Kéier d'Capacitéit vun der Stater Gare schon erëm limitéiert, well se eben einfach esou e groussen Undrang huet vu Passagéier an an Zukunft nach wahrscheinlech wäert méi kréien. Dowéinst mussen och nach weider Efforte gemaach ginn. Dat heite sinn also konnex Projeten do ronderëm, wéi dee Pôle d'échange mat dem RGTR.

Ech rappeliere och nach eng Kéier ons Iddi, vun där de Minister jo gesot huet bei der Virstellung vu sengem Programm am Kader vum Koalitionsprogramm, datt e se géif studéieren, näämlech datt mer déi Stater Gare solle weider kënnen entlaaschte mat zwee Contournementen, Bypassen, wéi mer dat nennen, fir datt mer an Zukunft den Zich, déi zum Beispill aus der Belsch kommen, kéinten erlaben, direkt op d'Cloche d'Or ze fuere, op déi nei Gare um Houwald, ouni mussen an d'Stater Gare fir d'Éischt eranzefuere, respektiv den Zich, déi aus dem Oste vum Land kommen, ënnert dem

Rum-Plateau direkt op de Kierchberg op déi nei Gare Pfendall-Kierchberg kënnen ze kommen, ouni fir d'Éischt duerch d'Stater Gare mussen ze fuere.

Mir sinn eis wuel bewosst, datt dat grouss Investissementer wäert mat sech bréngen. Mä de Minister huet eis awer versprochen, dat emol ze studéieren, well et géif zu enger weiderer Entlaaschtung vun enger Gare féieren, déi och an Zukunft wäert iwwerlaascht sinn.

An deen heite Projet, deen hei dran ass, dat ass nëmme ee vu ville weidere Projeten, déi ronderëm déi Gare do dréien, a wou et e ganz groussen Defi wäert sinn a ginn, fir dat alles esou op d'Rei ze bréngen, fir datt mer net herno dee ganze Garer Quartier mat op d'Kopp dréien, dee ganzen Trafic duerch dee Garer Quartier, egal ob dat elo ass ze Fouss ze goen oder mam Vélo ze fuere, mam Tram ze fuere, mam Bus ze fuere, well do geschitt ganz vill. Dat ass net nëmme déi RGTR-Gare, déi wäert gebaut ginn, dat ass net nëmme dee fënneten, sechste Quai, mä wann den Tram, an dat ass jo elo déi nächst Etapp, et ass jo amgaange bis dohinner gebaut ze ginn, wann dee bis dohinner ukëent, da muss dat Émklamme vum Zuch op den Tram an d'Stater Busse reorganiséiert ginn.

Dir wësst, am Kader vun dem Projet mat der Aler Bréck ass et hei jo erwäant ginn, datt och déi Al Avenue net méi an Zukunft da fir den Autosverkéier wäert fräi sinn, mä just nach fir Bussen. Déi wäerten a béid Richtungen do zirkuléiere kënnen, plus dann eben och d'Busspuren. Wann dat awer net méi méiglech ass fir d'Autoen, da mussen déi awer trotzdem duerch de Garer Quartier nach kënne kommen, dat heescht, et muss een déi Querverbindungen awer nach erméiglechen.

Et muss och erméiglecht ginn, weiderhin an deem Quartier kënnen ze liwweren. Dat heescht, och Liwwerplaze mussen nach ëmmer do sinn. Et ass e grouss Kappzerbriechen, et ass e groussen Defi, et ass just dat, wat ech domadder wëll soen, wou selbstverständlech alleguerten déi concernéiert Entitéite mussen zesummeschaffen, fir datt et herno fir jiddweree agreabel ass a jiddweree do déi héchste Qualität vum öffentlichen Transport respektiv vu soss ebe Mobilitéitsméiglechkeete ka kréien.

Voilà! Dat sinn u sech déi eenzel Projeten, op déi nach eng Kéier anzegoen ons als CSV ebe wichtig war a wou mer ebe ganz kloer déi Efforte vun der Regierung och ënnerstëtzen.

Natierlech si mer och gespaant dann op déi Etüden, wann déi da bis kommen, wat se fir Erkenntnisser wäerte bréngen, och wat dat wäert alles nach kaschten. Mä et ass net eleng hei de Käschtel, et ass virun allem och: Ass et ëmsetzbar an a wat fir engen Delaien ass et ëmsetzbar a wéi ass et herno ze koordinéieren?

Dat gëtt déi grouss Erausforderung. Mä dat wäerte mir awer als CSV matdroen, ebe soulaang et ëmmer ass am Sënn vun der Liewensqualitéit an am Sënn dovun, datt mer de Wuesstum, dee mer hei hunn zu Lëtzebuerg, dee staark ass, besser kanaliséiert kënne kréien.

An domadder ginn ech dann och nach eng Kéier den Accord vun der CSV zu deem Prinzip an eben och zu der Motioun, déi mer jo zesummen och ënnerschriwwen hunn an deposéiert hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wilmes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

(**Brouhaha**)

Oh, pardon! Entschëllegt! Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Max Hahn, Dir hutt d'Wuert.

(**Brouhaha général**)

Entschëllegt!

► **M. Max Hahn (DP).** - Sou séier ass ee ver-giess!

(**Interruptions**)

Här President, villmools Merci da fir d'Wuert. Fir d'DP ass natierlech all Investitioun, déi mir haut an d'Infrastruktur an an d'Mobilitéit stiechen, e Stéck Liewensqualitéit vu muer.

Egal ob een dat op déi schoulesch, déi medezinnesch oder déi kulturell Infrastrukturen mënzt, ob ee vum Ausbau vum Individualverkéier oder vum öffentlichen Transport schwätzt: Mir mussen haut schon u muer denken. Mir brauchen dofir e schätzegen Ausbau vun eisen Infrastrukturen.

Et wonnert dofir och net, wann en dës Deeg duerch d'Land fiert a gesäit, dass - jo! - iwwerall gebaut gëtt. Iwwerall si Chantieren. D'Stroossebild verännert sech. Et entstinn nei



Stroossen an nei Gebaier, respektiv déi, déi schonn do sinn, ginn ausgebaut.

Déi aktuell Regierung féiert domat konsequent dat weider, wat déi lescht blo-rout-gréng Regierung ugefaangen huet, wëllt heeschen: massiv an eis Infrastrukturen an an d'Mobilitéit investéieren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Max Hahn (DP).** - Jo, d'Regierung leet souguer nach eng Schépp drop: Et waren nach ni esou vill Sue virgesi wéi d'Joer fir eis Stroossen, eis Schoulen, medezinnesch Infrastrukturen an an an.

Elong un der Lëscht vun de Projeten, déi mer haut diskutéieren, gesäit een, wou d'Prioritéit vun der Regierung leien. Och de Budget fir 2019 schwätzt eng ganz kloer Sprooch. Et sinn net manner wéi 1,12 Milliarde fir d'Joer virgesinn, dovunner méi wéi 60 Milliounen elong fir d'Mobilitéit.

Et geet awer natierlech net drëm, ze bauen, fir ze bauen. An ech mengen, dat gesäit een och un enger ganzer Rei Projeten. Neen, mir mussen ausbaue respektiv upassen, wou et néideg ass. Besonnesch an der Mobilitéit geet et awer och drëm, déi besteeënd Infrastrukture besser ze notzen, méi intelligent ze notzen an ze kucken, dass d'Infrastrukturen optimal ausgelaascht sinn, ier neier gebaut musse ginn.

An anere Wieder: Mir brauchen eng intelligent Verknüpfung vun der Offer an eng Verhënnereung vun onnéidegem Verkéier. Déi geplangte Busspur an der Mëtt vun der Strooss téschent Gonnereng an dem Waldhaff entspréck genee d'ësper Iwwerleung. De Bus firt moies op där Spur a Richtung Stad an owes firt de Bus op d'ärselwechter Spur vun der Stad a Richtung Gonnereng. De Virdeel vun deem System schéngt mer evident: De Bus huet an de Spëtzezon Prioritéit. E steet also net am Stau. An domadder gëtt den öffentliche Transport natierlech vill méi interessant, grad op enger Streck, der N11, der lechternacher Streck, op där och all Dag d'Leit, déi aus dem Oste kommen, kilometerwäit am Stau stoe mussen.

À propos Stau: Mir begrëssen och, dass deemächst intelligent Verkéiers-, Informations- a Verkéiersleetsystemer op eisen Autobunnen installéiert wäerte ginn. Dës Technik wäert d'Stroossecapacitéit duerch eng intelligent Systemtechnik a Verkéiersmanagement erhéien. Dat dréit och zu enger besserer Mobilitéit bäi. An Echtzäit kënnen esou d'Daten iwwert d'Auslaaschtung vun de Stroosse gesammelt ginn an a Verbindung mat den Date vun den Automobilisten an engem intelligente Verkéiersmanagement zesummelafen.

Als DP begrësse mir natierlech esou Usätz, vu dass mir déi och an eisem leschte Wahlprogramm gefuerdert hunn. Méi mat deem maachen, wat schonn do ass, dat kascht net nëmme manner, wéi wann nei Stroosse musse gebaut ginn, mä et geet och vill méi séier. A bei deene Verkéiersproblemer, déi mir hei am Land hunn, ass dat natierlech och en zentrale Facteur.

Här President, grouss strukturell Chantiere si ganz sécher vun Notzen. Mir mussen awer gläichzäitig och a Léisungen investéieren, déi de Leit elo direkt eppes bréngen. Mir brauche séier, pragmatische Léisungen. Am anere Fall, wa Projeten eréischt a fënnel oder zéng Joer fäerdeg sinn, besteet evidenteweis d'Gefor, dass mer der Entwécklung ëmmer e bëssen hannendralafen. Och wann ech hoffen, dass dese Projet esou séier wéi méiglech ëmgesat gëtt, kann dat dach nëmme en Ufank sinn. Deeselwechte Prinzip kann nämlech op villen anere Plazen am Land applizéiert ginn, zum Beispill am Kader vun de geplangten Expressbuslinien.

Op den Haaptverkéiersachse brauche mir méi zousätzlech Expresslinien, déi nëmme op e puer zentrale Bushaltestelle stoe bleiwen. Danke mer beispillsweis un d'Areler Strooss. Do hu mer op ville Plazen eng Busspur a Richtung Stad, wat natierlech moies ganz kammoud ass, mä owes de Leit natierlech net ganz vill bréngt. Do kéint ee sech Gedanke maachen, fir eppes Äänlech anezeféieren, vu dass d'Areler Strooss och plazeweis nei amenagéiert sollt ginn - ech kommen herno drop ze schwätzen am Kader vun Ausbau vun Tram - an, wéi gesot, dat ass besonnesch interessant fir déi Busser, déi eben net bei all Arrêt stoe bleiwen.

En anert Beispill sinn eis Autobunnen. Och hei huet ee séier eng zousätzlech Bunn fir de Bus mobiliséiert duerch de sougenannten „Roadzipper“-System. Heibäi gëtt d'kalifornesch Mauer an der Mëtt vun der Autobunn duerch eenzel Bëtonsbléck ersat. Déi Bëtonsbléck kënnen da vun enger Maschinn vun där enger Säit op déi aner Säit geréckelt ginn. Sou kéint mam Beruffstrafic eng weider Spur opgemaach ginn, déi da prioritär fir d'Busser oder nach de Covoiturage reservéiert wier. Dee System gëtt et schonn zënter e puer Joer op ville

Plazen an Amerika, Kanada an Australien. An do schéngt et jo gutt ze klappen.

Eng aner Méiglechkeet ass déi, d'Standspur fir de Bus fräzeginn, wa Stau ass. Och dat misst relativ séier ëmzesetze sinn a géif d'Pünktlechkeet an d'Attraktivitéit vun öffentliche Transport verbessern.

Op der A4 ass virgesinn, d'Standspur téschent Leidelen a Féiz méi breet ze maachen. Ech hoffen, dass dës Mesure kuerzfristeg hëllef kann, de Verkéiersproblem op där Plaz ze entlaaschten, bis dass de séieren Tram dann op där Streck fuere wäert.

Nieft dese kuerzfristige Mesurë komme mir ganz kloer net derlaanscht, de Reseau vun öffentliche Transport weider ausbauen an un déi haiteg Bedürfnisser unzepassen. Sou sinn zum Beispill am Kader vun Tram eng Rei Chantiere virgesinn, wéi d'Verlängerung vun Tram vun Findel op d'Kalchesbréck, de Reamenagement vun der Areler Strooss, fir wann den Tram eng Kéier op Stroossen, Bartreng Richtung Mamer firt, an de Pôle d'échange op der Gare.

Aktuell lafe jo schonn d'Aarbechten, fir zwee nei Zuchquäie bäizebauen, an de Pont Büchler gëtt méi breet gemaach. Zousätzlech dozou gëtt och d'Busgare nei amenagéiert, fir dass d'Emklamme vun Bus op den Zuch an duerno dann och op den Tram reiwungslos funktionéiert.

Dat si vill Chantieren. A wann op esou enger zentraler Plaz geschafft gëtt, geet dat net ouni Perturbatiounen am Verkéier. Et kann een dofir nëmme allze gutt verstoen, wann d'Leit doriwver net grad begehert sinn an d'Attraktivitéit vun öffentliche Transport an enger éischer Phas eventuell ofhëlt. Mä ech si ganz zouversichtlech, dass mir mëttelfristeg, wann d'Aarbechten da bis ofgeschloss sinn, allegueren dovun profitéiere wäerten.

Och de séieren Tram téschent Esch an der Stad, deen ech elo schonn ugeschnidden hat, ass e wichtige Projet, fir déi zwee gréisst Ballungsgebiete vun Land méi no beieenezebréngen an de Verkéier op där Streck ze verflëssegen. Mä ech denken och un Esch/Belval, e Site, dee sech esou lues a lues entwéckelt, mat der Uni, mat de Fuerschungszentre LIST a LISER an och mat enger Studentepopulation, fir déi eng gutt Verbindung an d'Stad vu Virdeel ass.

Här President, wa mir gär hätten, dass d'Leit méi op den öffentliche Transport zrëckgräifen, da mussen d'Konditiounen stëmmen. An dozou gehéieren un der éischer Plaz natierlech d'Infrastrukturen. Mir hunn et schonn héieren: Den Tram gëtt ausgebaut, et kommen nei Busspuren. An och wann dat haut vläicht net um Punkt steet, ass natierlech virgesinn, den Zucherebau massiv ausbauen. Och dat ass geplangt, wéi et jo och am Regierungsprogramm steet. Mä do dernieft spillen déi aner Infrastrukturen, wéi virun allem och d'Parkingen, eng ganz wichtige Roll.

Wa mir wëllen, dass manner Autoen an der Stad ënnerwee sinn an op eise Stroossen an Autobunnen insgesamt fueren, da mussen mer Opfangparkinge baue ronderëm d'Stad, mä och un der Grenz an op där anerer Säit vun der Grenz.

D'Regierung wëllt jo d'Parkinge laangfristeg verduebelen. An an deem Kader ass de Bau vun zwee Parkingsgebaier um Park & Ride zu Fréiseng, direkt nieft der Autobunn geleéen, e Schratt an déi richteg Richtung.

Här President, eng Annonce, déi et weltwäit an d'Noriichte gepackt huet, ass déi zukünfteg Gratuitéit vun öffentliche Transport. Den Echo am Ausland war grouss.

Ech wëll awer direkt eppes kloerstellen: Neen, de gratis öffentliche Transport elong bréngt de Leit net vill. Dat huet och kee behaapt. An dat ass deemno eng Kritik laanscht de Fong vun der Saach. Wann de Bus oder den Zuch Verspéidung huet oder guer net kennt, net bequem ass an ze laang brauch, dann ass de Choix séier getraff: Et klëmmt een an den Auto an da firt ee mam Auto op d'Schaff. Dorunner wäert och d'Gratuitéit net vill änneren. Mä, wéi gesot, dat huet och ni ee behaapt.

D'Léisung, fir déi Problemer an de Grëff ze kréien, ass ganz einfach, weider konsequent an d'Infrastrukturen an an d'Material ze investéieren. An dës Regierung, wéi mir jo gesinn, mécht genee dat. D'Gratuitéit vun öffentliche Transport ass eng flankéierend Mesure, déi zousätzlech zu den Efforten, fir d'Qualitéit an d'Pünktlechkeet ze verbessern, ze gesinn ass. Oder an anere Wieder: Och mat der Gratuitéit wäert net een Euro manner an d'Infrastrukturen investéiert ginn. Am Géigendeel! Bis 2023 wäerten nach eng Kéier 2,2 Milliarden an den Ausbau an an d'Verbesserung vun Schinnennetz fléissen.

D'Investitiounen lafen déi nächst Joren also weider op Rekordniveau. Do dernieft konnt de Mi-

nister eis jo och zent nach eng Kéier eppes confirméieren, wat jo eng grouss Anzucht war, an zwar datt d'Missionne vun den Zuchbegleeder zwar ännere wäerten, mä dass keen ëm seng Aarbechtsplaz muss fäerten.

Ech mengen, dat alles weist nach eng Kéier ganz däitlech, dass dës Regierung de Problem vun der Mobilitéit ganz eescht hëlt an déi Saach ugeet, ouni vill Zäit ze verléieren.

Eng Saach allerdéngs, wou et wichteg ass, dass mer eis an Zukunft besser opstellen a méi virausschauend plangen, betrëfft d'Kafe vun Terrain fir Mobilitéitsprojete wéi zum Beispill Emgeungsstroosse. Et si jo eng ganz Rei Emgeungsstroosse geplangt, ënner anerem zu Réiden, zu lechternach, zu Capellen oder och op der Dippecher Gare. Grad bei der Dippecher Gare, wou ech natierlech frou sinn, dass et do endlech virugeet, muss een awer feststellen, dass dee Projet sech schonn zënter ville Joren hinzitt, ouni dass eppes geschitt. An där Hsicht muss de Comité d'acquisition an Zukunft vill méi proaktiv schaffen a méi wäitsiichteg plangen. Et mussen vill éischer Terrainen kaaft ginn an eng Utilité publique op Terrainen deklaréiert ginn, déi op strategesch wichtige Plaze leien a vun deenen ee weess, dass ee se eng Kéier ka gebrauchen.

Sécher kann een net alles virausgesinn. An et verlaangt jo och keen, dass dese Comité d'acquisition wësse soll, wat an 30 Joer ass. Mä et soll awer alles gemaach ginn, fir laangfristeg ze denken, fir esou Situatiounen ze evitéieren, wou Projekte jorelang opgehale sinn, well ee sech mat engem Propriétaire net eens gëtt.

Här President, ech hunn elo vill iwwert d'Mobilitéit geschwat an déi mécht jo och e groussen Deel vun den Infrastrukturprojeten aus, déi hei am Land realiséiert ginn. Ech wollt awer och nach e Wuert iwwer verschidder vun deenen anere Projekte verléieren, ëm déi et haut geet.

Als Demokratesch Partei begrësse mir natierlech, dass och weiderhin an eis schoulesch Infrastruktur investéiert gëtt, besonnesch wann, wéi zu Esch am LTE, zousätzlech Capacitéiten am Beräich vun der Informatik an den Naturwëssenschafte geschafte ginn.

Wa mer vun der Digitaliséierung schwätzen a wéi se eis Gesellschaft a Wirtschaft verännere wäert, ass et evident, dass mer och an eise Schoulen derfir surgen mussen, fir eis Kanner beschméiglech op déi Émstänn ze preparéieren. An do brauch een natierlech och déi néideg Infrastrukturen.

Datselwecht géllt och fir de Luxembourg Institute of Health. De Bio-Health-Cluster ass jo e weidere Beräich, an deem d'Regierung Lëtzebuerg op déi international Kaart setze wëllt an als Centre of excellence positionéiere wëllt. Modern Fuerschung an der Medezinn ass opwendeg. Et brauch een dowéinst déi richteg Apparater an Infrastrukturen, virun allem wann een och Talenter aus dem Ausland unzéie wëllt.

Mir ënnerstëtzen dofir natierlech och, dass den LIH zesumme mat der integréierter Biobank an dem Laboratoire biologique moléculaire du cancer déi néideg Gebailechkeete kréien, fir Aktivitéite weiderentwéckelen ze kënnen a Fuerschung weider op héchstem Niveau do bedreiwen ze kënnen.

Här President, et wier sécherlech nach vill ze soen. Et ass mer leider net méiglech, op all Projet eenzel anzegoen. Ausschlaggebend ass, dass d'DP hanner all dese Projekte steet. An dofir wäerte mir natierlech och d'Motioun matstëmmen.

Zum Schluss wëll ech awer net vergiessen, dem Rapporteur Carlo Back ee grouss Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport ze soen. An lech soen ech natierlech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Nächst Riedner ass awer elo den Hér Yves Cruchten. Hér Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Hér President, och wann et e bëssen ondankbar ass, fir als Véierter hei ze schwätzen, nodeems meng dräi Virriedner schonn en long et en large op déi iwwer 30 Projeten do agaange sinn. Ech géif och gär da vun der Geleéenheet profitéieren, fir dem Hér Back villmools Merci ze soe fir säi gudd Bericht. Ech mengen, dass hien dat esou gutt gemaach huet, dass een eigentlech op viles ka verzichten. Dat wäert ech och a menger Ried maachen.

A wann Der mer et erlaabt, da wäert ech mech elong op e puer Iwwerleunge konzentréieren, déi ech mat lech deele wëllt doriwver, firwat mer dat eigentlech alles maachen, firwat et eben néideg ass, dass mer mussen investéieren, well ech awer d'Impressioun hunn, dass dat heiansdo dobaussen net ëmmer richteg verstane gëtt.

Et ass schonn impressionnant ze gesinn, wéi vill an de leschte Joren an eis Infrastrukturen inves-

téiert gouf a wéi vill dass d'Regierung nach wëlles huet, an den nächste Joren ze investéieren. An et ass gutt a richtig, dass d'Regierung dat mécht. Ob bei neie Lycéien, neie Stroossen oder bei dem öffentliche Transport, eis Infrastrukturen mussen dem Wuesstum nokommen, deen eist Land zanter Jorzéngte kennt.

D'Konsequenz vun deem Wuesstum gesi mer am beschten all Dag op eise Stroossen. An dofir ass net verwonnerlech, dass vun den 33 Projeten, déi an deem Pak stinn, der 22 de Stroossebau betreffen. Derbäi kommen nach 4 Projekte fir den öffentliche Transport.

Jo, et ass absolutt noutwendeg, dass mer an eis Stroosseninfrastrukturen investéieren. An déi Lëscht hei ass de kloer Bewäis, dass, entgéint deem, wat Einzelner behaupten, dës Regierung keng Antiautopolitik mécht. Am Contraire! Selbstverständlech gehéiert eisen öffentliche Verkéier ausgebaut, Couloire fir de Bus oder e séieren Tram grad ewéi déi vill Aarbechten um Schinnennetz. Mä gradesou selbstverständlech ass et, dass mer nei Stroosse bauen oder besteeënd Stroossen ëm- an ausbauen.

Mir wëlle jo, dass méi Leit den öffentliche Transport benotzen, mä mir sinn eis awer och bewosst, dass och an Zukunft den Individualverkéier, also den Auto, e groussen Deel vun eiser Mobilitéit wäert ausmaachen. Eng besser Mobilitéit insgesamt kréie mer nëmme, wa mer e gescheit Zesummespill téschent de verschiddeenen Transportméiglechkeete kréien. E gudd Service an eng besser Offer am öffentliche Verkéier, séier, sécher a kuerz Weeër fir déi duuss Mobilitéit an e gutt ausgebaut Stroosennetz, dat muss dach eist Zil sinn.

Wann een nieft där Lëscht, déi mer haut hei diskutéieren, d'Annex vun Regierungsprogramm kuckt, da gesäit een, u wat fir enge Projeten den Ament geschafft gëtt. Et sinn dat der 22 fir den öffentliche Transport, 27 am Stroossebau, 18 Vëlospisten, 18 Renovatiounen, Vergrëisserungen oder Neibaute vu Schoulgebaier an net manner wéi 15 Park & Ride, virun allem no un der Grenz.

Dat alles kréie mer natierlech net zum Nulltariff. Dat bedeit, dass mer mussen Suen an d'Hand huelen an investéieren, net nëmme an d'Mobilitéit, mä dat géllt och fir nei Schoulen oder soss nei öffentliche Gebaier.

Wat geschitt, wa mer dat net maachen? Et gëtt der jo ëmmer wees, déi mengen, et sollt een déi Sue spueren an net investéieren. Abee, wat geschitt? Dat gesäit een am beschte bei eisen däitschen Noperen. Et kann ee sech zwar herno bretzen, dass ee keng nei Scholde muss maachen, mä dat verstoppt allerdéngs net, dass den Investitiounstau zanter 1992 an eise Nopeschland Konsequenzen huet, dass haut d'Infrastrukturen op ville Plazen an engem desolaten Zoustand sinn. Brécken, déi fir de Verkéier gespaart ginn, Schoulen, déi verkommen, Schwämmen, déi mussen zougemaach ginn, alles dat wëlle mir hei zu Lëtzebuerg net.

Elo si mir an der glécklecher Situatioun, dass eis Statsfinanze gesond sinn an dass mir eis et u sech kënnen leeschten, fir déi Investissemter ze maachen. Dofir solle mer och net zécken.

Virun de Wahle gouf et eng gréisser Debatte iwwert de Wuesstum. Eppes, wat an der Lëtzeburger Politik ëmmer gutt funktionéiert, dat ass d'Kloen: ze vill Verkéier, ze deiert Wunnen, schlecht Landesplanung an esou weider. Alles richtig!

Wann eise Wuesstum, mä virun allem deem seng Konsequenzen eis viru Problemer stellen, esou muss dach eis éischt Äntwert déi sinn, dass mer en Deel vun de Recetten, déi eis de Wirtschaftswuesstum bréngt, och notzen, fir déi negativ Konsequenzen dovun ze bekämpfen.

Eng Politik, déi net investéiert, ass eng Politik ouni Wäitsicht. Eng gutt ausgebaut Infrastruktur ass d'Grundlag fir eng Gesellschaft an eng Wirtschaft, déi funktionéieren an d'Virussetzung derfir, dass si sech kuerz-, mëttel- a laangfristeg positiv an nohalteg kënnen entfalten.

Eng gutt ausgebaut Infrastruktur zitt zum Beispill Entrepenen un a suert derfir, dass existent Betriber sech entwéckele kënnen. Och hunn e sëllegen Etude gewisen, dass Investissemter, déi vum Stat kommen, privat Investissemter no sech zéien. Dobäi profitéiert natierlech d'Wirtschaft. Mä net nëmme.

Mir mussen och endlech emol erëm drun erënnere, dass de Wuesstum och a virun allem der Gesellschaft profitéiert, zum Beispill, wa mir an d'Schoul an an déi entsprechend Infrastrukturen investéieren. Dat mécht d'Regierung net



nëmmen, awer och mat all dësé Projeten. Dës Projete sinn all wichteg an all néideg.

Dofir kréien all déi Projeten och d'Ënnerstëtzung vun der sozialistescher Fraktioun. An ech ginn awer nach net den Accord zu der Motioun. Dat mécht mäi Kollege, den Dan Biancalana, deen nach méi spezifesch wäert op déi Projeten agoen, déi de Strofvollzuch betreffen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Säit aus dem Här Carlo Back e Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport zum Projet vun de gréisseren Infrastrukturen.

Zanter dem Joer 2006 gëtt all Joer hei an der Chamber all Projet tëscht 10 a 40 Milliounen am Virfeld vun der zoustänneger Kommissioun op Proposition vun zoustänneger Minister diskutéiert an an enger Motioun festgehalen, wou dann d'Chamber zoustëmmt oder net, wat mer dann haut och hei maachen.

Wann d'Chamber dës Projeten zoustëmmt, da kann d'Regierung ufänken, déi eenzel Projete virzubereeden. Ech mengen, als fënnefte Riedner an esou enger Debatt, wann een dann drükent, verstitt Der, dass een net all eenzelne Projet nach eng Keier ka belichte, an ech wäert déi och hei net widderhuelen.

Mä generell ass ze soen, dass eenzel Projeten hei dra sinn, wou mer Affer goufe vun eise strammen an onkontrolléierte Wuesstum. Mir wëssen all net, mat deem System, wéi en elo de Moment funktionéiert, wou Lëtzebuerg histeiert an den nächste Joren. Hei wär dréngend en iwwerparteilche Konsens ze fannen, eng Aart Zukunftsdësch, wann Der esou wëllt, fir deem gerecht ze ginn. Wann ons dat net geléngt, da si vill Projeten, déi mer haut stëmmen, muer ewell ze kleng an da musse mer erëm noestëmme.

Awer iergendwann stousse mer och am Land un eis Grenzen, an do soe mir: Besser, mir kucken elo, wou et higeet, wéi an enger Rei Joren, wann d'Problemer ëmmer méi grouss ginn a mer net méi wëssen, wou et higeet a wou et histeiert. An da gëtt et ëmmer wesentlech méi schwéier.

De Gros vun eisen haitege Projete fannen eis Zoustëmmung. Mä erlaabt mer, eenzel Projete méi kritesch ze gesinn!

Dat neit Gebai vun der Steierverwaltung, do muss ee sech froen, ob et net op d'mannst eng Iwwerleeung wäert gewiescht wier, gesi vun der haiteger Entwécklung vun eise Wuesstum, woufir hei net méi dezentral baussent der Stad een neit Gebai opriichten, well mer fäerten, et ass nach net fäerdeg, dann dierft et ewell ze kleng sinn an da fänke mer erëm eng Keier un.

Ass et net grad d'Konzentratioun virun allem an der Stad, déi deen deegleche Verkéierskolaps provozéiert? Haut, wou alles vernetzt ass, spillt et keng Roll méi, wou déi verschidde Services etabléiert sinn. Mir halen awer drop, dass mer an de Regionen Antenne behalen, fir eng direkt a biergerne Berodung ze garantéieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - De Projet Gonnereng-Waldhaff funktionéiert nëmmen, wann dee ganzen Tracé dräispureg ausgebaut gëtt, soss steet alles hei am Stau ronderëm de Gréngewald.

Niewebäi bemierkt, wann ech richtig informéiert sinn, soll do e Streckradar kommen. Do muss ee sech d'Fro stellen: Wann do souwiesou an der Mëtt eng Busspur kënn an net méi dierf iwwerholl ginn, dann huet am Fong geholl dee Streckradar jo och net vill Sënn. An da muss ee kucken, ob een deen net op eng aner Plaz soll hisetzen.

D'Entlaaschtungsstrooss zu lechternach, do muss ee sech d'Fro stellen, ob dat, wat hei geplangt ass, net nëmme Gepiddels ass, vu deen haitege stramme Wuesstum.

Wär do net déi eenzeg valabel Léisung, d'Bitburger Streck vun der Sauerbréck am grouse Bou als Contournement ëm lechternach ze féieren an op der Héicht vu Lauterbur erëm un d'N11 unzebannen?

Den Tunnel Markusbiereg, do hat déi deemoleg Regierung respektiv Verwaltung ee grouse

Feeler gemaach. Et war deemools virgesi vun den Ingenieuren, fir do e Rouersystem ze maachen. Awer et ass decidéiert ginn, en Houfeisesystem ze maachen, mat deem Resultat, dass et dauernd Problemer op där Strooss do gëtt. Elo soll dat da gemaach ginn, wat deemools hätt misse gebaut ginn, haut allerdéngs verbonne mat ganz vill Geld a grouse Problemer am Verkéier. Hei ass och d'Fro vun der Responsabilitéit onbedéngt ze stellen.

Wat déi dräi Projete vum Tram betrëfft, do hu mer als ADR ons staark Bedenken. Duerfir wäerte mer ons och hei beim Vott enthalen. D'ADR ass weider dovun iwwerzeegt, dass den Tram duerch d'Stad méi Problemer schafft, wéi en der léist.

(**Interruptions**)

An de Problem vun de Pendler léist e schonns guer net. Dowéinst hu mir an eise Wahlprogramm festgehalen, dass keng weider Pläng fir en Ausbau vum Tram op den Dësch komme sollen, ier den aktuelle Projet realiséiert ass. Duerno sollt dann eng onofhängeg Etüd d'Viran d'Nodeeler belichte vun enger fester Schinneverbindung. Och, wat d'Behënnere vun anere Verkéiersmëttel ugeet, muss hei erageholl ginn, ier nei Projete geschafe ginn.

Wat de séieren Tram op der A4 betrëfft, do si mir och fir eng direkt Verbindung, awer mir fuerderen hei fir d'Éischt eng Impaktstudie fir e Monorail vun Esch an d'Stad.

(**Interruption**)

Dëst ass an onsen Aen eng seriö Alternativ, wesentlech méi bëleg, géife mer emol mengen, a se bitt, an dat ass dat Wichtigst, vill manner Agrëffer an d'Natur.

(**Interruption**)

Wat déi eenzel Sécherheitsmesuren op der Nordstrooss betrëfft, speziell um Këppenhaff an der Clossdell an der sougenannter Lëpsschter Delt, do hoffe mer a mer droen de Wonsch, dass déi esou ausgebaut ginn, dass bei engem véierspuregen Ausbau vun der Nordstrooss dëst nach méiglech ass an deem Ausbau elo schonns Rechnung gedroe gëtt.

Den ADR war a bleift derfir, dass d'Nordstrooss soll op der ganzer Längt zweemol zweespureg ausgebaut ginn.

A well mer elo bei der Nordstrooss sinn, wollt ech nach op Folgendes opmierksam maachen: Bei enger Froestonn de 6. Juli 2017 hei an der Chamber iwwert d'Nordstrooss ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Engelen, erlaabt Der, dass den Här Bausch lech eng Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen ...

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Ech hunn net vill Zäit.

(**Brouhaha général et exclamations**)

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech stellen dann d'Fro douewen, da kann e mer awer äntwerten herno vun der Bänk.

(**Interruptions**)

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Wann ech elo geäntwert hätt, dat hätt ee jo verstanen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - An enger Froestonn de 6. Juli ...

(**Interruptions**)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Zanter wéini heescht Dir da Bausch, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - En huet aacht Minutten!

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Bei enger Froestonn de 6. Juli 2017 hei an der Chamber iwwert d'Nordstrooss, speziell, wat d'Streck tëscht Colmer-Biereg an dem Fridhaff betrëfft, hat den Här Minister deemools geäntwert, do hätte se eng Léisung fonnt, fir laanscht d'Ausgruueungen zu Schieren ze kommen, d'Stroossebauverwaltung wär amgaangen, en APD auszeschaffen, an et gouf duerchblécke gelooss, dass de Gesetzesprojet fir d'Enn vum Joer 2017 fäerdeg kéint sinn.

Haut hu mer 2019. A meng Fro ass: Wéini kann dës Projete an der Chamber deponéiert ginn?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen.

(**Interruption**)

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech schlësse mech hei de Mercien un an de Carlo Back fir säi gudd schrëftlechen a mëndlechen

Rapport. An no der gudder Interventioun vu memeng Fraktiounskolleg Yves Cruchten well ech dann als LSAP mech mat de Projete beschäftegen, dat sinn der dräi, déi net onwesentlech sinn, well se sech ronderëm, éischtens, de Fräiheitsentzuch artikuléieren, also ronderëm den Entzuch vun der Fräiheet vun de Mënschen, awer och ronderëm den Émgang vun der Justiz, vun de staatlechen Administratiounen a vun eiser Gesellschaft mat Mënschen, déi mam Gesetz a Konflikt gerode sinn, ob erwuessen oder mannerjäreg, a well se a Gefor sinn, eng Gefor duerstelle fir sech selwer respektiv déi aner an och iwwert deen dote Wee enger Gefor ausgesat sinn.

Déi dräi Strukturen, dat sinn de Bau vun der Unité de psychiatrie spéciale judiciaire, d'Renovatioun an d'Extenssioun vum Centre socio-éducatif zu Schraasseg fir d'Meedercher an zu Dräibur fir d'Jongen.

Si hu sécher d'Funktioen, d'Gesellschaft ze schützen. Mä si hu gradesou d'Funktioen, op d'Integratioun hineschaffen - an ze erméiglechen - vu Mënschen, déi verschidde problematesch Situatiounen liewen an erliewen.

D'judiciaire Psychiatrieunitéit, déi duerch dat rezent Gesetz iwwert d'Administration pénitentiaire geschafe gouf, wäert um Site vum CPL zu Schraasseg gebaut ginn, do, wou déi fréier Déngschtwunnenge vun de Giischertercher waren. D'Gestioun vun der Unitéit gëtt vum CHNP gemaach, also ass se onofhängeg vum CPL. Et ass also eng strikt strukturell a funktionnell Trennung tëscht dem CPL an där Unitéit, och wann d'Schnëttstellen tëscht Justiz a Santé hei ganz no leien, well d'Unitéit d'Missioun huet, d'Prise en charge ze garantéieren vun de sougenannten „Placés judiciaires“, déi am Kader vum Artikel 71 vum Code pénal zum Moment vun hirer Dot als onzourechnungsfäeg unerkannt goufe vum Geriicht, also deementsprechend, well d'Ënnerscheidungsvermögen ausser Kraaft gesat gouf während der Dot, och wann d'Dot objektiv bestoe bleift.

Et geet also hei ëm eng Sécherheitsmoosnam, wou iwwert de Placement vum Geriicht probéiert gëtt, eng psychiatresch Evaluatioun vun der Geféierlechkeet ze maachen, therapeutesch Usätz versicht ginn, medezinnesch Traitement souwéi och eng psychosozial Betreuung mam Zil, ënnert der Kontroll vun enger Spezialkommissioun d'Persoun an d'Gesellschaft ze integréieren.

D'Unitéit huet awer och d'Missioun, Gefaangener opzehuelen, déi hir Strof exekutéieren an deementsprechend scholdfäeg sinn an awer während hirer Detentioun psychiatresch Problemer entwéckelen. An déi géllt et ze stabiliséieren, andeems se punktuell aus dem normale Strofvollzuch erausgeholl ginn, fir déi Situatioun vu Comorbiditéit, esou wéi mer se hei virfannen, och deementsprechend ze behandelen. Am Strofvollzuch näischt Ongewéinlech.

Duerch d'Schafe vun dëser Struktur mat hirem ganze Programm gëtt sécherlech d'Prise en charge weider verbessert, déi momentan souwuel am CHNP zu Ettelbréck (am BU4, 5 a 6) wéi och am CPL stattfënt.

D'Renovatioun an den Ausbau vu Schraasseg an Dräibur si wichteg, well virgesinn ass, eng Rei Unitéiten ze schafen, wou all Keiers sechs Jonker betreit kënnen ginn. Et si kleng Unitéiten an déi erméigleche sécher eng besser individuell Betreuung, well, och wann historesch Dräibur a Schraasseg - Schraasseg vläicht och manner - mat engem Stigma behaft sinn, steet awer hei ganz kloer déi educativ, psychosozial a pädagogesch Aarbecht mam Jugendlechen am Vierdergrond. En individuelle Projet gëtt zesumme mam Jonken ausgeschafft, deen dohinner placéiert gëtt vum Jugendgeriicht. An och dat ass virgesinn an der UNISEC, déi jo säit November 2017 operationell ass a wou Plaz ass fir zwielef Mineuren.

Mam néidege Personal sécher sur place schéngt also mer wichteg ze sinn, de Bedierfnesser vum Mineur Rechnung ze droen, fir iwwert d'Qualitéit vun der Struktur an de Konzepter, déi mer dann do virfannen an déi och do ugewannt ginn, him d'Méiglechkeet ze ginn an d'Chancen ze bidden, dass en an der Gesellschaft erëm Fouss faasst.

Et schéngt mer awer och gradesou wichteg ze sinn, dass mer am Kader vun dësem Ausbau an och driwwer eraus d'Diskussioun, déi mer momentan féieren am Kader vum neie Jugendschutzgesetz, wou mer jo grad iwwert d'Placemeter schwätzen, dass mer dat net dierfen aus den Ae verléieren, ausser Uecht loossen, analyséieren sollten, wat e méiglechen Impakt ka sinn en faveur an net en défaveur vum Mineur a vu senger Entwécklung.

Adequat modern Infrastrukture virzugesi fir Memberen aus eiser Gesellschaft, déi eng Rei Problemer virweisen, ass deemno gradesou wichteg wéi Projeten, déi un de Wuesstum

vum Land ugeknäppt sinn. Deem droe mer hei also Rechnung. An ech ginn och deemno den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dës Projeten an zu der Motioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, fir d'Éischt emol Merci dem Här Back fir deen ausféierleche Rapport iwwert déi 33 Projeten. Dat sinn 33 Projeten, wou een awer och herno muss un déi Leit denken, déi déi Projete mussen ëmsetzen. An dat sinn herno d'Aarbechter, déi op de Chantiere wäerte schaffen. An do wäerte mir awer ganz kloer drop kucken, dass déi Firmen, déi do engagiert ginn, och wierklech d'Aarbechtskonditiounen an hale wäerten, well et ass net ëmmer esou einfach, um Bau ze schaffen; dat dierf een och net ver-giessen, bei all dës Milliouneprojeten.

An dofir wäerten d'Piraten sech och dergéintstellen, wann, wéi an der Press ugekënnegt, déi Diskussioun wäert kommen, ob een de Congé collectif elo oplockert oder net, fir dass d'Patronen nach méi schnell kënnen bauen, deementsprechend, well déi Leit geschützt misste gi virun de Wieder- an de Meteobedéngungen.

(**Interruption par M. François Bausch**)

An der Press war eng Keier esou eng Ausso, an Dir hat déi Ausso och an der Kommissioun gemaach.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Et gëtt eng Ausnamebestëmmung, Här Goergen, déi seet ...

Här President, erlaabt mer, ech wier frou, wa mer hei net Saache soe géifen, déi net stëmmen! Ech mengen, d'Piraten si jo fervent derfir, dass een net mat Fake News schaffe soll.

Wat ech gesot hunn, dat ass dat, wat am Gesetz virgesinn ass. Dofir gëtt et och eng staatlech Kommissioun, déi decidéiert all Joers, wéini am Congé collectif wou ka geschafft ginn. Dat, wat ech gären hätt, dat ass, dass op kruzialen, sensibele Kräizungen, ob et um Boulevard Royal ass oder am Echerbiereg oder op anere Plazen, wou mer wëssen, dass et sech am Congé collectif natierlech besser schaffe léisst, dass do kënnen Ausnamebestëmmung gemaach ginn. Dat ass am Gesetz virgesinn.

An ech hoffen, dass jiddwereen heibannen der Meenung ass, dass mer dat onbedéngt musse kréien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Une voix.** - Très, très bien !

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Do hu mer dann en anere Point de vue, well mir jo wëssen, wann eng Exceptioun ass, zu wéi villen Exceptiounen dat herno am Aarbechtsrecht wäert féieren.

(**Interruption**)

Zum gratis ëffentlechen Transport: Do si mir Piraten natierlech elo ganz frou, dass och déi aner Parteien endlech agesinn hunn, dass dat dee richteg Projete ass.

(**Interruption**)

2013 goufe mer dofir nach ausgelaaht. Haut ass et e Fakt, dass de gratis ëffentlechen Transport kënn. A mir freeën eis deementsprechend, dass do awer nach d'Prioritéit och op der Qualitéit ass.

Dann d'Utilité publique, dat ass en Instrument, wou mer ganz gutt oppasse mussen, well mer do herno an d'Prozedur vun den Enteeungunge kommen. Dat ass ëmmer eng Gratwanderung, wéini dass eng Utilité publique vorhanden ass a wéini net. Deementsprechend ass dat en Instrument, wat mat ganz vill Virsiicht ze genéissen ass.

Mir wäerten net op déi eenzel 33 Projeten agoe mangels Riedezäit, mä mir hunn eis der e puer erausgepickt, déi eis um Häerz leien.

Esou begrësse mir natierlech, dass de Lycée zu Esch nei Informatikssäll soll kréien, fir och d'Kommunikatioun auszubauen an Informatiker deementsprechend auszubilden. Mir wëllen awer do nach eng Keier drun erënnere, dass d'Schüler am Moment bei den Träpen ëmmer gesinn, dass nach Eemeren dostinn, wou et an d'Gebai era-reent. Deementsprechend wär et och flott, wann dat Gebai eng Keier ennerhale géif ginn, ier mer elo dat neit grousst abauen.

Mir sinn ëmsou méi frou, dass déi variabel Busspuren, déi och an eise Programm ze fanne waren, elo ëmgesat ginn. Dat ass e ganz zukunftsrichteg Konzept, wat mir och ennerstëtzen.

D'Ubannung vum Findel ass wichteg a richtig, well, wéi jiddweree weess, d'Touristen, déi hei-

hinnerkommen, eng Kéier ganz béis erschrecken, wa se en Taxi huele mussen oder éiweg mam Bus ënnerwee sinn. Deementspriedend ass ze begrëssen, dass den Tram elo bis op de Findel wäert fueren.

Wat den Tower ubelaangt, si mer frou, dass dat och e Bekenntnis dozou ass, dass den Tower och an Zukunft zu Lëtzebuerg wäert bleiwen an net eng Digitaliséierung wäert stattfanne wéi zu Saarbrécken.

Wou mer dergéint sinn, ass den Tram bis op Esch. Mir gesinn dee Projet als Millionengraf, deen herno ganz schwéierg ze realiséieren wäert sinn, wann een d'Brécke beziéungsweis déi eenzel Weeër kuckt, déi ee misst bis op de Belval realiséieren. A mir hoffe jo dann, wann déi Vélospist gebaut gëtt, dass déi och net ze no bei d'Autobunn gebaut gëtt, well deementspriedend dat net dat Bescht fir d'Gesondheet wär.

Mir gesinn et och ganz kritesch, wann d'Standspuren elo fir den Trafic benotzt solle ginn, well déi e Sécherheitsnotze gehat hunn an deen och ze erhalen ass, well och moies am Berufsverkéier et nach ëmmer virkomme kann, dass en Auto en panne fällt. A mir hunn och eng Alternativ zum Tram op Esch, an dat ass en Expresszuch vun Esch an d'Stad, deen ënner 20 Minutte géif an der Stad ukommen, mat vill manner Käschten an et bräicht een net en Tram nei ze bauen.

Genausou kritesch gesi mer den Tram op der Route d'Arlon, wou mer gemooss hunn, dass et ganz schwéierg wäert ginn, fir déi Breet ze erreechen, déi an deem Projet virginn ass. Deementspriedend si mer do gespaant, wéi den Här Minister dat ëmsetze wäert.

Ganz frou si mer, dass endlech de Markusbiérg am Tunnel renovéiert wäert ginn, well, wéssst Der, wann Der mat engem Veräin do ënnerwee waart, war dat ëmmer e ganz schéine Spaass, well et op eemol war wéi op der Achterbunn, wann Der iwwert d'Lach am Markusbiérg gefuer sidd.

► **Une voix.** - Wann Der ze schnell fuer!

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Wann de Bus ze schnell fiert an och wann een net schnell fiert souguer! Deementspriedend si mer ganz frou, dass dee Projet elo virukënt an dat Lach gefléckt wäert ginn.

D'Park & Ridé gesi mer kritesch, well mir der Meenung sinn, dass Park & Riden am Ausland gebaut solle ginn. Elo kommen erëm 600 Autoen, déi op Fréiseng kommen an deementspriedend esou vill Trafic generéieren. Do wär d'Léisung gewiescht, dass ee mat den Nopeschlänner kuckt, fir déi Park & Riden ze bauen.

Wat den Norde betrëfft, ech mengen, mir hunn et grouss an de Wahlen affichéiert, sti mir och nach ëmmer dozou, dass d'N7 soll ausgebaut ginn op véier Spuren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **Une voix.** - Aah!

(Hilarité)

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - An dann nach ...

► **Une voix.** - Elo hu mer geschwënn eng Majoritéit.

(Hilarité, interruptions et coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Goergen huet d'Wuert, an hien eleng!

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Dann nach e puer Projeten, déi eis um Häerz geleeën hätten, awer leider net hei erëmzefanne sinn. Mä mir ginn et als klenge Memo mat. Vlächit hëlt den Här Minister et jo mat a wäert se ëmsetzen. Dat wär endlech emol eng Léisung fir de Schluss vun der A13 zu Péiteng, wou um (veuillez lire: virum) Rond-point e Stau steet vu Kilometeren, an endlech deen Tunnel ze bauen, dee souguer virgesi war, awer wahrscheinlech elo erëm vergiess ginn ass. Péiteng wäert do wahrscheinlech ze süüdlech leien, fir dass een doru geduecht hätt.

De Ring fir d'Stad. Jo, mir sinn e Fan dovun, dass de Ring vun der Stad endlech zouge-maach gëtt, dass ee ka ronderëm fueren an de Westcontournement deementspriedend géif entstoën.

Eis Konklusioun ass zum Schluss, dass mir eis bei de Projeten enthalte wäerten, well mir mat deem Tram bis op Esch net kënnen d'accord sinn an déi aner Projeten net genuch Gewicht hunn, fir deementspriedend ze soen, dass mer awer derfir géife stëmmen. Dofir enthalte mir eis, well mer vehement géint den Tram op Esch sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Här François Bausch, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. A Merci och allen Deputéierte fir hir Stellungnahmen. Vlächit e puer Virbemierungen, ier ech op eenzel Saache wëll agoen, déi hei gesot gi sinn.

Dat Éischt ass emol: Mir schwätzen an der Zukunft, also spëtstens nodeem mer de MoDu 2.0 erausbruecht hunn, wa mer iwwer Mobilitéit schwätzen a Mobilitéitsinfrastrukturen, net méi iwwer Stroossen, Schinnen oder Vélospisten, wat och ëmmer, mä mir schwätzen en général iwwer Infrastrukturen, fir méiglechst vill Leit vun A no B ze deplacéieren.

Dat muss d'Zil sinn, egal wat fir eng Infrastruktur mer bauen, ob et eng Strooss ass, ob et eng Schinn ass. Et geet net drëms, wivill Autoen ech op d'Strooss kréien oder wivill Zich ech do hin- an hierfuere ka loosson, mä et geet drëms: Wivill Leit wëll ech a kann ech herno op där Infrastruktur hin- an hierféieren?

Wa mer dat bis an de Käpp verstanen hunn alleguerten, da gesi mer natierlech och all Infrastruktur, déi mer bauen, ob et eng Strooss ass oder wat och ëmmer, aneschtens wéi an der Vergaangenheet. Dann ass et eben effektiv net méi esou, dass mer Stroosse bauen, well mer mengen, mir misste vill Autoen do bewegen, mä mir wëllen ebe Leit do bewegen. An da kann een och eben esou innovativ Projeten, wéi moies eng Spur eran, owes eraus, digital Techniken asetzen, och Pannespure jee nodeem fir verschidden Zwecker notzen, ënner bestëmmte Sécherheitsbedéngungen natierlech. Ech kommen nach dorobber zréck.

An dat ass dat, wat mer wëlle maachen. An all déi Projeten hei, déi sinn an där Philosophie ze gesinn, näamlech an enger multimodaler Transportmobilitéitsphilosophie, wou d'Mobilitétskette gekuckt gëtt an net méi eenzelt Verkéiersmëttel.

A mir hunn déi heite Projeten och esou opgedeelt, dass se dat ganz Land betreffen. Se hänken zesummen. Se hänke mat alle Regionen am Land zesummen. Et sinn der am Osten, am Norden, am Zentrum an am Süde virgesinn, alles dat an deem gesamte Konzept, wat mer hunn a wat mer zügeg wëllen ëmsetzen.

An da stellt sech och d'Fro natierlech vum Käschtpunkt bei all deenen Infrastrukturen. Mä ech soen elo nëmme dat hei: An der Mobilitéit an deenen nächsten 10, 15, ech géif souguer soe bis 20 Joer dierfe mer d'Fro vum Käschtpunkt net stellen, well et geet ëm e fundamentalt Émdenken, e fundamentale Switch, dee wichteg ass, net nëmme fir eis Liewensqualitéit, mä och fir de Standuert Lëtzebuerg, fir dass Lëtzebuerg attraktiv bleift fir seng Économie a fir de Rescht vun Land.

Duerfir ass, wa mer an der Zukunft manner Suen an der Statskeess sollten hunn, sech hei d'Fro ze stelle vu Prioritéiten. An ech mengen, dass déi heiten Infrastrukturen alleguerten ëmmer an der éischer Prioritéit musse leien, wann et drëms geet, ze kucken, wéi mer eis Suen oder wou mer eis Suen ausginn.

An da soen ech och eppes gär zu dem schwéiergste Punkt, deen ech hu bei allen Émsetzung vum allen Infrastrukturen. Ech hunn dat elo fënnef Joer matgemaach. De schwéiergste Punkt, fir déi Infrastrukturen ëmzesetzen, dat ass net d'Motivatioun vun de Verwaltungen an de Betriber hei am Land, fir dat doten ze maachen, mä dat ass effektiv den Empriseproblem.

A wann den Här Goergen hei seet, mir sollte virsichteg mat der Utilité publique ëmgoen, wëll ech soen, dass ech der Iwwerzeegung sinn, dass mer ze vill virsichteg domadder ëmgaange sinn déi lescht Joren, well, wann e Contournement, wéi dee vun Dippech, zéng Joer dauert - zéng Joer! -, den Här Hahn weess, vu wat ech schwätzen, well ech eng Emprise net kréien! Eleng déi lescht fënnef Joer hunn ech domadder verbruecht, fir mat vill Iwwerzeegungskraaft eng Emprise ze kréien. Wann eng ganz Uertschaft an Otage gehale gëtt an Dausende vu Leit, déi derduerch fueren, wéinst enger Emprise, dann ass dat net méi normal, an dat huet effektiv näischt ze di mat engem gesonden a berechtegt Schutz vum Privateigentum, wéi en an eiser Verfassung verankert ass.

An duerfir mengen ech, dass mer, wat d'Utilité publique ugeet, méi séier musse virkommen, net manner séier wéi an der Vergaangenheet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Da kommen ech zu deenen eenzelne Projeten. Et gëtt vill gemaach, fir den Trafic op der Strooss méi fluid ze kréien,

Bus, Auto. Mir maache Busspuren, mir maache Busspuren och aneschtens. Mir maachen elo eng gären op der lechternacher Streck, déi soll moies fir eran an owes fir eraus sinn.

An ech wëll dem Här Engelen vun der ADR och soen, dass déi Busspur do, wat den Trafic ubelaangt op der lechternacher Streck, näischt wäert änneren, well déi Iwwerhuelspur an de Spëttestonnen lech net rett, well Dir souwisou an d'Nadelöhr uewen um Waldhaff erauert. Duerfir gëtt de Verkéier, den normale Verkéier net méi oder manner fluid, wa mer déi Spur moies huele fir de Bus.

An dat ännert awer och guer näischt un der Necessitéit vun deem Radar, well an de Spëttestonnen do net egal wéi gefuer gëtt, an de Spëttestonne geet et lues weider. Mä déi Radare si wichteg ebe grad ausserhalb vun de Spëttestonnen, well mer do op enger riichter Streck sinn a well mer gemooss hunn - d'Police huet et och mam mobile Radar oft do gekuckt a festgestallt duerch en Audit de sécurité -, dass d'Vitessen nach ëmmer do wäitgeeënd ze héich sinn a vill Accidenter op deem Tronçon waren a sech net dru gehale gëtt.

Duerfir, egal ob déi Busspur gebaut gëtt oder net, dass ännert näischt un Fait, dass zum Beispill dee Radar soll dohinnerkommen.

Mir hunn och en zweete Projet, den Här Wilmes hat mech gefrot, wou mer domadder dru sinn, dass dee vum Eecherbiérg. An do wëlle mer och e kombinéierte Projet maachen. Dat soll e Projet ginn, moies eran, owes eraus, mat de Spure schaffen, net nëmme fir d'Busse, mä och souguer fir d'Autoen. Dat heescht, dass ass natierlech ... Mir sinn amgaange mat den Detailstudie mat deem Projet. Do musse mer natierlech oppassen, wéi mer dat regelen a wéi mer dat maachen. Mir musse jo awer d'Sécherheet garantéieren, dass mer net Leit an Aventure schécken. Mä déi ganz digital Techniken an déi Portailen, déi mer an Zukunft baue kënnen, fir eben de Verkéier och ze regelen, digital, kënnen eis och hëllefen, souguer net nëmme beim éffentleche Verkéier, mä och beim Individualverkéier, fir dass et besser geet.

Ech mengen, soubal dee Projet fäerdeg ass, wäerte mer deen och an d'Kommissioun virstelle kommen an da wäerte mer deen och der Éffentlechkeet virstellen.

An dann ass och ze soen, dass déi ganz Diskussioun iwwert d'Busprioriséierung op den Autobunnen eis ganz um Häerz läit, niewent dem Covoiturage. A mir hunn eng Étude de faisabilité maache gelooss op der Areler Autobunn. Dir wësst jo, dass d'Belsch e Projet hunn, fir op d'Grenz ze kommen, wou se d'Pannespur wëllen notzen an de Spëttestonne fir de Bus a Covoiturage. A mir hunn dat och elo gekuckt um Lëtzebuerg Reseau. Déi Etüd ass bal fäerdeg. Si wäert am Fréijoer spëtstens ganz fäerdeg sinn, dann hu mer all d'Detailer. Ech kann lech awer elo scho soen, dass, esou wéi et ausgesäit, prinzipiell deem näischt entgéintstoe wäert, dass mer zwar eng Rei Adaptatiounen maache musse, mä dass dee Projet eppes ka ginn. Mä soubal deen och fäerdeg ass, wäerte mer deen dann och virstellen. An dat ass eppes, wat mer séier kënnen ëmsetzen, wat eis ganz séier hëllef kann op der Achs vun Arel erof Richtung Stad, fir de Verkéier ze verbessern.

Den Tram op der Areler Strooss: Dat ass e Projet, do huet d'Ponts et chaussées schonn a puncto Gabarit gekuckt. Dat ass kee Problem. Dat kréie mer realiséiert. Op alle Fall ass et guer kee Problem bis op d'Héicht do, wou de Boulevard de Merl abéie soll no lénks. Dat ass ongeféier wou de Bâtisself ass op der Areler Strooss op der Stroosener Säit. Och do wëlle mer gär mat private Promoteuren diskutéieren, déi do e Projet hunn, fir e Pôle d'échange mat ze integréieren op där doter Plaz. An dann ass et wichteg, wa mer dann natierlech den Tram bis dohinner hunn, dass mer natierlech och direkt de Boulevard de Merl mat dropleeën an och de Boulevard de Cessange.

An et ass och esou, dass mer amgaange sinn, eng Étude de mobilité maachen ze loosson, eng Méi-am-Detail-Studie maachen ze loosson, net fir de Boulevard de Merl, well do ass den Tracé zimlech kloer, mä fir de Boulevard de Cessange. Dat ass eng Etüd, eng Verkéierstudie, déi mer zesumme mat der Stad Lëtzebuerg maache wëllen, well do natierlech och e grousst Entwécklungsgebitt ass vun der Stad Lëtzebuerg, fir ze kucken, wéi mer de genauen Tracé vum Boulevard de Cessange wäerte leeën. An ech hunn och menge Leit gesot: Ech hätt gär, dass Der net nëmme de Boulevard de Cessange matkuckt, mä och an engems déi ganz Porte de Hollerich kuckt, wéi mer de Réckbau vun der Autobunn maachen, well effektiv jo och do vill Projete sinn, Wunnengsbau an esou weider, fir dass dat alles parallel ka realiséiert ginn.

Dann ass ze soen, dass den Tram op d'Kalchesbréck, dat hunn ech och an der Kommissioun gesot, elo net déi topste Prioritéit ass. Mir wë-

len dat einfach am A behalen en vue vun eventuelle Projeten, déi do entstinn. Mä ech soen awer kloer: Déi gréisste Prioritéit leeë mer gären op d'Areler Strooss bis Héicht Bâtisself, well dat dee wichtegsten Tronçon ass, niewent deenen, fir déi d'Chamber souwisou schonn d'Gesetzter gestëmmt huet. An dann natierlech déi Escher Streck herno och. Dat ass elo méi wichteg wéi d'Kalchesbréck. Dat ass e Projet, deen nëmme Sënn mécht, jee nodeem, wat sech do weider an der Zukunft wäert entwéckelen.

Op der Gare centrale ... Ah jo, iwwregens nach den Tram op Esch, do war ech gefrot ginn, ob do en Timing ka festgeluecht ginn. Jo! Déi Etüden, déi mer elo wäerte maachen, déi wëlle mer esou maachen, dass deen éischten Tracé bis 2028 géif gebaut ginn. Dat ass jo dann an enger éischer Phas Stad-Steebrécken-Monnerech, an dann an enger zweeter Phas de Rescht. Fir alles, wat dat méi beschleuneg kann, sinn ech éischer Demandeur. Ech géif awer dovur warnen, wann ech all déi Projete kucken, déi mer amgaange si jo ze maachen an déi mer hei wëlle maachen, dass sinn der ganz vill, wa mer et géife packen, fir 2028 scho bis op Monnerech ze kommen, dann, mengen ech, hätt mer ganz gutt geschaff mat deem Tracé, well dat schlussendlech emol knapps nach ..., et sinn emol keng zéng Joer méi, wou een dat da muss hikeréien.

Mä mäin Zil ass et, fir bei all deenen Extensiounen an deser Legislaturperiod d'APDe fäerdeg ze kréien an d'Gesetzter duerch de Regierungsrot ze kréien an an d'Chamber ze kréien, soudatt d'Chamber déi nach an deser Legislaturperiod ka stëmmen.

Dann d'Rocade de Bonnevoie an dee ganze Garer Deel. Do kommen enorm Verännerungen! Virun der Gare centrale wäerten déi Busse, also all d'RGTR-Busse - déi städtesch Busse wäerte virun der Gare bleiwen -, mä all déi RGTR-Busse wäerte komplett erauskommen. En Deel ginn der jo opgefangan op de Pôle-d'échange virun, mä e ganz groussen Deel leeë mer och op d'Rocade, also déi aner Säit op Bouneweg. Do ass och eben elo virgesinn hei, dass mer do schonn Arrête plange kënnen, fir déi Busgare ze bauen. Mir wäerten elo an enger éischer Phas mat Provisorie schaffen, well mer séier weiderkomme musse, well mer jo gär bis Enn 2020, bis am Dezember 2020 den Tram op der Gare wëllen hunn. A mir hätt gär méiglechst da schonn de Gros vun de Bussen eriwergeluecht op d'Rocade.

Mir wäerten och domadder am Ufank mat Provisorie schaffen, dass ee vun der Rocade awer schonn op déi nei Quai kënt vun der Gare centrale. Deen éische Quai, also dee fënnften, deen ass jo fäerdeg am Dezember dëst Joer. An dee sechste Quai ass 2021 fäerdeg. Schlussendlech um Schluss si jo Unterföhrungen virgesinn. Dat heescht, déi Unterföhrungen, déi et haut gëtt, ënnert de Quaien, déi gi verlängert bis op Bouneweg, soudatt dat alles duerchlasseg gëtt.

An ech sinn amgaange, och analyséieren ze loosson, ob et méiglech ass, dass wësse mer awer nach net, doriwwer wäerte mer elo eng Étude de faisabilité maachen, ob et net méiglech ass, d'Strooss, also d'Rocade de Bonnevoie, carrement op der Héicht, wou d'Gare ass, op där ganzer Längt ënnerierdesch ze leeën. Dat heescht, dass mer iwwerierdesch nach just d'Busse hätten, d'Foussgänger an de Vélo, soudatt dat dann och fir de Quartier Bouneweg par rapport zum Quartier Gare sécherlech eng immens Verbesserung wär, wa mer net méi déi Duerchschnéidung hätt vun der Rocade de Bonnevoie, wa mer déi op engem Deel do an de Buedem leeë kéinten. Mä dat kucke mer awer nach. Do gëtt eng Étude de faisabilité gemaach. Also, wéi gesot, d'Gare Lëtzebuerg - groussen Émbau, deen amgaange ass.

Da wollt ech nach e puer Saache soen, déi nach hei an d'Diskussioun erabruucht gi sinn.

Här Engelen, ech sinn erstaunt, Dir schwätzt vill iwwert de Wuesstum an Dir stellt lech, zu Recht, eng Rei Froen iwwert de Wuesstum vum Land. An da sot Der, mir missten elo Decisiounen huelen, fir méi lues ze trëppelen, an am nämlechten Otemzuch verlaangt Der e ganze Koup Ausbauen op véier Spure vu Stroossen, kräiz a quer duerch d'Land. Dat heescht, Dir maacht awer lauter Saache gär, Dir gitt gär méi wäit wéi d'Regierung, andeem Der proposéiert, fir dann awer auszubauen.

Iergendwéi muss Der lech eng Kéier eens ginn, an Ärem Veräin, an Ärem Blutgrupp, Här Engelen, wat Der an Zukunft wëllt!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)



Jo, selbstverständlich.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Minister, sidd Der d'accord, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Emmer gär, wann den Här Gibéryen mir eng Fro stellt!

(Interruptions et hilarité générale)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President.

(Interruption)

Nee, nee! Nee, nee!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Mir sinn eigentlech hei net um Camping!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir behuelt lech awer heiansdo esou.

Merci, Här President. Den Här Bausch huet gemengt, datt mer an eiser Blutgrupp eis missten eens ginn. Ech wëll dem Här Bausch als Vertrieber vun der Gambia-Regierung duerfir soen, datt mir eis eens sinn. An deen Ausbau, dee mer elo brauchen op véier Spure, dee brauche mer schonn opgrond vun deem Wuesstum, dee mer hannerun eis hunn, opgrond vun der Verkéiers-situatioun, déi mer haut hunn!

Dat heescht, wann d'Land an Zukunft wüsst, ...

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Wivill Autoen hutt Der dann op der N7, Här Gibéryen? Da sot mer dat emol! Uewenaus.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech gi se net zielen. Ech gi se net zielen.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Wivill Autoen hutt Der dann op der N7, Här Gibéryen? Da sot mer dat emol! Uewenaus.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, mir wësen, wéi de Verkéier leeft momentan am Land. An all déi Projeten, déi mer elo maachen, déi mussen mer scho maache wéinst deem Verkéier, wéi en haut besteet! A wa mer esou weiderwuessen, dat huet mäi Kolleeg Engelen jo och gesot, da ginn déi Aarbechten, déi mer elo maachen, an 10, 15 Joer schonn erëm net méi duer, well mer dann erëm esou vill weidergewuess sinn.

Also déi Projeten, déi mer elo maachen, mussen mer maachen opgrond vun der aktueller Situation.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Déi, déi mir elo maachen als Regierung, jo. Mä, Här Gibéryen, ...

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Déi de Steierzueler bezilt! Déi de Steierzueler bezilt!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Selbstverständlich.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Mä och déi, déi Dir wëllt proposéieren zousätzlech, géif de Steierzueler och bezuelen. Jo, dat ass richtig.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo! Et ass kee Minister, deen e Projet mécht.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Ech hunn nach net hei behaupt, de Minister géif e Projet bezuelen. Esou vill Suen huet deen net.

Mä ech mengen, Här Gibéryen, ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Wann Der alles dat kuckt, wat mer hei maachen ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- ... fir d'ganz Land, ob lénks, ob am Norden, am Osten oder am Süden oder am Zentrum, mam Gros vun de Projete sidd Der jo mat d'accord, mä Dir hutt eng Rei, mat deenen Der net averstane sidd. Dat ass den Tramausbau. Mä dat sidd Der nach, ech mengen, och wa mer eng Kéier 500.000 Leit um Tram fueren hunn an Zukunft. Da wäert Dir nach ëmmer dergéint sinn. Dat ass och Aert gutt Recht. Mä trotzdem bleift awer, datt dat heite ganz vill Projete sinn, mat deenen Der averstane sidd. Mä Dir verlaangt, on the top, Dir verlaangt minus den Tram, mä on the top nach eng ganz Rei derbäi, déi mir elo net wëlle maachen. An am nämlechten Otemzuch sot Der awer, de Wuesstum misst gebremst ginn.

Dir muss eist emol eng Kéier erklären, wéi Der dat wëllt maachen, well Dir schwätzt jo elo vun Zuelen a 15, 20 Joer. Dir sot jo selwer, déi Entwécklung wär dann a 15, 20 Joer esou, datt mer dat nach bräichten. Dir musst eis emol eng Kéier erklären, wéi Der dat wëllt maachen, datt a 15, 20 Joer d'Situatioun dann net méi esou ass. Datt mer manner Leit hei zu Lëtzebuerg schaffen hunn. Datt mer manner Economie hunn zu Lëtzebuerg. Macht dat emol eng Kéier! Macht eng Pressekonferenz oder frot en Debat hei un! Ech si gär bereet, mat lech dorriwwer ze schwätzen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir sidd der Meenung, mir misste weider dee stramme Wuesstum hunn.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Ma neen, Dir sidd där Meenung!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, Dir! Dir sidd där Meenung!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Bon! Här President, ech waarden dann drop, bis den Här Gibéryen mer eng Kéier dee Pabeier virstellt, wéi se dat wëllen hikréien.

Da wollt ech awer och soen, datt eng Decisioun gefall ass am Oktober, Här Engelen. Dir hutt gesot, den Tram, den Ausbau an esou weider an esou virun. Déijéineg, déi fir den Tram waren an der leschter Legislaturperiod, déi och matgeholf hunn, niewent villen aneren heibanen, datt e gebaut gëtt, déi hu bei de leschte Wahlen am Oktober, dat war jo awer méi wéi e Referendum, dee mer haten de 14. Oktober, déi si vun 10 % op 15 % gaangen, déi si vu 6 op 9 Sätz gaangen.

Ech mengen, Dir kënnt net dat nämlecht vun lech behaupten oder vun Ärer Partei. Also mengen ech, datt de Wieler kloer tranchéiert huet, par rapport zu all deene Parteien, déi déi Projeten ënnerstëtzen, firwat en am léifsten ass. An ech mengen, duerfir wär et och net schlecht, wann Der endlech géift déi Kéier huelen, déi sech awer eng Kéier opdrängt, fir ze soen, datt Der do historesch falschloucht an datt Der ...

(Interruption)

Jo! Datt Der historesch falschloucht an datt Der lech endlech dem Projet ralliiert.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Sou, wéi Dir bei der Nordstrooss falschloucht!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou iwwert déi breet Zoustëmmung fir, géif ech bal soen, d'Projeten alleguerten, mat e puer Ausname fir verschidde Projeten. An duerfir wäert d'Regierung dann och elo hoffentlech kënnen alles maachen, fir déi Etüden ze maachen, soudatt mer dat dote relativ séier realiséieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Vote sur la motion 1

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi zu deser Orientéierungsdebatt deponéiert gouf. De Vote électronique ass gefrot.

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. Dës Motioun ass mat 54 Jo-Stëmmen a 6 Abstenttiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand

Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

6. 7367 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et 2° de la loi du 1^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique

Mir kommen elo zum Projet de loi 7367 iwwert d'lessenzoulagen an der Fonction publique. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Yves Cruchten, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 15. Dezember 2016 gouf en Accord salarial mat der CGFP ënnerschriwwen. Dee gouf iwwregens och elo bis Enn 2020 verlängert. An zu deem gouf dunn och de 15. Juni 2018 en Avenant guttgescht.

Deen Avenant huet virun allem eng Erhéijung vun der lessenzoulag virgesi vun 144 op 204 Euro de Mount. Dat heescht also eng Erhéijung vu 60 Euro. An dat ass och, wéi de President hei dat elo schonn duerchblécke gelooss huet, den Haaptbestanddeel vun deem Gesetz.

Et trëtt réckwierkend elo op den 1. Januar 2019 a Kraaft. An et ass och de Punkt 2 vum Avenant.

Als Contrepartie hat och d'CGFP deemools gesot, datt se dann op eng lineär Erhéijung vum Punktwäert géif verzichten.

De Käschtepunkt vun deser Mesure läit bei plus ou moins 17,3 Milliounen fir d'Joer 2019.

Ech wëll kuerz drop hiweisen, datt d'Allocation de repas schonn 1992 agefouert gouf an datt keng Modifikatioun koum bis den 1. Januar 2017. Dunn ass awer eng virgeholl ginn an dat bedéngt duerch eng steierlech Vergéngschtegung vun de Chèques repas am Privatsecteur. Si ass net indexéiert. A fir d'Enseignanten a fir d'Magistrate gëlle just eelef respektiv zéng Méint.

Wat normal ass, dat ass, datt natierlech an deser ganz komplexer Struktur vu Gesetzer an der Fonction publique, wa mer en neit Gesetz stëmmen, och emol een oder deen anere kleng Feele oder Oubli virkommen. Dat war och an der Vergaangenheet net anescht. Duerfir profitéiere mer och vun deem Gesetz, fir nach e puer Rektifikatiounen virzehuelen.

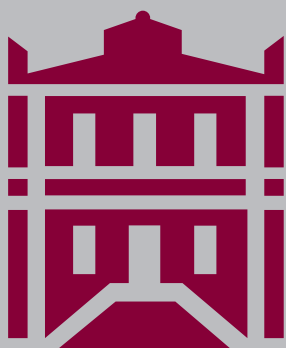
Zum Beispill och, wat d'Prime d'astreinte ubelaangt. Bis elo war opgrond vum Artikel 88 (9) vum Polizeigesetz vum 18. Juli 2018 virgesinn, datt just d'Beamte vun der Kategorie A vun der Polizei an de Genoss vun där Prime d'astreinte kéimen. Dat gëtt awer elo geännert an deem Sënn, datt den Artikel 22 vum modifizéierte Gesetz vum 25. März 2015 an deem Sënn, wéi gesot, emgeännert gëtt, datt och elo déi indexéiert Primes d'astreinte vun zwielef Punkten un Agente vum Sous-groupe mat Spezialattributiounen an och un d'Beamte vun der Polizei vun der Generalinspektioun zouerkannt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt awer duerch dëst Gesetz u sech och nach eng drëttes Volet virgeholl, an zwar eng Ännerung vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Zäitspuerkonten. Hei handelt et sech ëm Iwwergangsdispositiounen, wat aussergewöhnlech Congé ubelaangt, an zwar réckwierkend dann op den 1. Oktober 2018.

An zwar kënnen elo an dem Zäitraum vum 1. Januar 2018 bis den 31. Dezember 2018 och déi al Dispositiounen gegebenenfalls applizéiert ginn, wa se méi géngschteg sinn. Si kënnen dann och op de Compte épargne-temps guttgeschrivwe ginn. Dat kléngt elo vläicht alles e bësse komplizéiert. Ech soen éierlech: Ech hu selwer och nach eng Kéier missen zweemol noliesen, fir et richtig ze verstoen. Duerfir versichen ech, dat



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

och elo un engem Beispill vläicht e bësse méi einfach ze illustréieren.

An zwar, wat de Pappengé ubelaangt, dee jo, wéi gesot, mam Gesetz du vum 1. Oktober an der Fonction publique vu véier op zéng Stonnen eropgesat ginn ass. Wann een awer vläicht de Pech hat, datt een de 27. September d'lescht Joer Papp ginn ass, dann hat een en Urecht op véier Stonnen. E lo gëtt dat da réckwierkend applizéiert. An da kann déi Differenz vun zéng a véier Stonnen, dat sinn der sechs, déi kënnen dann awer och op de Compte épargne-temps guttgeschriwwen ginn. An dat maache mer och elo méiglech duerch dëst Gesetz.

Vläicht just nach e Wuert an iwwert de Compte épargne als Rappel: Déi Fuerderung ass schonn an den 90er Jore gestallt ginn. Et huet allerdéngs laang gedauert, bis mer dat hei emgesat hunn. De Compte épargne kann, wéi gesot, maximal 1.800 Stonne begräifen. Dat géllt net fir d'Enseignanten. Do schwätze mer net vu Stonnen, do schwätze mer vu Leçonnen. An da sinn dat der 900.

Theoretisch kann also e Beamte souguer ee Joer éischer an d'Pensioun goen.

Ech wëll och drop hiweisen, datt, wann een e Changement virhëlt an et geet een op eng international Organisatioun, da ka keen Transfert vun dem Compte épargne gemaach ginn.

Wat och ass: De CET ass net pensionnable. An de Solde positif kann zum Beispill nom Dout oder no der Demission vun engem Beamten ausbezuelt ginn.

Da sinn nach e puer kleng aner Saachen, déi hei geännert ginn am Gesetz. Zum Beispill, wat den Artikel 22 vum modifizéierte Gesetz vum 25. Mäerz 2015 ubelaangt, do gëtt eng nei Numerotatioun virgeholl. Dir verstëtt, datt ech lech do den Detail erspieren.

Vläicht zum Schluss dann nach e puer Informatiounen iwwert d'Entwécklung vun dësem Gesetz. Dat gouf den 10. Oktober 2018 deposéiert. Den Avis vum Conseil d'État ass vum 27. November 2018. Deen hat u sech keng grondsätzlech Kritik hei virzebréngen, ausser e puer Propositionen, wat d'Formulatiounen ubelaangt an och wat legistescher Natur ass. An déi goufen och all vun der Kommissioun ugeholl.

Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics datéiert vum 12. Dezember 2018. Déi waren domat d'accord.

Dëst Gesetz gouf an eiser Kommissioun de leschten 30. Januar virgestallt. An do gouf och de President vun dëser Kommissioun zum Rapporteur genannt. An de Rapport gouf dann och de 6. Februar ugeholl.

An an deem Sënn géif ech lech bieden, och dësem Gesetz zouzestëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. Als éischte Riedner ass d'Madamm Diane Adehm ageschriwwen.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur Gusty Graas villmools Merci soe fir seng Ausféierungen iwwert dëse Gesetzesprojet.

Et ass richtig, wat e gesot huet: Et ass e Gesetzesprojet, deen éischer technescher Natur ass, wou vill kleng Saache riichtgebéit ginn. Et ass just ee gréisser Punkt dran, dat ass den Accord salarial, wou d'lessenzoulag eropgesat gëtt ëm 60 Euro. Als CSV stoung mir nach ëmmer hannert dem Accord salarial an der Fonction publique. Dat war virun de Wahlen esou, dat ass och haut nach ëmmer esou. An duerfir sinn ech frou, de Mëtteg am Numm vun menger Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet kënnen ze ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Merci, Här President. Merci och dem Kollege Gusty Graas fir säin ausféierleche schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Deem ass net vill zouzefügen, ausser, dass ee vläicht nach soll rappéléieren, dass dat heiten erëm e Stéck ass vun deem Accord oder vun deenen Accorden, déi ënnert der viregter Regierung an ënnert dem Virgänger vum Här Hansen, dem Här Dan Kersch, ausgehandelt goufe mat der CGFP iwwert d'Fonction publique. Do kommen also nach aner Dealer no, notament de Volet, op dee mer alleguerte waarden, dee vun der 80-80-90-Regelung, mä awer och dee ganze Volet, deen all déi Gesetzer betrëfft iwwert d'Wuelbefannen an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz. An do war et vläicht flott, wann de Minister nach eng Kéier hei der Chamber eng Iddi kéint ginn, wéi mer do mam Timing dru sinn. Mä op alle Fall, deen heite Projet, dee kritt eis voll Ennerstëtzung.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Cruchten. An elo ass et um honoreabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Back (déi gréng).**- Merci, Här President. Jo, ech soen dem Rapporteur och Merci fir säin detailléierte Rapport. An do ass eigentlech, vun eiser Säit aus, näischt bäzefügen. An am Numm vun eiser Fraktioun ginn ech dann och den Accord, fir dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Back. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, fir dem Här Graas Merci ze soe fir säi Rapport. En huet dat wéi ëmmer lieweg a ganz kompetent gemaach, souguer mat engem Beispill, wat eis et vill méi einfach gemaach huet, d'Komplexitéit vun der Saach ze verstoen.

Mir haten eis als ADR och engagéiert, fir deen Accord salarial ze respektéieren. Mir stëmmen also och dëst Gesetz gär mat.

Mä ech mengen, et ass awer och eppes ze ënnersträchen. Dat ass, datt an dësem Gesetz, wéi mer et schonn e puermol erlieft haten an der Fonction publique, och eng Rei vun Erreurs matériels hu misse redresséiert ginn. An der Fonction publique ass an der leschter Zäit séier, fir net ze soen ze séier heiansdo legiferéiert ginn an ënner Drock. A vill vun deene Feeler, déi mer haut hu misse korrigéieren oder wäerte korrigéieren, hätten och kënnen evitéiert ginn, wa sech déi néideg Zäit gelooss gi wär, fir dat kënnen ze schreiwen.

Et ass och esou, datt mer am Allgemengen am Beräich vun der Fonction publique e gewëssen Hin an Hier feststellen, dee mer an deene leschte Joren haten. Mir haten als ADR eng Rei vun deenen Dispositiounen kritiséiert a fillen eis confirméiert duerch d'Evolutioun an der Politik, déi mer elo hei gesinn am Beräich vun effentlechen Déngscht.

Mir haten zum Beispill déi Promotiounsmodalitéit kritiséiert. Den Här Minister huet och gesot, déi géifen elo vun der Regierung ënnersicht ginn. Mir haten d'Durée vum Stage, déi Perforce-Harmoniséierung dovunner kritiséiert. Mir gesinn, datt d'Regierung e puermol zréckgerudert ass a leschter Zäit.

Mir haten eng laang Diskussioun hei och, wéi mir déi Reform vum Statut an aner Saache votéiert haten, iwwert d'80-80-90-Regel. Och dat

ass elo erëm an der Diskussioun. Wann een also op déi lescht Jore vu Gambia 1 a Gambia 2 kuckt, da gesäit een en Duerjerneen, en Hin an Hier an der Politik géintwuer dem effentlechen Déngscht. Mir hunn op jidde Fall d'Hoffnung, datt do emol eng Linn erakënn am Interessi vun effentlechen Déngscht an och vun der Qualitéit vun der politescher Aarbecht.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Elo ass et um Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir wäerten déi Gesetzesännerung natierlech och matdroen.

An, wéi scho gesot gouf, och vum Här Cruchten, ass dat erëm eng vu ville Mesuren, déi mer nach stëmme wäerten, déi dem Accord salarial mat der CGFP entsprangen an déi eng Partie Ongerechtegkeeten dann och erëm wettmaache wäerten, Feeler, déi gemaach gi sinn, notament déi 80-80-90-Regelung 2014, déi erëm réckgängig gemaach ginn ass, nodeems mir awer och ëmmer schonn dergéint protestéiert haten.

Op jidde Fall wäerte mer och déi weider Mesur mat ënnerstëtzen. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Merci dem Här Rapporteur Gusty Graas fir déi ausféierlech Erklärungen. Och mir als Piraten wäerten déi dräi Punkte matdroen an dat Gesetz deementspreechend stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Här Marc Hansen, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.**- Merci, Här President, nodeem et esou e breede Konsens gëtt hei an der Chamber, wëll ech och net ze laang nach eng Kéier iwwert deen heite Projet schwätzen.

Just awer nach eng Kéier, fir e puer Informatiounen mat op de Wee ze ginn: Mir schwätze vun dem Accord salarial, dem Avenant, dee gemaach ginn ass. An et ass op der éischer Plaz, dass ech dem Rapporteur, dem Gusty Graas, villmools Merci wëll soe fir säin ausféierleche Rapport. Dat erspuert mer et, fir vill Detailler nach eng Kéier hei ze ginn.

Et ass och richtig, wéi den Deputéierte Cruchten gesot huet, dass dat heiten en Accord ass, deen ënnert där aler Regierung ausgehandelt ginn ass an och vum mengem Virgänger, dem Dan Kersch, mat där néideger Energie mat der CGFP ënnerschrifwe ginn ass.

Ech wëll awer soen, dass an deem Avenant nach aner Punkte mat dra sinn. Dat heiten ass elo ee vun de Punkten. Aner Punkten, déi mat dra sinn, dat ass natierlech d'Reduktioun vun dem Stage an och d'Ofschafung vun der 80-80-90-Klausel. Do si mer och un gudder Wee. Ech war viru Kuerzem an der Chamberskommissioun, wou ech lech informéiert hunn, dass de Regierungrot deen Text adoptéiert huet, deen natierlech elo an d'Prozedur wäert goen, fir eben déi 80-80-90-Klausel ofzeschaffen an de Stage och ze reduzéieren.

Ee weidere Punkt an deem Avenant vun deem Accord salarial ass, dass de Fonction-publiques-Minister d'Ennerorganisatiounen vun der CGFP wäert gesinn. Dat ass och amgaangen ze gescheien. D'Rendez-vous mat deenen éischte si geholl, fir eben do mat deenen an déi Gesprecher anzetrieden.

Ee Wuert iwwert dat, wat den Här Kartheiser gesot huet. Ech wëll awer soen: Dat heiten ass eng ganz komplex Matière, Här Kartheiser. Dat sinn Erreurs matériels. Dat kënn bei ganz villen Aarbechten alt emol vir. Dat ass net, fir ze soen, wéi wann dat eng schlecht politesch Aarbecht oder eng schlecht juristesche Aarbecht wär, well souwäit ech jo awer weess, sinn déi Texter och duerch d'Chamberskommissioun gaangen, da sinn déi Erreurs matériels lech och wahrscheinlech net opgefall. Soudass et dann natierlech och e bëssen einfach ass, fir heihinner soen ze kommen, dat wäeren Erreurs matériels vun deem engen oder deem aneren. Dat gehéiert sech net. Dat kënn alt emol vir. An ech mengen, mir probéiere jo dann, wa mer déi Saache bemerken, fir dat riichtzesetzen. Et ass eng héich komplex Matière, un där ganz motivéiert a gutt engagéiert Beamte schaffen. Mä iwwerall kënnen kleng Feeler gescheien, déi opfallen an duerno natierlech riichtgebéit ginn.

De Käschtepunkt heivunner, dat si 17,4 Milliounen Euro fir d'Joer 2019. Ech kann natierlech och vläicht eppes doriwwer soen, wéini dat dann elo ausbezuelt gëtt. Et ass retroaktiv op den 1. Januar vun dësem Joer. Wann elo alles riicht geet hei, nom Vott an och an de Publikatiounen, esou wéi dat sech gehéiert, wäert um

Enn vum Mount Mäerz mat der Pai vun Abrëll dat heiten eng éischte Kéier dann ausbezuelt ginn, retroaktiv ebe fir déi doten éischt Méint plus den Abrëll. Da gëtt et also eng Kéier déi 240 Euro, fir dat retroaktiv eben hinzekréien. An da gëtt et all Mount déi 60 Euro méi fir déi nächsten Zäit.

Ech mengen, dat ass eng gutt Saach. Ech sinn och frou, dass dat da breet hei gedroe gëtt. An ech soe jiddwerengem Merci, deen hei involvéiert war, fir deen heiten Text dohinzekréien, wou mer elo sinn, a fir dass mer haut dann zesumme kënnen dee Vott maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Minister. Den Här Marc Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech wollt den Här Minister just froen, och wann en indirekt zoustänneg ass fir déi Fro, déi ech elo hunn, well awer och d'ganz Fonction publique drënnerfält, dat ass, Dir hutt eis gesot, Dir kéimt nach mat deenen nächsten Etappen erëm.

Wéi geet et mam 9. Mee? Well et fänkt un, a Verwaltung schwierig ze gi mat der Organisatioun wéinst dem 9. Mee, wat jo soll en zousätzleche legale Feiertag sinn. Ob Der eis och do den Zäitplang vläicht kéint soen.

Villmools Merci.

► **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.**- Also ech sinn hei, fir de Vott ze maache vun dem Projet de loi 7367. Ech sinn net dee Minister, deen deen doten Text deposéiert huet. An Dir verstëtt, dass mer och elo haut net an dem Format vun enger Froestonn sinn, sou dass et do och bestëmmt eng Antwort gëtt vun deene concernéierte Ministeren an deene respektive Kommissiounen. Wéi dat sech da gehéiert, mengen ech, kritt Der do déi Antworten, déi Der frot.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

(Interruption par M. Marc Spautz et interruption)

Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7367. Den Text steet am Document parlementaire 7367³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7367 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7367 ass mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7367 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Emile Eicher), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Hansen), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Eutel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispense vum zweete Vote constitutionnel?

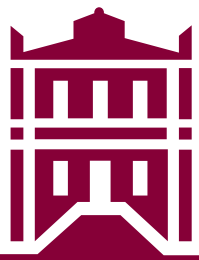
(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn en Donneschdeg um zwou Auer nees zesummen.

D'Setzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.38 heures.)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Hommage aux victimes d'une explosion au dépôt de munitions du camp militaire à Waldhof

- M. Fernand Etgen, Président

3. 7333 - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, signée à Paris, le 7 juin 2017

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale : M. Laurent Mosar (intervention de M. Guy Arendt) - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner (intervention de M. Roy Reding) - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7363 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot - M. Henri Kox (intervention de M. Roberto Traversini) - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7223 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale : M. Laurent Mosar (interventions de M. André Bauler et Mme Josée Lorsché) - M. Franz Fayot (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Henri Kox - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M.

Gilles Roth et M. Laurent Mosar)

- Parole après ministre : M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Gilles Roth - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7288 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

- Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

- Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Gusty Graas - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7368 - Projet de loi portant approbation des amendements au Protocole de 1999 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, à ses annexes II à IX et portant ajout de nouvelles annexes X et XI, adoptés par la décision 2012/2 du 4 mai 2012 prise à Genève lors de la 30^e session de l'organe exécutif de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

- Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

- Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen - M. Henri Kox

- Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Fernand Kartheiser)

- Parole après ministre : M. Paul Galles - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Gilles Roth - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Gast Gibéryen) - M. Fernand Kartheiser - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maa-chen d'Sitzung op.

2. Hommage aux victimes d'une explosion au dépôt de munitions du camp militaire à Waldhof

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn alleguer haut de Moie mat Bestierzen d'Nouvelle vun der Explosioun am Munitionsdepôt vun der Arméi um Waldhaff héieren. Den Informatiounen no, déi eis virleien, hätten zwee Leit hiert Liewe gelooss am Déngscht vum Land an zwee Leit wäre blesséiert, woubäi ee méi schwéier.

Am Numm vun der ganzer Chamber wéilt ech deene Familljen, déi bei dësem trageschen Ongléck ee Familljemember verluer hunn, eist déifste Matgefill ausdrécken. Deenen zwee Verwonnte wënne mir vun hei aus alles erdenklech Guddes, fir datt si sech erëm séier vun hire Blessuren erhuelen. Eis Gedanke sinn op jidde Fall bei deene Betraffenen an hire Familljen.

3. 7333 - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, signée à Paris, le 7 juin 2017

Eisen éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7333, eng multilateral Konventioun am fiskale Beräich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7333 iwwert déi multilateral Konventioun zur Émsetzung vun de Mesurë géint d'Érosion de base an den Transfer vu Benefisser am Kader vu bilaterale Steierkonventiounen, dee mir haut stëmmen, schreift sech an an eng ganz Rei aner Gesetzesprojeten zur Fiskaliteit, déi mir iwwert déi lescht Joren a Méint op dëser Plaz diskutéiert a gestëmmt hunn.

Am Kader vum sougenannte BEPS-Aktiounspang vun der OECD si jo bekanntlech 15 Rapporten zu 15 ënnerschiddlechen Aktiounen elaboréiert gi mat konkrete Mesurë fir eng méi gerecht Steierlandschaft op internationalem Niveau a mam Zil, gewësse Steieroptimisatiounspraktike vu groussen transnationale Firmen ze ënnerbannen. Vun dëse 15 Aktiounen bezéie sech der 5 direkt op d'Duebelbesteierungsokkommessen tëschent zwee Staten. Verschidden Dispositiounen vun dëse Konventiounen hunn et bis elo a verschiddene Fäll erméiglecht, dass Contribuabelen, déi an zwee Länner aktiv sinn, am Endeffekt a kengem vun deenen zwee Länner Steiere bezuelt hunn oder manner Steieren, wéi si missten. Am Kader vum BEPS-Aktiounspang sinn dës Schlupflächer identifizéiert ginn an et goufe gezielt Mesurë proposéiert, fir se zouzemaachen.

Esou geet et bei der Aktioun 2 drëm, d'Effekter vun de sougenannten hybriden Dispositiver ze neutraliséieren. D'Aktioun 6 gesäit vir, den iwwerméisseg Gebrauch vun dëse Konventiounen ze verhënneren, wann et net ubruecht ass, während d'Aktioun 7 Mesurë proposéiert, fir ze evitéieren, dass Entreprisen op kënschtlech Manéier de Statut vum Etablissement stable ëmginn.

D'Aktioun 14 soll d'Effektivitéit vun de Mechanismen, fir Konflikter ze léisen, erhéijen an d'Aktioun 15 schliisslech gesäit e multilateraal Instrument vir, fir dës verschidde Mesuren an de Steierkonventiounen ze implementéieren.

Déi multilateral Konventioun ass domadder en eenzegaartegt Instrument, dat et erlaabt, mat engem eenzegem Text alleguer déi aktuell bilaterale Konventiounen ze modifiéieren an déi genannte Mesuren ëmzesetzen. Op déi Manéier muss een net all fiskal Konventioun, déi Lëtzebuerg mat engem anere Land ënnerschriwwen huet - dat wieren der aktuell 83 -, nei verhandelen an all Kéiers separat stëmmen.

Vun engem juristesche Standpunkt aus kann een och nach präziséieren, dass dës multilateral Konventioun net wéi e Protokoll, deen all déi

eenzel Konventiounen modifizéiert, funktionéiert, mä zesumme mat de jeeeweilege Konventiounen a Kraaft ass a vill méi d'Applikatioun vun de bilaterale Konventiounen modifizéiert.

Wéi fonctionnéiert déi multilateral Konventioun vun engem inhaltleche Point de vue? D'Konventioun bitt de Parties signataires effektiv eng gewësse Flexibilitéit am Bezuch op déi ënnerschiddlech Dispositiounen. Esou kann all Land sech selwer eraussichen, op wéi eng bilaterale Ofkommessen d'Konventioun sech bezéie soll. D'niicht hunn d'Länner de Choix, ob si eng minimal Norm applizéieren wëllen oder ob se méi wäit wëlle goen.

Et ginn och verschidde fakultativ Dispositiounen, bei deenen d'Länner vun der Méiglechkeet, dës net ze applizéieren, Gebrauch maache kënnen.

Zu gudder Lescht bitt d'Konventioun de Länner verschidden Optiounen un am Stil vun A, B oder C, fir e spezifesche Problem ze léisen. Et ass an deem Kontext nach ervirzehiewen, dass, wann e Land eng Reserv par rapport zu enger fakultativer Dispositioun ausschwätzt, da géllt dës Reserv tëschent dem spezifesche Land an all deene Länner, déi déi multilateral Konventioun matënerschriwwen hunn.

D'Choix vu Lëtzebuerg bei den eenzelnen Optiounen reflektéieren eng Politik, déi am Zeeche vun der Virsicht a vun der Kontinuitéit steet. Wat déi minimal obligatoresch Norm betrëfft, esou huet Lëtzebuerg sech fir déi entscheet, déi am beschte bei seng aktuell Approche a Bezuch op bilaterale Konventiounen passt. Par contre am Fall vun Dispositiounen, deenen hiren Impakt ongewëss ass, huet Lëtzebuerg eng Reserv formuléiert, fir déi net ze applizéieren. Gläichzäitig ass awer eng maximalistesche Approche gewielt ginn am Bezuch op de Champ d'application am Sënn, dass bal allegueren déi bilaterale Konventiounen vu Lëtzebuerg vun dëser multilateraler Konventioun betraff sinn.

Här President, erlaabt mer nach, e puer Wieder zum Historique vun dëser multilateraler Konventioun an dem Gesetzesprojet, ëm deen et hei geet, ze soen. Lëtzebuerg huet d'Konventioun de 7. Juni 2017 zu Paräis ënnerschriwwen. Insgesamt si bis haut 87 Länner Parties signataires vun där Konventioun, wouvunner der 19 d'Konventioun och scho ratifizéiert hunn. Mat dësem Gesetzesprojet ass Lëtzebuerg also dat 20. Land, wat d'Konventioun an nationaal Recht ëmsetzt.

De Gesetzesprojet ass den 3. Juli 2018 vum Ausseminister deposéiert ginn an de Statsrot huet a sengem Avis vum 13. November 2018 gréng Luucht fir de Projet ginn.

An der Sëtzung vun der Finanz- a Budgetkommissioun vum 29. Januar dëst Joer gouf ech als Rapportrice genannt an de schrëftleche Rapport ass an der Reunioun vum 8. Februar ugeholl ginn.

Dëst gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzestext.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Elvinger. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Merci fir d'Alleréischte der Rapportrice, déi, wéi mir dat vun hir gewinnt sinn, en exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport hei ofgelivwert huet, deen eis am Detail déi verschidden Elementer vun där Konventioun multilatérale explizéiert huet. Mir bleift also dozou näischt méi bäizefügen, dat war méi wéi komplett.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, trotzdeem de Finanzminister ze froen, wéi mer elo an der Praxis virginn. D'Madamm Rapportrice huet zu Recht ënnerstrach, mir hunn am Moment 83 Netbestueblungs..., Netbesteierungsokkommessen duebel ... (veuillez lire: 83 Netduebelbesteierungsokkommessen), ...

(Hilarité)

► **M. Guy Arendt (DP).** - Et ass Valentinsdag.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et ass schwéier haut. Et ass schwéier haut.

... déi ofgeschloss sinn a wou d'Fro sech elo stellt, wéi mer do virufieren, well ech mengen, datt mer awer net derlaanschtkommen, déi nach enzel erëm ze diskutéieren. Quitte datt der wahrscheinlech eng Rei sinn, wou mer net brauchen drunzegoen. Mä nach wäerten der awer eng Rei sinn, wou mer och Demandé kréien, fir déi frësch ze verhandelen. An do stellt sech dann einfach d'Fro, Här Finanzminister, wéi mer do virufieren.

An ech huelen dann och direkt en éischt Beispill, dat ass d'Duebelbesteierungsokkommes mat Frankräich. Do ass e Projet de loi de 4. Dezember deposéiert ginn. E schéngt nach net aviséiert ginn ze si vum Statsrot. An deem Duebelbesteierungsokkommes stelle sech awer eng ganz Rei vu konkrete Problemer, op déi mer natierlech aginn, wa mer dat Ofkommes dann och hei an der Chamber diskutéieren a ratifizéieren.

Ech wollt lech, Här Finanzminister, do awer scho sensibilliséieren, well do sinn notament substanzuell Ennerscheeder tëschent Frontalieren, déi a Frankräich wunnen, wat deenen hir Pensionsrechter ubelaangt, am Verglach mat Frontalieren, déi an Däitschland respektiv an der Belsch wunnen. Do kënt och e ganz konkrete Problem, mat deem elo schonn déi franséisch Camionneure geplot sinn. Alles dat, wéi gesot, si Schwierigkeeten, déi sech aus deem doten Duebelbesteuerungsofkommes erginn.

An ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, de Minister och dorop unzeschwätzen. An ech wier frou, wann en eis vläicht do och déi eng oder aner Erklärung kéint driwwer ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (*LSAP*)**.- Merci, Här President. Dem Joëlle Elvinger e grouse Merci fir säi gudder mëndlechen a schréffleche Rapport. Hatt huet, mengen ech, alles gesot zu deemem Projet, wat ze soen ass. Mir als LSAP begrëssen natierlech d'Unhuele vun dëser Konventioun, déi an déi richteg Richtung geet. Dat ass erëm eng Kéier eng Mesure, déi de ganze Paquet BEPS zu Lëtzebuerg transposéiert mat all senger Mesuren, déi, mengen ech, gutt sinn: d'Zoumaache vun deene Schlupflächer iwwer Hybridprodukter, iwwert déi Steiere kënnen evitéiert ginn, eng Rei aner Mesuren, déi och, mengen ech, a Richtung gi vu méi Substanz vun den Entrepreneuren, wat alles am Sënn ass vu méi Steiergerechtheet.

An dofir kënnen mir als LSAP dee Projet hei matdroen. Voilà!

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (*déi gréng*)**.- Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun stëmmt natierlech dëse Projet de loi, well mer prinzipiell all Moosnam ënnerstëtzen, déi am Kader vun BEPS dann och decidéiert an ëmgesat gëtt. Et handelt sech jo ëm déi 15. Aktioun vun deem ganze Moosnamekatalog vun der OCDE, wou et drëms geet, d'Transpositioun vu bilaterale Konventiounen massiv ze vereinfachen - de Moment ass dee ganze Prozess immens komplex -, dann awer och d'Duebelbesteuerungsofkommes méi transparent a méi effikass auszerichten an ebe grad ze verhënnern, datt international Betriber weder an deem engen nach an deem anere Land Steiere bezuelen, déi se awer eigentlech de State misste bezuelen.

E wäert och e positiven Impakt op eise Budget hunn. An do wëllt ech just den Här Minister froen, ob en eppes dozou kéint soen. D'Chambre de Commerce huet déi Fro opgeworf, ob een do schonn eng chiffriert Zomm nenne kéint oder ob dat nach ze fréi ass. Op alle Fall ass et e wichteg Schrëtt an déi richteg Richtung. An duerfir e grouse Merci och der Madamm Elvinger fir de gudder Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun zum Schluss.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Iech och e grouse Merci, Madamm Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (*ADR*)**.- Jo, Merci, Här President. Och eis als ADR läit eng gerecht Steierpolitik um Häerz. Gerecht Steierpolitik heescht, datt och d'Gesellschaften esou vill Steiere bezuelen, wéi et richteg a gerecht ass. Mir soen awer och, all Stat sollt esou weineg Steiere wéi méiglech erhiewen, näamlech déi, déi néideg sinn, fir déi wierklech staatlech Aufgabe gutt ze erfüllen - wat net ëmmer de Fall ass -: Gesondheet, Sécherheet, Bildung, Infrastrukturen an esou weider.

An an deem Kontext sollt et eis all, ob privat Leit oder Gesellschaften, um Häerz leien, net méi Steiere bezuelen ze mussen, wéi fir dës staatlech Aufgaben néideg sinn. Mir stënnen dësen Text.

Merci, Här President.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (*déi Lénk*)**.- Merci, Här President. D'Duebelbesteuerungsofkommes oder besser gesot d'Netduebelbesteuerungsofkommes stinn net eréischt säit gëschter an der Kritik, et pour cause. Si sinn en zentraalt Element bei de Strategië vun de Multinationallen, fir esou weineg Steiere wéi méiglech ze bezuelen. An de Schued hunn dobäi natierlech

och d'Entwécklungslänner, well dës Ofkommes meeschtens dat Land bevirdelegen, wou d'Multinationale hire Sëtz huet, an deementsprechend dat Land benodelegen, wou déi eigentlech ekonomesch Aktivitéit stattfënt. Besonnesch d'Multinationallen, déi Rohstoffe ausbeuten, profitéieren enorm vun deenen Accorden, fir e Groussdeel vun hire Benefisser onverteiert an déi grouse Finanzzentre vun der nördlecher Hemisphär ze exportéieren.

Dës Ofkommessen droen also zu engem groussen Deel derzou bäi, datt vill méi Sue aus deenen aarme Länner an déi räich Länner fléisse wéi ëmgekéiert an datt d'Inegalitéiten op der Welt weider zouhuelen. Dat hunn och eng ganz Rei vun Etüden, déi vu groussen Entwécklungs-ONGe gemaach goufen, erginn.

Wéi wann déi konkret Ausgestaltung vun deenen Accorden an hir inhärent Logik net scho schlëmm genuch wäeren, kënt dann och nach en anere grouse Problem derbäi, dee vum sougenannten „treaty shopping“. Dobäi geet et drëms, datt d'Multinationale konsequent d'Lücken an d'Inkohärenzen ausnotzen, déi sech zwangsleefeg am Zesummespill vun deenen Dausende bilaterale Duebelbesteuerungsofkommessen erginn, Lücken an Inkohärenzen, déi vu verschiddene Länner jo och nach bewusst opgemaach ginn. Andeems d'Multinationale geziilt Filialen a bestëmmte Länner ariichten, déi se dann an hiren Transaktiounen zwëscheschalten, profitéiere se da vun esou Bestëmmungen aus deenen Duebelbesteuerungsofkommessen.

Fir deemem Abus, also deem sougenannten „treaty shopping“, entgéintzewierken, ass um Niveau vun der OCDE dann dat Instrument vun der multilateraler, multinationaler Konventioun entwéckelt ginn, iwwert dat mer haut ofstëmmen. Si soll, esou zumindest déi offiziell Narratioun, méiglechst an engem Schlag déi Lücken zoumaachen, déi d'Multinationale systematesch zu hirem Profit ausnotzen.

Datt dat awer an der Praxis net wäert geléngen, ass an eisen Ae vu vira kloer. Well zwar bréngt dës Konventioun tatsächlech eng ganz Rei vu Verbesserungen mat sech, déi mer och ausdrécklech begrëssen, mä si wäert de generelle Problem beschtefalls agrenzen.

Wéi ech schonn e puermol hei op der Tribün gesot hunn, produziert de BEPS keng endgültig Léisung fir de Problem vun der Steierflucht vun de Multinationallen, mä nëmme Plooschtere fir op déi eklatanteste Mëssstänn. An dat ass och de Fall bei deemem Projet. Fir datt déi Konventioun fir esou vill Länner wéi méiglech akzeptabel an op esou vill wéi méiglech Accorden uwendbar ass, hunn d'Länner d'Méiglechkeet, dës Konventioun ganz flexibel unzewennen. Si kënnen eng ganz Wull vun Ausnamen a Reserve formuléieren, déi den Impakt vun der Konventioun dann och deementsprechend verréngeren.

Wat als pragmateschen Usaz geduecht ass, bréngt gravéierend Nodeeler mat sech, well amplaz an d'Richtung vun engem méi einfachen a méi uniformen internationale Steiersystem ze goen, mat klaren a harmoniséierte Regele géint méiglech Abusen, gëtt hei mat all Reserv zousätzlech Komplexitéit a potenziell Konfusioun agebaut, ëmsou méi wéi all Reserv, déi vun engem Land formuléiert gëtt, natierlech och verhënnert, datt dat anert Land, mat deem een en Ofkommes huet, déi entsprechend Regele kann unwennen.

Lëtzebuerg dreift dat natierlech erëm op d'Spëtz an huet esou zimlech de Maximum u Reserven a Flexibilitäten agebaut, déi nëmme iergendwou méiglech waren.

► **M. Roy Reding (*ADR*)**.- Très bien!

► **M. David Wagner (*déi Lénk*)**.- D'Liesbarkeet ... Ech mengen, do ginn ech wierklech richteg bestätegt doranner.

D'Liesbarkeet vun de Steierbestëmmungen geet ...

(*Brouhaha*)

Jo, mä de Problem ass just, Madamm Lorsché, datt den Här Reding dat gutt fënt an ech et net gutt fannen. Mä mir sinn eis eens.

(*Hilarité*)

► **M. Roy Reding (*ADR*)**.- Et ass jo da richteg.

► **M. David Wagner (*déi Lénk*)**.- Mä d'Majoritéit ass sech mat der ADR u sech jo och iergendwéi eens.

Well wat maache mer a Wierklechkeet hei? Dat, wat mer den Engländer jo ëmmer virwerfen innerhalb vun der Europäescher Unioun, dat wäert elo net méi laang daueren, dat ass dee sougenannte „cherry picking“. A grad bei dëser Konventioun, mat all deene Reserven, déi mer agebaut hunn, bedreiwe mir e regelrechten „cherry picking“. Dat heescht, dat Instrument, wat interessant kéint sinn, wat awer och

schon net esou wäit geet, gëtt vun eis komplett ausgehelecht, soss géife mer et vläicht och hei net esou einfach unhuelen. An et gëtt och komplett onliesbar gemaach. Souguer d'Chambre de Commerce seet jo an hirem Avis, datt ee keen Duerchbléck méi huet. An do wäerte sech natierlech och verschidden Audits-firme freeën, fir sech och mat all deene ganz komplexe Regelen, déi mir hei aféieren, kënnen ze beschäftegen.

Wéi gesot, wéi och am Exposé des motifs drasteet, mir hunn eng Virgoensweis, déi ass « en ligne avec la politique conventionnelle actuelle ». Dat heescht, esou e grouse Worf ass dat net.

A vu datt mir mengen, datt justement dee Projet de loi d'Saach wäert verschlimmeren an net verbessern, wäerte mer och dee Projet de loi net unhuelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (*Piraten*)**.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kënt net allze oft vir, datt ech de Kolleegen, déi hannert mer sëtzen, muss a ville Saache recht ginn, mä hei huet den David Wagner awer e puer wichteg Punkten erwänt.

Mir hu virdrun oft héieren, wéi wichteg multilaterale Konventiounen sinn an Zäiten, an deenen d'Benefisser vun der internationaler Zesummenaarbecht ëmmer méi a Fro gestallt ginn.

Ech wëll dofir hei elo guer net laang op en Atout vun enger internationaler Konventioun agoen. Ech mengen, do si mer prinzipiell gréisstendeels allegueren domadder averstannen, datt et gutt ass, datt en Accord a Steierfroe fonnt konnt ginn. Dofir huelen ech meng Zäit, fir an e puer Aspekter aus dem Gesetzesprojet anzegoen, déi ech perséinlech an och d'Piraten net esou gutt fannen.

Ze kritiséiere sinn hei virun allem emol d'Commentairen zu den Artikelen vun der multilaterale Konventioun, déi d'Regierung zur Verfügung gestallt huet. An deene meeschte Fäll, an deene Lëtzebuerg sech d'Recht geholl huet, eng Dispositioun oder en Deel dovun net wëllen unzewennen, fënt een als Erklärung nëmme e kuerze Saz, dee seet, datt Lëtzebuerg sech d'Recht hält, dës Dispositioun, dës Regel oder dësen Artikel net unzehuelen, well se optionnel war. Wisou? „Ma well ech et kann“, ass hei also d'Devise. A wéi soll een dann nach novollzéien, op wéi enger Basis an en vue vu wéi engen Ziler d'Entscheidung getraff sinn?

E Mangel un Transparenz gëtt et awer net nëmme hei. Och de Fait, dass et keng Version consolidée vun de betraffene Gesetzer gëtt - Punkt, dee jo och den David Wagner ugeschwat huet -, ass e Problem fir de Prinzip vun engem lieserleche Gesetz. Well wann nëmme Leit, déi dofir bezuelt ginn, sech kënnen Zäit huelen, fir e Gesetz nozevollzéien an den Impakt vu Projeten, déi mir heibannen diskutéieren, kënnen verstoen, da maache mer d'Liewe vläicht e bëssen ze komplizéiert.

En vue vun enger net nëmme Simplification administrative, mä enger Simplification législative misst ee sech jo awer d'Fro stellen, ob et net heiansdo besser wär, wa mer géifen higoen an tatsächlech de Clientéi vun deem, wat mer heibanne maachen, näamlech alle Biergerinnen a Bierger, an net nëmme den Auditfirmen, tatsächlech e lieserleche Gesetz géifen zur Verfügung stellen.

Ech hu mer soe gelooss, datt et mat den neien Technologien net onméiglech ass, fir esou en „merge“ vun Texter ze maachen, wéi een dat an der Informatik nennt. Deementsprechend ass hei definitiv e Mangel u gudder politescher Kommunikatioun mat alle Bierger.

Schlussendlech ass och d'Umierkung aus dem Exposé des motifs ganz interessant, dass Lëtzebuerg ëmmer déi Dispositiounen gewielt hätt, déi am beschte bei seng, Zitat, « Politique conventionnelle » gepasst hunn. Dass grad dës Regierung, déi sech jo eigentlech grad onkonventionell a progressiv wëllt ginn, dann hei, wann et ëm Steierfroe geet, drop aleisst, datt alles beim Ale bleift, dat ass zumindest e bësse konträdiktorelecht.

Et léisst drop schléissen, dass am Beräich vun engem fairen internationale Steierconcours net wierklech vun engem Emdenke geschwat gëtt. Mir wäerten dëse Projet de loi nichtsdestrotz matdroen, well déi Dispositiounen, déi ugeholl ginn, sinn e gudden Ufank. Mir bedauern awer, nach eng Kéier, de Mangel un Transparenz, datt Bierger, déi dësen Text eventuell liese wëllen, deen net esou einfach kënnen novollzéien.

Hei gëllt et also, besser ze ginn. Hei gëllt et, d'Gesetzer besser no baussen ze droen, well

soss maache mer dat heite fir bezuelten Auditfirmen an net fir all Biergerinnen a Bierger.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Här Finanzminister Pierre Gramegna, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances***.- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech freeë mech op d'Adoptioun, déi elo wäert geschéien, vun dësem Gesetzestext. Fir d'Éischt dem Joëlle Elvinger als Rapporteur e grouse Merci fir dee schréfflechen a mëndleche Rapport, deen eis déi komplex Matière hei e bësse versicht, verständlech ze maachen.

Ech wëll fir d'Éischt emol ervirsträchen, dass dat heiten een Element ass vum ganze Paquet, deen d'OCDE fäerdegbruecht huet, dee BEPS heescht - Base Erosion and Profit Shifting. An do ass eng vun deenen innovativste Saachen, déi an deem ganze Paquet dra sinn, d'Méiglechkeet, e Genre automateschen Amendement ze maache vun allen existéierende bilaterale Konventiounen. Dat ass esou eng grouse Erneuerung. Während Joren hat all Mënsch gesot, esou eppes kéint een net maachen.

Et ass och par rapport zum internationalen Droit eng immens Erneuerung, iwwert déi mer eis sollen allegueren freeën. Wann et dat heiten Instrument net géif ginn, da misst Lëtzebuerg déi iwwer 80 bilaterale Konventiounen, déi mer hunn, eenzel mat all deene Länner ëmverhandelen.

Mir hunn et iwwregens misse maachen an de Joren 2009, 2010 an 2011, wou mer en Artikel vun der OCDE-Konventioun hu misse progressiv een nom anere mat all Land änneren, an dann och an dës Chamber kommen, fir déi Amendementer ze ratifizéieren. Also, dat hei ass eng grouse Simplificatioun, dat wëll ech all deenen hei soen, déi e bëssen a Fro gestallt hunn, wat hei geschitt.

Mäin zweete Punkt ass, fir ze soen, Lëtzebuerg ass hei en „first mover“. Mir waren hei mat deenen éischte Länner, deenen éischte 76 Länner, déi dat am Juni 2017 ënnerstrach hunn an ënnerschriwwen hunn. Mir hunn also do net gewaart, dass anerer nozéien. Haut sinn et bal 90 Länner - 87, fir genau ze sinn -, déi et ënnerschriwwen hunn. Mir waren also do bei deenen Éischten. Mir haten hei keng Hesitatiounen.

Mir sinn, wa mer haut, wann Dir haut dat Gesetz hei stëmmt, dat 20. Land op der Welt, wat dat mécht. Kommt, mir sinn houfreg driwwer, dass mer bei den 20 Éischte sinn! Ech hunn och Kriticken héieren, dass mer net wäit genuch ginn. Mä, ech mengen, mir sinn hei bei deenen Éischten!

A wéi vill vun eis allegueren zu Lëtzebuerg hätte jee gegleeft, nach virun e puer Joer, dass mir bei esou engem Exercice bei deenen Éischte wäeren?!

Nu ware mer hei effektiv och virsichteg an ambitiéis zur selwechter Zäit. A welcher Hinsicht ware mer virsichteg?

Mir hunn nëmme eng Rëtsch vun Dispositiounen geholl, déi mer „automatesch“ adaptéieren iwwert dëst Instrument. Ech kann lech soen, all déi aner Länner hu genau datselwech gemaach. Jiddereen huet sech eng Selektioun gemaach vu Saachen, déi een „automatesch“ iwwerhëlt. An herno, wann dat deckungsgläich ass mat engem anere Land, da gëtt dat „automatesch“ amendéiert.

Bedenkt och als Parlamentarier, wat dat heescht! Dir gitt hei en Accord - ech hoffen dat emoll -, dass iwwer 80 Konventiounen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, automatesch hei géännert ginn. Also, wann dat keng Innovatioun ass, da soen ech näischt méi.

Mä mir si jo, wéi gesot, net déi Eenzeg, déi dat maachen. All déi aner Länner, déi dat ënnerschriwwen hunn, wëllen dat jo och maachen. Mä do ass et awer de Minimum, dass ee virsichteg ass, wéi een dat mécht, dass een do net e Blankoscheck gëtt an einfach allegueren d'Mesuren, déi an eisen Traitée wäeren, automatesch ännert. An där Hinsicht ware mer prudent.

Mir hunn awer zwou ganz wichteg Saachen mat u Bord geholl, déi automatesch adaptéiert ginn. Dat eent ass den Abus vun der Utilisatioun vun de Konventiounen, an dat ass eng Notioun, déi ganz modern ass, déi hu mer mat u Bord geholl, an och de Règlement des différends. Ganz weineg Länner hunn dat gemaach.

Et ass eng vun deene wichtegste Mesuren, déi an de BÉPS-Virschléi dra sinn. Déi hu mir als Lëtzebuerg iwwerholl.

Mir waren, sot ech, prudent, mä mir waren awer och ambitiéis. A welcher Hinsicht ware mer ambitiéis?

Mir soen, alleguerten eis bilateral Konventionen - alleguerten, ouni Ausnam, mir hätten der do e puer kënnen ausschléissen - wäerten hei mattochéiert ginn. Also, méi komplett kann een net sinn. A méi automatesch kann een net sinn.

An dofir mengen ech, dass et net korrekt ass, ze soen, dass mer hei par rapport zum „treaty shopping“, well dat Wuert hei gebraucht ginn ass, net agéieren. Mir hätten den „treaty shopping“ hei favoriséiert, wa mer nëmmen eng limitéiert Zuel vu Länner erwägt hätten. Dat hu mir net gemaach.

Bref, ech mengen, dass mer hei als Lëtzebuerg Regierung kohärent waren a mat deene Choixen, déi mer säit fennef Joer geholl hunn, hei weiderfuere. Mir sinn hei zum Deel „first mover“. Dat 20. Land, wat dat ënnerschreift, zum Deel am generellen Trend an awer virsiichteg genuch, well mer net alleguerten d'Mesuren an engem Coup hei adoptéieren.

Zu de verschiddene Froen, déi hei gestallt gi sinn. Den Impact budgétaire. Den Impact budgétaire ass ganz schwéier ze berechnen. D'Chambre de Commerce huet déi Fro gestallt, d'Madamm Lorsché huet se gestallt. Et ass esou, dass hei zwee entgéintgesate Phenomeneen spillen. Déi, déi zu Lëtzebuerg sinn a wëlle bleiwe mat enger eideler Këscht ouni Substanz, déi wäerten hir Gesellschaft hei zoumaachen, well déi eidel Gesellschaften, „letterbox companies“ op Englesch, Bréifboiten, déi notze quer näischt méi. Déi ginn einfach am internationale Rescht net méi erkannt. An do kann ee soen: Wann déi zoumaachen, do geet eis eppes verluer.

Mä en parallèle, wat geschitt, ass, dass eng Rëtsch Gesellschaften, déi vläicht och nëmmen eng Präsenz hei haben, déi limitéiert war, mä déi eist Land gutt fannen, déi dat attraktiv fannen, déi hei Business maachen, soen: „Ma ech transforméiere meng relativ limitéiert Präsenz an eng substanzuell Präsenz.“ Majo, da ginn déi och hei besteiert.

A mir ginn elo de Moment dovunner aus, well mer dat net am Detail kënnen norechnen, dass dat eent sech mat deem aneren ophieft. Dofir mengen ech, dass et rasonabel ass, ze soen, dass et budgetsneutral ass. Mir wäerten an e puer Joer vläicht enges Bessere beléiert ginn, mä ech mengen, déi zwou Tendenze versteet ee ganz gutt an duerfir hu mer eis hei fir d'Neutralité budgétaire entscheet.

Den Deputéierte Sven Clement huet sech, an ech kann dat novollzéien, hei ervirgesat, fir ze soen: Hei feelt et un néideger Transparenz. An ech si bei lech: Mir brauchen Transparenz! An des Regierung huet a Saache Fiskaliteit wirklech an der Transparenz ganz vill gemaach. Ech muss drun erënneren, dass mer op schwarze Lëscht waren, well mer wirklech net ganz transparent waren. A Schrëtt fir Schrëtt si mer ëmmer méi transparent ginn.

An ech fannen, Dir hutt e richtege Punkt, an en ass och vun der Chambre de Commerce ervirgetrach ginn: Et ass schwéier fir de Steierzueler, fir d'Gesellschaften, fir ze wëssen, wéi den automateschen Amendement sech dann hei eriwwerspigelt.

Ech kann lech haut hei soen: Mir wäerten als Ministère, zesumme mat der Steierverwaltung, alles maachen, fir dass mer an engem rasonablen Zäitraum konsolidéiert Versiounen wäerte maachen, dass mer net mussen waarden, dass dat vun de Big Four gemaach gëtt oder vun aneren. Dat si mer eise Bierger schëlleg.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech wëll lech awer soen, wa mer dat wëlle generaliséieren zu Lëtzebuerg an aneren Domänen, dann hu mer awer Kilometer Aarbecht. Mä, dat do ass eis dat wäert. Mir wäerten also konsolidéiert Versiounen vun all deene bilaterale Konventionen maachen.

An Dir hutt recht, d'Digitalisation hëlleft eis do - esou schwéier an esou laang däreif dee Prozess och net sinn. Mir wäerten dat maachen.

An dann eng drëtt Fro, déi gestallt ginn ass vun Här Mosar, an déi huet mat Frankräich ze dinn. Ech hunn do en primeur, mä vläicht wësse Verschiddener vun lech dat schonn: Haut de Moien ass am Parlament, an der Assemblée nationale déi bilateral Konvention

tëscht Frankräich a Lëtzebuerg adoptéiert ginn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Da sinn déi méi schnell wéi mir!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo. Mä ech encouragéieren lech, Här Mosar, ze kucken, wat do am Debat gesot ginn ass, well op Demande vu verschiddene Parteien, déi ech elo net qualifizéieren, ass e längeren Debat gewiescht iwwert déi bilateral Konvention.

A fir déi, déi fannen, dass mer net gutt verhandelt hunn an dass mer hätte misse méi hei oder méi do errechen, invitéieren ech lech, an deenen Debaten ze liesen, wéi mir nach a verschiddene Käpp an a verschiddene Parteien a Frankräich ugesi ginn. Dat Bild ass nach ëmmer net ganz gutt, trotz all deenen Efforten, déi mir säit fennef Joer gemaach hunn.

Ech mengen och, dass dat Bild, wat déi kritesch Parteie par rapport zu Lëtzebuerg maachen, net méi zäitgeméis ass. Mä et beweist och, dass mer e laange Wee hunn, bis eist Bild a Frankräich an anere Länner besser gëtt, well mer eng Reputatioun haben, déi esou war, dass et Zäit hält, fir dass déi Reputatioun sech verbessert. Mä ech freeë mech, dass déi Konvention ugeholl ginn ass. A mir si jo och um Wee. Mir waarden op den Avis vum Conseil d'État an da wäerte mer dat och zu Lëtzebuerg hei adoptéieren.

An ech mengen, dass déi Konvention, déi mer mat Frankräich ofgeschloss hunn, eng équilibréiert ass. An do wäerte mer nach d'Geleeënheet hunn, wann dann dee Projet de loi hei an d'Chambre kënnt, fir méi am Detail driwwer ze schwätzen.

An dann e leschte Punkt. Haut wäert och zu Paräis - also et ass wierkelech eng incroyabel Concomitance, e bëssen en Hasard - d'Resultat komme vum Forum mondial par rapport zur Evaluatioun vun der leschter Period, wat den Échange d'informations sur demande ubelaangt. Ech hu leider elo an de leschte Minuten nach net eng formell Confirmatioun kritt, ob eise Statut als «largement conforme» - „largely compliant“ - confirméiert ginn ass. Dat wäert an den nächste Minutte geschéien.

Esou wéi d'Reunioun an de leschten Deeg verlaaf ass, sinn ech optimistes. Mä ech wëll dat net virentscheeden. Dat mussen de GAFI an de Global Forum selwer maachen. Mä och dat gesäit gutt aus. Lëtzebuerg huet also ganz villes gemaach am Domän vun der Transparenz. An ech hoffen, dass de GAFI an den nächste Minuten dat och nach confirméiert.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7333. Den Text steet am Document parlementaire 7333³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7333 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Quorum ass erreicht. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7333 ass mat 58 Jo-Stëmme an 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7363 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7363, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Émlaf vu Wäertpabeieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, den Här Henri Kox, den Här Roy Reding, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Digitaliséierung gehéiert zu de bedeitende Phenomeneer, déi eis Gesellschaft an eis Wirtschaft an den nächste Joren, mä och elo scho beaflossen a verännere. Et ass effektiv ee Sujet, dee queesch duerch d'Gesellschaft geet a selbstverständlech och net virum Finanzsektor stoe bleift.

Mam Opkomme vun neien technologesche Méiglechkeete kënnt et zu engem Paradigmewiessel am Finanzberäich. Ech denken hei zum Beispill un déi nei Services de paiement iwwer Smartphone, un d'Méiglechkeet, sech vun engem virtuellen intelligenten Assistent déi perséinlech Finanzen analyséieren ze loosse oder déi nei Offeren a Modeller am Beräich vun de Préten.

Déi nei Technologien schafen nei Services a si bidden de Clienten eng ganz Rei vun neien Opportunitéiten. Virun allem awer, an dat dierf een net ënnerschätzen, wäerten des Technologien den Émgang mat de Finanzen, sief et am perséinleche private Beräich, sief et am professionellen, komplett op d'Kopp stellen.

D'Fro ass nämlech net déi, ob nei Services geschaaft ginn. Et geet, wéi schonn uganks gesot, ëm e regelrechte Paradigmewiessel, deen duerch d'Digitaliséierung ageleet gëtt. Esou kann een an Zukunft mam Handy net nëmme bezuelen, mä och e Prêt ufroen, Aktie kafen a verkafen, a Firmen investéieren an esou virun an esou weider.

An deem Kader ass et evident, dass al Geschäftsmodeller verschwanne wäerten an d'Ufuerderungen un eis Finanzplaz ganz aner ginn, fir weiderhin international déi Attraktivitéit an Exzellenz ze behalen, déi se haut huet. D'Blockchain-Technologie gehéiert zu desen zentralen technologeschen Neierungen, déi d'Potenzial hunn, an déif gräifenden Impakt auszeléisen.

D'Regierung huet an deem Kontext och vun Ufank un drop gesat, eise Standuert gutt ze positionéieren an d'Potenzial vun deser neier Technologie ze notzen. Ech verweisen zum Beispill op de Projet „Infrachain“, eng öffentlech-privat Initiative, fir déi kommerziell Applikationsméiglechkeete vu Blockchain ze verbessere an e vertrauenswierdegen Ökosystem mat enger gudder a performanter Gouvernance ze entwéckelen.

Ech wëll och un déi zwou Bitcoin-Plattformen Bitstamp a bitFlyer erënneren, déi zu de gréisste Bourse vu Kryptowährungen op der Welt gehéieren an déi och méttlerweil hei zu Lëtzebuerg en Agreement hunn.

Lëtzebuerg huet ni gezéckt, an dat ass och viru drun schonn als Stéchwuert gefall, fir „first mover“ am Finanzberäich ze sinn. A mat deem Gesetzesprojet ass et net anescht. Nodeems schonn 2013 de gesetzleche Kader ugepasst gouf - wa meng Souvenire gutt sinn, wa deemools den Här Roth de Rapporteur -, fir den dematerialiséierten Handel mat Titren, also finanzielle Pabeieren, ze erlaben, gi mer elo nach e Schratt méi wäit, andeems mer e juristesche Kader fir den Handel vu Finanzpabeieren per elektronesch gesécherter Regëstere a besonnesch der „Distributed ledger“-Technologie a la Blockchain schafen.

Wéi kann ee sech dat elo konkret virstellen? Wéi geet och fonctionnéiert dat praktesch gekuckt? Anescht wéi beim konventionellen Handel mat dematerialiséierten Titren, wou déi eenzel Transaktiounen an engem zentrale Regëstere bei enger spezifescher Institution ageschriwwen ginn, verfiert d'Blockchain-Technologie iwwer en dezentraliséiert System. An anere Wieder: Bei der Blockchain ass et net méi eng zentral Autoritéit, déi d'Transaktiounen validéiert a festhält an doduerch d'Veracitéit an d'Fiabilitéit vun der Transaktioun an de Schutz vum Portfolio garantéiert.

An deem Fall handelt et sech ëm en Netz vu Regëstere, déi matenee verbonne sinn, an dat Netz iwwerhëlt déi Roll. Wann een elo eng Transaktioun virhuele wëllt, gëtt des Transaktioun fir d'Éischt vum ganze Reseau iwwerpréift, ob se korrekt ass, an da gëtt se validéiert. Schliesslech gëtt d'Transaktioun an all de Regëstere festgehalen oder, anescht ausgedréckt, et kënnt en neie Block an d'Chain, also an d'Kette vun den Aschreiwungen derbäi. Ech hoffen, ech hunn dat eenegermoosse pädagogesch an net ze vill abstrakt formuléiert.

Et gëtt also net just ee Regëstere, dee weess, wien, wéi vill a wéi eng „tokens“, also Titren an deem Fall, huet a wéi eng Transaktiounen wie mat wem gemaach huet, mä et gëtt e ganze Reseau, a bei all eenzelnem Punkt, souzesoen all Knuet, och nach „node“ an der Fachsprooch genannt, ass eng Kopie vum Regëstere gespäichert. Bei all Verännerung oder Transaktioun, déi valabel ass, ginn, wéi gesot, all d'Regëstere aktualiséiert. Mir sinn also souzesoen an enger Aart Synchronisationslogik.

Des Prozedur mécht, dass d'Blockchain-Technologie am Prinzip net gehackt ka ginn. Wann een nämlech wëllt esou ee System hacken an zum Beispill Titre klauen, misst ee méi wéi d'Halschent vun deene sougenannten „nodes“ hacken an de Regëstere manipuléieren. Vu dass dat der awer, deemno wéi, eng ganz Rëtsch kënnen sinn an een och net onbedéngt weess, wou all eenzelne Regëstere ze fannen ass, ass et op d'mannst immens schwierig, fir dat hinze kréien.

Den Interêt vun der Blockchain läit domadder u sech an der Sécherheet an an der Traçabilitéit, vu dass all Aktioun registréiert gëtt.

Just esou vill zu deser faszinanter Technologie, zu där et am Detail sécherlech nach vill ze soe géif oder gëtt. Mä dat ass, wéi gesot, zimlech technesch an dat wëll ech lech hei op deser Plaz elo erspueren.

D'Haaptzil vun deem Gesetzesprojet ass op jidde Fall, fir juristesche Sécherheet an engem neien, emergenten Domän ze schafen an eis Finanzplaz beschtméiglech opzestellen, fir matzen an rapide Wandel vun der Technologie mathalen ze kënnen a kompetitiv, attraktiv ze bleiwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Statsrot huet säin Avis den 13. November 2018 zu deem Projet, dee just aus engem eenzegem Artikel besteet, ginn an hat weider keng Observatioun. D'Handelskummer, d'Chambre de Commerce, huet hiren Avis den 3. Dezember 2018 erausginn.

D'Chambre de Commerce begréisst déi proaktiv Haltung vun den Akteuren vum Projet de loi, fir déi Lëtzebuergesche Gesetzgebung den neien Technologien unzepassen, well domadder d'Digitaliséierung vun eiser nationaler Wirtschaft, a besonnesch dem Finanzsektor, geförder gëtt an dese Sektore d'Opportunitéiten, also d'Chancë vun deser neier Technologie kann ergräifen, fir dat Beschte am Interêt vun eiser Finanzindustrie an zum Wuel vun den do schaffende Leit draus ze maachen.

Dest gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren a ginn och am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu deem Projet.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Merci och hei dem Rapporteur, deen net nëmmen op eng pädagogesch, mä scho bal op eng philosophesch Aart a Weis d'Blockchain-Technologie hei erkläert huet, wat net einfach ass. Mä en huet dat op eng flott Aart a Weis gemaach. An, ech mengen, mir hunn elo alleguerten e bësselchen och méi verstanen, ëm wat et geet.

Ech wëll direkt soen, dass mir natierlech eisen Accord zu deem Projet wäerte ginn. Ech maachen dat allerdéngs mat engem laachenden, awer och mat engem kräischenden A, Här President.

Fir d'Éischt kann mat engem laachenden A, well Dir kënnt lech ..., net Dir, mä Äre Virgänger an aner Kolleeg kënnen sech drun erënneren, dass mer dëst Joer am Mee eng Aktualitéitsstonn ugefrot haben iwwert déi ganz Blockchain-Technologie. An deem Kader hate mer och eng Motioun deposéiert. An an där Motioun war eng vun eise Forderungen, dass sollt e legale Kader fir d'Blockchain-Technologie kommen.

Dat ass domadder erfüllt. Doriwwer freeë mer eis. An do gesäit een och, Här President, dass, wann d'Oppositioun hei, wéi dat meeschtens de Fall ass, mat ganz gudden Iddie kënnt, dass een och ...



► **Une voix.** - Très bien !

(Interruptions diverses)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... domadder virukéint!

Dann awer, Här President, ech hat gesot, ech hunn och e kräischend A. An dat kräischend A ass eigentlech dat, datt mer eis e bësselche méi Courage gewënnt haten, Här Minister, a mir iwwerhuele d'ailleurs do eng Kritik souwuel vun der Chambre de Commerce wéi och vum Statsrot, déi gesot hunn, de Projet géif sech awer op e Minimum limitéieren an notament eng Fuerderung, déi och vu ganz ville Leit aus deem Secteur gestallt gëtt, nämlech, datt déi sougenanten „token“ als eng Valeur immatérielle och sollen unerkannt ginn, wat eis wesentlech méi wäit géif bréngen, ass leider net geschitt.

Ech hunn allerdéngs Verständnis, well Dir hutt eis dat och schonn an der Kommissioun gesot, datt Der elo wëllt Schrëtt fir Schrëtt hei viruoen.

Allerdéngs, an ech mengen, domadder wëll ech och ofschléissen, ech ginn dervun aus, datt dat hei eng éischt wichteg Etapp ass, mä datt et net déi lescht bleift an datt mer an den nächste Méint a Joren och mat neie Projet-de-loie wäerte saisiert ginn, well mir sinn alleguerten iwwerzeegt, datt dat doten e ganz wichtige Terrain, net nëmme fir d'Finanzplaz, och fir d'FinTechen a fir den ICT-Beräich an deem Land ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Och vu mir e Merci un de Rapporteur André Bauler fir säi Rapport. Mir féiere mat deem Gesetz eng Regel an eisen Droit an, déi d'Blockchain oder d'„distributed ledger technology“ als ee vun de Supporten unerkennt, op deenen dematerialiséiert Wäertpabeiere kënnen emetteert ginn.

Eng Fro, déi sech stellt an deem Kontext, ass déi vun der internationaler Unerkennung vun esou enger Règle de conflit, well dëst eng Regel vum Droit international privé, also eng Konfliktregel, ass, déi majoritär ugewannt gëtt, wann een d'Rechtsdoktrinn liest - majoritär, mä net unanime.

Also bleift eng Onsécherheet bestoen, wat d'Unerkennung vun där Regel och un internationalen Niveau ueegt. An déi wäert bestoe bleiwen, soulaang et hei international keng uniform Regel gëtt.

En äänleche Problem ass et ëmmer ginn an deem Beräich vun den dematerialiséierten Titre verbonne mam Rattachement vun deenen Titren un d'Plaz vun engem Kont. Dat ass déi PRIMA-Regel, déi et och am internationale Privatrecht gëtt, mä déi och net unanime ass.

An et kann een observéieren, dass och d'EU-Kommissioun sech deem Problem do bewosst ass. Do ass eng Studie ausgeschriwwen ginn zu den „cross-border transactions“ vun „tokens“ an „smart contracts“. An dat ass also eppes, wat déi nächst EU-Kommissioun sécher wäert musse behandelen.

Den Zweck vun deem Projet ass also ganz kloer e politeschen. Et geet hei drëm, Lëtzebuerg op d'Kaart ze setze vun den neien Technologien, wat sécher och e Signal am Beräich vun der FinTech ass, wat jo eng vun deenen interessantesten Nischen ass, fir eis Finanzplaz ze developpéieren, an dofir kann d'LSAP dese Projet och matdroen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Fayot. Da wier et elo um honoreabelen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech mengen, meng Virriedner si scho ganz déif an d'Matière agang, insbesondere eise Rapporteur, deen op seng exzellente Aart a Weis, wéi den Här Mosar ëmmer seet, an d'Matière agang ass. Ech kann och deels déi gutt Aarbecht dann ennerstëtze vun der Opposition vun der CSV, dass se dat virun engem Joer hei ugekënnegt hunn.

Mir, des Koalitioun, liwwere jo och. Dat hu mer dann och entsprechend emgesat a weiderhin op eng gutt Zesummenaarbecht, soudass mer dann zu deem Projet och den Accord kënnen gi vun der grénger Fraktioun.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Et mierkt een, datt Våltesdag ass!

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kox. Da géif ech direkt d'Wuert weiderginn un den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Et ass Harmonie an der Loft op Våltesdag!

D'Digitaliséierung ass eng Erausforderung, net vu muer, mä vun haut. A mir Europäer hänke leider Gottes, dat muss ee constatéieren, wäit hannendran.

Hei ass e klengen, et hätt ee sech kënnen méi e muddege virstellen, wéi de Laurent Mosar ganz richtig gesot huet, et ass e klengen, mä awer wichtige legale Schrëtt, fir dese Retard opzehuelen, an duerfir féint e selbstverständlech den Accord vun der ADR.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Reding. Nächste Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et geet alles e bësse schnell haut. Merci, Här President.

Bon, déi Technologie, iwwert déi mer haut schwätzen an déi ech elo vereinfacht emol Blockchain nennen, gëtt et elo scho säit ronn zéng Joer. An d'Méiglechkeeten, déi sech theoretisch doräuser erginn, kënnen potenziell ganz positiv sinn.

Et kann den Austausch tëscht Mënschen demokratiséieren, andeems d'Intermediären ausfallen, an trotzdeem en héijen Niveau u Sécherheet garantéieren. Si kann d'Transparenz vun Transaktiounen erhéijen an domadder Korruptioun, Geldwäsch a Steierhannerzierung bekämpfen. Et kënnen sech domadder nei Méiglechkeeten erginn, fir d'effentlech Services ze verbesseren oder fir d'Energietransitioun an d'Économie circulaire ze gestalten. Och am Beräich vun der Gesondheet, der Educatioun oder der Mobilitéit si potenziell ganz positiv Entwécklungen méiglech.

Si kann och politesch ganz interessant sinn, wann een un e Här wéi den Julian Assange denkt, deen elo e bësse fale gelooss ginn ass an deen elo a gréisserer Gefor ass, wou natierlech och all d'Konten, all Finanzierungsmeiglechkeeten, déi den Här hat, zougemach goufen. Maja, duerch déi Technologie konnt hien och nach weider sengen Aktivitéiten nooen. Also ass et och interessant.

Projete kënnen finanziert ginn, Virementer och an Entwécklungslänner kënnen vereinfacht ginn, well een do keng Kommissioun muss bezuelen an et geet och vill méi schnell.

Bon. Mä et ass awer elo bezeichnend fir d'Politik vun deser Regierung, datt déi éischt Applikatioun vu Blockchain, déi hei zu Lëtzebuerg legal encadréiert gëtt, den Handel un Wäertpabeiere betrëfft. D'Uni Lëtzebuerg geet Parteneriater mat Privatfirmen an, net fir iwwer méiglech Uwendungen am Gesondheetssystem oder bei den erneierbaren Energien ze fuerschen, mä iwwert d'Méiglechkeete vum Blockchain-Aktienhandel. Oder, anescht gesot: Et ass net déi potenziell Notzung vun deser Technologie am Interêt général, déi fir d'Regierung am Mëttelpunkt steet, mä d'Notzung vun deser Technologie fir déi happy few.

An do si mer genau beim wichtige Punkt. Blockchain ass a priori, wéi déi meeschten nei Technologien, politesch neutral. Quitte datt et vläicht ursprénglech historesch aus engem gewëssene politesche Milieu, deen ee vläicht als libertaire ka bezeichnen, entspréngt. Mä soit.

Et hânt dovunner of, wat een domadder mécht a virun allem wie wat domadder mécht. Nieft de Chancé ginn et natierlech och eng Rei Risiken, déi am Moment awer nach keng Antwort hunn. Wéi eng Standarden an Norme wäerte sech schlussendlech duerchsetzen? Ass een tatsächlech am effentlechen Interêt? Wéi kann d'Netzneutralitéit garantéiert ginn an eng Fracture numérique verhënnert ginn? Wéi een Impakt huet dat op déi effentlech Politik? Op ons Steiersystemer? Op den Aarbechtsmarkt? Oder op d'Regulatioun vun de Finanzmäert? Wéi kann d'Cybersécherheet garantéiert ginn? Wéi kann een eng kriminel Nötzung verhënnere? A wéi wierkt sech Blockchain op den Datechutz aus? Wéi kann de Problem vun deem enormen Energieverbrauch geléist ginn, deen domadder och verbonnen ass?

Dat sinn nëmmen e puer ganz wichtige a richtungweisend Froen, déi weder international a scho guer net national duerchdiskutiert sinn. Zu engem Moment, wou d'Europäesch Parlament d'Kommissioun awer grad emol opgefuerdert huet, de potenziellen Impakt ze evaluéieren a Propose fir eng effektiv Regulatioun ze maachen, prescht déi lëtzebuergesch Regierung scho vir an erlaabt den Handel un Wäertpabeiere mat der Blockchain-Technologie.

Wéi gesot, mir sinn net géint des Technologie, déi grousst Potenzial huet. Mä mir mengen, datt et fir d'Éischt eng breet effentlech an international Debatt muss ginn iwwert déi Aart a Weis, wéi des Technologie am effentlechen Interêt soll genotzt an encadréiert ginn.

Dem Finanzsecteur elo scho gréng Luucht ze ginn, fir Fakten ze schafen, ass do sécher net de

richtige Wee. An dofir wäerte mer och géint dese Projet de loi stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen heite Projet de loi ass de Beweis, firwat et technesch affin Mënschen an de Parlamentar brauch. Mir hunn elo erkläert kritt, wat Blockchain ass, net ass oder vläicht ass. An den Zusammenhang mam Gesetzesprojet, dee mer grad debattéieren, ass zumindest net ëmmer ganz kloer eriwverkomm. An dofir erlaabt mer als Éischt eng Kéier e kuerze Resumé, wat dann elo tatsächlech hei lass ass.

Mir stëmmen of iwwer eng Sazännerung am Gesetz iwwert d'Titrisatioun. Eppes ganz Triviales, eppes wou ech och an der Kommissioun schonn drop higewisen hunn, datt mer héchstwahrscheinlech, soulaang et intern Blockchaine vun de Clearing-Haiser sinn, net emol hätte missen d'Gesetz änneren, well: Eng Datebank ass eng Datebank, ob se enner Blockchain-Form ass oder ob se relationell ass oder ob et einfach en Textfichier ass oder ob se tatsächlech, ganz „old school“, op Pabeier an engem Tirang iergendwou stockéiert gëtt.

Alles dat ass e Wee, fir Donnéeën ze stockéieren. U sech sollten eis Gesetzer technologieagnostesch sinn, fir esou Piste fir d'Zukunft net zouzemaachen. Dat heescht, wa mir elo hei eppes ganz Spezielles eraschreien, dann ass dat a mengen Aen éischer eng PR-Moosnam, fir ze soen: Kuckt hei, bei eis dierft Dir legal d'Blockchain-Technologie benotzen.

Ech si scho frou, datt mer nëmme Blockchain drageschriwwen hunn an datt mer net nach iwwer eng spezifesch Ausprägung vun de Blockchaine geschwat hunn, well do gëtt et méttlerweil eng Hällewuill. Déi bekanntsten, natierlech effentlech, ass Bitcoin, mä och Lëtzebuerg huet méttlerweil e puer privat Blockchainen, déi ganz gutt am Asaz sinn.

Den Här Bauler huet virdu gesot als Rapporteur - a Merci fir de Rapport an och Merci fir d'Erklärung, déi Der ginn hutt iwwert Blockchain am Ganzen -: „Lëtzebuerg huet ni gezéckt.“

Här Bauler, et deet mer leed, hei muss ech lech onrecht ginn. De Statsrot huet et gesot, d'Chambre de Commerce huet et gesot: Hei zéckt Lëtzebuerg! Éischters schreiw mer eng konkret Technologie an d'Gesetz, wou mer et, an eisen Aen, net gebraucht hätten. An zweetens gi mer wierklech net wäit genuch.

Den Här Wagner huet zwar vill Froen opgeworf, mä en huet awer och gesot, datt mer mat der Blockchain vill Avantage kéinte kréien, datt mer iwwer eng komplett Dematerialisatioun hätte kënnen nodenken. Den Här Mosar seet dat nämlech.

Ech mengen, d'Chambre de Commerce, de Conseil d'État, eng ganz Retsch Politiker, mä och technesch a vill Mënschen dobausse soen: „Hei gi mer net wäit genuch.“ An ech denken, dat sollte mer eis unhéieren an drop reagéieren. An dofir freeën ech mech genauso wéi d'CSV-Fraktioun dann op déi nei Gesetzesprojeten, fir méi wäit ze goen, fir eng komplett Dematerialisatioun matzemaachen.

Et muss een dann awer - an dat ass vläicht, fir zum Schluss ze kommen - soen: Et ass wichtig, datt mer op de Wee vun der Digitaliséierung ginn. All klenge Schrëtt ass ze begrëssen, och wann et wierklech nëmmen e klenge Schrëtt, Fouss viru Fouss ass, an net dee grouse Sprong, dee mer eis an aneren Domänen heiansdo zoutrauen, an, wann et em Digitaliséierung geet, vläicht net zoutrauen.

Vläicht sollt een, grad op enger Finanzplaz wéi Lëtzebuerg, sech dee grouse Sprong zoutrauen an domat eng konsequent Digitaliséierung vun deene Prozeduren, déi et haut ginn, no vir bréngen, esou wéi et am Avis vum Statsrot a vun der Chambre de Commerce stoung.

Mir Piraten wäerten all klenge Schrëtt, deen a Richtung vun engem méi digitale Lëtzebuerg geet, natierlech ennerstëtzen. Mä mir wäerten en awer och ëmmer kritesch begleeden an a Richtung vun engem nogeduechtenen a weidergeduechtenen digitale Projet fir Lëtzebuerg matdroen.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. An duerfir ginn ech direkt d'Wuert weider un de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an

Dir Hären, fir d'Éischt dem André Bauler e grouse Merci fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport an enger Matière, déi heiansdo vläicht e bëssen obskur ass. Mä ech mengen, mir wäerten eis all iwwert déi nächste Méint a Jore mat där Matière ëmmer méi musse familiariséieren.

D'Blockchain ass eng Technologie vu villen, déi d'Distribution électronique vu Regëstere an vun Donnéeën op eng sécher Aart a Weis erméiglecht, an dat op eng dematerialiséiert Aart a Weis. An dat ass ebe wahrscheinlech d'Zukunft.

Firwat ass et d'Zukunft? Well déi „distributed ledger technology“ méi Sécherheet bréngt, méi Transparenz bréngt an haaptsächlech Tragabilitéit bréngt. Se bréngt et fäerdeg, dass een ëmmer kann nokucken, wie wat gemaach huet. An dat ass natierlech en immense Quantesprung.

Nach bis virun e puer Méint gouf et vill Leit, déi skeptesch ware par rapport zu deser Technologie, net well se technologesch net au point war, mä well gesot ginn ass, déi Technologie kéint gebraucht ginn, fir Frauden ze maachen - et ass elo net vill doriwver geschwat ginn -, fir Blanchimenten ze maachen an esou. Ech mengen, an de leschte Méint a vläicht souguer am leschte Joer ass kloer ginn, dass een eng Couche kann dodrop setzen, fir dass justement och deem Rechnung gedroe gëtt. An dat ass, mengen ech, rassurant, wat och erkläert, firwat Lëtzebuerg sech awer och elo net precipitéiert huet, fir deen Aller-, Alleréischten ze sinn, wa schonn esou Doute bestinn, wa e bësse gewaart huet, wéi d'Akzeptanz weltwäit vun esou enger Technologie ass.

Ech ka mech och ufrënnen mat där Remark, dass een hei en fait agnostesch misst si par rapport zu der Technologie, déi gebraucht gëtt. Anescht gesot, eng Transaktioun ass eng Transaktioun, ob se mat Pabeier bewisen ass, ob se iwwert den Internet gemaach ginn ass, ob se iwwert de Blockchain gemaach ginn ass, oder, wéi am ale Code civil gesot gëtt, dass en Accord och kann oral sinn.

Elo ass et awer esou, dass vill Akteuren eis ze verstoe ginn hunn, dass et vu Virdeel wär, wann een dat géif nidderschreien, wat selbstverständlech ass. An dat hu mer och hei gemaach. Eis Entrepreneuren, eis Bankplaz huet awer net op dëst Gesetz gewaart. Et si schonn Transaktiounen, Emissiounen vun Titren, vun Obligatiounen, Emissiounen a Verdeelungen vun Investitionsfongen iwwer Blockchain zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Dat heescht, mir sinn an der Praktik hei virbäi, mir als Lëtzebuerg, als Finanzplaz. Mä mir wëllen dat och als Stat begleeden an och bei deenen Éischten sinn, déi dat ganz kloer an en Text schreien, dass mer bei Transaktiounen, déi iwwert dee Wee gemaach ginn, an engem Domän, wou mer effektiv gutt sinn, bei der Emissioun vun Titren, déi Rechtssécherheet wëllen hunn.

Verschiddener vun lech hu gesot, dass een do nach méi séier handele muss. Et ass wahrscheinlech a verschiddenen Domänen nach méiglech, national séier ze handelen. Mä ganz séier wäert och an deem heiten Domän d'Europäesch Unionen musse agéieren. A mir wäerten dat encouragéieren, dass d'Europäesch Union an deem Domän soll täteg ginn a partiri du moment, wou dat och absolutt néideg ass.

Mir sinn an deem Domän ee vun deene Länner, déi federführend sinn. Ech géif gären e puer Initiativen hei opzielen, déi dem grand Public vläicht net bekannt sinn, enner anerem eng Coopération publique-privée, déi Infra-chain heescht, wat ee kéint beschreiben als en Intranet par rapport zum Internet, dat heescht eng additionell Couche op Blockchain, déi engem et erlaabt, e Service unzebidden, deen nach vill méi präzis a sécher ass. Mir hunn och am Luxembourg House of Financial Technology - Akronym LHoFT - haut méi wéi 50 Gesellschaften, déi am FinTech-Beräich täteg sinn.

En fait ass de LHoFT haut voll, no manner wéi zwee Joer Existenz. An dat ass eng gutt Noriicht. Et ass awer och eng schlecht Noriicht, well mer hu keng Plaz méi fir Neier. Dofir encouragéiere mer déi, déi schonn eng Zäitchen dra sinn, elo emol erauszegoen. Dat nëmme fir ze soen: Mir hunn eng Retsch Akteuren, déi Lëtzebuerg erausgesicht hunn, och scho virun der Adoptioun vun deem Gesetz. Mä d'Adoptioun vun deem Gesetz wäert eis nach méi attraktiv maachen.

Jo, dëst Gesetz ass nëmmen eng Etapp, ganz kloer. Nu kann ee soen: Frankräich huet esou eng äänlech Legislatioun ugeholl, déi a verschiddenen Domänen méi wäit geet wéi mir, mä a verschiddenen Domänen manner wäit wéi mir.

Ech mengen, mir sinn hei an der gëllener Mëtt. An et ass och do, wou mer eis solle befannen.

(Interruption)

Zum Schluss wollt ech och nach en fait allen Akteure Merci soen, dass mer dee Gesetzestext hei relativ séier an d'Chamber kritt hunn. Dofir och e Merci un de Conseil d'État, dee ganz séier en Avis gemaach huet, an och Merci der Chambre de Commerce fir déi Gedanken-ustéiss. Ech mengen, hei positionéiere mer Lëtzebuerg, eis Finanzplaz ganz gutt. A well et nëmmen eng Etapp ass, gesi mer eis op deem Sujet bestëmmt gläich hei op deser Tribün erëm an deem Domän.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix. - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7363. Den Text steet am Document parlementaire 7363³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7363 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. De Projet de loi 7363 ass mat 57 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7363 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emil Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. François Benoy), MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7223 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale

Mir kommen elo zum Projet de loi Nummer 7223, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Prozedur am Beräich vun fiskalen Informationsaustausch. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, den Här Henri Kox, den Här Roy Reding, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deem Projet de loi, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deem Gesetzesprojet geet et ëm eng Ofännerung vum der Prozedur beim steierlechen Informationsaustausch. Dës Prozedur geet op d'Gesetz vum 31. Mäerz 2010 zréck, dat steierlech Konventionen an deem Domän guttgeheescht huet an eben och d'Prozedur vum Informationsaustausch festgeluecht huet.

Dat Gesetz war deemools eng Reaktioun op Kriticken, déi vum Forum mondial iwwert d'Transparenz an den Austausch vu Renseignements bei steierlechen Zwecker koumen. Et ass awer net nëmme bei Kriticke vum Forum bliwwen, well Lëtzebuerg krut weinst sengem deemolege legale Kader och nach eng schlecht Notatioun attribuéiert.

Dësen negative Stempel opgedréckt ze kréien, war natierlech net gutt fir den Image vun eiser Finanzplaz, besonnesch an enger Zäit, wou ee vill Efforte gemaach huet, fir vun alle groen a schwaarze Lëschten erofzekommen.

De gesetzleche Kader gouf dunn awer duerch en neit Gesetz vum 25. November 2014 ugepasst. Et goung zu deem Zäitpunkt virun allem drëms, fir d'Prozedur vum Informationsaustausch ze acceleréieren. Duerfir gouf ënner anerem och de sougenannte Recours en annulation erausgeholl.

Wann een also trotz enger Décision d'injonction, also enger Opfuerderung, Renseignements ze iwwermëttelen, dat net gemaach huet an een doropshin eng Amende administrative operluecht krut, dann huet ee just kënnen e Recours géint de Quantum, also de Montant vun der Amende maachen. Géint d'Décision d'injonction u sech, déi à la base vun der Amende war, konnt een allerdéngs kee Recours méi maachen. Dat huet, wéi gesot, derzou gefouert, dass d'Prozedur vum Échange d'informations acceleréiert gouf.

Déi deemoleg Gesetzesännerung ass domat och op d'Kriticke vum Forum agaangen, sou dass dese Lëtzebuerg am Joer 2015 erëm positiv reevaluéiert hat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou vill zur Virgeschicht vun deem Projet de loi. Ech kommen elo bei den eigentlechen Ursprung, dat ass näamlech de sougenannte Arrêt Berlioz vun der Cour de justice. Am Joer 2015 huet eis Cour administrative den Europäesche Geriichtshaff mat engem Renvoi préjudiciel saiséiert, fir gewuer ze ginn, wéi verschidden Dispositiounen vun der Direktiv 2011/16 iwwert déi administrativ Kooperatioun am Beräich vun de Steieren ze interpretéiere sinn.

Wat war geschitt? D'Steierverwaltung huet der Berlioz Investment Fund SA eng Amende opgedrummt, well si net sénngemiss op eng Demande d'injonction reagéiert haten, spréich keng Informatiounen weidergeleet hunn. D'Demande d'informations koom vum franséische Fisk. D'Sociétéit Berlioz huet du Recours géint déi Amende gemaach, an dat huet de Steen un d'Rulle bruecht.

Mam Arrêt Berlioz vum 16. Mee 2017 huet d'Cour de justice dann och Äntwerte ginn, déi allerdéngs am Moment net eisem aktuelle legale Kader entsprechen. Ech wëll elo net an den Detail vum Dispositif vum Arrêt agoen, mä Dir fannt d'Motivatioun vun der Cour a mengem schrëftleche Rapport.

Den Objet vun deem Gesetzesprojet ass et elo also, déi applikabel Prozedur vum Informationsaustausch nach eng kéier op de Leescht ze huelen a se un déi rezent europäesch Jurisprudenz unzepassen, d'Prozedur also souzese Berlioz-konform ze maachen.

Mat deem Projet de loi ginn d'haapt-sächlech zwou grouss Adaptatiounen vum Gesetz vum 25. November 2014 virgeholl. Déi eng betrëfft eng nei Obligatioun fir d'Steierverwaltung am Kader vum Échange d'informations, déi aner féiert nees e Recours en annulation géint eng Décision d'injonction an. Bis elo war et näamlech esou, dass d'Steierverwaltung d'Demande d'informations vun engem anere Memberstat just op hir formell Regularitéit iwwerpréift huet. Et war souzese eng sommaire Verifikatioun. Dat geet elo net méi duer.

An Zukunft muss déi zoustänneg Steierverwaltung am Kader vun Informationsaustausch och kucken, ob déi Informatiounen, déi ugefrot ginn, och pertinent fir d'Enquête sinn. Am Projet de loi geet vun enger Pertinence vraisemblable rieds. Dëse Contrôle betrëfft souwuel déi viséiert Persoun wéi och den Detenteur vun de Renseignements.

Ech komme bei déi zweet Adaptatioun. Mam Arrêt Berlioz huet den Europäesche Geriichtshaff un Kierchbiereg u sech nach eng kéier zwee Prinzipie rappeliert.

Éischtens muss och eng national administrativ Strof, an deem Fall war et eng Amende, d'Charte vun den Droits fondamentaux vun der EU respektéieren.

Zweetens muss och eng Décision d'injonction kënnen virun enger onofhängeger Jurisdiction kontestéiert ginn, fir kënnen d'Legalitéit vun deser Decisioun ze iwwerpréieren.

Aus dese Grënn proposéiert dese Projet de loi, wéi gesot, de Recours en annulation géint d'Décision d'injonction erëm anzeféieren. Den Detenteur vun den ugefrotene Informatiounen kann eisen Tribunal administratif also domat

saiséieren, fir iwwert d'Legalitéit vun enger Demande de renseignements ze befannen.

Ech wëll vläicht präziséieren, dass de Recours en réformation géint de Montant vun der Amende och nach ëmmer opbleift. Et sinn also elo zwou Piste fir de Recours méiglech.

Här President, am Text vum Projet de loi sinn och déi verschidden Delaie festgehalen fir den nees agefouerte Recours en annulation. Ech wäert elo net op all einzelnen Delaie agoen, mä just drop hiweisen, dass d'Delaie effektiv méi kuerz si wéi am Droit commun. Dat ass och an der Finanz- a Budgetkommissioun opgeworf an diskutéiert ginn.

Et huet een effektiv ee Mount Zäit, fir e Recours géint d'Décision d'injonction anzeleeën. All Partei huet zudeem just d'Recht op ee Memoire an de Memoire en réponse muss spéitstens ee Mount no der Requête deposéiert ginn. Zulescht muss dann och den Tribunal innerhalb vun engem Mount statuéieren.

An der Finanz- a Budgetkommissioun krute mer erkläert, dass d'Delaie esou knapp misste sinn, well d'Steierverwaltungen och nëmmen eng begrenzen Zäit hunn, fir eng Demande d'informations ze exekutéieren. Géint d'Decisioun vum Tribunal administratif kann een innerhalb vu 15 Deeg och nach en Appell op der Cour maachen.

Här President, souvill zu den Adaptatiounen an der Prozedur. Fir all weider Detailler verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport. Ech wëll awer nach kuerz op d'Avis vum Statsrot agoen. Am Ganze krute mer der dräi. Et goung also effektiv e puermol hin an hier an de Statsrot huet a sengem éischten Avis och direkt drop higewisen, dass et effektiv keng einfach Matière wier.

Et misst een näamlech hei vill ënnerschiddlech Aspekter an Interéten a Betruucht zéien an da versichen, e gesonden Equiliber tëschent all deenen ze fannen. Dat betrëfft engersäits d'Conciliatioun tëschent der Voie de recours vum Droit commun an deser neier, méi spezifescher Voie de recours, anersäits huet een och misse kucken, fir d'Rechter vun der Charte ze respektéieren, ouni awer de Secret vun der Enquête ze ënnergruewen. Dësen Equiliber ze fannen, ass effektiv e schwieerege Exercice gewiescht.

Eppes, wat de Statsrot vun Ufank u méi strikt limitéiere wollt, dat war den Accès zum Recours en annulation. Am urspringlechen Text stoung, dass net nëmmen all Persoun visée, mä och nach all Tiers intéressé den Tribunal mat engem Recours en annulation kéint saiséieren. Do hu sech laut dem Statsrot direkt e puer Froe gestallt, wat d'Rechtssécherheet vun där Dispositioun uegt, besonnesch weinst de Problemer mat der Notifikatioun vun deene Leit.

De Statsrot huet och eng Opposition formelle dorobber geluecht. Zum Schluss si mir dann awer esou verblivwen, dass effektiv just den Detenteur vun de Renseignements d'Recht op e Recours en annulation huet. Fir weider Remarque vum Statsrot verweisen ech och nees op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, zu deem Projet krute mir och nach Avis vum der Statsbeamtekummer, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés an der Handelskummer geschéckt. Si allegueren hu kee gréissere Problem mat deem Projet de loi virgedroen.

Nach e puer Wieder zu den Aarbechten an der Finanz- a Budgetkommissioun. Dese Projet ass virun e bësse méi wéi engem Joer op den Instanzewege geschéckt ginn. De Finanzminister Pierre Gramegna huet en den 19. Dezember 2017 deponéiert. Mir kruten de Projet eng éischte kéier den 9. Januar an der Finanzkommissioun presentéiert an an där selwechter Reunioen gouf och als Rapporteur genannt. De leschte Freideg, 8. Februar, hu mir dunn de schrëftleche Rapport eestëmmege an der Finanzkommissioun ugeholl.

Här President, et ass och kee Geheimnis, dass et Zäit ginn ass, dass desen Text an d'Chamber koom. Wéi schonn ugeschwat, hate mir des Woch oder hu mir deser Deeg och d'Evaluatiounen vum Forum, also si mir just nach matzäit mat deem Gesetz.

Dest gesot, soen ech de Memberen aus der Finanzkommissioun e ganz grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an déi interessant Diskussiounen an lech alleguerter Merci fir d'No-lauschteren. An ech ginn dann och nach den Accord vun der Demokratescher Partei zu deem Projet de loi.

► Plusieurs voix. - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Elvinger. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, wat rela-

tiv aussergewéinlech ass, de Mëtten en zefriddenen Deputéierte virun lech.

► Plusieurs voix. - Aah!

(Interruptions)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat huet awer manner mat eiser Satisfaktioun iwwert d'Regierung ze dinn, ...

► Une voix. - Dir hutt Blumme kritt!

(Hilarité)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... wéi domat, datt mer haut recht kritt hunn. A wann ech soe „mir“, schwätzen ech haaptsächlech och am Numm vu mengem exzellente Kolleeg Gilles Roth, dee sech mat mir zesumme viru véier an engem hallwe Joer hei wärend enger epeescher Seance verteidegt huet. An ech ka mech elo nach un déi Seance erënneren, déi war wierklech extrem intensiv. An eise viregte President, dee jo ni ee gréissere Problem hat, fir déi Saach ënner Kontroll ze halen, hat do awer e bësselche Schwieeregkeeten, well d'Debatt heiandsdo e bësse riskéiert huet, erauszegleiten.

Ech wëll awer fairerweis och soen, datt mer an eiser Kritik deemools net eleng stoungen. Och den Här Reding hat sech an der Zäit där Kritik do ugeschloss.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - A wéi gesot, mir kréien also haut, véier an en halleft Joer duerno, recht. An dat mécht natierlech jiddwer klengem Landdeputéierten a klengem Kontabel Freed.

(Brouhaha)

Här President, dat kënt Der lech virstellen. Mä kommt, mir fueren der Rei no!

D'Madamm Elvinger, eis exzellente Rapportrice, huet eigentlech am Detail erkläert, ëm wat et an deem Projet geet. A si ass och nach eng kéier op deem ëmstriddene Punkt gaangen, well kommt, mir maachen eis näischt vir, an der Diskussioun, an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vum Här Roth, ass et eigentlech fundamental just ëm ee wesentleche Punkt gaangen!

An dee Punkt, dat war eben dee vun deem Recours géint den Ordre d'injonction vun der Steierverwaltung, wou mir, den Här Roth an anerem, eis einfach net konnten domat averstanen erklären. An deemools, wéi mer d'Debatt hei haten, muss ech soen, hat och den Här Finanzminister sech verstärke gelooss duerch den Här Braz, well den Här Finanzminister erstaunlecherweis op deem do Punkt net vill gesot huet an do deemools den Här Braz schwätze gelooss hat. Ech weess net, ob den Här Finanzminister schonn deemools eng Viranung hat a sech geduecht huet: „Dann hëls de den Här Braz mat, da kann den hei d'Käschten aus dem Feier huelen.“

Ech bedauern d'uerfir och e bëssen, Här Finanzminister, datt den Här Braz haut - ech hätt mech esou gär haut mam Här Braz ënnerhalen - lech net och ...

(Hilarité et interruptions)

... datt en lech haut net och begleet huet.

► Une voix. - Ech soen em dat.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Mä kommt, mir kommen trotzdem nach eng kéier drop zréck, well et ass jo heiandsdo flott, Här President, wann een déi Debatten erëm noliest a wann een dann och erëm esou liest, wat déi verschidde Riedner deemools gesot hunn. A wann een dat da vergläicht mat deem, wat am Arrêt Berlioz erauskomm ass, ass dat trotzdem e bëssen erstaunlech.

Ech wëll nach eng kéier hei soen, an ech zitéiere fir d'Éischt natierlech den Här Roth, deen deemools den éischten ageschriwwene Riedner nom Här Arendt war, den Här Arendt war deemools Rapporteur vum Projet. An ech ka mech och erënneren, ech kennen den Här Arendt jo e bëssen, ech hat och deemools schonn d'Impressioun, datt den Här Arendt och net immens iwwerzeegt war vun deem, ...

(Hilarité)

... wat en deemools gesot huet. Mä, Här Arendt, ech weess, wéi dat ass, mir waren och heiandsdo op där Säit, mir hunn och alt heiandsdo missen esou Grompere schlécken. Et ass net ëmmer einfach, wann een an der Majoritéit ass.

(Hilarité)

► **M. André Bauler (DP).** - D'Liewen ass kee Kichelchen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Wéi gesot, den Här Roth huet deemools eppes gesot, wat déi ganz Thematik eigentlech ganz gutt resuméiert. En huet sech deemools un Are Virgänger, Här President, geriicht an en huet do ge-



sot: „Hei, Här President, hu mer eigentlech elementar Grondrechter vun eiser Demokratie (...) sacrificiéiert (...)“

Ech fannen, datt eigentlech dat Zitat vum Här Roth déi ganz Thematik aussergewöhnlech gutt ämschriwwen huet, well hei ass et einfach drëm gaangen, datt e Contribuabel an dësem Fall net méi d'Recht hat, fir e Recours géint eng Decisioun vun enger Verwaltung ze maachen. Ech ka mech erënneren, mir hunn eis hei wond plädéiert, muss ech scho bal soen, fir och d'Regierung ëmmer erëm ze invitéieren: Ma maa-acht dat do net. Hei gi fundamental Grondrechter verletzt.

A wat ech ganz echt fonnt hunn, ech kann lech elo net alleguer zitieren, duerfir all déi Kollegen, déi deemools intervenéiert sinn, déi ech elo net zitieren, sidd mer net béis, ech muss awer den Här Fayot zitieren, ...

(Exclamations)

... well den Här Fayot hat eng ganz gutt Interventioun gemaach. An den Här Fayot ass dann och op dee Punkt do agaangen. An do huet den Här Fayot gesot, ech zitieren en: „Den éischte Reflex vun all Jurist, an ech muss soen, dat war och mäin éischte Reflex,“ seet den Här Fayot, „ass natierlech, datt et engem e bësse mulme ass, wann e Recours ofgeschafft gëtt. Dat ass effektiv eppes, wat een zum Nodenke bréngt.“ Dat huet deemools den Här Fayot gesot. „Allerdéngs dierf een an dësem Fall, mengen ech, net bei dësem éischte Gefill a bei dësem éischte Reflex bleiwen.“

Här Fayot, et ass e bësse wéi an der Léift: Heiansdo huet ee besser, et bleift ee bei deem éischte Gefill.

(Hilarité)

An Dir hätt ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An Dir hätt besser gehat, Dir wäert och hei beim éischte Gefill bliwwen an Dir hätt Ärem éischte Gefill gefollegt.

(Interruptions)

Ech hunn awer och den Här Braz nogelies.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Kuckt net op mech!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Majo, leider kann ech net op den Här Braz kucken, da kucken ech op lech, Madamm Lorsché.

(Hilarité et brouhaha)

Den Här Braz huet sech och deemools ...

(Interruptions diverses)

Wësst Der, an eise Alter, Här President (veuillez lire: Här Di Bartolomeo), ass dat schwéier, Gefiller ...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Hei, wannechgelift.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Dann hunn ech eppes falsch gemaach.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Neen. Dat huet näischt mat lech ze dinn, Madamm Lorsché.

Den Här Braz huet also deemools natierlech eis Meenung guer net gedeelt an en huet do e puer Saache gesot, déi den Här Roth a mech net frou gemaach hunn. En huet do gesot, ech zitieren en: „Mir huelen“, also seet den Här Braz, „hei um Fong keng Decisioun. Mir exekutéieren international Engagementer, déi mer agaange sinn. (...) Et ass falsch ze behaupten, et géife keng Recours ginn.“ Dat huet deemools den Här Braz gesot.

Den Här Braz, Här Minister, huet onrecht kritt, well den Arrêt Berlioz ganz kloer ënnerstrach huet, datt eben hei keng Recours sinn an datt duerfir d'Gesetz misst emgeännert ginn.

Et ass also ganz kloer, Här Finanzminister, wiso ech mengen, datt et deemools besser gewiescht wär, Dir an d'Regierung hätt op d'Opposition gelauschtert. Dann hätt Dir lech näamlech eng Blamage evitéiert. A mir ginn net esou wäit, well den Här Roth an ech si jo modest Deputéiert, ...

(Hilarité)

... mir maache jo net datselwecht ...

(Coups de cloche de la présidence)

... wéi den Här Reding. Well ech wëll dat awer vläicht soen: Den Här Reding, an hie kann dat herno besser erklären, hat eigentlech gesot, oder gemengt ze soen, datt wann Dir, Här Finanzminister, géift onrecht kréien, da misst Dir Är Demission ginn.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat maache mir natierlech net, Här Minister, well ech mengen, esou grav ass dat hei net. An ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, et wär hei

besser gewiescht, datt d'Regierung och emol heiansdo géif der Opposition nolauschteren. Ech wëll awer hei korrekterweis par rapport zu der Persoun vum Här Gramegna soen, datt hien dat och munchmol mécht. Fir eise Goût net oft genuch, mä e mécht et trotzdem.

Ech kommen dann awer zu engem zweete Punkt, deen ech eigentlech vill méi wichteg fannen. An deen zweete Punkt, Här President, ass eng generell Iwwerleeung iwwert d'Cour. Ech fannen, datt déi Cour, déi mir hunn, am Moment e Fiels an der Brandung vun der Europäescher Union ass. Déi Cour hält Decisiounen, déi de Rechtsstat schützen, déi d'Rechter vun all Bierger heibannen an dobausse verteidigen. An haaptsächlech gëtt déi Cour emol heiansdo der Kommissioun eng op den Deckel, andeem se seet: „Dir gitt manifestement ze wäit.“

An, Här Finanzminister, net méi spéit, mengen ech, wéi de Moien, an Dir wësst dat och, ass en Arrêt komm, deen lech Freed mech, deen eis wahrscheinlech alleguerte Freed mécht, näamlech an enger Affär Magnetrol huet d'Cour de Recours ugeholl, géint déi Decisioun vun der Kommissioun en matière d'aide étatique. Dat heescht, dat schéngt mer eng wichteg Jurisprudenz ze sinn. A wann déi sech géif widderhuelen, hu mir, ech soe mir, de Lëtzebuergesche Stat, vläicht och Chancen, an eise Recours eventuell duerchzekommen.

Ech fannen dat gutt - ech soen dat ganz éierlech -, well ech hunn heiansdo d'Gefill, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Politik sech vill ze vill oft och ënner Drock setze léisst vun der Europäescher Kommissioun. A mir hunn do déi Cour. A mir solle frou sinn, datt mer déi Cour hunn, déi ëmmer erëm op d'Wichtigkeet vum Rechtsstat an op d'Rechter vun all Bierger insistéiert.

Drëtten wollt ech awer och de Minister direkt drop uschwätzen, well ech hei vun der Cour schwätzen: Dir wësst, Här Minister, et ass entre-temps en zweeten Arrêt Berlioz komm. An ech wëll elo net, well meng Zäit leeft hei geschwënn of, am Detail op deen zweeten Arrêt Berlioz agoen. Ech wollt awer trotzdem vun der Geleechenheet profitieren, fir lech ze froen, wat fir eng Konsequenzen datt deen zweeten Arrêt Berlioz och elo erëm op dës Legislatioun, op dëst Gesetz, wat mer de Mëtten hei stëmmen, wäert hunn. Musse mer eventuell an deenen nächste Wochen a Méint dann erëm eng Kéier de Projet de loi op de Leescht huelen?

Lescht Remark, déi huet mat den Delaien ze dinn hei virun den Tribunaux administratifs, d'Madamm Elvinger huet dat schonn hei exzeller resüméiert. Dir wësst, mir waren éischer der Meenung, datt een hei sollt méi laang Delaie virgesinn, well et eng komplizéiert Matière ass a well mer wëssen, datt d'Jurisdiction-administrativé schonn am Moment méi wéi genuch Aarbecht hunn. Mir sinn awer d'accord, datt dat elo emol am Moment da bei deenen Delaie bleift. Mir hunn awer gläichzäitig gefrot, an déi Demande ass och scho vum Kollege President vun der Commission juridique ugeholl ginn, datt mer eng Kéier eng Entrevue mat de Responsable vun de Jurisdiction-administrativen hunn, fir och eng Kéier am Detail ze klären, wéi am Moment d'Aarbechten op deene Jurisdiction-administrativen organiséiert ginn.

Här President, ech kommen zum Schluss, andeem ech soen, datt mir natierlech dëst Gesetz mat grousem Pleséier wäerte stëmmen aus all deene Grënn, déi ech lech elo gesot hunn. A fir déi Kollegen, déi deemools derbäi waren, hat ech ganz zum Schluss vu menger Interventioun gesot, ech géif se wierklech invitéieren, sech ganz gutt ze iwwerleeën, wa se géifen de Knäppchen drécken, well ech hu gläichzäitig gesot gehat, an den Här Reding ka sech dat nach erënneren, ech hätt schlecht geschlof.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, dës Nuecht wäert ech gutt schlofen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. André Bauler** (DP).- Mir si berouegt.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Här President, Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt e grouss Merci un d'Joëlle Elvinger fir säin, wéi gewinn, gudder méndlechen a schrëftleche Rapport.

Jo, Här Mosar, ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Sot Dir, Här Fayot!

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Duerno ass een ëmmer méi schlau!

(Hilarité)

Ech muss soen, Är Selbstzefriddenheet an Är, jo, op eng gewëssen Aart a Weis Rechthaberei, déi Der hei zur Schau gestallt hutt, sinn och schonn dës Kéier e staarkt Stéck. An, bon, dat kann een esou maachen, mä dat, voilà, dat ass da wahrscheinlech eng Charaktersaach.

(Hilarité)

Mir kënnen eis, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... mengen ech, awer allegueren erënneren, léif Kolleginnen a Kollegen, a wat fir engem Kontext mer deemools d'Gesetz vun 2014 iwwert den Echange sur demande adoptéiert hunn am November 2014.

Dat war eng Reform, déi intervenéiert ass, nodeem mer op der groer Lëscht ware vum Global Forum vun der OCDE, wou mer als Finanzplaz an als Land e riese Reputatiounsschied erlieft haten. Ënner dem Effekt, kann ee soen, vun enger Politik vum fréiere Finanzminister, déi een, mengen ech, getroucht als ze vill aggressiv ka qualifizieren, als ze vill pro Business, als eng Politik, déi eis dozou gefouert huet, dass mer reprochéiert kruten an der Peer Review, dass gesot ginn ass: „Et gëtt ze vill Recours bei lech. An et gëtt ze vill Recours, déi deen Austausch ineffizient gemaach hunn an de Joren 2010 bis 2014.“

Dat war de Grond, firwat mer op där groer Lëscht du gelant sinn, well mer als Land an där Revue vun der OCDE gesot kruten: „Dir sidd net transparent. An den Effeten, an der Aart a Weis, wéi déi Recoursen do fonctionnéieren, fonctionnéiert deen Echange net.“ Dat war de Grond fir déi Reform, fir déi Procédure d'échange.

An deemools ass effektiv gesot ginn, a mir si jo hei an engem, et ass jo effektiv eng Fro vun Equilibre, et ass jo eng Fro: Wat privilegéiere mer? Privilegéiere mer eng Effikasitéit vun deem Echange? Oder effektiv, do ass een an enger Tension mat deene Recoursen, déi kënnen exercéiert ginn. An deemools ass effektiv de Parti pris geholl ginn ze soen: „Okay, dann huele mer dee Recours do eraus, dee Recours en annulation géint dee Pouvoir d'injonction.“

An och ech ka mech nach gutt un déi Debaten do erënneren. Ech weess och, wat ech deemools gesot hunn. Ech sinn zwar frou mam Droit, mä mat der Léift géif ech dat elo net vergläichen. An ech mengen effektiv, dass sech dee Reflex, deen een effektiv huet als Jurist, dass een en Droit de recours ëmmer muss virgesinn, dass dat en natierleche Reflex ass. Op där anerer Säit ass gesot ginn: „Et bleift ëmmer en Droit de recours. Dir hutt en Droit de recours an Ärem État d'origine.“ An ech ka mech gutt erënneren, dass mer och gesot hunn: „Wa mer mat Staaten Duebelbesteuerungsofkommesse maachen, da solle mer eis wannechgelift assurieren, dass déi Staaten déi néideg Rechtsstaatlechkeetsnorme respektieren an dass et do effektiv och en Droit de recours gëtt an hirem État d'origine, deen dann deem palliéiert, dass mer hei bei eis am État de la demande dëse Recours dee Moment net méi hunn.“ Dat huet u sech fir mech justifiéiert, firwat mer dee Recours do erausgeholl hunn.

Bon. Leider ass et effektiv esou, dass dës Reform iwwert d'Zil erausgeschoss huet an effektiv den Arrêt Berlioz vum Europäesche Geriichtshaff fonnt huet, dass d'Rechter vun de Justiciablen hei géife geschnidde ginn, an en huet gewisen, gesot, dass de Staaten och am Kampf géint d'Steierhannerzierung keng Carte blanche zousteet an och hei mussen d'Rechter vun de Steierzueler respektéiert ginn. Dont acte.

Ech mengen, mat där Reform, déi mer elo maachen, garantéiere mer souwuel d'Existenz vun engem Recours, mir garantéieren awer och d'Effizienz vun der Procédure d'échange do-duerch, dass mer den Austausch op déi Donnéeën ënner dem Test vun der Pertinence vraisemblable limitieren an eben och eng acceleréiert Procédure, en acceleréierten Delai fir d'Evakuatioun vun deem Recours do virgesinn. Ech mengen, dass mer dofir hei eng Balance hikritt hu vum Respekt engersäits vun de fundamentalen Rechter vun de Steierzueler an awer och eisen internationalen Engagementer a puncto Austausch vu Steierdaten hei nokommen.

Et ass also kee Schrëtt zréck a puncto Kampf géint Steiervermeidung, mä e Schrëtt no vir a puncto fundamentalen Rechter vun de Steierzueler. An dofir droe mir dës Reform natierlech mat.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Henri Kox. Här Kox, wannechgelift!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Merci, Här President. Och direkt am Ufank der Rapportrice

Merci fir d'Explikatioun zu dësem Projet de loi, wou alles u sech erkläert ginn ass, wéi et zum Zoustand komm ass, an dass mer haut eben « reculer pour mieux sauter » e bësse maachen, fir dann d'Gesetz och entspreechend unzepas-sen.

Bon, „Ehre, wem Ehre gebührt“. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg. Dofir ass de Rôle vum Parlamentarier, fannen ech, jo och e ganz wichtegen, näamlech den éischte Pouvoir huet d'Exekutiv jo och an hiren Demarchen ze kontrolléieren an och Virschléi ze maachen. Ech mengen, an der Zäit, wou ech och emol Opposition war, an dat ass schonn e bësse méi laang dann hier, konnt ech jo och mat Proposition-de-loien nach eng Kéier hei opkräizen, wat jo schlussendlech och ugeholl ginn ass. An dofir, de Rôle vum Parlamentarier ass ganz wichteg a mir sollen deen och héichhalen an dësem Haus.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Ech hunn awer déi Debatt och ganz intensiv de Moien nach eng Kéier nogelies. An dat war wierklech flott, well als Netjurist huet mer dat flott geschéngt, dat eng Kéier an de Finessen do ausenangerluecht ze kréien. Ech kommen awer méi spéit nach eng Kéier op d'Juriste selwer dann ze schwätzen.

An de Franz Fayot huet mer virdrun a senger Interventioun u sech dat scho gesot. An dofir wéilt ech dat och net widerhuelen: De Kontext vun deemools war wichteg, dass deen och nach eng Kéier ernimmt ginn ass. Ech mengen, mir waren ënner engem extremen Drock, do eppes ze liwweren. A mir hu jo och geliwwert, wat eis jo derzou gefouert huet, dass mer haut ebe besser dostinn an eng Finanzwirtschaft hei zu Lëtzebuerg hunn, déi e ganz gudden Numm méttlerweil erëm kritt huet. Et kann een iwwert de Global Forum soen, wann ech där den Här Roth zitieren, „dee Club do“, wat deemools an der Ried gesot ginn ass, dee jo net esou contraignant wär, mä en huet awer eng vernichtend Duerstellung. Wa mer op esou enger Lëscht sinn, ass dat net ganz glécklech. An dofir hu mer misse liwweren. An dofir ass dat och gemaach ginn.

Ech mengen, de Finanzminister seet dat ëmmer an en huet dat haut bei zwee Gesetzer oder bei engem scho gesot: den „early adopter“. An dass mer och bei den „first mover“ haut sinn, gëtt jo och ëmmer gär gesot. Dofir ass dat par rapport zu deenen internationalen Engagementer, déi mer haut hunn, och ganz wichteg. An dat gëtt och gemaach.

Satisfaktioun kann also do sinn, fir eng CSV. Et muss een awer och dann an d'Geschicht kucken, mir sinn awer och e bësse mat Politicke vun der Vergaangenheet op déi Situatioun komm vun 2014, fir dass mer séier hu misse reagieren. An dat ass awer och déi eng an déi aner Säit. An dat si meeschens och nach déiselwecht. Also, och dat muss een da kënnen erwänen.

Eppes halen ech dem Här Mosar ganz richtig an och wichteg, dat ass, d'demokratesch Institutionen an Europa funktionéieren. Ech mengen, dat ass wichteg och an deene bevirsteende Wahlen, déi mer hu fir d'Europaparlament, dass eis Institutionen an Europa gutt funktionéieren, dass mer Gewaltentrennung hunn, an dass eng Cour eis drop hiweist: „Hei, do ass eppes, wat net klappt, do ass eppes, wat net richtig ass. Kënnst Der dat vläicht adaptieren, well Dir sidd net mat den allgemenge Mënscherechter, esou wéi mir se allegueren heibanne verstinn, averstanen?“ Dofir mengen ech, an dat géif ech gäre bestätegen, dass dat wichteg ass, dass mer dat hunn an dass dat och ëmmer dann zum Droe kënn.

Ech hunn awer selwer elo e bëssen e Problem, wéi ech dann dat alles duerchgelies hunn an ech hunn och mer zwou Passagen ugestrach, näamlech wéi eis Institutionen dann hei a Lëtzebuerg och funktionéieren, ob mir net vläicht éischer och dann eng Schell hunn, déi eis drop hiweist. An nach eng Kéier, als Netjurist, an et kéint een elo iwwerspëtzt soen, dräi Juristen, dräi Froen an dräi Juristen, véier Antworten.

Ouni dat awer wëllen ze soen, ...

(Interruption)

... wollt ech näamlech den Avis vum Statsrot eng Kéier huelen. An ech hunn och intensiv dem Här Roth seng Duerstellung vun der Ried vun 2014 gelies an awer och déi vum Här Mosar. An et ass awer erstaunlech, dass mer iwwert de Statsrot, wou jo awer ganz intensiv oft ausenangerluecht gëtt, do steet just ee Saz beim Här Roth sengen Zitatioun vum dee-



mools, dass u sech de Recours am Urspréngleche Gesetz virgesi war an dass den Avis vum Statsrot duerchaus gesot huet: „Mir kënnen dat eraushuelen.“ An dat mécht mir, soen ech, als Netjurist, a mir beruffen eis jo oft op de Statsrot, fir hei d'Gesetz esou gutt wéi méiglech duerchzekréien, dat war awer, do louch dann eis Institutionen och falsch. An dat, mengen ech, soll een och relativéieren. Et ass gutt, dass mer et haut redresséieren. Ech mengen, dat wéll ech soen.

An den Här Braz huet a senger Ried, ech wéll dat elo net nach eng Kéier virlesen, mä en huet dat nach eng Kéier ganz kloer gesot, dass am Ursprénglechen Text dat mam Recours dra war an nodeems dass den Avis vum Statsrot komm ass, dat erausgeholl ginn ass a souguer de Statsrot de Saz formuléiert huet, wéi mer et missten an d'Gesetz schreiwen. Esou muss een dat, déi Debatten, déi deemools gefouert gi sinn, e bësse relativéieren, wëssend, dass mer, wéi virdu gesot, gutt Institutionen an Europa hunn an dass mer elo eben dat redresséieren an och da richtegstellen, an der Hoffnung fir souwuel d'Satisfaktioun vun den internationale Gremien, deene mer jo wëlle Satisfaktioun ginn, awer och op där anerer Säit, wat ganz wichteg ass, an dat wéll ech awer nach eng Kéier widderhuelen, de Mënscherechter, wou jiddwereen och e Recht vis-à-vis vun engem Uerteel huet an nach a Recours ka goen.

An dofir bréngt mer dann awer och d'Zoustëmmung zu dëser Ännerung. Ech soe Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kox. Da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech wäert elo hei absolutt net a Selbstzefriddenheet buede par rapport zur Ried vun 2014.

Ech wéll just dem Här Fayot soen: Wann ee Recht kritt, dann ass ee kee Rechthaber, mä e Rechtkréier.

Jo, et ass positiv, dass den Arrêt Berlioz komm ass. Ech hunn deemools gesot hei am Numm vun der ADR: „Ech hoffen an ech wënsche mer, dass den éischte Professionellen, deen eng Injonctioun kritt, sofort e Recours aleet an eng Question préjudicielle freet bei der Cour de justice um Kierchbiérg.“ An ech war deemools sécher, dass dee géif duerchkommen. Dat ass geschitt an dat ass positiv. An duerfir hu mer elo hei déi Reform.

Mä de Problem um Fong bleift, menger Meenung no, bestoen. Den Här Fayot huet, mat Recht, higewisen op d'Wichtigkeet vun der Rechtsstaatlechkeet. An e seet: „Mat deem neien Text ginn déi Rechter elo respektéiert.“ Dont acte.

An ech soen: „Neen, si ginn net respektéiert!“ Aus engem einfache Grond: Mir maache kee Contrôle au fond an engem wierkeleche Recours virum Tribunal administratif vun der Pertinence vraisemblable vun der Demande, déi gestallt gëtt. Ech hunn deemools a menger Ried als Beispill de Qatar genannt. Wéi kënne se ... - „Demande d'échange“, et kléngt esou harmlos, mir kämpfen hei géint Steierhannerzéiung, do ass all Mënsch d'accord -, mä wéi kënnen esou Prozedure méssbraucht ginn? Wéi kënne se vun deene Länner, aus deene se kommen, detournéiert gi géint politesch Géigner, géint eng gewësse Kategorie Leit? Wann Der Länner hutt, wou ee gestengegt gëtt, well ee friemgeet oder well en homosexuell ass, wéi kënnen déi doten Informatiounen detournéiert ginn, wéi kënnen Beweiser derfir fonnt ginn hei zu Lëtzebuerg, an dee Betreffene respektiv deen Tiers, deen hei d'Informatiounen huet, huet kee Recours au fond? Dat ass eppes, mat deem ech perséinlech net ka liewen.

Et ass schéin, dass mer e Recours en annulation aféieren, mä e Recours en annulation, wéi mer all wëssen, ass e reinge prozedurale Recours: War et déi richteg Autoritéit, déi déi Decisioun geholl huet? an esou weider. Et ass net ee Recours au fond. De Recours au fond ass hei just iwwert d'Héicht vun enger Amende. Dat ass schéin, dat ass gutt, dat ass löblich, mä dee betroune Bierger, deen eventuell a sengem Land Verfolgungen ausgesat ass oder géint dee Prozeduren detournéiert goufen aus engem Land, wou d'Rechtsstaatlechkeet net assuréiert ass, deen huet hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer keen effikasse Recours.

An ech zitéiere just nach eng zweete Kéier de Barreau, deen deemools geschriwwen huet: « L'absence de tout recours au Luxembourg est par contre inadmissible » - inadmissible! - « quand la demande d'échange d'informations provient d'un État dont les juridictions sont

inexistantes, corrompues ou de façon générale ne garantissent pas un accès à la justice efficace de ses citoyens. » An dee Problem hu mer mat Ärem Gesetz, mat Ärer Reform, mat Ärem Eschritt-Zréckgoen net geléist.

An duerfir wäerte mir als ADR och déi Kéier, obwuel et eng Verbesserung duerstellt, géint dësen Text stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Nächste Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, duerch dëse Projet, deen u sech dann engem Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff entspréngt, kann ee soen, dass elo wahrscheinlech d'Effikasitéit vum Echange d'informations sur demande drënner leide wäert an domadder och d'Capacitéit vun de Steierverwaltungen a ganz Europa, fir géint d'Steierevasioun virzegoen.

Deemno si mer net ganz glécklech mat dësem Projet, well et ass awer och eng Entwécklung, quitte dass mer ganz kloer och der Meenung sinn, wéi dat och gesot gouf, dass e Recours muss méiglech sinn an dat och an deem Kader, well et geet jo ëm d'Bekämpfung vun der Steierevasioun, mä natierlech si mir eis och bewosst, an Dir wësst jo, dass mer Steierevasiounen wëlle bekämpfen, mä mir sinn eis och bewosst, dass et zu Abuse ka féieren, wéi dat och vu Virriedner gesot gouf.

Nichtsdestotrotz si mer awer der Meenung, dass elo duerch déi Oplackerung awer och anerersäits, an dat dierf een och net vergiessen, wahrscheinlech d'Steierevasioun erëm ka méi einfach gemaach ginn.

Ech si kee Jurist a kann dofir nëmme schwéier aschätzen, ob een am Detail deem Uerteel hätt kënnen op eng aner Manéier gerecht gi bezéiungsweis wie schlussendlech Schold dréit fir dës Entwécklung. An am Fong läit de Problem jo bei der Notion vun der Pertinence vraisemblable an der europäescher Direktiv. An dës Notion ass jo dowéinst och wahrscheinlech agebaut ginn, fir dass d'Steierverwaltungen nëmme kënnen op Verdacht hin esou eng Ufro maachen. Dat heescht, fir dass se net kënnen, wéi dat heescht, à la pêche aux données fiscales goen.

Den Här Fayot huet dat och virdu gesot. Et ass eng Aart Equiliber eben, engersäits d'perséinlech Fräiheeten, anerersäits awer trotzdeem de Kampf géint d'Steierevasioun, deen een net soll ënnerschätzen a wou een och muss déi richteg Mëttele hunn.

Mir wäerten eis deementspriedend och bei dësem Projet enthalen.

Mir wëssen awer och net, awéifern elo d'Regierung aner Choixen hat. Dat ass eng aner Fro. Dat kann ech éierlech gesot net richteg aschätzen.

Ech wéll awer och d'Geleeenheet notzen trotzdeem, fir nach hei eppes aneres an deem Kontext unzeschwätzen, well d'Europäesch Kommissioun huet am Dezember e Rapport erausginn iwwert den automateschen Informatiounsaustausch. An doraus geet ervir, dass Lëtzebuerg Donnéeën aus dem automateschen Informatiounsaustausch, déi mir vun anere Länner iwwer ons Steierzueler kréien, anscheinend guer net benotzt. Weder d'Informatiounen aus der DAC 2, déi jo eréischt ab September 2017 ausgetosch ginn, nach déi aus der DAC 1, déi schon 2015 ausgetosch gi sinn. An ech mengen, och den Här Minister huet dës Woch nach op eng Fro vum Här Mosar geäntwert, wou en dat jo och indirekt confirméiert.

Mä awer och beim Austausch op Demande kritt een en äänlecht Bild, well am Rapport vun der Steierverwaltung, do féinnt een zwar, wivill Demanden aus dem Ausland traitéiert goufen, mä kee Wuert iwwer eventuell Demanden, déi eis Steierverwaltung un d'Ausland gericht hätt.

Dat heescht, ech wär awer elo vläicht och frou, wann de Minister kéint a senger Stellungnam drop goen, awéifern Lëtzebuerg dës wichteg Instrumenter notzt, fir awer och géint eventuell Steierevasioun vu sengen eegene Contribuable virzegoen, well ech mengen awer, dass et och problematesch wier, wa mir eng Steierverwaltung hätten, déi eng Aart Automatismus agefouert hätt oder eng Praxis agefouert hätt, fir sech guer net ze interesséieren, wat gewësse Lëtzebuerger am Ausland esou stornéieren. Ech mengen, dat wier awer problematesch, zemoools wann dat wierkelech eng gängeg Praxis wär. Voilà!

Domadder hätt ech alles gesot an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen - Merci, Här President, och -, et ass ganz einfach: D'Gesetz vun 2014 war e Feeler, e Feeler, dee mer haut ausgläiche mussen. Ech mengen, do erzielen ech näischt Neies. Dat hunn anerer viru mer och scho gesot. Datt et a puncto Steierhannerzéiung sécherlech nach vill Handlungsbedarf gëtt, do si mer eis och alleguerten eens. An dës Problemer léise mer awer net, andeem mer Mëscherechter, näämlech d'Mëscherecht op e Verfahren, einfach a Fro stellen.

Dat krute mer an deem heiten Arrêt Berlioz gesot, mir missten eis do un eis rechtsstaatlech Prinzipien halen, eppes, wat a mengen Ae selbstverständlech sollt sinn. An deementspriedend krute mer och zu Recht onrecht.

Eis Administratiounen sinn, esou gutt wéi se och sinn an esou gutt Beamten, wéi mer och hunn, bäi Wäitem net onfeelbar, well iren ass mëschlech, seet een esou schéin. An esou wäit ech dat iwwerblécken, sinn all eis Beamten nach ëmmer och Mënschen. Ech hunn op alle Fall nach kee Robo-beamten hei zu Lëtzebuerg erëmla gesinn an ech hoffen och, dass dat net esou séier geschitt.

Dat heescht, e Recours en annulation muss jiddwerengem, jo, och engem potenzielle Steierhannerzéier fräistoen, well et dierf ganz einfach net sinn, dass mer eis do iwwer Prinzipien, déi eise Stat guidéiere sollen, ewechsetzen.

Aus dësem Grond wäerten d'Piraten dëse Gesetzesprojet och matdroen. Mir rektifizéieren e Feeler, dee viru eiser Zäit geschitt ass a mir gi gären eise Support, fir Feeler ze verbesseren, well duerch Fale léiert ee bekanntlech goen.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. Ech ginn direkt d'Wuert weider un den Här Finanzminister Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech versichen dann, am Ufank vu menger Ried esou faktuell wéi méiglech ze sinn, fir emol nach ze beschreiwen, wat an deem Gesetzestext hei drasteet. Ech wäert awer zum Schluss missen dat Ganz nach eng Kéier an de Kontext setzen, well hei si Verschiedener, mengen ech, déi eng selektiv Memoire hunn.

(Brouhaha)

Fir d'Éischt dem Joëlle Elvinger e grouse Merci fir de schrëftlechen an de mëndleche Rapport an och den Deputéierte Fayot a Kox fir hir Remarken a Kommentarer.

Mir waren net op enger groer Lëscht. Dat ass deen eenzege Kommentar vum Kontext, deen ech elo am Ufank maachen. Mir waren op enger schwaarzer Lëscht! An dofir huet missen an der Urgenz gehandelt ginn. A wat hu mer gemaach? Mir hunn an enger Rekordzäit eng ganz Rëtsch Modifikatiounen gemaach, fir vun där schwaarzer Lëscht erofzekommen.

A mir hunn do wierkelech ganz viles misse maachen. An hei schwätze mer iwwer ee Punkt, an ech géif bal soen, net en accessoiré Punkt, ee wichtege Punkt, mä een eenzege Punkt vu ganz villen aneren, vun deenen hei iwwerhaupt net geschwat ginn ass. An dofir solle mer och, mengen ech, de Kontext richteg setzen.

Wat hu mer elo hei gemaach? Mir hunn d'Jurisprudenz vun der Cour de justice des Communautés européennes hei op Lëtzebuerg ëmgesat, ëmgesat am Sënn, dass se gesot hunn: „Dir musst Recourse virgesinn“, déi mer ofgeschaaft haten. A fir ganz konkret ze bleiven: Wat hu mer haut dann, wa mer dat, wann Dir dat Gesetz hei da stëmmt? Majo, dann hu mer zwee Typpe vu Recoursen, e Recours en réformation iwwert d'Amende, wat scho virgesi war, an e Recours en annulation, deen net virgesi war, par rapport zur Decisioun, déi dann d'Administratioun hëlt, fir d'Informatiounen weiderzeginn.

Dësen Arrêt bréngt awer och eng Präzisioun - ech mengen, dat ass vläicht net genuch ënnerstrach ginn -, déi eis u sech hëllef, well den Arrêt vun der Cour de justice des Communautés européennes seet: „D'Administratioun soll net nëmme a kann net nëmme de formellen Aspekt vun der Demande aus dem Ausland kucken, mä muss och kucken, ob d'Demande eng Pertinence vraisemblable huet, fir se evitéieren, dass eng „fishing expedition“ gemaach gëtt“, wat eis jo och e bësse rassuréiert zu Lëtzebuerg, well hei geet et jo ëm Echange sur demande. Wann et eng Demande ass, da muss et jo eppes Spezifisches sinn.

Dat Ganzt muss natierlech elo relativéiert ginn, well mer haut den Echange automatique hunn. D'Portée vun dem Echange sur demande ass haut méi kleng, mä trotzdeem, dat gëtt et nach haut. An eis Steierverwaltung exekutéiert dat ganz gutt.

Elo ze maachen, wéi wann dat, wat mer elo erëm aféieren, d'Possibilitéit vun engem Recours, genau dat wier, wat mer virdrun haten, ass och net richteg! Mir haten näämlech esou vill Méiglechkeete vu Recours virdrun, dass do en onwahrscheinlechen Abus geschitt ass an en fait d'Prozedure jorelaang gedauert hunn, ier Lëtzebuerg iwwerhaupt konnt äntwerten.

Dat heescht, wat hu mer gemaach virdrun? Dat war eben d'Gesetz, dat waren d'Praktiken zu Lëtzebuerg. Majo, mir hu jorelaang Recourse gehat, Recoursen een no deem aneren, jiddweree konnt Recourse maachen, soudass mir jorelaang op d'Demandes de coopération vun deenen anere Länner net geäntwert hunn. An dat war dat entscheidend Argument, fir ze soen: „Lëtzebuerg kooperéiert net.“

Well wat mécht de Global Forum, de Forum mondial? Wat maachen déi aner Länner ronderëm eis, déi all déi Informatiounen froen? Majo, déi soen: „Ech hunn esou vill Informatiounen (veuillez lire: Demanden) erageschéckt, a Lëtzebuerg huet während Joren net drop geäntwert.“ An da wonnere mer eis, wa mer da gesot kréien: „Dir sidd net konform.“ Mir hunn do mat de Wierder gespilt. Mir hunn eis hannert deene Recourse verstoppt.

An dat, wat mir haut hei am Gesetz maachen, ass net, déi al Prozeduren erëm anzeféieren, dass ee ka monter duerch d'Géigend Recourse maachen an Appelle jorelaang verzerren an d'Informatiounen net erausginn, well dat wëlle mer net.

Dofir, dat, wat mer hei virgesinn, ass, dass elo en neie Recours kënn, wat d'un point de vue Mëscherechter an État de droit dat Normalst an der Welt ass, mat ganz kuerzen Delaien, ee Mount, a limitéiert op den Détenteur d'informations, och op d'Demande vum Conseil d'État hin.

Ech mengen, dass mer also hei en equilibréierten Text hunn, iwwert deen all Mësch sech visiblement freet, ech och. Ech sinn och frou, dass mer endlech dat hei an der Chamber kënnen decidéieren, well dat immens laang Zäit geholl huet, wat awer och beweist, dass et e komplizéierte Sujet ass a vill Saache gekuckt musse ginn.

Ech freeë mech wéi den Här Mosar iwwert de Fait, dass d'Cour de justice dat doten esou gemaach huet, wéi se et gemaach huet. Mir kënne frou sinn an houfreg sinn, dass déi Cour de justice grad bei eis zu Lëtzebuerg um Kierchbiérg ass. Déi maachen effektiv e super Job. Déi brauchen eis Lëtzebuerger net, fir dat ze soen, mä « ça fait du bien en le disant ».

(Interruption)

A vu dass haut soll eis Notatioun um Global Forum decidéiert ginn - ech weess net genau, wéini et public gëtt, dat dauert och nach vläicht e puer Deeg -, fannen ech et jo e flotten Zoufall, dass mer grad haut där Suerg hei noginn, déi da schlussendlech och enger Demande vum Forum mondial entsprach huet.

Elo kommen ech dann awer op de ganze Kontext ze schwätzen, wéi dat heiten zustane komm ass.

Am November 2013 ass Lëtzebuerg op där schwaarzer Lëscht gelant. Glécklecherweis fir déi Regierung, déi virdrun do war, war dat no de Wahlen. Onglécklecherweis fir mech war dat, virdrun dass ech Minister gi sinn. An ech muss lech soen, wéi dat erauskomm ass, hunn ech selwer, well ech do nach net am Amt war, d'Portée vun där Decisioun vum Global Forum net komplett ageschat.

An ech muss lech soen: Mir sollen als Zil zu Lëtzebuerg hunn, ni op eng schwaarz Lëscht ze kommen. Dat ass dat Schlimmst, wat engem Land ka geschéien, scho ganz bestëmmt engem Land wéi mir, wat international op ass. An eppes, wat ee muss am Kapp behalen, an dat belicht wierkelech eisen Debat hei: Wann e Land bis op eng schwaarz Lëscht kënn, fir vun där schwaarzer Lëscht erofzekommen, muss ee méi maachen, wéi wann een iwwerhaupt net op enger Lëscht war!

A mir hu vum Forum mondial Saache virgeschriwwen kritt, ënner anere dem déi Saach vun de Recoursen, de manière large, wou de Forum mondial eis gesot huet: „Wann Dir gär vun der schwaarzer Lëscht erofkومت, da musst Dir dat an dat an dat an dat maachen!“ A mir hu bei verschiddene vun deene Punkten - an elo kucken ech och op d'Oppositioun, déi gesot huet: „Dir sidd ze wäit gaangen!“ -, bei verschiddene vun deene Punkten hu mir argumentéiert: „Dir frot eis Saachen, wou Länner, déi konform sinn, iwwerhaupt net hunn. Mä Dir exigéiert elo vu Lëtzebuerg, dass mir dat aféieren.“ An d'Äntwert war: „Dir wëllt jo vun der schwaarzer Lëscht erofkommen, ma da gëtt nach just dropgetässelt, nach méi Saachen.“ An där Situatioun war Lëtzebuerg an an déi Situatioun soll Lëtzebuerg ni méi zréckkommen!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An esou hu mer du geschafft.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Entschëllegt, Här Gramegna, war d'DP virdrun ni an der Regierung?

(Interruptions diverses)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech schwätzen elo hei, ech maachen elo hei keng Polemik. Ech wëll just feststellen, wat fir eng Situatioun mer haten.

(Interruption)

A mir hunn also dunn agéiert, an ech si frou, dass mer relativ rapid ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... 2014 déi Changementer gemaach hunn.

Ech wëll awer och hei ënnersträchen, an elo soen ech eppes, wat hei net ënnerstrach ginn ass: Déi Partei oder déi Regierung, mä haaptsächlech déi Partei, déi fir dese Secteur zoustänneg war an déi eis an dee Mëssel bruecht huet, huet et jo fäerdegbruecht, 2014 hei an der Chamber sech bei deem Gesetz, wou mer alles reparéiert hunn, ze enthalen! Dat muss ee sech emol virstellen!

Den Här Mosar huet richtegerweis ënnerstrach, dass se op deem Punkt do ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Voilà! Nëmme wéinst deem Punkt, Här Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, mä Dir hätt ganz gutt kënnen soen: Mat all deene Saachen, déi hei geschitt sinn, a mat all deene schlëmme Saachen, déi an der Praktik virdu waren, ass et héich Zäit, dass Lëtzebuerg sech hei areit. Neen, Dir hutt de ganze Projet, ech géif bal soen, e bësse boykottéiert, andeem Der lech enthalen hutt.

Ech wär an Ärer Plaz net stolz dorop! An ech fannen, fir elo hei ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Dir hutt ganz recht! Op deem Punkt hutt Der ganz recht.

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Majo, dat ass e wesentleche Punkt, Här Minister!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An dat ass och ganz an der Rei.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Minister, sidd Der d'accord, datt den Här Roth lech eng Fro stellt?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen, ech sinn näamlech nach net fäerdeg. Wann ech fäerdeg sinn, da kann den Här Roth d'Fro stellen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Wat stoung dann am Avis vun der Chambre de Commerce deemools?

(Hilarité générale et brouhaha)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech wëll insistéieren, dass et einfach keng richtig Duerstellung ass vun der Situatioun, an där mer hei waren, fir hei déi Gesetzgebung, déi mer 2014 ugeholl hunn an déi Lëtzebuerg aus enger ganz dramatescher Situatioun erausgeholl huet, fir duerzestellen, wéi wann déi viregt Regierung, déi dann och déiselwech ass wéi déi heiten, net dat Richteg gemaach hätt. Mir hu genau dat gemaach, wat mer hu misse maachen.

A mir hunn an deene fënnf Joer, déi duerno suivéiert hunn, natierlech eng ganz aner Politik gemaach, eng Politik vun der Transparenz, eng Politik, wou mer de Secret bancaire net méi esou gebraucht hunn, dass mer eis laanscht den Échange d'informations kënnen drécken, eng Politik, wou justement d'Recoursen net abusiv utiliséiert ginn.

A wann ech da gesinn, dass mer an engem Debat wéi de Moien a Frankräich nach weider attackéiert ginn, soen ech lech: Mir hunn all Interêt fir d'Zukunft, dass mer an déi Richtung weidermaachen! Hei op dee spezifische Punkt vun där heiter Gesetzgebung soll, brauch kee stolz oder houfreg ze sinn oder traureg ze sinn. Mir maachen hei eng equilibriéiert Saach, wou mer Recourse virgesinn. Ech sti voll derhannert. Dat ass dat, wat Lëtzebuerg mécht. Mir sinn en État de droit, mä mir wäerte weider a Richtung Transparenz schaffen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gramegna. Den Här Mosar huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Parole après ministre. Ech sinn e bësselchen erstaunt iwwert d'Aussoe vum Minister. Ech hunn, mengen

ech, en long et en large hei exposéiert, datt et eigentlech an deem Projet quasiment nëmmen ee Sträitpunkt ginn ass. A wann Der d'Debatten nolleest, an den Här Kox huet dat jo gemaach, da gesitt Der, datt dem Här Roth an och meng Interventioun sech zu 80 % oder 85 % just op deen dote Punkt limitéiert hunn. Duerfir kënnen mer net akzeptéieren, datt elo hei gesot gëtt, mir hätten de Rescht vum Projet net matgedroen, Här Minister. Mir waren zu 85 % d'accord.

Dat do ass allerdéngs, an do kréie mer elo im Nachhinein vun der Cour recht, dat do ass e wesentleche Punkt! Hei geet et ëm de Schutz vun de Rechter vum Contribuable! Hei geet et ëm de Rechtsstat, Här Minister, deen lech och wichtig ass! An ech fannen dat awer e staarkt Stéck, wa mir elo reprochéiert kréien, datt mir op esou engem fundamentale Punkt net mat lech d'accord waren.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Finanzminister, wannechgelift!

M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances. - Ech wëll nach eng Kéier ënnersträchen, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Finanzminister huet d'Wuert an hien eleng!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech wëll nach eng Kéier ënnersträchen, dass mir ënner Drock ware vun der OCDE, fir déi Recoursen ofzeschaffen. Wa mir dat net gemaach hätten, wäere mir net vun der schwaarzer Lëscht komm. Sou einfach war et. An dofir fannen ech, fir sech dann erauszrieden an ze soen, aus deem enge Punkt, do hu mir eis enthalen, dat ass Äert gutt Recht, dat ze maachen, wat Dir wëllt. Ech contestéieren dat net. Ech wëll just soen, wann een d'Situatioun kennt, an där Lëtzebuerg deemools war, an déi Konsequenzen, déi et mat sech gedroen huet, op enger schwaarzer Lëscht ze stoen, déi ech lech guer net wëll molen - déi ech lech guer net wëll molen! -, wou mer hu misse verhandele mat Institutionen dobaussen, fir Délaidegräzen ze kréien, well soss esou vill onmëglech gewiescht wär fir eis Finanzverhältnissen. Déi Risiko, déi also do geholl gi waren - déi Risiko, dass ech fannen, fir dann een Element erauszepicken a sech dann ze enthalen, dat ass e Choix, deen ee ka maachen. Dir hätt jo kënnen et anescht maachen, mä dat ass Äert gutt Recht.

Ech wëll just soen, fir dann awer hei triumphalistesch opzetrieden a fir ze soen: „Mir sinn déi, déi alles richtig woussten“, ass natierlech e bëssen traureg.

(Protestations)

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Roth huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech froen eigentlech de jëtzege Finanzminister a fréiere President oder Direkter vun der Chambre de Commerce, firwat dann d'Chambre de Commerce déi dote Positioun bis haut nach ni ageholl huet.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Finanzminister, wannechgelift!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ma ech respektéieren natierlech d'Chambre de Commerce honnertprozenteg. Si huet hire Rôle ze spillen. Si verteidegt hir Positiounen. Ech menge schon - an elo kommentéieren ech net d'Chambre de Commerce, elo kommentéieren ech dat, wat mir müssen op eiser Finanzplaz maachen -, mir sollen natierlech, wa mer kënnen am Interêt vun eiser Finanzplaz schaffen, Direktiven ëmsetzen, wann Optionen do sinn, am Interêt vum Business. Dat maache mer! Dat maache mer déi ganzen Zäit. Mir maachen dat en fait och a Kooperatioun mat der Oppositioun an der Commission des Finances. A mir wäerten dat och weidermaachen.

Mä op där anerer Säit mussen mer d'Regelen anhalen, esou wéi se sinn, net nëmmen à la lettre, mä och am Esprit. Wat hei geschitt war, fir zréckzekommen op d'Recoursen, ech fannen et wierklech e ganz wichtige Sujet, e ganz wichtige Sujet. Doduerch, dass mir e System haten, wou ee konnt jorelaang Appell maachen a vertagen, hu mir dans les faits keen Échange à la demande gemaach! Ech hunn d'Zifferen deemools vum GAFI gesinn, wéi ech du Minister gi sinn, wivill Honnerten Demandë gemaach gi waren. A mir haten en Taux de réponse vun 3 %, vu 4 %. Wéi wëllt Der dann, dass de Forum mondial seet: „Dir sidd konform.“? Si soen natierlech: „Dir sidd net konform.“ An ee wichtegt Element war dat dote. Dat war net dat eenzeg, mä et war eent vun den Elementer.

Dofir, d'Chambre de Commerce placéiert sech d'un point de vue vun hire Memberen. An dat

ass hiert gutt Recht. D'Regierung muss sech placéiere par rapport zum Interêt vun der Finanzplaz. An den Interêt vun der Finanzplaz ass haut grad, dass mer net méi op schwaarze Lëscht sinn an dass mer doduerch méi kompetitiv sinn. An de Brexit huet gewisen, Lëtzebuerg ass haut ganz kompetitiv.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7223. Den Text steet am Document parlementaire 7223¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7223 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt ok. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. D'Resultat ass folgend: De Projet de loi 7223 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7223 est adopté par 54 voix pour, 4 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Léon Gloden), Paul Gales, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 7288 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7288, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Reglementatioun vum Fëschchen an de banneschde Gewässer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Gusty Graas, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

► **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 7288, esou wéi d'Regierung en an der Chamber deposéiert huet, modifizéiert d'Gesetz iwwert d'Fëscherei aus dem Joer 1976, fir engersäits den digitale Fëschcherpermis anzeféieren an anerersäits kleng Altlasten an textuell Inkohärenzen opzehiewen.

D'Aféierung vum digitale Fëschcherpermis respektiv vun der digitaler Prozedur fir d'Demande ass deemno fir d'Fëschchen an d'Leit, déi mat der Fëscherei ze dinn hunn, déi Haaptneuerung, déi mat deemem Projet de loi sollt agefuert ginn. Si reit sech an eng generell Zilsetzung vun enger moderner Verwaltung, vun der Digitaliséierung a vun der administrativer Vereinfachung an.

Déi praktesch Ëmsetzung vum digitale Fëschcherpermis mat allen Detailler zur neier Prozedur wäert awer eréischt nom Vott vun deemem Gesetz iwwer e Règlement grand-ducal gemaach ginn. Dofir sinn déi textuell Ännerunge vum

Fëschereigesetz, déi haut mat deemem Gesetzesprojet zum Vott stinn, wéi scho gesot, eischer textuell Upassungen a Präzisionen, virop d'Ännerung vum Numm vun der zoustänneger Verwaltung.

Am Joer 2004 gouf d'Administration de la gestion de l'eau, d'Waasserwirtschaftsamt, gegrënnt. Zanter deem Moment sinn all d'Kompetenzen aus dem Beräich Waasser an deser Verwaltung regruppéiert, déi virdrun op verschiddene Verwaltungen verdeelt waren.

An deem virleiede Gesetzesprojet gëtt der Grënnung respektiv dem Numm vun deser Verwaltung Rechnung gedroen an de Kompetenzberäich vun der Fëscherei op ville Plazen am Text op d'Administration de la gestion de l'eau iwwerdroen. Eng weider Neuerung war d'Ofschafung vun den Distrikter am Joer 2015, wou dese Gesetzesprojet och nach e puer Adaptatiounen nohëlt.

A sengem Avis huet de Statsrot dräi Oppositions formelles gemaach, deenen d'Kommissionen am virleiedenden Text alleguete Rechnung gedroen huet. Et goung dobäi ëm eng Präzisioun iwwert den Zäitraum vun der Validitéit vum Permis, deen ëmmer ee Joer valabel ass, ëm d'Ersetze vum Konzept vum Règlement ministériel duerch e Règlement grand-ducal an en terminologeschen a juristeschen Problem mam Saz « Les permis de pêche sont délivrés de façon numérique ».

Bei deser Opposition formelle huet d'Léisung, déi de Statsrot selwer proposéiert huet, doranner bestanen, dese Saz einfach ze strächen, well d'Prozedurdetailler vum Fëscherschäin jo souwiesou iwwer e Règlement grand-ducal géife präziséiert ginn. Dat huet d'Kommissionen och esou dunn iwwerholl.

Déi digital Prozedur fir de Fëschcherpermis gëtt domadder elo am Gesetzestext selwer net méi erwänt, mä et ass awer kloer, datt des administrativ Vereinfachung geschwé wäert kommen. An och d'Chambre de Commerce an d'Landwirtschaftskummer begrëssen an hiren Avisen d'Aféierung vum digitale Fëschcherpermis.

Doriwwer eraus huet de Statsrot och nach Recommendationen par rapport zur Handhabung vun de Permisdemande gemaach. Hie proposéiert, fir bei de Kritäre vum Refus oder vun der Annullatioun vum Permis eng Analogie tëschent dem Fëscherschäin an dem Juegd-schäin ze sichen.

D'Kommissionen huet awer decidéiert, deser pertinenter Remark haut bei deemem Gesetzesprojet nach net Rechnung ze droen, mä dat eréischt bei der kompletter Revisioun vum Gesetz ze maachen, déi d'Regierung sech jo zum Zil gesat huet.

Wéi Dir gesitt, hu mir et domadder a priori just nach mat klenger Verbesserung vum Fëschereigesetz aus dem Joer 1976 ze dinn.

Erlaabt mir trotzdeem zum Schluss nach e puer Wuert zu der schon ugeschwaten genereller Revisioun vum Gesetz. D'Fëschereigesetz ass aus dem Joer 1976 an deemem elo 42 Joer al. Do ass et also evident, datt mir dat eemol komplett op de Leescht huelen, esou wéi et jo och am Regierungsprogramm virgesinn ass.

Mir brauchen eng Fëscherei, déi den Nohaltegkeetskriterien entsprécht, dat heescht och am Aklang mat der Ressource Waasser, den Ökosystemer an der Biodiversitéit an a ronderëm de Gewässer ass an déi och den Déiereschutz respektéiert. Fir dëst komplett Iwwerschaffe vum Fëschereigesetz solle mer ons awer déi néideg Zäit loossen, d'Situatioun vun haut genau analyséieren, mat allen Akteuren um Terrain schwätzen, Schlussfolgerungen zéien a se dann an dat neit Gesetz afléisse loossen.

Dee ganze Prozess wäert wahrscheinlech e puer Joer daueren. An dofir ass et och gutt an néideg, datt mir haut schon e puer méi kleng, awer wichteg Modifikatiounen vum Fëschereigesetz maachen an textuell Inkohärenzen behiewen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat och den Accord vun der grënger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Benoy. Als éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just fir unzefänke soen, datt ech natierlech dem Rapporteur villmools Merci fir seng ausféierlech Explikatiounen soen. Deem ass am Fong geholl

näischt bäzefügen. Duerfir Merci natierlech och fir dee schréftleche Rapport.

Ech wollt just vläicht nach déi eng oder déi aner Fro stellen. Eng Fro un d'Madamm Minister: Kann een elo de Fëscherpermis och iwwer guichet.lu digital ufroen? Dat heescht, wa mer e jo digital hunn, da misst dat jo méiglech sinn, en och ze bestellen. Dat wier jo ee Moyen, fir d'Simplification administrative, jo, direkt Realitéit ze maachen.

Da wollt ech soen, dass jo haut, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, ee just e puer Saachen, Onkloerheete gebotzt huet, fir et emol esou ze soen, an anerersäits eben den digitale Fëscherpermis agefouert huet. D'Regierung huet jo awer wëlle, och dat ass scho gesot ginn, u sech eng Reform vun deem ganze Fëscheresgesetz ze maachen, wat mir ganz gutt fannen. Gut wier awer, wann et net géif goe wéi beim Déiereschutzgesetz, wou e bësse spéit, fir net ze soe ganz spéit eréischt eis Fëscherassociatiounen respektiv d'Federatioun mat agebonne gi sinn.

Duerfir war ee Moment Onkloerheet, awéifern dass dat Gesetz oder wéi wäit dat Gesetz och géif eng Rei Implikatiounen hunn op, wéi gesot, d'Fëscher hei zu Lëtzebuerg. An duerfir wier et gutt, wa si direkt mat agebonne géife gi bei de Preparatiounsarbechte fir dese Projet de loi. Da kéinte mer eis u sech esou Diskussiounen, wéi dat ebe beim Déiereschutzgesetz war, spueren.

An deem Sënn ginn ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun selbstverständlech zu deemem Projet de loi. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kaes. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas ageschriwwen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- De Spezialist!

► **Une autre voix.**- Den Expert!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fëscherhei gëtt jo hei zu Lëtzebuerg duerch dräi verschidde Regimenter geregelt. Haut huele mer eng kleng Ännerung vun ganz wichtege Gesetz vir. Et geet hei em d'Gesetz vun 1976 iwwert d'Fëscherhei an de Bannegewässer. Eng wesentlech Ännerung ass jo natierlech déi, déi vun Rapporteur, vun Här Benoy, scho ganz genee erkläert ginn ass - ech soen em och Merci fir d'Erklärung, fir säi Rapport: d'Äfierung vun engem digitale Fëscherespermis.

Dat ass keng nei Fuerderung. Déi gëtt scho jorelang gestallt. An et huet ee sech jo oft d'Fro gestallt, firwat dass mer dat bis dato hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net faerdegbruecht hunn. Dowéinst ass dat heiten e wichtege Schrëtt, deen een nëmme kann ënnerstëtzen. Leider ass dat nach net méiglech fir d'Touristen. Och do muss nach vläicht dru geschafft ginn, dass mer och den Tourismus op deem Punkt dann nach méi attraktiv kéinte maachen.

Déi Fuerderung, wéi gesot, ass net nei. Leider, muss een och nach hannendrusoen, géllt se elo nëmme fir d'Bannegewässer, net fir d'Grenzgewässer. Mir wësse jo awer, dass déi meescht Fëscher nach ëmmer laanscht d'Grenzgewässer mat Däitschland ze fanne sinn. Dowéinst wier et och gutt, wann op deem Niveau vläicht och eng Kéier géif en Accord fonnt ginn.

Eng aner wesentlech Neierung ass jo, dass d'AGE, also d'Administration de la gestion de l'eau elo hei verankert gëtt an deem Gesetz. Wann ech do eng Kéier nach dierf vläicht kuerz zrëckblécken: D'AGE ass jo duerch d'Gesetz vun 28. Mee 2004 agefouert ginn, deemools mat enger Decisioun, déi ech perséinlech och net grad ganz flott fonnt hunn, mä mir hu se awer matgedroen och als DP, nämlech dass d'Waasserverwaltung an den Interieur ugegledert gi war. Ech weess, dass besonnesch op dëser Säit nach haut Leit der Meenung sinn, dass wier vläicht déi beschten Iddi gewiescht. Ech mengen, dass dat keng gutt Iddi deemools war. An dowéinst wéilt ech nach eng Kéier hei betounen, dass et gutt war, dass déi viregt Regierung dat deemools redresséiert huet an dass d'Waasserverwaltung dohinner komm ass, wou se higeheiert, nämlech an den Environnement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och scho virun hei ugeschwat ginn, dass Gesetz ass vun 1976. Dass do eng gewëssen Adaptatioun muss kommen, ass evident. Ech wëll net soen, dass eng komplett Reform muss kommen, well esou schlecht ass dat Gesetz net. Et ass an der Philosophie net schlecht, mä vu

dass sech jo awer am Laf vun de Joren natierlech aner gesellschaftlech Iwwerleeungen agestallt hunn, muss gewëssen Ännerunge virgeholl ginn.

Ech wëll just drop hiweisen, dass ech selwer den 8. August 2002 eng Proposition de loi hei deposéiert hat. Ech weess, dass déi allerdéngs entre-temps vum Rôle geholl ginn ass. Ech wëll och net soen, dass et onbedéngt vläicht eng Meeschterleeschtung war. Mä wa se net méi sollt erëmfonnt ginn, et gëtt bestëmmt nach en Tirang, wou se existéiert. An do sinn awer trotzdem, mengen ech, e puer Iddien dran, déi een awer och vläicht kéint mat aflësse loosse an dat net Gesetz, wat dann elo soll ausgeschafft ginn.

Ech wëll och vläicht e puer Punkten hei ernimmen, déi menger Meenung no onbedéngt mussen an d'Reform vum Gesetz kommen. Zum Beispill en éischte Punkt ass eng méiglech Verlängerung vum Bail. Ech maachen do och eng Relatioun zum Juegdgesetz, wou dat méiglech ass. Et ass wichteg, dass e Bail och ka verlängert ginn, ouni eng Adjudikatioun ze maachen. Dat kéint déi zwou Parteien och arrangéieren.

Wat och ganz wichteg ass, dass ass eng Résiliation anticipée vum Bail bei enger Pollution, well mer oft an der Praxis de Problem hunn, dass Leit vläicht eng deier Fëscherie gesteeht hunn, déi awer da permanent verschmotzt gëtt duerch iergendeng diffus oder soss aner Pollution. An da wier et och wichteg, wann dee Bail kéint virzäiteg opgekënnegt ginn.

Eng drëtt Iwwerleeung ass déi, do maachen ech och e bësse en Lien zur Juegd, ech fannen och, dass mer an engem Zäitalter ukomm sinn, wou och d'Fëscher, a si akzeptéieren dat och, vläicht eng gewësse Formatioun maache mussen, ier se an de Genoss vun engem Permis kéinte kommen. Woubäi ech allerdéngs direkt hei och wëll ënnersträichen, dass dat net soll verbonne si mat engem Examen. D'Fëscherie ass näischt esou eppes Komplexes wéi d'Juegd, se ass och net verbonne mat enger Arme, soudatt een och do net onbedéngt muss en Examen maachen. Mä ech sinn awer der Meenung, dass eng gewësse Formatioun scho soll virgesi sinn.

Dann e kollektiven Dagespermis, esou wéi e fir d'Grenzgewässer besteet, soll och menger Meenung no fir d'Bannegewässer kommen, well dat engersäits och fir d'Concours vu Virdeel ass an anerersäits dem Tourismus och kéint zousätzlech Impulser ginn.

Vläicht nach e leschte Punkt dann, dass ass den Avertissement taxé. Och dee muss mer onbedéngt um Niveau vum Bannegewässer aféieren, esou wéi en um Grenzgewässer besteet, well leider ass et nun eben esou, dass et feststellt, dass ëmmer méi Leit mengen, si hätten hir eege Gesetzgebung. An et bestinn net genuch direkt Sanktiounen, soudatt dat eng Méiglechkeet wier.

Den Här Kaes huet zu Recht gesot, wa mer eis elo Gedanke maachen iwwert d'Adaptatioun vun deemem Gesetz, da soll dat och fréizäiteg am Dialog mat deene Concernéierte gescheien. Dat sinn natierlech an éischer Linn d'Fëscher. D'Fëscherie ass nach wie vor e ganz interessant Thema hei zu Lëtzebuerg. An dowéinst sollen déi Leit och fréizäiteg mat agebonne ginn.

Vläicht zum Schluss nach eng kleng Remark. Ech war nach eng Kéier op de Site Umwelt.lu luussen, wat Der do vun Informatiounen iwwert d'Fëscherie gitt. Do hunn ech awer festgestallt, dass et Volet net drop ass. Ech weess, dass ass net deen, dee schrecklech bekannt ass, mä dat ass d'Fëscherie an de Grenzgewässer mat Frankräich a mat der Belsch. Dat gëtt oft vergiess. Mir hunn awer nach Grenzgewässer. Ech denken hei un d'Gander, ech denken un d'Äisch, wou speziell Bestëmmunge bestinn. Et brauch ee kee Permis, mä et besti speziell Bestëmmungen. Et wier vläicht net schlecht, wann, wéi gesot, och dat um Site géif stoen, well ech weess, dass do heiansdo Onsécherheete bestinn, inwiefern dass een och do ka Fëscherie ausüben.

Dat alles gesot, si mer awer trotzdem frou, dass déi kleng Adaptatioun kéint, déi awer eng gewësse Bedeitung huet. An ech bréngen natierlech dann och d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. Als nächst kéint dann den honorablen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer haut des Adaptatioun, déi éischer eng textuell Upassung ass un déi besteend Texter, hei kënne stëmmen. An alles, wat a Richtung Digitalisatioun geet an enger moderner Gesellschaft, wäerte mir weider ënnerstët-

zen. Duerfir ginn ech och heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Merçi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engel. An da wier et um honorablen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här President. Och e Merci un den Här Benoy fir e ganz komplette Rapport. Mat der Digitaliséierung ass et esou eng Saach. Fir vill Leit ass dat natierlech eng grouss Vereinfachung, mä et ginn och ëmmer Leit, déi dat aus verschidde Grënn net matmaachen. An dofir mengen ech, sollt een awer och ëmmer oppassen, wann de Stat op de Wee vun der Digitaliséierung geet, dass do derniewent déi aner Méiglechkeet awer bestoe bleift, ...

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien !

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... soudatt och fir Leit, déi elo eben net digital esou doheem sinn, awer déi Méiglechkeet besteet, dass awer op eng einfach a séier Manéier un e Fëscherpermis erunzekommen.

Eng zweet Iwwerleeung, an dat huet och den Här Graas schon ugeschwat, ass eben déi Noutwendegkeet, dass mer virun allem am Beräich vum Tourismus oder de Concoursen Dagespermisen aféieren. Dat wier eng ganz netzlech Saach. Ech weess net, ob een elo wierklech muss op déi grouss Reform vun Fëscheresgesetz waarden, mä ech mengen, et wier wierklech eppes, wat ganz vill Leit géife gutt fannen. Et ass eng Kritik, déi ee ganz vill vun der Säit vun Tourismus héiert, dass dat eben hei am Land net méiglech ass. Dat ass eng Lacune, déi ee sollt méiglechst séier kënnen opfëllen.

Dat gesot, mengen ech, ass et, wéi den Här Benoy richteg erkläert huet, e Gesetz, wat haaptsächlech och Formulierung moderniséiert, et huet keng grouss Portée. An dat, wat hei ass, fënnt eis Zoustëmmung. An dofir dréit d'ADR dëst Gesetz och mat.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir deen ausféierleche Rapport. Mir droen dat mat. Mir begrëissen ëmmer, wann eppes digitaliséiert gëtt. Mir wäeren awer frou gewiescht, wann et eng Etapp méi wäit gaange wär an dat Ganzt wär an enger App ze fannen, dass och jiddweren, deen heihinnerkënt, dass kéint maachen. An da kéint een och nach eng Kéier e Rappel maache vun de Regeln, déi anzehale sinn, wann ee fësche geet.

A mir freeën eis natierlech, wann Der wëllt op de Wee goen, fir méi Déiereschutz herno an d'Fëscheresgesetz ze bréngen, op déi Diskussiounen. An d'Piraten wäerten och elo hir Zoustëmmung ginn zum digitale Pass.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. An ech ginn et direkt un d'Ëmweltminister, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Villmools Merci. Merci och fir déi grouss Zoustëmmung hei am Raum fir déi Ännerung, wou mer u sech wierklech eng technesch Upassung maachen a wou mer eis elo wäerten de Règlement ginn, wou mer, an do wëll ech dem Här Kaes natierlech äntwerten, eis iwwert de Règlement d'Méiglechkeet ginn, dass dat och iwwert de guichet.lu ze kréien ass, an d'Modalitéit wäerten dann och doranner ze fanne sinn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass et eng Vereinfachung ass an dass mer de Wee vun der Digitaliséierung aschloen. A mir hoffen och, dass mer dat Ganzt bis Enn Abrëll, well et ass dat, wat da sécherlech d'Fëscher och wäerte froen, gemaach hunn.

Wat déi zweet Etapp ugeet, d'Abanne vun den Akteuren, do sinn elo e puer Schlësselementer gefall, dass geet vun Déiereschutz iwwert d'Verlängerung vum Bail, iwwer Formatiounen, iwwer och Sanktiounen. An ech mengen, dass si Voleten, déi sinn esou déif gräifend, dass et sech wierklech lount, ze debattéieren. Do wäerte mer net nëmme am Conseil supérieur de la pêche zesumme mat de Fëscher, mat allen Akteuren diskutéieren, do wäert ech och nach eng Kéier an d'Chamber kommen, fir och mat lech honorablen Deputéierten hei ze debattéieren.

An natierlech wäerte mer och do de grenziwwerschreidende Volet mat abauen. Et ass

esou, dass mer u sech an d'Grenzfëscherekommissioun do wäerte kucken. An ech huelen och d'Umierkung Richtung Frankräich mat.

Domadder soen ech lech Merci an ech wëll och net vergiessen, dem honorablen Deputéierte François Benoy e grouse Merci ze soe fir dee guddé mëndlechen a schréftleche Rapport.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7288. Den Text steet am Document parlementaire 7288⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7288 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7288 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Misch, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. 7368 - Projet de loi portant approbation des amendements au Protocole de 1999 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, à ses annexes II à IX et portant ajout de nouvelles annexes X et XI, adoptés par la décision 2012/2 du 4 mai 2012 prise à Genève lors de la 30^e session de l'organe exécutif de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Dee leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour ass de Projet de loi 7368, een Amendement zu enger Konventioun iwwert déi grenziwwerschreidend Loftverschmutzung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

► **Plusieurs voix.**- Neen!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Oh pardon, entschëllegt! D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

► **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, der europäescher Ëmweltagence no stierwen all Joer an Europa ronn 500.000 Leit fréizäiteg weinst der Loftverschmutzung. Prop- per Loft ass fir ons all iwwerliewenswichtig a si ass keng national, mä eng global Ressource.

D'Loftverschmutzung kennt bekanntlech keng Grenzen. Dofir muss mir och alleguerten zesummen heiheem, an Europa an an der Welt-

gemeinschaft derfür suergen, datt mir ons Loftqualität permanent verbessern. A genee dat maache mir och mat der Ratifizierung vum modifizierete Göteborg-Protokoll vun 2012, dem Gesetzesprojet 7368, dee mir haut um Ordre du jour hunn.

Léif Kolleegen, 12- bis 18-mol d'Minutt otemt Dir Loft an. E Puppelchen otemt 40- bis 45-mol d'Minutt an an aus. Eng gutt Loftqualität ass eng Fro vun der Gesondheet vun de Mënschen an och vun all anere Liewewiesen op dësem Planéit. Si ass nient gesondem Buedem a propperem Waasser eng vun den zentrale Grondlage fir den Erhalt vun onsen Ökosystemer. Och wann zanter den 1990er Jore schonn däitlech Fortschreiter gemaach goufen, esou ass d'Loftverschmutzung ëmmer nach e grouse Problem fir d'effentlech Gesondheet an d'Liewensqualität am Allgemengen.

Stéckoxide gräifen d'Otemweeër un, erhéijen de Risk fir Häerzkrankheeten a féieren zu chronische Longekrankheeten, Houscht an Asthma. De Feinstaub ass wuel nach méi e grouse Problem, well e beim Anootme bis déif an d'Longen an an de Bluttreeslaf kënnt an esou nach méi schlëmm Konsequenze mat sech brénge kann.

Net nëmmen d'Gesondheet vun de Mënschen ass duerch d'Loftverschmutzung a Gefor, mä och déi vun der Natur. Duerch d'Iwwerdüngung vun der Loft ginn zum Beispill Séien an de Bierger an an de Polargebieder verschmotzt an Nährstoffarm Planze gi verdrängt. Dat huet negativ Konsequenzen op d'Biodiversitéit a bréngt d'Ökosystemer aus dem Gläichgewicht.

De Göteborg-Protokoll vun 1999 ass den aachten Zousatzprotokoll zur Konventioun iwwert d'Loftverschmutzung vun de Vereenten Nationen vun 1979 tëscht den europäesche Länner, den USA, Kanada an der deemoleger Sowjetunion inklusiv dem sougenannten Ostblock.

Mat der Upassung vum Protokoll vun 2012, dee mir haut zum Gesetz maachen, aktualiséiere mir onst Etappenzil fir 2020 a véier wichtige Reduktionsberäicher: beim Schwefeldioxid, dem Stéckstoff, dem Ammoniak an de flüchtigen organesche Verbindungen. Zousätzlech, an dat ass e wichteg Element, gëtt mat dëse Protokollännerungen och nach de Feinstaub PM 2,5 mat an d'Reduktionsziler opgeholl, inklusiv spezifesche Moossname bei de Russpartikel. Domat sinn elo fënnf wichteg Schadstoff ofgedeckt.

D'Grenzweierter, déi, wéi gesot, ab 2020 mussen agehale ginn, goufe fir all Land eenzel an och fir d'Europäesch Unioun als Ganz festgehalten. Dës Ziler sinn och an d'europäesch Direktiv fir d'Reduktioun vu Luftschadstoff, d'NEC-Direktiv, agefloss, déi Lëtzebuerg mam Règlement grand-ducal vum 27. Juni 2018 schonn transposéiert huet. Dës nei Reduktionsziler fir 2020 ginn ëmmer par rapport zum Basisjoeer 2005 definéiert: beim Schwefeldioxid eng Reduktionsziler vu 34 %, bei de flüchtigen organesche Verbindungen eng Reduktionsziler vun 29 %, beim Ammoniak eng Reduktionsziler vun 1 %, beim Stéckstoff eng Reduktionsziler vun 43 % a beim Feinstaub eng Reduktionsziler vun 15 %.

D'NEC-Direktiv vun der Europäescher Unioun geet iwwerengs méi wäit wéi de modifizierete Göteborg-Protokoll, dee mir haut um Ordre du jour hunn, well hei sinn net nëmmen d'Grenzweierter bis 2020, mä och schonn déi fir 2030 dra festgehalten. Als eenheetlech Rechemethod gouf de Modell vum verkaaften an net vum konsuméierte Kraaftstoff gewielt.

Och wa mir ons natierlech permanent musse verbessern, esou kann een awer soen, datt Lëtzebuerg „on track“ ass. Bei den Emissionen an de Beräicher Schwefeldioxid, Stéckstoff a Feinstaub si mir elo schonn ënnert de Grenzweierter fir 2020. Beim Ammoniak a bei de flüchtigen organesche Verbindungen si mir awer nach liicht driwwer.

Och fir d'Ziler vun 2030 ze erreechen, si mir an der Trajectoire, wa mir mam néidegen Engagement weidermaachen. An deem Kontext gesäit d'NEC-Direktiv och vir, datt Lëtzebuerg fir dat zweet Trimester vun dësem Joer en éischten Entworf vun nationale Programm géint d'Loftverschmutzung virleet. An dësem Plang musse konkret Mesurë beschriwwen ginn, wéi d'Reduktionsziler sollen erreecht ginn.

Den Ausbau vum effentlechen Transport, d'Fërdung vun der duusser an der Elektromobilitéit, den Embau op eng Kreeslafwirtschaft an eng nohalteg Landwirtschaft stëmme mech positiv, an awer däre mir ons net zréckleenen. Beim Schwefeldioxid si mer no un der Grenz. Do heescht et, en A op d'Industrie mat Verbrennungsanlagen ze hunn. Bei de flüchtigen organesche Verbindungen genee wéi och beim Ammoniak si mir iwwert der Grenz. Do brauche mer nach zousätzlech Efforten, beim Ammoniak speziell am Beräich vun der Landwirtschaft.

Anescht wéi beim CO₂-Ausstouss gëtt et fir d'Loftverschmutzung iwwerengs keen Emissionshandel. All Land muss do seng Reduktionsziler alleguer selwer mat nationale Mesuren erreechen.

D'Ännerung vum Göteborg-Protokoll trëtt 90 Deeg, nodeems zwee Drëttel vun de Länner se ratifizéiert hunn, a Kraaft. Der Datebank vun de Vereenten Nationen no hunn op den Dag vun haut 14 Staten d'Ännerung ratifizéiert a mir wäeren domadder, wann Dir dat och esou gesitt, léif Kolleegen, dat 15. Land, wat dësen Amendement unhëlt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Beim virleiende Gesetzesprojet handelt et sech ëm en Article unique. A sengem Avis huet de Statsrot och keng weider Observatiounen um Fong gemaach. Och d'Handels- an d'Handwierkerkummer hunn de Projet approuvéiert. Duerch d'Ëmsetzung vum Amendement vum Göteborg-Protokoll confirméiert Lëtzebuerg, wéi scho gesot, seng Ziler am Beräich Loftqualität fir 2020 an ënnerstëtz déi international Efforte fir eng besser Loftqualität, wat positiv ass fir d'Gesondheet vun de Mënschen an d'Ëmwelt.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauscheren a ginn heimadder och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Paul Galles (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu Davos huet déi 16 Joer al Klimaaktivistin Greta Thunberg dee berühmte Saz gesot: „Ech wëll, dass Der a Panik gerot. Ech wëll, dass Der déi Angscht spiert, déi ech spieren.“

Et ass wouer, et ass en emotionale Saz. Mä grad dee Saz weist a mécht däitlech, dass dat Thema, wat mer hei behandelen an haut an der Chamber diskutéieren, och eng emotional Sait huet. Mënsche si betraff, Mënschen, déi sech Gedanke maachen, Mënschen, déi Angscht hunn an deenen d'Gesamtsituatioun Angscht mécht, Mënschen, déi zum Beispill Freideg fir Freideg protestéieren ginn, a Mënschen, déi sech einfach nëmme fir sech doheem hir Gedanke maachen.

D'Thema vun der Loftverschmutzung ass deemno keng reng statistesch oder mathematesch Saach, bei där mer mat Zuelen ëm eis geheien, mä en anthropologesch Thema, an deem et ëm Mënsche geet, jo souguer e systemesch Thema, bei deem e ganze System, de System vun eiser Loft a vun eisen natierleche Liewensgrondlagen zur Debatt steet. Et ass deen Aacht, op deem mer sëtzen.

Et ass en Thema, wat mam Klimawandel ze dinn huet, natierlech. Mä et ass virun allem en Thema, dat eis Gesondheet betrëfft. Dëst Thema ass net eleng eng Selbstverständlechkeet, mä, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen a léif Madamm Minister, et ass eng Noutwendegkeet.

An d'Diskussioun vun de leschten Deeg bei eisen däitschen Nopere weist nach eng Kéier, net nëmmen d'Loftverschmutzung ass grenziwwerschreidend, mä och d'Noutwendegkeet, ze handeln. Dofir soen ech dem Här Rapporteur, dem Kolleg François Benoy, villmools Merci fir sai güdde schrëftlechen a mëndleche Rapport, an deem en d'Wichtegkeet vun dësem Gesetzesprojet ënnerstrach huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmme also haut de Projet de loi Nummer 7368. Et handelt sech ëm d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv zu engem Amendement zum Protokoll vu Göteborg aus dem Joer 1999, déi als Zil huet, déi grenziwwerschreidend Luftverschmutzung ze limitéieren. D'Emissionen vu Schwefeldioxid, zu Stéckoxiden oder Stéckstoffoxiden, vum Ammoniak, de Particules fines 2,5 Mikrometer a vun organesche Verbindungen ausser dem Methan sollen doduerch éischters besser geréiert kënnen ginn an zweetens reduzéiert ginn. Dës Plafongen, déi scho viru festgeluecht goufen, solle mat dësem Projet nach méi ambitiéis ginn. An dat ass gutt, dat ass richtig gutt. Ëmweltpolitik, besonnesch wann et ëm eis Loftqualität geet, kann net ambitiéis genuch sinn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Paul Galles (CSV).** - An à la base si mer natierlech domat d'accord, fir all dës Emissionsweierter erfzesetzen, esou wéi de Projet et virgesäit.

Och mir wëllen eis fir eng besser Loftqualität an eise Land asetzen an ambitiéis Ziler verfollegen. An ech selwer muss zouginn: An der Au-

senanersetzung mat dësem Thema hunn ech viles bäigeléiert.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Paul Galles (CSV).** - Bei esou ambitiéis Ziler stelle sech allerdéngs eng Rei Froen, wa mer net einfach nëmme wëlle flott Wieder gebrauchen. An dës Froe sinn net rhetorescher Natur, mä se sollen ee Bäitrag dozou sinn, dass mer eis Ziler nach besser an nach méi adequat erreechen.

Déi éischt Fro: Wéi ambitiéis sinn eis Ziler eigentlech a wierklech? A wou sti mer am Moment? Et ginn hei jo fënnf verschide Beräicher behandelt. D'Regierung huet bei der Ëmsetzung vun dësem Projet de loi schonn ambitiéis Grenzwäerter fir d'Jore ab 2030 nach weider an d'Luucht gesat par rapport vun der Direktiv PEN - Plafonds d'émission nationale - vun der EU: fir den NO_x, also d'Stéckoxide vun 43 % op 83 % par rapport zu 2005 a fir den Ammoniak vun 1 % op 22 %.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den éischte Froekomplex: Wéi ambitiéis sinn eis Ziler eigentlech a wierklech? A wou sti mer am Moment? Et ginn hei jo fënnf verschide Beräicher behandelt. D'Regierung huet bei der Ëmsetzung vun dësem Projet de loi schonn ambitiéis Grenzwäerter fir d'Jore ab 2030 nach weider an d'Luucht gesat par rapport vun der Direktiv PEN - Plafonds d'émission nationale - vun der EU: fir den NO_x, also d'Stéckoxide vun 43 % op 83 % par rapport zu 2005 a fir den Ammoniak vun 1 % op 22 %.

Bei deenen aneren dräi, dat hat den Här Benoy scho gesot, si mer scho relativ gutt. Wann ech mer net d'Prozentzuele par rapport zu 2005 ukucken, mä déi absolut Zuele bei de Particules fines, also dem Feinstaub, hu mer d'Zil fir 2020 scho méi laang erreecht, ongeféier säit 2007. An d'Zil fir 2030 hate mer bal schonn eng Kéier erreecht. Mir sinn also no drun.

Bei den organeschen, net methanesche Verbindungen ware mer schonn eng Kéier gutt a sinn elo ëmmer nach no um Zil vun 2020 drun, an dat vun 2030 ass net allze wäit ewech, och wann eis Kurv op engem Punkt ukomm ass, wou et schwéier ginn ass, se nach weider no ënnen ze zéien.

An am beschte gesäit et aus beim Schwefeldioxid, wou mer scho säit 2008 bal d'Zil vun 2020 erreecht hunn an elo méttlerweil souguer scho besser si wéi d'Zil vun 2030. Mir kënnen eis Ambitiounen also getrousch op déi zwou aner Saache konzentréieren.

Méi schwierig, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et näamlech beim Ammoniak a besonnesch bei de Stéckoxiden. Den Ammoniak, dee besonnesch an der Agrikultur zustane kënnt, war schonn eng Kéier ënnert dem Zilwäert vun 2020 - dat war de Fall esou ëm 2005 -, mä méttlerweil zitt d'Kurv erëm ganz liicht un a mir leien erëm liicht iwwert dem Zilwäert vun 2020 an domat trotzdem och nach e gutt Stéck iwwert deem vun 2030.

Souwäit ech weess, gëtt et vum LIST hier en Ammoniak-Screening, deen eiser Meenung no onbedéngt néideg ass, fir dat Richteg op der richteger Plaz ze maachen a kengem onnéideg Angscht ze maachen.

(Interruption)

Mä besonnesch spannend sinn natierlech d'Stéckoxiden. Et gëtt näamlech bei de Stéckoxiden zwee Grenzweierter, déi ee berücksichtegen muss: dee laangfristegen an dee kuerzfristegen. Dee kuerzfristegen gëtt op eng Stonn gerechent an dierf 200 Mikrogramm pro Kubikmeter net iwwerschreiden, wat enorm vill wär, well dat scho Wäerter sinn, déi zu Entzündungen vum de Schläimhant, zu Asthma oder Bronchite féiere kënnen.

Dee Grenzweierter gëtt, esou hunn ech mer dat soe gelooss, zu Lëtzebuerg ni an néierens iwwerschritt. An dat ass gutt.

Leider ass de Bilan awer net gradesou gutt beim laangfristegen Grenzweiert. Dee gëtt op ee Joer gerechent an dierf 40 Mikrogramm pro Kubikmeter net iwwerschreiden, wat awer op e puer Plaze geschitt, an zwar op deenen üblichesten verdächtige, näamlech an deene gréissten Agglomeratiounen vum Land, wou och vill Verkéier ass, well 60 % vun de Stéckoxide gi vum Transport routier verursaacht, soudass dee Constat natierlech eppes fir den Auto bedeit muss. Mä wat? A wat bedeit et fir den Diesel zum Beispill? Mä dorop kommen ech nach gläich.

Iwwerengs muss een dobäi soen: Wou Stéckoxide sinn, sinn och Particullen, déi vill duerch Autospneuen, bremsen, kuppelen, mä och duerch Pollen oder Stëbs vu Chantieren entstinn. A par la force des choses gëtt et do, wou Particullen a Stéckoxide sinn, och vill Lärmbelastung, also eng multipel negativ Wierkung op eis Gesondheet.

Ausserdem kënnen sech Stéckoxide mat Ammoniakgasen verbannen an dat bilden, wat ee sekundäre Feinstaub nennt. Wat wëll ech domat soen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad hei bei de Stéckoxide sinn immens ambitiéis Ziler immens wichteg. Mä dee Sprong vun 43 % Verbesserung vun 2005 op 2020 hin zu ganzer 83 % vun 2005 op 2030 ass immens grouss a stécht par rapport zu deenen anere véier Komponenten natierlech eraus, zemoos déi reviséiert Direktiv PEN fir Europa schonn dat ambitiéis Zil vun 63 % ausginn hat a mir nach weider 20 % droppeluecht hunn, wuel wëssend, dass mer wéinst dem „border sharing“ ëmmer méi liwwere mussen.

Erlaabt mer dofir, Madamm Minister, schonn emol folgend Froen: Firwat hu mir däraarteg vill méi ambitiéis Ziler, wéi se vun der EU-Direktiv virgesi waren? Well de sprangende Punkt ass jo hannen um Enn net den Zuelewäert en tant que tel, mä dass mer en och tatsächlech erreechen. Op Basis vu wéi engen Donnéeën huet d'Regierung dëse Prozentsatz nach weider erfogesat? Wisou 83 % an net zum Beispill 75 % oder souguer 88 %?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Madamm Minister, et gëtt nach een zweete Froekomplex, an deen ass immens spannend a wichteg. Wéi kréie mer dës grouss Ziler a konkret Moossnamen iwwersat, fir dass d'Loftqualität vun eise Matbierger tatsächlech a real geschützt bleift a verbessert gëtt?

Madamm Minister, gëtt et do eng detailléiert Roadmap fir d'Ëmsetzung vun dësen Objektiv? Wat ass déi konkret Strategie, fir dës Objektiv ab 2030 ze erreechen? Mir vermessen déi grouss Richtung am Projet de loi, wou just Zuele genannt ginn, awer net, wéi dës sollen emgesat ginn. An do läit jo genau d'Kromm an der Heck. Et ass jo dorunner, wou mer herno vun eise Bierger gemooss ginn.

A mat dëser grondsätzlecher Fro sinn och nach folgend aner Froe verbonnen: Wann d'NO_x-Wäerter weider erfogesat ginn, heescht dat, dass d'Regierung weider méi vum Dieselerbrauch wëllt ewechkommen? Wéi vill Diesel misst a long terme manner verkaaft ginn, fir dës Ziler ze erreechen? Muss den Dieselpreis dofir erhéicht ginn? A wa jo, wéi vill? An dat si seriö Froen, well sech d'Leit genau doriwuer Gedanken maachen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Paul Galles (CSV).** - Et gëtt an der Politik an an de Medie momentan, souwuel national wéi international, vill iwwert den NO_x, an den Diesel geschwat. Mä net den Diesel eleng ass de Problem, och de Bensinner verursaacht Knascht, an zwar Feinstaub an CO₂.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Paul Galles (CSV).** - Et bréngt also näischt, den Diesel eesäitig ze stigmatiséieren, well de Problem ass vill méi breet. A wann ee sech just op ee Problem aschéisst, iwwersäit ee gären deen aneren. A grad an dëser Debatt däre mer net einfach op engem A blann sinn. Well dat, wat geschitt, ass jo, dass vill Dieselfuere veronséiert sinn a vill vun hinnen hu schonn op de Bensinner iwwergeswicht. Etude bewiesen allerdéngs, dass mer duerch dës Ëmswischen op Bensinnsauteo riskéieren, dann erëm eis CO₂-Emissionen net ze erreechen. An deem Kontext froe mer eis: Wéi gesäit hei d'Strategie vun der Regierung aus?

Eleng d'Prim fir Elektroautoen, déi d'Regierung virun dräi Joer ofgeschaaft an dunn erëm agefouert huet, kann aus eiser Siicht net d'Léiung an dësem komplexen Dossier sinn. Hei spillen dann natierlech och nach ganz aner Froe mat wéi zum Beispill déi vun der Nohaltegkeet. Oder gëtt u Sanktiounen geduecht? Wat d'Infoe fir d'Leit méi kloer sinn, wat besser fir de Konsument.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, eng ganz aner Fro ass awer nach déi heiten: Wann een un d'Problematik vun den NO_xen denkt, gëtt praktesch ausschlieslech vum Auto geschwat. Allerdéngs sinn och Fligeren a Schëffer dovun betraff. Besonnesch de Fluchverkéier ass hei zu Lëtzebuerg omnipräsent. An et muss ee wëssen, dass den Emissionen ausstouss an der Héicht d'Ozonweierter weider férdert.

Ass dëst e Sujet, mat deem eis Regierung sech ausenanersetzt? Wa jo, wat soll do ënnerholl ginn? Ginn et konkret Chifferen zu de Wäerter vun de Fligeren? Wéi eng Konklusiounen zitt d'Regierung doraus? A wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerg Regierung zu dësem Thema um EU-Niveau?

An op der Musel fueren och eng Rei Schëffer. Wat ass d'Inzidenz vun dësen op d'Emissionen? Ginn et dofir Zuelen? Wéi eng konkret Mesurë wëllt d'Regierung huelen, fir hei

d'Emissionen ze reduzéieren? Och hei vermësse mer bis dato konkret Aussoen.

Souwäit ech weess, gouf et emol eng Kéier zu Réimech eng Moossstation. Mä ech mengen, se hätt éischer am Biergop an der Uertschaft gestanen, soudass se net direkt moosse konnt, wéi op der Musel d'Loft belaauscht ass. An da stellt sech d'Fro vun de Schëffer, déi ënner Lëtzebuerg Fändel fueren, a wat fir enger Bilanz déi optauchen, wann net elo hei an dësere.

An zum Schluss: Wat kéint een nach alles maachen, fir eis Loft ze entlaaschten? Am Programme national qualité de l'air si schonn eng ganz Rei gutt Virschléi zu Moossnamen dran. Déi misst een onbedéngt, menge mer, ergänzen duerch Iddie wéi Home-Office oder Télétravail, virun allem am Déngschtleeschungssektor, well wien net fuere muss, dee verknascht och net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass en immens wichteg a spannend Thema, en Dossier, op deem vill geschéie muss. Dir gesitt awer och, et ginn nach ganz vill Froen, déi sech fir eis bei dësem Projet de loi stellen. Mir hoffen, op all déi Froen Äntwerte vun der Madamm Minister ze kréien. A wéi scho gesot, ënnerstëtze mer d'Regierung trotz den oppene Froen an all hiren Efforte fir eng besser Loftqualität hei am Land. An dofir stëmmt meng Fraktioun dëse Projet natierlech ganz gäre mat.

Ech soen Iech villmools Merci.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Am Fong stellt dëse Gesetzesprojet aus enger reng rechtlecher Siicht näischt Neies duer. Déi national Legislatioun gëtt net erweidert an et ginn och keng nei Wäerter definéiert, wat d'Emissionen vun de fënnf sougenannte Polluant-atmosphérischen - Schwefeldioxid, Stéckoxiden, Ammoniak, de rengen Stébs an d'flüchtigen organesch Verbindungen - betrëfft.

Den Amendement vum Protokoll vu Göteborg definéiert Ziler, em wéi vill Prozent d'Emissionen vun deene fënnf genannte Substanzen ab 2020 par rapport zum Referenzjoer 2005 reduzéiert solle ginn. Den Ausstouss um Schwefeldioxid soll zum Beispill ëm 34 % erofgoen.

Parallell dozou hunn d'Europäesch Parlament an den Europäesche Rot de 14. Dezember 2016 eng Direktiv ugeholl, déi net nëmme genee déiselwecht Ziler wéi den Amendement, dee mir haut ratifizéieren, virgesäit. Neen, d'Direktiv geet souguer nach e Schrëtt méi wäit a leet an enger zweeter Etapp nach méi ambitiöse Ziler ab dem Joer 2030 fest. Esou soll, fir beim Beispill um Schwefeldioxid ze bleiwen, dësen Ausstouss ab 2030 ëm 50 % par rapport zum Joer 2005 erofgoen.

Dës Direktiv gouf duerch de Règlement grand-ducal vum 27. Juni 2018 an nationaalt Recht ëmgesat, soudass déi Ziler, déi den Amendement vu Göteborg festhält, an iwwert déi mir haut de Mëtteg hei ofstëmme, schonn zënter engem hallwe Joer Deel vun der nationaler Legislatioun sinn. An awer gëtt eis dëse Gesetzesprojet d'Geleeënheet, iwwert dëst wichteg Thema, de Schutz vun eiser Loft, ze diskutéieren. An dat ass natierlech nëmme ze begrëssen.

Mir sinn als Demokratesch Partei selbstverständlech vollkommen derfir, eis Emissionen esou wäit et geet ze reduzéieren an och déi dofir noutwendeg Mesuren ze huelen.

Déi verschidde Substanzen stellen net nëmme eleng eng Gefor fir eis Gesondheet, mä och fir eis Umwelt duer. Eng Gefor, déi mer net op déi liicht Schëller dierfen huelen. Si gräifen näamlech d'Otemweeër un, an dat ganz besonnesch bei méi empfindleche Bevëlkerungsgruppe wéi zum Beispill eelere Leit, awer och bei méi jonke Matbierger, bei de Kanner, a se kënnen zu chronesch Krankheeten, jo, bis zum Doud féieren.

Do dernieft droe se zur Iwwersaierung vun eiser Umwelt bäi, also dem Waasser, de Biedem an de Planzen. Doduerch ginn eis Ökosystemer staark belaauscht, a jo, och d'Aartevillfalt ass heiderduerch bedrot. Wa mer wëlle sécherstellen, dass eis Kanner propper Loft anootmen, a wa mir eis Natur wëlle schützen, da komme mer net derlaanscht, cibléiert Mesuren ze huelen, fir déi jeeweileg Emissionen ze begrenzen.

Wéi ass elo déi aktuell Situatioun hei am Land? Wat d'Erreche vun den Ziler betrëfft, muss ee Lëtzebuerg effektiv a verschidde Beräicher eng gutt, jo respektiv souguer eng ganz gutt Nott ginn. Wa mer zum Beispill de Schwefel-

dioxid kucken, do leie mer schonn ënnert dem Zil, wat mer bis 2030 sollen errechen.

Bei de Stéckoxiden, de sougenannten NO_xen, a beim rengen Stébs, de Feinstaubpartikelen, déi haaptsächlech an der Mobilitéit fräigesat ginn, hu mer d'Ziler vun 2020 zwar och schonn erreecht, mä et bleiwen awer nach grouss Efforte bis 2030 ze maachen. An deem Kader ass d'Elektromobilitéit an eisen Aen en zentralen Hiewel, dee mer mussen usetzen, fir déi Emissionen dauerhaft an de Grëff ze kréien.

Dofir begrësse mir och, dass d'Regierung déi richtig Akzenter an deem Beräich setzt an déi néideg Bedéngunge schafft, fir d'Leit ze incitéieren, ëmzeklappen op d'Elektroautoen, a si och wierklech dann heibäi ze ënnerstëtzen. Huele mer nëmme déi nei Primme beim Kaf vun engem Elektroauto oder och nach den Ausbau vun de Luedestatiounen uechtert d'Land, wou mer jo zu deenen dräi Beschten an Europa gehéieren, wat d'Densitéit betrëfft!

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Et dierf een awer och net verheemlechen, dass mer och hei e bësse vun der Fuerschung ofhängeg sinn, wat d'Automobilindustrie ueget, fir nach méi performant Ween mat méi Autonomie op de Marché ze kréien. Mä och do sinn ech ganz zouversichtlech.

Mir sinn do op engem gudden Wee insgesamt a mir si warscheinlech scho méi wäit, ewéi d'Ziele suggeréieren, vu dass d'Emissionen jo op Basis vum Spritt, dee mir hei am Land verkaufen, berechent ginn, woubäi dann natierlech och de ganzen Tanktourismus an d'Rechnung mat afleisst.

Här President, e bësse manner gutt gesäit d'Situatioun aus, wa mer d'Wäerter vum Ammoniak an de flüchtigen organesch Verbindungen kucken. Do muss mer näamlech feststellen, dass am Moment weder d'Ziler vun 2030 nach déi vun 2020 erreecht ginn. Do bleiwen also nach vill Ustrengungen ze maachen. Besonnesch ee Sektour wäert heivunnettrëff ginn, an dat ass d'Landwirtschaft. Déi ass näamlech fir 95 % vum Ammoniakausstouss an engem Drëttel vun den Emissionen u flüchtigen organesch Verbindungen verantwortabel.

Eis ass natierlech all bewosst, dass dat e kriddelecht Thema ass. Eis Baueren hunn et hautdesdaags näamlech schonn net einfach, fir als Betrib um fraie Marché ze iwwerlewen. An dobäi kommen ëmmer méi Virschreften, déi se mussen anhalen. Gläichzäitig ass et awer evident, dass si och hire Bäitrag mussen leeschten.

Fir eis als DP ass et dowéinst wichteg, dass d'Baueren adequat begleet an encadréiert ginn an dass se gehollef kréien, dës nei Oplagen ze erfëllen.

Här President, de Plan national de lutte contre la pollution atmosphérique soll den 31. Mäerz, also an engem gudden Mount, virgestallt ginn. Ech mengen, et hätt der Diskussioun sécher net geschuet, wa mer dëse Projet am Abrëll diskutéiert hätten.

Ofschléissend wëll ech dem Rapporteur François Benoy villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Iech géif ech villmools Merci soe fir d'Nolauschteeren, an ech géif natierlech heimat dann och den Accord gi vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ee Gesetzesprojet mat enger grousser Envergure, wéi een dat vläicht net aus dem Titel kéint erauslesen. D'Emissionen wäerter bis 2020 ginn hei definéiert, mat all senge Konsequenzen, déi dat wäert hunn.

Zur Pollution atmosphérique misst ee wëssen, dass et en moyenne 5,5 Milliounen Doudeger pro Joer weltwäit ginn duerch d'Pollution atmosphérique. Et ass de véiertheefegste Grond vun engem virzäitegen Doud an en ass verantwortabel fir een Doud op zéng op der Welt. D'Pollutioun vun der Loft ass dierfir e wichtegen Enjeu fir eis Gesondheet a fir eis Umwelt.

D'Convention de Genève vun 1979, wou jo och viru 40 Joer déi éischt Klimakonferenz war, wou ee gesäit, dass d'Umweltproblematik nach net esou laang erkannt gouf - iwwregens, fënnf Joer duerno goufen déi gréng gegrennt -, ass ee vun deenen éischten Instrumenter fir d'koordinéiert Lutte géint d'Loft- an Umweltverschmutzung an déi éischt Dynamik fir Zesummenaarbecht vu Politik a Wëssenschaft op internationalem Niveau, virum GIEC, dem Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, deen et säit 1988 gëtt an deen iwwregens och den 8. Oktober d'lescht Joer ee Rapport erausginn huet, deen alles aneres wéi positiv ass.

Et ass also de richtege Choix, dass Lëtzebuerg seng Reduktiounsziler fir 2020 respektiv 2030 schonn am Kader vun engem Règlement grand-ducal vum 27. Juni 2018, mat deem eng europäesch Direktiv vun 2016 transposéiert ginn ass, an de Stee vun eise nationale Recht agemeesselt huet.

Et soll also kee Zweifel méi sinn, wéi gefeierlech Loftverschmutzung fir de Mënsch a fir de Planéit ass. Mir sinn alleguer, mengen ech, heibannen d'accord, dass eppes muss geschéien. Mä wat a wéi muss et geschéien?

Fir den Normalstierflechen ass et näamlech schwéier, sech an den zum Deel widdersprecheleche Meenungen aus deene leschte Méint vun Experten a Politiker erëmfannen. Oft gëtt een Deelaspekt vun enger komplizierterer Wierklechkeet erausgepickt a kritt eng grouss medial Opmierksamkeit, méi wéi aner Aspekter. A kuerz duerno héiert een dann, wéi haut an engem Artikel an der „Zeit“, datt de Longendokter, dee sech als Virspriecher vun deenen aneren honnert Longendoktere gemaach huet, sech an den Zuele geiert huet, dass en awer net esou richtig war mat sengen Zuelen, soudass et wierklech schwéier ass fir den Normalstierflechen, sech doranner erëmfannen.

A mir hunn do als Politiker eng grouss Verantwortung vis-à-vis vun eise Bierger.

Een Thema, wat vill an der Effentlechkeet diskutéiert gëtt, dat sinn d'Particules fines. D'Particules fines falen net direkt op de Buedem. Si hale sech eng gewëssen Zäit an der Atmosphär, an dat ass och dat, wat se esou gefeierlech mécht fir eis Gesondheet.

Eng Regel, déi ëmmer Bestand huet, ass näamlech déi: Wat den Duerchmiesser vun deene Particule méi kleng ass, wat e méi kritesch fir d'Gesondheet vum Mënsch ass. PM 2,5, also d'„particulate matter“, déi en Duerchmiesser huet vu manner wéi 2,5 Mikrometer, déi ka bis an d'Bronchen, bis an d'Alveole, bis an d'Longeblosen duerchdréngen an doduerjer dann zu Otemweeerkrankungen an Härerzkrankunge bis zum Härerzschlag féieren. Dat ass also net näischt.

A laut der Europäescher Ëmweltagence hate mir hei zu Lëtzebuerg awer ëmmerhin 240 Doudeger wéinst Particules fines an, wann een dann nach den Ozon an och d'NO_xen derbäirechent, awer ëmmerhin 300 Doudeger, déi dorobber zréckgefëiere sinn.

D'Bewunner an de Stied, déi sinn am meeschte betraff. Een Drëttel vun de Residenten an europäesche Stied sinn enger Konzentratioun ausgesetzt, déi iwwert dem europäesche Grenzwäert vu 25 Mikrogramm ass. De Grenzwäert soll op 20 Mikrogramm pro Meter Kibb fir 2020 erofgesat ginn. A souguer d'OMS, déi seet, de Wäert misst halbéiert ginn.

Am Amendement vum Protokoll vun 1999 hale mer eng Reduktioun vu 15 % bis 2020 respektiv 40 % bis 2030 par rapport zu 2005 fest.

D'Particules fines, déi ginn oft a Verbindung bruecht mat dem Transport a mat dem Verkéier, besonnesch mam Auto. Dat ass u sech och net falsch, mä et ass och net ganz richtig. Et ass net ganz richtig, et nëmme op den Individualverkéier ze reduzéieren. Rußpartikelen, Partikelen duerch d'Reiwe vun de Bremsen an d'Pneuen, mä awer och Sandkären, Pollen, Mikroplastiken, Salzkristaller, Glasstébs, alles dat gehéiert zu de Particules fines. Also, dat sinn net nëmme Elementer, déi een am Transport an am Verkéier erëmfënnt.

Hei zu Lëtzebuerg fënnt een déi PM 2,5 oder ginn déi ervirgeruff haaptsächlech duerch d'Hëtzen an eise Gebaier, 48 %, 19 % duerch d'Landwirtschaft, 17 % duerch de Stroosseverkéier an 10 % duerch eis Industrie.

D'Statistik weist also, dass et falsch ass, deen Debat just op de Stroosseverkéier ze reduzéieren. Fir dass mer Succès hunn, brauche mer Eforten a Koordinatioun a ville Beräicher.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Georges Engel (LSAP).** - D'Erhéijung vun de Subventiounen fir energetesch Sanéierung vun eise Gebaier, dat ass sécherlech eng wichteg Etapp, fir d'Emissionen vun de Particules fines ze drosselen, well dat awer ëmmerhin 48 % vun deene PM 2,5 ausmécht.

A mir brauchen och, a virun allem, eng Akzeptanz an der Gesellschaft. D'LSAP steet net fir eng Ecologie punitive, mä fir eng positiv Bestärkung. Duerfir ware mer och fir de gratis effentlechen Transport. Dat soll eng positiv Bestärkung sinn. An déi Fuerverbueter, déi elo ronderëm zirkuléieren vun Dieselautoen, déi brénge ganz vill Unsécherheet fir d'Leit - Paräis a Roum keen Diesel méi ab 2024, Mailand ab 2030. Fir den einfache Bierger ass dat schwéier ze verstehen.

D'Leit hunn Erwaardungen un d'Politik. Kuckt do nëmme d'Manifestatiounen, déi elo zu Bréssel waren, déi weisen, dass d'Demande

vun de Bierger, virun allem vu ganz ville Jongen, do ass, fir dass eppes geschitt! 24.000 Manifestanten zu Bréssel waren de 24. Januar 2019. An déi weisen, dass mir alleguer eis eiser historescher ökologescher Verantwortung mussen bewosst ginn.

Iwwregens ass de Klimawandel weltwäit déi Bedroung, déi d'Leit am meeschten usprécht oder hinnen am meeschten Angscht mécht. 67 % hunn éischer Angscht virum Klimawandel oder virun allem, wat Klimaproblematik ass, an eréischt duerno kënn d'Angscht virun terroristeschen Uschläi. An déi drëtt, mengen ech, dat sinn d'Cyberattacken, déi de Leit Angscht maachen.

Just eng kleng Klammer: Bei deene ganz rietse Politiker, do ass d'Angscht virun den terroristeschen Uschläi un éischer Plaz. Dat ass natierlech och eppes, wat déi ganz gäre mat schüeren. Klammer awer erëm zou.

D'Ofgase vun den Autoen, déi si just op zweeter Plaz bei den Emissionen vu Particules fines am Stroosseverkéier. D'Ofgasen, wéll ech hei betounen. Déi meescht Particules fines - an et ass virun och scho gesot ginn - entstinn och duerch Reiwung vun der Kupplung, vun de Bremsen, vun de Pneuen, an och d'Camionen, déi wierbelen d'Particullen erëm op, wa se sech um Buedem ofgesat hunn.

Dofir, et muss een och wëssen, datt den Elektroauto net d'Solution miracle ass. Den Elektroauto, deen huet och Bremsen. Den Elektroauto huet och Pneuen. Déi stoussen och Particules fines aus. Mä, an dat muss een awer och soen, richtegerweis, insgesamt ass d'Elektromobilitéit besser fir d'Umwelt wéi d'Autoe mat Verbrennungsmotor.

Eng Etüd vun der Europäescher Ëmweltagence seet, dass den Elektroauto, a sengem Cycle de vie, also wou d'Produktioun mat abegraff ass, 17 bis 30 % manner CO₂ ausstéisst wéi en Auto mat Verbrennungsmotor. Also ass et awer eng Verbesserung vun der Situatioun. Mä ech soen awer och, dass et net d'Allheilmitel ass.

Wa mer näamlech an eise Stroummix just erneierbar Energien hätten, da géife mer bei enger Aspuerung vu 70 % beim CO₂ kommen. Do ass also nach vill méi Potenzial.

An Norwegen hu se jo d'Elektromobilitéit ganz staark geförderet. Si hunn e ganz ambitiöse Programm: keng TVA op Elektroautoen, se dierfen d'Busspur huelen, se dierfe gratis Stroum zu Oslo tanken. Mä d'Fro muss sech awer stellen, ob dat deen absolutt richtege Wee ass, fir esou den Individualverkéier dann awer ze subventionéieren. Si dierfen d'Busspur huelen - wat elo mécht, datt d'Busser ze spët kommen an datt déi am Stau stinn. Ass dat wierklech ökologesche? Wier et net besser, hei vill méi Mëttele an den effentlechen Transport ze investéieren?

Ech mengen, datt dat méi richtig wär. An ech mengen, dass mir hei zu Lëtzebuerg dee Feeler net solle maachen. An dee gëtt och net gemaach, fir nëmme d'Elektromobilitéit ze ënnerstëtzen an den effentlechen Transport net ze ënnerstëtzen. Ech mengen, datt dee jo net gemaach gëtt. Dat ass also och dee richtege Wee.

D'Elektroautoen hunn an der Zukunft ee groussen Defi. Deen éischten ass d'Recherche vun aneren, méi ëmweltfrëndleche Batterien. An deen zweeten ass: Wéi kënnen mer méi Recycling bei de Lithium-Ionen-Batterien errechen?

Hei handelt et sech ëm e komplizierten Demontage vun deene Batterien, vun deenen Akkuen, déi aus villen Einzeldeeler bestinn an déi u sech kee Maartwäert hunn. D'Industrie huet deemno kee finanziellen Interessi, fir dee Recycling do virunzedeieren. An hei wär et gutt, wann de Legislativ géif aktiv ginn. An ech mengen och, dass d'LSAP sech domat ganz staark kéint identifzéieren, wa mer dat op deen dote Wee géife bréngen.

Recyclingobjektiver mussen kommen. D'Demande no Kobalt kéint bis 2050 duebel esou héich si wéi d'Reserven, déi haut bekannt sinn. An et mécht net vill Sënn, sech vun enger Ofhängegkeet an déi nächst ze geheien. Bis elo hu mer do just en Taux de recyclage vun 10 % vum Kobalt an do ass nach ganz vill méi dran.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt dann awer och un en Thema kommen, wat eis ganz wichteg ass, dat ass déi sozial Dimensioun. Ouni sozial Dimensioun ass all Effort fir den Ëmweltschutz zimmlech sënnslos. Am Brundtland-Rapport vun 1987 huet déi sozialistesche Premierministesch vun Norwegen bewosst d'Definitioun vun der Nohaltegkeet op dräi Piliere gesat: d'Croissance vun der Wirtschaft, den Ëmweltschutz an déi sozial Gerechtegkeet. An allen dräi Piliere ware vun darselwechter Wichtigkeet, waren op darselwechter Ebene.

De Piliere „sozial Gerechtegkeet“ kennt och keng national Grenzen, gradesou wéi d'Loftverschmutzung. D'Emissionen si lokal, mä d'Konsequenzen si global. Sozial Gerechtegkeet muss



also och tëschent den entwéckelten Industristen engersäits an den Entwécklungslänner anersäits Bestand hunn.

Acatech - d'Deutsche Akademie der Technikwissenschaften - seet, dass 25 bis 30 % vum Elektronikschrott aus Europa all Joer exportéiert gëtt a Länner mat vill méi niddrege Standarden. A kee wëllt richteg wëssen, wat do geschitt. D'Entwécklungslänner därefen op kee Fall zur Mülldeponie vun eiser schicker Elektromobilität ginn. Dat ass ee groussen Defi, well d'Zuele vun de Batterie klamme wäerten. Eleng VW wëllt bis 2025 eng Millioun Elektroautoe verkafen, an déi fuere jo net alleguerten nëmme mat Loft.

An dobäi kann et grouss Schied ginn. Ech hu virduer de Kobalt ugeschwat. Do wäert sech d'Nofro bis 2026 bis op 225.000 Tonne verduebelen an Europa. Dee Kobalt kënt zu engem groussen Deel aus dem Kongo, mat alle Konsequenzen, déi dat huet: Kannerarbecht an de Minnen, Finanzement vu Konflikter. Vill ONGen, zum Beispill Amnesty International, weisen op déi onmenschlech Konditione hin an deene Minnen. Kanner ab siwe Joer ginn do gezwongen ze schaffen - wat einfach net unzehuelen ass.

D'Regierungen därefen hei net ewechkucken. Och seele Buedemschätz aus China ginn ofgebaut, a grad ënnert deene selwechte schlechten Aarbechtsbedingunge. Hei huet de Legislativ och eng Responsabilitéit, eng gewësse Suergfalspflicht anzeféieren, wéi vun den ONGen an der Internationaler Aarbechtsorganisatioun och gefuerdert.

D'Elektroautoe sinn och haut nach ëmmer e Luxusartikel. Déi Primm vu 5.000 Euro, déi ännert och dorunner näischt.

Leider gëtt et keng onofhängeg Étude de marché iwwer d'Elektroautoen hei zu Lëtzebuerg, well mer keng Masse critique hunn, an ee Joer méi Immatrikulatiounen géif jo och direkt iwwerinterpretéiert ginn.

2018 hu mer 430 Elektroautoen hei zu Lëtzebuerg zougeloo, par rapport zu 50.000 Diesel- a Bensinnsautoen. Fir déi breet Mëtt vun der Gesellschaft ass also den Elektroauto nach ëmmer net accessibel.

Ausserdeem kënt do och e groussen Ecart beim Akafspräis derbäi, well d'Elektroautoen u sech och am Prinzip vum Wierk aus besser equipéiert sinn. Dat kënt och doduerjer, well sech déi eenzel grouss Firmen net selwer wëlle Konkurrenz maachen an hir eegen Autoe mat Verbrennungsmotor och weider wëlle verkafen.

D'Recht op eng intakt Ëmwelt an eng propper Loft ass e Mënscherecht. Och wa kee vun deene Verträge an der UNO d'Recht op eng intakt Ëmwelt explizit als Mënscherecht definiert, gëtt awer an Artikelen - dem Artikel 11 an dem Artikel 12 -, d'Recht op en uerdentleche Liewensstandard an d'Recht op Gesondheet, déi hei also kënnen a Fro gestallt ginn.

An d'Degradatioun vun eiser Ëmwelt, déi trëfft virun allem déi sozial méi schwaach. Si sinn net nëmme méi exposéiert bei Naturkatastrophen, mä och bei der Loftverschmutzung.

Eng franséisch Etüd zu Paräis iwwer 80.000 Doudesfäll am Joer 2004 bis 2009, weist op, dass den Taux de mortalitéit dräimol méi héich ass fir sozial defavoriséiert Leit, wann d'NO_x-Emissiounen ëm 10 Mikrogramm pro Meter Kibb klammen, dat, well d'Leit zum Deel a méi polluierete Quartiere wunnen, dat awer och, well se méi oft der Pollutioun op der Aarbecht ausgesat ginn an net d'Méiglechkeet hunn, Vakanzen ze maachen a Géigenden, wou manner Pollutioun ass.

D'Ëmwelt am Allgemengen, d'Loft am Besonnesche konditionéieren eis physesch an eis mental Gesondheet. Si hunn en immensen Impakt op eis Fäegkeeten, also op dat, wat mir erreeche kënnen duerch d'Opportunitéit an d'Fräiheeten, déi et an eiser Gesellschaft gëtt.

Wann een d'Chance huet, an enger intakter Ëmwelt opzewuessen, dann huet ee méi sozial Méiglechkeete wéi een, deen déi Chance net huet, an duerfir gi fir eis Chancéglichheet an Ëmweltschutz mateneen. Déi Saache sinn net vuneneen ze trennen.

Klimaschutz jo, mä e muss sozial encadréiert ginn. An d'Käschten, déi dat mat sech bréngen wäert, därefen net vum klengen Mann eleng an exklusiv gedroe ginn.

Lëtzebuerg muss hei grouss Efforte maachen. Dat och dowéinst, well zu Lëtzebuerg den onökologesche Footprint zimech héich ass. Mir verbrauche vill Energie hei. Dat zum Deel och, well mer ganz vill Leit hunn, déi an eist Land schaffe kommen an hei mat Energie verbrauchen, awer dat oft nëmme duerch d'Awunnerzuel gedeelt gëtt.

Mir sinn also an enger spezieller Lag an et ka sécherlech d'Fro opkommen, firwat dat eis Re-

duktiounsiler esou héich muss sinn: Ma ebe grad, well eise Footprint och esou héich ass.

An da stellt sech d'Fro natierlech - an déi ass virduer och opkomm - vum Tanktourismus a vun der Kompensatioun dovunner. Déi Kompensatioun däreft net vun alle Bierger ondifférenziéiert gläich staark ze bezuele sinn. Mir müssen derfir suergen, dass deesen Ausgläich sozial gerecht muss verlafen, dass déi, déi méi hunn, och méi hei muss kënnen bezuelen. Hei stelle sech dann natierlech d'Fuerderunge zu Alternativen zu där Kompensatioun - Alternativen, déi et ginn an deenen ee sech net däreft verschléissen. Ech denken dann hei och elo emol ganz haart iwwer den Impôt sur la fortune no.

A wann, wéi Oxfam et seet, dee räichen 1 % méi besetzt wéi alleguer déi aner, déi 99 % zesammen, dann ass et verständlech, dass de Bierger net versteet, firwat bei engem globale Problem wéi deem vum Ëmweltschutz, dee keng Grenze kennt, wou mer alleguer dovunner betraff sinn, jiddereen iwwer deesewechte Leescht gezu gëtt an déi méi Räich also net méi erugezu ginn, fir eis alleguer d'Liewen op eise Planéit weider an a gudde Konditione ze erméiglechen.

An och zu Lëtzebuerg gëtt et sécherlech eng Clientèle, deenen et méi einfach fällt, fir déi Transition écologique matzefinanzéieren. Mä et gëtt awer och déi aner. A fir déi, Dir Dammen an Dir Hären, do wäerte mir Sozialisten eis staarkmaachen.

Mir wëlle Klimaschutz, deen net op d'Käschte vum klengen Bierger geet. Mir wëllen niewent der ökologescher Fro, déi eis ganz wichteg ass, och déi sozial Fro op deesewechten Niveau stellen an d'Fro stellen, wien da vum Räichtum hei zu Lëtzebuerg profitéiert a wien da fir déi Transition écologique muss bezuelen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Och vun eis aus e grouss Merci un de Rapporteur, deen eis, mengen ech, e ganz engagéierte Rapport haut presentéiert huet.

Just vläicht e puer Wuert. Natierlech, mengen ech, si mer alleguer heibannen der Iwwerzeugung, dat eis Loftqualität héich muss sinn, dat dat e ganz wichtige Bäitrag zu enger Gesondheitspolitik ass. An och dowéinst si mir der Iwwerzeugung als ADR, dat dese Protokoll soll emgesat ginn, awer ech kommen elo zu e puer Remarke an deem Kontext.

Dat Éischt ass, dat ee Politik - an ech mengen, dat ass ganz wichteg - muss rational bedreiwen, mat Verantwortung. Net a Panik an net an Angscht, wéi et vu verschidde Säite suggeréiert gëtt, mä eben opgrond vun esou zollierten, wëssenschaftlechen Erkenntnisser wéi méiglech.

Mir hunn an der leschter Zäit gesinn, dat verschidde vun deene Referenzwäerter an d'Diskussioun komm sinn. Dat ass gutt esou, well wa se hannerfrot ginn, da muss se iwwerpräift ginn. Nei Modeller muss vläicht opgestallt ginn, nei wëssenschaftlech Erkenntnisser matberücksichtegt ginn. Sinn déi 40 Mikrogramm pro Kubikmeter eng sennvoll Grenz oder net? Alles dat muss gekuckt ginn an eis Legislatioun soll sech deene beschtméiglechen aktuellste wëssenschaftlechen Erkenntnisser upassen.

Et ass och esou, de Verrieder vun der LSAP, den Här Engel, huet et elo gesot, dat eng sozial Komponent dran ass. Mä mir gesinn an Däitschland mat deenen Demonstratiounen fir den Diesel am Abléck, mir gesinn a Frankräich mat de Gilets jaunes, dat Ëmweltpolitik ganz ëmstridde ka sinn an zu sozialen Onroue ka féieren.

Dofir ass et, mengen ech, fir eis wichteg, och am Interessi vun enger sozialer Begleitung vun enger Ëmweltpolitik op rationalen, novollzäibaren an objektive Kritären ze handelen, fir dat d'Leit et och kënnen verstoen a matdroen. An dat gëllt eben och fir all Grenzwäertdiskussioun.

Eis Kritik als ADR berout also net op deem Wunsch an op deem Wëllen, dee mer voll matdroen, fir eis Loftqualität esou héich wéi méiglech unzehalen, mä op enger Gesamtevaluatioun, wou d'Gesondheitskritären an d'Loftqualität matberücksichtegt gi mat anere wichtige Maxime vun eiser Politik, wéi zum Beispill och der Méiglechkeet vun der Landwirtschaft, un der Industrie kënnen kompetitiv ze funktionéieren, an och dem Respekt virun der individueller Fräiheet. An dozou gehéiert nun eemol och den individuelle Verkéier,

d'Méiglechkeet vun de Leit, en Auto ze hunn a sech kënnen fräi mat deem ze deplacéieren.

Firwat geet d'Regierung hin an hält Engagementer vu minus 83 %, wat an där ganzer Europäescher Unioun eemoleg héich ass? Eis Haltung ass do eng aner. Mir sollen als Lëtzebuerg an der Moyenne vun den Engagementer bleiwen, aus enger ganzer Rei vu Grënn, déi ech elo ugeschwat hunn, an net Virreider an enger Situatioun sinn, wou mir domadder géintiwirer anere Länner Nodeeler hunn.

Ech mengen, och dat muss ee gesinn am Kontext vun deem, wat déi Lëtzebuerg Pollutiounswäerter oder Loftbelaaschtungswäerter reell sinn, näamlech extrem niddreg, europawäit a weltwäit.

Mir därefen Ëmweltpolitik net verwiessele mat enger ideologescher Politik. A mir hunn e bëssen den Androck, dat d'Regierung Ideologie mécht, Ideologie géint den Individualverkéier.

An dat gesäit een net nëmme hei an der Diskussioun ëm d'Grenzwäerter, wou eben den Transport e relativ héijen Undeel um Stéckstoff huet oder um rege Stébs, mä et gesäit een et gläichzäitig och un deem Wunsch, elo d'Steieren ze erhéien an deem Beräich, d'Akzisen, wou eigentlech och keng budgettechnesch Noutwendegkeet besteet, well d'Regierung jo mat engem groussen Houfurd drop higewisen huet, dat de Budget zejoert am Gläichgewicht war.

Wat ass also d'Ursach? Den Här Engel als Verrieder vun der LSAP seet hei: „Mir hätte gär eng sozial Begleitung.“ A gläichzäitig mécht d'Regierung, wou d'LSAP och dran ass, eng Steiererhéijung op den Akzise vun 1, 2 oder 3 Cent d'est Joer an nach eng Kéier esou vill d'nächst Joer. Wou ass dann do déi sozial Komponent? Ouni eng budgetär Noutwendegkeet eng Steiererhéijung ze maachen, déi dem Klima net profitéiert an deene klengen Leit, fir déi d'LSAP sech jo wëllt setzen, garantéiert och net. Da géif ech soen, da sollt d'LSAP kucken, dat et net zu enger Erhéijung vun den Akzise kënnent.

D'ADR ass déi éischt Partei, déi kloer den Ëmweltschutz ënnerstëtzt op Basis vu kloren, novollzäibare wëssenschaftleche Kritären. Dat ass esou. Awer mir wëlle keng ideologesche Politik a mir wëllen och net, dat de Begrëff vun der Moral hei falsch benotzt gëtt. An ech soen lech firwat.

An der Kommissioun huet d'Madamm Minister gesot, d'Regierung hätt sech fir déi minus 83 % engagéiert, well dat eng moralesch Verpflichtung wär. Et ass awer och eng moralesch Verpflichtung vun enger Regierung, derfir ze suergen, dat eng Ekonomie ka funktionéieren an dat d'Fräiheet vun de Leit net ageschränkt gëtt. An et ass eng moralesch Verpflichtung vun enger Regierung, net Reklamme ze maache fir Elektromobilität, wou se weess, dat ongeféier 20 % vun deem Kobalt, dee fir d'Elektromobilität gebraucht gëtt, vu Kannerarbecht am Kongo produzéiert gëtt.

Wien dat da mat Prämie vu 5.000 Euro fërdert a Reklamme mécht, fir voll op Elektromobilität ze goen, wëssend, dat d'Kanner am Kongo ënner onméigleche Konditione derfir schaffen, dee soll hei net vu Moral schwätzen, wa mir soen, dat mir eis Politik op eng novollzäibare Wëssenschaft sollen opbauen.

Dat ass eppes, wou mir net matmaachen. Mir wäerten eis bei deemem Projet enthalten. A mir waarden a mir verlaangen, dat d'Ëmweltpolitik och ënnert deser Regierung eng Politik ass, déi probéiert, d'Interesse vum Land mat enger wierklech engagéierter Ëmweltpolitik ze verbannen. Dat ass eng Fuerderung.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bei där Diskussioun, déi mer haut féieren, déi och den Tanktourismus tangéiert - ech maache schon d'Transitioun u sech par rapport zu mengem Virrieder -, hunn ech heiansdo den Androck, dat vu gewëssener Säit gesot gëtt: „Jo, natierlech, mir müssen derfir suergen, dat d'Loft propper bleift, mir müssen eppes géint d'Loftverschmutzung maachen, mä bon, et ginn och national Interessen, op déi ee muss Rücksicht huelen.“ E bëssen esou, wéi wann d'Ëmweltfro e gewëssene Luxus duerstelle géif an u sech als zweetrangeg géif ugesinn.

Mä, Här President, wann et ëm d'Ëmwelt geet, wann et ëm d'Loftverschmutzung geet, da ginn et keng national Interessen, well d'Pollutioun an d'Natur esou eppes wéi Grenzen an Natione net kennen. Dat konnt nëmme an onse Gehirer entstoen.

Ëmweltproblematik sinn näischt Neies. Ech hat schon eng Kéier hei op deser Tribün un eng grouss Ëmweltbewegung a Japan ernënnert, eng vun deenen éischten iwwerhaupt weltwäit, an der Meiji-Ära, an den 80er Jore vum 19. Jorhonnert ongeféier. Do gong et schon ëm d'Pollutioun an d'Zerstéierung vun Agrarbidem duerch d'Exploitatioun vu Kofferminne wéinst der Militarisiierung vu Japan an esou weider.

Méi no un eiser Problematik elo, wou et jo och ëm d'Loftverschmutzung geet, sinn déi éischt ökologesche Konflikter an Europa gewiescht, scho ganz fréi, am 19. Jorhonnert, wou et ëm d'Belaaschtung vun der Loft duerch Salpéiter-Dioxid (veuillez lire: Schwefeldioxid) gaangen ass, deen aus de Kamäiner vun de Kraaftwierker ausgestouss gouf. An dogéint gouf et wierklech grouss Protestbewegungen.

A wat ass du geschitt? Wat huet d'Industrie gemaach? Wéi huet si drop reagiert? Majo, fir deem entgéintzewirken, hu se dann d'Kamäiner vill méi héich gebaut, bis op 140 Meter - et ginn der jo nach, et kann ee se gesinn -, sou datt u sech déi Schuedstoffer zwar weiderhin erauskomm sinn, mä sech méi wäit verdeelt hunn. Et ass op datselwech erauskomm, mä et konnt een et natierlech manner konzentréiert op enger Plaz mierken.

De Protokoll vu Göteborg baut jo och op d'Genfer Konventioun iwwer d'grenziwwerscheidend Loftverschmutzung op, déi sech jo och an éischer Linn an de 70er, 80er Jore vum leschte Jorhonnert bemierkbar gemaach huet, wou et och ëm sauerer Ree gaangen ass. An elo si mer bei der grenziwwerscheidender Logik.

Ech hu ganz am Ufank schon den Tanktourismus ugeschwat. Dat ass e bëssen och eise grouss Kamäin, wësst Der, wou hei u sech produzéiert gëtt oder verkaaft gëtt an awer aneschters behandelt gëtt. An ech mengen, beim Tanktourismus ass et evident: Et ass keen onwichtig Element vun eise Recetten, och wann d'Gesamtkäschten déi direkt Recetten, déi mer drauser bezéien, wahrscheinlech iwwertreffen.

De Problem ass jo deen, dat Lëtzebuerg duerch seng Tanktourismuspolitik a Wierklechkeet ee Spëtzerreider a Froe vu schieleche Stoffen ass. Net nëmme den Tanktourismus, mä ech wollt mech awer e bëssen domadder befaassen.

Elo kënt natierlech déi quokeleg Fro, wéi een dat berechent. An dat war jo och eng grouss Diskussioun an der Kommissioun, iwwert déi elo am Plenum komescherweis net vill geschwat ginn ass. Dat huet mech gewonnert, well mir bal nëmme doriwwer geschwat a gestriden hunn an der Kommissioun. An dat ass d'Fro, wat mer elo betruachten, ob mer weiderhin, wéi bis elo, de Spritt kucken, deen hei consomméiert gëtt oder deen hei verkaaft gëtt.

Mir sinn evidenterweis der Meenung, dat ee muss de Verkauf betruachten, well dat och der Realitéit entsprécht. A wa mer wëlle seriö geholl ginn, da kënnen mer jo net soen, dat dat Eenzegt, wat mir betruachten, de Spritt ass, dee mir hei consomméieren. Well global gesinn, gëtt all Dréps Spritt ...

An do huet den Här Engel och recht, et kann ee sech net nëmme op den Diesel konzentréieren. Ech mengen, et war den Här Engel, deen dat gesot huet? Jo, okay. Jo, Dir hutt esou vill Saache gesot, ech hunn net alles verhalen. C'était instructif.

Mä all Dréps Spritt, déi hei verkaaft gëtt, déi gëtt iergendwou consomméiert. An do stellt sech d'Fro, ob et eis och egal ass, dat d'Feinpartikelen, déi mir hei verkafen, sech eréischt op där aner Säit vun der Musel op eemol erëmfinden oder opstauen, well mat deser Logik een dat jo och emgedréit ka gesinn. Mir hate jo eng Question parlementaire gestallt iwwert déi däitsch Kuelekraaftwierker, vun deene mir natierlech och Energie bezéien an déi eis eege Loft verpeschten. Dat ass jo och e Problem. Also ech mengen, do si mir natierlech déi, déi ugeschwat ginn, fir dat esou ze soen. Mä mir maachen dat och emgedréit mat anere Mëttelen. An dat ass de Problem.

Bon, vun deemem Protokoll si fënnf Stoffen be-
traff, déi schon ernimmt gi sinn. All déi Stoffen sinn nogewiesenerweis - awer wierklech nogewiesenerweis, do brauch ee keng weider Etüden ze maachen - schlecht fir d'Gesondheet, déi kënnen Krankheete vun den Otemweeër, kardiovaskulär Problemer oder Kriibs erviruffen. An et ass och scho gesot ginn, et sinn Zuele genannt ginn, wat dat fir en humane Käschtepunkt huet. Ech mengen, an Europa sinn et eng hallef Millioun Leit, déi pro Joer dorunner

stierwen. An zu Lëtzebuerg schwätze mer pro Joer vun 300 Doudesfäll.

An do stellt sech eng moralesch Fro: Wivill ass e Mënschleiwien u sech wäert? Well dorëms geet et iergendwéi. Sinn déi, déi den Tanktourismus zum Beispill verteidege wëllen an déi Recettë verteidege wëllen, bereet, datt een dofir och en humane Präis bezitt? Dat heescht, datt Leit, vläicht net all déi 300 pro Joer, mä datt e groussen Deel vun deene Leit stierft? Oder datt hir Gesondheet staark beanträchtegt gëtt? Iergendwéi monnyéiere mer do d'Gesondheet a Mënschleiwien. An dat ass eng Fro, mat där mer eis awer seriö mussen ausernee setzen.

Ech mengen, datt een déi net monnyéiere kann. Da kann een natierlech soen: „Mir brauchen déi Recetten awer.“ Bon, doriwwer léisst sech diskutéieren. Eischtens sinn et Recetten, well et gëtt jo déi Ewringmann-Etüd, déi vläicht perfectibel ass, ech weess dat net, mä déi op jiddwer Fall versicht, ze beleeden, an déi dat relativ gutt mécht, datt déi global Käschten u sech méi grouss si wéi d'Recetten, déi mer doräuser bezéien. Eischtens.

An zweetens, wier et emol net esou, hätte mer och e Gap an de Recetten direkt, ben, et ginn aner Recetten, déi méiglech sinn an déi vläicht méi gesond sinn an och méi sozial sinn. Et kann een d'Profitter méi besteieren an net manner, wéi dat elo gemaach gëtt. Et kann een d'Kapital méi besteieren. Et kann een déi Räich méi besteieren. Et kann een an engem wirklech eng Sozialpolitik maachen. An dat kann ee ganz einfach wettmaachen.

Zum Steierdumping, well dat ass jo eng Konsequenz vum Steierdumping. Mir wëllen déi Besteierunge vun den Entrepreneuren hunn. Da muss een d'Sue siche goen an da komme mer op esou Iddie wéi den Tanktourismus, well dat eis Suen erabréngt. Mä dat muss een awer ëmkippen. Steierdumping ass u sech schlecht vun engem soziale Point de vue, mä och schlecht fir d'Gesondheet.

Lëtzebuerg wäert elo, an dat begrëisse mer awer och, wann ech dat richtig verstane hunn, de Vendu mataberechnen. Wéi dat elo genau gemaach gëtt, ass nach net esou kloer, mengen ech. Oder vläicht awer - mä ech wäert déi Rechnung souwisou ni verstoen. Dat ass vill ze vill komplizéiert. Ech sinn e kleng Stater Deputéierten, kee Landdeputéierten, mä dat ass datselwecht. Mä op jidde Fall si mer der Meinung, datt dat déi richtig Richtung ass.

An dat ass ëmsou méi wichtig, wéi mer och an eng Antwort op eng Question parlementaire gewuer gi sinn, déi justement déi Hären Engel an Di Bartolomeo gestallt hunn, datt d'Differenz vum Sprittpräis mat den Nopeschlänner ëmmer méi grouss gëtt. An dat féiert dozou, datt eis Verantwortung an der Loftverschmutzung och méi grouss gëtt.

Et muss een awer och e bësse vu gewësse Reaktiounen ewechkommen. Zum Beispill ginn et jo och Plazen, wou d'Verschmutzung méi staark ass - ech soen zum Beispill Käerjeng - a wou duerno d'Resultat dat ass, datt een e Contournement baut. Dat heescht, fir dat e bëssen opzedeele an esou weider, baut ee weider Stroossen. Dat war op jidde Fall d'Begrënnung. Ech mengen, datt dat net dee richtige Wee ass.

Mä, Här President, zum Ofschloss wollt ech just soen: Mir kommen net derlaanscht, wa mer eng richtig ekologesch Transitioun wëllen, eis déi Fro ze stellen, datt se immens vill wäert kaschten, well een immens vill an den ëffentlechen Transport muss investéieren, well ee wirklech ganz staark an erneierbar Energie muss investéieren, wat net vun haut op muer geschéie wäert. An dat alles wäert immens vill kaschten. A mir kommen net derlaanscht, eis Wirtschaft ëmzeträppelen an d'Fro vun der Maximiséierung vum private Profitt och ze stellen, well déi zwou Saachen enk mateneen zesammenhängen.

Et ass d'Fro vun enger radikaler Ëmverdeelung vum Geld vun uewen no ënnen, déi sech stellt. Dat ass och eng ekologesch Fuerderung, déi zënter dem Ufank vun der politescher Ekologie ëmmer gestallt gouf, hautzedaags leider manner oft, mä ech mengen, mir mussen erëm dozou kommen.

Dofir, Här President, wäerte mir trotzdem dës Projet de loi, dat kënnt Der lech virstellen, genausou wéi an der Kommissioun matdroen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Da wär et um honorabelen

Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat doten ass en Thema, wou keen d'Aen zoumaachen däerf, keen ewechkucke kann, well gehandelt muss ginn. Et ass eng global Bedroung vun eiser Zäit an, wéi richtig erwäant, mécht et net virun de Grenzen halt. Mir si warscheinlech déi lescht Generatioun, déi elo do nach eppes op d'Schinne bréngen kann, fir dass d'Situatioun sech net verschlëmmere wäert.

Dofir wëlle mir Piraten och emol eng Kéier d'Madamm Dieschbourg luewen, well op ville Punkte si mer mat hir enger Meinung, wat d'Ëmweltpolitik ubelaangt. A mir mussen och soen: Hiert Engagement an Europa ass richtig a wichtig.

► **Une voix.** - Hei zu Lëtzebuerg!

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - An an Europa. Also ech muss awer och luewen, dass d'Madamm Dieschbourg och an Europa oft gutt Positionen, wat d'Ëmwelt betrëfft, vertrueden huet.

Schlëmm fanne mir awer, dass mer an Europa nach ëmmer net esou wäit sinn, dass mer eng wirklech kohärent Ëmweltpolitik hätten. Esou kommen dann emol einfach Nouvelles, dass Polen elo erëm decidéiert huet, nei Kuelkraaftwierker ze féieren. Och dat mécht net op der Grenz halt. Och déi Loft kënnt bis bei eis.

Et ass immens wichtig, dass d'EU vill méi Ambitioune kritt an der Ëmweltpolitik, wéi dat am Moment de Fall ass. Also et muss méi an d'Energieeffizienz investéiert ginn an d'Produkte mussen vill méi kloer gekennzeechent ginn.

Kanner, déi protestéieren, déi erwaarde vun eis Politiker kloer Léisungen, net iwwermuer an net muer, mä am léifste scho gëschter.

Net averstane si mer awer da mat der Regierung, wat d'Elektroprimmen ubelaangt. Mir sinn averstane, dass een Elektroautoe ervirhiewen soll a finanziell Ureizer schafen. Woumat mer awer net averstane sinn, ass, dass ënnert déi Primm och déi nei grouss Fënnel-Meter-SUVE mat véier mol véier gefall sinn, déi en Energiebilan hunn, wou een esou zimlech 200.000 Kilometer muss fueren, bis dat en Diesel géif toppen, wat d'Bilanz ubelaangt. An trotzdem kritt een awer do 5.000 Euro nogehait. Natierlech sinn dat och Autoen, déi iwwer 100.000 Euro kaschten. Do deet dat net esou vill wéi bei deene klengen. Mä trotzdem hätte mer eis gewünscht, dass do an der Ëmweltpolitik awer och e bësse méi drop opgepasst gi wär, wat déi Autoen herno en Energie verbrauchen.

Wou mer scho beim Autosverkéier sinn, do vriede mir nach ëmmer d'Meenung, dass d'Autosteier soll ofgeschaaft ginn an een eng CO₂-Steier schaaft, fir dass et en Ureiz gëtt, dass Autoen, déi hei am Land fueren, méi propper sinn.

D'Camionsflotte mussen fir d'Zukunft ëmgerüst ginn. Et ass richtig ugeklongen, dass d'Camione mat dee gréisste Verpeschter vun der Natur sinn. An deementspriedend ginn et do ganz vill nei Moyenen, och iwwer d'automatiséiert Fueren, wou ee kann den CO₂ kräfteg erfrosetzen.

De gratis ëffentlechen Transport, wéi mir en zënter Jore gefuerdert hunn, wäert Lëtzebuerg elo hëllef, seng Emissiounswäerter anzehalen. Am Alldag kann och jiddweree mathëllef. Et ass net nëmme d'Politik selwer, mä och all Bierger dobausse ka mathëllef, fir d'Emissiounswäerter erfrozesetzen. Dat fänkt heiansdo ganz banal u mam Reduzéiere vum Offall oder wann een eng Kéier Offall huet, vläicht mat verschiddene Produiten einfach en Upcycling ze maachen. Dann digital statt Pabeier.

Et ass och virdrun ugeklongen, d'Home-Officen ze stäerken, fir net mussen all Kéiers an de Büro ze fueren. Da méi nohalteg Liewensmëttel, regional a saisonal, fir dass een an der Agrarpolitik och Ureizer schaaft, fir dass d'Ammoniakwäerter erfrogin. Manner Liewensmëttel ewechgehien. Mir hunn déi Propos gemaach, dass d'Supermarchéen e Virdeel solle kréien, wa se Liewensmëttel nach eng Kéier kënnen verwende kuerz virum Datum, wou se oflafen, an dës net einfach ewechgehait ginn. Dat ass eng Riseverschwendung vun Energie.

Da sinn och eis Gemenge gefuerdert. D'Gemenge missten higoen a méi effektiv Stroosseleuchten installéieren. Et ass virdrun och ugeklongen, d'Heizungskäschten (veuillez lire: Et ass virdrun och vun den Heizkäschte geschwat ginn), dat betrëfft d'Privatleit, mä et sinn awer och verschidde Gemengen, déi emol eng Kéier kéinte kucken, wou se nach eng Heizungs- oder eng Energiebilanz verbessere kënnen.

Eis ass wichtig, dass net eleng den Autofuerer un de Pranger gestallt gëtt, mä dass eng Variatioun vu Léisunge kënnt, déi mussen getraff ginn.

Dofir wäerte mir och dësem Projet zoustëmmen an och mir vriede weiderhin a fir d'Reduktioun vun den Emissiounen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Erlaabt mer, zum Schluss vun dëser ganz interessanter Debatt op e puer Punkten anzugehen, déi mengen ech, an en anert Liicht mussen geréckelt ginn, déi mech awer e bëssen interpelléieren! An dofir erlaabt mer, e puer Wuert dann dozou ze soen!

Ech mengen, de Rapporteur ass a senger Ausféierung besonnesch op d'gesondheetlech Schied agaan a wéi sensibel insbesondere d'Kanner sinn op Ofgasen. An en huet de Wäert genannt, dass ganz kleng Kanner 40-mol ootmen an der Minutt. Mir Erwuessener si bei 12 bis 18. A viles leeft och am internationale Kontext iwwer Grenzwäerter.

A gëschter Owend war um zweeten Däitschen, mengen ech, och eng Debatt iwwer d'Grenzwäerter. Do war eng Wëssenschaftlerin derbäi, déi grad iwwer déi Grenzwäerter geschwat huet. An et ginn u sech keng Grenzwäerter als solches. Déi Grenzwäerter, déi mir haut hunn, déi 40 Mikrogramm fir den No_x, déi mer hunn, sinn eng Abwägung. Et ass natierlech eng Abwägung tëschent deene Komponenten, déi mer kennen, den Här Engel huet et gesot, vun der Nohaltegkeet, tëschent dem wirtschaftlechen, dem Ëmwelttechnologeschen an dem gesondheetstechnologeschen.

Et ass eng Abwägung, fir zu Grenzwäerter ze kommen. U sech ass dee Grenzwäert vill ze héich par rapport zu de gesondheetleche Schied vun eise Kanner. An déi Abwägung gesi mer grad an deene Länner, déi ganz ofhängeg si vun enger Technologie, wéi den däitsche Marché oder d'däitsch Industrie oder Däitschland am Ganzen. Do ass eng Autoindustrie, wou e Schulterschluss natierlech gemaach gëtt vu sämtlechen Akteuren. An dat geet leider och iwwer d'Politik. Dat sinn d'Gewerkschaften, dat ass d'Industrie an zum Schluss den Individualist, dee säin Auto natierlech an de Vierdergrond stellt.

Dieselwecht Diskussioun kenne mer, wa mer bei eis franséisch Kollegee ginn a mir schwätzen do iwwer Atomenergie. Wa mer a Frankräich iwwer Atomenergie wëlle schwätzen an iwwer d'Geforen, déi insbesondere e Land wéi Lëtzebuerg huet vis-à-vis vu Cattenom, dann ass deeselwechte Schulterschluss do. Dat heescht, de Schulterschluss vu Gewerkschaft, Industrie, Politik, fir eben ze soen, dass et net gutt ass.

Dofir, déi Grenzwäerter sollten esou minimal si wéi méiglech. Ech sinn e bësse geschidegt an där ganzer Grenzwäertdebatt, well ech a menger fréierer Funktioun zu Réimech jo och eng Moosstell agefouert hunn op engem sougenannten Hotspot, wou mer wäit iwwer deem virgenannte Wäert sinn, wou et natierlech och eng moralesch Verantwortung war vun de Politiker, déi all Dag awer och do Kanner gesinn, déi do déi Strooss op- an ofginn. Dat ass déi sougenannten Enzergaass, wou all Dag 17.000 Beweunge pro Dag aus dem Saarland eriwuer a Lëtzebuerg kommen.

An dat ass eng grouss moralesch Verantwortung fir eis Politiker. An dofir mussen mer alles maachen, fir dass mer déi schützen, déi am vulnerabelste sinn, an dat si fir mech eben hei och d'Kanner.

An dat ass eben déi Fräiheet, déi mer jo hunn als Erwuessen. Mä mir mat eiser Fräiheet, fir all Dag mat eisem SUV da vläicht ze fueren, schränke mer engem aneren d'Fräiheet vum Weiderliewen an. An ech mengen, déi Abwägung hu mir heibannen, déi Responsabilitéit ze maachen. An dofir ass et wichtig, dass eischtens um europäesche Plang Rumme gestallt ginn, e Kader gesat gëtt. Dofir si mir an der Verantwortung hei an der Chamber, dass och déi Lëtzebuurger Rummen esou gestallt ginn, dass mer dat och kënnen novollzéien.

Et ass och net eleng den Individualtransport, deen alles verschëllt. An ech mengen, mir ha-

ten an der Kommissioun eng Tabell ausgedeeelt kritt, wou sämtlech Wäerter opgedeeelt ginn, an ech huelen nëmme de Schwiefel. Fir de Schwiefel ass haut nach d'Industrie zu 95 % verantwortlech.

Dir kënnt lech och erënneren un déi Debatt iwwer de saueren Reen, wou gesot gouf: Panik, Panik, Panik. Jo, et war eng Panik. Gitt an Ost-däitschland kucken, wat do geschitt war, wéi d'Bëscher deemools do ausgesinn hunn, well natierlech d'Technologie net um Point war, well mer net déi néideg Ofgastechnologien hatten an déi Entschwiefelungsanlagen absolut net fonctionnéiert hunn. Et huet zwar och zu dramatesche Konsequenze gefouert, dat ass déi sozial Komponent, dass no der Wend viles futtigaangen ass vun industrieller Aktivitéit, dass doduerch natierlech och et zu enger Minderung komm ass vun de Schadstoffe, mä awer och den technologeschen Asaz ass dee wichtigsten, dee se maachen.

A wann d'Politik déi virsetzt, da kënnt d'Industrie no, an dat gesi mer duerch déi eenzel Euro-normen, déi mer hunn, a wann Der kuckt, dass déi nei Technologie vun Autoen dat mëttlerweil awer och kann erreechen.

Wann ech d'Stéckoxider och nach kucken, do ass och d'Industrie zu 17 % verantwortlech. Mä do ass de gréissten Undeel den Auto oder den Transport am Allgemengen, 60 %. A wann een dann an déi eenzel Diagrammer och erëm kuckt, da musst Der déi och virun Aen halen. Et ass net nëmme den Auto, et ass och de Camion, et sinn och d'Heizungen doheem, et ass och d'Pollution de fond, déi vun engem Schëff, mag sinn, ka kommen. De Virdeel awer, firwat d'Schëffer net déi Auswirkung op der Musel hu par rapport zu deenen Uertschaften, déi laanscht d'Musel sinn, ass, well mir 85 % vun der Zäit Ostwand hunn, soudass mer Gott sei Dank diffuséieren.

De Problem bleift awer och do nach gestallt an et ass net en eenzelne Problem, et sinn der ganz vill. An et ass dofir, wou mer déi Grenzwäerter systematesch mussen erneieren, dass Technologien kënnen nokommen. An déi kommen och no, abordabel fir jiddwereen. An et sinn déi puer Punkten, déi ech wëll hei erabréngen. Dat ass keng Ideologie, dat ass eng Gesondheitsfro, ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ... an insbesondere déi vis-à-vis vun eisen nokommende Generatiounen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kox. D'Regierung huet d'Wuert. Ech ginn d'Wuert un d'Ëmweltministesch Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéierten, ech freeë mech immens iwwer déi grouss Zoustëmmung hei am Raum. Dat weist, datt mir als Politiker wirklech Responsabilitéit huolen, wann et drëm geet, d'Gesondheet ze schützen, d'Ëmwelt ze schützen a künftege Generatiounen och d'Chancen ze ginn, esou wéi mir se haut och hunn, op eng propper Ëmwelt, op eng gutt Loft.

Ech wëll och als Alleréisch dem François Benoy e grouse Merci soe fir dee wirklech vollständene schrëftlechen a mëndleche Rapport. An och, datt en dat Ganzt an e Gesamtkontext, mengen ech, gutt geframed huet am Ufank, dat ass ganz wichtig fir gutt a konstruktiv Diskussiounen hei. An ech freeë mech eben och iwwer déi gutt a laang Exposéen zur Loftqualitéit vun deenen aneren Deputéierten, déi hei intervenéiert sinn.

Villes, an dat ass och ugeklongen, wat mer am Beräich Loftqualitéit maachen, dat ass och gutt fir Klimaschutz. Dofir sinn d'Mesuren, déi mer maachen, och net vuneneen ze trennen an dofir huet een hei deelweis Win-win-Situatiounen. An ech wëll awer elo vun dëser Geleehheet profitéieren, fir op e puer Froen anzugehen, déi hei gestallt goufen.

Jo, mir stëmmen haut just iwwer den Amendement zum Göteborg-Protokoll of, wou mer u sech d'Aktualiséierung vum Etappenziel 2020 virhuelen, plus eben d'Feinpartikelen, „black



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

carbon", also d'Rußpartikel, déi dee Lien zum Klima nach méi däitlech maachen, wou mer dat uginn.

A jo, mir hunn och hei schon europäesch Legislatiounen, wou mir als Lëtzebuerg ëmmer mat Ambitiounen eragaange sinn, wou et awer och ganz kloer, an do ginn ech op d'Fro vum Här Galles, awer och vum Här Kartheiser an, Berechnungsmethode goufen.

D'Kommissioun huet ursprénglech e Virschlag gemaach, wéi vill pro Land soll reduzéiert ginn an der NEC-Direktiv bis 2030. Pro Land krute mer dunn ... U sech, mir hunn ugefaange mat 75 % Reduktioun bis 85 %. Mir sinn herno bei 83 % gelant. Dat ware laang Negociatiounen tëschent 2013 bis 2016, wou mer da fäerdeg waren. An ech menge perséinlech, datt e Virreider ze sinn am Ëmweltberäich, e Virreider fir eng gutt Gesondheet, datt dat ëmmer e Virdeel ass, an zwar fir jiddereen. A mir schaffe jo als Politiker fir all eis Bierger a ganz besonnesch fir déi schwächsten, ganz besonnesch fir eis Kanner.

D'Basis vun der Berechnung gouf vun der Kommissioun gemaach, fir all Land also d'selwecht. An et ass eng Basis, déi op Energieprojektiounen baséiert um Verkef, awer och op der Evolutioun vun Technologien. Den Henri Kox hat elo just d'Euronormen erwähnt. An et sinn ebe grad déi Euronormen, Katalysatoren an esou, de Virsprong un Technologie, deen eis och erlaabt, Reduktiounen ze maachen. A mir haten an de Kommissiounssëtzunge jo ganz vill Zäit hei an der Chamber, lech och ze weisen, wivill do scho Verbesserungen an deene leschte Jore gemaach goufen.

Also keng Ideologie, mä Berechnungen, wat méiglech ass, a gutt Ziler sech setzen, fir gutt a responsabel Entscheedungen ze treffen.

Och wëll ech dem Här Wagner äntweren: Jo, et gëtt kloer Berechnungsmethoden an et gëtt och vun der Kommissioun e Guidance-Dokument, wat fir jiddereen d'selwecht ass. Domadder kennen natierlech d'Experte sech besser aus wéi mir als Politiker. Mä mir verhandelen dat a mir kucken och ëmmer, dass mer déi beschtméiglech Informatiounen fir eis Experte kréien, deenen ech wëll expressement eng Kéier wierklech Merci soen - de Mataarbechter aus dem Ministère sëtzt douewen. Si erklären eis dat och ëmmer a mir kommen och all Zäit, an dat hat ech och an der Kommissioun gesot, gären zréck, fir lech dat nach eng Kéier ze erklären.

Da kommen ech op den Ammoniak ze schwätzen. Et war näamlech esou, et ass gesot gi vum Här Galles, mir hu genau zwee Elementer, déi méi schwierig sinn. Dat ass eng Kéier d'Emis-sioun am Ammoniak, wou mer jo 22 % reduzéiere wäerten.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Minister, sidd Der d'accord, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Jo.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Madamm Minister. Ech wollt just froen, déi Propositiounen vun der Kommissioun, kënne mer do eng Kéier déi Kritäre kréien, déi se lech proposéiert hunn? A war bei deene Kritären de Produit intérieur brut op de Kapp vun der Bevölkerung, war deen do mat dran?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Ma ech hu kee Problem, och an der Kommissioun dat nach eng Kéier ze beschwätzen. Ech muss lech awer soen, Här Kartheiser, ech hat mech immens gefreet, dass mer haut op de Wee gaange sinn, datt jiddereen gesot

huet: „Kommt, mir schwätzen net méi éiweg laang iwwer Berechnungsmethoden, kommt, mir ginn de Problem un!“ Wéi gesot, ech komme gär nach eng Kéier zréck.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Elo kommen ech op den Ammoniak ze schwätzen, ee vun deenen zwee Beräicher, wou mer jo nach vill Efforte mussen maachen, an dat zesumme mam Secteur. An do hate mer an der leschter Legislaturperiode zesumme mat eiser Landwirtschaft a mat der Kommissioun ee Clean Air Dialogue 2017, wou mer all Akteuren agelueden hunn. Mir hunn zanterhier Aarbechtsgruppe mat der Landwirtschaft, déi sech ëmmer erëm gesinn, soudass mer feststellen, dass mer duerch technesch Machbarkeet, duerch Innovatiounen awer eben och duerch konkret Mesuren a grad an deem Beräich wäerten à même sinn.

Ech wëll awer hei och nach eng Kéier betounen - dat wat an eisen Diskussiounen schon eng Kéier erauskomm ass -, dass mer awer parallel mussen oppassen, wa mer e Beräich hu wéi den Ammoniak, wou elo eng Firma, déi op Lëtzebuerg sollt kommen, wann déi bis zu 5 % méi Ammoniak ausstoussé géif, dass mer och d'Ko-härenz vun de Politicken iwwert deen een Haapt-secteur an deem Beräich eraus mussen kucken.

Komme mer dann zu de Stéckoxiden, dem Lien mam Klimaschutz: 60 % vun de Stéckoxide kommen aus dem Transport; am Klimaberäich: 64 % vun den CO₂-Emissiounen kommen aus dem Beräich vum Transport. Dat ass also ee vun deene wierklech grouse Beräicher, wou mer müssen, an dat hu se alleguer gesot hei op der Bün, konkret Mesurë maachen, sief et am Beräich Reduktioun, aner Mobilitéit, Elektromobilitéit.

Ech mengen, dass hei scho ganz vill Mesurë gesot goufen, wéi den öffentlechen Transport, dee gratis gëtt, wéi awer och eben déi grousse Investitiounen an deene leschte Joren, wou zwee Drëttel vun den öffentleche Gelder wierklech haut an d'Schinn, an den Tram an op de Vélo ginn. An ech mengen dat, wou mer am meeschte kënne maachen, ass wierklech, wa mer eis Gewunnechten iwwerdenken, landesplaneresch virginn, fir dass mer eben net méi all Meter mussen mam Auto fueren. A wa mer dann awer mam Auto fueren, da soll deen natierlech esou propper wéi nëmme méiglech sinn.

An ech kann lech soen, ech war dës Woch nach op der Aalto-Universität a Finnland, wou ee vun de Fokuspunkten, déi mer haten, eben de Recycling vun deene Batterien ass, dass mer do an eng Kreeslafwirtschaft kommen. A Lëtzebuerg huet sech ëmmer, wann et ëm Elektromobilitéit geet, an Europa a mat Europa, derfir agesat, dass hei wierklech, wann Elektromobilitéit, dann och d'Méischerechter solle garantéiert ginn. Dat ass nach e Stéck Aarbecht, mä mir wäerten och dohinner kommen.

Wat de Fluchhafen ugeet, do schwätze mer vun 0,56 Kilotonnen an do si mer amgaangen, eng Etüd ze maachen, zesumme mam LIST, iwwert d'Loftqualitéit grad am Beräich vum Fluchhafen, well mer do nach wëllen eis Donnéeë verbesseren.

D'Schëfffaart, och dat hu mer gekuckt, dat sinn 0,01 Kilotonnen. Mä, wéi och vum Här Engel a senger Ried gesot, et gëllt, an all Beräich ze schaffen. All Beräich heescht och, dass mer zum Beispill net nëmme en obligatoreschen Heizungscheck hunn, mä dass mer am Moment amgaange sinn, mam Secteur ze kucken, en neie Flyer erauszubringen, fir eben ze sensibiliséieren.

Ech géif och vläicht nach eng Kéier der Chamber matdeelen: Mir hunn am Juni 2017 e ganze

Mesurëpak, e Programme national de qualité de l'air, eppes wat wesentlech méi ass, wéi dat zu deem Moment gefuerdert vun der Kommissioun war, mat op de Wee ginn. Mir hunn dat duerch de Regierungrot geholl, zesumme mam Loftqualitéitsplang fir d'Stad Lëtzebuerg. Dat war eng Obligatioun, well mer an der Stad Lëtzebuerg iwwert d'Grenzwäerter eraus waren.

Mir hunn e ganze Mesurëpak, an dee steet um Internet op emwelt.lu, deen ass am Juni 2017 virgestallt ginn in Ganze. An dat wär vläicht och fir déi kommend Diskussiounen, déi mer hu mat deem neie Programm, dee mer laut der neier NEC-Direktiv, déi iwwer Reglement ëmgesat ginn ass, datt mer do als Virbereedung eis deen nach eng Kéier ukucken. A mir wäerten en Draft preparéieren, en offiziellen, bis Enn Mäerz - dat hat den Här Hahn gesot -, an da wäerte mer deen zesummen diskutéieren. Dat ass en Draft an dee gëtt dann herno, no den Diskussiounen mam Public, natierlech och vervollstännegt.

Ech wëll awer net verpassen, ech notzen d'Geleeënheet nach eng Kéier, hei op dräi, véier Mesuren anzegoen, déi an deene leschte Jore komm sinn an déi schon an deem Programm konkret drastinn.

Eng Mesure, fir déi ech de Gemengeresponsabele e grouse Merci wëll soen - och deenen, déi hei sinn -, ass déi, dass mer am Klimapak e ganze Volet Loftqualitéit agefüügt hunn, wou an deene leschte Joren ewell ugefaange ginn ass, Moosstatiounen iwwert d'ganz Land opzebauen. An iwwer 30 Gemenge sinn op d'mannst op 75 Plaze Moossunge gemaach ginn, fir e geneet d'Bild iwwert d'Loftqualitéit hei zu Lëtzebuerg ze kréien. Genee dat ass dat, wat mer mussen maachen: d'Donnéeeë richteg erhiewen, fir ze wëssen, wou mer mussen konkret aktiv ginn, well et geet ëm d'Gesondheet vun de Bierger.

Do wëll ech de Gemengeresponsabele Merci soen. An déi kréie jo och eng Ënnerstützung vun eis iwwert de Klimapak. Et ass genau dat elo gemaach ginn. Zousätzlech zu deenen dote Moossungen hu mer awer aktuell och eef Plazen, wou mer eis Donnéeën erhiewen. An dat brauche mer jo, och fir eis Programmer auszugestalten.

Well déi Donnéeën Ëmweltdonnéee sinn, ass et eis awer och besonnesch wichteg, dass net nëmme mir d'Donnéee hunn, mä dass déi och transparent sinn. Mir hunn eng Publikatioun doriwier gemaach. A mir hunn eng nei Loftqualitéitsapp dat lescht Joer virgestallt, wou jiddereen op sengem Handy ka kucken, wéi d'Loftqualitéit bei him ass. An ech mengen, dat ass e flotten Outil, well Loftqualitéit eppes ass, wat d'Leit immens vill interesséiert. An dofir hu mer och hei d'Virdeeler vun der digitaler Gesellschaft genotzt an esou eng App hei agefouert.

Dat sinn e puer konkret Beispiller, wat mer gemaach hunn. Déi vollstänneg Lëscht vun de Mesuren iwwert den Transport, mat der Zesummenaarbecht mat der Industrie, wou och déi neisten Technologien ugewannt ginn, mat der Ökonomie, wou Beispiller wéi en Heizungscheck elo genannt goufen, déi dann d'Kamäiner uginn, iwwert de Volet vun der Sensibiliséierung, kënnt Der ganz gären an deem Mesurëkatalog kucken. Dee gëtt konkret net nëmme entwéckelt, mä och ëmgesat.

Mir hoffen natierlech op eng flott Zesummenaarbecht an deem Dossier mat der Chamber, wa mer elo bis deen neie Programm op d'Bee gestallt hunn.

E grouse Merci fir déi grousse Ënnerstützung an deem Fall!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Ëmweltministesch. Den Här Galles huet nach eng Fro.

► **M. Paul Galles (CSV).**- Villmools Merci, Madamm Ministesch. Ech hat lech jo e puer Froen gestallt, an ech wëll just nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen. Dir hutt der eng Rei beäntwert. Et bliwen der awer nach zwou op, wann ech elo richteg gekuckt hunn. Ech hu probéiert, et ëmmer iwwerall ze checken.

Déi eng Fro ass awer trotzdeem eng ganz wesentlech. Dat ass déi, ob Der schon eng Iddi hutt, wéi Der gedenkt ëmzegoe mam Diesel. Dat ass jo déi Fro, déi am Moment awer ganz vill Diskussioun ervirriff, an och ganz vill Veronsécherung, a wou och scho Leit e Choix maachen a wou sech déi Fro ebe stellt, ob dee Choix elo richteg ass oder net. Dat ass déi eng Fro.

An déi aner Fro, dat sinn d'Schëffer ënner Lëtzebuenger Fändel. Ech weess, dass déi elo hei zu Lëtzebuerg keng Loftverschmutzung verursachen. Mä wa mer scho vu Moral a vu Verantwortung schwätzen, dann hu mer jo trotzdeem och eng Verantwortung fir de Schëffver-

kéier ënner eisem Fändel. An en plus gëtt jo awer gesot, dass grad de Schëffverkéier op de grouse Mierer en onheemlech grouse Pourcentage vum Gesamtproblem ass. Dofir, mengen ech, dierfte mer dee ganze Package, dee ganze Problem net betruuchten, ouni déi Fro awer ze betruuchten.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Ëmweltministesch huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Villmools Merci nach eng Kéier fir déi pertinent Froen. Ech hat gemengt, ech hätt am Beräich Transport an am Beräich Diesel u sech eng Äntwert ginn, andeems ech versicht hat, e bëssen ze resuméieren, wat och hei gesot gouf: Eng Reduktioun vun dem Trafic a vun den Autoen ass op jidde Fall dat, wat eis am schnellste fir de Klimaschutz an d'Loftqualitéit hëlleft.

A wat d'Dieselen ugeet, do ass et natierlech esou, dass op där enger Säit déi beschten Technologien, och déi Normen, déi an Europa gesat ginn, dass do och iwwerhaupt déi beschten Technologien esou ëmgesat ginn, an net eng Autosindustrie beduckt, wann et ëm Emissiounen geet.

An do gëllt et natierlech esou, dass mer och müssen d'Leit begleeden. An dofir war eng éischt Mesure fir op eng aner Mobilitéit. Wa mer da vun Individualverkéier schwätzen, war eng éischt Mesure vun deser Regierung, dass mer souwuel d'Elektroautoe wéi awer och d'Elektrovéloen an och déi normal Véloen, déi net mat Elektresch sinn, ënnerstëtzen, fir no an no fortzekommen. Dat muss een als Transitioun gesinn.

Mir sinn eben hei zu Lëtzebuerg bis ewell an deem favorabele Fall, dass mer eben net an esou Senke sinn an dass mer déi Grenzwäerter net iwwerschreiden. Dofir wäert eng Transitioun iwwert déi nächst Joren mat enger Reduktioun vun Diesel natierlech d'Zil sinn, dat souwuel fir d'Loftqualitéit wéi awer och fir de Klimaschutz.

An natierlech muss den Transport, an dat an alle Beräicher, souwuel wat eis Fligieren ugeet wéi awer och d'Schëffer, méi propper ginn. An dofir hu mer eis souwuel an der EU wéi awer och international, an dat souwuel am Beräich Loftqualitéit wéi awer am Beräich Klima, ëmmer derfir agesat, dass do d'Standarden erhéicht ginn. An do wëlle mer natierlech keng Ausnam maachen, wann et ëm eis geet. Ech hunn elo gekuckt, wat hei de Schëffverkéier ausmécht. Dir entschëllegt mech dann, wann ech déi Fro sollt falsch verstanen hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gilles Roth huet nach d'Wuert gefrot a kritt et och.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här Président. Am Kontext zum Diesel hätt ech eng Fro un d'Ministesch. Den Här Bausch, deen hat virun engem Mount, mengen ech, de Leit gesot: „Kaaft keen Diesel!“ Géift Dir dat dann och ënnersträchen oder net?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Ministesch.

► **Une voix.**- Kaaft keen SUV!

(Interruptions diverses)

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Ech mengen, dass een, wann een esou eng grousse Investitioun mécht, an en Auto ass eng grousse Investitioun, do sollt ee sech ëmmer dat kafen, wat ee mengt, wat am zukunftsfaegsten oder am innovativste wär. Ech ganz perséinlech sinn der Meinung, dass mer wierklech mussen fort vum Diesel hin zu anere Mobilitéiten. D'Fro ass jo, ob der iwwerhaupt en Auto musst kafen oder op den Elektrovélo oder op de Vélo gitt.

(Brouhaha général et hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Fernand Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Madamm ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Wann den Här Roth ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wéi ass d'Madamm Minister de Mëtten heihinnerkomm?



(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- D'Madamm Minister wëllt nach eppes soen.

(Interruptions)

Ech wëll vläicht d'Madamm Minister auschwätze loosser, ier ech meng Fro stellen. Ech mengen, si wollt nach eppes äntweren elo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, se wollt eis soen, wéi se heihinnerkomm ass.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Neen, ech wollt nach eppes äntweren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, et wor den Här Galle virdrun, deen a sengem Exposé awer drop agaangen ass, datt de Bensinnmotor nun eemol méi en héije Kuelendioxidausstouss huet wéi den Dieselmotor. Wann ech dann elo d'Evolution kucke mat der Norm 6 am Diesel an deenen neien Dieselnormen, déi da vun 2021 u gëllen, da muss ee feststellen, datt souwuel bei de Stéckstoffoxide wéi och bei dem rengen Stéck praktesch keen Ennerscheed méi besteet téschent dem Bensinner an dem Diesel, soudatt eigentlech déi gesamt Ëmweltbilanz éischer a Richtung positiv fir den Diesel geet, ebe well d'Kuelendioxidemissioun vum Bensinner méi héich sinn.

Dofir froen ech mech, eng Regierung, wéi gesot, déi esou eng Campagne géint den Diesel

féiert, wou Ministere soen: „Kaaft keen Diesel!“, wou och gesot gëtt: „Kaaft elektresch!“, mat all deenen Nodeeler, déi mer virdrun beschwat haten, éischens dem Lithiumverbrauch, de Problemer mam Kobalt, deene moralesche Problemer mam Kobalt, dem Problem vun de sielenen Aerden, da froen ech mech: Wou ass eigentlech d'Ratio vun der Politik, ...

(Interruptions)

... wou an der Politik vun der Regierung, fir esou Recommandatiounen ze maachen? Wou ass do d'Ratio? Wou ass do d'Logik, souwuel fir d'Ëmwelt wéi och fir d'Verkéierslogik an eng Optimiséierung vum Verkéiersfloss? Dat ass fir mech net novollzéibar.

Ech wier also frou, wann d'Madamm Minister eis nach eng Kéier kéint erklären, au vu vun all deenen techneschen Evolutiounen, firwat d'Regierung esou géint den Diesel ass, wéi se et ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech ginn d'Wuert erëm weider un d'Madamm Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Well ech genau esou eng Diskussioun scho vermut hat, hunn ech versicht, a menger Äntwert net en einfache Jo ze soen, mir wéilte fort vun enger Technologie, mä gesot: Kommt, mer versichen dat Modernst ze huelen! A ce stade ass dat Probabelst an dat Modernst éischer den Elektroauto. A well déi Diskussioun an déi Richtung gaangen ass, hunn ech eben och nach versicht, aner Alternative wéi Vëloen ze ernimmen oder eben och den öffentlichechen Transport.

Ech mengen, dass et awer ganz normal ass, datt een an der Politik versicht, d'Leit ze guidéieren an de Beräich vun engem méi nohaltegen a méi klimafreundlechen Transport. An dat versiche mir als Regierung duerch de ganz konkreten Invest, deen d'ailleurs nach ni esou héich war, an d'öffentlech Mobilitéit an an d'duuss Mobilitéit.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7368. Den Text steet am Document parlementaire 7368⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7368 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7368 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7368 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz (par M. Marc Lies),

Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Emile Eicher) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 12., 13. a 14. März virgesinn. Wéi gewinnt geet, fir dës Sëtzunge virzebereeden, déi legislativ Aarbecht an de Kommissiounen virun.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.07 heures.)

Sommaire des séances publiques n^{os} 7, 8, 9 et 10

7^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 73
Communications	p. 73-74
7392 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif	p. 74
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 74
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 74
Ordre du jour	p. 74
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n° 11 du 29 janvier 2019 de M. Marco Schank relative à la situation de parking et de stationnement à la gare d'Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 74
- Question n° 12 du 28 janvier 2019 de M. Gusty Graas relative au traité sur le contrôle des forces de portée nucléaire (FNI), adressée à M. le Ministre de la Défense	p. 74-75
- Question n° 13 du 29 janvier 2019 de M. Sven Clement relative aux logements sociaux, adressée à Mme la Ministre du Logement	p. 75
- Question n° 14 du 28 janvier 2019 de M. Dan Biancalana relative aux droits de l'enfant et le monde du sport, adressée à M. le Ministre des Sports	p. 75
- Question n° 15 du 29 janvier 2019 de M. David Wagner relative à l'impact du Brexit sur les prix du marché immobilier, adressée à Mme la Ministre du Logement	p. 75-76
- Question n° 16 du 29 janvier 2019 de M. Carlo Back relative à la sécurité routière, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 76
- Question n° 17 du 29 janvier 2019 de M. Claude Wiseler relative aux capacités de stockage de pétrole, adressée à M. le Ministre de l'Énergie	p. 76
- Question n° 18 du 28 janvier 2019 de M. Max Hahn relative à la non-éligibilité des trottinettes électroniques pour les primes pour l'électromobilité, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	p. 76
- Question n° 19 du 29 janvier 2019 de M. Gast Gibéryen relative à l'unanimité dans le domaine fiscal au sein de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 76-77
- Question n° 20 du 28 janvier 2019 de M. Marc Angel relative à l'opération navale Sophia, adressée à M. le Ministre de la Défense	p. 77
- Question n° 21 du 29 janvier 2019 de M. Félix Eischen relative au projet de construction de la SNHBM, nommé Elmen, à Olm, adressée à Mme la Ministre du Logement	p. 77-78
- Question n° 22 du 28 janvier 2019 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre de personnes souffrant de la grippe, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 78
- Question n° 23 du 29 janvier 2019 de M. Franz Fayot relative à l'« Autofestival », adressée à M. le Ministre de l'Énergie	p. 78
- Question n° 24 du 29 janvier 2019 de M. Franz Fayot relative aux normes de l'OMS concernant les émissions de particules fines et d'oxydes d'azote, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 78
Question élargie n° 1 de M. Marco Schank relative aux certificats de performance énergétique	p. 78-79
Question élargie n° 2 de Mme Martine Hansen relative aux accidents routiers impliquant une collision avec un arbre	p. 79-80
Question élargie n° 3 de M. Marco Schank relative à la gratuité des transports publics prévue pour 2020	p. 80-82
7243 - Projet de loi	
a) fixant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure ;	
b) modifiant la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation ; et	
c) modifiant la loi du 23 décembre 2016 concernant la gestion du domaine public fluvial	p. 82

7248 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois	p. 83-84
7384 - Proposition de loi portant modification du chapitre IX relatif au financement des campagnes électorales de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 84-85
7385 - Projet de loi portant modification de l'article 295 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 85-86
8^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 86
Changement de composition d'une commission parlementaire	p. 86
Désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques	p. 86-87
Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement	p. 87
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du bilan et des perspectives du space mining	p. 87-90
Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du risque de pauvreté des jeunes au Luxembourg	p. 90-94
9^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 95
Communications	p. 95
Ordre du jour	p. 95
Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth	p. 95-96
7397 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État	p. 96-102
7367 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et 2° de la loi du 1 ^{er} août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique	p. 102-103
10^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 104
Hommage aux victimes d'une explosion au dépôt de munitions du camp militaire à Waldhof	p. 104
7333 - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017	p. 104-106
7363 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 1 ^{er} août 2001 concernant la circulation de titres	p. 106-108
7223 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale	p. 108-111
7288 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures	p. 111-112
7368 - Projet de loi portant approbation des amendements au Protocole de 1999 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, à ses annexes II à IX et portant ajout de nouvelles annexes X et XI, adoptés par la décision 2012/2 du 4 mai 2012 prise à Genève lors de la 30 ^e session de l'organe exécutif de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance	p. 112-118



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2017-2018		
4047	Martine Hansen	Accréditation de formations d'enseignement supérieur sur le site de Wiltz
4072	Claude Haagen	Peste porcine
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2018-2019		
0040	Fernand Kartheiser	Commissariats de police
0041	Gilles Roth	Fonds libyens gelés au Luxembourg
0078	Sven Clement	Sécurité et confidentialité des réseaux de communication
0082	David Wagner, Marc Baum	Effets nocifs de la pollution issue de centrales à charbon dans l'ouest de l'Allemagne sur la santé de la population luxembourgeoise
0092	Sven Clement	Encadrement médical dans les écoles
0093	Sven Clement	Projet européen WiFi4EU
0099	Diane Adehm	Rond-point « Iergäertchen »
0100	Gusty Graas	Fuite du produit AdBlue
0101	Marc Spautz	« Wanteraktioun »
0102	Sven Clement	Listes des membres des associations sans but lucratif et fondations
0103	Sven Clement	Salaires des chargés de cours et des chargés d'éducation
0104	Jeff Engelen	Retards auprès de la division de la mensuration de l'Administration du cadastre et de la topographie
0106	Dan Biancalana	Lycée pilote au sud du pays
0107	Jean-Marie Halsdorf	Vaccins contre la grippe
0109, cf. 0109, 0112, 0114	Max Hahn	Vaccins contre la grippe
0110	Marc Lies	Logements sociaux
0111	Claude Wiseler	Étude sur l'impact du secteur financier sur l'économie luxembourgeoise
0112	Jeff Engelen	Vaccins contre la grippe
0107, cf. 0107, 0109, 0114		
0113	Jeff Engelen	Achats de nouveaux trains

0114	Mars Di Bartolomeo	Vaccins contre la grippe
cf. 0107, 0109, 0112		
0115	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	Imposition au quart du taux global des plus-values
0116	Max Hahn	Achat par l'entreprise EDF de terrains aux alentours de la centrale nucléaire de Cattenom
0117	Fernand Kartheiser	Pollution sonore des éoliennes
0118	Martine Hansen	Chiffres clés de l'Éducation nationale
0119	Sven Clement	Nomination de trois conseillers de Gouvernement
0120	Fernand Kartheiser	Reconduction de demandeurs de protection internationale de nationalité irakienne
0121	Gusty Graas	Armée du Kosovo
0122	Josée Lorsché	Soins palliatifs
0123	Laurent Mosar, Léon Gloden	Vidéosurveillance dans la capitale
0124	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Affaire « Dieselgate »
0126	Marc Angel	Financement FSE+
0127	Mars Di Bartolomeo	Programme de construction d'ensembles de logements subventionnés
0128	Gilles Roth, Martine Hansen	Hausse des droits d'accises sur les carburants
0129	Fernand Kartheiser	Financement des autorités de la Palestine
0130	Fernand Kartheiser	Musée de la Police
0131	Marc Goergen	Radar sur la N11
0133	Laurent Mosar	Préparation économique-financière du Brexit
0134	Laurent Mosar	Retrait des États-Unis de Syrie
0135	Marc Lies, Diane Adehm	Niveau élevé de NO ₂ dans certaines communes
0316	Franz Fayot	Inscription de deux immeubles dans le quartier Limpertsberg à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux
urgente		

Question 4047 (19.09.2018) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'accréditation de formations d'enseignement supérieur sur le site de Wiltz :

Selon deux arrêtés ministériels du 20 juillet 2018, les formations d'enseignement supérieur, à savoir le « Master » et « Bachelor in International Hospitality and Tourism Management », tout comme l'institution prestataire, à savoir le « Brussels Business Institute Luxembourg », implantée à Wiltz, n'ont pas eu l'accord pour renouveler leur accréditation. Selon la loi en vigueur, la procédure d'accréditation passe par une agence d'assurance de la qualité qui, après son évaluation sur base d'un rapport, soumet une proposition au ministre compétent.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons du refus du renouvellement de l'accréditation des formations et de l'institution en question ?

- Quelles mesures l'institution devrait-elle prendre afin de voir ses accréditations renouvelées à l'avenir ?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'inquiétude de voir disparaître le site de Wiltz du paysage d'enseignement supérieur au Luxembourg ?

Réponse (04.12.2018) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche :

À titre de remarque introductive, il y a lieu de signaler que contrairement à ce que l'honorable Députée soulève dans la question parlementaire sous rubrique, les décisions ministérielles du 20 juillet 2018 ne portent pas refus du renouvellement des accréditations du « Bachelor » et « Master in International Hospitality and Tourism Management » ni du renouvellement de l'accréditation de « Brussels Business Institute Luxembourg, Higher Education Institute » (ci-après : « BBI-LUX ») en tant qu'établissement d'enseignement supérieur spécialisé.

En effet, les décisions du 20 juillet 2018 ont d'un côté introduit une interdiction d'admission de nouveaux étudiants dans le programme de master dont l'accréditation vient à échéance le 15 septembre 2020 et d'un autre côté introduit une suspension de la procédure de renouvellement de l'accréditation du programme de bachelor, programme dont l'accréditation est venue à son échéance de droit le 16 septembre 2018.

Cette interdiction d'admission de nouveaux étudiants dans le programme de master de même que la suspension de la procédure de renouvellement de l'accréditation du programme de bachelor sont des mesures temporaires prises en attendant l'issue de contrôles et de vérifications supplémentaires auprès de BBI-LUX portant non seulement sur l'opportunité de l'accréditation de BBI-LUX en tant qu'établissement d'enseignement supérieur spécialisé, mais aussi sur l'opportunité du maintien de l'accréditation du programme de master ainsi que du renouvellement de l'accréditation du programme de bachelor.

Les points soulevés à l'encontre de BBI-LUX concernaient plus particulièrement les articles 28 et 35 de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

Concernant de manière générale le renouvellement de l'accréditation de programmes d'études, il y a lieu de noter que la procédure définie au titre III de la loi modifiée précitée du 19 juin 2009 et précisée au règlement grand-ducal du 24 août 2016 portant sur l'accréditation d'institutions et de programmes d'enseignement supérieur étrangers au Grand-Duché de Luxembourg est applicable. En matière de critères, l'établissement d'enseignement concerné doit respecter les conditions prévues à la loi modifiée précitée du 19 juin 2009, plus particulièrement celles des articles 28 et 30. S'y ajoutent les critères fixés dans le règlement grand-ducal précité du 24 août 2016, calqués sur les standards européens en matière d'assurance qualité tels que consignés dans les « European Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area » (ESG).

Enfin, il y a lieu de noter que le site de Wiltz n'est pas délibérément mis en cause par les décisions ministérielles du 20 juillet. Les décisions du 20 juillet 2018 sont prises indépendamment de la localisation/du site d'un établissement d'enseignement supérieur. L'interdiction d'admission de nouveaux étudiants dans le programme de master accrédité de même que la suspension de la procédure de renouvellement de l'accréditation du programme de bachelor se limite aux programmes de formation précités en tant que programmes accrédités. Ainsi BBI peut admettre de nouveaux étudiants dans des programmes de formation de l'enseignement supérieur non accrédités. Cependant ces programmes de formation de l'enseignement supérieur non accrédités empêchent la reconnaissance officielle comme diplômes nationaux luxembourgeois de l'enseignement supérieur.

Pour conclure il faut noter que l'accréditation d'une institution et d'un programme d'études constitue en effet une marque de qualité du système de l'enseignement supérieur dont le ministre se porte garant. Voilà pourquoi il est essentiel de faire procéder à des vérifications supplémentaires avant de se prononcer sur le renouvellement de l'accréditation du programme de bachelor et sur le maintien de l'accréditation du programme de master de BBI-LUX.

Question 4072 (05.10.2018) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant la peste porcine :

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4041 du 26 septembre 2018, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs avait expliqué qu'une zone d'observation a été définie au Luxembourg suite à la détection de cas de peste porcine sur des sangliers en Belgique.

1) Madame la Ministre peut-elle me dire s'il est prévu d'interdire les battues, ou de restreindre la chasse en général dans cette zone ?

2) Dans l'affirmative, les plans de tir seront-ils adaptés ? Est-ce que les chasseurs seront tenus entièrement responsables, si les dommages causés par le gibier augmentent ou stagnent suite à une interdiction de chasse ?

3) Les sangliers tirés dans la zone concernée avant une éventuelle interdiction de chasse sont-ils analysés de manière systématique sur la présence éventuelle du virus ?

4) Est-il prévu d'ouvrir des centres de collecte supplémentaires afin de faciliter aux chasseurs la mise sous analyse des sangliers abattus ?

Réponse commune (12.10.2018) de M. Claude Turmes, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs :

ad 1) Le Gouvernement entend appliquer le même système de prévention et, si devenant nécessaire, un même système de gestion de crise similaire à ceux mis en place par les autorités belges. Ce système distingue trois zones : la zone infectée, la zone tampon autour de la zone infectée et, plus éloignée, la zone de surveillance. Comme aucun cas de peste porcine africaine n'a été détecté à ce jour au Grand-Duché, seule une zone de surveillance a été délimitée entre les frontières belge et française et les autoroutes A4 et A6. Aucune restriction de la chasse ne s'applique dans la zone de surveillance.

ad 2) Sans objet.

ad 3) L'activité de surveillance comprend le contrôle des cadavres trouvés et des sangliers abattus ayant présenté un comportement anormal. Ce type de surveillance permet de détecter un premier cas le plus rapidement possible et d'enrayer ainsi l'extension de la maladie. Les sangliers abattus lors d'une battue ne

font pas systématiquement l'objet d'une analyse de laboratoire sur la présence éventuelle du virus. Ceci est conforme aux recommandations des experts de l'Union européenne.

ad 4) Le réseau de centres de collecte a été complété par un centre à Redange/Attert et Marner et comprend aujourd'hui dix centres de collecte à travers le pays.

Question 0040 (19.11.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les commissariats de police :

Am Kader vun der Reform vun der Police, wou d'Gesetz rezent a Kraaft getrueden ass, a méi spezifesch der territorialer Reorganisatioun, soll d'Policepräsenz uechter d'Land erhéicht an de Service um Bierger duerch méi Flexibilitéit verbessert ginn. Heizou sief bemierkt, datt den Här Minister ëmmer erëm versécheret huet, et géife keng Policemissariater géint de Wëlle vun den zoustänneg Gemengenautoritéiten zougemaach.

Elo verlauschtert een awer verschidde Problemer, déi genau op de Géigendeel schléisse loosse.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär folgend Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt zu Stengefort, an der Fiels an zu Groussbus all Beamten ofgezu goufen an datt op deene Plazen nëmmen nach minimal Guichetszäiten assuréiert ginn?

2. Ginn et nach aner Commissariater, déi „de facto“ zougemaach goufen?

3. Während wéi vill Stonnen am Mount sinn nach Beamten op deene Commissariater op der Plaz, fir do ze schaffen? Kann op deene Commissariater nach effizient am Sënn vun der Sécherheet vum Bierger geschafft ginn?

4. Wat ass de Käschtpunkt, fir esou ee Commissariat „fiktiv“ um Liewen ze erhalen?

5. Wier et net wesentlech méi spuersam a sënnavoll, d'Konzept vun engem „Commissariat mobile“, deen et zënter 2011 an der Police soll ginn, ze benotzen, fir punktuell Ulaustellen an den Uertschaften ze bidden, wou kee Commissariat (méi) bedriwwen gétt?

6. Stëmmt et, datt d'Commissariat zu Miersch, dat ronderëm d'Auer funktionéiere soll, verschiddelech schon huet misse wéinst Personalmanckem zougemaach ginn? Wa jo, wéi dacks war dat schon de Fall, a wat sinn d'Grënn dofir?

7. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir esou Zoustänn an Zukunft ze verhënnere?

Réponse (04.12.2018) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1. Dës Affirmatioun ass net richteg. D'Commissariater existéieren nach all a sinn och um Internetsite vun der Police opgeléicht. Dës Bureau sinn entweder 24 op 24 Stonnen a 7 Deeg op 7 besat (Commissariats à trois roulements) oder d'office vun 13.00 bis 17.00 Auer an op Rendez-vous vu 7.00 bis 21.00 Auer.

Déi territorial Reorganisatioun vun der Police ass geduecht, fir méi eng polizeilech Präsenz um nationalen Terrain ze garantéieren 24 op 24 Stonnen a 7 Deeg op 7 an dëst op Basis vum neie Policegesetz (Loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale).

ad 2. /

ad 3. Am Kontext vun der Reorganisatioun vun der Police gouf den Accent op déi concernéiert Zone gesat an net op de sougenannte Policeposten. Sait dem 1. August 2018 kann d'Police de Bierger eng méi grouss Präsenz an eng aktiv Präventioun géint all Form vun Kriminalitéit garantéieren, an dëst um ganzen nationalen Terrain 24 op 24 Stonnen a 7 Deeg op 7. D'Residente vun de verschidde Gemengen hunn och d'Méiglechkeet vu 7.00 bis 21.00 Auer e Rendez-vous am lokale Commissariat (Commissariat à deux roulements) ze maachen.

Mat der Ëmsetzung unfanks 2019 vum neien Dispatching Programm kënnen déi verschidde Patroulle besser geréiert ginn a Funktioun vun hirer geografischer Proximitéit par rapport zu engem Evenement, dat hiren Asaz fuerdert an dëst onofhängeg vun der Unitéit, wou se affektiert sinn.

ad 4. /

ad 5. D'Konzept vun engem mobile Commissariat déngt net fir Commissariater mat zwee Roulementer (C2R) ze ersetzen, respektiv en

neien CR2 ze kreéieren, mä als Moyen, dee vun de Policeregioner genotzt gétt während groussen Evenementer, déi wäit vun de Bureauer stattfannen, fir ënner anerem

- eng besser Visibilitéit vun der Police an der Effentlechkeet

- eng séier Prise en charge vu klengen Plainten (Déifstal, Verléieren)

- eng besser Accessibilitéit vun de Polizisten vis-à-vis vun de Bierger

ze garantéieren.

D'Basisiddi vun engem mobile Commissariat ass, fir vun engem groussen Undrang vu Bierger op enger cibléierter Plaz ze profitéieren, wéi zum Beispill am Fall vu lokale Manifestatiounen (Kiermes, lokal Fester, Braderie, ...), groussen Evenementer (Concert, Festival, Sportsmanifestatioun, ...), Plazen, déi wäit ewech vu Policeunitéite sinn.

ad 6. Et kann a rare Fäll sinn, datt wéinst onerwaarten Ursachen (Krankeschäin a leschter Minutt, urgent Missioun fir de Maintien de l'ordre etc.) et net méiglech ass, an enger Policeunitéit zu honnert Prozent Patroullen ze assureieren. An enger éischer Phas ass et méiglech, op d'Effektivitéit vun Nopeschunitéite vun de jeeweilege concernéierte Policeregioner zréckzegräifen.

Wann dës éischt Optioun sech als ze lues erweist, wat den Delai vun der Interventioun ueget, ass et méiglech am Kader vun dem neien Dispatchingprogramm de Manckem un Effektivitéit opzehuelen andeems ee fréier Patroulle vun Nopeschkommissariater/-regioner dilligentéiert.

ad 7. Fir kënnen voll a ganz vun der Reorganisatioun vun der Police, konform zum neie Policegesetz, an dem neien Dispatchingprogramm vun de Patroullen ze profitéieren, erweist et sech als indispensable, fir d'Synergien tëscht de verschidde Unitéiten (C2R an C3R) weiderzeverdriewen.

Question 0041 (19.11.2018) de M. Gilles Roth (CSV) concernant les fonds libyens gelés au Luxembourg :

Laut einem am 17. November 2018 im „Tagblatt“ erschienenen Artikel führen Spuren des eingefrorenen Gaddafi-Geldes nach Luxemburg. Dabei wurden Gelder auf die in Luxemburg ansässige Bank HSBC überwiesen. Gemäß UN-Sanktionen hätten diese Gelder, ebenso wie Zinsen und Dividenden, nicht fließen dürfen. Auf Nachfrage habe das Finanzministerium bestätigt, dass in Ausnahmefällen dennoch Gelder geflossen seien. Allerdings geht die UN in einem Bericht mittlerweile davon aus, dass die Gelder von der „Libyan Investment Authority“ missbraucht werden könnten, weswegen der Geldfluss auch weiterhin unterbunden bleiben sollte. Das luxemburgische Finanzministerium sei an der Mitarbeit an jenem aufklärenden Bericht nicht interessiert gewesen. Fragen blieben unbeantwortet, was allerdings vom Ministerium bestritten wird.

Ich möchte in diesem Kontext folgende Fragen an den zuständigen Finanzminister stellen:

- Inwieweit ist die luxemburgische Regierung über die Transaktionen der eingefrorenen Gelder, die nicht den UN-Sanktionen entsprechen, informiert?

- Wie reagiert der Herr Minister auf die vom UN-Expertenteam erhobenen Anschuldigungen?

- Hat Luxemburg die vom Expertenteam eingereichten Anfragen beantwortet? Falls ja, sind diese Antworten öffentlich zugänglich?

Réponse (18.12.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

Die Regierung ist in Kontakt mit den betroffenen Mitgliedstaaten sowie mit den zuständigen europäischen Behörden, um sich volle Klarheit über die erwähnten Transaktionen und insbesondere deren rechtliche Grundlage zu verschaffen. Die Regierung ist fest davon überzeugt, dass ein einheitliches und gemeinsames Verständnis der rechtlichen Vorschriften auf UN- sowie auch auf EU-Ebene von kritischer Bedeutung ist. Die luxemburgischen Behörden haben keine Genehmigungen zu der Auszahlung von Zinsen und sonstigen Erträgen erteilt.

Hinsichtlich der erhobenen Anschuldigungen ist es wichtig zu bemerken, dass Luxemburg mit dem UN-Expertenteam uneingeschränkt kooperiert und die Informationen innerhalb der vom UN-Expertenteam festgelegten Frist eingereicht hat. Das UN-Team hat bestätigt, dass die von Luxemburg übermittelten Informationen irrtümlicherweise nicht in den Bericht mit aufgenommen wurden. Ein Korrigendum zum Bericht ist dementsprechend in Vorbereitung

und wird voraussichtlich Mitte Januar veröffentlicht.

Außerdem kann bestätigt werden, dass Luxemburg alle Fragen des Expertenteams beantwortet hat. In Anbetracht geltender Vorschriften über die Vertraulichkeit und das Berufsgeheimnis sind jedoch die gegebenen Antworten nicht öffentlich zugänglich.

Question 0078 (07.12.2018) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la sécurité et confidentialité des réseaux de communication :

De 5. Dezember huet d'BBC gemellt, datt British Telecom an Zukunft keng Equipementer vun Huawei méi an hirem sougenannten „Core“ vum Kommunikationsreseau wäert asetzen. Dëst ënner anerem als Konsequenz op de Rapport vun der „U.S.-China Economic and Security Review Commission“ vum amerikanesche Congress, déi fonnt hunn, datt Beijing Hiersteller vu Kommunikatiounsequipementer, wéi zum Beispill Huawei, dozou zwénge kéint, „to modify products to perform below expectations or fail, facilitate state or corporate espionage, or otherwise compromise the confidentiality, integrity, or availability“ vu Kommunikatiounsreseauen. Och Neiséiland huet rezent verbueden, d'Equipementer vum chineseschen Hiersteller am Kär vun der Infrastruktur anzusetzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

- Hëlt d'Regierung d'Warnunge vun der „U.S.-China Economic and Security Review Commission“ och virum Hannergrond vum Handelskrieg tëscht den USA a China eescht?

- Benotzt ee vun den Operateuren hei zu Lëtzebuerg Materiel vun Huawei oder soss engem chinesesche Fabrikant am Käernetzwierk?

- Plangt d'Regierung, bei der POST ze intervenéieren, fir eng äänlech Positioun wéi British Telecom anzehuelen?

- Plangt d'Regierung, äänlech Moossnamen ze treffen wéi Neiséiland?

- Wéi eng Schrëtt huet d'Regierung an der Vergaangenheet ënnerholl, a wéi eng plangt se ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet an d'Vertraulichkeet vun eise Kommunikatiounsreseauen ze garantéieren?

Réponse commune (31.01.2019) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, et de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

D'Regierung hëlt d'Warnungen zu der Sécherheet vun den Telekommunikatiounsnetzer eescht a suivéiert den Dossier genee. POST Luxembourg benotzt kee Material vun engem chinesesche Fabrikant am Kär vum Festnetz. No den Informatiounen, déi mir vun den Operateuren kritt hunn, benotzt aktuell och kee vun deenen dräi mobilen Operateuren e Käernetzwierk vun engem chinesesche Fournisseur.

Am Moment plangt d'Regierung keng konkret Schrëtt, fir den Asaz vu chineseschen Technologien am Kär vun de Netzwierker ze verbidden. Aktuell verfüegt d'Regierung net iwwer genuch corroboréiert Fakten, fir esou eng Mesure ze huelen, mä wann dëst sech géif änneren, da misst eng Reevaluatioun gemaach ginn.

Den Titel VII vum Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwer d'elektronesch Kommunikatiounsnetzer an -dénsgchter gesäit Mesuren iwwer d'Sécherheet an d'Integritéit vun deenen Netzer an Dénsgchter vir. D'Operateuren hunn d'Obligatioun, déi néideg Mesuren ze huelen, fir d'Risiken an deem Beräich ze geréieren. Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) huet d'Missioun ze kucken, dass d'Operateuren hir Obligatiounen anhalen.

Question 0082 (10.12.2018) de MM. David Wagner et Marc Baum (déi Lénk) concernant les effets nocifs de la pollution issue de centrales à charbon dans l'ouest de l'Allemagne sur la santé de la population luxembourgeoise :

Une étude récemment publiée et commanditée par les organisations environnementales Greenpeace et Réseau Action Climat met en garde contre la pollution atmosphérique par particules fines issue de centrales à charbon européennes. Selon les auteurs de l'étude, la pollution aux particules fines - issues du rejet des polluants NO₂ et SO₂ de centrales à charbon -

aurait des effets extrêmement nocifs sur la santé de la population européenne exposée, car elle pourrait entraîner des maladies des voies respiratoires et dans certains cas conduire à la mort.

Dans une analyse de cas des effets de pollution de trois centrales à charbon situées à l'ouest de l'Allemagne proche de la frontière luxembourgeoise, en l'occurrence les centrales à charbon de Neurath, Weisweiler et Niederaußem, les auteurs de l'étude montrent que le rejet des polluants NO₂ et SO₂ de ces trois centrales augmenterait de manière sensible (voir l'étude en question, page 17) la pollution aux particules fines sur la quasi-totalité du territoire luxembourgeois et exposerait ainsi la population résidente et/ou active au Luxembourg à des risques de santé potentiellement graves.

Étant donné que le Luxembourg investit - à travers son Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) - des fonds publics dans l'industrie du charbon et que l'entreprise allemande propriétaire des trois centrales susmentionnées figure sur la liste des avoies du FDC - tout comme quatre parmi les cinq entreprises du charbon les plus grandes au monde - nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame et Messieurs les Ministres ont-ils pris connaissance de l'étude susmentionnée et de ses principaux constats faits par les auteurs ?

2) Madame et Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la pollution issue des centrales à charbon et notamment des trois centrales susmentionnées constitue un risque de santé potentiel pour la population sur le territoire luxembourgeois ?

3) Dans l'affirmative, Madame et Messieurs les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures diplomatiques pour obtenir la fermeture des centrales à charbon dont la pollution nuit à la santé de la population sur le territoire luxembourgeois ?

4) Dans l'affirmative encore, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de protéger au mieux la population en attendant la fermeture définitive des centrales en question ?

5) Madame et Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudra urgemment revoir la stratégie d'investissement du FDC et exclure toutes les entreprises qui de par leurs activités ou pratiques économiques mettent en péril les ressources naturelles et le bien-être humain ?

Réponse commune (29.01.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Santé et M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1) Les services compétents du Ministère de la Santé (Division de la santé au travail et de l'environnement [DSATE] de la Direction de la santé) et du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (Administration de l'environnement) sont au courant de cette étude.

L'étude dénommée « Les entreprises de charbon rendent l'Europe malade » a été publiée en novembre 2018 sur initiative de la campagne « Europe Beyond Coal » sous la responsabilité du Réseau Action Climat (CAN) Europe. Le CAN Europe représente plus de 1.700 ONG en Europe, y compris trois ONG luxembourgeoises : Action Solidarité Tiers Monde, Greenpeace Luxembourg et Mouvement écologique. Selon l'étude, seulement dix entreprises étaient responsables d'environ deux tiers des dommages à la santé humaine causés par la pollution atmosphérique des centrales à charbon au sein de l'Union européenne en 2016. Les résultats calculés montrent que ces entreprises étaient notamment responsables de 7.600 morts prématurés en 2016 au sein de l'Union européenne.

ad 2) Les particules fines, issues du rejet des polluants NO_x et SO_x, sont bien connues pour provoquer des problèmes de santé, principalement respiratoires et cardiovasculaires. Les microparticules peuvent pénétrer jusqu'aux alvéoles pulmonaires, où elles peuvent engendrer des inflammations et des réactions allergiques. Il existe un lien étroit et quantitatif entre l'exposition à des concentrations élevées en particules et un accroissement des taux de mortalité et de morbidité, au quotidien qu'à plus long terme. Parmi la population à risque élevé comptent les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes ayant des problèmes cardiaques ou pulmonaires (y compris l'asthme).

Même à faible concentration, la pollution aux petites particules a une incidence sanitaire ; en effet, aucun seuil au-dessous duquel elle n'affecte en rien la santé n'a pu être identifié. Ceci

est la raison principale pourquoi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a préconisé dans les lignes directrices de 2005 de limiter au maximum les niveaux de concentration de particules en suspension. En raison de leur petite taille, les particules fines peuvent rester dans l'atmosphère pendant quelques jours à plusieurs semaines et parcourir une distance jusqu'à 1.000 km. Les résultats de l'étude « Last Gasp, the coal companies making Europe sick » sont basés sur des modèles et estimations qui indiquent un accroissement de la pollution surtout au nord du Grand-Duché de Luxembourg dû aux émissions des centrales à charbon situées en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

L'étude en question présente à la page 17 une carte de modélisation de la pollution atmosphérique en 2016. Selon cette carte, les centrales à charbon de l'entreprise allemande visée, comprenant notamment les centrales de Neurath, Weisweiler et Niederaußem proches de la frontière luxembourgeoise, ont causé sur le territoire du Luxembourg une charge supplémentaire d'environ 0,14 microgrammes PM 2,5 par m³. En comparaison au niveau de particules fines PM 2,5 mesuré en moyenne en 2015 et 2016 au Luxembourg (12 µg/m³), la charge supplémentaire des centrales à charbon de l'entreprise allemande correspond à environ 1,2 % de la pollution. En tenant compte de la ligne directrice de l'OMS pour les particules fines PM 2,5 dans l'air ambiant (10 µg/m³ en moyenne annuelle) et du fait que l'Agence européenne pour l'environnement a attribué au Luxembourg pour 2015 240 morts prématurés à cause de la pollution par les particules fines PM 2,5, on peut donc affirmer que les centrales à charbon de l'entreprise allemande visée ont constitué en 2016 un certain risque de santé pour la population sur le territoire luxembourgeois. Toutefois, il y a lieu de remarquer que les résultats des modélisations sont affectés d'incertitudes qui n'ont pas pu être chiffrées, et que les nombres de morts prématurés indiqués sont des valeurs statistiques.

ad 3) Les mesures que le Luxembourg prend pour combattre la pollution atmosphérique des centrales à charbon s'articulent notamment au niveau européen dans le cadre du groupe « Environnement » ainsi qu'au niveau international dans le cadre de la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance ainsi que moyennant son adhésion à la « powering past coal alliance ».

Au niveau européen, le Gouvernement luxembourgeois s'engage notamment en faveur d'objectifs ambitieux en matière de protection du climat et continue à militer pour une politique de la renonciation à la promotion du nucléaire, du charbon, du fracking et du « carbon capture and storage ».

En ce qui concerne plus particulièrement les centrales à charbon, la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles exige que les autorités compétentes des États membres fixent des valeurs limites d'émission garantissant que les émissions ne dépassent pas les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. La Commission européenne a récemment publié par décision du 31 juillet 2017 les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les grandes installations de combustion, dont notamment les centrales à charbon ayant une puissance égale ou supérieure à 50 MW. Dans un délai de quatre ans à partir de la publication des conclusions sur les MTD, les conditions d'autorisation pour les établissements existants concernés doivent être réexaminées et au besoin actualisées pour assurer la conformité par rapport aux MTD.

ad 4) Le Ministère de la Santé suit le développement au sujet des particules fines, aussi bien au niveau mondial qu'au Grand-Duché de Luxembourg. Les particules fines de diamètres 2,5 µm, 5 µm et 10 µm ainsi que les particules ultrafines de diamètres 0,3 µm, 0,5 µm et 1 µm font partie des mesurages régulièrement effectués à l'intérieur des bâtiments privés et publics par le service « Environnement » de la DSATE. Ces mesurages servent à identifier un risque potentiel pour les occupants à l'intérieur des bâtiments.

L'Administration de l'environnement surveille et évalue la qualité de l'air ambiant en exploi-

tant des réseaux de mesures. La pollution de l'air en particules fines est mesurée en permanence à plusieurs endroits sur le territoire luxembourgeois. Ce réseau vérifie en temps quasi-réel les concentrations en polluants définis dans la directive 2008/50/CE (concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe).

Ce contrôle permet d'assurer la protection de la santé humaine en général et de protéger en particulier la santé des populations dites sensibles (enfants en bas âge, jeunes enfants, personnes âgées et toutes les personnes ayant ou développant des pathologies respiratoires).

Les informations sur la qualité de l'air sont mises à disposition du public. Les valeurs mesurées dont aussi les concentrations en particules fines dans l'air ambiant peuvent être consultées sur le portail de l'environnement du Luxembourg. L'appli gouvernementale « Meng Loft » permet de s'informer sur la qualité de l'air, à n'importe quel endroit au Luxembourg, et donne des informations et des conseils adaptés sur la santé humaine et les activités sportives. En cas de pic de pollution aux particules fines, une procédure d'information est déclenchée (p. ex. publication d'un bulletin de la qualité de l'air, activation d'une vigilance aux particules fines sur le portail MeteoLux, ...) afin d'avertir et de donner des conseils de comportement à la population.

ad 5) De prime abord, il y a lieu de rappeler la mission fondamentale et la raison d'être du Fonds de compensation (FDC). Il a été créé avec la mission de gérer la réserve du régime général de pension et d'en tirer un rendement effectif tout en diversifiant les risques. Ainsi, l'article 248, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale dispose que : « La réserve de compensation est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension. Afin d'assurer la sécurité des placements il est tenu compte de la totalité des actifs et des passifs, de la situation financière, ainsi que de la structure et de l'évolution prévisible du régime. Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. À cette fin, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques. »

Le principe de la diversification maximale du risque est une condition sine qua non d'une gestion prudente de la réserve. Il a pour objectif d'atténuer d'une manière efficace l'impact négatif d'une ou de plusieurs sociétés ou d'un secteur entier sur les fonds investis. Lors de la définition de la stratégie d'investissement du FDC, une attention particulière a été portée sur l'ensemble des critères énumérés ci-dessus. D'autres restrictions ou délimitations, ne découlant pas de la mission légale du FDC, n'ont pas été prises en considération.

Depuis 2011, le FDC applique une politique d'investissement socialement responsable cohérente, transparente et efficace au sein de sa stratégie d'investissement qui est en ligne avec les efforts du Gouvernement dans les domaines visés, même si des efforts supplémentaires restent à faire. Le conseil d'administration du FDC a aussi continuellement adapté sa politique d'investissement pour mieux tenir compte des engagements du Grand-Duché au niveau international en la matière.

Ainsi, le FDC dispose d'une liste d'exclusion, mise à jour semestriellement, qui tient compte des conventions internationales signées par le Grand-Duché de Luxembourg. En plus, le FDC tient compte des critères de développement durable et d'investissement socialement responsable. Cette politique d'investissement socialement responsable du FDC a récemment été renforcée dans le cadre d'une revue de la stratégie d'investissement qui a également analysé les engagements pris par le Grand-Duché de Luxembourg par la ratification de l'accord de Paris sur le climat (COP21) et des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies et qui a conduit à la création de nouveaux compartiments à impact positif.

Ainsi, à partir de 2018, tout gérant d'un mandat à gestion active devra obligatoirement prendre en compte des critères de développement durable ou d'investissement socialement responsable dans sa stratégie d'investissement. Dans ce contexte, six compartiments disposent

depuis octobre 2018 du label ESG de l'agence LuxFLAG et actuellement presque 75 % (6,3 milliards d'euros) des actifs gérés de manière active de la SICAV sont administrés d'après des critères de développement durable ou d'investissement socialement responsable.

Pour 2019, il est à noter que des demandes de labélisation supplémentaires seront soumises à LuxFLAG faisant en conséquence encore croître les actifs gérés de manière durable et responsable. La stratégie d'investissement révisée de 2017 prévoit également de créer un compartiment lequel investira exclusivement dans des obligations vertes (« green bonds »), et un compartiment lequel investira uniquement dans des actions de sociétés cotées qui ont l'intention de générer, à côté d'un rendement financier, un impact social ou environnemental (« impact investing »). Les investissements de ce dernier compartiment doivent notamment couvrir au moins cinq des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Ces deux compartiments devraient être opérationnels à la fin du premier trimestre 2019.

Il y a lieu de rappeler que le conseil d'administration du FDC n'est pas habilité à statuer, au-delà des restrictions imposées par les dispositions légales et les conventions internationales, sur l'exclusion d'entreprises de l'univers d'investissement autorisées selon des choix non dictés par des critères de gestion financière. Une exclusion pure et simple d'entreprises, par exemple du secteur du charbon ou d'entreprises telles que formulées par les honorables Députés dans leur question parlementaire, qui de par leurs activités ou pratiques économiques mettent en péril les ressources naturelles et le bien-être humain, nécessiterait une modification du cadre légal applicable au FDC sans toutefois remettre en cause les principes d'une diversification appropriée des risques.

Les efforts réalisés en la matière par le FDC et le Gouvernement ces dernières années seront poursuivis tel que prévu dans l'accord de coalition 2018/2023 :

« L'importance du Fonds de compensation commun au régime général de pension dans le futur financement des prestations nécessite impérativement que les placements soient opérés dans un objectif de pérennité. À cette fin, les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques, par une répartition entre différents produits et entre plusieurs secteurs économiques et géographiques, tout en adoptant une approche d'investissement responsable aux niveaux social et environnemental. Dans ce contexte, il convient d'une part de développer les investissements du Fonds de compensation dans le logement locatif à coût modéré. D'autre part, il s'agit d'élaborer et d'appliquer des directives claires au sujet de l'orientation des investissements vers le secteur de la finance verte et durable. À ce sujet, un dialogue sera entamé avec les partenaires sociaux et la nécessité d'une modification de la législation sera analysée. »

Question 0092 (13.12.2018) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant **l'encadrement médical dans les écoles** :

D'ici personnel an de Lycéeën ass net nëmme fir d'Wëssensvermittlung, mä während de Schoulstonnen och fir d'Gesondheet vu senger Schüler responsabel. Allerdéngs sinn d'Proffen, genausou wéi de SePAS, net medezinesch fir dës Tâche ausgebild ginn. En vue vun de villsäitige Krankheitsbiller vu Schülerinnen a Schüler gëtt en optimaalt Encadrement vun alle méigleche medezinesche Situatiounen ëmmer mëi néideg, mä och ëmmer mëi schwieereg.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Deelen d'Ministernen d'Opfaassung, datt Jugendlecher en optimaalt medezinesch Encadrement an der Schoul brauchen?

2. Wat wier de Käschtefacteur, wann een um Campus Geesseknäppchen an och zentral um Lampertsbiërg während de Schoulzäiten de Schüler géif eng Schoulinfirmerie zur Säit stellen?

3. Ginn et Pläng vun der Regierung, fir an de Schoulen - souwuel a Lycéeën wéi och a Schoulen vum Fondamental - Infirmieren anzustellen?

Réponse (28.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* et de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Santé* :

Den honorabelen Deputéierte leet seng Froe mat e puer Feststellungen an. Esou behaupt hien, datt „d'Leierpersonal (...) während de Schoulstonnen och fir d'Gesondheet vun de

Schüler responsabel“ wär. Dës Ausso gëllt et fir d'Éischt ze relativiséieren.

Den honorabelen Deputéierten deelt bestëmmt d'Meenung, datt d'Schoul net fir d'medezinesch Encadrement vun de Kanner a Jugendlechen a senger Integralitéit zoustänneg ass, an deemno ass de Begrëff „responsabel“ och sécherlech ze staark, fir d'Aufgab vum Enseignant beim Bien-être vun de Kanner a Jugendlechen ze beschreiben.

Mir ginn dovunner aus, datt den honorabelen Deputéierte mat senger Fro haaptsächlech d'physisch Gesondheet viséiert. Et gëllt awer och, sech ëm de mentale Bien-être vun de Schülerinnen a Schüler ze këmmen, an et sief hei ernimmt, datt d'Schoul och an dësem Beräich mat ville Mesurë präsent ass, dat souwuel präventiv, zum Beispill mat Campagnë vu CePAS, SCRIPT oder ausserschouleschen Organisme bis zu Prise-en-charge duerch de SePAS um Niveau vun der Schoul, duerch e Centre de compétences en psychopédagogie spécialisée oder eng vum ONE ënnerstëtzt Betreierung duerch fräischaffend Therapeuten oder Medezinner. Zudeem schafft d'Schoul intensiv mat de Spideeler zesammen, dëst selbsterständlech och am Kontext vun de physische Krankheeten.

D'Schülerinnen an d'Schüler müssen eng Schoul besiche kënnen, wou hir Gesondheet an hir Sécherheet net a Gefor sinn. Selbsterständlech sollten d'Schülerinnen an d'Schüler vun engem optimale medezineschen Encadrement an der Schoul profitéieren, esou wäit dëst:

- am Kader vun der Schoulmedezinn festgehalten ass;

- eng Viraussetzung ass, fir datt déi betraffte Schülerin oder de betraffte Schüler um Unterrecht iwwerhaupt oder uerdentlech deelhuelen kënnen;

- eng Viraussetzung fir eng spezifesch Formation ass.

Den Enseignant dréit jee no senger Méiglecheeten derzou bäi. Am Kader vum Projet d'accueil individualisé (PAI) kënnen vum Enseignant just Interventioune verlaangt ginn, déi och d'Elteren doheem géiffe maachen, respektiv déi am Kader vun der Éischer Hëllef misste gelleescht ginn.

Et sief nach eemol drop higewisen, datt mat esem Gesetz iwwert d'Schoulmedezinn an eise Bestëmmungen zum PAI Lëtzebuerg eng Virreideroll am medezineschen Encadrement an de Schoulen anhëlt. De PAI gëtt opgrond vun enger Ordonnance vum Dokter vum Département de la médecine scolaire vun der Santé zesumme mat de Betraffenen an der Schoul an den Eltere fir jiddwer Kand festgehalten. Hei läit de Schwéierpunkt och op der Oplklärung vun de Schouleit, zum Beispill am Émgang mat chronischer Krankheet wéi Diabetes an Epilepsie.

Den Dispositif PAI gouf vum Educatiounsministère a vum Gesondheitsministère 2015 zesummen ausgeschafft an 2017 ugepasst. D'Zil besteet doranner, an de Schoul- a Betreierungsstrukturen eng adaptéiert Begleedung vu Kanner a Jugendleche mat spezifesch medezinesche Bedürfnissen oder enger chronischer Krankheet ze garantéieren, dëst ënner anerem duerch

- d'Administratioun a Vergab vu wichtege Medikamenter,

- eng ugepasste Formation a Begleedung vun den Enseignant an den Erzéier

- an d'regelméisseg Upassung vum Encadrement.

Bis elo hunn eppes méi wéi 2.000 Schülerinnen a Schüler vum Dispositif PAI profitéiert.

Am Fall vun engem Accident an enger Schoul, virun allem och an de Schoule mat Ateliers, ass et besonnesch wichteg, datt d'Zesummenaarbecht mat de Rettungsdéngschter gutt a séier funktionéiert. Nëmme mat esou enger héich qualifizierter, effizienter a séierer Interventioun kann do adequat gehollef ginn.

Et ass leider onméiglech, dee vum honorabelen Deputéierte gefrote Käschtepunkt ze bestëmmen, well dat vu ville Facteuren ofhänkt, wéi zum Beispill der Gréisst an dem Equipment, mä och der Zuel, de Qualifikatiounen, dem Statut an dem Alter vun de Mataarbechter.

Et gëtt Kanner, déi ouni eng stänneg medezinesch Betreierung duerch Leit, déi den entspreichenden Droit d'exercer hunn, net kënten d'Schoul besichen. An deem Kontext goufe schonns Infirmieren agestallt, an d'Regierung ass amgaangen, fir dës Situatiounen eng opti-

mal Lösung, nom Prinzip vun « Interventionen ambulatoires », op d'Been ze stellen.

Question 0093 (13.12.2018) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **projet européen WiFi4EU** :

Vum 7. bis den 9. November huet den éischten Appell fir Projekte vum EU-Projet WiFi4EU stattfonnt. An dësem Kader konnte Gemengen, déi sech gemellt hunn, 15.000 Euro kréien, fir WiFi op éffentleche Plazen opzerrichten. Schlussendlech goufe 15 lëtzebuergesch Gemengen zréckbehalen, fir un dësem Projet deelzehuelen. Dësen Appell gouf no enger „first come, first served“-Basis verdeelt mat engem Minimum vu 15 Gemenge pro Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun an der Madamm Innenministesch dës Froe stellen:

- Huet d'Regierung d'Gemengen encouragéiert, un dësem Projet deelzehuelen?

- Gouf et eng concertéiert Aktioun, fir e Maximum un Demanden direkt um Ufank vun der Period vum Appell anzerechen, fir esou vun der „first come, first served“-Basis ze profitéieren? Wann neen, firwat net?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt fräien Internetaccés an éffentleche Gebaier gefërdert misst ginn? Wa jo, wéi eng Mesurë setzt d'Regierung em, fir d'Gemengen, d'Veräiner an d'Syndikater dobäi ze ënnerstëtzen?

- Plangt d'Regierung, déi Gemengen ze ënnerstëtzen, déi beim WiFi4EU-Projet net berücksichtegt goufen?

Réponse commune (28.01.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Digitalisation, des Communications et des Médias*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

D'Regierung ënnerstëtzt d'Politik vun der Europäescher Kommissioun, fir den digitale Bannekaart weiderzuentwéckelen an d'Infrastruktur fir Ultra-Breitband-Konnektivitéit ze verstärken. An dësem Kontext huet d'Regierung sech och en faveur vun der WiFi4EU-Initiativ fir den Ausbau vun engem fräien an héichwäertege Wi-Fi-Zougang an der Unioun ausgeschwat.

D'Verbesserung vu Konnektivitéit ass eent vun den Ziler vun der Initiativ Digital Luxembourg. E fräien an héichwäertege Wi-Fi-Zougang demokratiséiert net nëmmen den Accés op den Internet fir all Bierger, mä hëlleft dobäi och, fir mobill Netzwierker ze entlaaschten.

Och onofhängeg vun der WiFi4EU-Initiativ huet de Stat gratis éffentleche Wi-Fi-Zougang an deene meeschten éffentleche Verwaltungen agefouert. D'Regierung encouragéiert och d'Gemengen, fir en éffentleche gratis Wi-Fi-Zougang op frequentéierte Plazen, wei zum Beispill Centres culturels oder Sportszentren, oder touristesch Siten, opzebauen an unzabidden. D'CFL ass och amgaangen, d'Garë mat WiFi ze equipéieren.

D'WiFi4EU-Initiativ vun der Europäescher Kommissioun riicht sech direkt un d'Gemengen aus den EU-Memberstaten. Trotzdem huet de Stat hei proaktiv gehandelt a sech senger Responsabilitéit als Informateur ugehol, fir sécherzestellen, datt eis Gemenge vun Ufank u prett waren, fir un dem Projet deelzehuelen. D'Regierung huet sech bei der Europäescher Kommissioun informéiert an ass doropshin och mam Syvicol a Kontakt getrueden, fir zesummen iwwert d'potenziell Besoine vun de Gemengen ze diskutéieren. De Syvicol huet als Konsequenz sengersäits d'Gemengen iwwert d'Prozeduren an d'Konditiounen vun der Ausschreiwung informéiert.

D'Lëscht vun de Gemengen, déi ee Voucher kënnen kréien, ass um Site vun der WiFi4EU-Initiativ publizéiert. Et sinn d'Gemenge Bartreng, Biissen, Bous, Dikrech, Diddeleng, lechternach, Ettelbréck, Fluesweiler, Fréiseng, Kielen, Mamer, Miersch, Monnerech, Stadbriedemes a Wolz. Mat 15 vun eisen 102 Gemengen huet Lëtzebuerg domat e relativ grousst Stéck vum Kuch krit. Dräi weider Gemenge sinn op enger Reservelëscht vun der Kommissioun.

Als nächste Schrëtt plangt d'Europäesch Kommissioun, nach op d'mannst ee weideren Appell fir Voucheren am Joer 2019 duerchzeféieren. D'Regierung setzt sech an deem Kontext och weider derfir an, dass d'Lëtzebuerg Gemenge bei dëser Initiativ matmaachen a berücksichtegt ginn.

Question 0099 (14.12.2018) de **Mme Diane Aehm** (*CSV*) concernant le **rond-point « Iergäertchen »** :

Fin novembre, cinq feux de signalisation ont été installés sur les accès du rond-point « Iergäertchen ». Cette mesure devrait permettre une meilleure fluidité des véhicules aux heures de pointe pendant la durée des travaux d'aménagement du rond-point qui doivent s'achever fin 2019. Jeudi après-midi, le rond-point « Iergäertchen » était cependant à nouveau surchargé provoquant un bouchon d'une longueur de sept kilomètres sur l'A1 dès 15.00 heures dans les deux sens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il la formation d'embouteillages d'une telle envergure et ce malgré les feux rouges qui sont censés améliorer la situation ?

- Depuis que les feux rouges ont été installés, la situation s'est-elle aggravée ou peut-on constater une amélioration durable de la fluidité du trafic ?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les feux rouges soient mal réglés ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'avancement des travaux d'aménagement du rond-point « Iergäertchen » ?

Réponse (23.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Il ressort de l'analyse des données de trafic que les vitesses moyennes enregistrées en date du jeudi 13 décembre 2018 ont diminué à partir de 13.00 heures. Vu que les feux tricolores installés sur les entrées du rond-point « Iergäertchen » ne fonctionnaient qu'à partir de 15.30 heures et que les embouteillages ont été constatés en tout début d'après-midi, il n'existe pas de lien entre le fonctionnement des feux tricolores en question et la formation d'embouteillages.

Précisons par ailleurs que les résultats de l'analyse de trafic correspondent à ceux d'une analyse vidéo du rond-point « Iergäertchen », montrant la formation d'embouteillages à partir de 13.00 heures avec une aggravation entre 14.00 heures et 16.00 heures.

Rappelons finalement que les feux tricolores aux entrées du carrefour à sens giratoire sont destinés à doser le trafic afin d'éviter la saturation de l'anneau de circulation du giratoire. Une mise en service des feux tricolores avant la formation des embouteillages du 13 décembre 2018 aurait certainement permis de fluidifier le trafic. Il a donc été décidé de faire fonctionner ces feux tricolores dès 14.00 heures à partir du 17 décembre 2018.

L'historique des données de trafic montre que les vitesses moyennes pratiquées à proximité du rond-point « Iergäertchen » ont augmenté depuis l'installation des feux tricolores. De plus, la longueur des embouteillages a diminué de manière significative. Cela démontre que les feux tricolores permettent d'améliorer durablement la fluidité du trafic.

Comme les feux tricolores ont permis de fluidifier le trafic au droit du rond-point « Iergäertchen », il n'y a pas lieu de remettre en question le réglage de ces feux, d'autant plus que l'Administration des ponts et chaussées continue à observer la situation au niveau du carrefour giratoire et qu'elle s'efforce de réagir au mieux et au plus vite. Précisons toutefois que les installations utilisées sont des installations de chantier qui ne permettent pas une programmation avancée.

Le chantier du réaménagement a commencé en avril 2018. Jusqu'à présent, les travaux consistaient en l'élargissement des routes nationales et des bretelles d'autoroutes, la pose de nouveaux réseaux et conduites d'eau, ainsi que la construction d'un bassin de rétention d'eau pluviale. À ces travaux de génie civil s'ajouteront l'installation de portiques avec panneaux directionnels, et l'installation de feux de signalisation pour gérer les flux de véhicules entrant dans le giratoire et leurs priorités respectives. Selon le planning prévisionnel, les travaux seront réalisés jusqu'en décembre 2019.

Question 0100 (17.12.2018) de **M. Gusty Graas** (*DP*) concernant la **fuite du produit AdBlue** :

Après que déjà en juin 2016 une fuite du produit AdBlue d'un volume de 55.000 litres a été

constatée auprès de la station Shell sur l'aire de Berchem, contaminant lourdement l'environnement, un nouvel incident de fuite du produit AdBlue a été détecté en date du 19 novembre dernier, entraînant une perte de produit de 8.907 litres.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer cette nouvelle pollution ?

2) Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ? Une enquête y relative a-t-elle été lancée ?

3) Quelles ont été les conséquences de cette fuite pour la faune et la flore, ainsi que pour les sols et cours d'eau adjacents ?

4) Est-ce que suite à une telle pollution les exploitants d'une station d'épuration ont le droit de réclamer des indemnités ?

5) Les obligations de l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016 sont-elles toujours scrupuleusement respectées ?

6) La société Shell a-t-elle informé dans les délais prescrits les instances publiques concernées de cette irrégularité ?

7) Est-ce que des contrôles supplémentaires seront envisagés à l'avenir afin d'éviter un nouvel incident de fuite du produit AdBlue ?

8) Au vu du caractère répétitif de cette fuite, est-ce que des conséquences juridiques sont envisageables ?

Réponse (21.01.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) En effet, selon les indications de l'exploitant une fuite de produit AdBlue a eu lieu le 19 novembre 2018 au niveau d'une colonne distributrice sur la piste pour poids lourds de la station-service de Berchem.

ad 2) L'origine de la fuite est un raccord à l'inférieur d'une colonne distributrice qui s'est détaché. Malgré la présence d'un système de détection de fuite installé en bas de chaque colonne distributrice AdBlue et d'un système de mesurage de stock mis en place après l'incident de 2016, une fuite et un déversement n'ont pas pu être évités en raison d'une succession de défauts techniques et organisationnels.

ad 3) D'après l'état de connaissance actuel, la quantité majeure du produit AdBlue s'est écoulée de la piste de ravitaillement vers la canalisation publique pour eaux usées, dont une partie a pu être retenue et retirée des canalisations et des installations de séparation de liquides légers. Une certaine quantité de produit s'est échappée au-delà de la piste de ravitaillement vers les bassins de rétention et de traitement des eaux de surface. En raison de la présence d'un dispositif de captage spécialement mis en place après l'incident de 2016, cette partie d'AdBlue a également pu être captée et évacuée et ne s'est donc ni déversée au-delà des bassins vers le milieu naturel, ni vers le cours d'eau en aval.

Ceci explique pourquoi une conséquence directement visible sur la faune et la flore, ainsi que les sols et cours d'eau adjacents n'a pas pu être constatée. Notons également que d'après l'exploitant de la station d'épuration, les normes de rejets en vigueur de celle-ci ont été respectées pendant cette période. Il s'ensuit qu'une conséquence indirecte sur les ressources aquatiques est également absente.

Des campagnes de monitoring mises en place depuis l'incident de 2016 ainsi que les analyses réalisées par l'Administration de la gestion de l'eau n'ont pas pu constater un changement dans le cours d'eau « Méckenheck » et Alzette.

ad 4) L'incident, n'ayant pas impacté le bon fonctionnement de la station d'épuration, ne donne pas lieu à des indemnités. Les charges polluantes supplémentaires reçues par la station sont cependant susceptibles d'être facturées à l'exploitant de la station-service.

ad 5) Les différentes conditions exigées par l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016 ont été respectées. Notamment, le monitoring qui est toujours réalisé régulièrement, est basé sur l'obligation de cet arrêté tel que modifié par la suite.

Or, il y a lieu de noter qu'après l'incident du novembre 2018, la Ministre de l'Environnement a délivré un autre arrêté de mise en demeure 1/18/0600/MD du 27 novembre 2018 pour réagir sur cette nouvelle fuite et pour donner suite à l'arrêté 1/16/0443/MD.

ad 6) L'information concernant la fuite est parvenue aux administrations de l'environnement et de la gestion de l'eau en date du 21 novembre 2019.

Notons que l'exploitant a arrêté la fuite du 19 novembre 2018 le jour même sans avoir encore connu son envergure.

ad 7) Par l'arrêté 1/18/0600/MD précité, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a entre autres précisé certaines conditions d'exploitation relatives aux installations d'AdBlue et a exigé de nouveaux contrôles de conformité qui sont à réaliser avant qu'une remise en service des installations de transvasement et de ravitaillement d'AdBlue puisse avoir lieu.

ad 8) Par l'arrêté 1/18/0600/MD précité, qui vaut mise en demeure conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a imposé des mesures administratives afin de redresser la situation, d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et d'éviter qu'un accident similaire ne se produise.

Le cas échéant, en fonction de l'analyse de la situation actuelle et de l'évolution des suites des conditions ainsi imposées, d'autres possibilités juridiques offertes par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés seront considérées.

Question 0101 (17.12.2018) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant la « **Wanteraktioun** » :

À l'occasion de la cérémonie du 70^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme au Théâtre d'Esch-sur-Alzette, la Commission consultative des droits de l'homme a fait état d'une règle s'appliquant aux personnes sans abri en situation irrégulière sans pièce d'identité. Cette règle limiterait l'accès au WAK Findel de ces derniers qu'au cas où la température tombe la nuit en dessous de -3 °C.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Pourriez-vous nous confirmer l'existence de cette règle ?

- Quels sont les motifs qui sont à l'origine d'une telle pratique ?

- Est-ce exact que ces personnes se verront délivrées un badge particulier permettant de les identifier ?

- Quelle est la pratique pour l'accès au foyer de jour à Bonnevoie pour les personnes dans une telle situation ?

- Quels sont les lois ainsi que les règlements et arrêtés grand-ducaux applicables à l'Action Hiver ?

- Madame la Ministre considère-t-elle qu'une telle pratique est compatible avec l'objectif de cette action humanitaire, à savoir « éviter que des personnes sans abri ne soient victimes d'hypothermie par période de grand froid » ?

- Madame la Ministre juge-t-elle que ces dispositifs correspondent aux valeurs fondamentales de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont nous venons de célébrer les 70 ans d'existence ?

Réponse (15.01.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

La « Wanteraktioun » (WAK / Action Hiver) est une action humanitaire mise en place annuellement par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg depuis l'hiver 2001-2002. En principe, l'Action Hiver débute le 1^{er} décembre et finit le 31 mars de l'année suivante. En 2018, une ouverture anticipée du foyer de nuit a été décidée par le Gouvernement au vu des conditions météorologiques hivernales précoces à la fin du mois de novembre.

Le Ministère de la Famille se charge de la coordination générale. Un accord de collaboration avec les associations Caritas Accueil et Solidarité ASBL, la Croix-Rouge luxembourgeoise et Inter-Actions ASBL définit l'organisation journalière de l'Action Hiver. Cet accord de collaboration trouve sa base légale dans la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont reflétés dans l'objet de cet accord de collaboration qui stipule que : « L'Action Hiver est une action humanitaire dont le but est d'éviter que des personnes sans abri ne meurent d'hypothermie en période de grand froid sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. De par sa nature humanitaire, l'Action Hiver limite son intervention à une prise en charge, dans la dignité, des besoins primaires des personnes sans abri : accueil de

jour, hébergement de nuit, repas et hygiène corporelle. L'accueil des personnes sans abri adultes se fait sans distinction de sexe, de nationalité, de race ou de religion; les personnes sans-papiers sont accueillies et hébergées au même titre que les personnes en situation légale. »

Les inscriptions à la « Wanteraktioun » se font tous les jours au Service de la coordination à Bonnevoie. En vue de permettre une gestion cohérente des sites de Findel et de Bonnevoie et pour des raisons de sécurité et de santé, il est primordial de pouvoir identifier les personnes hébergées.

Ainsi, toutes les pièces permettant d'identifier une personne, y compris les permis de conduire, cartes de bus, cartes de sécurité sociale et autres documents, sont acceptées pour l'inscription à la « Wanteraktioun ». Un certain nombre de personnes ne disposent, ni d'une pièce d'identité formelle (passeport ou carte d'identité), ni d'un des autres documents mentionnés ci-avant. Afin de permettre à ces personnes d'avoir accès à la « Wanteraktioun », elles reçoivent un badge plastifié et numéroté. Au 26 décembre 2018, 19 personnes disposaient d'un tel badge.

Quant aux personnes qui ne sont pas inscrites au service de la coordination à Bonnevoie, elles sont cependant admises au foyer de nuit de Findel si elles sont accompagnées par le Service du premier appel ou par la police.

Quant à la règle à laquelle vous faites allusion et qui limite l'accès aux personnes sans-papiers à la « Wanteraktioun » aux nuits où la température est inférieure -3°C, celle-ci a été prévue par mesure de sécurité, en concertation avec les organisations de terrain et la Police grand-ducale. En effet, dès l'été 2018, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ainsi que ses partenaires, ont été informés de la présence sur le territoire de personnes réputées dangereuses, disposant d'un potentiel d'agressivité et ayant recours à la violence physique. Ces personnes seraient en train d'essayer d'avoir accès au milieu des sans-abris au Luxembourg. La situation de danger potentiel a été évaluée et discutée avec tous les acteurs impliqués sur le terrain et il a été décidé de limiter l'accès au foyer de nuit des personnes qui refusent de décliner leur identité. En référence à l'article 3¹ de la Déclaration universelle des droits de l'homme, cette limitation a été prévue afin de protéger les personnes les plus vulnérables à conserver leurs droits et à préserver l'intégrité physique, le bien-être et la santé de tout bénéficiaire, bénévole et travailleur socio-éducatif à la « Wanteraktioun ».

À noter que cette règle n'a pas encore été appliquée. Toutes les personnes ont été admises à l'Action Hiver jusqu'à présent, nonobstant des températures extérieures.

Question 0102 (18.12.2018) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **listes des membres des associations sans but lucratif et fondations** :

Am Gesetz iwwert d'Associatiounen an d'Fondatiounen ouni But lucratif steet, dass all ASBL pro Joer beim Registre de commerce et des sociétés (RCS) eng Lëscht muss ofginn, déi d'Nimm, d'Virnimm, d'Wunnsätz an d'Nationalitéite vun hire Memberen an alphabetescher Reiefolleg enthält.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Justiz dës Fro stellen:

1. Wéi vill ASBL sinn aktuell beim RCS immatrikuléiert?
2. Opgeschlësst no Joer, wéi vill ASBLen hunn ab dem Joer 2008 esou eng Lëscht agereecht?
3. Wéi vill ASBL si säit dem Joer 2008 mindstens während engem Joer dës gesetzlecher Opfuerderung net nokomm?
4. Denkt de Minister, dass d'Flicht, fir järelech eng Memberslëscht beim RCS ze deposéieren, an Zukunft - opgrond vun administrative Vereinfachungen an Datschutzgesichtspunkten - opgehuewe kéint ginn?

Réponse (18.01.2019) de **M. Félix Braz**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice* :

Den Artikel 10 vum Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwert d'ASBLen an d'Fondatioune gesäit Folgendes vir:

« Art. 10.- Une liste indiquant, par ordre alphabétique, les noms, prénoms, demeures et nationalités des membres de l'association, doit être déposée auprès du registre de commerce et des sociétés dans le mois de la publication

des statuts. Elle est complétée, chaque année, par l'indication dans l'ordre alphabétique des modifications qui se sont produites parmi les membres. Toute personne pourra en prendre gratuitement connaissance.

Faute par les statuts de déterminer le délai dans lequel la liste des membres devra être complétée, ce délai sera d'un mois à partir de la clôture de l'année sociale. »

Den Artikel 26, 2. Alinea präziséiert:

« L'omission des publications et formalités prescrites par les articles 3 alinéa 2, 10 et 11 aura pour effet de rendre inopposable aux tiers les faits qu'elles devaient constater, si l'omission leur a causé préjudice. »

Op déi dräi éischt Froen huet de Luxembourg Business Registers (LBR), en charge vun der Gestiou vum Handelsregister (RCS), folgend Zuele matgedeelt:

ad 1. 11.155 ASBLen waren op den 31.12.2018 beim RCS immatrikuléiert.

ad 2.

	Zuel vun den ASBLen, déi op d'mannst eng Lëscht deposéiert hunn
2008	437
2009	433
2010	468
2011	470
2012	472
2013	484
2014	483
2015	455
2016	478
2017	525
2018	521

ad 3. Et ass dem Luxembourg Business Registers - aus technesche Grënn - net méiglech, dës Informatioun ze ginn. Et war awer méiglech, erauszufannen, dass 8.951 ASBLen (dovunner 447, déi 2018 immatrikuléiert gi sinn) zënter 2003 keng Lëscht deposéiert hunn.

Op déi lescht Fro ass ze signaliséieren, dass de Projet de loi 6054, deem 2009 deposéiert ginn ass, virgesäit, d'Obligatioun vum Dépôt vun der Lëscht ofzeschaffen. Mäin Departement ass amgaangen, Amendementen zu dem Projet de loi virzereeden, an d'Ofschaffung vun dëser Obligatioun bleift virgesinn.

Question 0103 (18.12.2018) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **salaires des chargés de cours et des chargés d'éducation** :

Eng Rei Persounen, déi als Chargés de cours oder Chargés d'éducation a staatleche Schoulen agestallt sinn, kruten tëscht August an November 2018 während e puer Méint kee Salaire - beziungsweis e Salaire am Centberäich iwwerweisen. Fir op dës Mëssstand opmierksam ze maachen an Erklärungen iwwert d'Zustanekomme vun dëse Fäll ze erhalen, hat ech de 14. November 2018 eng parlamentaresch Fro un den Här Bildungsminister gestallt, déi leider net zu menger Zefriddenheet beäntwert gouf. Well et sech bei deem genannten Zäitraum ëm eng Period handelt, an där en neit Schouljoer ugaangen ass, huet den Här Minister seng Äntwert vollstänneg op d'Salaire vu Persoune bezunn, déi fir d'Rentrée 2018-2019 nei agestallt goufen, ouni datt meng Fro dës Aschränkung enthalen hätt. Datt nei agestallte Persounen am August nach kee Salaire kruten an et Verzögerung konnt gi bei onkompletten Dossieren, erschéngt evident. Mä d'Fro, wissou d'Salaire vun anere Chargéen, déi scho laang an hirem Beruff tätég waren, net ausgeschott goufen oder nëmmen e puer Cent ëmfaasst hunn, ass ëmmer nach net beäntwert.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister dës Fro stellen:

- Huet den Émstand, datt den Här Minister a senger Äntwert vum 17. Dezember 2018 nëmmen iwwer nei Astellung schreift, domat ze dinn, datt de Problem mat de Saläre vun de Chargéen dem Minister net a senger Totalitéit bekannt war?

- Wéi vill Persounen, déi scho virun der Rentrée 2018-2019 als Chargé an enger Schoul tätég waren an deenen hir Kontrakter fir déi lescht

Rentrée weider gelaf sinn, kruten tëscht August an November 2018 kee Salaire oder e Salaire ënner fënnf Euro iwwerweisen?

- Wisou ass et zu dëse Verspéidungen a Fehlbe-träg beim Ausschëdd vum de Saläre komm?

- Wéi héich ass de Gesamtmontant u Salären, déi tëscht August an November 2018 verspéit ausbezuelt goufen?

- Wéi eng Konsequenze wäerte vu ministerieller Säit gezu ginn, fir an Zukunft äänlech Lounaus-fäll ze vermeiden?

Réponse (28.01.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

D'Äntwert vum Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend vum 17. Dezember 2018 bezitt sech op d'Enseignanten am Regime vum Employé de l'État, déi ab der Rentrée 2018-2019 enga-géiert gi sinn an deenen hire Saläre eréischt während de Méint November an Dezember aus-bezuelt konnt ginn, dëst ënner anerem, well hire Personaldossier net komplett war. Am Ganze sinn 2.254 Agenten an dësem Kontext vun engem Nobezele vu Paie betraff.

Bei deenen Zommen, déi ënner fënnf Euro sinn, oder generell bei wéineg bedeitenden Zommen, déi ausbezuelt gi sinn, handelt et sech net, esou wéi den honorablen Deputéierten dat mengt, ëm d'Ausbezele vu reelle Paien, mä ëm Montanten, déi duerch eng verspéiten Deklaratioun vun zousätzleche Rempla-cements-Stonnen, dem retroaktiven Ausbe-zele vun enger Familienzoulag, dem Zréckbe-zele vu Steieren oder dem Ajustement vum Steierkredit duerch de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) bei der Clôture vum Steierjoer am Dezember 2018 entstan sinn. An dëse Fäll handelt et sech bei de Betraffenen ëm Remplaçanten an der Grondschoul, Chargés de cours oder Chargés d'éducation, déi schonn en Aarbechtskon-trakt virun der Schoulentrée 2018-2019 haten.

D'Schafe vun neien informatesche Léisungen an d'Optimisation vun den Aarbechtsprozes-ser an dësem Beräich am Laf vun 2019 wäert an Zukunft de Floss un Dokumenter a Personal-dossieren tëscht dem CGPO an dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend méi séier maachen.

Question 0104 (18.12.2018) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les **retards auprès de la division de la mensuration de l'Administration du cadastre et de la topographie** :

Bei den Ausmiessungen, déi duerch de Service vum Kadaster op Ufro vun den éffentlechen In-stitutiounen a vu Privatleit um Terrain ausge-fouert ginn, besteet ee grouse Réckstand, deem all Limitten iwwertrëfft, an dëst schonns säit dem Joer 2001. Den deemolege Minister hat op eng parlamentaresch Fro (N^o 1305) ge-äntwert, datt ee sech dësem Problem an engem Méijoresplang géif unhuelen.

Elo schreiw mir d'Joer 2018 an ewéi mir zou-gedro gouf, ass nach ëmmer ee grouse Réck-stand, esou zum Beispill bei der Ausmoossung vu Bauplazen, déi am Perimeter leien, wou eenzel Privatleit iwwer ee Joer musse waarden, bis datt d'Ausmiessung säitens dem Kadaster-service gemaach gëtt.

An dësem Kontext géif ech dem Här Finanzmi-nister gär folgend Froe stellen:

- Wat sinn déi genee Grënn fir dës Réckstänn?

- Firwat hunn déi eenzel „Ratrapages“-Aktiounen net dat gewünschte Resultat virzeweisen?

- Wat gedenkt den Här Minister respektiv d'Re-gierung ze ënnerhuelen, fir datt dës Réckstänn esou schnell ewéi méiglech opgeschafft ginn an datt och déi zukünfteg Demanden an engem normalen Zäitraum kënnen verschafft ginn?

- Wéi vill Dossieren hunn an dësem Beräich ee Réckstand vun iwwer engem Joer respektiv dräi an zéng Joer?

Réponse (17.01.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

2002 huet d'Regierung decidéiert, d'Legisla-tioun vun Geometer ze liberaliséieren. Mat der Liberaliséierung vun deem Beruff ass den Titel vum offizielle Geometer entstanen, deem den Agrament vum Stat huet. Säit 2002 huet de Kadaster also net méi de Monopol, wat d'Ausmiessungen ubelaangt, an et hu sech mëttlerweil aacht offiziell Geometeren etabli-ert.

Deemools ass datt Gesetz modifizéiert ginn, well d'wirtschaftlech Aktivitéite vum Land et mat sech bruecht hunn, dass vill Terrain ge-bräucht ginn ass an deementspreechend déi

néideg Ausmiessungen hu misse gemaach ginn.

Dem Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Scha-fen an d'Reglementatioun vun de Geometeren an offizielle Geometeren no ass et den offizielle Geometer eleng, deem technesch Operatiou-nen an Etüde maachen däerf, wat d'Limitten an d'Fläche vu Propriétéiten ugeet, wa Consta-ten, Procès-verballen, Demarkatiounspläng an aner Pläng un notariell, administrativ a gerichtlech Akten annexéiert ginn.

Et ass also entweder den offizielle Geometer oder de Kadaster, deem d'Ausmiessunge vir-huele kann. Iwwert d'Joren huet sech en Equili-ber installéiert tëscht den Dossieren, déi vum Privatsecteur respektiv vun der Kadaster-verwaltung traitéiert ginn. Deemno kënnen Ufroen, bei deenen de Kadaster no engem län-geren Zäitraum kee Retour ginn huet, duerch-aus och vun engem offizielle Geometer traitéiert ginn.

An der Regel ass et esou, dass d'Dossieren, mat deenen de Kadaster saisiéiert gëtt, ban-nent zwee bis dräi Méint ugaange ginn. Bis den Dossier ofgeschloss ass, kann et entspre-chend der Komplexitéit vum Dossier dräi bis sechs Méint daueren.

Question 0106 (18.12.2018) de **M. Dan Biancalana** (*LSAP*) concernant un **lycée pilote au sud du pays** :

L'accord de coalition du nouveau Gou-vernement mentionne, dans le cadre de la di-versification des offres scolaires, que « au sud du pays, il est prévu un nouveau lycée pilote dans le but de dynamiser l'offre scolaire à tra-vers un éventail de concepts pédagogiques in-novants ».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeu-nesse et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Un site pour la construction de ce lycée a-t-il déjà été identifié ? Dans la négative, quels sont les sites potentiellement concernés ?

- Quels sont les critères d'implantation retenus ?

- Dans l'affirmative, des pourparlers avec la com-mune concernée ont-ils été entamés ?

- Quels sont les concepts pédagogiques inno-vants que le Ministère de l'Éducation nationale entend développer et soutenir ?

- Quels sont finalement les critères d'évaluation retenus pour ce « lycée pilote » ?

Réponse (29.01.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Comme indiqué par l'honorable Député, le pro-gramme gouvernemental 2018-2023 comprend effectivement le passage suivant :

Au sud du pays, il est prévu un nouveau « lycée pilote » dans le but de dynamiser l'offre scolaire à travers un éventail de concepts pédagogiques innovatifs.

Comme tout programme gouvernemental, celui présenté le 11 décembre 2018 à la Chambre des Députés définit les grandes lignes politiques que le Gouvernement entend suivre tout au long de la période législative en cours. Il s'agit en l'occurrence d'un mandat que le Gou-vernement en place entend remplir d'ici 2023.

En matière d'éducation nationale, le Gou-vernement souhaite poursuivre sur la voie de la diversification de l'offre scolaire. Le MENJE en-tend ainsi compléter l'offre pédagogique de notre système scolaire par la création d'un « ly-cée pilote » supplémentaire qui permettra d'in-troduire de nouveaux modèles pédagogiques innovants susceptibles d'apporter un nouvel élan bénéfique à l'ensemble de notre système scolaire.

À côté de l'offre existant déjà au centre du pays avec le Lycée Ermesinde (LEM) installé à Mer-sch, la volonté de mon Ministère est de voir implanté un établissement scolaire comparable dans le sud du Grand-Duché afin de répondre à un réel besoin pédagogique.

Quant à un éventuel site prévu pour la construction d'un tel établissement ainsi que les critères d'implantation, il serait, à ce stade, prématuré de se prononcer.

¹ Déclaration universelle des droits de l'homme, Article 3 « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. »

Question 0107 (18.12.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les vaccins contre la grippe :

Il me revient que nous faisons face cet hiver à une pénurie de vaccins contre la grippe, ceci pouvant s'expliquer apparemment par un désistement de dernière minute d'une firme productrice, commercialisant un vaccin tétravalent. Les précommandes des pharmacies ouvertes au public et des pharmacies hospitalières n'ont pu être honorées que par une augmentation de la production destinée au Grand-Duché par une firme concurrente, augmentation qui pour le moment ne suffit malheureusement pas à couvrir les besoins de la population du Grand-Duché. Les pharmacies ouvertes au public seraient en situation « hors stock ».

- Monsieur le Ministre de la Santé est-il informé de cette situation ? Des mesures ont-elles été prises au niveau de la Direction de la santé pour remédier à cette situation ?

Il me revient en outre que les trois grossistes-répartiteurs couvrant l'essentiel du marché des vaccins contre la grippe au Luxembourg ne seront, pour la saison 2019-2020, approvisionnés d'office que par un seul vaccin, les autres fabricants ayant d'ores et déjà décidé de délaissé le marché luxembourgeois. Le risque de pénurie massive au moindre problème de production s'annonce donc sérieux pour la saison hivernale 2019-2020.

- Monsieur le Ministre de la Santé peut-il confirmer ces informations, et, dans l'affirmative, ne compte-t-il pas prendre des mesures afin d'obliger les autres firmes pharmaceutiques productrices de vaccins contre la grippe de livrer les grossistes-répartiteurs luxembourgeois, sachant que la vaccination préventive contre la grippe saisonnière est essentielle pour la santé d'une partie importante de la population ?

- À titre accessoire, Monsieur le Ministre de l'Économie ne compte-t-il pas faire examiner cette situation de monopole de fait par les services du Conseil de la concurrence du Luxembourg ? Quels moyens peuvent être mis en œuvre pour remédier à la situation, si la situation de monopole était confirmée par le Conseil de la concurrence ?

Question 0109 (19.12.2018) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les vaccins contre la grippe :

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4064 du 28 septembre 2018, ayant soulevé la possibilité d'une rupture de stock de vaccins antigrippaux suite à la décision des laboratoires Mylan de ne plus fournir le marché luxembourgeois cette saison pour des raisons pécuniaires, Madame la Ministre de la Santé a assuré qu'« actuellement, suivant les informations obtenues auprès des grossistes, ces derniers déclarent avoir suffisamment de vaccins contre la grippe saisonnière en stock pour répondre à la demande au niveau national », pour conclure que « les quantités requises sont disponibles pour répondre aux besoins de la population ».

Or, d'après les informations relayées par la presse, il s'avère que les pharmacies ont été confrontées à des impasses dès début novembre. Entre-temps les stocks se sont épuisés complètement, avec la conséquence que notamment les patients à risque n'ont plus accès à ces vaccins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Pour quelles raisons le Luxembourg est-il confronté à une rupture de stock, malgré l'assurance contraire des grossistes ?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de résoudre la problématique au plus vite ?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour éviter qu'une rupture de stock pareille ne se répète à l'avenir ?

Question 0112 (19.12.2018) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les vaccins contre la grippe :

Wéi vum „Luxemburger Wort“ gemellt a vun RTL bestätegt, gëtt et zu Lëtzebuerg nees Enkpass beim Grippenimpfstoff. Dowéinst hunn ech dës Froen un den Här Gesondheitsminister:

1. Wéi dacks an deene leschten zéng Joer ass de Grippenimpfstoff hei am Land knapp ginn?

2. Ass et net méiglech, virzebauen a genuch vun deem Stoff anzulageren, fir datt et net zu dësen Enkpass kënn?

3. Wéi entwéckele sech d'Zuele vun de Leit, déi sech präventiv géint d'Gripp impfe loosse? Ass déi Zuel konstant? Ass et eng regelméisseg Entwécklung oder ass d'ass dést guer net virauszeseen, fir kënnen ze wëssen, wéi vill vun deem Impfstoff misst gelagert ginn?

4. Ass et richtege, datt fir den nächste Wanter nëmmen nach ee Produzent (géint zwee Produzenten dëst Joer) Lëtzebuerg deen Impfstoff wäert liwweren?

5. Wat sinn d'Ursachen, datt d'Offer esou aegschränkt gëtt (wirtschaftlech Konzentratioun am Pharmaberäich, e Produit, dee manner Offsaz fënnt an aus de Sortimenten geholl gëtt, Schwierigkeete beim Import) a wat kann doru géinnert ginn?

Question 0114 (19.12.2018) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les vaccins contre la grippe :

Bien que des premiers cas de grippe selon le LNS soient déjà avérés, il est encore temps de se vacciner contre la grippe puisque la nouvelle campagne de vaccination du Ministère de la Santé explique que la saison épidémique court généralement de la fin de l'année jusqu'au printemps.

Or, selon des articles parus dans la presse, le vaccin antigrippal serait en rupture de stock depuis début décembre.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Est-il correct, comme le rapporte la presse, qu'il y ait actuellement une rupture de stock de ce vaccin antigrippal ?

2) S'il y a une rupture de stock, quelles en sont les raisons ? La rupture de stock a-t-elle été signalée ? Un plan de gestion de pénurie a-t-il été mis en place ?

3) Quelle a été l'évolution de la couverture vaccinale contre la grippe ces dernières années ?

4) Est-il exact qu'un différend concernant le prix avec un laboratoire aurait été à l'origine d'un défaut de livraison ?

5) Combien de laboratoires sont actuellement chargés de livrer les vaccins contre la grippe au Luxembourg ? De quels pays proviennent ces vaccins ?

6) Est-ce qu'il existe actuellement au niveau européen une approche commune permettant de gérer les ruptures d'approvisionnement, mener des négociations communes, l'achat groupé ou des réserves de sécurité de médicaments ou de vaccins ?

7) Des pénalités sont-elles prévues en cas de non-respect des conditions de livraison ?

8) Quels conseils peut-on donner aux médecins, pharmaciens et à la population en cas de situation de pénurie de vaccins contre la grippe ?

9) Quelles mesures concrètes seront prises pour pallier à ce manque de vaccins ?

10) Au vu de l'impossibilité d'un certain nombre de personnes à risque de se faire vacciner, qu'en est-il de la responsabilité de tiers ?

Réponse (17.01.2019) de **M. Étienne Schneider**, Ministre de la Santé, Ministre de l'Économie :

Le Ministère et la Direction de la santé sont effectivement informés d'une rupture de stock du vaccin contre la grippe saisonnière dans les officines du Luxembourg. Cette rupture d'approvisionnement est effective depuis début décembre. Certains retards de deux à trois jours d'approvisionnement des officines en vaccin constatés au mois de novembre étaient liés à de simples problèmes logistiques (retard de commandes, délais dans le transport du vaccin de la Belgique au Luxembourg).

Il est important de préciser que le marché des médicaments et des vaccins est en principe un marché libre qui s'autorégule par le jeu direct de l'offre et de la demande. L'État ne s'ingère généralement pas dans ce marché sauf exceptionnellement afin d'acquiescer des produits, via marché public, par exemple dans le cadre de son programme national de vaccination des enfants. Cependant, une telle approche d'acquisition par l'État n'a jamais été retenue pour le vaccin contre la grippe saisonnière par les gouvernements successifs depuis l'utilisation à large échelle du vaccin contre la grippe dans les années 1970.

En pratique, chaque année au printemps, les pharmacies font une précommande de vaccin contre la grippe saisonnière auprès des trois distributeurs grossistes de produits pharmaceutiques

au Luxembourg qui achètent le vaccin auprès des firmes productrices. Le volume de cette précommande se base sur le volume de consommation du vaccin des années antérieures. À titre d'information : 54.000 doses de vaccin grippe avaient été utilisées pendant la saison 2017-2018, ce qui constitue une situation assez stable par rapport aux années antérieures. Pour l'année 2018-2019 deux fournisseurs étaient disponibles, à savoir les firmes GSK Belgique et Mylan, la firme Sanofi ayant annoncé dès le début qu'elle ne pourrait pas approvisionner le marché luxembourgeois suite à une production réduite. La firme Mylan s'est retirée par la suite en raison d'un problème de production qui a limité la quantité de vaccin à leur disposition au niveau européen. Mylan en a informé la Caisse nationale de santé par courrier en date du 2 octobre 2018. La firme a évoqué le fait que le prix de vente accordé en Belgique et au Luxembourg était bas, ensemble avec les problèmes de production, dans une lettre aux pharmaciens pour justifier la non-livraison au Luxembourg, et le fait de donner la priorité à des pays appliquant un prix de vente plus élevé.

Il échet de remarquer dans ce contexte que le prix de vente du vaccin est déterminé par le Ministère de la Sécurité sociale en analogie avec le prix de vente négocié en Belgique, prix par rapport auquel le Luxembourg s'aligne selon l'article 13 du règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2011 (modifié) déterminant les critères, les conditions et la procédure relative à la fixation des prix des médicaments à usage humain. En effet, cet article spécifie que « le prix hors taxes d'une présentation couverte par une autorisation de mise sur le marché conformément aux dispositions légales en vigueur ne peut pas être supérieur à celui accordé par l'autorité compétente dans le pays de provenance ». Suite au désistement de Mylan, la firme GSK Belgique s'est déclarée prête à fournir les doses manquantes. Il est donc inexact d'affirmer, comme cela a été dit dans la presse, que la rupture de stock du vaccin grippe est due au désistement de la firme Mylan, puisque l'effet de ce désistement a été compensé par la société GSK Belgique.

En effet, suite à une demande accrue, GSK Belgique a finalement livré en tout 73.000 doses jusque début décembre, donc bien au-delà des prévisions faites sur base du nombre annuel des doses distribuées antérieurement (soit une augmentation de 35 %). Il s'avère en effet que beaucoup plus de personnes se sont fait vacciner cette année contre la grippe saisonnière que les années précédentes. Les motifs de cet intérêt accru pour la vaccination contre la grippe ne sont pas encore expliqués. Il est possible que ceci soit un effet collatéral de la vaccination contre le pneumocoque qui a été pris en charge financièrement pour les personnes au-delà de 65 ans et les groupes à risques à partir de septembre 2018. Suite à une campagne d'information télévisée très efficace et une mobilisation importante du corps médical, un grand nombre de personnes se sont présentées chez leur médecin pour cette vaccination antipneumococcique, et il est tout à fait possible que les médecins aient profité de cette consultation pour administrer en même temps le vaccin contre la grippe saisonnière, puisque ces deux vaccins sont recommandés pour des populations cibles très semblables. Il faut noter que d'autres pays européens ont constaté également une augmentation de la vaccination cette année, par exemple en France, où la Ministre de la Santé s'est d'ailleurs félicitée de l'utilisation complète des stocks de vaccin, preuve d'un taux de vaccination plus élevé suite à une prise de conscience relative aux bénéfices de ce vaccin par la population.

Au Luxembourg, le Ministère et la Direction de la santé tiennent également à exprimer leur satisfaction par rapport à l'accroissement récent de la vaccination à hauteur de 35 % en une seule année. Ceci devrait avoir un effet bénéfique sur la santé publique en 2018-2019 en réduisant la morbi-mortalité due à cette infection fréquente.

En général cependant, il faut dire que le taux de vaccination contre la grippe saisonnière, qui est calculé selon les recommandations de l'OCDE sur la population des personnes âgées de 65 ans et plus, reste modéré au Luxembourg, et avait même tendance à régresser ces dernières années :

2013	2014	2015	2016
42,1 %	40,1 %	39,5 %	38 %

(Source : statistiques de l'OCDE sur la santé, 2018)

À titre de comparaison, les taux de vaccination pour cette population de personnes âgées varient parmi les pays de l'OCDE de 2,8 % pour l'Estonie à 84,4 % pour la Corée du Sud. Nous devons donc persévérer dans nos campagnes d'information du public dans les années à venir.

Dès l'annonce de fin de livraison par GSK Belgique, la Direction de la santé a contacté les différents producteurs livrant les autres pays européens afin d'obtenir des quantités supplémentaires de vaccins. Cette démarche n'a pas abouti à l'heure actuelle, car beaucoup d'autres pays européens disposent également de quantités insuffisantes de vaccin (notamment l'Allemagne, la France et la Belgique) depuis fin novembre et sont à la recherche active du vaccin. Le Luxembourg continuera avec insistance cette recherche afin d'approvisionner, dans la mesure du possible, à nouveau le marché luxembourgeois.

Pour la saison 2019-2020, les autorités de santé n'ont actuellement aucune information officielle quant à la mise sur le marché des vaccins grippe. Il est cependant à noter que la firme Mylan s'est engagée dans sa lettre de désistement à la CNS du 2 octobre à fournir à nouveau le marché luxembourgeois à partir de l'année prochaine. A priori, on ne serait donc pas dans une situation de monopole comme l'évoquent certaines rumeurs. L'approvisionnement sera finalement dépendant du nombre de firmes qui auront une autorisation de mise sur le marché et probablement à nouveau du prix négocié en Belgique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) annoncera la composition du prochain vaccin, comme chaque année, en février. Ce n'est qu'à ce moment que les firmes commenceront la production de vaccin. Cette production, étant un processus biologique complexe, risque toujours de rencontrer des imprévus qui détermineront la quantité finale de vaccin disponible. Il faut également retenir que cette production, avec sa phase de validation de la qualité du produit, prend de nombreuses semaines, voire mois, et ne peut pas être relancée à court terme en cas de besoins accrus ou d'écartement d'un lot de production pour défaut de qualité.

L'Union européenne s'est penchée de façon répétée sur le problème des ruptures de stock des vaccins. En effet, ces ruptures sont assez fréquentes pour les différents produits sur le marché - pas seulement pour le vaccin contre la grippe saisonnière. Ainsi, l'UE a décidé d'acquiescer ou de réserver certains produits par le mécanisme du « joint procurement ». Ceci s'applique notamment au vaccin de la grippe épidémique (à ne pas confondre avec celui de la grippe saisonnière), où un marché a été négocié avec un producteur qui s'engage à livrer en priorités aux pays signataires certaines quantités de doses en cas de nouvelle épidémie de grippe. Le Luxembourg a activement participé à ces négociations et a confirmé récemment son intention de signer cet accord en début 2019. Il est tout à fait probable que l'UE utilisera ce même mécanisme d'acquisition pour d'autres vaccins à l'avenir.

Les autorités sanitaires ne disposent d'aucun moyen pour obliger une firme pharmaceutique à demander une autorisation de mise sur le marché national pour un produit comme un médicament ou un vaccin. La loi du 21 juillet 2012 portant sur la distribution des médicaments prévoit cependant dans son article 4 que « le titulaire d'une autorisation de mise sur le marché (...) est tenu, pour les médicaments sur lesquels porte l'autorisation de mise sur le marché et qui sont effectivement mis sur le marché au Luxembourg, d'assurer un approvisionnement approprié et continu de ces médicaments pour les personnes autorisées à distribuer en gros des médicaments, de manière à ce que celles-ci soient en mesure de couvrir les besoins de la population ».

Cette obligation légale reste cependant lettre morte si le produit en question n'est de facto pas mis sur le marché luxembourgeois ou s'il n'est plus disponible en Europe.

Devant la défaillance manifeste du marché libre de garantir les besoins en vaccin de la population, la seule façon d'obliger une firme à livrer une quantité fixe de vaccin serait d'entamer avant la saison 2019-2020 une procédure de marché public européen - à l'instar de ce qu'on fait déjà pour le Programme national de vaccination des enfants - et de conclure à sa suite un contrat avec une firme en achetant à l'avance une quantité prédéterminée de vaccin. Le succès d'un tel marché public européen dépendrait évidemment du nombre de fournisseurs soumettant une offre - sachant qu'on ne pourra jamais forcer un fournisseur de participer dans un marché public - et du prix retenu par ce marché, qui risque d'être largement supérieur au prix pratiqué dans un marché libre, régulé directement par l'offre et la demande. Cette procédure comporte en outre certains désavantages : en cas de non-utilisation du vaccin, les doses de vaccin achetées seraient perdues car la composition du vaccin change d'année en année selon les recommandations de l'OMS ; et, en cas de demande supérieure aux prévisions (comme c'est le cas cette saison), des doses de vaccin supplémen-

taires devraient être trouvées, et négociées à prix fort.

Dans le cadre d'un tel contrat d'achat par marché public des pénalités pourront effectivement être fixées en cas de non-livraison. Tel est d'ailleurs déjà le cas pour nos contrats dans le cadre du Programme national de vaccination des enfants. Il est bien entendu impossible d'imposer des pénalités aux firmes dans un marché libre, comme l'est actuellement le marché du vaccin de la grippe saisonnière. En théorie, l'État luxembourgeois pourrait se retourner contre la société GSK Belgique qui a arrêté l'approvisionnement en vaccin en début décembre, car en vertu de la loi du 21 juillet 2012 précitée, elle devrait continuer à assurer cet approvisionnement. Ceci est cependant peu réaliste car cela reviendrait à attaquer en justice le seul producteur qui a effectivement livré le Luxembourg en 2018 - d'ailleurs au-delà des attentes initiales et en compensation d'un autre producteur défaillant. Une telle démarche découragerait certainement tous les producteurs de vaccins à fournir encore le marché luxembourgeois à l'avenir.

Question 0110 (19.12.2018) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les **logements sociaux** :

An der Emissioun „Invité vun der Redaktioun“ op RTL Radio Lëtzebuerg huet d'Madamm Logementsminister gesot, datt de Stat an d'Gemengen an de kommende Jore méi baue sollen.

Zemoos am Beräich vun de soziale Mietwunnengen solle méi Efforte gemaach ginn.

Vill jonk Leit sinn aktuell weider op der Sich no engem Eegenheim. D'Demande am Beräich vun dem Verkaf iwwert de subventionéierte Wunnengsbau ass risegrouss.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Logementsminister riichten:

- Ass et richtig, datt de Stat an Zukunft verstärkt de Fokus op de soziale Mietwunnengsbau wëllt leeën?

- Wéi wëllt d'Madamm Minister d'Gemengen dozou bréngen, datt si méi aktiv am soziale Mietwunnengsbau ginn?

- Gëtt e Ratio fir d'Promoteurs publics an d'Gemengen agefouert, wéi vill sozial Mietwunnengen a wéi vill subventionéiert Wunnenge fir de Verkaf an de kommende Jore solle gebaut ginn?

- Soll den éffentleche Promoteur „Fonds du logement“, deen direkt ënnert der Tutelle vun Logementsministère steet, an Zukunft eventuell just nach sozial Mietwunnenge bauen?

- Wei héich ass d'Enveloppe budgétaire, déi d'Regierung an de kommende fënnf Joer wëllt am Beräich vun soziale Mietwunnengsbau ausginn?

- Wei héich ass d'Enveloppe budgétaire, déi d'Regierung an de kommende fënnf Joer fir de subventionéierte Wunnengsbau wëllt ausginn?

Réponse (08.01.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement* :

Et ass richtig, datt de Stat an Zukunft de Fokus verstärkt op de sozialen an erschwéngleche Mietwunnengsbau leeë wëllt.

Fir d'Gemengen dozou ze bréngen, fir méi aktiv am soziale Mietwunnengsbau ze ginn, gesäit de Koalitionsaccord vum 3. Dezember 2018 speziell Folgendes vir:

« À côté des deux acteurs publics existants (...), les communes devront être impliquées davantage dans la lutte contre la pénurie de logements. Les communes devront disposer des moyens et du soutien nécessaires pour figurer comme véritable acteur sur le marché de l'habitat. Une cellule de facilitation de projets publics sera instaurée au sein du Ministère ayant le logement dans ses attributions, destinée exclusivement à conseiller les communes pour réaliser des projets de lotissement en régie propre. Il reviendra notamment à cette cellule de soutenir l'action communale en matière d'acquisition et de viabilisation de terrains, de la création de logements (en régie propre ou en collaboration avec l'initiative privée), de la mise en vente ou en location de terrains/logements et de la gestion du patrimoine locatif. Le modèle du "Klimapakt" servira d'orientation, en mettant à la disposition des communes des conseillers de l'habitat professionnels ("Wunnengsbauberoder"), tout en associant à cette démarche le savoir-faire de l'initiative privée.

Un nouveau pacte logement 2.0 sera mis en place entre l'État et les communes qui mettra l'accent sur la création de logements locatifs en

régie propre et s'appuiera sur le travail préparatoire réalisé et les pourparlers avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) à ce sujet. (...) »

L'engagement continu des communes dans le domaine de la création de logements sociaux et à coût modéré sera reconnu par des incitations financières supplémentaires en faveur de ces communes, éventuellement en rattachant le taux de subventions étatiques à un système de subventions échelonnées pouvant aller jusqu'à 100 % de prise en charge des frais. Le système des subventions aux promoteurs publics sera également revu dans ce contexte. (...) »

Et ass net envisagéiert, en „Ratio“ fir d'Promoteurs publics an d'Gemengen anzeféieren, wéi vill sozial Mietwunnengen a wéi vill subventionéiert Wunnenge fir de Verkaf an de kommende Jore solle gebaut ginn.

Den „Fonds du logement“ wäert an Zukunft sécherlech niewent de soziale Mietwunnengen och nach (subventionéiert) Wunnenge fir de Verkaf bauen.

D'Enveloppe budgétaire fir déi kommende fënnf Joer am soziale Mietwunnengsbau respektiv am Beräich vun subventionéierte Wunnengsbau ass nach net vun der neier Regierung fixéiert ginn.

Question 0111 (19.12.2018) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant l'**étude sur l'impact du secteur financier sur l'économie luxembourgeoise** :

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3621 du 9 février 2018, Monsieur le Ministre précise que « [a]ctuellement, une étude sur l'impact du secteur financier sur l'économie luxembourgeoise est effectivement en cours d'élaboration et sera publiée dès qu'elle sera finalisée ».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'étude susmentionnée a entre-temps été finalisée ?

- Dans l'affirmative et pour faire suite aux engagements pris par lui-même, Monsieur le Ministre peut-il fournir aux députés une copie de cette étude ?

Réponse (16.01.2019) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances* :

L'étude à laquelle fait référence l'honorable Député n'est pas encore finalisée.

Sur base des premières indications préalables, citées dans la réponse à la question n° 3621, s'est imposé un travail d'affinement de l'analyse, au regard notamment de la granularité insuffisante des données statistiques disponibles, ainsi que de la nécessité de rapprocher la méthodologie de celle du Statec. Par ailleurs, au regard notamment de l'ampleur des dernières évolutions au niveau international, il a été jugé opportun d'attendre la mise à disposition des chiffres les plus récents.

Question 0113 (03.01.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **achats de nouveaux trains** :

Ech enthuelen engem Artikel am Luxemburger Wort, datt d'CFL 34 nei Zich vum Typ Coradia beim franséischer Produzent Alstom kaf huet. Ouni op d'Detailer anzegoen, ass mat deem Investissement bis 2024 eng Capacitéserweiderung op 39.100 Sëtzplazen ugestriift. Dat ass e Plus vun 43,75 % op déi aktuell 27.200 Sëtzplazen. Hei sinn an dësem Kontext meng Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentleche Aarbechten:

1. Ass beim Kaf vum neien Zuchmaterial d'Tat-saach, datt den éffentlechen Transport gratis soll ginn, mat agerechent ginn?

2. Ass unzehuelen, datt den aktuelle Passagéierzouwuess vun 3 bis 5 % d'Joer mat dem gratis éffentlechen Transport nach an d'Luucht wäert goen?

3. Ass mam Wuesstum vum Aarbechtsmaart an den nächste Joren net mat nach méi héije Passagéierzuelen ze rechnen?

4. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'CFL de Problem vun den néidege Capacitéite laangfristeg geléist huet?

5. Ass den Här Minister och der Meenung, datt mat der Réalisierung vun den Infrastrukturprojeten op der Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg,

dem Ausbau vun der Stater an der Modernisierung vun der Beetebuerg Gare op d'mannst d'Schinnennetz vum Süden a Weste vum Land a vu Frankräich an der Belsch um Maximum vun den Ausbauméiglechkeeten ukomm ass?

6. Wat hält den Här Minister dovun, datt dëse Marché vun der CFL un eng vun de fréier prominentste franséische Gruppen an der Atomindustrie geet?

Réponse (21.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Den éffentleche gratis Transport ass eng sozial Mesure. Fir d'Attraktivitéit an duerno och d'Notzung vun éffentlechen Transport eropzesetzen, investéiert d'Regierung op Rekordniveau an d'Qualitéit, d'Offer an d'Infrastrukturen. Duerfir ginn ech och dovun aus, datt den éffentleche gratis Transport keng grouss Auswirkungen op de Wuesstum vun de Passagéierzuelen huet.

ad 2. D'Hypothesen vum Wuesstum vun de Passagéierzuele vun 3 bis 5 % stellt eng staark Wuesstumshypothesen duer, esouwuel am Verglach mam historesche Wuesstum zu Lëtzebuerg déi lescht zéng bis fofzéng Joer, wat eng ekonomesch staark Wuesstumsperiod war, ewéi och am Verglach mat aneren europäesche Mäert.

ad 3. De Marché, deen am Dezember 2018 vergi ginn ass, gesäit, nieft dem Kaf vu 34 Automotricen, optionnel Louse vir. Sollt de reelle Wuesstum an den nächsten zéng Joer den historesche Wuesstum vun 3 bis 5 % iwwerschreiden, wäert dëst et erlaben, 20 zousätzlech Automotricen anzekafen. Esou ass anzeschätzen, datt fir déi nächst zéng Joer d'CFL iwwert déi néidege Capacitéite verfüügt, fir der Demande gerecht ze ginn.

ad 4. Déi opgezielten Infrastrukturprojete si Bestanddeel vun engem ganze Projet, fir d'Capacitésen um Lëtzebuergger Streckennetz an den nächsten zéng Joer auszubauen. De ganze Projet ass mam zukünftegen Exploitationskonzept fir déi kommende zéng Joer a mam Kaf vum bestallten Zuchmaterial kohärent. No dësem Zäitraum kënnen zousätzlech Projeten noutwendeg ginn.

ad 5. D'Attributionskritäre vum Marché waren den Acquisitionspräis, déi technesch a kommerziell Konformitéit zum Cahier des charges, d'Energieconsommation an d'Konzept vun der Maintenance vun den Automotricen. Opgrond vun dëse Kritären huet sech d'Offer vun Alstom als déi ekonomesch favorabelst erweisen.

Question 0115 (19.12.2018) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Franz Fayot** (LSAP) concernant l'**imposition au quart du taux global des plus-values** :

La loi du 29 juin 2016 a introduit respectivement réintroduit l'imposition au quart du taux global des plus-values pour les ventes d'immeubles d'habitation et de terrains à bâtir.

Ce régime originalement prévu pour le seul exercice budgétaire 2017 fut prolongé à la suite jusqu'au 31 décembre 2018.

Étant donné la situation tendue dans le domaine du logement, le but de cette mesure était de stimuler l'offre de terrains à bâtir et de logements.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances :

- Quel a été l'écho de cette mesure limitée dans le temps ?

- Combien de transactions ont bénéficié de cette mesure ?

- Combien de ventes de logements en ont bénéficié et comment ce chiffre s'est-il développé par rapport aux exercices où cette réduction d'impôt n'était pas en vigueur, notamment pour 2015 et 2016 ?

- Combien de terrains ont été vendus et quelle en est la superficie par rapport à ces mêmes exercices ?

Réponse (23.01.2019) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances* :

Les honorables Députés se réfèrent à la loi du 29 juin 2016 portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs qui prévoit que les plus-values immobilières réalisées entre le 1^{er} juillet 2016 et le 31 décembre 2017 dans le cadre de l'article 99ter L.I.R. sont imposées à un taux d'impôt réduit qui s'élève au quart du taux global. Cette mesure a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2018 par la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018.

En date du 13 mars 2018, l'honorable Député David Wagner avait posé une question parlementaire (n° 3695) sur la baisse temporaire de la fiscalité lors de la vente de biens immobiliers. Le Ministre du Logement, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances avaient donné une réponse commune en date du 10 avril 2018, dont l'analyse reste valable.

En complément des éléments mis en avant dans celle-ci, un examen des dernières données fiscales provenant des impôts directs et indirects peut fournir des indications claires sur les effets de l'application temporaire du quart du taux global, sans toutefois permettre à ce stade de tirer des conclusions définitives.

En ce qui concerne les impôts directs, il convient de rappeler qu'en raison du décalage connu et inévitable dans les impositions, il est à l'heure actuelle impossible d'établir avec certitude l'effet de cette mesure sur le volume des transactions et des recettes fiscales. En date du 31 décembre 2018, 94,66 % des déclarations relatives à l'année d'imposition 2016 ont été traitées par les bureaux d'imposition, contre 72,08 % des déclarations relatives à l'année d'imposition 2017. Les déclarations fiscales 2018 ne vont rentrer qu'au cours de l'année 2019. Pour autant, les chiffres disponibles font d'ores et déjà apparaître une tendance positive. Ainsi, 25 millions d'euros ont été encaissés suite à l'imposition au quart du taux global de la plus-value immobilière réalisée pendant l'année d'imposition 2016. Pour l'année d'imposition 2017, ce chiffre s'élève à 39 millions d'euros.

En ce qui concerne les impôts indirects, les statistiques sur le nombre des mutations immobilières transcrites aux trois bureaux des hypothèques font état d'une augmentation considérable entre 2016 et 2018. L'augmentation du nombre des transcriptions a été de 11,5 % pour la période de 2016 à 2017 et de 6,3 % pour la période de 2017 à 2018. L'offre a donc augmenté de manière incontestable.

Ce constat est corroboré par les recettes en matière de droits d'enregistrement :

- entre 2015 et 2016, les susdites recettes ont augmenté de 17,9 % ;

- entre 2016 et 2017, les recettes ont augmenté de 17,3 % et

- entre 2017 et 2018, une variation positive de 18 % a été constatée au niveau des recettes en matière de droits d'enregistrement.

Tout en tenant compte de l'augmentation des prix estimée par le Statec en matière immobilière entre 5 % et 6 % par an et de certains actes exceptionnels, il n'en reste pas moins que cette tendance reflète une augmentation tangible du volume de l'offre.

En se focalisant sur le détail de l'évolution des recettes par mois, il est à observer que chaque fois où il y avait crainte d'une non-reconduction de la mesure (en fin d'année 2017 et 2018 respectivement), la recette de décembre excédait nettement celle des mois antérieurs. Par exemple, la moyenne des onze premiers mois en 2017 a rapporté des recettes de 22,8 millions d'euros. Le mois de décembre 2017, par contre, a eu pour résultat des recettes d'un montant total de 53 millions d'euros en un seul mois. Ce phénomène a également été constaté pour l'année 2018.

En guise de conclusion, et tel qu'indiqué déjà en réponse à la question parlementaire n° 3695, précitée, une étude précise et complète n'est susceptible d'être réalisée qu'après le traitement de la plus grande majorité des déclarations fiscales relatives à l'année d'imposition 2018 au niveau des impôts directs. Néanmoins, en se basant uniquement sur les données fiscales provenant des impôts indirects, il s'avère d'ores et déjà que la baisse temporaire de l'imposition des plus-values immobilières a pu stimuler l'offre de terrains à bâtir et de logements. Ainsi, on peut estimer que l'incertitude quant à la prolongation de la mesure du quart taux en fin de 2017 et 2018 a joué pleinement et favorisé l'augmentation de ventes en fin d'exercice. Cette constatation justifie le choix du Gouvernement d'interrompre la mesure au 31 décembre 2018.

Question 0116 (20.12.2018) de **M. Max Hahn** (DP) concernant l'**achat par l'entreprise EDF de terrains aux alentours de la centrale nucléaire de Cattenom** :

Comme l'a relayé récemment la presse internationale, l'entreprise publique française EDF aurait



acheté de nouveaux terrains aux alentours de la centrale nucléaire à Cattenom.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre a-t-elle été informée de cette acquisition de nouveaux terrains d'EDF par le Gouvernement français ?

2) Madame la Ministre est-elle au courant des intentions d'EDF concernant l'utilisation prévue de ces terrains ?

3) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions quant à la nature du projet d'EDF ?

4) Madame la Ministre est-elle en contact avec les autorités françaises afin d'encourager l'implantation d'installations dédiées à la production d'énergies renouvelables, notamment dans le but d'accélérer la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom ?

5) Quel est l'état d'avancement actuel des discussions avec le Gouvernement français concernant la fermeture de la centrale nucléaire à Cattenom ?

Réponse (25.01.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1), 2) et 3) La ministre est au courant des informations relatives par la presse française mais ne dispose pas d'informations plus précises sur les activités commerciales engageant une entreprise française sous statut privé.

ad 4) Ensemble avec le Ministre de l'Énergie, Claude Turmes, Madame la Ministre de l'Environnement va œuvrer dans ce sens auprès de ses interlocuteurs français.

ad 5) Dans ce contexte, je renvoie à la réponse dans le cadre de la question parlementaire n° 0063.

La ministre continuera son engagement ferme et résolu en faveur d'une fermeture des deux sites.

En ce qui concerne la situation en France, il faut signaler que le Gouvernement français laissera probablement à EDF du point de vue industriel, et le cas échéant à l'ASN du point de vue de la sûreté, la responsabilité sur les réacteurs à fermer. Dans le cadre de la présentation du projet de PPE, le Gouvernement français a précisé qu'il « nourrira un dialogue avec l'entreprise EDF afin de planifier cette décroissance et désigner les sites sur lesquelles les fermetures seront opérées. La confirmation définitive des réacteurs à fermer interviendra au moins trois années avant la date de fermeture effective des réacteurs choisis ».

Ces précisions semblent indiquer qu'une liste exhaustive des sites ne pourra être élaborée qu'en procédant par étapes. Dès lors, le Gouvernement luxembourgeois utilisera tous les moyens juridiques et politiques à sa disposition afin de pouvoir influencer sur les choix des sites à fermer et afin de faire valoir des critères géographiques dans la stratégie de sortie du côté français.

Par ailleurs, le Gouvernement français a précisé, dans le cadre de la présentation du projet de PPE, son intention de vouloir consulter les pays voisins sur la stratégie à adopter. Le Gouvernement luxembourgeois est dès lors intervenu auprès de son ambassade à Paris afin de porter à la connaissance du Gouvernement français son désir d'être consulté dans le cadre de cette procédure et son vif intérêt pour un échange de vues sur les objectifs du PPE.

Dans ce contexte, la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Carole Dieschbourg, et le Ministre de l'Énergie Claude Turmes prendront contact avec leur homologue français. Ils vont également veiller à consolider l'alliance avec le Gouvernement allemand en ce qui concerne l'engagement pour la fermeture du site de Cattenom.

Question 0117 (20.12.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **pollution sonore des éoliennes** :

D'Weltgesundheitsorganisation huet den 10. Oktober 2018 nei Direktiven erausginn. Dora steet, datt de Kaméidi an Europa zu de gréissten Émweltgefore gehéiert an esouwell psychesch wéi kierperlech ka krank maachen. Häerz, Kreeslaf a Stoffwiessel wäeren hei besonnesch betraff. An deenen Direktive ginn nieft dem Kaméidi duerch de Verkéier och Wandturbinnen a Fräizäitaktivitéiten als Quell uginn.

Aus deene Grënn ass rieds vun engem maximale Kaméidispegel vu 45 Dezibel fir Wandan-

lagen (aktuell an Däitschland 55 Dezibel no u Wunnegebidd). Dofir wëll ech dës Froen un den Här Gesondheitsminister an un d'Madamm Minister fir Émwelt, Klima an uhalteg Entwécklung stellen:

1. Wat fir en Dezibel-Héchstwäert gëllt aktuell bei der Geneemegung vu Wandanlagen no u Wunnegebidd?

2. Ass d'Direktiv vun der Weltgesundheitsorganisation zu Lëtzebuerg bekannt an ass dru geduecht ginn, hir Recommendationen an eis Gesetzgebung ze iwwerhuelen?

3. Wann d'Gesondheet vun den Awunner eischt Prioritéit ass, wat bedeit d'Direktiv vun der Weltgesundheitsorganisation fir de Wandanlagen-Projet vun Uewerkuer (mat enger Distanz vu ronn 550 Meter zu den eischte Wunnegebidd)?

4. D'Énergieindustrie huet mat Ofschalt-Automaten op d'Kritik iwwer ze vill Kaméidi geäntwert. Wéi schätzt den Émweltministère dës Anlagen an a wéi gedenkt hien, hiert korrekt Funktionéieren ze garantéieren?

5. Firwat gëtt et an der Lëtzebuenger Gesetzgebung keng Minimaldistanz vu Wandanlagen zu Wunnegebidd? Ass d'Lëtzebuenger Regierung sech bewosst, datt 850 Meter heifir net duerginn (wéi d'Beispill vun der belscher Uertschaft Bourcy weist)? Wäer hei am Land d'Aféierung vun enger Minimaldistanz op 1.000 oder op 1.500 Meter denkbar, an zwar ënner Virbehalt vun enger zousätzlecher Etüd iwwert d'Beleaschtung duerch de Kaméidi?

Réponse commune (29.01.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. Déi aktuell Kaméidiskritären, déi Wandenergieanlage fir eng Kommodo-Geneemegung musse respektéieren, entsprechen nach ëmmer deenen am „Rapport d'activités 2013“ vum Émweltministère publizéiert goufen (Säite 50 an 51). An deem Kontext gëtt och op d'Antworten op d'Froen N° 0950 vum 2. März 2015 an N° 3139 vum 17. Juli 2017 verwisen, déi den honorabelen Deputéierte gestallt huet.

Dës Kritäre sinn onofhängeg vun der Distanz tëschent enger Wandenergieanlage an engem Wunnegebitt. Si droen awer der Lag vum Wunnegebitt Rechnung.

An engem Wunnegebitt mat wéineg Verkéier dierf zum Beispill d'Geräisch vu Wandenergieanlage folgend Pegelen net iwwerschreiden:

- 43 dB(A) Leq(1h) am Dag (tëscht 7.00 an 22.00 Auer)

- 40 dB(A) Leq(1h) an der Nuecht (tëscht 22.00 an 7.00 Auer).

Fir mëttel Wandgeschwindegkeeten (≤ 6 m/s an 10 m Héicht gemooss) gëllen an deene respektive Periode méi niddreg Wäerter (-3 dB). Béd Grenzweierter bezéie sech op déi härteste Stonn an der jeeeweileger Period.

De Leq gëtt am Annex vum « Règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers » définiert.

Ginn et an der Nuecht nach Geräischer duerch aner Betriber, mussen dës och beuecht ginn.

ad 2. Wéi den honorabelen Deputéierte schreift, huet d'Weltgesundheitsorganisation den 10. Oktober 2018 een Dokument virgestallt mam Titel „Environmental Noise Guidelines for the European Region“. Dee Rapport, dee sech wäitgeëndst op den aktuelle wëssenschaftleche Stand vun der Recherche baséiert, ass der Émweltverwaltung an dem Gesondheitsministère bekannt. An deem Dokument ginn et Recommendationen, wat de Risiko op méiglech Gesondheetseffekter duerch Kaméidi vu verschiddene Quellen ugeet.

Fir d'Quell vun de Wandturbinne gëtt d'Weltgesundheitsorganisation eng „conditional recommendation“, fir een L_{den} -Wäert vu 45 dB(A) anezehale mam Zil, de Risiko vu méigleche Gesondheetseffekter op e Minimum ze reduzéieren. Dës Recommendation ass nëmme bedéngt, well déi wëssenschaftlech Grondlag laut den Experten net besteet oder just vun niddreger Qualitéit ass. An deem Kontext gëtt och op d'Antworten op d'Froen N° 3938 vum 16. Juli 2018 an N° 3702 vum 15. März 2017 verwisen.

Den L_{den} gëtt am Annex I vum « Règlement grand-ducal modifié du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement » définiert.

Den L_{den} -Wäert ass ee Joresduerchschnittswäert, dee Penalitéite fir Owe- an Nuetszäite virge-

säit. Dese Wäert ass net direkt mat den uewe genannte Grenzweierter, déi zu Lëtzebuerg an deem Beräich applizéiert ginn, ze vergläichen. Grondsätzlech kann een awer soen, dass keen notablen Énnerscheid tëscht den neie Recommendationen vun der Weltgesundheitsorganisation an de Wäerter, déi zu Lëtzebuerg applizéiert ginn, besteet.

Et gëtt lafend gekuckt, ob nei wëssenschaftlech Erkenntnisser an entsprechend Recommendationen zum Schutz vum Mënsch a senger Émwelt en Afloss op eis aktuell Gesetzgebung kéinten hunn. Bis dohin ass net virgesinn, d'Kritären, déi zu Lëtzebuerg applizéiert ginn, ze änneren.

ad 3. Dat rezent Dokument vun der Weltgesundheitsorganisation widderstpricht der Lëtzebuenger Approche net. Distanzen tëschent Wandenergieanlagen a Wunnegebidd ginn och vun deem Dokument net proposéiert.

ad 4. Ofschalt-Automate gi bei Wandenergieanlagen agesat, fir den „Schattenwurf“ op Wunnegebidd ze limitéieren. De Kaméidi gëtt bei den aktuellen Anlagen duerch d'Begrenzung vun der Vitesse vun de Rotore geregelt. Wann eng Wandenergieanlage gebremst muss ginn, gëtt virgeschriwwen, dass d'Betriebsparameteren enregistriert ginn. Esou ass et méiglech, de Betrib vun enger Anlage ze kontrolléieren.

ad 5. Bei der Äntwert op dës Fro erlabe mer eis, op d'Fro N° 3139, déi den honorabelen Deputéierten de 17. Juli 2017 gestallt huet, ze verweisen. Hei sinn inhaltlech Auszich aus der Äntwert op d'Fro N° 3139:

„Den Émweltministère beuertelt eng Wandenergieanlage op Basis vun hire Wierkungen op déi eenzel Émweltberäicher (Mënsch, Fauna, Flora) an net op Basis vun Distanzen. Dës Approche erlaabt et, de Spezifitéite vun engem Standuert besser Rechnung ze droen.“

Question 0118 (20.12.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **chiffres clés de l'éducation nationale** :

Im Bildungsbericht 2018 wird die Orientierung der Schüler nach Gemeinden analysiert. Eine ähnliche Analyse war bereits im Bildungsbericht von 2015 enthalten. Große regionale Unterschiede was z. B. die Orientierung in das Régime préparatoire angeht sind deutlich erkennbar. Insbesondere der Norden des Landes (flächendeckend) sowie einzelne Regionen im Süden des Landes schneiden dabei schlecht ab. Der Zusammenhang zwischen schulischem Erfolg und sozioökonomischem Status wird auch in diesem Bildungsbericht erneut bestätigt. Die Feststellungen sind demnach die gleichen wie vor drei Jahren. Bestandsaufnahmen alleine reichen nicht.

In dem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung stellen:

- Welche Konsequenzen zieht der Herr Minister aus diesen Feststellungen?

- Durch welche konkreten Faktoren wird der Zusammenhang zwischen dem sozioökonomischen Status und dem schulischen Erfolg erklärt? Warum hat der sozioökonomische Faktor einen gravierenden Einfluss auf den schulischen Erfolg?

- Welche konkreten Maßnahmen könnten dieser Korrelation entgegenwirken?

- Wird in Zukunft neben den Bestandsaufnahmen, den Analysen usw. und in Zusammenarbeit mit der Uni Luxemburg an konkreten, wissenschaftlich erprobten Lösungsvorschlägen gearbeitet?

- Sind die Ursachen für die großen regionalen Unterschiede die gleichen im Süden wie im Norden?

- Sind aufgrund der neuen Orientierungsprozeder im Cycle 4.2 allgemein weniger Schüler in das Régime préparatoire orientiert worden?

Réponse (29.01.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Die parlamentarische Anfrage der Abgeordneten Martine Hansen bezieht sich auf den Bildungsbericht 2018.

Im Jahr 1968 nahmen rund 2.800 Sechstklässler an der sogenannten MAGRIP-Studie teil, die von Luxemburger Forschern durchgeführt wurde. Eines der Hauptresultate dieser Studie war bereits damals, dass das Luxemburger Schulsystem sozial selektiv sei. Das heißt, die sozioökonomische Herkunft der Schüler korreliert mit ihren schulischen Leistungen. Schüler aus bildungsnahen und sozial besser gestellten Familien schneiden in unserem Schulsystem besser ab als Schüler aus bildungsfernen und

sozial schwächer gestellten Familien. Diese Erkenntnis ist demnach nicht neu, sondern eine Konstante in Bezug auf das Luxemburger Schulsystem seit nunmehr bereits 50 Jahren. Diese Erkenntnis ist auch nicht spezifisch für das Luxemburger Schulsystem. Alle Schulsysteme der westlichen Entwicklungsländer kämpfen mit mehr oder weniger Erfolg gegen dieses Phänomen an.

Um genauer zu verstehen, welche Faktoren Einfluss nehmen auf den schulischen Erfolg der Schüler in Luxemburg, hat die Regierung 2014 das LUCET (Luxembourg Centre for Educational Testing) ins Leben gerufen. Die vom LUCET durchgeführten Längsschnittstudien legten in den vergangenen Jahren die Basis für die Politik der Regierung.

Wie der Bildungsbericht 2018 erstmals auf einer breiten statistischen Basis darlegt, zeichnet sich die Periode des Cycle 2 der Grundschule als entscheidenden Moment in der schulischen Entwicklung der Schüler ab. In der Tat zeigen die ÉpStand-Resultate zu Beginn des Cycle 2.1 noch eine relativ homogene Schülerpopulation auf, während die ÉpStand-Resultate zu Beginn des Cycle 3.1, zwei Jahre später, bereits die Leistungsunterschiede aufzeigen, die weitgehend auch bei 15-jährigen Schülern der Sekundarschule festgestellt werden können. Dies bedeutet, dass die Schere der Leistungsunterschiede im Luxemburger Schulsystem bereits früh auseinandergeht. Verschiedene Schülergruppen scheinen demnach nicht die notwendigen Voraussetzungen mitzubringen für eine Alphabetisierung auf Deutsch und die mündliche Einführung des Französischen im Cycle 2.

Um die Problematik der sozialen Selektivität des Luxemburger Schulsystems zu illustrieren, wurde im Rahmen des Bildungsberichts 2018 eine Landkarte veröffentlicht mit den Orientierungen der Grundschüler entsprechend der verschiedenen Bildungsangebote der Sekundarstufe. Diese Karte soll keineswegs regionale Abweichungen illustrieren oder zu Vergleichen herangezogen werden. Ihr Zweck ist einzig und alleine zu illustrieren, dass es einen kumulativen Effekt gibt in Bezug auf die sozioökonomische Herkunft des Schülers und einen eventuellen Migrationshintergrund. Dort, wo beide Faktoren spielen, gibt es wesentliche Abweichungen im Vergleich zum nationalen Durchschnitt.

Diese Erkenntnis ist mitentscheidend dafür gewesen, dass die Regierung in den vergangenen Jahren die Sprachentwicklung in der Vorschule und in der Kinderbetreuung in den Mittelpunkt der Politik gestellt hat. Durch eine frühere Heranführung an die Luxemburger Sprache soll die sprachliche Basis für die Alphabetisierung auf Deutsch bei Schülern mit Migrationshintergrund verbessert werden. Durch eine frühere Heranführung an die französische Sprache, eine Reform des Französischunterrichts in der Grundschule und eine durchgängige Förderung ab dem Kleinkindalter soll der Impact der Einführung der französischen Sprache abgefedert werden.

In den kommenden Jahren wird das Observatoire de la qualité scolaire diejenigen Prozesse, die im Cycle 2 eine soziale Selektion bewirken, noch detaillierter unter die Lupe nehmen und Verbesserungsvorschläge unterbreiten. Die Sprachförderung im Kleinkindbereich wird aktuell durch einen wissenschaftlichen Beirat mit namhaften nationalen und internationalen Experten begleitet.

Neben diesen Maßnahmen von nationalem Ausmaß gibt es eine ganze Reihe von Projekten, die aktuell mit der Universität Luxemburg ausgearbeitet werden. Insbesondere im frühkindlichen Bildungsbereich wurde in dem letzten Vierjahresplan an konkreten wissenschaftlichen Lösungsansätzen geforscht. So wurde beispielsweise mit MaGrid (Mathematics Grid) ein Tablet-Computer-basiertes, sprachfreies Training mathematischer Vorläuferfähigkeiten entwickelt, mit LALA (Lauter löscht Lauter) ein Leseförderprogramm ausgearbeitet und mit den Grammatik Bausteinen (Bausteng Grammatik) didaktisches Material zum Erforschen von Wörtern und Sätzen entworfen. Erwähnenswert ist auch die Entwicklung des TCP (Test of Cognitive Potential), einer Tablet-Computer-basierten, sprachfreien Testbatterie zum fairen Erfassen von kognitivem Potenzial.

Der Schwerpunkt der empirischen Bildungsforschung an der Universität Luxemburg lag in den letzten Jahren jedoch nicht im Bereich der handlungsorientierten Grundlagenforschung, sondern in der wissenschaftlichen Bestandsaufnahme, der Propagation einer informierten Bildungsdebatte sowie im nachhaltigen Aufbau von nationaler Expertise und Infrastruktur. Die genannten Elemente sind selbstverständlich kein Selbstzweck, sondern vielmehr die notwendige Grundlage, welche die wissenschaftliche Überprüfung von Lösungsvorschlägen im ökologisch validen Kontext, in sogenannten Interventionsstudien, überhaupt erst ermöglicht.

Dem nationalen Bildungsmonitoring Épreuves standardisées (ÉpStan) kommt in diesem Zusammenhang insofern eine Schlüsselrolle zu, als dass die längsschnittlich angelegte ÉpStan-Datenbank des Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET) bei diesen zukünftigen Studien zugleich als automatisch vorhandene Ausgangs- wie auch als Prozess- und Ergebnismessung fungieren kann. Darüber hinaus erlaubt es die LUCET-Datenbank, für die Interventionsschülerinnen und -schüler sogenannte „statistischen Zwillinge“ zu identifizieren, deren interventionsfreie ÉpStan-Ergebnisse eine qualitativ exzellente und zugleich einfach zu erfassende statistische Kontrollgruppe darstellen, denn die Daten werden ohnehin im Rahmen des Schulmonitorings erhoben. Dadurch, dass die ÉpStan jährlich stattfinden und jede Schülerin und jeder Schüler, bei regulärer Schulkarriere, alle zwei Jahre in den ÉpStan auftaucht, können die Befunde zur Wirksamkeit und Effizienz der Interventionen zudem recht zeitnah vorliegen. Durch den längsschnittlichen Charakter der Datenbank lässt sich darüber hinaus die Nachhaltigkeit der Maßnahmen über die gesamte Schullaufbahn untersuchen.

Question 0119 (24.12.2018) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **nomination de trois conseillers de Gouvernement** :

Regelmässig fallen op Ministère Personalchangementer un. Heiansdo treffen esou Wiessele bei der Effentlechkeet duerch kloer an transparenten Prozeduren op Zoustämmung, heiansdo léise se guer keng Resonanz aus an heiansdo gi se vun der Bevölkerung virun allem negativ bewäert, well ontransparent. Kritäre bei der Attribution vun de Posten d'Leit gleewe loosse, datt aner Aspekter wéi d'Kompetenze vun de Kandidaten un Enn bei der Verdeelung vun den Aarbechtsplazen ausschlaggebend waren. Och am Moment ginn et erëm eng Rei Changementer an de Lëtzebuergesche Ministeren. Esou soll zum Beispill eng fréier Statssekretärin wäerte bei den Ausseministère wiesselen, fir do d'Nation-Branding-Strategie ze begleeden, e fréiere KEP-Koordinator soll an e fréiere Porte-parole vun der Nohaltegkeetsministère soll 1^{er} Conseiller de Gouvernement am neien Energieministère ginn.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Ausseugeleechheeten an Europa, dem Här Minister fir den effentlechen Déngscht, dem Här Minister fir Energie an der Madamm Ministesch fir Kultur dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Häre Ministeren an d'Madamm Ministesch dës Personalchangementer bestätegen?

2. Gouf et fir dës Posten eng oppen Ausschreibung? Wa jo, vu wéini bis wéini an op wéi enge Kanäl? Wann neen, firwat net?

3. A wéi enger Carrière an enner wéi engem Statut kann een als Persoun bei de lëtzebuergesche Ministeren agestallt ginn? Wéi eng Kompetenz soll ee matbréngen, wann een e Posten an enger héijer Carrière bei engem Ministère ustrief?

4. Wéi gëtt an de Ministère séchergestallt, dass Persounen keen Zougang zu Carrièren hunn, zu deenen hir Diplomer se net ermächtigen? Wéi oft ass et hei schonns zu Ausname komm?

Réponse commune (29.01.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Jean Asselborn*, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1. Jo.

ad 2. Fir Nominatiounen an d'Carrière vun Regierungsrät (Conseiller de Gouvernement adjoint, Conseiller de Gouvernement, Conseiller de Gouvernement première classe, Premier Conseiller de Gouvernement an Administrateur général) kënnen virzuehuelen, brauch dee jeeweilege Posten net ausgeschriwwen ze ginn. Déi Poste gi geméiss Artikel 76 vun der Verfassung a geméiss Artikel 2 vun ofgeännerten Arrêté royal grand-ducal vum 9. Juli 1857 iwwert d'Organisatioun vun der groussherzoglecher Regierung besat. Doranner heescht et: « Des conseillers (...) sont adjoints au Gouvernement. »

D'Regierung proposéiert dem Statschef an deem Kontext Leit, déi vun hirem Profil hier gëeegent sinn, déi verschidden Aufgaben, déi mat deene Posten an de jeeweilege Ministère verbonne sinn, optimal auszuféieren.

D'Zuel vun de Regierungsrät ass limitativ festgehalen am Arrêté grand-ducal du 21 décembre

2018 modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 14 janvier 1974 relatif aux conseillers qui sont adjoints au Gouvernement.

ad 3. Et kann een als Fonctionnaire, Employé oder Salarié bei engem Ministère agestallt ginn. D'Fonctionnairen an d'Employéen ginn an engem vun de Groupes de traitement oder d'indemnité agestallt, déi am emgeännerte Gesetz vum 25. März 2015 iwwert d'Gehälter an d'Konditiounen an d'Modalitéte vun den Avancementer vun de Statsfonctionnaire souwéi am emgeännerte Gesetz vum 25. März 2015 iwwert de Regimm an d'Indemnitéte vun de Statsemployéen festgehalen sinn. D'Formationskonditiounen si fir d'Beamten iwwer Reglement a fir d'Employéen iwwert d'Gesetz vum 25. März 2015 fixéiert. Déi verschidde Carrière vu Salarié mat de Formationskonditiounen sinn an dem Kollektivvertrag vun de Statsemployéen festgehalen. D'Kompetenzen, déi verlaangt ginn, sinn an der jeeweileger Postebeschreibung opgeléist. D'Beamten aus der Carrière vun dem Conseiller de Gouvernement ginn iwwert den Artikel 76 vun der Verfassung agestallt. Fir si treffen déi viregt genannte Konditiounen net zou.

ad 4. All Kandidat, dee sech op ee vun de publizéierte fräie Poste méllt, muss eng Kopie vun sengem Diplom bäileeën. Den Diplom muss dem Formationsniveau, dee fir déi jeeweilege Carrière verlaangt ass, entsprechen. De Service de recrutement vun dem Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) iwwerpréift bei all Kandidat, ob en déi legal a reglementär Konditiounen erfëllt, fir de viséierte Poste kënnen ze besetzen.

Question 0120 (20.12.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **reconduction de demandeurs de protection internationale de nationalité irakienne** :

Den däitsche Bausseminister Heiko Maas ass no sengem Besuch am Irak der Meenung, datt opgrond vun der stabiller Sécherheetsituatioun irakesch Flüchtlingen, déi sech aktuell an Däitschland ophalen, erëm an hiert Heemechtsland kënnen zrëckgoen. An engem Artikel vun der „Frankfurter Allgemeine“ vum 18. Dezember gëtt den Här Maas folgendermoossen zitëiert: „(...) ich glaube, die Sicherheitslage ist tatsächlich so, dass man sagen kann, es besteht auch die Basis dafür, (...) dass Menschen eine Perspektive haben, hier zu bleiben, aber auch wieder hierher zurückzukommen.“

Och den irakesche Bausseminister Mohamed Ali Al-Hakim huet no sengem Treffe mam Heiko Maas seng Landsleit opgeruff, an den Irak zrëckzekommen, well d'Sécherheetslag am Land, wéi hie seet, „exzellent“ wär.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Iraker mat Recht op Asyl oder subsidiär Protektioun sinn am Abléck hei zu Lëtzebuerg?

2. Fuedert d'Regierung am Kontext vun den Aussoe vum Här Maas an dem irakesche Bausseminister d'Iraker op, an hiert Land zrëckzekommen, well deemno kee Grond méi fir eng international Protektioun besteet?

Réponse (09.01.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1. Sait 2013 krute 664 Iraker de Statut vun Refugié a 46 Iraker subsidiäre Schutz zu Lëtzebuerg accordéiert.

Et ass ze bemerken, dass Leit, déi den internationale Schutzstatus zu Lëtzebuerg kritt hunn, sech an engem anere Land kënnen neiergelees hunn, ouni dat ze mellen, soudass net genau festgehalen ass, wéi vill Iraker sech am Land ophalen.

ad 2. D'Regierung suivéiert déi politesch Situatioun am Irak vu ganz no. Fir de Moment steet net an Aussicht, Iraker, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg kruten, opzufuerderen, dee Statut opzeginn an an hiert Heemechtsland zrëckzekommen. Et ass awer all Iraker fräi ze entscheeden fir fräiwëllig an den Irak zrëckzekommen an de Statut zu Lëtzebuerg opzeginn.

Question 0121 (20.12.2018) de **M. Gusty Graas** (*DP*) concernant l'**armée du Kosovo** :

Suite à un vote de son Parlement en date du 14 décembre dernier le Kosovo, qui s'est déclaré État autonome en 2009, prévoit de créer endéans un délai de dix ans sa propre armée. Vu qu'aussi bien au niveau de l'OTAN qu'au niveau de l'Union européenne certains États

membres refusent de reconnaître le Kosovo comme État autonome, cette décision suscite cependant pas mal de réactions contradictoires. La Serbie se montre indignée quant à l'initiative de son pays voisin, craignant que la minorité serbe au Kosovo ne soit poursuivie. En outre, le secrétaire général de l'OTAN a déploré le vote. Par contre, les États-Unis et la Grande-Bretagne approuvent la décision de Pristina.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quelle est la position du Luxembourg quant à la création d'une armée au Kosovo ?

2) Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas qu'une attitude commune de l'OTAN respectivement de l'UE dans ce dossier ne serait pas plus utile pour l'image de marque de ces deux organisations internationales ?

3) Comment Messieurs les Ministres évaluent-ils le risque que la création d'une armée au Kosovo provoque de nouvelles tensions dans la région des Balkans ?

Réponse commune (21.01.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1) Le Luxembourg soutient pleinement la position de l'Union européenne et de l'OTAN qu'il revient en principe au Kosovo de décider de la transformation de la Force de sécurité du Kosovo (KSF). Cependant, le mandat de la KSF devrait être modifié à travers un processus inclusif et graduel, en conformité avec la Constitution du Kosovo et en étroite coordination avec l'OTAN. On s'attend à ce que le Kosovo continue de respecter ses obligations en vertu du premier accord de principe régissant la normalisation des relations avec la Serbie, signé le 19 avril 2013 à Bruxelles, et de ses arrangements en matière de sécurité.

ad 2) Il existe une attitude commune à la fois au sein de l'UE qu'à l'OTAN quant au fond de cette question. Avec la modification du mandat de la KSF, le Conseil de l'Atlantique Nord est désormais contraint de réexaminer le niveau d'engagement de l'OTAN auprès de la KSF. Ce réexamen aura lieu une fois que les trois lois en question seront entrées en vigueur.

ad 3) La décision du Kosovo intervient dans un contexte régional difficile marqué entre autres par des tensions entre Belgrade et Pristina. À travers la KFOR, l'OTAN reste attachée à la mise en place d'un environnement sûr et sécurisé au Kosovo, et à la stabilité dans les Balkans occidentaux au sens large. La KFOR poursuivra sa mission et n'est pas remise en cause par la création d'une armée. De même, l'OTAN soutient le développement de la KSF dans son mandat actuel.

De nombreuses questions restent à aborder entre les pays des Balkans et entre le Kosovo et la Serbie en particulier. Leurs efforts pour se rapprocher de l'Union européenne doivent continuer et devraient contribuer à voir les pays en question à tout faire pour diminuer les points de tension plutôt qu'à en rajouter.

Question 0122 (20.12.2018) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **soins palliatifs** :

En 2019, il y aura dix ans que le Luxembourg s'est doté de deux lois en lien avec la fin de vie : la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Alors que la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit un rapport biennuel de la Commission de contrôle et d'évaluation à l'attention de la Chambre des Députés, la loi relative aux soins palliatifs n'en prévoit pas.

Cependant, depuis le vote de la loi en 2009, deux rapports sur l'offre des soins palliatifs au Luxembourg ont été adressés à la Chambre des Députés, le premier datant de 2011 et le deuxième datant de 2015.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) En vue de l'élaboration d'un plan national soins palliatifs - fin de vie, prévu dans l'accord de coalition, ne serait-il pas judicieux de faire une évaluation de la pratique des soins palliatifs sur le terrain, dix ans après les lois susmentionnées ?

2) Dans cet ordre d'idées, ne serait-il pas judicieux de prévoir un rapport biennuel au sujet

des soins palliatifs à l'instar du rapport biennuel sur l'euthanasie et l'assistance au suicide ?

Réponse commune (22.01.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Le rapport national le plus récent sur l'offre des soins palliatifs au Luxembourg date d'octobre 2015 et a été adressé à la Chambre des Députés sur base d'une motion adoptée en date du 2 février 2012, demandant des informations complémentaires au sujet du premier rapport de 2011. La présente motion demande également d'examiner l'opportunité de mettre en place une plateforme nationale regroupant tous les acteurs du secteur.

La plateforme nationale en question a été convoquée pour la première fois en date du 18 novembre 2016, sous la dénomination « plateforme fin de vie » afin d'inclure dans son paramètre de réflexion non seulement les aspects des soins palliatifs au sens stricte du terme, mais aussi toutes les autres questions en relation avec la fin de vie.

La plateforme se compose de représentants du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé, du Ministère de la Famille, du Ministère de la Justice, de la Fédération des hôpitaux, du Cercle des médecins généralistes, des associations « Omega 90 » et « Mäi Wëllen, Mäi Wee », de la COPAS, du Collège médical, du Conseil supérieur de certaines professions de santé, de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide et du Service national d'information et de médiation santé.

La plateforme s'est réunie une dizaine de fois sous la présidence du directeur de la santé et a traité notamment des sujets de l'information, de la formation, des règlements de pharmacie et des aspects légaux et réglementaires en relation avec la fin de vie.

L'accord de coalition 2018-2023 précise que « L'accompagnement en fin de vie et les soins palliatifs continueront d'être promus par le biais de la mise en place d'un plan national soins palliatifs - fin de vie. Dans ce contexte, la possibilité d'adapter les structures palliatives existantes aux besoins des enfants sera examinée. »

Lors de l'élaboration du projet de plan national soins palliatifs - fin de vie la nécessité d'une évaluation en vue de la détermination des axes et des mesures du plan national ainsi que l'opportunité d'un rapport biennuel au sujet des soins palliatifs, à l'instar du rapport biennuel sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, seront analysées.

En outre, dans ce contexte, et au décours des travaux envisagés, une mise à jour de la documentation sur l'état des lieux s'avérera indispensable et l'information recueillie pourra être regroupée sous forme d'un rapport actualisé.

Il appartient à la plateforme de faire des propositions concrètes au Gouvernement pour le suivi à moyen et long terme de tous les aspects en relation avec la fin de vie, incluant évidemment les soins palliatifs. À cet égard, un rapport systématique à intervalle régulier constitue une option envisageable.

Question 0123 (21.12.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** (*CSV*) concernant la **vidéosurveillance dans la capitale** :

« La vidéosurveillance étendue dès cet automne dans la capitale », tel est l'intitulé d'un article paru sur wort.lu en juin 2018. L'auteur indique dans cet article que « tout le quartier de la gare sera couvert : la rue de Strasbourg, l'aire de jeux place de Strasbourg, la rue 1900, une section de la rue Adolphe Fischer, la rue Glesener, la rue du Commerce et la rue du Fort Wedell ».

Il en serait de même pour le quartier de Bonnevoie où des caméras seraient prévues à la place Léon XIII, une partie de la rue de Bonnevoie et les aires de jeux de la rue Sigismond et de la rue des Ardennes.

Dans une réponse à la question parlementaire n° 4070, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure de l'époque avait par ailleurs indiqué que « les caméras de surveillance installées sur le territoire de la ville de Luxembourg sont toujours actives » et ceci malgré le fait que les avis

du comité de prévention communal et du procureur d'État de Luxembourg auraient été sollicités (i. e. non encore reçus) non seulement quant aux extensions, mais également par rapport au dispositif de vidéosurveillance actuellement en place.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les caméras de vidéosurveillance ont d'ores et déjà été installées dans les quartiers de la Gare et de Bonnevoie aux endroits susmentionnés ? À défaut, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les retards pris dans la mise en place des extensions du dispositif de vidéosurveillance ? Toujours dans la négative, quand le nouveau dispositif sera-t-il enfin opérationnel ?

- Les caméras de vidéosurveillance déjà en place à travers la capitale luxembourgeoise sont-elles toujours actives ?

- Quels ont été les résultats de l'analyse d'impact effectué par la Police grand-ducale ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une copie des avis du comité de prévention communal respectivement du procureur d'État de Luxembourg ?

Réponse (23.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

La vidéosurveillance ne doit pas être considérée comme un remède miracle. Elle constitue un parmi d'autres moyens pouvant être mis en œuvre pour lutter contre l'insécurité. Parmi ces autres moyens, je vise en premier lieu une présence policière sur le terrain, mais aussi des aménagements urbains adaptés.

Ceci étant relevé, j'encourage la poursuite du projet d'extension du système de vidéosurveillance dans la continuité de ce qui avait été annoncé par mon prédécesseur.

L'analyse d'impact réalisée par la police en vertu de la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale a été transmise à la Commission nationale pour la protection des données. Je serai en mesure de donner des détails sur l'installation de nouvelles caméras après avoir reçu un retour de la Commission nationale pour la protection des données.

Par ailleurs, dans le souci d'objectiver le débat et vu que la dernière évaluation du système VisuPol a été réalisée il y a huit ans, je charge l'Inspection générale de la Police de procéder à une étude sur l'efficacité du système et ses limites. Cette étude me servira de guide pour mes choix futurs.

Question 0124 (21.12.2018) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** (*LSAP*) concernant l'affaire « Dieselgate » :

Suite à l'affaire dite « Dieselgate » dévoilée fin 2015, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quelles en ont été les conséquences sur le parc automobile au Luxembourg :

- Quelle a été la proportion des moteurs diesel avant l'année 2016 ?

- Quelle est à l'heure actuelle la proportion des mêmes voitures ?

- Comment les ventes des différents types de moteurs se sont développées depuis l'année 2016 ?

- Quelles sont le cas échéant les recommandations de Monsieur le Ministre à l'adresse des consommateurs désorientés par les conséquences des tricheries dans le secteur automobile ?

Réponse (29.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Étant donné que l'affaire « Dieselgate » a notamment touché la catégorie des voitures particulières qui représentaient en 2015 76 % de l'ensemble des véhicules immatriculés au Luxembourg, la présente réponse se limite uniquement sur l'évaluation du parc automobile des voitures particulières, dont en 2015, 65 % étaient équipées d'un moteur diesel, 34,1 % disposaient d'un moteur essence, 0,75 % étaient soit à classer comme véhicules hybrides ou électriques et 0,15 % étaient équipées d'une autre motorisation.

En décomposant l'ensemble des immatriculations des voitures neuves immatriculées au courant des années 2016 à 2018, une décroissance continue des voitures diesel est enregistrable. Tandis qu'en 2015 les voitures diesel représentaient 70,7 % des nouvelles immatriculations par rapport à 28,1 % pour les voitures essence, cette proportion s'est actuellement inversée. En effet, en 2018, 48,9 % des nouvelles immatriculations sont à attribuer aux voitures d'essence et uniquement 46,9 % aux véhicules diesel. Par ailleurs, les voitures hybrides et électriques ont connu une croissance non négligeable d'immatriculations de voitures neuves, pour atteindre en 2018 une part de marché de 4,2 % par rapport à 1,3 % pour l'année 2015.

Cette évolution des immatriculations de voitures neuves a également impacté la répartition globale des motorisations des voitures particulières du parc automobile. Il en découle que les voitures diesel ont dû subir une décroissance de 3,4 % depuis l'année 2015 pour atteindre à la fin de l'année 2018 un pourcentage de 61,6 % sur l'ensemble de voitures immatriculées. D'un autre côté les voitures essence ont pu engendrer, dans cette même période, une croissance de 2,8 % pour atteindre à la fin de l'année 2018 une part de marché de 36,9 %. Finalement, en ce qui concerne les voitures électriques ensemble avec les voitures hybrides, une croissance globale de 0,59 % a pu être enregistrée pour atteindre un pourcentage total de 1,34 %.

De ce qui précède, il découle qu'il existe actuellement une forte tendance des consommateurs à ne plus acheter des voitures diesel neuves mais d'opter plutôt pour des voitures essence ou même à recourir à des voitures avec une propulsion alternative. Dans ce contexte, il est à relever qu'il n'est pas possible de donner des recommandations aux consommateurs pour l'achat d'une voiture, comme la décision d'achat est fortement liée aux conditions d'utilisation individuelles des voitures par les consommateurs.

Question 0126 (21.12.2018) de **M. Marc Angel** (*LSAP*) concernant le **financement FSE+** :

Je suis informé qu'en France, les bénévoles des Restos du cœur, du Secours populaire, de la Croix-Rouge et de la Fédération des banques alimentaires s'inquiètent du montant du futur Cadre financier pluriannuel (« Multiannual Financial Framework - MFF ») de l'Union européenne, en cours de négociation pour la période 2021-2027 pour ce qui est de l'aide alimentaire et dont dépend la pérennisation de leurs actions.

Le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) vient en soutien aux actions menées par les pays de l'Union européenne afin d'apporter une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle de base aux plus démunis.

L'aide alimentaire et l'aide matérielle de base consistent à répondre aux besoins vitaux des personnes. Elles sont souvent les premières démarches de l'inclusion sociale, permettant d'accompagner les personnes vers l'insertion et l'autonomie.

Le Luxembourg bénéficie de 3.944.660 euros de l'Union européenne auxquels s'ajoutent 696.119 euros de crédits nationaux pour la période 2014-2020 et a choisi que ces crédits soient consacrés aussi bien à l'achat de denrées alimentaires que de biens matériels de base tels que savon, shampoing, etc.

Selon la proposition présentée par la Commission européenne le 29 mai 2018, le futur Fonds social européen plus (FSE+) couvrira plusieurs domaines (l'emploi durable, notamment par le soutien à la mobilité de la main d'œuvre, la lutte contre la pauvreté et les discriminations, l'éducation et la formation tout au long de la vie, l'efficacité de l'administration publique) et interviendra notamment sur la question de l'inclusion sociale en complément du Fonds asile, migration et intégration (FAMI).

Le FSE+ sera le fruit de la fusion du Fonds social européen (FSE) avec quatre autres fonds et programmes européens : le FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis), le Programme EaSI (pour l'emploi et l'innovation sociale), l'IEJ (Initiative pour l'emploi des jeunes), et le Programme Santé de l'UE.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Dans quelle mesure le Grand-Duché de Luxembourg va-t-il s'engager dans les négociations au sujet de la répartition des fonds entre les différentes politiques de dépenses européennes et la définition des priorités politiques euro-

peennes dans le cadre des négociations du Cadre financier pluriannuel (MFF) ?

2) Quel est le financement qui sera alloué à chacun des volets du FSE+ pour la période 2021-2027 par comparaison à la période 2014-2020 ? Qu'en est-il de l'aide alimentaire dans ce contexte ?

3) À quelle hauteur le Luxembourg bénéficiera-t-il désormais de l'aide de l'Union européenne sur base du FSE+ pour la période 2021-2027 et comment ces sommes seront-elles réparties ?

4) Les montants dont bénéficie le Luxembourg aussi bien à l'achat de denrées alimentaires que de biens matériels sont-ils visés par une baisse ?

5) Le Grand-Duché de Luxembourg se joint-il aux différentes initiatives françaises afin de pérenniser le FEAD dans sa forme actuelle ?

Réponse commune (17.01.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1) En date du 29 mai 2018, la Commission européenne a publié sa proposition du budget pour la politique de cohésion dans le cadre du prochain Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027.

Les négociations sur les prochains règlements concernant les fonds structurels et d'investissement européens (dont le FSE+) ont débuté au courant du mois de juillet 2018. Les négociations dans les instances européennes se font aussi bien dans les groupes de travail préparatoires ainsi qu'au niveau politique (Conseil des affaires générales). Le Luxembourg y est représenté et suit ainsi les négociations législatives.

Le Grand-Duché de Luxembourg adopte une approche constructive lors des négociations afin de prochainement trouver un accord sur le nouveau budget de l'UE et de doter l'Union des moyens nécessaires pour mener à bien ses politiques et continuer de faire preuve de solidarité commune.

ad 2) Pour la période 2021-2027, la Commission européenne propose d'attribuer 101,2 milliards d'euros en prix courants du budget de l'UE au FSE+.

La répartition entre les différents volets du FSE+ se présente comme suit :

- Fonds social européen plus : 100 milliards d'euros

- Volet Emploi et innovation sociale : 761 millions d'euros

- Volet Santé : 413 millions d'euros.

S'agissant de la période 2014-2020, le budget total du FSE pour toute l'UE s'élève à : 120.749.820.431 euros (« Open Data Portal for the European Structural and Investment Funds »).

Actuellement, les dotations des autres fonds (qui sont actuellement à part du FSE) se présentent comme suit :

- FEAD : 3,8 milliards d'euros

- Programme Santé : 449,4 millions d'euros

- Emploi et innovation sociale : 919.469.000 d'euros.

ad 3) S'agissant des allocations nationales, celles-ci ne sont pas encore définitives (elles dépendent de l'accord final des négociations sur le CFP).

La méthode d'attribution des enveloppes nationales repose principalement sur le PIB par habitant, mais elle inclut également de nouveaux critères pour toutes les catégories de région (chômage des jeunes, niveau d'éducation inférieur, changement climatique, accueil et intégration des migrants), afin de mieux refléter la situation socio-économique sur le terrain.

Selon une première proposition de la Commission européenne, le Luxembourg bénéficierait d'un montant de 21 millions d'euros de cofinancement européen pour le FSE+.

Selon le nouveau règlement, au moins 25 % de ce montant seraient affectés à des mesures en faveur de l'inclusion sociale et au moins 2 % à la lutte contre la privation matérielle de façon à poursuivre les priorités et les actions actuellement réalisées par le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD).

Les États membres dont le taux de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation (NEET) est supérieur à la moyenne de l'Union en 2019 devront allouer au moins 10 % du volet du FSE+ à des mesures du soutien à l'emploi des jeunes (actuellement ce n'est pas le cas pour le Luxembourg).

Le programme opérationnel actuel du FSE (2014-2020) au Luxembourg est doté d'un budget global de 40,1 millions d'euros (dont 50 % contribution européenne).

ad 4) Le projet du CFP 2021-2027 prévoit que chaque État membre dédie 2 % de son enveloppe FSE+ à des mesures pour réduire la privation alimentaire/matérielle (ancien FEAD).

Les États membres conservent toute liberté d'augmenter la part qui sera attribuée à la privation alimentaire et matérielle en tenant compte des besoins de la population cible.

ad 5) La pérennisation de l'aide alimentaire ne dépend pas des fonds européens au Luxembourg. Bien avant le FEAD, le Luxembourg avait mis en place un système pour organiser l'aide alimentaire et matérielle à travers les épiceries sociales. Le FEAD est venu s'ajouter au dispositif en place.

Question 0127 (21.12.2018) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant le **programme de construction d'ensembles de logements subventionnés** :

Le Conseil de Gouvernement vient d'approuver le règlement grand-ducal arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés (sociaux) ainsi que les participations de l'État y relatifs.

L'ensemble du programme comprend actuellement 537 projets avec un total de plus de 11.000 logements.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre du Logement qui en sont les promoteurs (communes, Fonds du logement, SNHBM, autres acteurs en précisant lesquels) ?

- Quelle est la part de chacun des promoteurs dans le programme total ?

- Quel est le montant des subventions pour chacun des promoteurs ?

Réponse (14.01.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement* :

L'ensemble des projets inscrits au nouveau programme de construction d'ensembles de logements subventionnés, approuvé par le Conseil de Gouvernement dans la séance du 19 décembre 2018, vont être réalisés par un grand nombre de promoteurs, dont de nombreuses communes et beaucoup de promoteurs privés (associations, fondations, sociétés de droit privé). Par conséquent, il convient de se référer au règlement grand-ducal du 21 décembre 2018 arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État, dans lequel tous les acteurs concernés par les 537 projets sont énumérés/précisés, et qui vient juste d'être publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg (Mémorial A, n° 6 du 11 janvier 2019).

La part de chacun des promoteurs dans le programme total (537 projets à réaliser) est la suivante :

Communes	23 %
Fonds du logement	29,60 %
Associations/fondations/Kierchefong	11,00 %
SNHBM	9,68 %
Promoteurs privés	1,30 %

Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall 0,19 %

Étant donné que le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés comporte un certain nombre de projets encore au stade de l'étude, de planification, de phase PAP ou d'avant-projet sommaire et pour lesquels dès lors un calcul des subventions y relatives n'est pas encore possible, une ventilation globale des participations étatiques par type de promoteur s'avère difficile voire impossible à l'heure actuelle.

En guise d'illustration du niveau des subventions par type de promoteur, il convient de rappeler les crédits votés et alloués au cours du dernier exercice budgétaire (2018) :

Fonds du logement	37.600.000 €
	(+16,51 % par rapport à 2017)
Communes	31.000.000 € (+4,22 %)
SNHBM	28.400.000 € (+29,9 %)
Associations/fondations	
Kierchefong	9.873.266 € (+30,25 %)
Promoteurs privés	1.648.302 € (+6,03 %)

Question 0128 (21.12.2018) de **M. Gilles Roth** et **Mme Martine Hansen** (*CSV*) concernant la **hausse des droits d'accises sur les carburants** :

En réponse à une question lui posée quant à la hausse des droits d'accises sur les carburants,



Madame la Présidente du groupe politique « déi gréng » a indiqué récemment à la tribune de la Chambre des Députés que, sauf erreur de sa part, ces droits seraient augmentés jusqu'à trois à quatre centimes d'euro dans une première étape.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?
- 2) Les Ministres peuvent-ils nous indiquer quand cette hausse aura lieu ?
- 3) Quel sera l'échéancier pour les hausses des droits d'accises ultérieures ?

Réponse commune (29.01.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

ad 1 et 2) L'imposition des carburants sera adaptée dans le but d'atteindre les objectifs souscrits par le Luxembourg dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. Une augmentation est prévue pour l'année budgétaire 2019. La hauteur exacte de cette hausse dépend du résultat de l'évolution des ventes de carburants et son influence sur le respect des objectifs souscrits en matière de réduction des émissions de CO₂.

ad 3) Un comité interministériel (Finances, Environnement, Énergie, Économie) sera mis en place avec les missions d'effectuer un monitoring détaillé à un rythme régulier de l'évolution des ventes de carburants routiers, de l'analyse des facteurs sous-jacents aux évolutions observées et du suivi de l'impact des nouvelles mesures proposées par le Gouvernement. Ce comité suggérera les mesures adéquates et proportionnées devant être prises dans le respect des objectifs en matière de protection du climat.

Question 0129 (21.12.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **financement des autorités de la Palestine** :

Den holländesche Stat huet rezent decidéiert, de Financement fir déi Palästinensesch Autoritéit drastesch ze kieren - dëst mat der Begrënnung, dass déi Palästinensesch Autoritéit den Terrorismus ënnerstëtzt, zum Beispill doduerch, dass ronn 7 % vum hirem Budget dozou gebraucht ginn, emprisonnéierten Terroristen ze hëllefen a Famillje vun doudegen Terroriste weider finanziell Hëllefen zoukommen ze looschen. Fir d'Lëtzebuurger Regierung awer hunn déi sougenannten „territoires palestiniens occupés“ en „statut particulier“ a ginn als „assimilable aux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise avec un choix précis des secteurs d'intervention“ ugesinn, wéi et am leschte Rapport annuel (2017) fir d'Entwécklungshëllef heescht.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Minister fir Entwécklungshëllef respektiv dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

1. Envisagéiert och d'Regierung - am Kontext vun der Kritik vun Holland un der Palästinensescher Autoritéit -, Mesuren ze ergreifen respektiv Dispositionen ze iwwerdenken an ëmzënnere, wat de Financement vun der Palästinensescher Autoritéit ugeet?
2. Wéi positionéiert sech d'Regierung zum Virwurf, dass déi Palästinensesch Autoritéit - direkt oder indirekt - terroristesch Aktivitéiten ënnerstëtzt, a wéi eng Konsequenzen zitt si doraus?

Réponse commune (22.01.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. D'Lëtzebuurger Kooperatioun ënnerstëtzt eng ganz Rei Projeten an de palästinenseschen Territoiren. Am multilaterale Beräich ass den

Haaptpartner d'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) an iwwert déi bilatéral Schinn gi verschidden Organisatiounen vun der Zivillgesellschaft ënnerstëtzt, wéi zum Beispill am Domän vun der Gesondheet via d'ONG PMRS (Palestinian Medical Relief Society) oder an der Agrikultur via d'ONG PARC (Palestinian Agriculture Relief Committee), grad ewéi och am Domän vun der Transparenz via d'ONG AMAN (Coalition for Accountability and Integrity). Et ass also wichteg kloerzestellen, dass Lëtzebuerg déi Palästinensesch Autoritéit net direkt finanziell ënnerstëtzt.

ad 2. De Virwurf, dass déi Palästinensesch Autoritéit direkt oder indirekt den Terrorismus ënnerstëtzt, andeems Suen u Palästinenser oder hir Famillje ginn, déi duerch de Konflikt emprisonnéiert, blesséiert oder gestuerwe sinn, ass net nei. D'EU suivéiert déi Accusatiounen an huet de Sujet och an hire Gesprécher mat der Palästinensescher Autoritéit opgeworf. D'EU huet der Palästinensescher Autoritéit geroden, déi Accusatiounen seriö ze huelen a géint déi Perceptiounen virzegoen. Weder lëtzebuergesch nach europäesch Sue finanzéieren dës Paieementer.

D'Palästinensesch Autoritéit justifiéiert dës Paieementer als eng sozial Sécherheetsmesur fir be-
traffte Palästinenser an hir Familljen a gesäit dofir kee Lien mat der Ustëftung vu Gewalt. D'EU plädéiert fir e System, dee méi den individuelle Besoinen vun den Empfänger ugepasst ass (needs-based System).

Question 0130 (21.12.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **musée de la Police** :

D'Zukunft vum Musée vun der groussherzoglecher Police ass ongewëss. Dëse Musée huet de Meritt, wann och mat ganz bescheidenen Mëttelen, déi reng op de Benevolat opgebaut sinn, der „Flicht zur Erënnerung“ (devoir de mémoire) nozekommen, dëst fir ee vun de ganz wichtege Corpse fir eist Land.

Nieft den Erënnerungsstécker, déi am Musée ausgestellt sinn, wéi Uniformen an Interventionsweeën, geet et an dem Musée och drëms, d'Geschicht vun der Police an der Gendarmerie waakreg ze halen.

Dernieft kéint de Musée vun der groussherzoglecher Police eng Attraktioun fir Touriste sinn, d'Evolution vun den Techniken an der Investigatioun opweisen, Schouklasse empfanke an esou och de Beruff vum Polizist opwäerten.

Och d'Gebai selwer - wat sécherlech sanéiert misst ginn - ass e wichtege Zeie vun Industriegebaier aus der Mëtt vum 20. Jorhonnert, esouwuel wat d'Architektur selwer betrëfft wéi och d'Lifter, Fossen a Kranen.

Et schéngt awer esou ze sinn, datt d'Fro vum Policemusée an dem neie Koalitiounsprogramm net ernimmt ass.

Dowéinst wëllt ech der Madamm Kulturminister an dem Här Minister fir bannescht Sécherheet dës Fro stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt d'Flicht zur Erënnerung och vis-à-vis vun der Geschicht vun der Police an der Gendarmerie ze respektéieren ass? Wëllt déi nei Regierung d'Iddi vun engem Policemusée weider promovéieren?
2. Ass d'Regierung bereet, d'ASBL „Musée de la Police grand-ducale“ esou ze ënnerstëtzen, datt déi wäertvoll Kollektioun erhalen an ausgebaut ka ginn, oder huet déi nei Regierung nach alternativ oder zousätzlech Propositionen?
3. Ass d'Regierung bereet, d'Haltung vun der Virgängerregierung vis-à-vis vum Gebai um Verluerekascht ze iwwerdenken an esou den Avis vun der Kommissioun fir Plazen a Monumenter ze respektéieren?

Réponse commune (23.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

- ad 1. Jo.
- ad 2. Jo, mir si bereet, d'Iddi vun engem Policemusée weiderhin ze ënnerstëtzen.

ad 3. D'Regierung ass sech dem histoireschen an architektonesche Wäert vun deem Gebai bewusst, an d'Ministère schaffen enk zezusammen, wat den zukünftege Projet vum ganze Site um Verluerekascht betrëfft. An deem Kader ass en nationale Schutz net ausgeschloss.

Question 0131 (21.12.2018) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **radar sur la N11** :

An der Chambersëtzung vum 18. Dezember 2018 huet den Här Minister ugekënnegt, dass Streckeradaren op engem Ofschnëtt vun der N11 placéiert solle ginn. Dës Form vu Massen-iwwerwaachung werft eng ganz Rei vu Froen op hiesichtlech der Legitimitéit vun dësen technologesche Kontrollmechanismen am Kontext vun individuelle Perséinlechkeetsrechter.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Minister fir Mobilitéit a bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Opgeschlésselt no Joer, wéi vill Accidenter gouf et op deem Streckenofschneitt? Wéi eng Äarte vun Accidenter goufen op deem Streckenofschneitt ermëttelt?
2. Gi bei deenen ugekënnegte Streckeradaren all d'Stroossegefiere ab deem éischte Kontrollpunkt erfaasst an nom Verloosse vum Miessungsintervall an enger Datebank gespäichert? Falls jo, op wéi enger Späicherplatz ginn d'Donnéen gespäichert a wéi eng Aart vu Verschlüsselung gëtt dofir benotzt? Ass eng Läschtung vun den Donnéeën am Aklang mam Artikel 17 vum Reglement vum Dateschutz virgesinn?
3. Däerf d'Police oder de Geheimdéngscht am Kontext vu Fahndungen oder anere Recherchen op d'Date vu Radaren zougräifen? Däerfen dës Déngschter Bewegungsprofile mat dësen Daten erstellen?
4. Wéi rechtfertegt den Här Minister de Fait, dass all Privatpersoun duerch dës Streckeradaren ënner Generalverdacht gestallt gëtt, ouni dass am Virus ee konkrete Verdacht vun enger Verkéiersinfraktioun bestanen huet?
5. Ëm wéi een Ofschnëtt vun der N11 handelt et sech konkret, a wisou gouf dës Streck ausgewielt?

Réponse (31.01.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Den Tableau gëtt een Iwwerbléck iwwert déi offiziell Unzuel vun Accidenter um Streckenofschneitt Waldhaff-Gonnereng op der Nationalstrooss N11 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question).

ad 2. De Streckeradar erfaasst all Gefier um Agank an Ausgang vun der kontrolléierter Streck. Um Agank gëtt d'Gefier duerch seng Autosplack identifizéiert an den Ausgang kritt d'Informatioun, datt déi Plack ëm déi Auerzäit eragefuer ass. Wann am Ausgang dat Gefier och erkannt gëtt, gëtt d'Duerchschnëttsgeschwindigkeit gerechent, a sollt déi iwwert der erlaabter Vitesse leien, gëtt eng Foto vum Gefier gemaach. Just an deem Fall ginn d'Fotoen an d'Informatiounen vun der Infraktioun verschéckt. Am anere Fall ginn all d'Informatiounen geläscht, esou wéi dat och am Artikel 3, Ofsaz 4 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Juli 2015 „portant création du système de contrôle et de sanction automatisés“ virgesinn ass.

D'Traitement vun den Donnéeën huet seng legal Basis am Artikel 10 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Juli 2015 „portant création du système de contrôle et de sanction automatisés“ a gëtt am entsprechen, ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 7. August 2015 „autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés“ geregelt. Et ass natierlech virgesinn, datt all perséinlech Daten am Kader vum System CSA konform zum Gesetz vum 1. Au-

gust 2018 « relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale » traitéiert ginn.

All d'Informatiounen, déi vun der Radar-Installation verschéckt ginn, ginn asymmetresch mat engem Schléssel vun 2.048 bit verschlésselt.

ad 3. All d'Informatiounen vun de Gefierer, déi net ze séier waren, ginn direkt geläscht an et ass technesch net méiglech, déi Informatiounen fir aner Zwecker ze verschaffen.

Allerdéngs kann een no de generelle rechtliche Prinzipien am Kader vu strofrechtliche Pour-suitten op e Beweiselement, dat duerch e Radar generéiert gouf, zréckgräifen.

ad 4. Den Artikel 3, Ofsaz 4 handelt vum Streckeradar an den Daten, déi an deem Fall traitéiert ginn.

Am Fall vun de Streckeradaren ass et esou, datt d'Geschwindigkeit vun den Autoen vun zwou verschiddenen Unitéite gemooss gëtt op zwee verschiddene Punkten. Esou ass et dann, datt beim éischten „point de passage“ all d'Autoe mat hiren Autosplacken ofgespäichert ginn, fir den Duerchschnëtt vun hirer Vitesse op deem Stéck, wat tëschent deenen zwee Moospunkten ass, ze berechnen. Am Fall, wou d'Duerchschnëttsvitesse iwwert der erlaabter Vitesse op dëser Streck ass, ass d'Strofdozt qualifizéiert. Den „lieu d'infraction“ ass dann deen zweeten „point de passage“.

Déi Daten, wou keng Strofdot festgestallt gouf, ginn dobäi guer net am Centre ofgespäichert.

Et gëtt deemno keen ënner Generalverdacht gestallt.

ad 5. Et handelt sech ëm eng ongeféier 4.200 Meter laang Streck op der N11, déi hantert der Kräizung Waldhaff Richtung Jonglënster ufänkt bis dohin, wou den aktuelle Radar viru Gonnereng steet. Ob der ganzer Streck ass eng konstant Vitesse vun 90 Stonnekilometer fir Autoen a 75 Stonnekilometer fir Camionen.

Dës Streck gouf als Pilotprojet erausgesicht, well och nodeems de fixe Radar installéiert gouf, nach ëmmer vill Accidenter geschitt sinn. Vereenzelt mobil Kontrolle vun der Police op der Streck weisen, datt nach ëmmer vill Verstéiss virkommen.

Question 0133 (24.12.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **préparation économique-financière du Brexit** :

En effet, selon tous les observateurs, un Brexit sans « deal » devient de plus en plus probable. L'Allemagne, la France et les Pays-Bas, mais aussi la Commission européenne et le Royaume-Uni, se préparent sur le plan législatif à un tel scénario afin de minimiser les effets néfastes pour nos citoyens, mais aussi le chaos total pour le monde économique et financier des deux côtés de la Manche. Selon les analystes, même la stabilité financière pourrait être menacée. Tout comme - et cela du jour au lendemain - l'accès aux marchés financiers de l'Union européenne, le fameux « passeport européen ». Après tout, l'industrie britannique représente quelque 8.000 milliards d'euros en gestion d'actifs. Les risques à assurer sont donc énormes : « Großbritannien hätte zwar bei einem harten Brexit ungleich höhere wirtschaftliche Kosten zu gewärtigen als die EU-27. Doch steht in der Schlussphase des Brexit-Pokers auch für die verbleibenden EU-Staaten viel auf dem Spiel. » (NZZ, 20.12.2018)

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les travaux préparatifs concrets pour limiter les dégâts d'un « no deal » pour l'économie luxembourgeoise et pour la place financière ?
- 2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser avant tout les mesures concrètes envisagées afin d'assurer la sécurité des contrats et le bon



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



fonctionnement de l'industrie luxembourgeoise des fonds ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils, enfin, me renseigner sur d'éventuels accords bilatéraux entre le Luxembourg et le Royaume-Uni dans l'hypothèse d'un « no deal » ?

Réponse commune (23.01.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

ad 1) Afin de limiter les dégâts d'une sortie britannique de l'UE sans accord pour l'économie luxembourgeoise et pour la place financière et afin de garantir que tout vide juridique puisse être évité après le 29 mars 2019, le Gouvernement luxembourgeois est en train de préparer des mesures législatives et réglementaires nécessaires.

Ainsi, le Comité interministériel de coordination de la politique européenne (CICPE) se réunit régulièrement en format « Brexit » pour assurer l'échange régulier avec les différents ministères et pour identifier les domaines dans lesquels des mesures spécifiques doivent être prises. Sur base de ces travaux, plusieurs avant-projets de loi, portant entre autres sur les droits des citoyens, le statut des ressortissants britanniques employés auprès de l'État ou encore les services financiers, sont en cours de préparation.

Le sujet continue de figurer régulièrement à l'ordre du jour des comités et groupes de travail pertinents au niveau du Conseil de l'Union européenne et des autorités de surveillance européennes.

ad 2) En date du 19 décembre 2018, la Commission européenne a publié une communication dans laquelle elle annonce une série de mesures d'urgence qu'elle envisage de prendre et d'autres qu'elle invite les États membres à prendre pour assurer la préparation au Brexit (« Complementing the European Commission's Contingency Action Plan »). Une partie de cette communication est spécifiquement dédiée aux services financiers.

Par ailleurs, les autorités européennes de surveillance ont été encouragées à entamer l'élaboration d'accords de coopération avec les autorités de surveillance britanniques afin que l'échange d'informations relatives aux institutions et aux acteurs financiers soit possible immédiatement après la date du retrait en cas d'absence d'accord.

Au niveau national, le Commissariat aux assurances et la Commission de surveillance du secteur financier se sont penchés sur les points mis en exergue dans la communication de la Commission européenne. Un avant-projet de loi national relatif à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier, dont l'objet est de faciliter une transition sans heurts en cas d'un « no deal », est en cours de préparation. Cet avant-projet de loi s'inspire des initiatives prises par les pays limitrophes.

ad 3) Les accords bilatéraux conclus entre un État membre et le Royaume-Uni avant l'adhésion de ce dernier aux Communautés européennes ont en principe été remplacés par le droit de l'UE. Soucieux de respecter le principe de coopération loyale tant que l'accord de sortie n'a pas été ratifié, le Luxembourg n'a pas engagé de négociations relatives à la conclusion d'accords bilatéraux avec le Royaume-Uni en cas de « no deal ».

La Commission de surveillance du secteur financier et le Commissariat aux assurances ont eu des contacts avec leurs homologues britanniques pour assurer la préparation économique-financière du Brexit.

Question 0134 (24.12.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **retrait des États-Unis de Syrie** :

En effet, selon tous les observateurs, le retrait unilatéral et précipité des troupes américaines de Syrie constitue à la fois un danger pour la région, mais aussi pour le monde en général. Car, selon tous les observateurs, la lutte contre « l'État islamique » (IS) est loin d'être terminée et gagnée. C'est d'ailleurs aussi l'avis du chef du Pentagone, Jim Mattis, qui vient de démissionner jeudi de l'administration Trump et qui, dans sa lettre de démission, a encore insisté sur la nécessité pour Washington de « traiter les alliés avec respect ». S'y ajoute l'information que, selon les agences, l'administration américaine prépare également un retrait « important » des

troupes américaines stationnées en Afghanistan. L'annonce du Président Trump semble donc constituer un changement de paradigme géopolitique majeur.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'analyse géopolitique et géostratégique du retrait des USA de Syrie et - si l'annonce devrait se confirmer - aussi d'Afghanistan ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser le précité changement de paradigme géopolitique et géostratégique au niveau de l'Union européenne ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'exposer et qualifier les différentes options stratégiques de l'Europe après cette décision unilatérale de Washington ? En d'autres termes : quelle sera la réponse coordonnée de la nouvelle politique étrangère européenne ?

4) Monsieur le Ministre peut-il, enfin, me renseigner sur l'avenir des Kurdes au nord de la Syrie qui, une fois de plus, semblent être les grands perdants du retrait américain ?

Réponse (18.01.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Certaines interrogations demeurent quant au retrait annoncé des troupes américaines de Syrie. Tandis que les autorités américaines ont affirmé que le retrait aura bien lieu, aucun calendrier n'a été communiqué. Le retrait est soumis à certaines conditions, dont notamment l'élimination des éléments restants de l'État islamique. Il a aussi été affirmé que le retrait sera réalisé de manière ordonnée et responsable. En l'absence d'indications plus concrètes, il est prématuré de se prononcer sur les conséquences du retrait américain de la Syrie.

De la même manière, en Afghanistan, le retrait américain n'a pas encore été communiqué de manière officielle, mais le Président américain a annoncé au début de sa présidence qu'il souhaitait retirer les troupes américaines de ce pays qui connaît un conflit depuis 2001.

ad 2) La situation en Syrie est suivie de très près par l'UE et figure régulièrement à l'ordre du jour des réunions des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. Le Luxembourg reste attaché à un engagement fort, uni et cohérent de l'Union européenne et de ses partenaires en vue de contribuer activement à une solution politique en Syrie.

ad 3) La position de l'Union européenne est claire et reste inchangée : il ne peut pas y avoir de solution militaire à la crise syrienne. Seul un processus politique mené par le peuple syrien conduira à une transition pacifique et inclusive, conformément aux dispositions prévues par la résolution 2254 du Conseil de sécurité et dans le communiqué de Genève de 2012. L'Union européenne continuera d'appuyer le processus politique sous l'égide de l'ONU, ainsi que les efforts du nouvel envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie, Monsieur Geir Pedersen, afin d'inciter les parties belligères à entamer des négociations qui puissent aboutir à une solution politique, qui garantisse également la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie.

ad 4) Les États-Unis ont publiquement affirmé qu'ils ne retireraient pas leurs troupes de Syrie tant que la Turquie ne sera pas en mesure de garantir la sécurité des combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). Quant à l'annonce, après la conversation téléphonique entre les présidents Trump et Erdogan du 14 janvier 2019, de la création d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie, il est également prématuré de se prononcer sur les conséquences de cette dernière, faute de détails communiqués à ce stade.

Question 0135 (24.12.2018) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant le **niveau élevé de NO₂ dans certaines communes** :

An engem Courrier, deen d'Madamm Ëmweltminister den 10. Oktober 2018 u verschidde Gemengen am Grand-Duché gericht huet, fuerdert d'Madamm Minister dës Gemengen op, verschidde Moosnamen ze ergräifen, wat déi héich NO₂-Wäerter an der jeeweileger Gemeng ugeet: « Je vous invite à mettre en œuvre, le cas échéant avec les autorités étatiques, des mesures locales dans votre commune afin de réduire l'impact du trafic routier en général et celui des voitures diesel en particulier. »

An der Gemeng Hesper ass den zoulässegen NO₂-Wäert op verschidde Stroossen iwwert

dat ganz Joer 2018 bedeitend iwwerschritt ginn.

Wëssend, datt de Verkeier, deen iwwer Nationalstroossen an „chemin repris“ féiert, ënnert der Verantwortung vum Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ass, wéilte mir gär folgend Froen un den zoustännege Minister riichten:

1. Wat wëllt den Här Minister ënnerhuelen, fir den Trafic duerch dës Stroossen ze limitéieren?

2. Wëllt den Här Minister eventuell op de Wee goen, fir d'Gefierer mat Dieselmotoren ze limitéieren, esou wéi d'Madamm Ëmweltminister dat an hirem Courrier vum 10. Oktober schreift? Wei kéint esou eng Limitatioun ausgesinn?

Zanter Jore gëtt vun enger Umgehungsstroos ronderëm Alzeng/Hesper geschwat. Iwwert déi lescht Jore goufen eng sëllege Studien an dës Richtung gemaach, wat den optimalsten Tracé fir dës Stroos kéint sinn. Den 20. Mäerz 2017 war eng diesbezüglich Presentatioun zu Réiser mat de Gemengeréit vu Réiser a vun Hesper.

Deene béide Gemenge gouf confirméiert, datt d'Consultation publique vun dëser Umgehungsstroos Enn 2017 sollt sinn.

21 Méint méi spéit gouf nach ëmmer keng „Consultation publique“ ofgehaleen.

An dësem Kontext wéilte mir der Madamm Ëmweltminister gär folgend Froe stellen:

3. Ginn et spezifesch Grënn, firwat bal zwee Joer no dëser Presentatioun d'Prozedur nach ëmmer net ugefaangen huet?

4. Kann d'Madamm Minister eis soen, wéini datt dës „Consultation publique“ ofgehale gëtt?

5. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt betreffend den extrem schlechten NO₂-Wäerter an der Gemeng Hesper net schnellstméiglech eppes muss geschéien, wat d'Verkeiersbelaaschtung ugeet?

Réponse commune (29.01.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Am Joer 2017 gouf en nationale Loftqualitéitsprogramm ugeholl, andeem all déi nationale Mesurë beschriwwen sinn:

<https://environnement.public.lu/fr/loft/air/plans-air/PNQA.html>

Als Reaktioun op déi häteg an och déi zukünfteg Nofro u Mobilitéit am Südweste vu Lëtzebuerg ginn am Moment d'Infrastruktur fir d'Mobilitéit konsequent a kontinuéierlech entwéckelt. Esou ass an dësem Zesummenhang den Ausbau vun den Infrastrukture fir den ëffentlechen Transport ze gesinn (Zuch, Tram, Bus a Multimodal-Plattformen), fir doduerch eng Reduktioun vum motoriséierten Individualverkeier kënnen ze errechen a genau doduerch d'Stroossen an dësem Raum kënnen ze entlaaschten. De Contournement vun Alzeng an Hesper ass an dësem Sënn och e weidert Element, fir de Verkeier an den Uertsduerchfaarte vun Alzeng an Hesper ze reduzéieren.

ad 2. Am genannte Courrier vum 10. Oktober 2018 gouf d'Gemeng invitéiert, fir lokal Mesuren ze ergräifen, fir den Impakt vum Individualverkeier an insbesonnesch vun den Dieselauteo an d'Loftqualitéit ze reduzéieren. Dës Mesurë sinn als komplementar ze gesinn zu den nationale Mesuren. De Courrier huet och Hëllefstellung vun der Regierung an Aussicht gestallt, dëst nodeems d'Gemenge sech hir eegen Iwwerleeungen zur Problematik gemaach hunn.

Momentan gëtt awer nach net en eng Limitatioun vum Dieselmotor geduecht, dat well een aner Moosname kann treffen, fir d'NO₂-Emissionen an de Grëff ze kréien.

ad 3. Den Dossier fir an d'„Consultation publique“ vum Contournement Alzeng konnt Enn 2017 de kompetenten Autoritéit virgeluecht ginn. An den Äntwerte vun de jeeweilegen Autoritéit vum leschte Joer goufen zousätzlech Präzisionen zu verschidde Komponente gefrot, déi am Moment nach ausgeschafft ginn.

ad 4. Wann déi gefroten Elementer virleien, kann de vervollstännegten Dossier deene kompetenten Autoritéit virgeluecht ginn. Erëischt dono kann déi ëffentlech Unhéierung lancéiert ginn.

ad 5. D'Ëmweltministesch deelt d'Meenung vun der Gemeng, datt zu Hesper eppes muss geschéien, fir d'Verkeiersbelaaschtung ze reduzéieren. Dofir gouf och scho virum Oflschloss vun der landeswäiter NO₂-Miesscampagne am Joer 2018, organiséiert vun der Ëmweltverwaltung an Zesummenaarbecht mat de Gemengen am Kader vum Klima-

pakt, en éischten Tëschebilan gezunn. Et goufen déi Plazen identifizéiert, déi riskéieren, den europäesche Grenzwäert (Joresmëttelwäert) ze iwwerschneiden. Et goufen all d'bedeelegt Gemenge während engem Workshop am September 2018 informéiert iwwert d'Belaaschtungssituatioun an d'potenziell Moosnamen, déi och um lokale Plang kënnen geholl ginn. Insbesonnesch gouf vum Infrastruktur- an Nohaltegkeitsminister déi nei Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit presentéiert (MoDu 2.0). Dës enthält ënner anerem eng Geschirkëscht vun der Mobilitéit mat enge fofzeg konkrete Mesuren, déi déi véier Akteure vun der Mobilitéit - de Stat, d'Gemengen, d'Employeuren an d'Bierger - kënnen ëmsetzen, fir d'Mobilitéit ze verbesseren.

Konkret Moosname sinn d'Fërderung vum ëffentlechen Transport (Busspuren op den Hauptachsen an Ëmsteig-Plattformen), een alternative motoriséierten Individualverkeier, d'Verbesserung vum Verkeiersfloss an d'Bebauung op de staark belaaschte Verkeiersachsen (Frëschloft-Schneisen).

Schlussendlech gouf mat deem genannte Courrier vum 10. Oktober deene mei betrafene Gemengen ugebueden, fir zesumme mat de staatlechen Akteuren no Léisungen ze sichen, an et gouf hinnen Hëllefstellung an Aussicht gestallt bei der Ëmsetzung vun den zousätzleche lokale Mesuren.

Question urgente 0316 (05.02.2019) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'**inscription de deux immeubles dans le quartier Limpertsberg à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux** :

Dans sa séance du 28 janvier 2019, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a émis un avis négatif concernant la proposition de Monsieur le Secrétaire d'État à la Culture d'inscrire à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux les bâtiments sis 35 et 37, avenue Victor Hugo dans le quartier Limpertsberg.

Or, la Commission des sites et monuments a émis un avis positif quant à la protection de ces bâtiments.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 4048 du 19 septembre 2018, Monsieur le Ministre de la Culture a expliqué qu'il venait de saisir la Commission des sites et monuments nationaux en vue du classement des immeubles mentionnés ci-dessus.

De plus, Monsieur le Ministre a expliqué qu'à l'époque et qu'à sa connaissance aucune demande d'autorisation pour la démolition dudit immeuble n'avait été accordée. Il s'avère qu'une demande pour une autorisation de bâtir pour la construction d'une résidence et la démolition du bâtiment sis 37, avenue Victor Hugo (demande introduite en date du 12 novembre 2018) est en cours d'instruction auprès du Service de l'urbanisme de la Ville de Luxembourg.

Dès lors, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture :

- Quelles suites à la proposition d'une inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux des bâtiments sis 35 et 37, avenue Victor Hugo dans le quartier Limpertsberg Madame la Ministre compte-elle donner, suite aux avis positifs de la Commission des sites et monuments nationaux respectivement négatifs de la Ville de Luxembourg ?

Réponse (07.02.2018) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Comme suite à l'examen du dossier par la Commission des sites et monuments nationaux, qui s'est prononcé en faveur d'une protection, et conformément aux règles ayant trait à la procédure de protection et à la procédure administrative non contentieuse, la Ville de Luxembourg et les propriétaires ont été saisis en leurs avis et observations quant à l'intention de l'État d'inscrire les immeubles sis 35 et 37, avenue Victor Hugo à l'inventaire supplémentaire.

Il y a quelques jours, les avis de la Ville et les observations des propriétaires d'un des immeubles me sont parvenus. Ils s'expriment contre une protection nationale des immeubles, alors qu'ils contestent l'intérêt public de conservation de ces derniers. Toutefois, les propriétaires ont invité des agents du Service des sites et monuments nationaux (SSMN) à venir inspecter l'intérieur de l'immeuble. Cette visite aura lieu très prochainement et c'est entre autres au vu du rapport que le SSMN me soumettra que je prendrai ma décision.